

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the
League of Nations*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations*

VOLUME CXLIX

1934

NUMÉROS 1, 2, 3 et 4

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N° 3427. — Espagne et Italie :	
Echange de notes comportant un accord simplifiant le cérémonial des visites effectuées par les bâtiments de guerre de l'un des deux pays dans les ports de l'autre. Rome, les 18 et 30 juillet 1932	9
N° 3428. — Espagne et Turquie :	
Echange de notes comportant un accord réglant les relations commerciales entre les deux pays. Ankara, le 2 novembre 1932	15
N° 3429. — Finlande et Suède :	
Accord concernant l'organisation d'un service de garde commun en vue de la lutte contre l'importation illicite des marchandises alcooliques, avec protocole final. Signés à Helsingfors (Helsinki), le 29 décembre 1933	23
N° 3430. — Danemark et Etat libre d'Irlande :	
Accord concernant l'exonération réciproque de l'impôt, pour certains bénéfices réalisés par des entreprises de navigation maritime. Signé à Londres, le 25 avril 1934	31
N° 3431. — Albanie, Allemagne, République Argentine, Autriche, Belgique, etc. :	
Amendement à l'article 393 du Traité de Versailles et aux articles correspondants des autres traités de paix, adopté par la Conférence internationale du Travail à sa quatrième session à Genève, le 2 novembre 1922	35
Union Sud-Africaine, Australie, Empire britannique, Canada, Chine, etc. :	
Protocole relatif à l'amendement ci-dessus, ouvert à la signature à Genève, le 14 juin 1923	39
N° 3432. — Danemark et Lithuanie :	
Echange de notes comportant un accord concernant la protection réciproque des marques de fabrique ou de commerce. Kaunas, le 17 janvier 1934	43

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations*

VOLUME CXLIX

1934

NUMBERS 1, 2, 3 and 4

TABLE OF CONTENTS

	Page
No. 3427. — Spain and Italy :	
Exchange of Notes constituting an Agreement for the Simplification of the Ceremonial followed in Case of Warships belonging to Either Country visiting Ports of the Other Country. Rome, July 18th and 30th, 1932	9
No. 3428. — Spain and Turkey :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regulating Commercial Relations between the Two Countries. Ankara, November 2nd, 1932	15
No. 3429. — Finland and Sweden :	
Agreement regarding the Organisation of a Common Surveillance Service with a View to preventing the Illicit Importation of Alcoholic Liquors, and Final Protocol. Signed at Helsingfors (Helsinki), December 29th, 1933	23
No. 3430. — Denmark and Irish Free State :	
Agreement for the Reciprocal Exemption from Taxation of the Business of Shipping in Certain Cases. Signed at London, April 25th, 1934	31
No. 3431. — Albania, Germany, Argentine Republic, Austria, Belgium, etc. :	
Amendment to Article 393 of the Treaty of Versailles and to the Corresponding Articles of the Other Treaties of Peace, adopted by the International Labour Conference at its Fourth Session at Geneva, November 2nd, 1922	35
Union of South Africa, Australia, British Empire, Canada, China, etc. :	
Protocol relating to the Above-mentioned Amendment, opened for Signature at Geneva, June 14th, 1923	39
No. 3432. — Denmark and Lithuania :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding Reciprocal Protection of Commercial or Industrial Trade Marks. Kaunas, January 17th, 1934	43

	Pages
N° 3433. — États-Unis d'Amérique et Mexique :	
Protocole relatif aux réclamations soumises à la Commission générale des réclamations instituée par la Convention du 8 septembre 1923. Signé à Mexico, le 24 avril 1934 ...	49
N° 3434. — Egypte, France, Norvège et Yougoslavie :	
Convention internationale pour l'unification de la présentation des résultats d'analyse des matières destinées à l'alimentation de l'homme et des animaux. Signée à Paris, le 30 juin 1931 ...	63
N° 3435. — Allemagne et Yougoslavie :	
Echange de notes comportant un accord relatif à l'octroi du traitement de la nation la plus favorisée dans les relations commerciales entre les deux pays. Belgrade, le 29 juillet 1933 ...	77
N° 3436. — Finlande et Union des Républiques soviétiques socialistes :	
Convention concernant les rennes, et protocole final. Signés à Helsinki, le 24 juillet 1933 ...	83
N° 3437. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Finlande :	
Convention concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres, le 11 août 1933, et échanges de notes y relatifs, Helsinki, les 7 et 8 mars 1934, et les 13 et 16 mars 1934 ...	131
N° 3438. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Finlande :	
Accord commercial avec protocole et annexes, signés à Helsinki, le 29 septembre 1933, et échange de notes concernant l'application des dispositions de la partie II, paragraphe 1, du protocole, Londres, le 29 décembre 1933 ...	167
N° 3439. — Finlande et Union des Républiques soviétiques socialistes :	
Convention portant modification à la Convention du 28 octobre 1922 relative au flottage des bois sur les cours d'eau coulant du territoire de la Finlande sur le territoire de l'Union des Républiques soviétiques socialistes et <i>vice versa</i> , et protocole final. Signés à Moscou, le 15 octobre 1933 ...	243
N° 3440. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Finlande :	
Accord entre l'Administration des postes du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Administration des postes de la Finlande concernant l'échange des colis postaux, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Londres, le 17 octobre 1933, et à Helsinki, le 4 novembre 1933 ...	285
N° 3441. — Finlande et Turquie :	
Echange de notes comportant un accord commercial. Ankara, le 19 décembre 1933... ..	333
N° 3442. — Allemagne et Finlande :	
Traité de commerce, avec annexes, protocole final et protocole de signature. Signés à Berlin, le 24 mars 1934 ...	343

	Page
No. 3433. — United States of America and Mexico :	
Protocol relative to Claims presented to the General Claims Commission, established by the Convention of September 8th, 1923. Signed at Mexico, April 24th, 1934	49
No. 3434. — Egypt, France, Norway and Yugoslavia :	
International Convention regarding the Standardisation of the Methods of presenting the Results of the Analysis of Foodstuffs for Human Consumption and for Animals. Signed at Paris, June 30th, 1931	63
No. 3435. — Germany and Yugoslavia :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Grant of Most-favoured-nation Treatment in the Commercial Relations between the Two Countries. Belgrade, July 29th, 1933	77
No. 3436. — Finland and Union of Soviet Socialist Republics :	
Convention regarding Reindeer, and Final Protocol. Signed at Helsinki, July 4th, 1933 ...	83
No. 3437. — Great Britain and Northern Ireland and Finland :	
Convention regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters, signed at London, August 11th, 1933, and Exchanges of Notes relating thereto, Helsinki, March 7th and 8th, 1934, and March 13th and 16th, 1934	131
No. 3438. — Great Britain and Northern Ireland and Finland :	
Commercial Agreement, with Protocol and Annexes, signed at Helsinki, September 29th, 1933, and Exchange of Notes regarding the Application of the Provisions of Paragraph 1 of Part II of the Protocol, London, December 29th, 1933	167
No. 3439. — Finland and Union of Soviet Socialist Republics :	
Convention modifying the Convention of October 28th, 1922, regarding the Floating of Timber down Watercourses flowing from Finnish Territory into the Territory of the Union of Soviet Socialist Republics and <i>vice versa</i> , and Final Protocol. Signed at Moscow, October 15th, 1933	243
No. 3440. — Great Britain and Northern Ireland and Finland :	
Agreement between the Post Office of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Post Office of Finland for the Exchange of Parcels by Parcel Post, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at London, October 17th, 1933, and at Helsinki, November 4th, 1933	285
No. 3441. — Finland and Turkey :	
Exchange of Notes constituting a Commercial Agreement. Ankara, December 19th, 1933	333
No. 3442. — Germany and Finland :	
Treaty of Commerce, with Annexes, Final Protocol, and Protocol of Signature. Signed at Berlin, March 24th, 1934	343

	Pages
N° 3443. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Roumanie :	
Echange de notes relatif aux taxes consulaires sur les certificats d'origine. Bucarest, le 25 septembre 1933	425
N° 3444. — Norvège et Nouvelle-Zélande :	
Echange de notes concernant les relations commerciales. Wellington, le 20 octobre 1933, et Sydney, le 27 octobre 1933	429
N° 3445. — Union économique belgo-luxembourgeoise et Nouvelle-Zélande :	
Echange de notes comportant un arrangement commercial. Wellington, le 5 décembre 1933	435
N° 3446. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Union des Républiques soviétiques socialistes :	
Accord commercial provisoire, avec annexe. Signé à Londres, le 16 février 1934	445
N° 3447. — Etats-Unis d'Amérique et Danemark :	
Echange de notes comportant un arrangement relatif à la circulation des aéronefs civils de l'un des deux Etats au-dessus du territoire de l'autre. Copenhague, les 12 et 24 mars 1934	471
N° 3448. — Etats-Unis d'Amérique et Danemark :	
Echange de notes comportant un arrangement relatif à la délivrance par l'un des deux Etats aux ressortissants de l'autre Etat de brevets de pilote les autorisant à piloter des aéronefs civils. Copenhague, les 14 et 24 mars 1934	485
N° 3449. — Etats-Unis d'Amérique et Danemark :	
Echange de notes comportant un arrangement relatif à la reconnaissance par l'un des deux Etats des certificats de navigabilité concernant les aéronefs exportés de l'autre Etat comme marchandise. Copenhague, les 12 et 24 mars 1934	493

	Page
No. 3443. — Great Britain and Northern Ireland and Roumania :	
Exchange of Notes respecting Consular Fees on Certificates of Origin. Bucharest, September 25th, 1933	425
No. 3444. — Norway and New Zealand :	
Exchange of Notes in regard to Commercial Relations. Wellington, October 20th, 1933, and Sydney, October 27th, 1933	429
No. 3445. — Economic Union of Belgium and Luxemburg and New Zealand :	
Exchange of Notes constituting a Trade Arrangement. Wellington, December 5th, 1933	435
No. 3446. — Great Britain and Northern Ireland and Union of Soviet Socialist Republics :	
Temporary Commercial Agreement, with Annex. Signed at London, February 16th, 1934	445
No. 3447. — United States of America and Denmark :	
Exchange of Notes constituting an Arrangement concerning the Operation of Civil Aircraft of the One Country in the Other Country. Copenhagen, March 12th and 24th, 1934	471
No. 3448. — United States of America and Denmark :	
Exchange of Notes constituting an Arrangement concerning the Issuance by the One Country of Licenses to Nationals of the Other Country authorizing them to pilot Civil Aircraft. Copenhagen, March 14th and 24th, 1934	485
No. 3449. — United States of America and Denmark :	
Exchange of Notes constituting an Arrangement concerning the Acceptance by the One Country of Certificates of Airworthiness for Aircraft exported from the Other Country as Merchandise. Copenhagen, March 12th and 24th, 1934... ..	493

N° 3427.

ESPAGNE ET ITALIE

Echange de notes comportant un accord simplifiant le cérémonial des visites effectuées par les bâtiments de guerre de l'un des deux pays dans les ports de l'autre. Rome, les 18 et 30 juillet 1932.

SPAIN AND ITALY

Exchange of Notes constituting an Agreement for the Simplification of the Ceremonial followed in Case of Warships belonging to Either Country visiting Ports of the Other Country. Rome, July 18th and 30th, 1932.

N° 3427. — CANJE DE NOTAS¹ ENTRE LOS GOBIERNOS DE ESPAÑA E ITALIA CONSTITUYENDO UN ACUERDO PARA SIMPLIFICAR EL CEREMONIAL DE LAS VISITAS DE LOS BUQUES DE GUERRA ESPAÑOLES E ITALIANOS. ROMA, 18 Y 30 DE JULIO DE 1932.

N° 3427. — SCAMBIO¹ DI NOTE FRA I GOVERNI DI SPAGNA E ITALIA, COSTITUENTI UN ACCORDO RELATIVAMENTE ALLO SCOPO DI SEMPLIFICARE IL CERIMONIALE DELLA VISITA DELLE NAVI DA GUERRA DI CIASCUNO DEI DUE PAESI NEI PORTI DELL'ALTRO. ROMA, IL 18 E IL 30 LUGLIO 1932.

Textes officiels espagnol et italien communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Espagne à Berne et le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 19 mai 1934.

Spanish and Italian official texts communicated by the Spanish Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne and by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place May 19th, 1934.

I.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI.
UFFICIO CERIMONIALE.
3786-18.

ROMA, 18 luglio 1932, Anno X.

SIGNOR AMBASCIATORE,

Vostra Eccellenza ha voluto comunicarmi con Sua Nota del 6 luglio p. p. che il Governo della Repubblica è disposto ad accogliere la mia proposta contenuta nella nota in data 1° aprile n. 1523-II diretta a semplificare la procedura sinora seguita in occasione di visite di navi da guerra.

Ho l'onore pertanto di riportare qui appresso quali sarebbero i termini dell'accordo da concludersi :

1° Le visite delle navi da guerra si dividono in due categorie : visite ufficiali e visite non ufficiali. La visita sarà considerata ufficiale soltanto quando avrà luogo a seguito di un invito del Governo del Paese a cui appartiene il porto o quando rivestirà un carattere speciale. Nella domanda di autorizzazione a visitare il porto si dovrà tuttavia sempre specificare se trattasi di visita ufficiale o non ufficiale ;

2° Nel caso di visite non ufficiali il cerimoniale resterà limitato alle salve ed alle usuali visite di cortesia, nel caso di visite ufficiali avrà luogo un ricevimento solenne ;

3° Quanto precede nulla modifica a quanto concerne l'ammissione delle visite di navi da guerra.

In conseguenza mi permetto pregare l'Eccellenza Vostra di volermi partecipare la formale adesione del Governo della Repubblica.

¹ Entré en vigueur le 30 juillet 1932.

¹ Came into force July 30th, 1932.

Con la nota responsiva di codesta Ambasciata l'accordo sarà considerato perfetto e la data della nota stessa ne segnerà la decorrenza.

Voglia gradire, Signor Ambasciatore, gli atti della mia piú alta considerazione.

A Sua Eccellenza
il Signor Don Gabriel Alomar,
Ambasciatore di Spagna,
Roma.

(Firmato) FANI.

Per copia conforme :

p. Il Ministro degli Affari Esteri,
Suvich.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Núm. 105.

ROMA, 30 de Julio de 1932.

SEÑOR PRESIDENTE,

Con referencia a la atenta Nota núm. 3.786-18, de 18 del mes actual, tengo la honra de poner en conocimiento de V. E. que el Gobierno de la República española, en su deseo de simplificar el ceremonial de las visitas de los buques de guerra, acepta las normas siguientes :

1º Las visitas de los buques de guerra se dividen en dos categorías : visitas oficiales y visitas no oficiales. La visita será considerada oficial solamente cuando tenga lugar como consecuencia de invitación por parte del Gobierno del país a que pertenece el puerto o cuando revista un carácter especial. En la petición de autorización para visitar el puerto, se deberá siempre especificar si se trata de visita oficial o no oficial ;

2º En caso de visita no oficial, el ceremonial quedará limitado a las salvas y a las usuales visitas de cortesía ; en el caso de visita oficial, tendrá lugar una solemne recepción ;

3º Cuanto precede en nada modifica lo concerniente a la admisión de visitantes en los navíos de guerra.

El acuerdo se considerará concertado mediante la presente Nota de respuesta, y la fecha de la misma señalará la entrada en vigor.

Aprovecho esta oportunidad, Señor Presidente, para reiterarle las seguridades de mi más alta consideración.

(Firmado) Gabriel ALOMAR.

Excmo. Señor D. Benito Mussolini,
Presidente del Consejo de Ministros,
Ministro de Negocios Extranjeros.

Don José Maria Doussinague,
Subsecretario de Estado.

Certifico : Que el presente ejemplar es copia exacta del original a que se refiere, cuya entrada en vigor tuvo efecto el 30 de Julio de 1932.

Madrid, 30 de Abril de 1934.

J. M. Doussinague.

Per copia conforme :

p. Il Ministro degli Affari Esteri,
Suvich.

¹ TRADUCTION.

N^o 3427. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ESPAGNOL ET ITALIEN COMPORTANT UN ACCORD SIMPLIFIANT LE CÉRÉMONIAL DES VISITES EFFECTUÉES PAR LES BÂTIMENTS DE GUERRE DE L'UN DES DEUX PAYS DANS LES PORTS DE L'AUTRE. ROME, LES 18 ET 30 JUILLET 1932.

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
BUREAU DU CÉRÉMONIAL.
3786/18.

ROME, le 18 juillet 1932. An X.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Vous avez bien voulu me faire savoir, par votre note du 6 juillet dernier, que le Gouvernement de la République est disposé à accueillir ma proposition contenue dans la note en date du 1^{er} avril, n^o 1523/11, tendant à simplifier la procédure suivie jusqu'ici à l'occasion de visites de bâtiments de guerre.

En conséquence, j'ai l'honneur de préciser ci-après quelles seraient les conditions de l'accord à conclure :

1^o Les visites des bâtiments de guerre se divisent en deux catégories : visites officielles et visites non officielles. La visite ne sera considérée comme officielle que lorsqu'elle aura lieu à la suite d'une invitation du gouvernement du pays au-

¹ TRANSLATION.

No. 3427. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE SPANISH AND ITALIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE SIMPLIFICATION OF THE CEREMONIAL FOLLOWED IN CASE OF WARSHIPS BELONGING TO EITHER COUNTRY VISITING PORTS OF THE OTHER COUNTRY. ROME, JULY 18TH AND 30TH, 1932.

I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
OFFICE OF CEREMONIAL.
3786/18.

ROME, July 18th, 1932, Year X.

YOUR EXCELLENCY,

You were good enough to inform me, by your Note of July 6th, 1932, that the Government of the Republic was prepared to accept the proposal contained in my Note No. 1523/11, of April 1st, with a view to the simplification of the procedure hitherto followed in connexion with visits of warships.

I have the honour accordingly to communicate hereinafter the terms of the proposed future agreement :

(1) Visits of warships shall be divided into two categories : official and non-official visits. A visit shall only be regarded as official when it is in response to an invitation from the Government of the country to which the port belongs, or when

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

quel appartient le port ou lorsqu'elle revêtira un caractère spécial. Toutefois, la demande d'autorisation de visiter le port devra toujours spécifier s'il s'agit d'une visite officielle ou d'une visite non officielle ;

2° Dans le cas de visite non officielle, le cérémonial sera limité aux salves et aux visites usuelles de courtoisie ; dans le cas de visite officielle, une réception solennelle aura lieu ;

3° Les dispositions qui précèdent n'apportent aucune modification en ce qui concerne l'admission de visites sur des bâtiments de guerre.

En conséquence, je me permets de vous prier de bien vouloir me faire part de l'adhésion formelle du Gouvernement de la République.

La réponse de votre Ambassade constituera la consécration de l'accord, et la date de cette réponse sera celle de l'entrée en vigueur dudit accord.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) FANI.

Son Excellence
Monsieur Gabriel Alomar,
Ambassadeur d'Espagne,
Rome.

II.

N° 105.

ROME, le 30 juillet 1932.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Me référant à la note n° 3786/18, du 18 courant, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de la République espagnole, désireux de simplifier le cérémonial des visites de bâtiments de guerre, accepte les règles suivantes :

1° Les visites des bâtiments de guerre se divisent en deux catégories : visites officielles et visites non officielles. La visite ne sera considérée comme officielle que lorsqu'elle aura lieu à la suite d'une invitation du gouvernement du pays auquel appartient le port ou lorsqu'elle revêtira

it is of a special character. The request for authorisation to visit a port shall always specify whether the visit is to be regarded as official or non-official ;

(2) In the case of non-official visits, the ceremonial shall be limited to salutes and the usual courtesy visits ; in the case of official visits, there shall be a formal reception ;

(3) The foregoing provisions shall not in any way modify the procedure with regard to permission to visit warships.

I would request you in consequence to be good enough to inform me whether the Government of the Republic formally accepts this proposal.

Your Embassy's reply will be deemed to complete the Agreement, which will come into force on the date of that reply.

I have the honour, etc.

(Signed) FANI.

His Excellency
Monsieur Gabriel Alomar,
Spanish Ambassador,
Rome.

II.

No. 105.

ROME, July 30th, 1932.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to Note 3786/18, of July 18th, I have the honour to inform you that the Government of the Spanish Republic, in its desire to simplify the ceremonial in connexion with visits of warships, accepts the following rules :

(1) Visits of warships shall be divided into two categories : official and non-official visits. A visit shall only be regarded as official when it is in response to an invitation from the Government of the country to which the port belongs, or when it is of a special character. The request

un caractère spécial. La demande d'autorisation de visiter le port devra toujours spécifier s'il s'agit d'une visite officielle ou d'une visite non officielle ;

2° Dans le cas de visite non officielle, le cérémonial sera limité aux salves et aux visites usuelles de courtoisie ; dans le cas de visite officielle, une réception solennelle aura lieu ;

3° Les dispositions qui précèdent n'apportent aucune modification en ce qui concerne l'admission de visiteurs sur des bâtiments de guerre.

En conséquence, l'accord sera considéré comme conclu au moyen de la présente note de réponse, et la date de cette réponse sera celle de l'entrée en vigueur dudit accord.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Gabriel ALOMAR.

Son Excellence
Monsieur B. Mussolini,
Président du Conseil des Ministres,
Ministre des Affaires étrangères,
Rome.

for authorisation to visit a port shall always specify whether the visit is to be regarded as official or non-official ;

(2) In the case of non-official visits, the ceremonial shall be limited to salutes and the usual courtesy visits ; in the case of official visits, there shall be a formal reception ;

(3) The foregoing provisions shall not in any way modify the procedure with regard to permission to visit warships.

Consequently, the Agreement shall be deemed to have been completed by the present reply, the date of this reply being that on which the Agreement will come into force.

I have the honour, etc.

(Signed) Gabriel ALOMAR.

His Excellency
Monsieur Benito Mussolini,
President of the Council of Ministers,
Minister for Foreign Affairs,
Rome.

N° 3428.

ESPAGNE ET TURQUIE

Echange de notes comportant un accord réglant les relations commerciales entre les deux pays. Ankara, le 2 novembre 1932.

SPAIN AND TURKEY

Exchange of Notes constituting an Agreement regulating Commercial Relations between the Two Countries. Ankara, November 2nd, 1932.

N^o 3428. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS ESPAGNOL ET TURC COMPORTANT UN ACCORD RÉGLANT LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES DEUX PAYS. ANKARA, LE 2 NOVEMBRE 1932.

Texte officiel français communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Espagne à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 19 mai 1934.

I.

RÉPUBLIQUE TURQUE.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

ANKARA, le 2 novembre 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence qu'en attendant la mise en vigueur d'un traité de commerce et de navigation entre la Turquie et l'Espagne, le Gouvernement de la République turque consent à ce que le régime commercial entre les deux pays soit établi sur les conditions suivantes :

1^o Les produits du sol et de l'industrie originaires d'Espagne destinés soit à la consommation, soit à la réexpédition ou au transit, seront autorisés à entrer en Turquie librement et sans contingentement d'aucune sorte tant que le chiffre des exportations de l'Espagne vers la Turquie ne dépassera pas celui des importations turques en Espagne.

2^o Les mesures adoptées par la Turquie relativement aux restrictions pour l'achat de devises pour le paiement des marchandises espagnoles — notamment le Décret du 16 novembre 1931 et le Décret-loi N^o 5 de mai 1932 — seront interprétées dans le sens que la Turquie facilitera sans entraves, retards ni limitations quelconques, les devises nécessaires pour le paiement des susdites marchandises espagnoles et ce jusqu'à concurrence d'un montant égal à la contre-valeur des marchandises que l'Espagne importera de la Turquie.

3^o Le Gouvernement espagnol, de son côté, s'engage à ne pas établir de prohibitions, d'entraves, de contingentement ni de restrictions de devises à l'égard des marchandises que la Turquie importera en Espagne.

4^o En outre, il demeure entendu que jusqu'à la conclusion d'un accord commercial définitif les produits qui seront importés du territoire de l'une des Parties à destination du territoire de l'autre jouiront du traitement de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne les droits de douane intérieurs et le régime d'importation et commercial.

¹ Entré en vigueur le 2 novembre 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 3428. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN THE SPANISH AND TURKISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGULATING COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. ANKARA, NOVEMBER 2ND, 1932.

French official text communicated by the Spanish Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place May 19th, 1934.

I.

TURKISH REPUBLIC.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

ANKARA, *November 2nd, 1932.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform your Excellency that, pending the entry into force of a Treaty of Commerce and Navigation between Turkey and Spain, the Government of the Turkish Republic agrees to the establishment of commercial relations between the two countries subject to the following conditions :

(1) Products of the soil and of industry having their origin in Spain, which are intended for consumption or re-export or transit, shall be entitled to enter Turkey freely and without quotas of any kind, so long as the total of Spanish exports to Turkey does not exceed the total of Turkish imports into Spain.

(2) Measures adopted by Turkey to impose restrictions on the purchase of foreign exchange for payment for Spanish goods, in particular the Decree of November 16th, 1931, and the Decree-Law No. 5 of May 1932, shall be interpreted as meaning that Turkey will facilitate without restrictions, delays or limitations of any kind, the provision of the necessary foreign exchange for payment for the said Spanish goods, up to an amount equivalent to the value of the goods imported by Spain from Turkey.

(3) The Spanish Government for its part undertakes not to establish prohibitions, restrictions, quotas or foreign exchange limitations in respect of goods imported by Spain from Turkey.

(4) It is further understood that, pending the conclusion of a definitive commercial agreement, products imported from the territory of one Party into the territory of the other Party shall enjoy most-favoured-nation treatment in respect of internal Customs duties, and import and trade regulations generally.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force November 2nd, 1932.

5° Il demeure également entendu que le traitement accordé aux marchandises espagnoles en Turquie et aux marchandises turques en Espagne sera égal à celui accordé à celles de l'Allemagne, de la France et de l'Italie, etc.

6° Les deux Parties sont d'accord de ratifier dans le plus bref délai possible la Convention commerciale signée le 25 juillet 1931 entre l'Espagne et la Turquie et d'en modifier les articles I et II qui seront remplacés par des listes de produits de chaque pays respectivement.

7° Ces engagements seront valables pour une période d'un an et prolongés par tacite reconduction à moins de dénonciation avec un préavis d'un mois.

8° Les conditions établies ci-haut entreront en vigueur à la date de l'échange des notes dont elles font l'objet.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

(Signé) D^r T. RÜSTÜ.

Son Excellence
Monsieur Juan M. de Aristegui,
Ministre Plénipotentiaire d'Espagne,
etc., etc., etc.

II.

LÉGATION D'ESPAGNE
EN TURQUIE.

ANKARA, le 2 novembre 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence qu'en attendant la mise en vigueur d'un traité de commerce et de navigation entre l'Espagne et la Turquie, le Gouvernement de la République espagnole consent à ce que le régime commercial entre les deux pays soit établi sur les conditions suivantes :

1° Les produits du sol et de l'industrie originaires d'Espagne destinés soit à la consommation soit à la réexpédition ou au transit, seront autorisés à entrer en Turquie librement et sans contingentement d'aucune sorte tant que le chiffre des exportations de l'Espagne vers la Turquie ne dépassera pas celui des importations turques en Espagne.

2° Les mesures adoptées par la Turquie relativement aux restrictions pour l'achat de devises pour le paiement des marchandises espagnoles — notamment le Décret du 16 novembre 1931 et le Décret-loi N° 5 de mai 1932 — seront interprétées dans le sens que la Turquie facilitera sans entraves, retards ni limitations quelconques les devises nécessaires pour le paiement des susdites marchandises espagnoles et ce jusqu'à concurrence d'un montant égal à la contre-valeur des marchandises que l'Espagne importera de la Turquie.

3° Le Gouvernement espagnol, de son côté, s'engage à ne pas établir de prohibitions, d'entraves, de contingentement ni de restrictions de devises à l'égard des marchandises que la Turquie importera en Espagne.

4° En outre il demeure entendu que jusqu'à la conclusion d'un accord commercial définitif les produits qui seront importés du territoire de l'une des Parties à destination du territoire de l'autre jouiront du traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les droits de douane intérieurs et le régime d'importation et commercial.

(5) It is further understood that the treatment accorded to Spanish goods in Turkey and to Turkish goods in Spain shall be equal to the treatment accorded to goods from Germany, France, Italy, etc.

(6) The two Parties agree to ratify as soon as possible the Commercial Convention signed on July 25th, 1931, between Spain and Turkey, substituting for Articles I and II lists of products of their respective countries.

(7) These undertakings shall remain in force for a period of one year and shall be prolonged by tacit agreement, if not denounced, subject to one month's notice of denunciation.

(8) The conditions above laid down shall come into force on the date of the exchange of the notes of which they are the subject.

I have the honour, etc.

(Signed) Dr. T. Rüşü.

His Excellency
Monsieur Juan M. de Aristegui,
Spanish Minister Plenipotentiary,
etc., etc., etc.

II.

SPANISH LEGATION
IN TURKEY.

ANKARA, *November 2nd, 1932.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform your Excellency that, pending the entry into force of a Treaty of Commerce and Navigation between Spain and Turkey, the Government of the Spanish Republic agrees to the establishment of commercial relations between the two countries subject to the following conditions :

(1) Products of the soil and of industry having their origin in Spain, which are intended for consumption or re-export or transit, shall be entitled to enter Turkey freely and without quotas of any kind, so long as the total of Spanish exports to Turkey does not exceed the total of Turkish imports into Spain.

(2) Measures adopted by Turkey to impose restrictions on the purchase of foreign exchange for payment for Spanish goods, in particular the Decree of November 16th, 1931, and the Decree-Law No. 5 of May 1932, shall be interpreted as meaning that Turkey will facilitate without restrictions, delays or limitations of any kind, the provision of the necessary foreign exchange for payment for the said Spanish goods, up to an amount equivalent to the value of the goods imported by Spain from Turkey.

(3) The Spanish Government for its part undertakes not to establish prohibitions, restrictions, quotas or foreign exchange limitations in respect of goods imported by Spain from Turkey.

(4) It is further understood that, pending the conclusion of a definitive commercial agreement, products imported from the territory of one Party into the territory of the other Party shall enjoy most-favoured-nation treatment in respect of internal Customs duties, and import and trade regulations generally.

5° Il demeure également entendu que le traitement accordé aux marchandises espagnoles en Turquie et aux marchandises turques en Espagne sera égal à celui accordé à celles de l'Allemagne, de la France et de l'Italie, etc.

6° Les deux Parties sont d'accord de ratifier dans le plus bref délai possible la Convention commerciale signée le 25 juillet 1931 entre l'Espagne et la Turquie et d'en modifier les articles I et II qui seront remplacés par des listes de produits de chaque pays respectivement.

7° Ces engagements seront valables pour une période d'un an et prolongés par tacite reconduction, à moins de dénonciation avec un préavis d'un mois.

8° Les conditions établies ci-haut entreront en vigueur à la date de l'échange des notes dont elles font l'objet.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

S. E. Mr. Tewfik Rouschdy Bey,
Ministre des Affaires étrangères,
etc. etc., etc.

Le Ministre d'Espagne,
(Signé) Juan M. DE ARISTEGUI.

Don José Maria Doussinague,
Subsecretario de Estado.

Certifico : Que el presente ejemplar es copia exacta del original a que se refiere, cuya entrada en vigor tuvo efecto el 2 de Noviembre de 1932.

Madrid, 30 de Abril de 1934.

J. M. Doussinague.

(5) It is further understood that the treatment accorded to Spanish goods in Turkey and to Turkish goods in Spain shall be equal to the treatment accorded to goods from Germany, France, Italy, etc.

(6) The two Parties agree to ratify as soon as possible the Commercial Convention signed on July 25th, 1931, between Spain and Turkey, substituting for Articles I and II lists of products of their respective countries.

(7) These undertakings shall remain in force for a period of one year and shall be prolonged by tacit agreement, if not denounced, subject to one month's notice of denunciation.

(8) The conditions above laid down shall come into force on the date of the exchange of the notes of which they are the subject.

I have the honour, etc.

His Excellency Tewfik Rouschdy Bey,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

(Signed) Juan M. DE ARISTEGUI,
Minister of Spain.

N° 3429.

FINLANDE ET SUÈDE

Accord concernant l'organisation d'un service de garde commun en vue de la lutte contre l'importation illicite des marchandises alcooliques, avec protocole final. Signés à Helsingfors (Helsinki), le 29 décembre 1933.

FINLAND AND SWEDEN

Agreement regarding the Organisation of a Common Surveillance Service with a View to preventing the Illicit Importation of Alcoholic Liquors, and Final Protocol. Signed at Helsingfors (Helsinki), December 29th, 1933.

TEXTE SUÉDOIS.
SWEDISH TEXT.

TEXTE FINNOIS.
FINNISH TEXT.

N^o 3429. — ÖVERENS-
KOMMELSE¹ MEL-
LAN SVERIGE OCH
FINLAND ANGÅ-
ENDE GEMENSAM
BEVAKNING FÖR
BEKÄMPANDE AV
OLOVLIG INFÖR-
SEL AV ALKOHOL-
VAROR. UNDER-
TECKNAD I HEL-
SINGFORS, DEN
29 DECEMBER 1933.

N^o 3429. — SOPIMUS¹
RUOTSIN JA SUO-
MEN VÄLILLÄ
YHTEISESTÄ VAL-
VONNASTA ALKO-
HOLITAVARAIN
LUVATTOMAN
MAAHANTUONNIN
EHKÄISEMISEK-
SI. ALLEKIRJOI-
TETTU HELSIN-
GISSÄ 29 PÄIVÄNÄ
JOULUKUUTA 1933.

N^o 3429. — ACCORD¹
ENTRE LA SUÈDE
ET LA FINLANDE
CONCERNANT
L'ORGANISATION
D'UN SERVICE DE
GARDE COMMUN
EN VUE DE LA
LUTTE CONTRE
L'IMPORTATION
ILLICITE DES
MARCHANDISES
ALCOOLIQUES. SI-
GNÉ A HELSING-
FORS (HELSINKI),
LE 29 DÉCEMBRE
1933.

*Textes officiels finnois, suédois et français com-
muniés par les ministres des Affaires
étrangères de Suède et de Finlande. L'enre-
gistrement de cet accord a eu lieu le 22 mai
1934.*

*Finnish, Swedish and French official texts
communicated by the Swedish and Finnish
Ministers for Foreign Affairs. The registration
of this Agreement took place May 22nd,
1934.*

Undertecknade, av sina res-
pektive regeringar utsedda
fullmäktige för ingående av
en överenskommelse mellan
Sverige och Finland i och för
bekämpande av smuglingen
av alkoholvaror, hava över-
enskommit om följande :

Allekirjoittaneet hallitus-
tensa valtuuttamina tekemään
Ruotsin ja Suomen kesken
sopimuksen alkoholitavarain
salakuljetuksen ehkäisemisek-
si ovat sopineet seuraavasta :

Les soussignés, dûment au-
torisés par leurs gouverne-
ments respectifs pour conclure
un accord entre la Suède et la
Finlande en vue de la répres-
sion de la contrebande des
marchandises alcooliques, sont
convenus de ce qui suit :

Art. I.

I artikla.

Article premier.

Inom de båda fördragsslut-
tande staternas territorialvat-

Molempien sopimusvaltioi-
den aluevedellä, joka on 60^o

Dans les eaux territoriales
des deux Etats contractants

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Stock-
holm, le 23 mars 1934.

¹ The exchange of ratifications took place at
Stockholm, March 23rd, 1934.

ten, som befinner sig mellan 60° 30' och 59° 45' nordlig bredd och som begränsas i väster av räta linjer dragna mellan följande skär, nämligen Högkallegrund, Östergryndan, Klacken, Gråskälsbrännan, Understen, Travarn, Halsaren, Storbrottet, Lerbådan, Simpnäsklubb, Håkanskär, Tjärven, Söderarm och Längden, samt i öster av räta linjer dragna mellan skären Jernbådan, Sälskär, Malgrunden, Skarven, Yttre Borgen, Gislan, Torskubbar, Sandgrunden, Uddbåda, Mellangadden, Nyhamn, Lågsjär, Vittensten, Granbåda och Voronina samt därifrån av en linje dragen rakt söderut, skall av de båda staterna gemensam bevakning anordnas för bekämpande av olovlig införsel av alkoholvaror till deras tullområden.

Art. 2.

Bevakningspersonal tillhörande den ensa fördragsslutande staten skall, enligt de närmare bestämmelser, om vilka överenskommelse skall träffas mellan de båda staternas centrala kustbevakningsmyndigheter, å den andra stats territorialvatten inom det område, som avses i art. 1, hava samma skyldighet att utöva bevakning till förekommande av olovlig införsel av alkoholvaror till denna stats område, som inom eget territorialvatten åligger densamma beträffande olovlig införsel till den egna stats område.

Art. 3.

I fråga om förutsättningarna och sättet för verkställ-

30' ja 59° 45' välillä pohjoista leveyttä ja jota lännessä rajoittaa suorat viivat, jotka vedetään seuraavien karien välille, nimittäin Högkallegrund, Östergryndan, Klacken, Gråskälsbrännan, Understen, Travarn, Halsaren, Storbrottet, Lerbådan, Simpnäsklubb, Håkanskär, Tjärven, Söderarm ja Längden sekä idässä suorat viivat, jotka vedetään seuraavien karien välille Jernbådan, Sälskär, Malgrunden, Skarven, Yttre Borgen, Gislan, Torskubbar, Sandgrunden, Uddbåda, Mellangadden, Nyhamn, Lågsjär, Vittensten, Granbåda ja Voronina sekä siitä suoraan etelään päin vedetty viiva, järjestävät molemmat valtiot yhteisen valvonnan alkoholitavarain luvattoman tuonnin ehkäisemiseksi niiden tullialueille.

2 artikla.

Toisen sopimusvaltion valvontahenkilökunnalla on, niiden tarkempien määräysten mukaisesti, joista molempien valtioiden rannikkovalvonnan keskusviranomaiset tekevät sopimuksen, toisen valtion aluevedellä sillä alueella, jota tarkoitetaan 1 artiklassa, sama velvollisuus harjoittaa valvontaa alkoholitavarain luvattoman tuonnin ehkäisemiseksi viimeksi mainitun valtion alueelle, kuin sillä on omalla aluevedellä kysymyksen ollessa luvattomasta tuonnista sen oman valtion alueelle.

3 artikla.

Sikäli kuin on kysymys aluksen pysähtyttämisen,

situées entre 60° 30' et 59° 45' de latitude nord et limitées à l'ouest par des lignes droites tirées entre les récifs suivants, savoir Högkallegrund, Östergryndan, Klacken, Gråskälsbrännan, Understen, Travarn, Halsaren, Storbrottet, Lerbådan, Simpnäsklubb, Håkanskär, Tjärven, Söderarm et Längden, et à l'est par des lignes droites tirées entre les récifs de Jernbådan, Sälskär, Malgrunden, Skarven, Yttre Borgen, Gislan, Torskubbar, Sandgrunden, Uddbåda, Mellangadden, Nyhamn, Lågsjär, Vittensten, Granbåda et Voronina, puis, de là, par une ligne tirée droit vers le sud, un service de garde commun sera organisé par les deux Etats en vue de la lutte contre l'importation illicite des marchandises alcooliques dans leurs territoires douaniers.

Article 2.

Le personnel de garde appartenant à l'un des Etats contractants aura, aux termes des dispositions réglementaires à convenir entre les autorités centrales de garde des côtes des deux Etats, dans les eaux territoriales de l'autre Etat, situées dans la zone visée à l'article premier, la même obligation d'exercer une surveillance en vue de prévenir l'importation illicite des marchandises alcooliques dans le territoire dudit Etat, que celle qui lui incombe dans ses propres eaux territoriales en ce qui concerne l'importation illicite dans le territoire de son propre Etat.

Article 3.

Relativement aux conditions et aux formes dans les-

lande av prejning, visitation och beslag samt beträffande de befogenheter i övrigt, som tillkomma bevakningspersonal, skola de bestämmelser lända till efferrättelse, som gälla i den stat, inom vars territorialvatten bevakningstjänsten utövas. Detsamma skall ock gälla i fråga om det skydd och den rätt till beslagarandel eller de motsvarande förmåner, som tillkomma sådan personal.

Art. 4.

Fartyg och last, som tagits i beslag av bevakningspersonal tillhörande den ena staten inom den andra statens territorialvatten, skola jämte ombordvarande snarast överlämnas till myndighet i denna senare stat. Skriftlig rapport angående beslaget, innehållande uppgift å tid och ort för detsammes verkställande, skall därvid avlämnas till denna myndighet.

Art. 5.

Har den ena av de fördragslutande staterna nödgats utgiva skadestånd på grund av åtgärd, som inom dess territorialvatten företagits av bevakningspersonal tillhörande den andra staten, skall denna senare stat vara pliktig att ersätta den förra staten vad den sålunda utgivit ävensom de kostnader, som i samband med rättegång eller skiljedomsförfarande i saken uppkommit för denna stat.

Art. 6.

Vad i föregående artiklar överenskommits rörande för-

tarkastuksen ja takavarikoinen edellytyksistä ja toimittamistavasta sekä valvontahenkilökunnalle muuten kuuluvasta toimivallasta, on noudatettava niitä määräyksiä, jotka ovat voimassa siinä valtiossa, jonka aluevedellä valvontatoimintaa harjoitetaan. Sama on voimassa myös mikäli on kysymys siitä suojasta ja oikeudesta takavarikko-osuuteen tai muihin vastaaviin etuihin, jotka kuuluvat sellaiselle henkilökunnalle.

4 artikla.

Alus ja lasti, jonka toisen valtion valvontahenkilökunta on takavarikoinut toisen valtion aluevedellä, on aluksessa olevine henkilöineen mahdollisimman nopeasti luovutettava viimeksimainitun valtion viranomaiselle. Kirjallinen kertomus takavarikosta, johon tulee sisältyä sen toimittamisaikaa ja -paikkaa koskeva ilmoitus, on silloin jätettävä tälle viranomaiselle.

5 artikla.

Jos toinen sopimusvaltioista on ollut pakoitettu antamaan vahingonkorvausta sellaisen toimenpiteen johdosta, jonka sen aluevedellä on suorittanut toisen valtion valvontahenkilökunta, on viimeksi mainittu valtio velvollinen korvaamaan ensiksi mainitulle valtiolle sen, mitä se siten on suorittanut, kuin myös kulut, jotka oikeudenkäynnin tai välitystuomiomenettelyn yhteydessä ovat aiheutuneet tälle valtiolle.

6 artikla.

Mitä edellisissä artikloissa on sovittu sopimusvaltion

quelles s'effectuèrent l'arraisonnement, la visite et la saisie ainsi que concernant les attributions à tous autres égards du personnel de garde, il sera fait application des dispositions en vigueur dans l'Etat dans les eaux territoriales duquel s'exerce le service de garde. Il en sera de même en ce qui concerne la protection et le droit à une part de la valeur du bien saisi ou aux avantages correspondants revenant audit personnel.

Article 4.

Tout navire et toute cargaison saisis par le personnel de garde de l'un des deux Etats dans les eaux territoriales de l'autre Etat, seront remis aussitôt que possible, avec les personnes à bord, entre les mains des autorités de ce dernier. Un rapport écrit relatif à la saisie et indiquant le lieu, le jour et l'heure de cette opération, sera remis en même temps à ladite autorité.

Article 5.

Si l'un des Etats contractants a dû verser des dommages-intérêts à raison d'une mesure prise dans ses eaux territoriales par le personnel de garde de l'autre Etat, ce dernier Etat sera tenu de lui en rembourser le montant, ainsi que celui des frais qu'aura pu lui occasionner une procédure judiciaire ou arbitrale ayant trait à ladite mesure.

Article 6.

Les dispositions des articles ci-dessus concernant les

dragsslutande stats territorialvatten skall, såvitt angår svenska och finska fartyg, som användas i smugglings-syfte, äga motsvarande tillämpning i fråga om det vattenområde inom de i art. 1 angivna breddgrader, vilket befinner sig mellan samma stats territorialvatten och den linje, som angives i art. 2, mom. 1 d, i den i Genève den 20 oktober 1931 avslutade konventionen¹ angående Ålandsöarnas icke-befästade och neutralisering.

Art. 7.

Denna överenskommelse, som är avfattad på svenska, finska och franska språken, av vilka i fråga om tolkningen den franska texten äger vitsord, skall ratificeras och ratifikationsinstrumenten skola snarast möjligt utväxlas i Stockholm. Överenskommelsen träder i kraft å femtonde dagen, räknat från dagen för utväxlingen av ratifikationsinstrumenten, och förbliver gällande intill trettonde dagen räknat från den dag, då uppsägningen av densamma av någondera staten skett.

Till bekräftelse härav hava de befullmäktigade undertecknat denna överenskommelse och försett densamma med sina sigill.

Som skedde i Helsingfors, i två exemplar, den 29 december 1933.

Under förbehåll om ratifikation av Kungl. Maj:t med Riksdagens samtycke.²

(L. S.) Herbert Bosson RIBBING.

aluevedestä, on kysymyksen ollessa salakuljetustarkoitukseen käytetyistä ruotsalaisista ja suomalaisista aluksista, sovellettava vastaavasti siihen 1 artiklassa mainittujen leveysasteiden sisäpuolella olevaan vesialueeseen, joka on saman maan alueveden ja Genève'issä 20 päivänä loka-kuuta 1921¹ tehdyn Ahvenanmaan saarten linnoittamattomuutta ja puolueettomuutta koskevan sopimuksen 2 artiklan 1 d kohdassa määritellyn viivan välissä.

7 artikla.

Tämä sopimus, joka on laadittu ruotsin, suomen ja ranskan kielillä, joista ranskankielinen teksti tulkintakysymyksissä on ratkaiseva, on ratifioitava ja ratifioimiskirjat mahdollisimman pian vaihdettava Tukholmassa. Sopimus tulee voimaan viidentenätoista päivänä ratifioimiskirjojen vaihtopäivästä ja pysyy voimassa kolmanteenkymmenenteen päivään siitä päivästä, jona jompikumpi valtio on sanonut sen irti.

Vakuudeksi ovat valtuutetut allekirjoittaneet tämän sopimuksen ja varustaneet sen sineteillään.

Tehtiin kahtena kappaleena Helsingissä 29 päivänä joulukuuta 1933.

eaux territoriales d'un Etat contractant seront de même applicables, en tant qu'il s'agira de navires suédois ou finlandais, affectés à la contrebande, aux eaux sises à l'intérieur de la zone délimitée par les degrés de latitude indiqués à l'article premier et qui s'étendent entre les eaux territoriales dudit Etat et les lignes indiquées à l'article 2, paragraphe 1 d) de la Convention¹ relative à la non-fortification et à la neutralisation des îles d'Åland, signée à Genève le 20 octobre 1921.

Article 7.

Le présent accord, rédigé en langues suédoise, finnoise et française, et dont le texte français fera foi, sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés le plus tôt possible à Stockholm. L'accord entrera en vigueur le quinzième jour à compter de la date de l'échange des instruments de ratification et portera ses effets jusqu'au trentième jour à compter de la date de sa dénonciation par l'un des Etats contractants.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent accord et l'ont muni de leurs cachets.

Fait, en double exemplaire, à Helsingfors (Helsinki), le 29 décembre 1933.

(L. S.) A. HACKZELL.

¹ Vol. IX, page 211; et vol. XV, page 310, de ce recueil.

² Traduction: Sous réserve de ratification par Sa Majesté avec l'approbation du Riksdag.

¹ Vol. IX, page 211; and Vol. XV, page 310, of this Series.

² Translation: Subject to ratification by His Majesty, with the approval of the Riksdag.

SLUTPROTOKOLL.

I samband med undertecknandet denna dag av överenskommelsen mellan Sverige och Finland angående gemensam bevakning för bekämpande av olovlig införsel av alkoholvaror förklara undertecknade befullmäktigade ombud i sina regeringars namn, att vid tillämpningen av denna överenskommelse skall iakttagas, att svenskt territorialvatten sträcker sig intill ett avstånd av fyra nautiska mil, eller 7,408 meter, och finskt territorialvatten intill ett avstånd av tre nautiska mil, eller 5,556 meter, från respektive rikens landområden eller från linjer, som mot havet bilda gräns för vid rikenas kuster belägna hamnar, hamninlopp och vikar ävensom för övrig till saltsjön hörande vatten, vilka äro belägna innanför och mellan de utmed kusterna liggande öar, holmar eller skär, som icke ständigt översköljas av havet, dock att å ingendera sidan territorialvattnen sträcka sig över den i art. 6 angivna linjen.

Till bekräftelse härav hava de befullmäktigade undertecknat detta protokoll och försett detsamma med sina sigill.

Som skedde i Helsingfors, i två exemplar, den 29 december 1933.

(L. S.) Herbert Bosson RIBBING.

Certifié pour copie conforme,
Stockholm, au Ministère Royal
des Affaires étrangères, le 18 mai 1934.
Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

PÄÄTTÖPÖYTÄKIRJA.

Allekirjoittaessaan tänään Ruotsin ja Suomen välisen sopimuksen yhteisestä valvonnasta alkoholitarvarain luvattoman maahantuonnin ehkäisemiseksi allekirjoittaneet valtuutetut selittävät hallitustensa nimessä, että tätä sopimusta sovellettaessa on otettava huomioon, että Ruotsin aluevesi ulottuu neljän meripeninkulman päähän, eli 7,408 metriä, ja Suomen aluevesi kolmen meripeninkulman päähän, eli 5,556 metriä, asianomaisten valtakuntien maa-alueista tai viivoista, jotka merta vastaan ovat valtakuntien rannikoilla olevien satamien, satamien suiden ja lahtien kuin myös niiden muiden suolaiseen mereen kuuluvien vesien rajana, jotka ovat rannikoilla olevien saarien, luotojen tai ainakin ajoittain vedenpinnalla näkyvien karien sisäpuolella tai välillä, kuitenkin siten, ettei aluevesi kummallakaan puolella ulotu 6 artiklassa mainitun viivan ulkopuolelle.

Vakuudeksi ovat valtuutetut allekirjoittaneet tämän pöytäkirjan ja varustaneet sen sineteillään.

Tehtiin kahtena kappaleena Helsingissä 29 päivänä joulukuuta 1933.

(L. S.) A. HACKZELL.

Pour copie conforme :
Erkki Reijonen,
*Chef des Archives du Ministère
des Affaires étrangères.*

PROTOCOLE FINAL

A l'occasion de la signature, en date de ce jour, de l'accord conclu entre la Suède et la Finlande concernant l'organisation d'un service de garde commun en vue de la lutte contre l'importation illicite des marchandises alcooliques, les plénipotentiaires soussignés déclarent au nom de leurs gouvernements respectifs qu'il est entendu, aux fins du présent accord, que les eaux territoriales de la Suède s'étendent jusqu'à une distance de quatre milles marins ou 7,408 mètres, et celles de la Finlande jusqu'à une distance de trois milles marins ou 5,556 mètres des territoires terrestres des deux pays ou des lignes constituant, du côté de la mer, la limite des ports, entrées de ports et baies situés sur leurs côtes, ainsi que des autres eaux maritimes sises en deçà et dans l'intervalle des îles, îlots ou récifs non constamment submergés, situés le long des côtes, les eaux territoriales ne s'étendant toutefois ni d'un côté ni de l'autre au delà de la ligne indiquée à l'article 6.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent protocole et l'ont muni de leurs cachets.

Fait, en double exemplaire, à Helsingfors (Helsinki), le 29 décembre 1933.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3429. — AGREEMENT BETWEEN FINLAND AND SWEDEN REGARDING THE ORGANISATION OF A COMMON SURVEILLANCE SERVICE WITH A VIEW TO PREVENTING THE ILLICIT IMPORTATION OF ALCOHOLIC LIQUORS. SIGNED AT HELSINGFORS (HELSINKI), DECEMBER 29TH, 1933.

The undersigned, being duly authorised by their respective Governments to conclude an Agreement between Sweden and Finland for the repression of contraband in alcoholic liquors, have agreed as follows :

Article 1.

In the territorial waters of the two Contracting States situated between 60° 30' and 59° 45' latitude north and bounded on the west by straight lines drawn between the reefs of Högkallegrund, Östergryndan, Klacken, Gråskälsbrännan, Understen, Travarn, Halsaren, Storbrottet, Lerbådan, Simpnäsklubb, Håkanskär, Tjärven, Söderarm and Längden, and on the east by straight lines drawn between the reefs of Jernbådan, Sälskär, Malgrunden, Skarven, Yttre Borgen, Gislan, Torskubbar, Sandgrunden, Uddbåda, Mellangadden, Nyhamn, Lågskär, Vittensten, Granbåda and Voronina, and thence by a straight line drawn southwards, a common surveillance service will be organised by the two States with a view to preventing the illicit importation of alcoholic liquors into their respective Customs territories.

Article 2.

In accordance with regulations to be agreed on between the central coastguard authorities of the two States, the staff of the surveillance service of each Contracting State shall, in the territorial waters of the other State that lie within the zone referred to in Article 1, be bound to keep the same watch to prevent the illicit import of alcoholic liquors into the territory of the said State as they keep in their own territorial waters to prevent illicit import into the territory of their own State.

Article 3.

As regards the conditions and forms in which the hailing of vessels, search and seizures are to be carried out, and as regards all other duties of the surveillance staff, the provisions in force in the State in whose territorial waters the surveillance is exercised shall apply. The same shall be the case as regards protection, and the right of such staff to share in the value of goods seized, or similar advantages.

Article 4.

Any vessel or cargo seized by the surveillance staff of one of the two States in the territorial waters of the other State shall, with those on board, be handed over as soon as possible to the authorities of the latter. A written report on the seizure, stating the place, date and hour of the operation in question, shall be handed at the same time to the said authority.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 5.

If one of the Contracting States has had to pay damages in respect of a measure taken in its territorial waters by the surveillance staff of the other State, the latter State shall be bound to refund it such sum and the costs of judicial or arbitration proceedings that may have been thereby involved.

Article 6.

The provisions of the foregoing Articles relating to the territorial waters of a Contracting State shall apply, in the case of Swedish or Finnish vessels engaged in the contraband traffic, to waters situated within the zone defined in Article 1 and lying between the territorial waters of the said State and the lines mentioned in Article 2, paragraph I (*d*), of the Convention relating to the non-fortification and neutralisation of the Aaland Islands, signed at Geneva on October 20th, 1921.

Article 7.

The present Agreement having been drawn up in Swedish, Finnish and French, the French text shall be authoritative; the Agreement shall be ratified and instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible at Stockholm. The Agreement shall come into force on the fifteenth day after the exchange of ratifications and shall remain effective until the thirtieth day after denunciation by one of the Contracting States.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Helsingfors (Helsinki) this 29th day of December 1933.

Subject to ratification by His Majesty with the approval of the Riksdag.

(L. S.) Herbert Bosson RIBBING.

(L. S.) A. HACKZELL.

FINAL PROTOCOL.

On signing this day the Agreement concluded between Sweden and Finland regarding the organisation of a common surveillance service with a view to preventing the illicit importation of alcoholic liquors, the undersigned Plenipotentiaries declare in the name of their respective Governments that it is understood, for the purpose of the present Agreement, that the territorial waters of Sweden extend to a distance of four sea miles, or 7,408 metres, and those of Finland to a distance of three sea miles, or 5,556 metres, from the land territories of the two countries or from the lines forming the seaward limit of harbours, entries of harbours and bays situated on their coasts, as well as from other maritime waters situated on the landward side of and between islands, islets or reefs not constantly submerged, lying along the coasts, but that the territorial waters do not extend on either side beyond the line referred to in Article 6.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Protocol and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Helsingfors (Helsinki) this 29th day of December 1933.

(L. S.) Herbert Bosson RIBBING.

(L. S.) A. HACKZELL.

N° 3430.

**DANEMARK
ET ÉTAT LIBRE D'IRLANDE**

Accord concernant l'exonération réciproque de l'impôt, pour certains bénéfices réalisés par des entreprises de navigation maritime.
Signé à Londres, le 25 avril 1934.

**DENMARK
AND IRISH FREE STATE**

Agreement for the Reciprocal Exemption from Taxation of the Business of Shipping in Certain Cases.
Signed at London, April 25th, 1934.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

N^o 3430. — OVERENSKOMST MEL-
LEM DANMARK OG DEN IRSKE
FRISTAT ANGAAENDE GENSI-
DIG FRITAGELSE FOR BE-
SKATNING AF REDERIVIRKS-
OMHED. UNDERTEGNET I LON-
DON DEN 25. APRIL 1934.

*Textes officiels anglais et danois communiqués
par le délégué permanent du Danemark auprès
de la Société des Nations. L'enregistrement de
cet accord a eu lieu le 23 mai 1934.*

DA DEN KONGELIGE DANSKE REGERING OG
DEN IRSKE FRISTATS REGERING ønsker at afslutte
en Overenskomst angaaende gensidig Fritagelse i
visse Tilfælde for Beskatning af Rederivirksom-
hed, er de blevet enige om følgende :

Artikel I.

Den irske Fristats Regering indgaar i Henhold
til Sektion 4 i Finansloven af 1927, foreløbig
paa at indrømme Fritagelse for Indkomstskat
med Hensyn til Udbytte eller Vinding, der hid-
rører fra Rederivirksomhed, der udøves af en
Person, som er bosat i Danmark og som ikke
er bosat i den irske Fristat, eller af et Selskab
eller en Korporation, hvis Virksomhed ledes og
kontrolleres i Danmark.

Artikel II.

Den Kongelige danske Regering indgaar i
Henhold til de danske Skattelove af 10. April
1922 og 29. Marts 1924, henholdsvis § 50 og § 27,
foreløbig paa at indrømme Fritagelse for
Indkomstskat med Hensyn til Udbytte eller
Vinding, der hidrører fra Rederivirksomhed, der
udøves af en Person, som er bosat i den irske

No. 3430. — AGREEMENT BE-
TWEEN DENMARK AND THE
IRISH FREE STATE FOR THE
RECIPROCAL EXEMPTION
FROM TAXATION OF THE
BUSINESS OF SHIPPING IN
CERTAIN CASES. SIGNED AT
LONDON, APRIL 25TH, 1934.

*English and Danish official texts communicated
by the Permanent Delegate of Denmark ac-
credited to the League of Nations. The registration
of this Agreement took place May 23rd, 1934.*

THE GOVERNMENT OF THE IRISH FREE STATE
AND THE ROYAL DANISH GOVERNMENT, being
desirous of concluding an Agreement for the
reciprocal exemption from taxation of the busi-
ness of shipping in certain cases, have agreed
as follows :

Article I.

The Government of the Irish Free State by
virtue of Section 4 of the Finance Act, 1927,
provisionally agree to grant relief from Income
Tax, in respect of profits or gains arising from
the business of Shipping carried on by an indivi-
dual resident in Denmark, and not resident
in the Irish Free State, or by a Company or
Corporation whose business is managed and
controlled in Denmark.

Article II.

The Royal Danish Government by virtue of
the Danish Taxation Acts of April 10th, 1922,
and March 29th, 1924, Articles 50 and 27 re-
spectively, provisionally agree to grant relief
from Income Tax, in respect of profits or gains
arising from the business of Shipping carried on
by an individual resident in the Irish Free State

Fristat og som ikke er bosat i Danmark eller af et Selskab eller en Korporation, hvis Virksomhed ledes og kontrolleres i den irske Fristat.

and not resident in Denmark, or by a Company or Corporation whose business is managed and controlled in the Irish Free State.

Artikel III.

Udtrykket « Rederivirksomhed » betyder Forretningsvirksomhed, der udøves af en Skibsejer, og forsaavidt denne Definition angaar, omfatter Udtrykket « Skibsejer » enhver Befragter.

Article III.

The expression " the business of Shipping " means the business carried on by an owner of ships, and for the purpose of this definition the expression " owner " includes any charterer.

Artikel IV.

Denne Overenskomst træder i Kraft paa den Dag, den undertegnes og kan til enhver Tid opsiges af enhver af de kontraherende Parter med seks Maaneders forudgaaende Varsel.

Denne Overenskomst skal ophøre at have Gyldighed, saafremt og saasart enten den Fritagelse, der i Henhold til Artikel I indrømmes med Hensyn til Indkomstskat i den irske Fristat, ophører at have Retsgyldighed, eller de i Artikel II nævnte Personer og Selskaber ophører at være fritaget for de deri nævnte Skatter, forsaavidt angaar den deri nævnte Indkomst.

Til Bekræftelse heraf har de undertegnede, dertil behørigt bemyndigede, undertegnet denne Overenskomst og forsynet den med deres Segl.

Udfærdiget i to Eksemplarer i London, den 25. April 1934.

(L. S.) (Sign.) P. F. AHLEFELDT-LAURVIG.

Article IV.

This Agreement takes effect on the day of signature, and may be denounced by either of the Contracting Parties at any time by giving notice six months in advance.

This Agreement shall cease to have effect if, and so soon as, either the relief to be granted under Article I hereof in respect of Income Tax in the Irish Free State ceases to have legal effect, or the individuals and companies mentioned in Article II hereof cease to be exempt from the taxes therein mentioned in respect of the profits therein mentioned.

In witness whereof the Undersigned, duly authorised to that effect, have signed this Agreement and have affixed thereto their Seals.

Done in duplicate at London this 25th April 1934.

(L. S.) (Signed) John W. DULANTY.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 16 mai 1934.

H. A. Bernhoft,
*Secrétaire général du Ministère
des Affaires étrangères.*

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3430. — ACCORD ENTRE LE DANEMARK ET L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE CONCERNANT L'EXONÉRATION RÉCIPROQUE DE L'IMPÔT, POUR CERTAINS BÉNÉFICES RÉALISÉS PAR DES ENTREPRISES DE NAVIGATION MARITIME. SIGNÉ A LONDRES, LE 25 AVRIL 1934.

LE GOUVERNEMENT ROYAL DU DANEMARK et LE GOUVERNEMENT DE L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE, désireux de conclure un accord en vue d'exempter réciproquement de l'impôt certains bénéfices réalisés par des entreprises de navigation maritime, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande, en vertu de l'article 4 de la loi de finances de 1927, consent provisoirement à exempter de l'impôt sur le revenu les bénéfices ou gains provenant d'entreprises de navigation maritime exercées par une personne résidant au Danemark et n'ayant pas de résidence dans l'Etat libre d'Irlande, ou par une société de capitaux ou de personnes ayant au Danemark le siège de sa direction et de son administration centrale.

Article II.

Le Gouvernement royal du Danemark, en vertu des lois fiscales danoises du 10 avril 1922 et du 29 mars 1924 (articles 50 et 27, respectivement), consent provisoirement à exempter de l'impôt sur le revenu les bénéfices ou gains provenant d'entreprises de navigation maritime exercées par une personne résidant dans l'Etat libre d'Irlande et n'ayant pas de résidence au Danemark, ou par une société de capitaux ou de personnes ayant dans l'Etat libre d'Irlande le siège de sa direction et de son administration centrale.

Article III.

L'expression « entreprises de navigation maritime » s'entend de l'activité commerciale exercée par un propriétaire de navires ; au sens de la présente définition, le terme « propriétaire de navires » comprend également les affréteurs.

Article IV.

Le présent accord entre en vigueur le jour de sa signature et pourra être dénoncé à tout moment par l'une ou l'autre des Parties contractantes, moyennant préavis de six mois.

L'accord cessera d'être en vigueur dès que l'exemption, stipulée à l'article premier de l'accord, de l'impôt sur le revenu perçu dans l'Etat libre d'Irlande, cessera d'avoir force de loi, ou dès que les personnes et sociétés mentionnées à l'article II de l'accord cesseront d'être exemptes des impôts que vise cet article, sur les bénéfices qui y sont mentionnés.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait en double exemplaire, à Londres, le 25 avril 1934.

(L. S.) (Signé) P. F. AHLEFELDT-LAURVIG. (L. S.) (Signé) John W. DULANTY.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 3431.

**ALBANIE, ALLEMAGNE, RÉPUBLIQUE
ARGENTINE, AUTRICHE, BELGIQUE, etc.**

Amendement à l'article 393 du Traité de Versailles
et aux articles correspondants des autres traités
de paix, adopté par la Conférence internationale
du Travail à sa quatrième session à Genève, le
2 novembre 1922.

**UNION SUD-AFRICAINE, AUSTRALIE,
EMPIRE BRITANNIQUE, CANADA, CHINE, etc.**

Protocole relatif à l'amendement ci-dessus, ouvert à la
signature à Genève, le 14 juin 1923.

**ALBANIA, GERMANY, ARGENTINE
REPUBLIC, AUSTRIA, BELGIUM, etc.**

Amendment to Article 393 of the Treaty of Versailles
and to the Corresponding Articles of the Other
Treaties of Peace, adopted by the International
Labour Conference at its Fourth Session at Geneva,
November 2nd, 1922.

**UNION OF SOUTH AFRICA, AUSTRALIA,
BRITISH EMPIRE, CANADA, CHINA, etc.**

Protocol relating to the Above-mentioned Amendment,
opened for Signature at Geneva, June 14th, 1923.

N^o 3431. — AMENDEMENT ¹ A L'ARTICLE 393 DU TRAITÉ DE VERSAILLES ET AUX ARTICLES CORRESPONDANTS DES AUTRES TRAITÉS DE PAIX, ADOPTÉ PAR LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL A SA QUATRIÈME SESSION. GENÈVE, LE 2 NOVEMBRE 1922.

No. 3431. — AMENDMENT ¹ TO ARTICLE 393 OF THE TREATY OF VERSAILLES AND TO THE CORRESPONDING ARTICLES OF THE OTHER TREATIES OF PEACE, ADOPTED BY THE INTERNATIONAL LABOUR CONFERENCE AT ITS FOURTH SESSION. GENEVA, NOVEMBER 2ND, 1922.

Textes officiels français et anglais. Cet amendement et le protocole y relatif ont été enregistrés par le Secrétariat le 4 juin 1934, par suite de l'entrée en vigueur de l'amendement.

Official texts in French and English. This Amendment and the Protocol relating thereto were registered with the Secretariat on June 4th, 1934, following the coming into force of the Amendment.

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail de la Société des Nations, convoquée à Genève par le Conseil

The General Conference of the International Labour Organisation of the League of Nations, having been convened at Geneva by the

¹ Ratifications :

Dépôt :

ROUMANIE	19 juillet 1923.
FINLANDE	25 mars 1924.
SUÈDE	15 mai 1924.
DANEMARK	20 juin 1924.
ESPAGNE	5 juillet 1924.
PAYS-BAS	14 août 1924.
TCHÉCOSLOVAQUIE	30 septembre 1924.
AUTRICHE	9 octobre 1924.
BELGIQUE	29 octobre 1924.

¹ Ratifications :

Deposit :

ROUMANIA	July 19th, 1923.
FINLAND	March 25th, 1924.
SWEDEN	May 15th, 1924.
DENMARK	June 20th, 1924.
SPAIN	July 5th, 1924.
THE NETHERLANDS	August 14th, 1924.
CZECHOSLOVAKIA	September 30th, 1924.
AUSTRIA	October 9th, 1924.
BELGIUM	October 29th, 1924.

d'administration du Bureau international du Travail et s'y étant réunie le 18 octobre 1922, en sa quatrième session, a adopté un amendement à l'article 393 du Traité de Versailles et aux articles correspondants des autres traités de paix, qu'elle a formulé comme suit :

« L'article 393 du Traité de Versailles et les articles correspondants des autres traités de paix seront rédigés de la manière suivante :

Le Bureau international du Travail sera placé sous la direction d'un Conseil d'administration composé de trente-deux personnes :

Seize représentant les gouvernements,

Huit représentant les patrons, et
Huit représentant les ouvriers.

Sur les seize personnes représentant les gouvernements, huit seront nommées par les membres dont l'importance industrielle est la plus considérable et huit seront nommées par les membres dési-

Governing Body of the International Labour Office, and having met in its Fourth Session on 18 October 1922, adopted the following Amendment to Article 393 of the Treaty of Versailles and the corresponding Articles of the other Treaties of Peace :

“ Article 393 of the Treaty of Versailles and the corresponding Articles of the other Treaties of Peace shall read as follows :

The International Labour Office shall be under the control of a Governing Body consisting of thirty-two persons :

Sixteen representing Governments,

Eight representing the Employers, and
Eight representing the Workers.

Of the sixteen persons representing Governments, eight shall be appointed by the Members of chief industrial importance, and eight shall be appointed by the Members selected for that purpose

(Suite de la note de la page 36.)

SUISSE	1 ^{er} novembre 1924.
ALBANIE	26 novembre 1924.
BULGARIE	6 mars 1925.
LETTONIE	16 mars 1925.
HONGRIE	14 mai 1925.
ALLEMAGNE	6 juin 1925.
ETAT LIBRE D'IRLANDE	26 juin 1925.
HAÏTI	2 novembre 1925.
ESTONIE	12 avril 1926.
PORTUGAL	13 septembre 1926.
LUXEMBOURG	5 avril 1928.
URUGUAY	28 avril 1928.
SALVADOR	4 mai 1928.
LITHUANIE	25 mai 1928.
PERSE	14 août 1928.
CHILI	23 août 1928.
PÉROU	6 juillet 1931.
VENEZUELA	11 août 1931.
GUATÉMALA	6 juillet 1932.
ITALIE	19 juillet 1932.
PANAMA	18 avril 1934.
RÉPUBLIQUE ARGENTINE	4 juin 1934.

(Continuation of the note from page 36.)

SWITZERLAND	November 1st, 1924.
ALBANIA	November 26th, 1924.
BULGARIA	March 6th, 1925.
LATVIA	March 16th, 1925.
HUNGARY	May 14th, 1925.
GERMANY	June 6th, 1925.
IRISH FREE STATE	June 26th, 1925.
HAITI	November 2nd, 1925.
ESTONIA	April 12th, 1926.
PORTUGAL	September 13th, 1926.
LUXEMBURG	April 5th, 1928.
URUGUAY	April 28th, 1928.
SALVADOR	May 4th, 1928.
LITHUANIA	May 25th, 1928.
PERSIA	August 14th, 1928.
CHILE	August 23rd, 1928.
PERU	July 6th, 1931.
VENEZUELA	August 11th, 1931.
GUATEMALA	July 6th, 1932.
ITALY	July 19th, 1932.
PANAMA	April 18th, 1934.
ARGENTINE REPUBLIC	June 4th, 1934.

gnés à cet effet par les délégués gouvernementaux à la conférence, exclusion faite des délégués des huit membres susmentionnés. Sur les seize membres représentés, six devront être des Etats extraeuropéens.

Les contestations éventuelles sur la question de savoir quels sont les membres ayant l'importance industrielle la plus considérable seront tranchées par le Conseil de la Société des Nations.

Les personnes représentant les patrons et les personnes représentant les ouvriers seront élues respectivement par les délégués patronaux et les délégués ouvriers à la conférence. Deux représentants des patrons et deux représentants des ouvriers devront appartenir à des Etats extraeuropéens.

Le conseil sera renouvelé tous les trois ans.

La manière de pourvoir aux sièges vacants, la désignation des suppléants et les autres questions de même nature pourront être réglées par le conseil sous réserve de l'approbation de la conférence.

Le Conseil d'administration élira un président dans son sein et établira son règlement. Il se réunira aux époques qu'il fixera lui-même. Une session spéciale devra être tenue chaque fois que douze personnes faisant partie du conseil auront formulé une demande écrite à cet effet. »

L'amendement dont le texte qui précède constitue le texte authentique a été adopté le deux novembre mil neuf cent vingt-deux, au cours de la dix-neuvième séance de la quatrième session de la conférence, conformément aux dispositions de l'article 422 du Traité de Versailles et des articles correspondants des autres traités de paix, et deviendra exécutoire, aux termes desdites dispositions, lorsqu'il aura été ratifié par les Etats dont les représentants forment le Conseil de la Société des Nations et par les trois quarts des membres.

by the Government Delegates to the Conference excluding the Delegates of the eight Members mentioned above. Of the sixteen Members represented six shall be non-European States.

Any question as to which are the Members of chief industrial importance shall be decided by the Council of the League of Nations.

The persons representing the Employers and the persons representing the Workers shall be elected respectively by the Employers' Delegates and the Workers' Delegates to the Conference. Two Employers' representatives and two Workers' representatives shall belong to non-European States.

The period of office of the Governing Body shall be three years.

The method of filling vacancies and of appointing substitutes, and other similar questions, may be decided by the Governing Body subject to the approval of the Conference.

The Governing Body shall, from time to time, elect one of its number to act as its Chairman, shall regulate its own procedure, and shall fix its own times of meeting. A special meeting shall be held if a written request to that effect is made by at least twelve of the representatives on the Governing Body."

The Amendment of which the foregoing is the authentic text was adopted on the second day of November of the year one thousand nine hundred and twenty-two at the Nineteenth Sitting of the Fourth Session of the Conference, in conformity with the provisions of Article 422 of the Treaty of Versailles and the corresponding Articles of the other Treaties of Peace, and will take effect, in accordance with the said provisions, when ratified by the States whose representatives compose the Council of the League of Nations and by three-fourths of the Members.

En foi de quoi ont apposé leurs signatures,
le 15 novembre 1922 :

In faith whereof we have hereto appended
our signatures on this 15th day of November
1922.

Le Président de la Conférence :
The President of the Conference :

BURNHAM.

Le Directeur du Bureau international du Travail :
The Director of the International Labour Office :

Albert THOMAS.

PROTOCOLE ¹ RELATIF A UN
AMENDEMENT A L'ARTICLE
393 DU TRAITÉ DE VERSAIL-
LES ET AUX ARTICLES COR-
RESPONDANTS DES AUTRES
TRAITÉS DE PAIX, OUVERT
A LA SIGNATURE A GENÈVE,
LE 14 JUIN 1923.

PROTOCOL ¹ OF AN AMEND-
MENT TO ARTICLE 393 OF THE
TREATY OF VERSAILLES AND
THE CORRESPONDING ARTI-
CLES OF THE OTHER TREA-
TIES OF PEACE. OPENED FOR
SIGNATURE AT GENEVA ON
JUNE 14TH, 1923.

La Conférence générale de l'Organisation in-
ternationale du Travail de la Société des Nations,
convoquée à Genève par le Conseil d'adminis-
tration du Bureau international du Travail et

The General Conference of the International
Labour Organisation of the League of Nations,
having been convened at Geneva by the
Governing Body of the International Labour

¹ *Ratifications :*

Dépôt :

EMPIRE BRITANNIQUE	} 20 octobre 1923.
CANADA	
AUSTRALIE	
NOUVELLE-ZÉLANDE	
UNION SUD-AFRICAINE	
INDE	
SIAM	18 mars 1924.
NORVÈGE	8 avril 1924.
POLOGNE	10 février 1925.
JAPON	11 mai 1925.
FRANCE	2 juin 1925.
CUBA	7 septembre 1925.
CHINE	3 juin 1926.
YUGOSLAVIE	11 mars 1927.
GRÈCE	8 juin 1927.
MEXIQUE	12 mai 1934.

¹ *Ratifications :*

Deposit :

BRITISH EMPIRE	} October 20th, 1923.
CANADA	
AUSTRALIA	
NEW ZEALAND	
UNION OF SOUTH AFRICA	
INDIA	
SIAM	March 18th, 1924.
NORWAY	April 8th, 1924.
POLAND	February 10th, 1925.
JAPAN	May 11th, 1925.
FRANCE	June 2nd, 1925.
CUBA	September 7th, 1925.
CHINA	June 3rd, 1926.
YUGOSLAVIA	March 11th, 1927.
GREECE	June 8th, 1927.
MEXICO	May 12th, 1934.

s'y étant réunie le 18 octobre 1922, en sa quatrième session, a adopté, dans sa séance du 2 novembre 1922, une résolution portant amendement à l'article 393 du Traité de Versailles et aux articles correspondants des autres traités de paix. Cette résolution, insérée dans un acte signé par le président de la conférence et le directeur du Bureau international du Travail et déposé au Secrétariat de la Société des Nations, le 26 décembre 1922, est rédigée comme suit :

« L'article 393 du Traité de Versailles et les articles correspondants des autres traités de paix seront rédigés de la manière suivante :

» Le Bureau international du Travail sera placé sous la direction d'un Conseil d'administration composé de trente-deux personnes :

seize représentant les gouvernements,

huit représentant les patrons, et

huit représentant les ouvriers.

» Sur les seize personnes représentant les gouvernements, huit seront nommées par les membres dont l'importance industrielle est la plus considérable et huit seront nommées par les membres désignés à cet effet par les délégués gouvernementaux à la conférence, exclusion faite des délégués des huit membres susmentionnés. Sur les seize membres représentés, six devront être des Etats extra-européens.

» Les contestations éventuelles sur la question de savoir quels sont les membres ayant l'importance industrielle la plus considérable seront tranchées par le Conseil de la Société des Nations.

» Les personnes représentant les patrons et les personnes représentant les ouvriers seront élues respectivement par les délégués patronaux et les délégués ouvriers à la conférence. Deux représentants des patrons et deux représentants des ouvriers devront appartenir à des Etats extra-européens.

» Le conseil sera renouvelé tous les trois ans.

» La manière de pourvoir aux sièges vacants, la désignation des suppléants

Office, and having met in its Fourth Session on October 18th, 1922, adopted at its meeting on November 2nd, 1922, a resolution being an amendment to Article 393 of the Treaty of Versailles and the corresponding Articles of the other Treaties of Peace. This resolution, the text of which is contained in a document signed by the President of the Conference and the Director of the International Labour Office and deposited with the Secretariat of the League of Nations on December 26th, 1922, reads as follows :

“ Article 393 of the Treaty of Versailles and the corresponding Articles of the other Treaties of Peace shall read as follows :

“ The International Labour Office shall be under the control of a Governing Body consisting of thirty-two persons :

Sixteen representing Governments ;

Eight representing the Employers ;
and

Eight representing the Workers.

“ Of the sixteen persons representing Governments, eight shall be appointed by the Members of chief industrial importance, and eight shall be appointed by the Members selected for that purpose by the Government Delegates to the Conference excluding the Delegates of the eight Members mentioned above. Of the sixteen Members represented six shall be non-European States.

“ Any question as to which are the Members of chief industrial importance shall be decided by the Council of the League of Nations.

“ The persons representing the Employers and the persons representing the Workers shall be elected respectively by the Employers' Delegates and the Workers' Delegates to the Conference. Two Employers' representatives and two Workers' representatives shall belong to non-European States.

“ The period of office of the Governing Body shall be three years.

“ The method of filling vacancies and of appointing substitutes, and other

et les autres questions de même nature pourront être réglées par le Conseil sous réserve de l'approbation de la conférence.

» Le Conseil d'administration élira un président dans son sein et établira son règlement. Il se réunira aux époques qu'il fixera lui-même. Une session spéciale devra être tenue chaque fois que douze personnes faisant partie du Conseil auront formulé une demande écrite à cet effet. »

Les soussignés, dûment autorisés, déclarent accepter, au nom des membres de l'Organisation internationale du Travail qu'ils représentent, l'amendement ci-dessus.

Le présent protocole, qui reste ouvert à la signature des membres de l'Organisation internationale du Travail, sera ratifié et les ratifications seront déposées aussitôt que possible au Secrétariat de la Société des Nations.

La ratification du présent protocole sera considérée comme la ratification, prévue à l'article 422 du Traité de Versailles et aux articles correspondants des autres traités de paix, de l'amendement ci-dessus, qui deviendra exécutoire conformément aux stipulations desdits articles.

Une copie certifiée conforme du présent protocole sera transmise par le Secrétaire général à tous les membres de l'Organisation internationale du Travail.

Fait à Genève, le quatorze juin 1923, en un seul exemplaire dont les textes français et anglais feront foi et qui restera déposé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations.

Arthur FONTAINE (14 juin 1923)

Pour la France.

E. H. WALTON (2 août 1923)

High Commissioner for South Africa.

Robert CECIL (1^{er} septembre 1923)

For the British Empire.

J. ALLEN (5 septembre 1923)

For New Zealand.

Philippe ROY (8 septembre 1923)

Pour le Canada.

similar questions, may be decided by the Governing Body subject to the approval of the Conference.

“The Governing Body shall, from time to time, elect one of its number to act as its Chairman, shall regulate its own procedure, and shall fix its own times of meeting. A special meeting shall be held if a written request to that effect is made by at least twelve of the representatives on the Governing Body.”

The undersigned, being duly authorised, declare that they accept, on behalf of the Members of the International Labour Organisation which they represent, the above amendment.

The present Protocol, which remains open for signature by the Members of the International Labour Organisation, will be ratified, and the ratifications will be deposited as soon as possible with the Secretariat of the League.

The ratification of the present Protocol will be considered as ratification, within the meaning of Article 422 of the Treaty of Versailles and of the corresponding Articles of the other Treaties of Peace, of the above amendment, which will come into force in accordance with the provisions of the said Articles.

A certified copy of the present Protocol will be transmitted by the Secretary-General to all Members of the International Labour Organisation.

Done at Geneva, on fourteenth June 1923, in a single copy, of which the French and English texts are both authentic, and which will be kept in the archives of the Secretariat of the League of Nations.

(June 14th, 1923)

(For France.)

(August 2nd, 1923)

(Haut Commissaire de l'Afrique du Sud.)

(September 1st, 1923)

(Pour l'Empire britannique.)

(September 5th, 1923)

(Pour la Nouvelle-Zélande.)

(September 8th, 1923)

(For Canada.)

- | | |
|--|--|
| A. DENDRAMIS
<i>Pour la Grèce.</i> | (<i>For Greece.</i>) |
| HARDINGE OF PENSHURST (13 sept. 1923)
<i>For India.</i> | (September 13th, 1923)
(<i>Pour l'Inde.</i>) |
| COSME DE LA TORRIENTE (13 sept. 1923)
<i>Pour la Republica de Cuba.</i> | (September 13th, 1923)
(<i>Pour la République de Cuba.</i>)
(<i>For the Republic of Cuba.</i>) |
| Joseph COOK (28 septembre 1923)
<i>For Australia.</i> | (September 28th, 1923)
(<i>Pour l'Australie.</i>) |
| Th. G. THORSEN (20 octobre 1923)
<i>Pour la Norvège.</i> | (October 20th, 1923)
(<i>For Norway.</i>) |
| CHAROON (24 octobre 1923)
<i>For Siam.</i> | (October 24th, 1923)
(<i>Pour le Siam.</i>) |
| François SOKAL (8 novembre 1923)
<i>Pour la République de Pologne.</i> | (November 8th, 1923)
(<i>For the Polish Republic.</i>) |
| J. R. LOU Tseng Tsiang (15 janvier 1924)
<i>Pour la Chine.</i> | (January 15th, 1924)
(<i>For China.</i>) |
| K. ISHII (15 mars 1924)
<i>Pour le Japon.</i> | (March 15th, 1924)
(<i>For Japan.</i>) |
| R. V. CABALLERO (29 septembre 1924)
<i>Pour le Paraguay.</i> | (September 29th, 1924)
(<i>For Paraguay.</i>) |
| M. YOVANOVITCH (11 mars 1927)
<i>Pour le Royaume des Serbes, Croates
et Slovènes.</i> | (March 11th, 1927)
(<i>For the Kingdom of the Serbs, Croats and
Slovenes.</i>) |
| J. CASTILLO NAJERA (12 mai 1934)
<i>Pour le Mexique.</i> | (May 12th, 1934)
(<i>For Mexico.</i>) |

N° 3432.

DANEMARK ET LITHUANIE

Echange de notes comportant un accord concernant la protection réciproque des marques de fabrique ou de commerce. Kaunas, le 17 janvier 1934.

DENMARK AND LITHUANIA

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding Reciprocal Protection of Commercial or Industrial Trade Marks. Kaunas, January 17th, 1934.

N^o 3432. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET LITHUANIEN COMPORTANT UN ACCORD CONCERNANT LA PROTECTION RÉCIPROQUE DES MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE. KAUNAS, LE 17 JANVIER 1934.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 5 juin 1934.

I.

LÉGATION ROYALE DE DANEMARK.

KOVNO.

67. D. 1/44.

Le 17 janvier 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire connaître que les marques de fabrique ou de commerce appartenant à des ressortissants lithuaniens jouiront en Danemark, sous réserve de réciprocité, du même droit d'enregistrement et de la même protection que ceux dont jouissent les marques de fabrique ou de commerce appartenant aux ressortissants danois, sous réserve toutefois de l'observation des lois danoises sur l'enregistrement des marques de fabrique ou de commerce.

Les ressortissants lithuaniens qui n'exercent pas en Danemark le commerce ou l'industrie ne bénéficieront toutefois de la protection de leurs marques de fabrique ou de commerce que dans la mesure et pour le temps où ils jouissent de cette protection en Lithuanie.

Les dispositions de la législation danoise sur les marques de fabrique ou de commerce, prescrivant que le dépôt en vue de l'enregistrement au Danemark d'une marque de fabrique ou de commerce, peut être considéré, par rapport à d'autres dépôts comme ayant eu lieu simultanément avec un dépôt antérieur de la même marque dans un pays étranger, ne s'appliqueront pas aux ressortissants lithuaniens.

Les susdites dispositions s'appliquent également aux particuliers, ressortissants lithuaniens, et aux sociétés ou autres associations lithuaniennes.

Si le Gouvernement lithuanien accepte les dispositions susmentionnées, il sera convenu que le présent arrangement entrera en vigueur trois mois après la réception de la réponse que Votre Excellence voudra bien me faire parvenir et restera exécutoire jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du jour où il aura été dénoncé par l'une ou l'autre des Parties contractantes.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) S. P. DUURLOO.

Son Excellence

Monsieur le Dr D. Zaunius,

Ministre des Affaires étrangères,

Kaunas.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3432. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE DANISH AND LITHUANIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING RECIPROCAL PROTECTION OF COMMERCIAL OR INDUSTRIAL TRADE MARKS. KAUNAS, JANUARY 17TH, 1934.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place June 5th, 1934.

I.

ROYAL DANISH LEGATION,
KAUNAS.

67. D. 1/44.

January 17th, 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

By order of my Government, I have the honour to inform you that trade and commercial marks belonging to Lithuanian nationals shall, subject to reciprocity, enjoy in Denmark the same registration rights and the same protection as the trade and commercial marks belonging to Danish nationals, subject, however, to the observance of the Danish laws on the registration of trade or commercial marks.

Lithuanian nationals who do not carry on trade or industry in Denmark shall, however, only benefit by the protection of their trade or commercial marks in so far and for so long as they enjoy such protection in Lithuania.

The provisions of Danish legislation on trade or commercial marks stipulating that the deposit for purposes of registration in Denmark of a trade or commercial mark may be regarded, in respect of other deposits, as having been made simultaneously with an earlier deposit of the same mark in a foreign country, shall not apply to Lithuanian nationals.

The above provisions shall apply equally to individual Lithuanian nationals and to Lithuanian companies or other associations.

If the Lithuanian Government accepts the provisions mentioned above, it is understood that the present Agreement shall come into force three months after the receipt of Your Excellency's reply and shall remain in force until the expiry of a period of six months from the date upon which either Contracting Party denounces it.

I have the honour, etc.

(Signed) S. P. DUURLOO.

His Excellency Dr. D. Zaunius,
Minister for Foreign Affairs,
Kaunas.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LITHUANIE.

1368.

KAUNAS, le 17 janvier 1934.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

En accusant réception de votre lettre en date du 17 janvier 1934, concernant l'enregistrement et la protection des droits au Danemark des marques de fabrique ou de commerce appartenant à des ressortissants lithuaniens, j'ai l'honneur de vous faire connaître que les marques de fabrique ou de commerce appartenant à des ressortissants danois jouiront en Lithuanie, sous réserve de réciprocité, du même droit d'enregistrement et de la même protection que ceux dont jouissent les marques de fabrique ou de commerce appartenant aux ressortissants lithuaniens, sous réserve toutefois de l'observation des lois lithuaniennes sur l'enregistrement des marques de fabrique ou de commerce.

Les ressortissants danois qui n'exercent pas en Lithuanie le commerce ou l'industrie ne bénéficieront toutefois de la protection de leurs marques de fabrique ou de commerce que dans la mesure et pour le temps où ils jouissent de cette protection au Danemark.

Il est convenu que les dispositions de la législation danoise sur les marques de fabrique ou de commerce, prescrivant que le dépôt en vue de l'enregistrement au Danemark d'une marque de fabrique ou de commerce peut être considéré par rapport à d'autres dépôts, comme ayant eu lieu simultanément avec un dépôt antérieur de la même marque dans un pays étranger, ne s'appliqueront pas aux ressortissants lithuaniens, de même que les dispositions analogues ne seront pas appliquées par la législation lithuanienne aux ressortissants danois.

Les susdites dispositions s'appliquent également aux particuliers, ressortissants danois et aux sociétés ou autres associations danoises.

Il est convenu que le présent arrangement entrera en vigueur trois mois après l'échange de notes, et restera exécutoire jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du jour où il aura été dénoncé par l'une ou l'autre des Parties contractantes.

Veillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) ZAUNIUS,

Ministre des Affaires étrangères.

Monsieur le Chargé d'Affaires Duurloo,
Légation de Danemark,
Kaunas.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 1^{er} juin 1934.

H. A. Bernhoft,

*Secrétaire général du Ministère
des Affaires étrangères.*

II.

LITHUANIAN MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

1368.

KAUNAS, *January 17th, 1934.*

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

In acknowledging your letter of January 17th, 1934, regarding the registration and protection of the rights in Denmark of trade and commercial marks belonging to Lithuanian nationals, I have the honour to inform you that the trade and commercial marks belonging to Danish nationals shall, subject to reciprocity, enjoy in Lithuania the same registration rights and the same protection as the trade and commercial marks belonging to Lithuanian nationals, subject, however, to the observance of the Lithuanian laws on the registration of trade or commercial marks.

Danish nationals who do not carry on trade or industry in Lithuania shall, however, only benefit by the protection of their trade or commercial marks in so far and for so long as they enjoy such protection in Denmark.

It is agreed that the provisions of Danish legislation on trade or commercial marks stipulating that the deposit for purposes of registration in Denmark of a trade or commercial mark may be regarded, in respect of other deposits, as having been made simultaneously with an earlier deposit of the same mark in a foreign country, shall not apply to Lithuanian nationals and that such provisions shall not be applied by Lithuanian legislation to Danish nationals.

The above provisions shall apply equally to individual Danish nationals and to Danish companies or other associations.

It is understood that the present Arrangement shall come into force three months after the exchange of notes and shall remain in force until the expiry of a period of six months from the date upon which either Contracting Party denounces it.

I have the honour, etc.

(Signed) ZAUNIUS,
Minister for Foreign Affairs.

Monsieur le Chargé d'Affaires Duurloo,
Danish Legation,
Kaunas.

N° 3433.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET MEXIQUE**

**Protocole relatif aux réclamations
soumises à la Commission générale
des réclamations instituée par
la Convention du 8 septembre
1923. Signé à Mexico, le 24 avril
1934.**

**UNITED STATES OF AMERICA
AND MEXICO**

**Protocol relative to Claims presented
to the General Claims Commission,
established by the Convention of
September 8th, 1923. Signed at
Mexico, April 24th, 1934.**

No. 3433. — PROTOCOL¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND MEXICO RELATIVE TO CLAIMS PRESENTED TO THE GENERAL CLAIMS COMMISSION, ESTABLISHED BY THE CONVENTION² OF SEPTEMBER 8TH, 1923. SIGNED AT MEXICO, APRIL 24TH, 1934.

English and Spanish official texts communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration of this Protocol took place June 5th, 1934.

Josephus DANIELS, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the United States of America to the Government of Mexico, and José Manuel PUIG CASAURANC, Secretary for Foreign Affairs of the United Mexican States, duly authorized, have agreed on behalf of their two Governments to conclude the following Protocol :

Whereas, It is the desire of the two Governments to settle and liquidate as promptly as possible those claims of each Government against the other which are comprehended by, and which have been filed in pursuance of, the General Claims Convention between the two Governments, concluded on September 8th, 1923 ;

Whereas, It is not considered expedient to proceed, at the present time, to the formal arbitration of the said claims in the manner provided in that Convention ;

¹ Came into force April 24th, 1934.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 118, page 1103.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

No- 3433. — PROCOLO¹ ENTRE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMERICA Y MEXICO RELATIVO A LAS RECLAMACIONES PRESENTADAS ANTE LA COMISION GENERAL DE RECLAMACIONES CREADA POR LA CONVENCION² DE 8 SEPTIEMBRE DE 1923. FIRMADO EN MEXICO, EL 24 DE ABRIL DE 1934.

Textes officiels anglais et espagnol communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 5 juin 1934.

Josephus DANIELS, Embajador Extraordinario y Plenipotenciario de los Estados Unidos de América ante el Gobierno de México, y José Manuel PUIG CASAURANC, Secretario de Relaciones Exteriores de los Estados Unidos Mexicanos, debidamente autorizados, convienen en firmar, en nombre de sus respectivos Gobiernos, el siguiente Protocolo :

Considerando que es el deseo de ambos Gobiernos arreglar y liquidar, tan pronto como sea posible, las reclamaciones de cada uno de los dos Gobiernos en contra del otro, comprendidas en la Convención General de Reclamaciones celebrada el 8 de septiembre de 1923 entre los dos Gobiernos y registradas de acuerdo con la misma ;

Considerando que no se juzga viable, en los momentos actuales, proceder al arbitraje formal de dichas reclamaciones mediante el procedimiento que establece la Convención mencionada ;

¹ Entré en vigueur le 24 avril 1934.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome XVII, page 292.

Whereas, It is considered to be conducive to the best interests of the two Governments, to preserve the *status quo* of the General Claims Convention above mentioned and the Convention extending the duration thereof, which latter was concluded on June 18th, 1932, as well as the agreement relating to agrarian claims under Article I of the additional Protocol of June 18th, 1932 ;

Whereas, It is advisable to endeavor to effect a more expeditious and more economical disposition of the claims, either by means of an *en bloc* settlement or a more simplified method of adjudication, and

Whereas, In the present state of development of the numerous claims the available information is not such as to permit the two Governments to appraise their true value with sufficient accuracy to permit of the successful negotiation of an *en bloc* settlement thereof at the present time ;

Therefore, It is agreed that :

First. — The two Governments will proceed to an informal discussion of the agrarian claims now pending before the General Claims Commission, with a view to making an adjustment thereof that shall be consistent with the rights and equities of the claimants and the rights and obligations of the Mexican Government, as provided by the General Claims Protocol of June 18th, 1932. Pending such discussion no agrarian claims will be presented to the Commissioners referred to in Clause Third nor, in turn, to the Umpire referred to in Clause Fifth of this Protocol ; but memorials of cases not yet memorialized may be filed in order to regularize the awards made upon the agreed adjustments.

Consequently, the subsequent provisions of this Protocol shall apply to agrarian claims only in so far as they do not conflict with the status thereof, as exclusively fixed by the terms of the agreed Article I of the additional Protocol to the extension of the General Claims Convention, signed June 18th, 1932.

Second. — The two Governments shall proceed, in accordance with the provisions of Clause Sixth below, promptly to complete the

Considerando que se juzga conducente para los mejores intereses de ambos Gobiernos conservar el « *statu quo* » de la Convención General de Reclamaciones arriba mencionada y de la Convención de Prorroga celebrada el 18 de junio de 1932, así como de lo convenido para las reclamaciones agrarias en el Artículo I del Protocolo adicional de 18 de junio de 1932 ;

Considerando que conviene intentar la resolución más rápida y más económica de las reclamaciones, ya sea por medio de un arreglo global o de un método más simplificado para fallarlas, y

Considerando que en el presente estado de tramitación de las numerosas reclamaciones, los datos de que se dispone son de tal naturaleza que no permiten a los dos Gobiernos estimar el verdadero valor de ellas con exactitud suficiente para permitir la negociación con éxito de un arreglo global de las mismas en los momentos actuales ;

Por tanto, queda convenido que :

Primero. — Los dos Gobiernos procederán a discutir, de manera informal, las reclamaciones agrarias pendientes en la actualidad ante la Comisión General de Reclamaciones, con el propósito de llegar a un arreglo con respecto a ellas, en consonancia con la equidad y con los derechos de los reclamantes y con los derechos y obligaciones del Gobierno Mexicano, según lo establecido por el Protocolo de la Comisión General de 18 de junio de 1932. Mientras esté pendiente esta discusión, no se presentarán reclamaciones agrarias a los Comisionados a que se refiere la Cláusula Tercera, ni, en su caso, al Arbitro a que alude la Cláusula Quinta de este Protocolo ; pero podrán presentarse Memoriales de los casos en que aun no se hayan presentado, con objeto de formalizar los fallos que se dicten sobre los arreglos propalados.

Por consiguiente, las disposiciones subsiguientes de este Protocolo serán aplicables a las reclamaciones agrarias únicamente en lo que no se opongan a la situación de dichas reclamaciones, como está fijada exclusivamente por los términos del Artículo I pactado en el Protocolo adicional a la Convención de Prorroga de la Convención General de Reclamaciones, firmada en 18 de junio de 1932.

Segundo. — Los dos Gobiernos, de acuerdo con las disposiciones de la Cláusula Sexta de este Protocolo, procederán desde luego a completar

written pleadings and briefs in the remaining unpleaded and incompletely pleaded cases.

Third. — Each Government shall promptly designate, from among its own nationals, a Commissioner, who shall be an outstanding jurist and whose function it shall be to appraise, on their merits, as rapidly as possible, the claims of both Governments which have already been fully pleaded and briefed and those in which the pleadings and briefs shall be completed in accordance herewith.

Fourth. — Six months before the termination of the period herein agreed upon for the completion of the pleadings and briefs referred to in Clause Sixth or at an earlier time should they so agree, the said Commissioners shall meet, at a place to be agreed upon by them, for the purpose of reconciling their appraisals. They shall, as soon as possible, and not later than six months from the date of the completion of the pleadings and briefs, submit to the two Governments a joint report of the results of their conferences, indicating those cases in which agreement has been reached by them with respect to the merits and the amount of liability, if any, in the individual cases and also those cases in which they shall have been unable to agree with respect to the merits or the amount of liability, or both.

Fifth. — The two Governments shall, upon the basis of such joint report, and with the least possible delay, conclude a convention for the final disposition of the claims, which convention shall take one or the other of the two following forms, namely, first, an agreement for an *en bloc* settlement of the claims wherein there shall be stipulated the net amount to be paid by either Government and the terms upon which payment shall be made; or, second, an agreement for the disposition of the claims upon their individual merits. In this latter event, the two above-mentioned Commissioners shall be required to record their agreements with respect to individual claims and the bases upon which their conclusions shall have been reached, in the respective cases.

The report shall be accepted, by the convention to be concluded by the two Governments,

los escritos y alegatos en los casos en que éstos no se hayan presentado o estén incompletos.

Tercero. — Cada uno de los dos Gobiernos designará en breve plazo a un Comisionado de su propia nacionalidad, quien deberá ser un destacado jurisconsulto y cuyas funciones serán las de estimar en cuanto a sus fundamentos y tan rápidamente como sea posible, las reclamaciones de ambos Gobiernos, en las cuales hayan sido completados todos los escritos y alegatos, así como aquellas en que hayan de completarse tales escritos y alegatos según lo dispuesto por este Protocolo.

Cuarto. — Seis meses antes de vencer el plazo para completar los escritos y alegatos a que se refiere la Cláusula Sexta, o en alguna fecha anterior, en caso de que así lo convengan, los referidos Comisionados se reunirán en el lugar que designen de común acuerdo con el objeto de armonizar sus estimaciones. Tan pronto como sea posible y dentro de los seis meses contados desde la fecha en que se completen los escritos y alegatos, presentarán a los dos Gobiernos un dictamen conjunto sobre el resultado de sus conferencias, en el que indicarán los casos en que hayan llegado a un acuerdo en cuanto a los fundamentos y al monto de la responsabilidad, si alguna resultare, en cada caso, indicando asimismo los casos en que no hayan podido ponerse de acuerdo, ya sea respecto a los fundamentos o al monto de la responsabilidad, o a ambas cosas.

Quinto. — Los dos Gobiernos, sobre la base del referido dictamen conjunto, y con el menor retardo posible, celebrarán una Convención para la resolución definitiva de las reclamaciones, debiendo en dicha Convención adoptarse una u otra de las dos formas siguientes, a saber: primero, la de un convenio para un arreglo global de las reclamaciones, en el que se estimará la cantidad líquida que habrá de pagar alguno de los dos Gobiernos y las condiciones en que se habrá de efectuar tal pago; o, segundo, la de un convenio para la resolución de las reclamaciones sobre los fundamentos de cada una. En este último caso, se exigirá a los dos Comisionados arriba mencionados, que hagan constar los acuerdos celebrados por ellos con respecto a cada una de las reclamaciones y los fundamentos en que se basen sus conclusiones, en el caso respectivo.

El dictamen que rindan será aceptado, por medio de la Convención que celebren los dos

as final and conclusive dispositions of those cases. With respect to those cases in which the Commissioners shall not have been able to reach agreements, the two Governments shall, by the said convention, agree that the pleadings and briefs in such cases, together with the written views of the two Commissioners concerning the merits of the respective claims, be referred to an Umpire, whose written decisions shall also be accepted by both Governments as final and binding. All matters relating to the designation of an Umpire, time within which his decisions should be rendered and general provisions relating to his work shall be fixed in a convention to be negotiated under provisions of this Clause.

Sixth. — The procedure to be followed in the development of the pleadings and briefs, which procedure shall be scrupulously observed by the Agents of the two Governments, shall be the following :

(a) The time allowed for the completion of the pleadings and briefs shall be two years counting from a date hereafter to be agreed upon by the two Governments by an exchange of notes, which shall not be later than November 1st, 1934.

(b) The pleadings and briefs of each Government shall be filed at the Embassy of the other Government.

(c) The pleadings and briefs to be filed shall be limited in number to four, namely, Memorial, Answer, Brief and Reply Brief. Only three copies of each need be presented to the other Agent, but four additional copies shall be retained by the filing Agency for possible use in future adjudication. Each copy of Memorial, Answer and Brief shall be accompanied by a copy of all evidence filed with the original thereof. The pleadings and briefs, which may be in either English or Spanish at the option of the filing Government, shall be signed by the respective Agents or properly designated substitutes.

(d) With the Memorial the claimant Government shall file all the evidence on which it intends to rely. With the Answer the respondent Government shall file all the evidence upon which it intends to rely.

Gobiernos, como la resolución definitiva y final de dichos casos. Con respecto a los casos en que los Comisionados no hayan podido ponerse de acuerdo, los dos Gobiernos, en esa misma Convención, estipularán que los escritos y alegatos presentados en ellos, juntamente con las opiniones escritas de los dos Comisionados sobre los fundamentos de las reclamaciones respectivas, se someterán a un Arbitro cuyos fallos escritos serán aceptados también por ambos Gobiernos como definitivos y obligatorios. Todo lo que se refiere a designación de Arbitro, período de tiempo de que dispondrá para fallar y modalidades de su trabajo, serán fijados en la Convención de que habla esta Cláusula.

Secto. — El procedimiento que se seguirá en el desarrollo de los escritos y alegatos, procedimiento que observarán escrupulosamente los Agentes de los dos Gobiernos, será el siguiente :

a) El plazo concedido para completar los escritos y alegatos será de dos años contados desde la fecha en que posteriormente convengan los dos Gobiernos por medio de un cambio de notas, que no se efectuará más tarde del 1º de noviembre de 1934.

b) Los escritos y alegatos de cada uno de los dos Gobiernos serán presentados en la Embajada del otro Gobierno.

c) Los escritos y alegatos que se presenten quedan limitados a cuatro, a saber : el Memorial, la Contestación, el Alegato y el Alegato de Réplica. Sólo será necesario presentar tres copias de cada uno al otro Agente, pero la Agencia que los presente conservará cuatro ejemplares adicionales para que se puedan usar al resolverse los casos en el futuro. Cada una de las copias de tales Memoriales, Contestaciones y Alegatos irá acompañada de una copia de todas las pruebas presentadas con el escrito original. Los escritos y alegatos, que podrán presentarse en inglés o en español, a voluntad del Gobierno que los presente, estarán firmados por los Agentes respectivos o por substitutes de éstos designados en debida forma.

d) Con el Memorial, el Gobierno demandante presentará todas las pruebas en que se funde. Con su Contestación, el Gobierno demandado presentará todas las pruebas en que piense apoyarse. No se presentará

No further evidence shall be filed by either side except such evidence, with the Brief, as rebuts evidence filed with the Answer. Such evidence shall be strictly limited to evidence in rebuttal and there shall be explained at the beginning of the Brief the alleged justification for the filing thereof. If the other side desires to object to such filing, its views may be set forth in the beginning of the Reply Brief, and the Commissioners, or the Umpire, as the case may require, shall decide the point, and if it is decided that the evidence is not in rebuttal to evidence filed with the Answer, the additional evidence shall be entirely disregarded in considering the merits of the claim.

The Commissioners may at any time order the production of further evidence.

(e) In view of the desire to reduce the number of pleadings and briefs to a minimum in the interest of economy of time and expense, it shall be the obligation of both Agents fully and clearly to state in their Memorials the contention of the claimant Government with respect to both the factual bases of the claims in question and the legal principles upon which the claims are predicated and, in the Answer, the contentions of the respondent Government with regard to the facts and legal principles upon which the defense of the case rests. In cases in which Answers already filed do not sufficiently meet this provision so as to afford the claimant Government an adequate basis for preparing its legal Brief with full general knowledge of the factual and legal defenses of the respondent Government, it shall have the right to file a Counter Brief within thirty days following the date of filing the Reply Brief.

(f) For the purposes of the above pleadings and briefs, as well as the appraisals and decisions of the two Commissioners and the decisions of the Umpire, above mentioned, the provisions of the General Claims Convention of September 8th, 1923, shall be considered as fully effective and binding upon the two Governments, except in so far as concerns the matter of procedure, which shall be that provided for herein.

(g) Whenever practicable, cases of a

prueba adicional alguna por ninguna de las dos partes exceptuando las pruebas que se presenten con el Alegato para refutar las pruebas presentadas con la Contestación. Tales constancias se limitarán a pruebas de refutación y se expresará al principio del Alegato las justificaciones que se tengan para presentar dichas pruebas. Si la otra parte deseara objetar su presentación, sus objeciones pueden manifestarse al principio del Alegato de Réplica, y los Comisionados o el Arbitro, según sea el caso, decidirán el punto. Si se resolviera que las pruebas no refutan las presentadas con la Contestación, las adicionales no se tomarán en cuenta al considerarse los fundamentos de la reclamación.

Los Comisionados podrán en cualquier tiempo pedir que se presenten pruebas adicionales.

e) En vista del deseo que hay de reducir el número de los escritos y alegatos al mínimo, en provecho de la economía de tiempo y gastos, será obligación de ambos Agentes exponer amplia y claramente en sus Memoriales los argumentos del Gobierno demandante con respecto tanto a los hechos en que se base alguna reclamación como a los principios jurídicos en que se funde, y, en la Contestación, los argumentos del Gobierno demandado relativos a los hechos y principios jurídicos en que se apoye la defensa del caso. En los casos en que las Contestaciones ya presentadas no se ajusten exactamente a esta disposición para dar al Gobierno reclamante una base adecuada para la preparación de su Alegato con perfecto conocimiento de los hechos y excepciones legales del Gobierno demandado, tendrá el derecho de presentar un Contra-alegato dentro de los treinta días siguientes a la fecha de la presentación del Alegato de Réplica.

f) Por lo que respecta a los escritos y alegatos arriba mencionados, así como a las estimaciones y fallos de los dos Comisionados y los fallos del Arbitro, se considerarán como plenamente efectivas y obligatorias para ambos Gobiernos las disposiciones de la Convención General de Reclamaciones de 8 de septiembre de 1923, salvo en lo que respecta a la materia de procedimientos, la cual se regirá por el presente Protocolo.

g) Siempre que sea factible, se agru-

particular class shall be grouped for memorializing and/or for briefing.

(h) In order that the two Agents may organize their work in the most advantageous manner possible and in order that the two-year period allowed for pleadings and briefs may be utilized in a manner which shall be most equitable to both sides, each Agent shall, within thirty days from the beginning of the two-year pleading period, submit to the other Agent a tentative statement showing the total number of Memorials and Briefs such Agent intends to file. Six months after the beginning of the two-year pleading period, the two Agents shall respectively submit in the same manner statements setting out definitely by name and docket number the claims in which it is proposed to complete the pleadings and briefs, indicating those in which they intend to combine cases in the manner indicated in paragraph (g) above. The number of pleadings and briefs so indicated shall not, except by later agreement between the two Governments, be exceeded by more than ten per cent.

(i) In order to enable the Agencies to distribute their work equally over the two-year pleading period, each Agency shall be under the obligation to file its Memorials at approximately equal intervals during the first seventeen months of the two-year period, thus allowing the remaining seven months of the period for the completion of the pleadings and briefs in the last case memorialized. The same obligation shall attach with respect to the filing of the pleadings and briefs referred to in paragraph (k) below.

(j) The time to be allowed for filing Answers shall be seventy days from the date of filing Memorials. The time to be allowed for filing Briefs shall be seventy days from the date of filing the Answers. The time to be allowed for filing Reply Briefs shall be seventy days from the date of filing the Briefs.

parán los casos de una clase determinada, para la presentación de los Memoriales y de los Alegatos, o de cualquiera de los dos.

h) Para que los dos Agentes puedan organizar sus trabajos en la forma más eficiente que sea posible, y para que el período de dos años concedidos para la presentación de escritos y alegatos se pueda aprovechar del modo más equitativo para ambas partes, cada uno de los dos Agentes, dentro de los treinta días siguientes al comienzo de dicho período de dos años para la presentación de tales escritos, deberá presentar al otro Agente un estado previo que demuestre el número total de Memoriales y Alegatos que piense presentar. A los seis meses contados desde el comienzo del referido período de dos años para la presentación de escritos, los dos Agentes presentarán respectivamente, en la misma forma, estados que expongan definitivamente, especificando los nombres y números de registro, las reclamaciones en las que se propongan completar los escritos y alegatos con la indicación de los casos en que piensen agruparlos del modo indicado en el inciso (g) anterior. El número de escritos y alegatos mencionados no deberá, salvo acuerdo posterior entre los dos Gobiernos, excederse en más de un diez por ciento.

i) Para que las Agencias puedan distribuir sus trabajos uniformemente en todo el período de dos años para presentación de escritos, cada una de ellas estará obligada a presentar sus Memoriales a intervalos más o menos iguales durante los primeros diecisiete meses del referido período, a efecto de que durante los siete meses restantes se completen los escritos y alegatos en el último caso en que se hubiere presentado Memorial. Esta misma obligación existirá con respecto a la presentación de los escritos y alegatos a que se refiere el inciso k) más adelante.

j) El plazo que se concede para la presentación de Contestaciones será de setenta días contados desde la fecha de la presentación de los Memoriales. El plazo para la presentación de Alegatos será de setenta días contados desde la fecha de la presentación de las Contestaciones. El plazo para la presentación del Alegato de Réplica será de setenta días, contados desde la fecha de la presentación de los Alegatos.

(k) In those cases in which some pleadings or briefs were filed with the General Claims Commission before the date of signature hereof, the Agency which has the right to file the next pleading or brief shall be allowed to determine when that document shall be filed, taking into consideration the necessity of complying with the provisions of paragraph (i) above.

(l) In counting the seventy-day periods mentioned in paragraph (j) above, no deductions shall be made for either Sundays or holidays. The date of filing the above described pleadings and briefs shall be considered to be the date upon which they shall be delivered at the Embassy of the other Government. If the due date shall fall on Sunday or a legal holiday, the pleading or brief shall be filed upon the next succeeding business day. The two Governments shall, for this purpose, instruct their respective Embassies to receive and give receipts for such pleadings and briefs any weekday between the hours of 10 and 16 (4 p.m.) except on the following legal holidays of both countries :

Of the United States

January 1st
February 22nd
May 30th
July 4th
First Monday in
September
Last Thursday in
November
December 25th

Of Mexico

January 1st
February 5th
May 1st
May 5th
September 14th
September 15th
September 16th
October 12th
November 20th
December 25th
December 31st

(m) In view of the herein prescribed limitations upon the time allowed for the completion of the work of the Agencies and the Commissioners, it is recognized that the success of this simplified plan of procedure depends fundamentally upon the prompt and regular filing of the pleadings and briefs in accordance with the provisions of this Protocol. It is agreed, therefore, that any pleading or brief which shall be filed more than thirty days after the due date for the filing thereof, shall be disregarded by the Commissioners and the Umpire, and that the respective

k) En aquellos casos en que se hayan presentado algunos escritos o alegatos ante la Comisión General de Reclamaciones con anterioridad a la fecha de la firma del presente Protocolo, la Agencia que tenga derecho a presentar el escrito o alegato siguiente estará autorizada para determinar la fecha en que se haya de presentar tal documento, tomando en consideración la necesidad que hay de cumplir las disposiciones del inciso i) anterior.

l) Al contar los períodos de setenta días de que habla el inciso j) anterior, no se harán deducciones por concepto de domingos ni días de fiesta. La fecha de la presentación de los escritos y alegatos antes mencionados se considerará que es la fecha en que sean entregados en la Embajada del otro Gobierno. Si la fecha de vencimiento cayere en algún domingo o día de fiesta oficial, el escrito o alegato se presentará en el día hábil siguiente. Los dos Gobiernos, con este objeto, darán instrucciones a sus Embajadas respectivas de recibir y dar recibos por tales escritos y alegatos en todos los días hábiles, entre las 10 y las 16 horas, exceptuando los siguientes días de fiesta oficiales de ambos países :

De los Estados Unidos

1  de enero
22 de febrero
30 de mayo
4 de julio
Primer lunes de
septiembre
Ultimo jueves de
noviembre
25 de diciembre

De México

1  de enero
5 de febrero
1  de mayo
5 de mayo
14 de septiembre
15 de septiembre
16 de septiembre
12 de octubre
20 de noviembre
25 de diciembre
31 de diciembre.

m) En vista de las limitaciones prescritas en este Protocolo respecto al período de tiempo fijado para la terminación de las labores de las Agencias y de los Comisionados, se reconoce que el éxito de este plan simplificado de procedimiento depende, fundamentalmente, de la presentación puntual y regular de los escritos y alegatos en los términos establecidos por las disposiciones de este Protocolo. Se conviene, por consiguiente, que cualquier escrito o alegato que se entregue más de treinta días después de la fecha fijada para su presentación, no será tomado en cuenta por los

case shall be considered by them upon the pleadings and briefs preceding the tardy pleadings and briefs, unless, by agreement of the two Governments, the continued pleading of the respective case shall be resumed.

(n) It shall not be necessary to present original evidence but all documents hereafter submitted as evidence shall be certified as true and complete copies of the original if they be such. In the event that any particular document filed is not a true and complete copy of the original, that fact shall be so stated in the certificate.

(o) The complete original of any document filed, either in whole or in part, shall be retained in the Agency filing the document and shall be made available for inspection by any authorized representative of the Agent of the other side.

(p) Where the original of any document or other proof is filed at any Government office on either side, and cannot be conveniently withdrawn, and no copy of such document is in the possession of the Agent of the Government desiring to present the same to the Commissioners in support of the allegations set out in his pleadings or briefs, he shall notify the Agent of the other Government in writing of his desire to inspect such document. Should such inspection be refused, then the action taken in response to the request to inspect, together with such reasons as may be assigned for the action taken, shall be reported to the Commissioners and, in turn, to the Umpire mentioned in Clause Fifth of this Protocol, so that due notice thereof may be taken.

Done in duplicate in Mexico, D.F. in the English and Spanish languages this twenty-fourth day of the month of April one thousand nine hundred and thirty-four.

Josephus DANIELS.

Certified to be a true and complete textual copy of the original Protocol in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State of the United States of America :

Clinton E. MacEachran,

Chief Clerk and Administrative Assistant.

Comisionados y el Arbitro, y que el caso de que se trate será considerado por ellos únicamente sobre la base de los escritos y alegatos que precedan al que se hubiere presentado extemporáneamente, a menos de que, por acuerdo entre ambos Gobiernos, se autorice la continuación de las alegaciones en el caso respectivo.

n) No será necesario presentar las pruebas originales, pero todos los documentos que de hoy en adelante se presenten en calidad de pruebas, serán certificados como copias fieles y completas de sus originales si así lo fueren. En el caso de que algún documento determinado que se presente no sea copia fiel y completa del original, ese hecho se hará constar en la certificación.

o) El original completo de cualquier documento presentado, ya sea total o parcialmente, será conservado en la Agencia que lo presente y estará disponible para su inspección por cualquier representante autorizado del Agente de la otra parte.

p) Cuando el original u otra prueba esté archivado en las oficinas de cualquiera de los dos Gobiernos, y no pueda ser retirado fácilmente, ni exista copia de tal documento en poder del Agente del Gobierno que desee presentarlo a los Comisionados, en apoyo de los puntos contenidos en sus escritos o alegatos, entonces notificará por escrito al Agente de la parte contraria acerca de su deseo de examinar el referido documento. Si a una solicitud de examen se rehusa la exhibición del documento de que se trata, tal actitud, junto con las razones que se dieren para excusarla, serán puestas en conocimiento de los Comisionados y, en su caso, del Arbitro a que se refiere la Cláusula Quinta de este Protocolo, y ésto será tomado en cuenta por ellos.

Hecho por duplicado, en inglés y en español, en la Ciudad de México, el día veinticuatro del mes de abril del año de mil novecientos treinta y cuatro.

PUIG.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3433. — PROTOCOLE ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE MEXIQUE RELATIF AUX RÉCLAMATIONS SOUMISES A LA COMMISSION GÉNÉRALE DES RÉCLAMATIONS INSTITUÉE PAR LA CONVENTION DU 8 SEPTEMBRE 1923. SIGNÉ A MEXICO, LE 24 AVRIL 1934.

M. Josephus DANIELS, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique auprès du Gouvernement mexicain, et M. José Manuel PUIG CASAURANC, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères des Etats-Unis du Mexique, dûment autorisés à cet effet, ont décidé, au nom de leurs gouvernements respectifs, de conclure le protocole suivant :

Attendu que les deux gouvernements désirent régler et liquider, aussi rapidement que possible, les réclamations de chacun d'eux contre l'autre, qui ont été comprises dans la Convention générale des réclamations conclue le 8 septembre 1923 entre les deux gouvernements et qui ont été enregistrées conformément à ladite convention ;

Attendu qu'il n'est pas jugé opportun de procéder, à l'heure actuelle, à l'arbitrage formel desdites réclamations de la façon prévue par cette convention ;

Attendu que, dans l'intérêt des deux gouvernements, il y a lieu de maintenir le *statu quo* de la Convention générale des réclamations susmentionnée et de la Convention de prorogation conclue le 18 juin 1932, ainsi que de l'arrangement relatif aux réclamations agraires prévu à l'article premier du Protocole additionnel du 18 juin 1932 ;

Attendu qu'il convient de s'efforcer de régler les réclamations de façon plus rapide et plus économique, soit par voie d'arrangement global, soit par l'emploi d'une méthode plus simple pour statuer à leur sujet ; et

Attendu que, dans l'état actuel de la procédure relative aux nombreuses réclamations, les renseignements dont on dispose ne sont pas de nature à permettre aux deux gouvernements d'apprécier la véritable valeur de ces réclamations avec assez de précision pour qu'il soit possible, à l'heure actuelle, de négocier avec succès leur règlement global ;

Il est convenu ce qui suit :

Premièrement. — Les deux gouvernements procéderont à un examen, sans caractère officiel, des réclamations agraires actuellement soumises à la Commission générale des réclamations, en vue d'aboutir sur ce point à un arrangement compatible avec les droits et titres des réclamants ainsi qu'avec les droits et obligations du Gouvernement mexicain, conformément aux dispositions du Protocole général des réclamations du 18 juin 1932. En attendant cet examen, aucune réclamation agraire ne sera soumise aux commissaires visés à la clause trois ni, le cas échéant, à l'arbitre dont il est question à la clause cinq de ce protocole, mais il pourra être présenté des mémoires sur les affaires n'en ayant pas encore fait l'objet, afin de régulariser les sentences rendues au sujet des arrangements intervenus.

En conséquence, les dispositions subséquentes du présent protocole ne s'appliqueront aux réclamations agraires que dans la mesure où elles ne sont pas contraires à leur situation, telle qu'elle a été exclusivement fixée par les dispositions de l'article premier du Protocole additionnel à la Convention de prorogation de la Convention générale des réclamations, signée le 18 juin 1932.

Deuxièmement. — Les deux gouvernements, conformément aux dispositions de la clause six ci-après, compléteront rapidement les mémoires et répliques relatifs aux affaires non encore plaidées ou incomplètement plaidées.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Troisièmement. — Chaque gouvernement désignera aussitôt que possible, parmi ses propres ressortissants, un commissaire qui devra être un juriste éminent et sera chargé d'apprécier au fond, aussi rapidement que possible, les réclamations des deux gouvernements dont les mémoires et répliques ont déjà été complétés ou devront être complétés conformément aux présentes dispositions.

Quatrièmement. — Six mois avant l'expiration de la période fixée par le présent protocole pour compléter les mémoires et répliques dont il est question à la clause six, ou à une date antérieure, s'il en est ainsi décidé par les commissaires, ceux-ci se réuniront en un lieu qu'ils désigneront d'un commun accord, en vue de concilier leurs estimations. Ils devront aussitôt que possible, et en tout cas six mois au plus après la date à laquelle les mémoires et répliques auront été complétés, soumettre aux deux gouvernements un rapport commun sur les résultats de leurs échanges de vues, indiquant les affaires pour lesquelles ils ont abouti à un accord quant au fond et, le cas échéant, quant au montant de la dette pour chaque affaire, ainsi que les affaires pour lesquelles il leur aura été impossible d'aboutir à un accord quant au fond ou quant au montant de la dette, ou sur ces deux points.

Cinquièmement. — Sur la base de ce rapport commun, et dans le plus bref délai possible, les deux gouvernements concluront une convention pour le règlement définitif des réclamations ; cette convention prendra l'une ou l'autre des deux formes suivantes, à savoir : 1^o un accord pour le règlement global des réclamations, dans lequel sera stipulé le montant net à payer par l'un ou l'autre des deux gouvernements et les conditions de ce paiement ; ou, 2^o un accord pour le règlement de chaque réclamation examinée individuellement quant au fond. Dans ce dernier cas, les deux commissaires susmentionnés devront formuler par écrit les accords intervenus entre eux au sujet de chaque réclamation, en indiquant dans chaque cas les bases sur lesquelles se fondent leurs conclusions.

Ce rapport sera accepté, dans la convention à conclure par les deux gouvernements, comme constituant un règlement définitif et sans appel de ces affaires. Quant à celles au sujet desquelles les commissaires n'auront pas pu aboutir à un accord, les deux gouvernements stipuleront dans ladite convention que les mémoires et répliques relatifs à ces affaires, accompagnés des avis écrits des deux commissaires sur le fond des réclamations respectives, seront soumis à un arbitre dont les décisions écrites seront également acceptées par les deux gouvernements comme définitives et obligatoires. Toutes les questions relatives à la désignation de l'arbitre, au délai dans lequel il devra se prononcer, ainsi que les dispositions générales relatives aux conditions dans lesquelles il aura à travailler, seront fixées dans la convention visée par la présente clause.

Sixièmement. — La procédure à suivre en ce qui concerne les mémoires et répliques, qui devra être scrupuleusement observée par les agents des deux gouvernements, sera la suivante :

a) Le délai imparti pour compléter les mémoires et répliques sera de deux ans à compter d'une date à fixer ultérieurement par un échange de notes entre les deux gouvernements mais qui ne devra pas être postérieure au 1^{er} novembre 1934.

b) Les mémoires et répliques de chaque gouvernement seront déposés à l'ambassade de l'autre gouvernement.

c) Ces mémoires et répliques ne dépasseront pas le nombre de quatre, à savoir : mémoire, contre-mémoire, réplique et duplique. Il ne sera pas nécessaire de présenter plus de trois exemplaires de chacun à l'autre agent, mais l'agent qui les présente devra en conserver quatre autres exemplaires pour qu'ils puissent être utilisés, le cas échéant, lorsque les affaires seront ultérieurement réglées. Chaque exemplaire des mémoires, contre-mémoires et répliques sera accompagné d'une copie de toutes les preuves fournies avec l'original. Les mémoires et répliques, qui pourront être rédigés en anglais ou en espagnol au choix du gouvernement qui les présente, seront signés par les agents respectifs ou par des suppléants dûment désignés.

d) Avec le mémoire, le gouvernement réclamant présentera toutes les preuves sur lesquelles il entend s'appuyer. Avec le contre-mémoire, l'autre gouvernement présentera toutes les preuves sur lesquelles il entend s'appuyer. Il ne sera pas présenté de nouvelles preuves par l'une ou l'autre des deux Parties, à l'exception de celles qui accompagneront les répliques pour réfuter les preuves présentées à l'appui du contre-mémoire. Ces preuves

serviront strictement à la réfutation, et l'on exposera au début de la réplique les raisons qui justifient leur présentation. Si l'autre Partie désire faire objection à cette présentation, ses vues pourront être exposées au début des dupliques, et les commissaires ou l'arbitre, selon le cas, se prononceront sur ce point. S'il est décidé que les preuves ne sont pas une réfutation des preuves présentées à l'appui du contre-mémoire, il ne sera tenu aucun compte des preuves complémentaires dans l'examen du fond de la réclamation.

Les commissaires pourront à tout moment ordonner qu'il soit produit de nouvelles preuves.

e) Etant donné le désir de réduire au minimum le nombre des mémoires et répliques, afin d'économiser le temps et l'argent, les deux agents devront exposer de façon complète et claire, dans leurs mémoires, les arguments du gouvernement demandeur, relatifs tant aux faits sur lesquels s'appuient les réclamations qu'aux principes juridiques qu'elles invoquent et, dans le contre-mémoire, les arguments du gouvernement défendeur, relatifs aux faits et aux principes juridiques sur lesquels s'appuie la défense. Dans les affaires où les contre-mémoires déjà présentés ne sont pas suffisamment conformes à la présente disposition pour fournir au gouvernement demandeur une base convenable en vue de préparer sa réplique en pleine connaissance des arguments de fait et de droit invoqués par l'autre gouvernement pour sa défense, le gouvernement demandeur aura le droit de présenter une contre-réplique dans un délai de trente jours à compter de la date de la présentation de la duplique.

f) Pour ce qui concerne les mémoires et répliques susmentionnés, ainsi que les estimations et les décisions des deux commissaires et les décisions de l'arbitre, les dispositions de la Convention générale des réclamations du 8 septembre 1923 seront considérées comme pleinement applicables et obligatoires pour les deux gouvernements, sauf en ce qui concerne la question de procédure, qui sera régie par le présent protocole.

g) Toutes les fois que cela sera faisable, les affaires d'une catégorie déterminée seront groupées aux fins de présentation, soit des mémoires, soit des répliques, soit des deux à la fois.

h) Afin que les deux agents puissent organiser leur travail le plus utilement possible et que la période de deux ans accordée pour la présentation des mémoires et répliques puisse être utilisée de la façon la plus équitable pour les deux Parties, chaque agent devra, dans un délai de trente jours à compter du début de ladite période de deux ans, présenter à l'autre un état préalable indiquant le nombre total de mémoires et de répliques qu'il a l'intention de soumettre. Six mois après le début de cette période de deux ans, chacun des deux agents présentera à l'autre, dans la même forme, un état énumérant à titre définitif, en spécifiant leurs noms et numéros d'enregistrement, les réclamations pour lesquelles il se propose de compléter les mémoires et les répliques, en indiquant les affaires qu'il a l'intention de grouper de la façon stipulée au paragraphe *g)* ci-dessus. Le nombre des mémoires et répliques ainsi indiqués ne devra pas être dépassé de plus de dix pour cent, sauf accord ultérieur entre les deux gouvernements.

i) Pour permettre aux agents de répartir uniformément leur travail sur la période de deux ans, chacun d'eux sera tenu de présenter ses mémoires à des intervalles à peu près égaux pendant les dix-sept premiers mois de ladite période, de telle sorte que les sept mois restants puissent servir à compléter les mémoires et répliques de la dernière affaire ayant fait l'objet d'un mémoire. La présentation des mémoires et répliques visés au paragraphe *h)* ci-après sera soumise à la même obligation.

j) Le délai imparti pour la présentation des contre-mémoires sera de soixante-dix jours à compter de la date de présentation des mémoires. Le délai accordé pour la présentation des répliques sera de soixante-dix jours à compter de la date de présentation des contre-mémoires. Le délai accordé pour la présentation des dupliques sera de soixante-dix jours à compter de la date de présentation des répliques.

k) Dans les cas où des mémoires ou répliques ont été présentés à la Commission générale des réclamations avant la date de la signature du présent protocole, l'agent qui a le droit de présenter le mémoire ou la réplique suivants sera autorisé à fixer la date à

laquelle ce document sera présenté, en tenant compte de la nécessité de se conformer aux dispositions du paragraphe *i*) ci-dessus.

l) Dans le décompte des périodes de soixante-dix jours mentionnées au paragraphe *j*) ci-dessus, il ne sera pas fait de déduction pour les dimanches ou jours fériés. La date de présentation des mémoires et répliques susmentionnés sera la date à laquelle ces documents auront été remis à l'ambassade de l'autre gouvernement. Si la date d'expiration du délai tombe un dimanche ou un jour férié légal, le mémoire ou la réplique seront présentés le jour ouvrable suivant. A cet effet, les deux gouvernements donneront des instructions à leurs ambassades respectives pour qu'elles reçoivent ces mémoires et répliques et en délivrent un accusé de réception tous les jours de semaine entre 10 et 16 heures, sauf pendant les jours fériés légaux ci-après des deux pays :

Etats-Unis	Mexique
1 ^{er} janvier	1 ^{er} janvier
22 février	5 février
30 mai	1 ^{er} mai
4 juillet	5 mai
Premier lundi de septembre	14 septembre
Dernier jeudi de novembre	15 septembre
25 décembre	16 septembre
	12 octobre
	20 novembre
	25 décembre
	31 décembre

m) Etant donné les limitations apportées par le présent protocole à la période de temps fixée pour l'achèvement des travaux des agents et des commissaires, il est reconnu que le succès de ce plan simplifié de procédure dépend essentiellement de la présentation ponctuelle et régulière des mémoires et répliques, conformément aux dispositions de ce protocole. En conséquence, il est décidé que tous mémoires ou répliques qui seront présentés plus de trente jours après la date fixée pour leur présentation ne seront pas retenus par les commissaires et par l'arbitre et que l'affaire dont il s'agit sera examinée par eux uniquement sur la base des mémoires et répliques précédant ceux qui auront été présentés avec retard, à moins qu'il n'en soit décidé autrement, d'un commun accord, par les deux gouvernements dans le cas en question.

n) Il ne sera pas nécessaire de présenter les originaux des preuves, mais tous les documents qui seront dorénavant présentés à titre de preuve seront certifiés comme étant des copies fidèles et complètes de l'original, si tel est le cas. Si un document présenté n'est pas une copie fidèle et complète de l'original, le fait en sera mentionné dans le certificat.

o) L'original complet de tout document présenté, en totalité ou en partie, sera conservé par l'agent qui présente le document et sera tenu à la disposition de tout représentant autorisé de l'agent de l'autre Partie, aux fins d'examen.

p) Si l'original de tout document ou autre preuve se trouve dans les archives officielles de l'un ou l'autre des deux gouvernements et ne peut en être facilement retiré, et si l'agent du gouvernement qui désire le présenter aux commissaires, à l'appui des arguments formulés dans ses plaidoyers ou répliques, n'en a aucune copie entre les mains, ledit agent notifiera par écrit à l'agent de l'autre gouvernement son désir d'examiner ce document. Si cette requête est rejetée, la mesure prise en réponse à la demande d'examen, accompagnée d'un exposé des raisons invoquées pour justifier ladite mesure, sera portée à la connaissance des commissaires et, le cas échéant, de l'arbitre mentionné à la clause cinq du présent protocole, afin qu'ils puissent en prendre dûment note.

Fait en double exemplaire à Mexico, en langue anglaise et en langue espagnole, le vingt-quatre avril mil neuf cent trente-quatre.

Josephus DANIELS.
PUIC.

N° 3434.

**ÉGYPTE, FRANCE, NORVÈGE
ET YOUGOSLAVIE**

Convention internationale pour l'unification de la présentation des résultats d'analyse des matières destinées à l'alimentation de l'homme et des animaux. Signée à Paris, le 30 juin 1931.

**EGYPT, FRANCE, NORWAY
AND YUGOSLAVIA**

International Convention regarding the Standardisation of the Methods of presenting the Results of the Analysis of Foodstuffs for Human Consumption and for Animals. Signed at Paris, June 30th, 1931.

N° 3434. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE POUR L'UNIFICATION DE LA PRÉSENTATION DES RÉSULTATS D'ANALYSE DES MATIÈRES DESTINÉES A L'ALIMENTATION DE L'HOMME ET DES ANIMAUX. SIGNÉE A PARIS, LE 30 JUIN 1931.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 7 juin 1934.

LES SOUVERAINS, CHEFS D'ÉTATS et GOUVERNEMENTS DES PUISSANCES ci-après désignés, désireux d'établir une réglementation internationale pour l'unification des méthodes d'analyse des produits alimentaires sur les bases arrêtées lors de la Conférence internationale réunie à Paris, le 27 juin 1910, précisées et complétées par la Conférence internationale réunie à Paris le 13 mai 1929, ont résolu de conclure une convention à cet effet et sont convenus des dispositions suivantes en ce qui concerne les règles pour l'unification de la présentation des résultats d'analyse des matières alimentaires :

NOTATION.

1. Les notations doivent être celles qui ont été adoptées par le Comité international des poids et mesures.

Les masses atomiques employées doivent être celles qui sont établies par la Commission internationale des masses atomiques.

En vue de simplifier les calculs et d'assurer leur uniformité, le Bureau international permanent de chimie analytique des matières destinées à l'alimentation de l'homme et des animaux est chargé de demander à la Commission internationale des masses atomiques une liste de masses atomiques pratiques, valables pour les déterminations dans l'air, dont les chiffres seraient arrondis et de la publier en annexe avec une table des multiples et sous-multiples des unités de mesure adoptées par le Comité international des poids et mesures, ainsi que celle des abréviations admises par ce comité.

MASSE

(quantité de matière).

2. Conformément à la définition donnée par les Conférences générales des poids et mesures, et insérée dans les lois des pays qui ont adhéré à la Convention du mètre, l'unité pratique, pour les pesées, est le gramme, millième partie du kilogramme international.

¹ Ratification déposée à Paris : Yougoslavie, 3 mars 1934.
Entrée en vigueur le 13 novembre 1933.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3434. — INTERNATIONAL CONVENTION² REGARDING THE STANDARDISATION OF THE METHODS OF PRESENTING THE RESULTS OF THE ANALYSIS OF FOODSTUFFS FOR HUMAN CONSUMPTION AND FOR ANIMALS. SIGNED AT PARIS, JUNE 30TH, 1931.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place June 7th, 1934.

THE SOVEREIGNS, HEADS OF STATES and GOVERNMENTS OF THE POWERS hereinafter enumerated, being desirous of introducing international rules for the unification of methods of analysis for foodstuffs on the bases laid down at the International Conference held in Paris on June 27th, 1910, and defined and amplified by the International Conference which met in Paris on May 13th, 1929, have resolved to conclude a Convention for that purpose and have agreed upon the following provisions as regards the rules for the standardisation of the methods of presenting the results of the analysis of foodstuffs :

NOTATION.

1. The notations shall be those adopted by the International Committee on Weights and Measures.

The atomic masses employed shall be those established by the International Commission on Atomic Masses.

With a view to simplifying calculation and assuring standardisation, the Permanent International Bureau of Analytical Chemistry for Foodstuffs for Human Consumption and for Animals is hereby instructed to request the International Commission on Atomic Masses to supply it with a list of practical atomic masses suitable for tests in air, the quantities to be stated in round numbers and published in an annex together with a table of multiples and sub-multiples of the units of measurement adopted by the International Committee on Weights and Measures and a list of the abbreviations recognised by that Committee.

MASS.

(Quantity of Matter.)

2. In conformity with the definition given by the General Conferences of Weights and Measures and inserted in the laws of the countries Parties to the Metric Convention, the practical unit for weighing is the gramme, being the one-thousandth part of the international kilogramme.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Ratification deposited in Paris : Yugoslavia, March 3rd, 1934.
Came into force November 13th, 1933.

3. Pour les produits dont on évalue la quantité par des pesées, on doit indiquer les résultats de l'analyse donnant la composition, en grammes ou en milligrammes, pour 100 grammes du produit. Ces résultats sont indiqués ainsi :

g/100 g ou mg/100 g.

Lorsque les résultats sont rapportés à 100 grammes du produit desséché, cette particularité doit être expressément indiquée.

VOLUME.

4. L'unité de volume est le litre, volume du kilogramme d'eau pure dans les conditions définies par les Conférences générales des poids et mesures ; l'unité pratique des mesures de volume est la millièrme partie du litre (ml), millilitre, sensiblement égal au centimètre cube (exactement 1,000028).

5. A la température de t°, le litre est représenté par le volume de g grammes d'eau distillée, pesés dans l'air avec des poids en laiton. Une table donnant g pour diverses températures est annexée au présent paragraphe.

QUANTITÉS

à retrancher de 1 kilogramme pour équilibrer, dans l'air, avec des poids de masse spécifique égale à 8,5, 1 litre d'eau distillée aux températures et pressions indiquées au tableau suivant :

Température	Millimètres										
	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80
10° C .	1 g. 29	1 g. 30	1 g. 31	1 g. 33	1 g. 34	1 g. 36	1 g. 37	1 g. 38	1 g. 40	1 g. 41	1 g. 42
11 . .	1 » 38	1 » 39	1 » 41	1 » 42	1 » 43	1 » 45	1 » 46	1 » 47	1 » 49	1 » 50	1 » 52
12 . .	1 » 48	1 » 50	1 » 51	1 » 52	1 » 54	1 » 55	1 » 57	1 » 58	1 » 59	1 » 61	1 » 62
13 . .	1 » 60	1 » 61	1 » 63	1 » 64	1 » 65	1 » 67	1 » 68	1 » 70	1 » 71	1 » 72	1 » 74
14 . .	1 » 73	1 » 74	1 » 76	1 » 77	1 » 78	1 » 80	1 » 81	1 » 82	1 » 84	1 » 85	1 » 86
15 . .	1 » 87	1 » 88	1 » 90	1 » 91	1 » 92	1 » 94	1 » 95	1 » 96	1 » 98	1 » 99	2 » 01
16 . .	2 » 02	2 » 04	2 » 05	2 » 06	2 » 07	2 » 09	2 » 10	2 » 12	2 » 13	2 » 14	2 » 16
17 . .	2 » 19	2 » 20	2 » 21	2 » 23	2 » 24	2 » 25	2 » 27	2 » 28	2 » 29	2 » 31	2 » 32
18 . .	2 » 36	2 » 38	2 » 39	2 » 40	2 » 42	2 » 43	2 » 44	2 » 46	2 » 47	2 » 48	2 » 50
19 . .	2 » 55	2 » 56	2 » 57	2 » 59	2 » 60	2 » 61	2 » 63	2 » 64	2 » 65	2 » 67	2 » 68
20 . .	2 » 74	2 » 76	2 » 77	2 » 78	2 » 80	2 » 81	2 » 82	2 » 84	2 » 85	2 » 86	2 » 88
21 . .	2 » 95	2 » 97	2 » 98	2 » 99	3 » 00	3 » 02	3 » 03	3 » 04	3 » 06	3 » 07	3 » 08
22 . .	3 » 17	3 » 18	3 » 20	3 » 21	3 » 22	3 » 24	3 » 25	3 » 26	3 » 28	3 » 29	3 » 30
23 . .	3 » 40	3 » 41	3 » 43	3 » 44	3 » 45	3 » 46	3 » 48	3 » 49	3 » 50	3 » 52	3 » 53
24 . .	3 » 63	3 » 65	3 » 66	3 » 67	3 » 69	3 » 70	3 » 71	3 » 73	3 » 74	3 » 75	3 » 77
25 . .	3 » 88	3 » 90	3 » 91	3 » 92	3 » 94	3 » 95	3 » 96	3 » 98	3 » 99	4 » 00	4 » 01

6. Pour les produits qui se mesurent au volume, on doit indiquer les résultats de l'analyse donnant la composition, en grammes ou en milligrammes, par litre du produit :

g/L ou mg/L.

Simultanément, les résultats peuvent être exprimés d'une façon différente.

TEMPÉRATURE.

7. Les températures doivent être rapportées à l'échelle normale adoptée par les Conférences générales des poids et mesures, c'est-à-dire l'échelle centésimale du thermomètre à l'hydrogène ayant pour points fixes: la température de la glace fondante (C°) et celle de la vapeur d'eau distillée en ébullition (100°), sous la pression atmosphérique normale.

3. For products the quantity of which is estimated by weighing, the results of the analysis, showing the composition, should be indicated in grammes or milligrammes per 100 grammes of the product. Such results should be indicated as follows :

g/100 g. or mg/100 g.

When the results are on the basis of 100 grammes of the dried product, that fact should be stated.

VOLUME.

4. The unit of volume is the litre, representing the volume of 1 kilogramme of pure water in the conditions defined by the General Conferences on Weights and Measures ; the practical unit for the measurement of volume is the thousandth part of the litre (ml.) or millilitre, being to all intents and purposes equivalent to one cubic centimetre (exactly, 1.000028).

5. At a temperature of t° the litre is represented by a volume of g grammes of distilled water weighed in air with brass weights. A table giving g for various temperatures is annexed to the present paragraph.

QUANTITIES

to be subtracted from 1 kg. to balance, in air and with weights of a specific mass equal to 8.5, 1 litre of distilled water at the temperatures and pressures indicated in the following table :

Temperature	Millimetres										
	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80
10°C. . .	I g. 29	I g. 30	I g. 31	I g. 33	I g. 34	I g. 36	I g. 37	I g. 38	I g. 40	I g. 41	I g. 42
11 . . .	I » 38	I » 39	I » 41	I » 42	I » 43	I » 45	I » 46	I » 47	I » 49	I » 50	I » 52
12 . . .	I » 48	I » 50	I » 51	I » 52	I » 54	I » 55	I » 57	I » 58	I » 59	I » 61	I » 62
13 . . .	I » 60	I » 61	I » 63	I » 64	I » 65	I » 67	I » 68	I » 70	I » 71	I » 72	I » 74
14 . . .	I » 73	I » 74	I » 76	I » 77	I » 78	I » 80	I » 81	I » 82	I » 84	I » 85	I » 86
15 . . .	I » 87	I » 88	I » 90	I » 91	I » 92	I » 94	I » 95	I » 96	I » 98	I » 99	2 » 01
16 . . .	2 » 02	2 » 04	2 » 05	2 » 06	2 » 07	2 » 09	2 » 10	2 » 12	2 » 13	2 » 14	2 » 16
17 . . .	2 » 19	2 » 20	2 » 21	2 » 23	2 » 24	2 » 25	2 » 27	2 » 28	2 » 29	2 » 31	2 » 32
18 . . .	2 » 36	2 » 38	2 » 39	2 » 40	2 » 42	2 » 43	2 » 44	2 » 46	2 » 47	2 » 48	2 » 50
19 . . .	2 » 55	2 » 56	2 » 57	2 » 59	2 » 60	2 » 61	2 » 63	2 » 64	2 » 65	2 » 67	2 » 68
20 . . .	2 » 74	2 » 76	2 » 77	2 » 78	2 » 80	2 » 81	2 » 82	2 » 84	2 » 85	2 » 86	2 » 88
21 . . .	2 » 95	2 » 97	2 » 98	2 » 99	3 » 00	3 » 02	3 » 03	3 » 04	3 » 06	3 » 07	3 » 08
22 . . .	3 » 17	3 » 18	3 » 20	3 » 21	3 » 22	3 » 24	3 » 25	3 » 26	3 » 28	3 » 29	3 » 30
23 . . .	3 » 40	3 » 41	3 » 43	3 » 44	3 » 45	3 » 46	3 » 48	3 » 49	3 » 50	3 » 52	3 » 53
24 . . .	3 » 63	3 » 65	3 » 66	3 » 67	3 » 69	3 » 70	3 » 71	3 » 73	3 » 74	3 » 75	3 » 77
25 . . .	3 » 88	3 » 90	3 » 91	3 » 92	3 » 94	3 » 95	3 » 96	3 » 98	3 » 99	4 » 00	4 » 01

6. For products measured by volume, the results of the analysis, showing the composition, should be indicated in grammes or in milligrammes per litre of the product as follows :

g/L or mg/L.

The results may be indicated in some other way at the same time.

TEMPERATURE.

7. Temperatures should be reduced to the normal scale adopted by the General Conferences on Weights and Measures, that is to say, the centigrade scale of the hydrogen thermometer having the following fixed points : the temperature of melting ice (C°) and that of the steam from distilled water in a state of ebullition (100°) under the normal atmospheric pressure.

Elles seront toujours exprimées en degrés centésimaux, suivis de l'abréviation C. Exemple 15° C, 20° C.

Autant que possible, les points d'ébullition et les points de fusion doivent être indiqués après avoir subi les corrections habituelles. Dans ce cas, ils doivent être suivis du signe (Corr.).

(La méthode pour la détermination des points de fusion sera mentionnée.)

MESURES CALORIMÉTRIQUES.

8. Les résultats thermo-chimiques doivent être exprimés en kilocalories avec le signe kcal (quantité de chaleur nécessaire pour élever de 1 degré centésimal la température d'une masse de 1 kilogr. d'un corps dont la chaleur spécifique est supposée égale à celle de l'eau à 15° C sous pression normale).

PRESSION.

9. Les pressions doivent être indiquées en millimètres de mercure à 0° et dans les conditions normales de la pesanteur.

MASSE SPÉCIFIQUE.

10. La masse spécifique à t° est une valeur absolue. Elle exprime le rapport du volume d'un corps à t° à la masse du même volume d'eau distillée privée d'air à 4° et à la pression normale. (La masse est déduite de la pesée par réduction au vide ; elle doit être indiquée à 20° C.)

DENSITÉ.

11. La densité est une valeur relative. Elle exprime un rapport de deux masses ou de deux poids correspondants¹.

Il est décidé de choisir comme température de travail la température de 20° C, mais il faut observer qu'un grand nombre de tables (solutions alcooliques, solutions de divers acides, huiles, essences notamment), indiquent des chiffres rapportés à la température de 15° C ou de 17,5° C, par exemple par rapport à l'eau à la même température, ce qui nécessite l'élaboration de nouvelles tables.

12. Les densités ne doivent pas être mentionnées en unités arbitraires (degrés Baumé, Tessa, Cartier, etc.).

13. La teneur en alcool des liquides alcooliques doit être indiquée en grammes d'alcool, soit par litre, soit par décilitre, ou 100/cm³, et, simultanément, en volumes d'alcool conformément aux usages du pays, mais de préférence en volumes d'alcool absolu contenus dans 100 volumes du liquide analysé (degré alcoométrique centésimal), en indiquant la température d'observation.

La masse spécifique de l'alcool absolu est 0,78933 à 20° C et 0,79367 à 15° C.

INDICE DE RÉFRACTION.

14. Les déviations réfractométriques doivent être exprimées en indice de réfraction par rapport à l'air, pour la raie D, à la température de 20° C, mais, pour les graisses, à la température de 40° C. On indiquera toujours la température à laquelle l'observation a été faite.

¹ Les densités sont obtenues dans d'autres conditions que celles qui servent à la détermination de la masse spécifique. Pour les liquides, par exemple, la densité est portée par rapport à l'eau à 15° C, à 40° C, etc., soit T/t : 15/15° C, 40/40° C ; pour les matières grasses solides, T/t : 100/50° C, 40/40° C, etc. Toutes les conditions devront être indiquées en spécifiant : « Ramené au vide (ou non ramené au vide) ».

Such temperatures shall always be expressed in centigrade degrees followed by the abbreviation C. Example : 15°C, 20°C.

As far as possible, boiling points and melting points should be indicated, after the usual corrections. Where corrected, they should be followed by the sign (Corr.).
(The method used in determining melting points should be stated.)

CALORIMETRIC MEASURES.

8. Thermo-chemical results should be expressed in kilocalories, with the sign kcal (quantity of heat necessary to raise by one degree centigrade the temperature of a mass of 1 kg. of a substance, the specific heat of which is supposed to be equal to that of water at 15°C under normal pressure).

PRESSURE.

9. Pressures shall be indicated in millimetres of mercury at 0° and in normal conditions of gravity.

SPECIFIC MASS.

10. The specific mass at t° is an absolute value. It expresses the ratio of the volume of a substance at t° to the mass of the same volume of distilled water deprived of air at 4° and at the normal pressure. (The mass is deducted from the quantity weighed by reduction in a vacuum ; it should be indicated at 20°C.)

DENSITY.

11. Density is a relative value. It expresses the ratio between two masses or two corresponding weights¹.

It is hereby decided to take the temperature of 20°C. as a working temperature ; but it should be observed that a large number of tables (alcoholic solutions, solutions of various acids, oils and essences more especially) give figures based on a temperature of 15°C. or 17.5°C., by comparison with water at the same temperature — so that the compilation of new tables will be necessary.

12. Density should not be stated in arbitrary units (Baumé, Tessa, Cartier degrees, etc.).

13. The alcoholic content of alcoholic liquids should be indicated in gr. of alcohol per litre or per decilitre, or 100 cubic centimetres, and at the same time in volumes of alcohol in accordance with the practice of the country, but preferably in volumes of absolute alcohol contained in 100 volumes of the liquid analysed (centigrade alcoometric degree), while at the same time indicating the temperature at which the observations were taken.

The specific mass of absolute alcohol is 0.78933 at 20°C. and 0.79367 at 15°C.

REFRACTION INDEX.

14. Refractometric deviations should be expressed in refraction indices as compared with air, for line D at a temperature of 20°C., but for fats at a temperature of 40°C. The temperature at which the observation has been taken shall always be indicated.

¹ Density is not ascertained in the same conditions as specific mass. In the case of liquids, for example, density is stated in relation to water at 15° C., 40° C., etc., that is to say, T/t : 15/15° C., 40/40° C., and in the case of fatty solids, T/t : 100/50° C., 40/40° C., etc. These various conditions should all be indicated by the words : " Reduced in a vacuum (or not reduced in a vacuum) ".

Toutefois, dans le cas où il serait impossible d'opérer aux températures de 20° C ou de 40° C ci-dessus indiquées, l'indice peut être pris à une autre température t° mais celle-ci doit être indiquée sous la forme : Indice (t° C).

DÉVIATION POLARIMÉTRIQUE.

15. La déviation polarimétrique doit être indiquée en degrés d'arc, avec fraction centésimale, pour le tube de 10 centimètres, à la température de 20° C, pour la lumière jaune (D). On indiquera toujours la longueur du tube ayant servi à faire l'observation ainsi que la température à laquelle l'observation aura été faite.

Pour les solides, on doit indiquer la nature du dissolvant et la concentration de la solution.

ACIDITÉ.

16. Quelle que soit la nature des acides (fixes ou volatils, libres, ou partiellement combinés), l'acidité doit être exprimée par le nombre de centimètres cubes de liqueur normale, décime ou centime, correspondant à 100 grammes de substance ou à 1 litre de liquide, en employant la notation N/1, N/10, N/100.

En ce qui concerne les beurres et les graisses l'acidité doit être rapportée à 100 grammes de la matière grasse.

Simultanément, les résultats peuvent être donnés en grammes d'acide acétique, tartrique, malique, etc., suivant la nature du produit, ou, arbitrairement, en acide sulfurique, ou de toute autre façon.

En outre, le nom de la méthode employée et celui de l'indicateur doivent toujours être mentionnés. Il serait souhaitable que la concentration en ions H (expression de la réaction vraie du milieu) fût également exprimée, lorsque la chose est possible.

17. L'indice de saponification doit être exprimé en centimètres cubes de liqueur normale correspondant à 100 grammes de matière grasse.

Il peut être accompagné de l'indication du nombre de Köttsdorfer.

ALCALINITÉ.

18. Quelle que soit la nature des bases, l'alcalinité doit être exprimée par le nombre de centimètres cubes de liqueur normale, décime ou centime, correspondant à 100 grammes ou à 1 litre du produit analysé, au moyen de la notation suivante : N/1, N/10, N/100.

Simultanément, l'alcalinité peut être exprimée d'une autre manière.

En outre, le nom de la méthode employée et celui de l'indicateur doivent être toujours mentionnés. Il serait à souhaiter que la concentration en ions H (expression de la réaction vraie du milieu) soit également exprimée, lorsque la chose est possible.

19. L'alcalinité des cendres d'un produit, exprimée comme il est dit ci-dessus, doit être rapportée à 100 grammes ou à 1 litre du produit.

SUCRES RÉDUCTEURS.

20. Les sucres réducteurs dont la nature n'est pas indiquée sont évalués en grammes de glucose anhydre pour 100 grammes ou 1 litre du produit analysé.

At the same time, in the event of its proving impossible to operate at the temperatures of 20°C. or 40°C. as stated above, the index may be taken at another temperature t° ; the latter being, however, indicated in the form " Index (t° C) ".

POLARIMETRIC DEVIATION.

15. Polarimetric deviation should be indicated in degrees of an arc, with centesimal fraction, for the 10 cm. tube, at a temperature of 20°C. for yellow light (D). The length of the tube used in taking the observation shall always be indicated, together with the temperature at which the observation was made.

In the case of solids, the nature of the dissolvent and the concentration of the solution should be indicated.

ACIDITY.

16. Whatever the nature of the acids (fixed or volatile, free or partially combined), acidity should always be expressed by the number of cubic centimetres of normal fluid, to one or two decimal places, corresponding to 100 gr. of solid or one litre of liquid, with the notation $N/1$, $N/10$, $N/100$.

In the case of butters and fats, the figures for acidity should be based on 100 gr. of fatty substance.

At the same time, the results may be given in gr. of acetic, tartaric, malic, etc. acid according to the nature of the substance, or arbitrarily in sulphuric acid, or in any other way.

Furthermore, the method and indicator employed should always be mentioned. It is desirable that the concentration in H ions (representing the true reaction of the vehicle) should also be indicated whenever possible.

17. The saponification index should be expressed in cubic centimetres of normal fluid corresponding to 100 gr. of fatty substance.

It may be accompanied by the indication of Köttsdorfer's number.

ALKALINITY.

18. Whatever the nature of the bases, the alkalinity should be indicated by the number of cubic centimetres of normal fluid, to one or two decimal places, corresponding to 100 gr. or one litre of the product analysed by means of the notation $N/1$, $N/10$, $N/100$.

The alkalinity may be indicated in some other way at the same time.

Furthermore, the method and indicator employed should always be stated. It is desirable that the concentration in H ions (representing the true reaction of the vehicle) should also be indicated whenever possible.

19. The alkalinity of the ashes of a product, expressed in the manner stated above, should be based upon 100 gr. or one litre of the product.

REDUCING SUGARS.

20. The reducing sugars, the nature of which is not stated, should be estimated in gr. of anhydrous-glucose on the basis of 100 gr. or one litre of the product analysed.

INDICE D'IODE, DE BROME, ETC.

21. Les indices d'iode ou de brome indiquent le nombre de grammes d'halogène calculé respectivement en iode ou en brome qui sont fixés par 100 grammes du produit.

En ce qui concerne les beurres et les graisses, les résultats doivent être rapportés à 100 grammes de la matière grasse.

Le nom de la méthode employée doit être indiqué.

MATIÈRES PROTÉIQUES.

22. Lorsqu'un autre facteur que 6,25 est employé pour calculer les matières protéiques en fonction de l'azote, ce facteur doit être indiqué entre parenthèses.

ANALYSES DES EAUX-DE-VIE

(règle spéciale).

23. Les éthers sont évalués en éther acétique ;

Les aldéhydes en aldéhyde éthylique ;

Les alcools supérieurs en alcool isobutylique ou en alcool isoamylique, mais en indiquant lequel des deux ;

Les acides volatils en acide acétique.

Ils sont exprimés en milligrammes par litre d'eau-de-vie et, simultanément, en milligrammes pour 100 centimètres cubes d'alcool absolu contenu dans l'eau-de-vie analysée.

Les matières extractives et l'acidité fixe (calculée en acide acétique) sont exprimées en grammes par litre d'eau-de-vie.

24. Par les lettres C. I. on pourra indiquer que les résultats analytiques sont exprimés conformément aux règles précédentes.

25. Les Gouvernements contractants donneront des instructions aux autorités compétentes pour l'adoption des mesures qu'a préconisées la Conférence internationale.

Les gouvernements précités s'engagent à prendre, chacun en ce qui le concerne, des dispositions à l'effet de rendre général l'usage du mode de présentation des résultats d'analyse adopté par la conférence.

26. Les gouvernements qui n'ont pas signé la présente convention sont admis à y adhérer. La Puissance qui désire adhérer notifie par écrit son intention au Gouvernement de la République française en lui transmettant l'acte d'adhésion, qui sera déposé dans les archives dudit gouvernement. Ce gouvernement transmettra immédiatement à toutes les autres Puissances contractantes copie certifiée conforme de la notification, ainsi que de l'Acte d'adhésion, en indiquant la date à laquelle il a reçu la notification.

27. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront déposées à Paris aussitôt que faire se pourra.

Elle sera mise à exécution, dès que la publication en aura été faite conformément à la législation des Etats signataires.

28. La présente convention, qui portera la date du 13 mai 1929, pourra être signée à Paris jusqu'au 1^{er} juillet 1931 par les plénipotentiaires des Puissances représentées à la Conférence internationale réunie à Paris, le 13 mai 1929.

INDEX OF IODINE, BROMIDE, ETC.

21. The indices of iodine or of bromide show the number of grammes of halogen calculated in iodine or bromide respectively, which are fixed by 100 gr. of the product.

In the case of butters and fats, the results should be based upon 100 gr. of fatty substance.

The method employed should be stated.

PROTEIC SUBSTANCES.

22. When a factor other than 6.25 is employed for calculating proteic substances in relation to nitrogen, that factor should be indicated in parentheses.

ANALYSIS OF SPIRITS.

(Special Rule.)

23. Ethers are estimated in acetic ether ; aldehydes in ethylic aldehyde ; higher class spirits in isobutylic alcohol or in isoamylic alcohol, stating which of the two has been employed ; volatile acids in acetic acid.

They are expressed in milligrammes per litre of spirits, and at the same time in milligrammes per 100 cubic centimetres of absolute alcohol contained in the spirits analysed.

The extractive substances and fixed acidity (calculated in acetic acid) are expressed in grammes per litre of spirits.

24. The letters C. I. may be used to indicate that the analytic results have been obtained in accordance with the foregoing rules.

25. The Contracting Governments shall instruct the competent authorities to adopt the measures recommended by the International Conference.

The aforementioned Governments undertake severally to adopt measures with a view to bringing into general use the employment of the methods of presenting the results of analyses adopted by the Conference.

26. Governments which have not signed the present Convention shall be entitled to accede thereto. Any Power desiring to accede shall notify its intention in writing to the Government of the French Republic, transmitting at the same time its instrument of accession, which shall be deposited in the archives of the aforesaid Government. The said Government shall immediately transmit to all the other Contracting Powers a certified copy of the notification and of the instrument of accession, stating the date on which such notification was received.

27. The present Convention shall be ratified and the ratifications deposited in Paris as soon as possible.

It shall be brought into force immediately on publication in accordance with the laws of the signatory States.

28. The present Convention, dated May 13th, 1929, shall be open for signature in Paris until July 1st, 1931, by the Plenipotentiaries of the Powers represented at the International Conference which met in Paris on May 13th, 1929.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, le 30 juin 1931, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Puissances contractantes.

Pour l'Égypte :

M. FAKHRY.

Pour la France :

A. BRIAND.

Pour la Norvège :

Ulrich STANG.

Pour la Yougoslavie :

M. SPALAIKOVITCH.

Pour copie certifiée conforme :

Belgrade, le 12 avril 1934.

D'ordre du Ministre,

le Chef de la Section de ratification des traités :

Miloch P. Kitchévatz.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in Paris on June 30th, 1931, in a single copy, which shall be deposited in the archives of the Government of the French Republic, certified copies being transmitted to the Contracting Powers through the diplomatic channel.

On behalf of Egypt :

M. FAKHRY.

On behalf of France :

A. BRIAND.

On behalf of Norway :

Ulrich STANG.

On behalf of Yugoslavia :

M. SPALAIKOVITCH.

N° 3435.

**ALLEMAGNE
ET YOUGOSLAVIE**

Echange de notes comportant un accord relatif à l'octroi du traitement de la nation la plus favorisée dans les relations commerciales entre les deux pays. Belgrade, le 29 juillet 1933.

**GERMANY
AND YUGOSLAVIA**

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Grant of Most-favoured-nation Treatment in the Commercial Relations between the Two Countries. Belgrade, July 29th, 1933.

N^o 3435. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET YOUGOSLAVE COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'OCTROI DU TRAITEMENT DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE DANS LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES DEUX PAYS. BELGRADE, LE 29 JUILLET 1933.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 9 juin 1934.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DU ROYAUME DE YOUGOSLAVIE.

I.

Pov. K. P. N^o 7484.

BEOGRAD, le 29 juillet 1933.

EXCELLENCE,

Par note en date d'aujourd'hui vous avez bien voulu nous faire savoir ce qui suit :

D'ordre de mon gouvernement j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence ce qui suit :

1^o Les produits d'Allemagne importés en Yougoslavie et les produits de Yougoslavie importés en Allemagne ne seront traités d'une manière moins favorable que les produits d'un tiers pays quelconque.

2^o Cet accord restera en vigueur pour quatre mois à partir du jour de son application provisoire. Sauf dénonciation un mois avant son expiration il sera prorogé par voie de tacite consentement, chacune des deux Parties ayant la possibilité de le dénoncer le premier de chaque mois moyennant préavis d'un mois.

3^o Cet accord sera ratifié. Il entrera en vigueur 14 jours après l'échange des ratifications qui aura lieu à Berlin. Les deux gouvernements sont d'accord qu'il entrera en application provisoire déjà avant la ratification, à la date du 1^{er} août 1933.

J'ai l'honneur d'accuser à Votre Excellence réception de cette communication et de vous confirmer le consentement de mon gouvernement.

Veillez agréer, Excellence, l'assurance de ma très haute considération.

Son Excellence

Freiherr Albert Dufour von Feronce,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire,
Beograd.

B. D. JEVTIĆ, *m. p.*

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 19 avril 1934.
L'accord a été mis en application provisoire à partir du 1^{er} août 1933.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3435. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN THE GERMAN AND YUGOSLAV GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE GRANT OF MOST-FAVOURLED-NATION TREATMENT IN THE COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. BELGRADE, JULY 29TH, 1933.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place June 9th, 1934.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS
OF THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA.
Pov. K. P. No. 7484.

I.

BELGRADE, July 29th, 1933.

SIR,

By a note of to-day's date you were good enough to inform us as follows :

I have the honour, acting on instructions from my Government, to inform Your Excellency :

(1) That products of Germany imported into Yugoslavia and products of Yugoslavia imported into Germany shall not receive less favourable treatment than the products of any third country.

(2) This Agreement shall remain in force for four months as from the date of its provisional application. Unless it is denounced one month before its expiry, it shall be prolonged by tacit consent, though each of the two Parties may denounce it on the first day of any month by giving one month's notice.

(3) This Agreement shall be ratified. It shall come into force fourteen days after the exchange of ratifications, which shall take place at Berlin. The two Governments agree that it shall come into force provisionally, even before ratification, on August 1st, 1933.

I have the honour to acknowledge receipt of this communication and to inform you that my Government consents.

I have the honour, etc.

His Excellency
Freiherr Albert Dufour von Feronce,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary,
Belgrade.

B. D. JEVTIĆ, *m. p.*

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Berlin, April 19th, 1934.

The Agreement was put provisionally into force as from August 1st, 1933.

II.

DEUTSCHE GESANDTSCHAFT.

J. N° 1632/33.

BELGRADE, le 29 juillet 1933.

EXCELLENCE,

D'ordre de mon gouvernement j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence ce qui suit :

1° Les produits d'Allemagne importés en Yougoslavie et les produits de Yougoslavie importés en Allemagne ne seront traités d'une manière moins favorable que les produits d'un tiers pays quelconque.

2° Cet accord restera en vigueur pour quatre mois à partir du jour de son application provisoire. Sauf dénonciation un mois avant son expiration il sera prorogé par voie de tacite consentement, chacune des deux Parties ayant la possibilité de le dénoncer le premier de chaque mois moyennant préavis d'un mois.

3° Cet accord sera ratifié. Il entrera en vigueur 14 jours après l'échange des ratifications qui aura lieu à Berlin. Les deux gouvernements sont d'accord qu'il entrera en application provisoire déjà avant la ratification, à la date du 1^{er} août 1933.

Je serais reconnaissant à Votre Excellence si vous vouliez bien me faire savoir le consentement de votre gouvernement.

Veuillez agréer, Excellence, l'assurance de ma très haute considération.

Albert Freiherr DUFOUR VON FERONCE, *m. p.*

Son Excellence

Monsieur Bogoljub Jevtić,
Ministre des Affaires étrangères,
Belgrade.

Pour copie certifiée conforme :

Belgrade, le 28 avril 1934.

D'ordre du Ministre,
le Chef de la Section de ratification des traités,
Miloch P. Kitchévatz.

II.

GERMAN LEGATION.

J. No. 1632/33.

BELGRADE, *July 29th*, 1933.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour, acting on instructions from my Government, to inform Your Excellency :

(1) That products of Germany imported into Yugoslavia and products of Yugoslavia imported into Germany shall not receive less favourable treatment than the products of any third country.

(2) This Agreement shall remain in force for four months as from the date of its provisional application. Unless it is denounced one month before its expiry, it shall be prolonged by tacit consent, though each of the two Parties may denounce it on the first day of any month by giving one month's notice.

(3) This Agreement shall be ratified. It shall come into force fourteen days after the exchange of ratifications, which shall take place at Berlin. The two Governments agree that it shall come into force provisionally, even before ratification, on August 1st, 1933.

I should be grateful if Your Excellency would inform me whether your Government consents.

I have the honour, etc.

Albert Freiherr DUFOUR VON FERONCE, *m. p.*

His Excellency

Monsieur Bogoljub Jevtič,
Minister for Foreign Affairs,
Belgrade.

N° 3436.

**FINLANDE ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTIQUES SOCIALISTES**

**Convention concernant les rennes, et
protocole final. Signés à Helsinki,
le 4 juillet 1933.**

**FINLAND
AND UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS**

**Convention regarding Reindeer, and
Final Protocol. Signed at Hel-
sinki, July 4th, 1933.**

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

N^o 3436. — SUOMEN TASAVALLAN JA SOSIALISTISTEN NEUVOSTOTASAVALTAIN LIITON VÄLINEN POROSOPIMUS¹. ALLEKIRJOITETTU HELSINGISSÄ, HEINÄKUUN 4 PÄIVÄNÄ 1933.

*Textes officiels finnois, suédois et russe communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Finlande.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 16 juin 1934.*

SUOMEN TASAVALLAN PRESIDENTTI ja SOSIALISTISTEN NEUVOSTOTASAVALTAIN LIITON TOIMEENPANEVA KESKUSKOMITEA, haluten yhdenmukaisilla toimenpiteillä järjestää valtakunnan rajan yli toisen valtakunnan alueelle menneiden porojen palautuksen, ovat päättäneet tehdä tämän sopimuksen ja sitä varten valtuuttaneet :

SUOMEN TASAVALLAN PRESIDENTTI :

Ulkoasiainministeri Antti HACKZELL'in ;

SOSIALISTISTEN NEUVOSTOTASAVALTAIN LIITON TOIMEENPANEVA KESKUSKOMITEA :

Erikoislähettilään ja täysinvaltuutetun ministerin Boris Jefimovitsch STEIN'in ;

Jotka, esitettyään toisilleen oikeiksi ja asianmukaisiksi havaitut valtakirjansa, ovat sopineet seuraavasta :

I artikla.

ILMOITUKSET TOISEN SOPIMUSPUOLEN POROJEN OLESKELUSTA TOISEN SOPIMUSPUOLEN ALUEELLA JA VIRANOMAISET, JOTKA HUOLTAVAT POROJEN MOLEMMINPUOLISTA PALAUTUSTA KOSKEVAT ASIAT.

Jos poroja siirtyy toisen sopimuspuolen alueelta toisen alueelle, on sen valtakunnan asianomaisen viranomaisen, johon toisen valtakunnan kansalaisille tai järjestöille kuuluvia poroja on tullut, tiedon saatuaan ilmoitettava asia toisen sopimuspuolen asianomaiselle viranomaiselle sähkösanomalla, puhelimitse, postitse tai — jos näitä yhteysvälineitä ei ole käytettävissä — erikoislähetin välityksellä.

Mainitun viranomaisen on tällöin tiedoitettava valtakunnan rajan yli tulleiden porojen oleskelupaikka ja likimääräinen lukumäärä sekä niiden merkit.

« Asianomaisella viranomaisella » tarkoitetaan tässä artiklassa samoin kuin tämän sopimuksen muissakin määräyksissä toiselta puolen asianomaista nimismiestä tai muita suomalaisen maaherran erikoisesti määräämiä henkilöitä ja toiselta puolen S. N. T. Liiton rajavartioston päälliköiden erikoisesti määräämiä henkilöitä.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Moscou, le 31 janvier 1934.

Entrée en vigueur le 3 mars 1934.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

N^o 3436. — KONVENTION ¹ AGÅENDE RENAR MELLAN REPUBLIKEN FINLAND OCH SOCIALISTISKA RÅDSREPUBLICERNAS FÖRBUND. UNDERTECKNAD I HELSINGFORS, DEN 4 JULI 1933.

*Finnish, Swedish and Russian official texts communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs.
The registration of this Convention took place June 16th, 1934.*

REPUBLIKEN FINLANDS PRESIDENT och SOCIALISTISKA RÅDSREPUBLICERNAS FÖRBUNDS VERKSTÄLLANDE CENTRALKOMMITTÉ, besjälade av önskan att genom överensstämmande åtgärder ordna förfarandet vid återlämnande av renar, som överskridit rikets gräns och inkommit på det andra rikets område, hava beslutat att ingå denna konvention samt för detta ändamål till sina fullmäktige utsett :

REPUBLIKEN FINLANDS PRESIDENT :

Ministern för utrikesärendena Antti HACKZELL, och

SOCIALISTISKA RÅDSREPUBLICERNAS FÖRBUNDS VERKSTÄLLANDE CENTRALKOMMITTÉ :

Utomordentliga sändebudet och befullmäktigade ministern Boris Jefimovitsch STEIN, vilka, efter att have meddelat varandra sina fullmakter, som befunnits i god och behörig form, överenskommit om följande :

Artikel 1.

MEDDELANDE OM FÖREKOMSTEN AV RENAR, TILLHÖRANDE DEN ENA FÖRDRAGSSLUTANDE PARTEN, PÅ DEN ANDRA FÖRDRAGSSLUTANDE PARTENS OMRÅDE OCH MYNDIGHETER, SOM HANDHAVA ÄRENDEN RÖRANDE ÖMSESIDIGT ÅTERLÄMNANDE AV RENAR.

Inkomma renar från den ena fördragsslutande partens område på den andras område, skall vederbörande myndighet i det rike, till vilket renar, tillhörande medborgare eller organisationer i det andra riket, inkommit efter erhållen kännedom om förhållandet, därom underrätta vederbörande myndighet i det andra riket genom telegram, telefon, post eller — där dessa kommunikationsmedel icke stå till buds — genom budskickning.

Nämnda myndighet skall härvid uppgiva de renars uppehållsort, som inkommit över rikets gräns, deras ungefärliga antal och märken.

Med « vederbörande myndighet » avses i denna artikel liksom i övriga bestämmelser i denna konvention å ena sidan vederbörande länsman eller andra av landshövding i Finland särskilt förordnade personer och å andra sidan personer, som särskilt förordnats av chefskapet för S. R. R. Förbunds gränsbevakning.

¹ The exchange of ratifications took place at Moscow, January 31st, 1934.
Came into force March 3rd, 1934.

2 artikla.

ASIANOMAISTEN VIRANOMAISTEN TOIMINTA-ALUEET.

1 artiklassa mainittujen asianomaisten viranomaisten toiminta-alueet määrää Suomessa maaherra ja S. N. T. Liitossa rajavartioston päällikkö. Näiden virkamiesten on ilmoitettava toisilleen ne alueet, joita määräys tarkoittaa, sekä asianomaisten viranomaisten nimet ja osoitteet.

3 artikla.

POROJEN NOUTO JA POISAJO.

Poronomistaja on, saatuaan tiedon porojensa oleskelusta toisen sopimuspuolen alueella, velvollinen itse tai valtuutettunsa kautta viipymättä noutamaan ja ajamaan porot kotimaahansa, noudattaen tämän sopimuksen 4 artiklassa mainittuja erotuksia koskevia määräyksiä.

Asianomainen viranomainen voi ottaa porot vartioitaviksi tai ajattaa ne takaisin valtakunnan rajan yli. Jos porot viranomaisen toimesta ajetaan pois, on ne luovutettava omistajalle, hänen valtuutetulleen tai toisen valtakunnan asianomaiselle viranomaiselle vastaanottotodistusta vastaan.

Huomautus. Sopimuspuolten rajaviranomaiset määräävät yksissä neuvoin kussakin eri tapauksessa ne paikat, missä porot luovutetaan.

4 artikla.

POROJEN EROTUS ENNEN NIIDEN NOUTOA TAI POISAJOA.

Noudon ja poisajon alaisia ovat sellaiset porot, jotka on pantu sen maan poronomistajan merkkeihin, josta porot ovat tulleet, sekä näissä merkeissä olevia naarasporoja seuraavat merkitsemättömät vasat. Jos poro vasoo toisen sopimuspuolen alueella, on se palautettava vasoiheen.

Ennenkuin vieraat porot viedään pois, on oman maan porot erotettava niistä asianomaisen viranomaisen tai paikallisten poronomistajain läsnäollessa. Kuitenkin voidaan vieraat porot heti viedä pois, jos asianomainen viranomainen tai edellä mainitut poronomistajat sellittävät, ettei porojen joukossa ole sellaisia, jotka on maahan jätettävä.

Jos toisesta maasta tulleet porot ovat sekaantuneet paikallisiin poroihin, jotka ovat paikkakunnan poronomistajain tai heidän poronhoitajainsa vartioinnin alaisia, tulee näiden koota porot ja antaa asianomaiselle viranomaiselle tilaisuus erottaa ne porot, jotka on palautettava toisen maan alueelle.

5 artikla.

POROJEN LUOVUTUS EROTUSTILAISUUKSISSA.

Toisen sopimuspuolen alueelta tulleet porot, joita tämän sopimuksen 3 ja 6 artiklassa mainittu viranomainen ei ole ajattanut pois maasta tai joista ei ole tehty tämän sopimuksen 1 artiklassa mainittua ilmoitusta, luovutetaan joko toisen valtakunnan asianomaiselle viranomaiselle tai omistajilleen tai heidän valtuutetuilleen poroerotus- ja -lukemistilaisuuksissa. Porojen toteaminen tapahtuu tällöin poromerkkiluetteloiden tai muiden luotettavien tuntomerkkien nojalla. Erotusten ja lukemisten pitämisen aika ja paikka on vähintään kaksi viikkoa aikaisemmin kirjallisesti ilmoitettava toisen sopimuspuolen asianomaiselle viranomaiselle.

Artikel 2.

VEDERBÖRANDE MYNDIGHETERS VERKSAMHETSOMRÅDEN.

De i artikel 1 nämnda vederbörande myndigheternas verksamhetsområden fastställas i Finland av landshövding och i S. R. R. Förbund av chefen för gränsbevakningen. Dessa tjänstemän skola meddela varandra uppgift om de områden förordnandet avser samt vederbörande myndigheters namn och adresser.

Artikel 3.

AVHÄMTNING OCH UTDRIVNING AV RENAR.

Renägare är efter erhållen kännedom om att hans renar uppehålla sig på den andra fördragslutande partens område skyldig att själv eller genom befullmäktigad person ofördröjligen avhämta och utdriva renarna till sitt hemland, varvid i artikel 4 av denna konvention ingående bestämmelser om renars avskiljande skola iakttagas.

Vederbörande myndighet kan taga renarna under bevakning eller låta driva dem tillbaka över rikets gräns. Utdrivs renarna genom myndighets åtgärd, skola de överlämnas till ägaren, dennes befullmäktigade ombud eller till vederbörande myndighet i det andra riket mot bevis över mottagandet.

Anmärkning : De fördragslutande parternas gränsmyndigheter bestämma efter samråd i varje särskilt fall de platser, där renarna skola överlämnas.

Artikel 4.

AVSKILJANDET AV RENAR FÖRE DERAS AVHÄMTNING ELLER UTDRIVNING.

Föremål för avhämtning eller utdrivning äro renar, försedda med märke, tillhörigt renägare i det land, från vilket renarna inkommit samt omärkta kalvar, som åtfölja med dessa märken försedda renkor. Ren, som kalvat å den andra fördragslutande partens område, skall återlämnas jämte kalvar.

Innan de främmande renarna utdrivas, skola det egna landets renar utskiljas i närvaro av vederbörande myndighet eller renägare på orten. Likväl kunna de främmande renarna omedelbart utdrivas, om vederbörande myndighet eller förenämnda renägare förklara, att bland renarna ej finnas sådana, som böra i landet kvarlämnas.

Därest de renar, som inkommit från det andra riket, äro sammanblandade med renar från orten, vilka stå under bevakning av därvarande renägare eller deras renvårdare, böra dessa samla renarna och lämna vederbörande myndighet tillfälle att utskilja de renar, som skola återföras till det andra rikets område.

Artikel 5.

RENARNAS ÖVERLÄMNANDE VID AVSKILJNINGSTILLFÄLLE.

Renar, som inkommit från den andra fördragslutande partens område och som i artiklarna 3 och 6 av denna konvention nämnd myndighet icke låtit utdriva ur landet eller om vilka icke gjorts i artikel 1 av denna konvention nämnt meddelande, överlämnas antingen till vederbörande myndighet i det andra riket eller till sina ägare eller till av dem befullmäktigade personer vid renavskiljnings- och räkningstillfällen. Renarna identifieras då med stöd av renmärkesförteckningar eller andra tillförlitliga kännetecken. Tiden och platsen för avskiljandet och räkningen bör minst två veckor tidigare skriftligen meddelas den andra fördragslutande partens vederhörande myndighet.

Jos toisen sopimuspuolen asianomainen viranomainen, poronomistajat tai heidän valtuutetunsa eivät saavu tällaiseen erotus- ja lukemistilaisuuteen määräaikana, on toisen sopimuspuolen alueella tulleet porot myytävä ja niistä kertyneet varat, joista keräämis- ja vartioimiskustannukset on vähennetty, on pöytäkirjoineen ja tositteineen lähetettävä Suomesta asianomaisen maaherran välityksellä asianomaiselle rajavartioston päällikölle S. N. T. Liittoon ja S. N. T. Liitosta asianomaisen rajavartioston päällikön välityksellä asianomaiselle maaherralle Suomeen.

6 artikla.

POROJEN ARVON TAKAVARIKOINTI.

Ellei poroja noudeta ja viedä pois 30 vuorokauden kuluessa tämän sopimuksen 1 artiklassa mainitun ilmoituksen saapumisesta, takavarikoidaan kymmenen sadalta pidätetyn poromäärän keskiarvosta (lukuunottamatta vuotta nuorempia vasaaja), ja porot palautetaan asianomaisen viranomaisen toimesta kotimaahansa, missä ne vastaanottotodistusta vastaan luovutetaan tämän maan asianomaiselle viranomaiselle, edelleen luovutettaviksi poronomistajille tai heidän valtuutetuilleen.

Jos poroja on alle kymmenen, ei takavarikkoa toimiteta.

Porojen keskiarvo määrätään samaksi kummassakin valtakunnassa. Sen määräävät Sveitsin kultafrangeissa kutakin kalenterivuotta varten yksissä neuvoin asianomainen suomalainen maaherra ja S. N. T. Liiton asianomainen rajavartioston päällikkö ennen edellisen vuoden loppua, sanotun vuoden joulukuun alkupuoliskolla kummassakin valtakunnassa vallinneiden poronhintojen perusteella.

7 artikla.

L Aidunmaksu.

Porojen oleskelusta toisessa valtakunnassa on suoritettava 0.05 Sveitsin kultafrangin suuruinen laidunmaksu vuorokaudelta joka porosta, vuotta nuorempia vasaaja lukuunottamatta.

Laidunmaksua ei kanneta poroista, jotka takavarikoidaan tämän sopimuksen 6 artiklan nojalla.

Jos porojen poisajon viivästyminen ei ole johtunut poronomistajan syystä, on maksua vastavasti vähennettävä.

Jos poronomistaja tahallaan on laiduntanut porojaan toisen valtakunnan alueella, joutuu hän siitä vastaamaan oman valtakuntansa lakien mukaan. Sen valtakunnan asianomainen viranomainen, jonka alueella poroja on siten laidunnettu, voi tässä tapauksessa korottaa laidunmaksua, mutta enintään kaksinkertaiseen määrään; laidunmaksun korotus ei ole riippuvainen edellämainitusta vastuuseen saattamisesta; laidunmaksua korotettaessa on poronomistajalle varattava tilaisuus antaa asiasta selityksensä.

8 artikla.

Kustannukset.

Porojen oleskelusta toisessa valtakunnassa aiheutuvat kustannukset, nimittäin tämän sopimuksen 1 artiklassa mainitun ilmoituksen toimittamisesta sekä 4 artiklassa mainittujen porojen keräämisestä, vartioinnista, erotuksesta ja poisajosta aiheutuvat kustannukset on korvattava. Nämä menot on laskettava paikkakunnalla kulloinkin vallitsevien päiväpalkkojen ja todellisten kulujen mukaan.

Infinna sig den andra fördragsslutande partens vederbörande myndighet, renägarna eller deras befullmäktigade ombud icke till sådant avskiljnings- eller räkningstillfälle på utsatt tid, skola de från den andra fördragsslutande partens område inkomna renarna säljas och de influtna medlen, efter avdrag av kostnaderna för hopsamlandet och bevakningen, jämte protokoll och verifikationer sändas från Finland genom vederbörande landshövdings förmedling till vederbörande gränsbevakningschef i S. R. R. Förbund och från S. R. R. Förbund genom vederbörande gränsbevakningschefs förmedling till vederbörande landshövding i Finland.

Artikel 6.

KONFISKERING AV RENARS VÄRDE.

Avhämtas icke renarna inom 30 dygn efter mottagandet av sådant meddelande, som i artikel 1 av denna konvention sägs, konfiskeras tio procent av de kvarhållna renarnas medelvärde (kalvar under ett års ålder icke inbegripna), och renarna återförs genom vederbörande myndighets försorg till sitt hemland, där de mot bevis över mottagandet överlämnas till vederbörande myndighet i detta land för att vidare överlämnas till renägarna eller deras befullmäktigade ombud.

Understiger renarnas antal tio, verkställs konfiskering icke.

Medelvärdet för ren fastställes till samma belopp i vartdera riket. Det fastställes i schweiziska guldfrancs för varje kalenderår i samråd av vederbörande landshövding i Finland och vederbörande gränsbevakningschef i S. R. R. Förbund före utgången av föregående år på grundval av de renpris, som under förra hälften av december månad sagda år i vartdera riket varit gällande.

Artikel 7.

BETESAVGIFT.

För renarnas uppehåll i det andra riket skall erläggas en betesavgift av 0.05 schweiziska guldfrancs per dygn för varje ren, kalvar under ett års ålder ej inbegripna.

Betesavgift uppbäres icke för renar, vilka konfiskeras med stöd av artikel 6 i denna konvention.

Har dröjsmål med renarnas bortdrivande icke berott på renägaren, skall avgiften i motsvarande mån minskas.

Har renägare avsiktligt låtit sina renar beta på det andra rikets område, skall han ansvara härför enligt sitt eget rikets lagar. Vederbörande myndighet i det rike, på vars område renar sålunda förts på bete, kan i detta fall höja betesavgiften, men högst intill det dubbla beloppet; höjningen av betesavgiften är icke beroende av det förenämnda befordrandet till ansvar; då betesavgiften höjes, skall renägaren beredas tillfälle att avge förklaring i saken.

Artikel 8.

OMKOSTNADER.

Omkostnader, som föranledas av renars uppehåll i det andra riket, nämligen utgifterna för tillkännagivande enligt artikel 1 av denna konvention samt för hopsamlande, bevakning, avskiljande och utdrivning av renar, som omnämns i artikel 4, böra ersättas. Dessa utgifter skola beräknas enligt på orten för tiden gällande daglöner och faktiska kostnader.

9 artikla.

VAHINGONKORVAUS.

Vahinko, jonka porot tai niiden hoitajat ovat tuottaneet oleskellessaan toisen sopimuspuolen alueella, on korvattava.

10 artikla.

KUSTANNUSTEN JA VAHINGON MÄÄRÄN LASKEMINEN.

Korvausta kustannuksista ja vahingosta (8 ja 9 art.) ei suoriteta, ellei ilmoitusta porojen oleskelusta vieraassa valtakunnassa ole 1 artiklan mukaisesti tehty, eikä kustannusten ja vahingon korvaus yhteensä saa nousta yli 5 %:n kulloinkin kysymyksessäolevien porojen 6 artiklan nojalla määrätystä keskiarvosta.

Vahinko, jonka porot ovat aiheuttaneet syömällä tai polkien turmelemalla jäkälää, ruohoa, lehtiä ja puun taimia porojen tavallisilla laidunmailla, katsotaan laidunmaksulla korvatuksi, eikä sitä oteta korvausta määrättäessä huomioon.

11 artikla.

ILMOITETUN VAHINGON ARVIOIMISJÄRJESTYS.

Joka haluaa saada tämän sopimuksen 9 artiklassa mainittua korvausta, tehkään siitä ilmoituksen kotimaansa asianomaiselle viranomaiselle niin pian kuin mahdollista ja viimeistään ennen kuin 20 päivää vahingon tapahtumisesta on kulunut, uhalla, että hän muuten menettää oikeuden korvauksen saantiin.

Asianomaisen viranomaisen on kahden asiantuntevan arviomiehen kanssa toimitettava ilmoitetun vahingon arviointi.

Toisen valtakunnan asianomaisella viranomaisella on oikeus joko itse tai asiamiehen kautta olla arvioimistoimituksessa saapuvilla ja käyttää asianomaisen poronomistajan puhevaltaa, ollen hän myöskin oikeutettu tekemään sovinnon. Jos poronomistaja tai -hoitaja on saapuvilla toimituksessa, käyttäkään itse puhevaltaansa. Se viranomainen, joka toimittaa vahingon arvioinnin, ilmoittakoon hyvissä ajoin, mikäli mahdollista sähkösanomalla, toisen valtakunnan asianomaiselle viranomaiselle toimituksen ajan tai paikan. Jos voidaan otaksua, että ilmoitettu vahinko on kokonaan tai osaksi kotimaan porojen aiheuttama, on myöskin kotimaan asianomainen poronomistaja tai poronhoitaja kutsuttava.

12 artikla.

MITÄ ILMOITETUN VAHINGON JOHDOSTA TOIMITETTAVASSA KATSELMUKSESSA ON HUOMIOONOTETTAVA JA SELVITETTÄVÄ.

Jos itse paikalla toimitetussa katselmuksessa havaitaan, että oman maan porot ovat myös vaikuttaneet vahinkoon, on siitä tehtävä merkintä pöytäkirjaan sekä erikseen arvioitava vahinko, jonka toisen maan porot ovat aiheuttaneet.

Toimituksessa on selvitettävä korvauskysymykseen vaikuttavat seikat, kuten vahingon aiheuttamisen aika ja tapa, sen laajuus, paikan asema ja laatu sekä vahingon aiheuttaneiden porojen todennäköinen lukumäärä.

Vahingon arvioimisessa on huomioon otettava maan laatu ja hedelmällisyys sekä se, ovatko muutkin kotieläimet vaikuttaneet vahinkoon.

Toimituksessa on mikäli mahdollista otettava selville vahingon aiheuttaneiden porojen omistajat.

Artikel 9.

SKADEERSÄTTNING.

Skada, som av renar eller deras skötare under deras uppehåll på den andra fördragsslutande partens område vållats, skall ersättas.

Artikel 10.

BERÄKNANDET AV OMKOSTNADERNA OCH SKADANS BELOPP.

Ersättning för omkostnader och skada (art. 8 och 9) erlägges icke, där ej anmälan om renarnas uppehåll i det främmande riket gjorts enligt artikel 1, och får ersättningen för omkostnader och skada sammanlagt icke överstiga 5 % av det med stöd av artikel 6 fastställda medelvärdet av de i varje särskilt fall ifrågakvarande renarna.

Skada, som renarna åstadkommit genom att förtära eller nedtrampa renlav, gräs, löv och trädplantor på renarnas vanliga betesmarker, anses ersatt genom betesavgiften och den tages icke i betraktande vid fastställandet av ersättningen.

Artikel 11.

ORDNINGEN FÖR VÄRDERING AV ANMÄLD SKADA.

Den som önskar erhålla ersättning, som omnämnes i artikel 9 av denna konvention, göra därom anmälan hos vederbörande myndighet i sitt hemland så snart som möjligt och senast inom 20 dagar efter det skadegörelsen ägt rum vid äventyr, att han eljest går sin rätt till skadeersättning förlustig.

Vederbörande myndighet bör jämte två sakkunniga värderingsmän verkställa värdering av anmäld skada.

Vederbörande myndighet i det andra riket har rätt att antingen själv eller genom ombud närvara vid värderingsförrättningen och föra vederbörande renägares talan med rätt jämväl att ingå förlikning. Är renägare eller -skötare närvarande vid förrättningen, må han själv föra sin talan. Den myndighet, som verkställer värderingen, bör i god tid, om möjligt genom telegram, underrätta vederbörande myndighet i det andra riket om tid och plats för förrättningen. Kan det antagas, att anmäld skada helt eller delvis förorsakats av hemlandets renar, skall jämväl vederbörande inhemska renägare eller renskötare inkallas.

Artikel 12.

VAD SOM BÖR BEAKTAS OCH UTREDAS VID SYNEFÖRRÄTTNING MED ANLEDNING AV ANMÄLD SKADA.

Befinnes vid syn på själva platsen, att det egna landets renar jämväl medverkat till skadan, skall anteckning därom göras i protokollet och den skada, som det andra landets renar vållat, särskilt uppskattas.

Vid förrättningen bör upplysning inhämtas rörande de omständigheter, som kunna inverka på ersättningsfrågan, såsom tiden och sättet för skadans uppkomst, dess omfattning, platsens belägenhet och beskaffenhet samt sannolika antalet av de renar, som vållat skadan.

Vid skadans värdering skall hänsyn tagas till markens beskaffenhet och fruktbarhet samt till den omständigheten, huruvida även andra husdjur medverkat till skadan.

Vid förrättningen skall såvitt möjligt utredas, vem som är ägare till de renar, som förorsakat skadan.

13 artikla.

PÖYTÄKIRJANPITO.

Toimituksessa, joka aiheutuu vieraiden porojen oleskelusta toisen sopimuspuolen alueella, tulee asianomaisen viranomaisen tehdä pöytäkirja, johon on merkittävä :

- 1) niin tarkkaan kuin mahdollista paikka, missä ja aika, milloin toisen valtakunnan porot on havaittu, niiden lukumäärä ja merkit (tämän sopimuksen 3, 4 ja 5 art.) ;
- 2) onko porot otettu vartioitaviksi ja milloin tämä on tapahtunut sekä millä tavalla vartiointi on ollut järjestetty (3 art.) ;
- 3) onko porot ajettu pois valtakunnasta sekä kenelle ne on toisessa valtakunnassa jätetty ja milloin tämä on tapahtunut (3, 5 ja 6 art.) ;
- 4) onko porot noudettu sekä milloin ja kuka ne on noutanut (3 art.) ;
- 5) onko erotus toimitettu ja milloin se on saatettu loppuun (4 art.) ;
- 6) onko päätetty toimittaa porojen arvon takavarikointi ja mikä on sen tulos (6 art.) ;
- 7) onko sekä milloin, millä tavalla ja kenelle ilmoitus toimitettu (1 art.) ;
- 8) kuinka monesta porosta ja miltä ajalta laidunmaksua on kannettava ja mitä laidunmaksun kokonaismäärää määrättäessä on huomioon otettu (7 art.) ;
- 9) kustannusten yhteismäärä (8 ja 10 art.) ;
- 10) ovatko porot ja niiden hoitajat aiheuttaneet vahinkoa ja kenelle sekä vahingon laatu ja suuruus (9—12 art.) ;
- 11) onko poronomistaja tai toisen valtakunnan asianomainen viranomainen itse tai hänen valtuutettunsa ollut saapuvilla arvioimistoimituksessa ja mitä he siinä tapauksessa ovat suullisesti tai kirjallisesti esittäneet (11 art.) ;
- 12) onko sovinto saatu aikaan (11 art.) ;
- 13) onko ja mitä maksuja (7 art.), korvauksia kustannuksista (8 art.), takavarikoitua määriä (6 art.) ja vahingonkorvauksia (9 art.) arvioimistoimituksessa suoritettu (16 ja 18 art.) ;
- 14) muut asiaan vaikuttavat seikat ; sekä
- 15) arvioimistoimituksen suorittaneen henkilön oma lausunto.

Pöytäkirjan allekirjoittaa toimituksen suorittaja, paitsi tämän sopimuksen 12 artiklassa mainitussa tapauksessa, jolloin sen allekirjoittavat myöskin molemmat arviomiehet.

14 artikla.

Asianomaisen viranomaisen tulee mahdollisimman pian lähettää pöytäkirja tosittineen Suomessa asianomaiselle maaherralle ja S. N. T. Liitossa asianomaiselle rajavartioston päällikölle.

Asianomainen suomalainen maaherra ja S. N. T. Liiton asianomainen rajavartioston päällikkö lähettävät heti toisilleen jäljennöksen saamastaan pöytäkirjasta. Jäljennös pöytäkirjasta, josta käyvät selville porojen palautuksen edellä käyneet seikat, toimitetaan toiselle sopimuspuolelle samalla, kun porot sille luovutetaan.

15 artikla.

Poronomistaja, joka on määrätty suorittamaan laidunmaksua (tämän sopimuksen 7 art.), korvausta kustannuksista (8 art.), takavarikoitua porojen arvoa (6 art.) tai vahingonkorvausta

Artikel 13.

PROTOKOLLFÖRING.

Vid förrättning, som föranledes av främmande renars uppehåll på den andra fördragsslutande partens område, skall av vederbörande myndighet upprättas protokoll, vari bör antecknas :

- 1) så noggrann uppgift som möjligt om orten, där och tiden, när det andra rikets renar anträffats, deras antal och märken (art. 3, 4 och 5 i denna konvention) ;
- 2) huruvida renarna tagits under bevakning och i så fall när detta skett samt på vilket sätt bevakningen varit anordnad (art. 3) ;
- 3) huruvida renarna utdrivits ur riket samt till vem de i det andra riket överlämnats och när detta skett (art. 3, 5 och 6) ;
- 4) huruvida renarna avhämtats samt när och av vem de avhämtats (art. 3) ;
- 5) huruvida avskiljandet ägt rum och när det slutförts (art. 4) ;
- 6) huruvida beslut fattats om konfiskering av renarnas värde och resultatet därav (art. 6) ;
- 7) huruvida och i sådant fall när, på vilket sätt och till vem underrättelse avlätits (art. 1) ;
- 8) för huru många renar och för vilken tid betesavgift skall uppbäras och vad vid fastställandet av betesavgiftens totalbelopp tagits i betraktande (art. 7) ;
- 9) totalbeloppet av omkostnaderna (art. 8 och 10) ;
- 10) huruvida renarna och deras skötare vållat skada och, om så är fallet, åt vem samt skadans beskaffenhet och storlek (art. 9 och 12) ;
- 11) huruvida renägare eller vederbörande myndighet i det andra riket själv eller genom befullmäktigat ombud närvarit vid värderingsförrättningen och vad av dem därvid muntligen eller skriftligen anförts (art. 11) ;
- 12) huruvida förlikning fåtts till stånd (art. 11) ;
- 13) huruvida och i så fall vilka avgifter (art. 7), ersättningar för omkostnader (art. 8), konfiskerade belopp (art. 6) och skadeersättningar (art. 9) vid värderingsförrättningen erlagts (art. 16 och 18) ;
- 14) övriga på saken inverkan omständigheter, samt
- 15) utlåtande av den person, som verkställt värderingsförrättningen.

Protokollet undertecknas av förrättningsmannen, förutom i det fall, som omnämnes i artikel 12 i denna konvention, då det undertecknas jämväl av de båda värderingsmännen.

Artikel 14.

Vederbörande myndighet bör så snart som möjligt insända protokollet jämte verifikationer, i Finland till vederbörande landshövding och i S. R. R. Förbund till vederbörande gränsbevakningschef.

Vederbörande landshövding i Finland och vederbörande gränsbevakningschef i S. R. R. Förbund översända omedelbart till varandra avskrift av det mottagna protokollet. Avskrift av protokoll, utvisande de omständigheter, som föregått renarnas återlämnande, tillställs den andra fördragsslutande parten samtidigt med att renarna överlämnas till denna.

Artikel 15.

Renägare, som ålagts att erlägga betesavgift (art. 7 i denna konvention), ersättning för kostnader (art. 8), värdet av konfiskerade renar (art. 6) eller skadestånd (art. 9), så ock myndighet

(9 art.), niin myös poronomistajan puhevaltaa käyttänyt viranomainen tai valtuutettu (11 art.) saa viimeistään 60:ntenä päivänä asiasta tiedon saatuaan valittaa tehdystä päätöksestä Suomessa asianomaiselle maaherralle ja S. N. T. Liitossa asianomaiselle rajavartioston päällikölle. Poronomistajan tai hänen valtuutettunsa tulee jättää valituksensa oman maansa asianomaiselle viranomaiselle, jonka on viipymättä lähetettävä se Suomessa asianomaiselle maaherralle ja S. N. T. Liitossa asianomaiselle rajavartioston päällikölle. Nämä lähetettävät saapuneet valitukset toisilleen, liittäen niihin mahdolliset huomautuksensa. He voivat myöskin itse tehdä valituksen, jos katsovat siihen syytä olevan.

Jos asianomistaja on tyytymätön päätökseen, olkoon myös hänellä oikeus viimeistään 60:ntenä päivänä arvioimistoimituksesta valittaa Suomessa asianomaiselle maaherralle ja S. N. T. Liitossa asianomaiselle rajavartioston päällikölle.

Asianomainen suomalainen maaherra ratkaisee S. N. T. Liiton poronomistajien, heidän valtuutettujensa ja asianomaisen rajavartioston päällikön sekä suomalaisten asianomistajien valitukset sekä S. N. T. Liiton asianomainen rajavartioston päällikkö Suomen poronomistajien, heidän valtuutettujensa ja asianomaisen maaherran sekä S. N. T. Liiton asianomistajain valitukset. Jos lisätietojen hankkimista pidetään tarpeellisena, on valittajan ne esitettävä ennen päätöksen antamista.

16 artikla.

KENEN ASIA ON ANTAA PÄÄTÖS.

Asianomaisen suomalaisen maaherran ja S. N. T. Liiton asianomaisen rajavartioston päällikön tulee pöytäkirjan, tositteiden ja muiden saatavissa olevien tietojen nojalla vahvistaa vastaavan maan asianomaisen viranomaisen määräämän laidunmaksun (tämän sopimuksen 7 art.), kustannusten (8 art.), takavarikoiden keskiarvon (6 art.) ja vahingonkorvauksen (9 art.) määrä.

Jos asianomainen poronomistaja tai hänen valtuuttamansa, odottamatta päätöstä asiassa, suorittaa asianomistajalle tai asianomaiselle viranomaiselle edellä mainitut rahamäärät, raukeavat enemmän toimenpiteet asiassa.

17 artikla.

MITEN PÄÄTÖS ON TEHTÄVÄ.

Ennen tämän sopimuksen 16 artiklassa mainitun päätöksen tekemistä tulee asianomaisen suomalaisen maaherran ja S. N. T. Liiton asianomaisen rajavartioston päällikön, sikäli kuin on mahdollista, ottaa selvä, kenelle porot kuuluvat.

Päätöksen pitää kuitenkin, mainitsematta poronomistajan nimeä, ainoastaan sisältää velvoitus « asianomaiselle poronomistajalle » suorittaa määrätty rahamäärä.

18 artikla.

Rahamäärät, jotka tämän sopimuksen 6, 7, 8 ja 9 artiklan mukaan on määrätty maksettaviksi, on, ellei niitä ole arvioimistoimituksessa maksettu asianomaille viranomaiselle tai asianomistajalle, asianomaisen suomalaisen maaherran ennakoita suorittava Suomen valtion varoista S. N. T. Liiton asianomaiselle rajavartioston päällikölle ja viimeksimainitun S. N. T. Liiton yleisistä varoista asianomaiselle suomalaiselle maaherralle, sitä riippuen, kummalle sopimuspuolelle maksu on tuleva. Mainittujen virkamiesten on tässä tarkoituksessa toisilleen lähetettävä sanottuja maksuja koskevat päätöksensä niihin kuuluvine selvityksineen ja tosittineen.

Siten suoritettavat rahamäärät on suomalaisen maaherran tai S. N. T. Liiton rajavartioston päällikön perittävä, mikäli mahdollista, asianomaisilta poronomistajilta.

Yleisistä varoista ennakoita suorittettuja rahamääriä ei saa vaatia takaisin, vaikka niitä ei voitaisikaan periä poronomistajilta.

eller befullmäktigat ombud, som fört renägars talan (art. 11) må senast på den 60 : nde dagen efter delfäendet anföra besvär över det fattade beslutet i Finland hos vederbörande landshövding och i S. R. R. Förbund hos vederbörande gränsbevakningschef. Renägare eller dennes befullmäktigade ombud skall inlämna sina besvär till vederbörande myndighet i sitt eget land, vilken bör ofördröjligen sända detsamma i Finland till vederbörande landshövding och i S. R. R. Förbund till vederbörande gränsbevakningschef. Dessa tillsända varandra de inkomna besvären och foga vid dem eventuella egna anmärkningar. De kunna jämväl själva anföra besvär, därest de anse skäl därtill föreligga.

Är sakägare missnöjd med beslut, vare även han berättigad att senast på den 60 : nde dagen efter värderingsförrättningen anföra besvär, i Finland hos vederbörande landshövding och i S. R. R. Förbund hos vederbörande gränsbevakningschef.

Vederbörande landshövding i Finland avgör besvär, som anförts av renägare från S. R. R. Förbund, deras befullmäktigade ombud och vederbörande gränsbevakningschef samt finska sakägare, och vederbörande gränsbevakningschef i S. R. R. Förbund besvär, som anförts av finska renägare, deras befullmäktigade ombud och vederbörande landshövding samt sakägare i S. R. R. Förbund. Anses införskaffande av ytterligare uppgifter erforderligt, skall besväranden förete dem innan beslut fattas.

Artikel 16.

Å VEM FATTANDET AV BESLUT ANKOMMER.

Vederbörande landshövding i Finland och vederbörande gränsbevakningschef i S. R. R. Förbund böra med stöd av protokollet, verifikationerna och andra till buds stående uppgifter fastställa beloppet av den av vederbörande myndighet i det ifrågakommande landet fastställda betesavgiften (art. 7 i denna konvention), av omkostnaderna (art. 8), av det konfiskerade medelvärdet (art. 6) och av skadeståndet (art. 9).

Erlägger vederbörande renägare eller hans befullmäktigade ombud, utan att invänta beslut i saken, till sakägaren eller vederbörande myndighet förenämnda penningbelopp, förfalla vidare åtgärder i saken.

Artikel 17.

HURU BESLUT SKALL FATTAS.

Innan beslut, som nämnes i artikel 16 av denna konvention, fattas, skall vederbörande landshövding i Finland och vederbörande gränsbevakningschef i S. R. R. Förbund såvitt möjligt utrona, vem renarna tillhöra.

Beslutet skall dock, utan angivande av namn å viss renägare, innehålla endast förpliktelse för « vederbörande renägare » att erlagga det fastställda penningbeloppet.

Artikel 18.

Penningbelopp, vilka enligt 6, 7, 8 och 9 art. i denna konvention fastställts att betalas, skola, därest de icke vid värderingsförrättningen erlagts till vederbörande myndighet eller sakägare, av vederbörande landshövding i Finland förskottsvis utbetalas ur finska statens medel till vederbörande gränsbevakningschef i S. R. R. Förbund och av den sistnämnda ur S. R. R. Förbunds allmänna medel till vederbörande landshövding i Finland, beroende av, vilkendera fördragsslutande parten betalningen skall tillfalla. Nämnda tjänstemän böra i detta syfte tillställa varandra sina beslut rörande sagda betalningar jämte tillhörande utredningar och verifikationer.

Sålunda erlagda penningbelopp skola av landshövding i Finland eller gränsbevakningschef i S. R. R. Förbund såvitt möjligt indrivivas hos vederbörande renägare.

Ur allmänna medel i förskott erlagda penningbelopp må icke återfordras, även om de icke kunnat indrivivas hos renägarna.

19 artikla.

Asianomainen suomalainen maaherra ja S. N. T. Liiton asianomainen rajavartioston päällikkö ovat velvolliset antamaan toisilleen yhden vuoden kuluessa tämän sopimuksen voimaan tulemisesta luettelon kummankin valtakunnan raja-alueilla rekisteröidyistä poromerkeistä.

Jos tällöin havaitaan, että samanlaisia poromerkkejä käytetään kummassakin valtakunnassa, on mainittujen henkilöiden yhteisestä sopimuksesta ryhdyttävä toimiin sellaisten merkkien muuttamiseksi.

Uusien poromerkkien käytäntöön ottamisesta on tämän artiklan 1 kohdassa mainittujen viranomaisten keskenään sovittava.

Raja-alueilla tarkoitetaan tässä sopimuksessa niitä valtakunnan rajan kummallakin puolella olevia vyöhykkeitä, joista porot siirtyvät tälle rajalle. Kumpikin sopimuspuoli määrää itse näiden vyöhykkeiden leveyden.

20 artikla.

MITÄ POROJA TÄMÄN SOPIMUKSEN MÄÄRÄYKSET EIVÄT KOSKE.

Tämän sopimuksen määräykset eivät koske raito- eivätkä ajoporoja, joita käytetään matkoilla toiseen valtakuntaan, eivätkä myöskään teurasporoja, jotka säädettyjä määräyksiä noudattaen ajetaan rajan yli toisen valtakunnan alueelle.

21 artikla.

POROAI DAT.

Jos sitä varten, että estettäisiin porojen kulkeminen valtakunnan rajan yli, katsotaan tarpeelliseksi rakentaa ja ylläpitää esteaitoja, tekevät tämän sopimuksen 1 artiklassa mainitut sopimuspuolten asianomaiset viranomaiset siitä vastaavan sopimuksen. Tällöin kumpikin sopimuspuoli ottaa suorittaakseen puolet tästä aiheutuvista kustannuksista.

Yksityiset henkilöt eivät saa rakentaa sellaisia esteaitoja eivätkä pyydyksiä toisesta valtakunnasta rajan yli tulevia poroja varten.

22 artikla.

POIKKEUKSELLISESSA ASEMASSA OLEVAT RAJASEUTUALUEET.

Pohjoispuolella Korvatunturin rajapyökin n:o 90 leveyttä oleviin rajaseutuihin, siellä vallitsevien poikkeuksellisten luonnonsuhteiden johdosta, ei sovelleta :

1) Tämän sopimuksen 3 artiklan määräystä siitä, että poronomistaja on, saatuaan tiedon porojensa oleskelusta toisessa valtakunnassa, velvollinen joko itse tai valtuutettunsa kautta viipymättä noutamaan ja ajamaan porot oman maansa alueelle, vaan sen sijaan on määrätty, että nouto ja poisajo saa näillä alueilla tapahtua silloin, kun luonnonsuhteet tekevät sen mahdolliseksi ;

2) 6 artiklan määräystä siitä ajasta, joka on myönnetty porojen noutoon ja poisvientiin, ennen kuin osa porojen arvosta voidaan takavarikoida, vaan sen sijaan on määrätty, että nouto-aika näillä alueilla on 90 vuorokautta ja poisvientiaika 120 vuorokautta ;

3) 7 artiklan määräystä laidunmaksusta, jota näillä alueilla ei suoriteta.

4) Kalastajasaarennolla poronomistajat, heidän valtuutettunsa ja poronhoitajat saavat poroja hakiessaan kulkea valtakunnan rajan yli paikallisen tarkastuskomissionin määrättävässä yksinkertaistetussa järjestyksessä.

Artikel 19.

Vederbörande landshövding i Finland och vederbörande gränsbevakningschef i S. R. R. Förbund äro skyldiga att inom ett år efter denna konventions ikraftträdande tillsända varandra förteckning över i vardera rikets gränsområden inregistrerade renmärken.

Befinnes därvid, att enahande renmärken användas i vardera riket, skola efter gemensam överenskommelse mellan nämnda personer åtgärder vidtagas för ändring av dylika märken.

Om nya renmärkens tagande i bruk skola i 1 mom. av denna artikel nämnda myndigheter sig emellan överenskomma.

Med gränsområden avses i denna konvention de på vardera sidan om riksgränsen befintliga zoner, från vilka renarna förflytta sig till denna gräns. Vardera fördragsslutande parten bestämmer själv bredden av dessa zoner.

Artikel 20.

RENAR, UNDANTAGNA FRÅN BESTÄMMELSERNA I DENNA KONVENTION.

Bestämmelserna i denna konvention gälla icke drag- och körrenar, vilka användas vid färder till det andra riket, ej heller slaktrenar, vilka med iakttagande av stadgade bestämmelser drivas över gränsen till det andra rikets område.

Artikel 21.

RENGÅRDEN.

Anses det för hindrande av att renar överskrida rikets gräns erforderligt att bygga och underhålla hindergården, skola de fördragsslutande parternas i artikel 1 av denna konvention nämnda vederhörande myndigheter träffa motsvarande överenskommelse därom. Därvid åtager sig vardera parten att bestrida hälften av de därav föranledda omkostnaderna.

Dylika hindergården eller fällor för renar, som från det andra rikets område inkomma över gränsen, få icke av enskilda personer anläggas.

Artikel 22.

GRÄNSOMRÅDEN I UNDANTAGSSTÄLLNING.

På norrom Korvatunturis gränsröse n:o 90 n. bredd belägna gränsområden tillämpas, till följd av där rådande exceptionella naturförhållanden, icke:

1) bestämmelsen i artikel 3 i denna konvention därom, att renägare är skyldig, efter erhållen kännedom om att hans renar uppehålla sig i det andra riket, antingen själv eller genom befullmäktigat ombud ofördröjligen avhämta och utdriva renarna till sitt eget lands område, utan har i stället bestämts, att avhämtning och utdrivning å dessa områden får ske, då naturförhållandena möjliggöra det ;

2) bestämmelsen i artikel 6 om den tid, som är medgiven för renarnas avhämtning och utdrivning, innan en del av renarnas värde kan konfiskeras, utan i stället har bestämts, att avhämtningstiden å dessa områden skall vara 90 och utdrivningstiden 120 dygn ;

3) bestämmelsen i artikel 7 om betesavgift, som icke erlägges å dessa områden ;

4) på Fiskarhalvön få renägarna, deras befullmäktigade ombud och renskötarna vid letning efter renarna överskrida rikets gräns i förenklad ordning, som fastställs av den lokala kontrollkommission.

23 artikla.

SOPIMUKSEN TEKSTIT.

Tätä sopimusta on laadittu kaksi suomen-, ruotsin- ja venäjänkielistä kappaletta, ja kaikki tekstit ovat sopimusta tulkittaessa yhtä todistusvoimaisia.

24 artikla.

SOPIMUKSEN RATIFIOINTI.

Tämä sopimus on ratifioitava. Ratifioimiskirjat on vaihdettava Moskovassa niin pian kuin mahdollista.

25 artikla.

SOPIMUKSEN VOIMAANTULO JA VOIMASSAOLOAIKA.

Tämä sopimus tulee voimaan 30 päivän kuluttua ratifioimiskirjain vaihdosta ja pysyy voimassa, kunnes kaksi vuotta on kulunut siitä, kun jompikumpi sopimusvaltio on sen irtanonut.

Ylläolevan vakuudeksi kummankin sopimusvaltion valtuutetut ovat tämän sopimuksen allekirjoittaneet ja sineteillään vahvistaneet.

Tehty Helsingissä, heinäkuun 4 päivänä 1933.

(L. S.) A. HACKZELL.

PÄÄTÖSPÖYTÄKIRJA.

Allekirjoittaessaan tänään Suomen Tasavallan ja Sosialististen Neuvostotasavaltain Liiton välisen porosopimuksen ovat sopimuspuolten valtuutetut sopineet seuraavista määräyksistä, jotka liittyvät alempana mainittuihin sopimuksen artikloihin :

I artiklaan.

Erikoislähetien toimittamat kirjalliset ilmoitukset luovutetaan niissä valtakunnan rajalla olevissa paikoissa, missä Suomen ja S. N. T. Liiton rajaviranomaisten väliset kirjalliset ilmoitukset tavallisesti vaihdetaan.

3 artiklaan.

Rajan yli tulleiden raito- ja ajoporojen oleskellessa toisen sopimuspuolen alueella asianomaisen viranomaisen on huolehdittava siitä, ettei näitä poroja käytetä kuljetustarkoituksiin.

4 ja 5 artikloihin.

Siihen saakka, kunnes pakollinen poronmerkintä on saatettu S. N. T. Liitossa voimaan, ulotetaan 4 ja 5 artiklain määräykset koskemaan myös merkitsemättömiä poroja, jotka ovat tulleet S. N. T. Liiton alueelta Suomeen ja päinvastoin.

Artikel 23.

KONVENTIONENS TEXTER.

Denna konvention är uppgjord i två finsk-, svensk- och ryskspråkiga exemplar, och äga texterna vid konventionens tolkning samma giltighet.

Artikel 24.

KONVENTIONENS RATIFICERING.

Denna konvention skall ratificeras. Ratifikationsurkunderna skola så snart som möjligt utväxlas i Moskva.

Artikel 25.

KONVENTIONENS IKRAFTTRÄDANDE OCH GILTIGHETSTID.

Denna konvention träder i kraft 30 dagar efter ratifikationsurkundernas utväxling och förblir i kraft, tills två år förflutit från det någondera fördragsslutande staten uppsagt densamma.

Till bekräftelse härav hava vardera fördragsslutande statens befullmäktigade ombud under-tecknat denna konvention och därvid fogat sina sigill.

Som skedde i Helsingfors den 4 juli 1933.

(M. П.) Б. ШТЕЙН.

SLUTPROTOKOLL.

Vid undertecknandet denna dag av konventionen angående renar mellan Republiken Finland och Socialistiska Rådsrepublikernas Förbund hava de fördragsslutande parternas befullmäktigade ombud överenskommit om följande bestämmelser, vilka ansluta sig till nedannämnda artiklar av konventionen :

Till art. 1.

De skriftliga meddelanden, som frambefordras genom budskickning, överlämnas på de platser vid rikets gräns, där skriftliga meddelanden mellan Finlands och S. R. R. Förbunds gränsmyndigheter vanligen utväxlas.

Till art. 3.

☒ Då drag- eller körrenar, som överskridit gränsen, uppehålla sig på den andra fördragsslutande partens område, skall vederhörande myndighet tillse, att dessa renar icke utnyttjas för transportändamål.

Till art. 4 och 5.

Intill dess obligatorisk renmärkning införts i S. R. R. Förbund utsträckas bestämmelserna i artiklarna 4 och 5 att gälla även omärkta renar, vilka inkommit från S. R. R. Förbund till Finland och tvärtom.

6 artiklaan.

Asianomaisten puolten yhteisestä sopimuksesta voidaan porojen arvon takavarikoinnin sijasta kussakin eri tapauksessa takavarikoida 10 % poroista luonnossa.

21 artiklaan.

a) Poroaitojen rakentaminen ei ennakolta määrää sitä linjaa, jota myöten valtakunnan raja on käytävä, jota rajankäyntiä, kuten tunnettua, ei ole toimitettu tämän sopimuksen tekemispäivään mennessä.

b) Sopimuspuolet tunnustavat jo nyt välttämättömäksi rakentaa sanotun aidan siinä järjestyksessä, että vastaavat työt alotetaan niin pian kuin mahdollista etelässä Uhtuan piirikunnan Pistojärven kyläneuvoston alueella (Sarvikivi-nimisessä paikassa) S. N. T. Liiton puolella, mikä vastaa Suomen puolella olevien Suomussalmen ja Kuusamon pitäjien rajan yhtymäkohtaa valtakuntien välisellä rajalla, ja päätetään Tolvantojärven luona Kiestingin piirikunnan Rukajärven kyläneuvoston alueella S. N. T. Liiton puolella, mikä vastaa sitä kohtaa, jossa Tuuntsajoki ensi kerran leikkaa valtakuntien välisen rajan. Tämän mukaisesti on tarpeelliset ohjeet annettava tämän sopimuksen 1 artiklassa mainituille henkilöille, joita kehoitetaan saattamaan nämä työt päätökseen mahdollisimman pian.

c) Mikäli edellisessä kohdassa mainitulla valtakuntien välisellä rajanosalla jo on olemassa poroaitoja, jaetaan niiden rakentamisesta johtuneet kustannukset 21 artiklassa määrätyn perusteen mukaan, sikäli kuin kummankin maan asianomaiset viranomaiset puolin ja toisin tunnustavat näiden aitojen vastaavan tarkoitustaan.

Tämä päätöspöytäkirja on tehty kahtena kappaleena suomen-, ruotsin- ja venäjänkielellä ja ovat kaikki tekstit pöytäkirjaa tulkittaessa yhtä todistusvoimaisia.

HELSINGISSÄ, heinäkuun 4 päivänä 1933.

(L. S.) A. HACKZELL.

Pour copie conforme :

Erkki Reijonen,

Chef des Archives

du Ministère des Affaires étrangères.

Till art. 6.

På grund av överenskommelse mellan vederbörande parter kunna i stället för konfiskering av renarnas värde i varje särskilt fall konfiskeras 10 % av renarna in natura.

Till art. 21.

a) Genom byggandet av rengården bestämmes icke i förväg den linje, längs vilken rikets gräns skall uppgås, vilken, som känt, icke blivit före dagen för denna konventions avslutande utstakad.

b) De fördragsslutande parterna erkänna redan nu nödvändigheten av att sagda gärde uppföres i sådan ordning, att för ändamålet nödiga arbeten påbörjas så snart som möjligt i söder på S. R. R. Förbunds sida å Pistojärvi byråds område i Uhtua distrikt (Sarvikivi benämnda plats), vilken motsvaras på finsk sida av föreningspunkten mellan Suomussalmi och Kuusamo socknars gräns och riksgränsen, samt avslutas vid Tolvantjärvi på Rukajärvi byråds område i Kiestinki distrikt på S. R. R. Förbunds sida, vilket motsvarar den punkt, där Tuntsajoki första gången skär gränsen mellan rikena. I överensstämmelse härmed böra erforderliga föreskrifter utfärdas för de i artikel 1 av denna konvention nämnda personer, vilka uppmanas att utföra dessa arbeten snarast möjligt.

c) För såvitt på det i föregående punkt nämnda avsnittet av gränsen mellan rikena rengården redan finnas, fördelas kostnaderna för deras byggande enligt i artikel 21 fastställda grunder, om vederbörande myndigheter i de båda länderna ömsesidigt erkänna, att dessa gården motsvara sitt ändamål.

Detta slutprotokoll är upprättat i två exemplar på finska, svenska och ryska språken och äga samtliga texter vid protokollets tolkning samma giltighet.

HELSINGFORS, den 4 juli 1933.

(M. П.) Б. ШТЕЙН.

Pour copie conforme :

Erkki Reijonen,
Chef des Archives
du Ministère des Affaires étrangères.

ТЕХТЕ РУССЕ. — RUSSIAN TEXT.

№ 3436. — КОНВЕНЦИЯ ОБ ОЛЕНЯХ, МЕЖДУ СОЮЗОМ СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК И ФИНЛЯНДСКОЙ РЕСПУБЛИКОЙ, ПОДПИСАННАЯ В ГОРОДЕ ГЕЛЬСИНКИ 4 ИЮЛЯ 1933 ГОДА.

Центральный Исполнительный Комитет Союза Советских Социалистических Республик и Президент Финляндской Республики, желая упорядочить объединенными мероприятиями возвращение оленей, перешедших через государственную границу с территории одного государства на территорию другого государства, решили заключить настоящую Конвенцию и назначили для того своими Уполномоченными :

Центральный Исполнительный Комитет Союза Советских Социалистических Республик :

Бориса Ефимовича Штейна, Чрезвычайного Посланника и Полномочного Министра,

Президент Финляндской Республики :

Антти Хаксель, Министра иностранных дел,

каковые Уполномоченные по взаимном пред'явлении своих полномочий, признанных составленными в надлежащей форме и в законном порядке, согласились о нижеследующем :

Статья 1.

Извещения о нахождении оленей одной договаривающейся стороны на территории другой договаривающейся стороны и органы власти, ведающие взаимным возвращением оленей.

В случае перехода оленей с территории одной договаривающейся стороны на территорию другой договаривающейся стороны, подлежащая власть того государства, в которое перешли олени, принадлежащие организациям или гражданам другого государства, должна, по получении о том сведений, уведомить надлежащую власть другой договаривающейся стороны по телеграфу, по телефону, почтой или — при отсутствии этих средств связи — специальным нарочным.

При этом упомянутая власть сообщает местонахождение и приблизительное количество оленей перешедших государственную границу, а также их знаки.

Под « надлежащей властью » в настоящей статье, а равно в других постановлениях настоящей Конвенции, подразумеваются лица специально назначенные Начальниками Пограничной Охраны СССР и подлежащий Ленсмап или лица специально назначенные Ландсгевдингом Финляндии.

Статья 2.

Районы деятельности надлежащей власти.

Районы деятельности надлежащей власти, указанной в статье 1, устанавливаются: в СССР — Начальником Пограничной Охраны, а в Финляндии — Ландсгевдингом. Эти должностные лица взаимно информируют друг друга о районах деятельности надлежащей власти, одновременно сообщая имена, фамилии и адреса назначенных лиц.

Статья 3.

Выемка и угон оленей.

Владелец оленей, получивший уведомление о нахождении его оленей на территории другой договаривающейся стороны, обязан лично или через своего уполномоченного, безотлагательно озаботиться выемкой принадлежащих ему оленей и их угодом на территорию своего государства, руководствуясь постановлением статьи 4 настоящей Конвенции, о рассортировках.

Надлежащая власть может взять оленей под свою охрану или распорядиться об обратном их перегоне через государственную границу. Если олени, в силу распоряжения надлежащей власти, подлежат указанному выше перегону, то они должны быть сданы их владельцам, уполномоченным последних или надлежащей власти другого государства под расписку в приеме.

Примечание: Пункты для передачи оленей устанавливаются в каждом отдельном случае по соглашению пограничных властей обеих договаривающихся сторон.

Статья 4.

Рассортировка оленей до их выемки или угона.

Выемке или угону подлежат олени, помеченные оленевладельческими знаками того государства, из которого олени прибыли, а также немеченные пыжики, сопровождающие меченых самок. Если важенка освободится от приплода на территории другой договаривающейся стороны, то такая важенка должна возвращаться вместе с приплодом.

До угона оленей, собственные олени данной страны отделяются от чужих оленей в присутствии подлежащей власти или местных оленевладельцев. Однако, олени другой страны могут быть угнаны немедленно, если подлежащей властью или вышеупомянутыми оленевладельцами будет заявлено, что в числе оленей не имеется таких, которые должны остаться в пределах страны.

Если прибывшие из другого государства олени смешаются с местными оленями, находящимися под охраной местных оленевладельцев или погонщиков, то эти оленевладельцы или погонщики должны собрать оленей и предоставить их надлежащей власти для производства выемки оленей, подлежащих возвращению на территорию другой страны.

Статья 5.

СДАЧА ОЛЕНЕЙ ПРИ РАССОРТИРОВКАХ.

Олени прибывшие с территории одной из договаривающихся сторон и не угнанные обратно распоряжением власти, упомянутой в статьях 3 и 6 настоящей Конвенции, или в отношении которых не последовало извещения, указанного в статье 1 настоящей Конвенции, сдаются надлежащей власти другого государства или их владельцам, или уполномоченным владельцев, при рассортировках и подсчетах оленей. Определение принадлежности оленей производится на основании списков оленьих знаков или по иным заслуживающим доверия признакам. О производстве рассортировки или подсчета, а равно о месте таковых, не позднее чем за две недели и в письменной форме уведомляется надлежащая власть другой договаривающейся стороны.

В случае неявки надлежащей власти другой договаривающейся стороны, ее оленевладельцев или их уполномоченных, олени прибывшие с территории другой договаривающейся стороны подлежат продаже, причем вырученные за них деньги, за вычетом расходов по сгону и охране, должны быть препровождены с приложением протокола и оправдательных документов, из СССР — через подлежащего Начальника Пограничной Охраны подлежащему Ландсгевдингу Финляндии, а из Финляндии — через подлежащего Ландсгевдинга подлежащему Начальнику Пограничной Охраны СССР.

Статья 6.

Конфискация стоимости оленей.

В случае невыемки и неугона оленей до истечения 30 суток со дня получения извещения, упомянутого в статье 1 настоящей Конвенции, конфискуется 10 % средней стоимости задержанной партии оленей (пыжики моложе одного года в расчет не принимаются) при чем распоряжением надлежащей власти олени возвращаются в соответствующее государство, где и сдаются надлежащей власти для последующей передачи владельцам оленей, или уполномоченным владельцев, — под расписку в приеме.

Если партия оленей составляет менее 10 голов, тогда конфискация не должна иметь места.

Средняя стоимость оленей устанавливается одинаковая для обоих государств на каждый календарный год, по взаимному соглашению соответствующего Начальника Пограничной Охраны СССР с соответствующим Ландсгевдингом Финляндии. Эта стоимость устанавливается в швейцарских золотых франках до истечения предыдущего года на основании справочных цен, существовавших в отношении оленей в каждом из государств, в первой половине декабря означенного года.

Статья 7.

Пастбищный сбор.

За каждого оленя не считая пыжиков моложе одного года, прибывшего из другого государства, уплачивается пастбищный сбор в размере 0,05 швейцарского золотого франка, в сутки.

Этот сбор не уплачивается за оленей, конфискуемых на основании статьи 6 настоящей Конвенции.

Если задержка с угоном оленей произошла не по вине их владельцев, то пастбищный сбор соответственно уменьшается.

Владелец оленей, перегнавший их на территорию другого государства для пастбы, подлежит ответственности за это по законам своего государства. Пастбищный сбор может быть в таком случае увеличен распоряжением надлежащей власти того государства, на территории которого паслись олени, но не свыше двойного размера этого сбора; увеличение пастбищного сбора не будет находиться в зависимости от упомянутого выше привлечения к ответственности; при наложении этого увеличенного сбора, владельцу оленей должна быть предоставлена возможность давать свои объяснения по делу.

Статья 8.

Расходы.

Расходы, связанные с нахождением оленей на территории другой договаривающейся стороны, а именно расходы по доставлению извещения, указанного в статье 1 настоящей Конвенции, а также расходы по сгону, охране, рассортировке и угому оленей, указанных в статье 4 настоящей Конвенции, подлежат возмещению. Эти расходы вычисляются согласно существующей в данный момент справочной местной поденной платы, а также — фактических издержек.

Статья 9.

Возмещение убытков.

Убытки, причиненные оленями или их погонщиками во время пребывания их на территории другой договаривающейся стороны, должны быть возмещены.

Статья 10.

Исчисление размера расходов и убытков.

Возмещение расходов и убытков, указанных в статьях 8 и 9 настоящей Конвенции, не будет иметь места в случае недоставления извещения о пребывании оленей в другом государстве, указанного в статье 1 настоящей Конвенции. Общая сумма возмещения расходов и убытков не должна превышать 5 % средней стоимости подлежащих оленей, определенной согласно статьи 6 настоящей Конвенции.

Убытки, причиненные оленями вследствие поедания или потравы ягеля, травы, листьев и побегов деревьев на обычных оленьих пастбищах, считаются возмещенными уплатой пастбищного сбора и не принимаются в расчет при определении размера вознаграждения.

Статья 11.

Порядок оценки заявленных убытков.

Желающему получить возмещение, указанное в статье 9 настоящей Конвенции, надлежит сделать о том заявление надлежащей власти своей страны в возможно

кратчайший срок и во всяком случае не позднее 20-ти дней со дня причинения убытков. Пропуск этого срока влечет лишение права на возмещение убытков.

Надлежащая власть должна произвести, совместно с двумя сведующими оценщиками, оценку заявленных убытков.

Надлежащая власть другого государства может лично или через своего поверенного присутствовать при производстве оценки и выступать от имени соответствующих оленевладельцев, а также имеет право заключать мировые сделки. В случае явки оленевладельца или погонщика, он может лично отстаивать свои интересы. Власть производящая оценку убытков уведомляет надлежащую власть другой договаривающейся стороны заблаговременно и по возможности телеграммой, о времени и месте производства оценки. Если предоставляется вероятным, что заявленные убытки полностью или частично причинены оленями собственной страны, то приглашаются также владелец таких оленей или погонщик последних.

Статья 12.

Правила, соблюдаемые при оценке заявленных убытков и сведения, представляемые при этой оценке.

Если при оценке убытков будет, в результате осмотра на месте, обнаружено, что убытки нанесены также и оленями собственной страны, то об этом делается пометка в протоколе и производится отдельная оценка убытков, нанесенных оленями другого государства.

При этом должны быть выяснены обстоятельства, имеющие значение для вопроса о возмещении убытков, а именно : время и способ причинения убытков, об'ем таковых, расположение и свойство места нанесения убытков, а также вероятное количество оленей, нанесших убыток.

При оценке убытков принимаются во внимание свойство и плодородность почвы, а также, в какой мере в нанесении убытков участвовали иные домашние животные.

При производстве оценки выясняется, по мере возможности, чьими оленями причинены убытки.

Статья 13.

Ведение Протокола.

При ведении дел об оленях, перешедших в пределы другой договаривающейся стороны, надлежащая власть составляет протокол в котором отмечается :

1) возможно точное место и время обнаружения оленей, прибывших из другого государства, их количество и метки (статьи 3, 4 и 5 настоящей Конвенции) ;

2) взяты ли олени под охрану и, в утвердительном случае, когда и каким образом организована охрана (статья 3) ;

3) угнаны ли олени из пределов государства и, в утвердительном случае, кому и когда состоялась их сдача в другом государстве (статьи 3, 5 и 6) ;

4) были ли взяты олени и, в утвердительном случае, когда и кем именно (статья 3) ;

5) произведена ли рассортировка оленей и, в утвердительном случае, когда таковая закончена (статья 4) ;

- 6) решено ли произвести конфискацию стоимости оленей, а также результат конфискации (статья 6) ;
- 7) доставлено ли и, в утвердительном случае, когда, каким порядком и кому именно, — извещение (статья 1) ;
- 8) за сколько оленей и за какой срок подлежит взысканию пастбищный сбор, а также на каком основании определена сумма этого сбора (статья 7) ;
- 9) общая сумма расходов (статьи 8 и 10) ;
- 10) не причинены ли убытки оленями и их погонщиками и, в утвердительном случае, кому и какого рода нанесены убытки, а также в какой сумме они выравались (статьи 9—12) ;
- 11) присутствовал ли оленевладелец или надлежащая власть другой договаривающейся стороны, лично или через поверенного, при оценке и, в утвердительном случае, какие были сделаны ими устные или письменные заявления (статья 11) ;
- 12) состоялась ли мировая сделка (статья 11) ;
- 13) состоялась ли уплата и, в утвердительном случае, каких именно сборов (статья 7), расходов (статья 8), конфискованных сумм (статья 6) и возмещения убытков (статья 9) при производстве оценки (статьи 16 и 18) ;
- 14) прочие, имеющие значение для дела обстоятельства ;
- 15) заключение по делу, даваемое лицом производящим оценку.

Протокол подписывается лицом, ведущим дело, а в случаях указанных в статье 12 настоящей Конвенции, также и двумя оценщиками.

Статья 14.

Надлежащие власти должны в возможно короткий срок препровождать составленные Протоколы, с приложением оправдательных документов, в Финляндии подлежащему Ландсгевдингу, а в СССР подлежащему Начальнику Пограничной Охраны.

Подлежащий Начальник Пограничной Охраны СССР и подлежащий Ландсгевдинг Финляндии будут безотлагательно сообщать друг другу копии полученных ими протоколов. Копия протокола, устанавливающего обстоятельства предшествовавшие возвращению оленей обратно на территорию соответствующего государства, будет передаваться другой договаривающейся стороне одновременно с передачей ей оленей.

Статья 15.

Оленевладельцу, которому вменена обязанность уплаты пастбищного сбора (статья 7 настоящей Конвенции), возмещения расходов (статья 8), конфискованной стоимости оленей (статья 6) или возмещения убытков (статья 9), а равно власти или поверенному, выступавшему от имени оленевладельца (статья 11), предоставляется до истечения 60 дней со дня получения им извещения, обжаловать вынесенное решение. Жалоба подается в СССР подлежащему Начальнику Пограничной Охраны, а в Финляндии подлежащему Ландсгевдингу. Оленевладелец или его поверенный подают жалобы надлежащей власти своей страны, каковая власть безотлагательно препровождает жалобу в СССР подлежащему Начальнику Пограничной Охраны, а в Финляндии подлежащему Ландсгевдингу. Последние взаимно сообщают друг другу поступившие жалобы, с приложением своих к ним замечаний, если таковые имеются. Эти лица могут сами приносить жалобы, если они сочтут это необходимым.

Истец недовольный решением вправе также до истечения 60 дней со дня оценки, принести жалобу в СССР подлежащему Начальнику Пограничной Охраны, а в Финляндии подлежащему Ландсгевдингу.

Жалобы оленевладельцев, их уполномоченных, подлежащего Начальника Пограничной Охраны СССР и финляндских истцов рассматриваются и разрешаются соответствующим Ландсгевдингом Финляндии, а жалобы финляндских оленевладельцев, их уполномоченных, подлежащего Ландсгевдинга и истцов СССР рассматриваются и разрешаются соответствующим Начальником Пограничной Охраны СССР. Если будет признано необходимым получить дополнительные справки по делу, то они должны быть до вынесения решения предоставлены тем кто подал жалобу.

Статья 16.

Лица уполномоченные на вынесение решений.

Подлежащий Начальник Пограничной Охраны СССР и подлежащий Ландсгевдинг Финляндии утверждают на основании протокола, оправдательных документов и прочих наличных данных размер определенных подлежащей властью соответствующего государства взносов пастбищного сбора (статья 7 настоящей Конвенции), расходов (статья 8), конфискации средней стоимости оленей (статья 6) и покрытия убытков (статья 9).

Если вышеуказанные суммы будут уплачены оленевладельцем или его уполномоченным истцу или подлежащей власти, до вынесения вышеуказанного решения, то рассмотрение дела прекращается.

Статья 17.

Порядок вынесения решений.

До вынесения решения, упомянутого в статье 16 настоящей Конвенции, подлежащему Начальнику Пограничной Охраны СССР и подлежащему Ландсгевдингу Финляндии надлежит, по возможности выяснить, кому принадлежат олени.

Однако решения должны заключать в себе лишь вменение в обязанность «подлежащему оленевладельцу» уплатить установленную денежную сумму, без упоминания фамилии такого лица.

Статья 18.

Суммы, подлежащие уплате согласно статьям 6, 7, 8 и 9 настоящей Конвенции, если они не были внесены при оценке подлежащей власти или истцу, должны быть выплачены авансом подлежащим Начальником Пограничной Охраны СССР из казенных средств СССР, подлежащему Ландсгевдингу Финляндии, и этим последним из финских казенных средств подлежащему Начальнику Пограничной Охраны СССР в зависимости от того, какой из договаривающихся сторон причитается платеж. В этих целях упомянутые должностные лица сообщают друг другу свои решения по указанным платежам, а также соответствующие справки и оправдательные документы.

Выплаченные таким образом суммы подлежат взысканию распоряжением Начальника Пограничной Охраны СССР или Ландсгевдингом Финляндии, с подлежащих оленевладельцев, поскольку это окажется возможным.

Уплаченные авансом из казенных средств денежные суммы не могут быть затребованы обратно, хотя бы взыскание их с оленевладельцев оказалось невозможным.

Статья 19.

Подлежащий Начальник Пограничной Охраны СССР и подлежащий Ландсгевдинг Финляндии обязаны, в течение годичного срока со дня вступления в силу настоящей Конвенции, сообщить друг другу перечни оленьих знаков, зарегистрированных в пограничных районах каждого из государств.

Если при этом обнаружится, что в обоих государствах употребляются одинаковые оленьи знаки, вышеупомянутые лица, по взаимному соглашению, примут меры к изменению таких знаков.

Лица, упомянутые в абзаце первом настоящей статьи, должны входить в соглашение между собой в случае введения новых оленьих знаков.

Под пограничными районами в смысле настоящей Конвенции понимаются зоны по обе стороны государственной границы, из которых олени перекочевывают к этой границе. Каждая из договаривающихся сторон сама определяет ширину этих зон.

Статья 20.

Из'ятия из постановлений настоящей Конвенции.

Постановления настоящей Конвенции не распространяются на упряжных и тяговых оленей, употребляемых при поездках в пределы другого государства, равно как и на убойных оленей, перегоняемых через государственную границу на территорию другого государства с соблюдением установленных для того правил.

Статья 21.

Оленьи изгороди.

Если в целях предупреждения перехода оленей через государственную границу будет признано необходимым соорудить и содержать изгороди, то соответствующие о том соглашения будут заключаться подлежащими властями договаривающихся сторон, указанными в статье 1 настоящей Конвенции. Каждая из договаривающихся сторон примет на себя в таком случае половину вытекающих из этого расходов.

Частным лицам воспрещается сооружать подобные изгороди, а равно ловушки для оленей переходящих границу из другого государства.

Статья 22.

Пограничные районы, занимающие особое положение.

В отношении пограничных районов, расположенных к северу от параллели пограничного знака Корватунтури № 90, принимая во внимание исключительные природные условия этих районов, не применяются :

1) Постановление статьи 3 настоящей Конвенции о том, что, владелец оленей обязан, по получении уведомления о нахождении его оленей на территории другого государства, лично или через уполномоченного безотлагательно озаботиться выемкой и угоном своих оленей на территорию своей страны, взамен чего устанавливается, что такую выемку и угон можно производить тогда, когда это является возможным по природным условиям.

2) Постановление статьи 6 настоящей Конвенции о сроке выемки и угона оленей, до истечения коего не может быть произведена конфискация

части стоимости оленей, взамен чего устанавливается, что для этих районов срок выемки оленей будет в 90 суток, а срок их угона в 120 суток.

3) Постановление статьи 7 настоящей Конвенции о пастбищном сборе, каковой сбор в этих районах взиматься не будет.

4) На Рыбачьем Полуострове, оленевладельцы, их уполномоченные и погонщики оленей могут переходить государственную границу для розыска оленей, в упрощенном порядке, устанавливаемом Местной Смешанной Контрольной Комиссией.

Статья 23.

Тексты Конвенции.

Настоящая Конвенция составлена в двух экземплярах на русском, финском и шведском языках каждый, причем при толковании ее все три текста считаются аутентичными.

Статья 24.

Ратификация.

Настоящая Конвенция подлежит ратификации. Обмен ратификациями будет произведен в городе Москве, в кратчайший по возможности срок.

Статья 25.

Вступление Конвенции в силу и срок ее действия.

Настоящая Конвенция вступает в силу через 30 дней, считая со дня обмена ратификациями, и остается в силе до истечения двух лет со времени заявления одного из договаривающихся государств о своем от нее отказе.

В удостоверение всего изложенного Уполномоченные каждого из договаривающихся Государств подписали настоящую Конвенцию и скрепили ее своими печатями.

Составлено в городе Гельсинки 4 июля 1933 года.

(L. S.) А. НАКЗЕЛЛ.

(M. P.) Б. ШТЕЙН.

ЗАКЛЮЧИТЕЛЬНЫЙ ПРОТОКОЛ.

Приступая сего числа к подписанию Конвенции об оленях, между Союзом Советских Социалистических Республик и Финляндской Республикой, Уполномоченные обоих Договаривающихся Сторон согласились о нижеследующих постановлениях, относящихся к нижеуказанным статьям Конвенции :

К статье 1.

Письменные сообщения, доставляемые специальными нарочными сдаются на государственной границе в пунктах, обычно служащих для обмена письменными сообщениями в сношениях между пограничными властями С.С.С.Р. и Финляндии.

К статье 3.

Во время нахождения на территории другой договаривающейся стороны упряжных или тяговых оленей, перешедших границу, надлежащая власть принимает меры к тому, чтобы эти олени не были использованы для целей транспорта.

К статьям 4 и 5.

До введения в С.С.С.Р. обязательной разметки оленей, постановления статей 4 и 5 распространяются также и на немеченных оленей, прибывших с территории С.С.С.Р. в Финляндию и наоборот.

К статье 6.

По соглашению между заинтересованными сторонами конфискация стоимости оленей может быть, в каждом отдельном случае, заменена конфискацией 10 % оленей в натуре.

К статье 21.

а) Сооружение оленьих изгородей не предопределяет линию прохождения государственной границы, как известно не установленную к моменту заключения настоящей Конвенции.

б) Договаривающиеся стороны уже сейчас признают необходимость сооружения упомянутой изгороди с тем, чтобы соответствующие работы были начаты с юга на территории Ухтинского района Тихозерского Сельского Совета (местечко Сарвикиви) на стороне С.С.С.Р., что соответствует месту соприкосновения, на государственной границе, границ, находящихся на стороне Финляндии, приходов Суомуссалми и Куусамо, и закончены у озера Талвантр (Талвантоярви) на территории Кестенгского района Ругозерского Сельского Совета на стороне С.С.С.Р., что соответствует тому месту, где река Тумча в первый раз пересекает государственную границу. В соответствии с этим нужные указания будут даны упомянутым в статье 1 настоящей Конвенции лицам, которым будет предложено окончить эти работы в возможной скорости.

в) Если на участке государственной границы, указанном в предыдущем пункте, уже имеются олени изгороди, то расходы, потраченные на их сооружение, будут распределены на основании статьи 21 настоящей Конвенции, поскольку надлежащие власти обеих сторон совместно признают эти изгороди удовлетворяющими своему назначению.

В городе Гельсинки, 4 июля 1933 года.

Настоящий Заключительный Протокол составлен в двух экземплярах на русском, финском и шведском языках каждый, причем, при толковании его, все три текста считаются аутентичными.

(L. S.) A. HASKZELL.

(M. P.) B. Штейн.

Pour copie conforme :

Erkki Reijonen,
Chef des Archives
du Ministère des Affaires étrangères.

¹ TRADUCTION.

N^o 3436. — CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE
ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES,
CONCERNANT LES RENNES. SIGNÉE A HELSINKI, LE
4 JUILLET 1933.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE et LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES, désireux d'établir une réglementation analogue pour les deux pays en ce qui concerne la restitution des rennes qui, franchissant la frontière, auront pénétré sur le territoire de l'autre pays, ont décidé de conclure la présente convention et ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

M. Antti HACKZELL, ministre des Affaires étrangères ;

LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES :

M. Boris Yefimovitch STEIN, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

NOTIFICATION DE LA PRÉSENCE DE RENNES APPARTENANT A L'UNE DES PARTIES CONTRACTANTES
SUR LE TERRITOIRE DE L'AUTRE.

AUTORITÉS CHARGÉES DES MESURES RELATIVES A LA RESTITUTION RÉCIPROQUE DES RENNES.

Si des rennes venant du territoire de l'une des Parties contractantes passent sur le territoire de l'autre, l'autorité compétente du pays où auront ainsi pénétré des rennes appartenant à des ressortissants ou organisations de l'autre pays, lorsqu'elle aura connaissance du fait, en avisera l'autorité compétente de l'autre pays, soit par télégramme, par téléphone ou par la voie postale, soit, à défaut de ces moyens de communication, par messenger.

Ladite autorité indiquera dans cet avis le lieu où se trouvent les rennes qui ont franchi la frontière, ainsi que leur nombre approximatif et les marques qu'ils portent.

Dans le présent article, de même que dans les autres stipulations de la convention, le terme « autorité compétente » s'entend, d'une part, du chef de la police rurale (*länsman*) compétent ou d'autres personnes spécialement désignées par le préfet (*landshövding*) en Finlande et, d'autre part, des personnes spécialement désignées par les chefs des gardes-frontière de l'Union des Républiques soviétiques socialistes.

Article 2.

CIRCONSCRIPTION DES AUTORITÉS COMPÉTENTES.

La circonscription des autorités compétentes mentionnées à l'article premier sera fixée, en Finlande, par le préfet, et, dans l'Union des Républiques soviétiques socialistes, par le chef de

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3436. — CONVENTION BETWEEN THE REPUBLIC OF FINLAND AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS CONCERNING REINDEER. SIGNED AT HELSINKI, JULY 4TH, 1933.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND and THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS, being desirous of establishing uniform regulations for the two countries in respect of the return of reindeer which have crossed the frontier and entered the territory of the other country, have decided to conclude the present Convention and have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

M. Antti HACKZELL, Minister for Foreign Affairs ;

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

M. Boris Efimovich STEIN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

NOTIFICATION OF THE PRESENCE OF REINDEER BELONGING TO ONE OF THE CONTRACTING PARTIES IN THE TERRITORY OF THE OTHER CONTRACTING PARTY.
AUTHORITIES DEALING WITH MEASURES FOR THE RECIPROCAL RETURN OF THE REINDEER.

If reindeer from the territory of one of the Contracting Parties enter the territory of the other Party, the competent authority in the country into which reindeer belonging to nationals or organisations of the other country have entered shall, as soon as it is informed of this fact, notify the competent authority in the other country by telegram, telephone, post or — if such means of communication are not available — by messenger.

The authority in question shall in this case state the place where the reindeer which have come over the frontier are to be found, together with their approximate number and their marks.

In the present Article, as in the other provisions of the Convention, the term " competent authority " is intended to mean, on the one side, the competent head of the rural police (*länsman*) or other persons specially appointed by the District Governor (*landshövding*) in Finland and, on the other side, persons specially appointed by the heads of the frontier guards of the Union of Soviet Socialist Republics.

Article 2.

AREAS FOR WHICH THE COMPETENT AUTHORITIES ARE RESPONSIBLE.

The areas for which the competent authorities mentioned in Article 1 are responsible are determined in Finland by the District Governor (*landshövding*) and in the Union of Soviet

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

gardes-frontière. Ces fonctionnaires se notifieront réciproquement les circonscriptions ainsi fixées, ainsi que les noms, les prénoms et adresses des personnes désignées.

Article 3.

MESURES A PRENDRE POUR RAMENER ET REFOULER LES RENNES.

Les propriétaires de rennes qui auront été avisés de la présence de leurs animaux sur le territoire de l'autre Partie contractante, devront sans retard aller les chercher ou les faire chercher et les refouler dans leur pays, en observant les stipulations de l'article 4 de la présente convention relatives au triage des rennes.

L'autorité compétente pourra prendre les rennes sous sa garde ou les faire refouler au delà de la frontière. Si les rennes sont refoulés à la suite des décisions prises par les autorités compétentes, ils devront être remis à leur propriétaire, à son mandataire ou à l'autorité compétente de l'autre pays contre reçu.

Observation : Les autorités de la frontière des deux Parties contractantes fixeront d'un commun accord, dans chaque cas, les endroits où devra s'effectuer la remise des rennes.

Article 4.

TRIAGE DES RENNES AVANT QU'ON LES RAMÈNE OU QU'ON LES REFOULE.

Les rennes qui devront être ramenés ou refoulés seront ceux, munis de marques, qui appartiendront à des propriétaires du pays d'où seront venus les animaux, ainsi que les faons non marqués qui accompagneront des femelles munies de ces marques. Les rennes femelles qui auront mis bas sur le territoire de l'autre Partie contractante seront restituées avec leurs faons.

Avant le refoulement des rennes étrangers, on en séparera ceux du pays où ont pénétré ces rennes, en présence de l'autorité compétente ou de propriétaires de rennes locaux. Toutefois, les rennes étrangers pourront être refoulés immédiatement si l'autorité compétente ou les susdits propriétaires de rennes déclarent que parmi ces animaux, il ne s'en trouve aucun qui doive rester dans le pays.

Si les rennes venus de l'autre pays se trouvent mêlés à des rennes de l'endroit, se trouvant sous la surveillance de propriétaires de rennes locaux ou de leurs gardiens, ceux-ci grouperont les rennes et les mettront à la disposition de l'autorité compétente pour lui permettre de séparer les rennes qui devront être ramenés sur le territoire de l'autre pays.

Article 5.

REMISE DES RENNES EN CAS DE TRIAGE.

Les rennes venus du territoire de l'autre Partie contractante et que les autorités mentionnées aux articles 3 et 6 de la présente convention n'auront pas fait refouler du pays, ou qui n'auront pas fait l'objet de la notification mentionnée à l'article premier, seront remis, soit à l'autorité compétente de l'autre pays, soit à leurs propriétaires ou aux mandataires de ceux-ci à la suite d'un triage et d'un dénombrement. Les rennes seront identifiés à l'aide des listes des marques ou d'autres moyens d'identification sûrs. Le moment et le lieu des opérations de triage et de dénombrement devront être communiqués par écrit à l'autorité compétente de l'autre Partie contractante, au moins deux semaines d'avance.

Socialist Republics by the head of the frontier guards. These officials shall inform each other of the areas thus determined, together with the christian names, surnames and addresses of the competent authorities.

Article 3.

ARRANGEMENTS RELATIVE TO THE FETCHING OR DRIVING BACK OF REINDEER.

The owner, after receiving notice that his reindeer are to be found in the territory of the other Contracting Party, must immediately take steps either personally or through some person authorised by him to fetch and drive back the reindeer to their own country, while observing the provisions of Article 4 of the present Convention regarding the separating of reindeer.

The competent authority may take charge of the reindeer or have them driven back over the frontier. If the reindeer are driven back by the authorities, they shall be handed over to the owner, his authorised representative or the competent authority of the other country against a receipt.

Note : The frontier authorities of the two Contracting Parties shall decide after consultation in each individual case at what points the reindeer are to be handed over.

Article 4.

SEPARATION OF FOREIGN REINDEER FROM THOSE BELONGING TO THE COUNTRY BEFORE THEY ARE
FETCHED OR DRIVEN BACK.

The reindeer which are to be fetched or driven back are reindeer bearing marks and belonging to owners in the country from which the reindeer have come, together with unmarked fawns following hinds bearing these marks. Reindeer which have fawned in the territory of the other Contracting Party shall be returned together with the fawns.

Before the foreign reindeer are driven back, they shall be separated from the reindeer belonging to the country into which they have strayed in the presence of the competent authority or local reindeer owners. Nevertheless, the foreign reindeer may be immediately driven back if the competent authority or the above-mentioned owners declare that none of the reindeer should be retained in the country.

If the reindeer coming from the other country are intermingled with local reindeer under the charge of the reindeer owners of the district or their herdsmen, the latter shall assemble the reindeer and give the competent authority an opportunity of separating the reindeer which are to be returned to the territory of the other country from those which are to remain.

Article 5.

HANDING OVER OF THE REINDEER WHICH HAVE BEEN SEPARATED
FROM THOSE BELONGING TO THE OTHER PARTY.

Reindeer which have come from the territory of the other Contracting Party and which the authorities mentioned in Articles 3 and 6 of this Convention have not caused to be driven out of the country or regarding which the notification mentioned in Article 1 of the present Convention has not been made shall be either handed over to the competent authority in the other country or to their owners or to persons authorised by them at the time when the foreign reindeer are separated from the local reindeer and counted. The reindeer will be identified by means of the lists of reindeer marks or other reliable means of identification. The time and place for separating the foreign from the local reindeer and counting them must be communicated in writing to the competent authorities of the other Contracting Party at least two weeks earlier.

Si l'autorité compétente de l'autre Partie contractante, les propriétaires de rennes ou leurs mandataires ne se sont pas présentés à l'époque fixée pour les opérations de triage ou de dénombrement, les rennes venus du territoire de l'autre Partie contractante seront vendus et le produit de la vente, sous déduction des frais de rassemblement et de surveillance, et accompagné du procès-verbal avec pièces justificatives, sera envoyé, selon le cas, de Finlande au chef de gardes-frontière compétent de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, par l'intermédiaire du préfet compétent, ou de l'Union des Républiques soviétiques socialistes au préfet compétent en Finlande, par l'intermédiaire du chef de gardes-frontière compétent.

Article 6.

CONFISCATION PROPORTIONNELLE A LA VALEUR DES RENNES.

Si le nécessaire n'a pas été fait pour ramener et refouler les rennes dans un délai de trente jours après la réception de la notification mentionnée à l'article premier de la présente convention, il sera procédé à une confiscation représentant 10 % de la valeur moyenne des rennes retenus (non compris les faons de moins d'un an), et les animaux seront ramenés par décision de l'autorité compétente dans leur pays, où ils seront livrés contre reçu à l'autorité compétente, pour être restitués à leurs propriétaires ou aux mandataires de ceux-ci.

Si le nombre des rennes est inférieur à dix, aucune confiscation n'aura lieu.

La valeur moyenne des rennes sera fixée dans les deux pays à la même somme en francs-suisse, pour chaque année civile, d'un commun accord entre le préfet compétent, en Finlande, et le chef de gardes-frontière compétent, dans l'Union des Républiques soviétiques socialistes, lesquels en établiront le montant avant l'expiration de l'année précédente, sur la base du prix des rennes pratiqué dans chaque pays pendant la première moitié du mois de décembre de ladite année.

Article 7.

TAXE DE PÂTURAGE.

Il sera payé pour le séjour des rennes dans l'autre pays une taxe de pâturage de 0,05 franc-suisse par vingt-quatre heures pour chaque renne, non compris les faons de moins d'un an.

Cette taxe ne sera pas due pour les rennes confisqués en vertu de l'article 6 de la présente convention.

Pour tout retard dans le départ des rennes qui ne sera pas imputable à leur propriétaire, le montant de la taxe sera diminué proportionnellement.

Si le propriétaire des rennes a conduit délibérément ses animaux paître sur le territoire de l'autre pays, il en sera responsable, conformément aux lois de son pays. L'autorité compétente du pays sur le territoire duquel on aura ainsi fait paître des rennes pourra, en ce cas, majorer la taxe de pâturage jusqu'à concurrence du double de la somme ; cette majoration ne sera pas subordonnée à la susdite attribution de responsabilité ; en cas de majoration de la taxe, le propriétaire des rennes devra être mis en mesure de fournir des explications.

Article 8.

FRAIS.

Les frais résultant du séjour de rennes dans l'autre pays, à savoir ceux qu'entraîneront la notification prévue à l'article premier de la présente convention, ainsi que le rassemblement, la surveillance, le triage et le refoulement des rennes prévus à l'article 4, devront être remboursés. Ces frais seront calculés sur la base des salaires journaliers pratiqués sur place et des dépenses effectives.

If the competent authority of the other Contracting Party, the owners of the reindeer or their authorised representatives fail to attend at the time appointed for separating the foreign from the local reindeer and counting them, the reindeer which have come from the territory of the other Contracting Party shall be sold and the proceeds, after deducting the costs of collecting and herding the animals, shall be despatched together with an official record and vouchers, from Finland through the intermediary of the competent District Governor (*landshövding*) to the competent head of the frontier guards in the Union of Soviet Socialist Republics and from the Union of Soviet Socialist Republics through the competent head of the frontier guards to the competent District Governor (*landshövding*) in Finland.

Article 6.

CONFISCATION OF THE VALUE OF THE REINDEER.

If the reindeer are not fetched within thirty days after the receipt of the notification referred to in Article 1 of the present Convention, 10 per cent of the average value of the reindeer retained (fawns under one year not being included) shall be confiscated and the reindeer shall be returned by the competent authority to their own country, where they shall be handed over against a receipt to the competent authority in that country for return to the owners or their authorised representatives.

If the number of reindeer is less than ten, none shall be confiscated.

The average value of reindeer is fixed at the same amount in each country. It is fixed in Swiss gold francs for each calendar year in consultation with the competent District Governor (*landshövding*) in Finland and the competent head of the frontier guards in the Union of Soviet Socialist Republics before the close of the previous year on the basis of the prices which have been current for reindeer during the first half of December of the said year in each country.

Article 7.

GRAZING FEES.

If reindeer stay in the territory of the other country a grazing fee of 0.05 Swiss gold francs per day shall be paid for each reindeer, not including fawns under one year.

The grazing fee shall not be paid on reindeer confiscated in accordance with Article 6 of the present Convention.

If the delay in returning the reindeer is not due to the fault of the owner, the fee shall be correspondingly reduced.

If the reindeer owner has deliberately allowed his reindeer to graze in the territory of the other country, he shall be responsible under the laws of his own country. The competent authority in the country in whose territory reindeer have thus been driven to pasture may in such case increase the grazing fee to a maximum of twice the sum; the increase in the grazing fee shall not depend on the above-mentioned responsibility; in cases where the grazing fee is increased, the owner of the reindeer shall be given an opportunity of stating his case.

Article 8.

COSTS.

Costs involved by the stay of the reindeer in the other country, namely, the expenses of the notification in accordance with Article 1 of the present Convention, together with expenses for collecting, herding, separating the reindeer from the local herds and driving them back, mentioned in Article 4, shall be refunded. These expenses shall be calculated in accordance with the local daily wages in force at the time and the actual costs.

Article 9.

DOMMAGES-INTÉRÊTS.

Les dommages causés par des rennes ou par leurs gardiens au cours de leur séjour sur le territoire de l'autre Partie contractante donneront lieu au paiement de dommages-intérêts.

Article 10.

CALCUL DES FRAIS ET DU CHIFFRE DES DOMMAGES-INTÉRÊTS.

Il ne sera pas remboursé de frais ni payé de dommages-intérêts (articles 8 et 9) si la présence de rennes dans l'autre pays n'a pas été signalée, conformément à l'article premier ; le montant global des frais et dommages-intérêts à payer ne pourra dépasser 5 % de la valeur moyenne des rennes dont il s'agira, établie suivant l'article 6.

Les dommages que les rennes auront causés en broutant ou en piétinant du lichen, de l'herbe, des feuilles et de jeunes plants d'arbres dans les pâturages où paissent habituellement des rennes seront considérés comme ayant été réparés par le paiement de la taxe de pâturage et n'entreront pas en ligne de compte dans le calcul des dommages-intérêts.

Article 11.

MODE D'ESTIMATION DES DOMMAGES SIGNALÉS.

Toute personne désirant obtenir le paiement des dommages-intérêts prévus à l'article 9 de la présente convention devra en aviser l'autorité compétente de son pays aussitôt que possible, et au plus tard vingt jours après que le dommage aura été causé, sinon elle risquera de perdre ses droits aux dommages-intérêts.

L'autorité compétente procédera, avec deux experts, à l'estimation des dommages signalés.

L'autorité compétente de l'autre pays pourra, soit elle-même, soit par mandataire, assister à l'estimation, défendre les intérêts du propriétaire de rennes intéressé et aussi conclure un arrangement à l'amiable. Si le propriétaire ou le gardien des rennes est présent, il pourra lui-même défendre sa cause. L'autorité qui procédera à l'estimation devra, en temps opportun, et si possible par télégramme, aviser l'autorité compétente de l'autre pays des date et heure et du lieu où se fera cette estimation. S'il est à présumer que le dommage signalé a été causé en totalité ou en partie par des rennes du pays même, on convoquera également les propriétaires ou gardiens de rennes intéressés du pays.

*Article 12.*RÈGLES A OBSERVER ET RENSEIGNEMENTS A FOURNIR EN CAS D'EXPERTISES
DE DOMMAGES SIGNALÉS.

S'il est constaté *de visu*, sur place, que des rennes du pays même ont également contribué aux dommages constatés, il en sera fait mention dans le procès-verbal, et le dommage causé par des rennes de l'autre pays fera l'objet d'une estimation distincte.

Lors de l'estimation, des renseignements seront recueillis au sujet des circonstances susceptibles d'avoir un effet sur la question des dommages-intérêts, telles que l'époque du dommage et la manière dont il s'est produit, son étendue, la situation et la nature du lieu, ainsi que le nombre probable des rennes qui l'ont causé.

Article 9.

COMPENSATION.

Damage caused by reindeer or their herdsman during the stay in the territory of the other Contracting Party shall be made good.

Article 10.

CALCULATION OF THE COSTS AND THE AMOUNT OF COMPENSATION.

No compensation for costs or damage (Articles 8 and 9) shall be paid if no notification of the presence of the reindeer in the other country has been made in accordance with Article 1, and the compensation for costs and damage together may not exceed 5 per cent of the average value of the reindeer involved in each case as fixed in accordance with Article 6.

The damage caused by the reindeer by eating or trampling on the lichen, grass, leaves and young trees situated in pasture where reindeer usually graze is regarded as being made good by the payment of the grazing fee and is not taken into consideration in fixing the compensation.

Article 11.

METHOD OF ESTIMATING REPORTED DAMAGE.

Any person desiring to obtain the payment of compensation mentioned in Article 9 of the present Convention shall apply to the competent authority in his own country as early as possible and not later than twenty days after the damage was done ; otherwise he forfeits the right to compensation.

The competent authority together with two expert valuers shall estimate the damage reported.

The competent authority of the other country shall be entitled either personally or through a representative to be present when the valuation takes place and to defend the interests of the owner and also to conclude a friendly settlement. If the reindeer owner or herdsman is present, he may defend his own case. The valuing authority shall inform the competent authority in the other country in good time, if possible by telegram, of the hour and place when the valuation is to take place. If it appears probable that the damage reported has been entirely or partly caused by reindeer of the country, the owners or herdsman concerned shall also be convened.

Article 12.

RULES TO BE OBSERVED AND INFORMATION TO BE SUPPLIED WHEN ESTIMATING THE REPORTED DAMAGE.

If the inspection on the spot shows that the reindeer of the country have also contributed to the damage, this fact shall be mentioned in the official record and the damage done by the reindeer of the other country shall be valued separately.

At the same time, information shall be obtained regarding the circumstances which may affect the question of compensation, such as the time and manner in which the damage was caused, the extent of the damage, the situation and nature of the place, and the probable number of reindeer which have caused the damage.

Il sera tenu compte, dans l'estimation du dommage, de la nature et de la fertilité du terrain et aussi du fait que d'autres animaux domestiques ont pu contribuer au dommage.

Lors de l'estimation, on établira autant que possible à qui appartiennent les rennes qui ont causé le dommage.

Article 13.

RÉDACTION DU PROCÈS-VERBAL.

Les opérations qu'entraînera la présence de rennes étrangers sur le territoire de l'autre Partie contractante donneront lieu à l'établissement d'un procès-verbal rédigé par l'autorité compétente et qui devra indiquer :

1^o Aussi exactement que possible, le lieu, la date et l'heure où auront été vus les rennes de l'autre pays, ainsi que leur nombre et leurs marques (articles 3, 4 et 5 de la présente convention) ;

2^o Si les rennes ont fait l'objet d'une surveillance et, dans ce cas, à quel moment et de quelle manière cette surveillance a été organisée (article 3) ;

3^o Si les rennes ont été expulsés du territoire, à qui ils ont été livrés dans l'autre pays, et à quelles date et heure (articles 3, 5 et 6) ;

4^o Si l'on est venu chercher les rennes, à quelles date et heure, et qui est venu les chercher (article 3) ;

5^o S'il a été procédé à un triage des rennes et quand cette opération s'est terminée (article 4) ;

6^o S'il a été décidé de procéder à une confiscation proportionnelle à la valeur des rennes et quel en a été le résultat (article 6) ;

7^o Si la présence des rennes a été notifiée et à quel moment, de quelle manière et à qui a été faite cette notification (article premier) ;

8^o Le nombre de rennes et la période pour lesquels est due la taxe de pâturage et les circonstances dont on a tenu compte pour fixer le montant total de cette taxe (article 7) ;

9^o Le montant total des frais (articles 8 et 10) ;

10^o Si les rennes et leurs gardiens ont causé des dommages et, dans l'affirmative, à qui ces dommages ont été causés et quels en sont la nature et le montant (articles 9 et 12) ;

11^o Si le propriétaire des rennes ou l'autorité compétente de l'autre pays, eux-mêmes ou par mandataires, ont assisté à l'estimation et quelles explications orales ou écrites ils ont données à cette occasion (article 11) ;

12^o Si un arrangement à l'amiable est intervenu (article 11) ;

13^o Si, lors de l'estimation (articles 16 et 18), il a été effectué des paiements au titre de taxes (article 7), remboursement de frais (article 8), sommes confisquées (article 6) et dommages-intérêts (article 9), et, dans l'affirmative, quels en sont la nature et le montant.

14^o Toutes autres circonstances entrant en ligne de compte ;

15^o Les déclarations de la personne qui a procédé à l'estimation.

Le procès-verbal sera signé par le fonctionnaire chargé des opérations et, en outre, dans le cas mentionné à l'article 12 de la présente convention, par les deux personnes qui ont fait l'estimation.

Article 14.

L'autorité compétente devra, aussitôt que possible, adresser le procès-verbal avec pièces justificatives au préfet compétent, en Finlande, et au chef de gardes-frontière compétent, dans l'Union des Républiques soviétiques socialistes.

In estimating the damage, consideration shall be given to the nature and fertility of the soil and to the fact that other domestic animals may also have contributed to the damage.

When the valuation is being made, the owner or owners of the reindeer which have caused the damage shall so far as possible be ascertained.

Article 13.

OFFICIAL RECORDS.

Records shall be kept by the competent authority of the operations necessitated by the presence of foreign reindeer in the territory of the other Contracting Party; these records shall contain the following information :

- (1) As far as possible, the time and place at which the reindeer from the other country were observed, their number and marks (Articles 3, 4 and 5 of the present Convention) ;
- (2) Whether the reindeer have been placed under guard and, if so, when this took place and in what manner the supervision was organised (Article 3) ;
- (3) Whether the reindeer were driven out of the country and to whom they were handed over in the other country and the date when this took place (Articles 3, 5 and 6) ;
- (4) Whether the reindeer were fetched back and, if so, when and by whom (Article 3) ;
- (5) Whether the foreign reindeer were separated from the reindeer of the country and, if so, when this operation was concluded (Article 4) ;
- (6) Whether it was decided to confiscate the value of the reindeer and the result thereof (Article 6) ;
- (7) Whether, and if so when, in what manner and to whom the notification was made (Article 1) ;
- (8) The number of reindeer and the period for which the grazing fee is to be paid and the circumstances taken into consideration when fixing the total amount of the grazing fee (Article 7) ;
- (9) The total costs (Articles 8 and 10) ;
- (10) Whether the reindeer and their herdsmen have done any damage and, if so, to whom and the nature and extent of the damage (Articles 9 and 12) ;
- (11) Whether the owner or the competent authority of the other country was present in person or was represented by a person authorised thereto when the valuation was made, and what verbal or written statement they may have made (Article 11) ;
- (12) Whether a friendly settlement was reached (Article 11) ;
- (13) Whether at the time of valuation (Articles 16 and 18), any payments were made in respect of fees (Article 7), refund of costs (Article 8), confiscated sums (Article 6) and compensation for damage (Article 9), and, if so, the nature and the amount of such payments ;
- (14) Any other circumstances which may affect the question ; and
- (15) The opinion of the person who made the valuation.

The official records shall be signed by the official in charge of the proceedings, and in the case mentioned under Article 12 of the present Convention it is also signed by the two valuers.

Article 14.

The competent authority shall as soon as possible send the official records together with vouchers, in Finland to the competent District Governor (*landshövding*) and in the Union of Soviet Socialist Republics to the competent head of the frontier guard.

Le préfet compétent, en Finlande, et le chef de gardes-frontière compétent, dans l'Union des Républiques soviétiques socialistes, se communiqueront immédiatement copie du procès-verbal reçu. Une copie de ce procès-verbal avec l'indication des circonstances qui ont précédé la restitution des rennes sera adressée à l'autre Partie contractante en même temps que lui seront livrés les animaux.

Article 15.

Tout propriétaire de rennes auquel sera imposé le paiement de la taxe de pâturage (article 7), le remboursement des frais (article 8), le paiement de la valeur des rennes confisqués (article 6) ou de dommages-intérêts (article 9), ainsi que l'autorité compétente, ou son mandataire, qui aura défendu les intérêts de ce propriétaire (article 11), pourront, au plus tard soixante jours après que la décision leur aura été notifiée, exercer un recours contre celle-ci, en Finlande par-devant le préfet compétent, et dans l'Union des Républiques soviétiques socialistes par-devant le chef de gardes-frontière compétent. Le propriétaire de rennes, ou son mandataire, devra adresser son recours à l'autorité compétente de son pays, qui le transmettra sans retard au préfet compétent, en Finlande, et au chef de gardes-frontière compétent, dans l'Union des Républiques soviétiques socialistes. Ceux-ci se communiqueront le recours en y ajoutant éventuellement leurs propres observations. Ils pourront également exercer eux-mêmes un recours s'ils le jugent opportun.

Si le demandeur n'est pas satisfait de la décision rendue, il pourra, lui aussi, exercer un recours, au plus tard soixante jours après l'estimation, en Finlande, par-devant le préfet compétent, et, dans l'Union des Républiques soviétiques socialistes, par-devant le chef de gardes-frontière compétent.

Le préfet compétent, en Finlande, statuera sur les recours exercés par des propriétaires de rennes de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, par leurs mandataires et par le chef de gardes-frontière compétent, ainsi que par des demandeurs finlandais, et le chef de gardes-frontière compétent, dans l'Union des Républiques soviétiques socialistes, statuera sur les recours exercés par des propriétaires de rennes finlandais, leurs mandataires et le préfet compétent, ainsi que par des demandeurs de l'Union des Républiques soviétiques socialistes. Si des renseignements complémentaires sont jugés nécessaires, la personne qui exerce le recours sera tenue de les fournir avant qu'il soit statué.

Article 16.

PERSONNES COMPÉTENTES POUR STATUER.

Le préfet compétent, en Finlande, et le chef de gardes-frontière compétent, dans l'Union des Républiques soviétiques socialistes, devront, en s'appuyant sur le procès-verbal et les pièces justificatives et sur toutes autres indications disponibles, fixer le montant de la taxe de pâturage instituée par l'autorité compétente du pays en question (article 7), ainsi que celui des frais (article 8), de la valeur moyenne des rennes ayant donné lieu à confiscation (article 6) et des dommages-intérêts (article 9).

Si le propriétaire des rennes ou son mandataire, sans attendre que la décision soit rendue, verse au demandeur ou à l'autorité compétente les susdites sommes, l'examen de la cause prendra fin.

Article 17.

PROCÉDURE SUIVANT LAQUELLE LES DÉCISIONS SERONT PRISES.

Avant que la décision prévue à l'article 16 de la présente convention soit prise, le préfet compétent, en Finlande, et le chef de gardes-frontière compétent, dans l'Union des Républiques soviétiques socialistes, devront, autant que possible, établir à qui appartiennent les rennes en question.

Toutefois, la décision n'indiquera pas le nom de tel ou tel propriétaire de rennes et stipulera uniquement l'obligation pour « le propriétaire de rennes intéressé » de verser la somme fixée.

The competent *landshövding* in Finland and the competent head of the frontier guard in the Union of Soviet Socialist Republics shall immediately send to each other a copy of the official records received. A copy of the official records stating the circumstances which preceded the return of the reindeer shall be sent to the other Contracting Party at the same time as the reindeer are handed over to it.

Article 15.

Any reindeer owner who is required to pay the grazing fees (Article 7), refund of costs (Article 8), the value of confiscated reindeer (Article 6) or compensation (Article 9), together with the competent authority or authorised representative who has defended the interests of the owner (Article 11), may appeal not later than 60 days after notification of the decision, in Finland to the competent *landshövding* and in the Union of Soviet Socialist Republics to the competent head of the frontier guard. The owner or his authorised representative shall send the appeal to the competent authority in their own country who shall forward it without delay, in Finland to the competent *landshövding* and in the Union of Soviet Socialist Republics to the competent head of the frontier guard. The latter shall send the appeals received to each other and enclose any remarks which they may desire to make. They may also lodge an appeal themselves if they so desire.

If the plaintiff is dissatisfied with the decision, he is also entitled to appeal within 60 days after the valuation has taken place, in Finland to the competent *landshövding* and in the Union of Soviet Socialist Republics to the competent head of the frontier guard.

The competent *landshövding* in Finland shall decide appeals made by owners in the Union of Soviet Socialist Republics, their authorised representatives and the competent head of the frontier guard, and by Finnish plaintiffs, while the competent head of the frontier guard in the Union of Soviet Socialist Republics shall decide appeals made by the Finnish reindeer owners, their authorised representatives and the competent *landshövding*, and by plaintiffs in the Union of Soviet Socialist Republics. If further information is deemed to be required, the person making the appeal shall furnish it before a decision is taken.

Article 16.

PERSONS COMPETENT TO TAKE DECISIONS.

The competent *landshövding* in Finland and the competent head of the frontier guard in the Union of Soviet Socialist Republics shall, on the basis of the official records, the vouchers and other information at their disposal, fix the amount of the grazing fee fixed by the competent authority in the country in question (Article 7), the costs (Article 8), the confiscated average of the reindeer (Article 6) and the compensation (Article 9).

If the owner or his authorised representative pays the above-mentioned sum to the plaintiff or the competent authority without waiting for a decision in the case, no further measures shall be taken.

Article 17.

PROCEDURE RELATING TO THE DECISION.

Before the decision mentioned in Article 16 of the present Convention is given, the competent *landshövding* in Finland and the competent head of the frontier guard in the Union of Soviet Socialist Republics shall, if possible, ascertain to whom the reindeer belong.

The decision, however, shall merely contain an obligation on the part of the "owner of the reindeer in question", without mentioning the name of a particular owner, to pay the amount fixed.

Article 18.

Les sommes dont le paiement est décidé conformément aux articles 6, 7, 8 et 9 de la présente convention et qui, lors de l'estimation, n'auront pas été versées à l'autorité compétente ou au demandeur, seront avancées par le préfet compétent, en Finlande, au chef de gardes-frontière compétent, dans l'Union des Républiques soviétiques socialistes, sur les fonds du trésor finlandais, ou par ce dernier au préfet compétent, en Finlande, sur les fonds du trésor de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, selon que la somme sera due par l'une ou par l'autre des Parties contractantes. Lesdits fonctionnaires se communiqueront à cet effet leurs décisions relatives aux susdits paiements, ainsi que les explications qui s'y rattachent et les pièces justificatives.

Le recouvrement des sommes ainsi versées sera poursuivi, autant que possible, auprès des propriétaires de rennes intéressés, par le préfet, en Finlande, et par le chef de gardes-frontière, dans l'Union des Républiques soviétiques socialistes.

Le remboursement des sommes ainsi avancées sur les fonds du trésor ne pourra être demandé, même lorsqu'elles n'auront pu être recouvrées auprès des propriétaires de rennes.

Article 19.

Le préfet compétent, en Finlande, et le chef de gardes-frontière compétent, dans l'Union des Républiques soviétiques socialistes, seront tenus de se communiquer, dans un délai d'un an après l'entrée en vigueur de la présente convention, la liste des marques de rennes enregistrées dans les zones frontières de chaque pays.

S'il est alors constaté que des marques identiques sont en usage dans les deux pays, des mesures seront prises d'un commun accord entre les susdites autorités en vue de modifier ces marques.

Les autorités mentionnées au premier alinéa du présent article s'entendront entre elles au sujet des nouvelles marques devant être adoptées pour les rennes.

Par zones frontières il faut entendre, dans la présente convention, les zones situées de part et d'autre de la frontière et desquelles les rennes se déplacent vers celle-ci. Chaque Partie contractante fixera elle-même la largeur de ces zones.

Article 20.

RENNES NON VISÉS PAR LES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION.

Les dispositions de la présente convention ne s'appliqueront ni aux rennes de trait et de bât utilisés pour des transports à destination de l'autre pays ni aux rennes destinés à l'abatage qu'on amènera dans l'autre pays en observant les règlements en vigueur.

Article 21.

CLÔTURES.

S'il est jugé nécessaire d'édifier et d'entretenir des clôtures pour empêcher les rennes de franchir la frontière, les autorités compétentes des Parties contractantes mentionnées à l'article premier de la présente convention prendront à cet effet des mesures concordantes. Chacune des Parties se chargera alors de la moitié des frais qui en résulteront.

Ces clôtures ou les pièges installés pour les rennes qui franchissent la frontière en provenance du territoire de l'autre pays ne devront pas être placés par des particuliers.

Article 18.

The amounts the payment of which is due under Articles 6, 7, 8 and 9 of the present Convention, if they are not paid to the competent authority or plaintiff when the valuation is made, shall be advanced by the competent *landshövding* in Finland from the funds of the Finnish State to the competent head of the frontier guard in the Union of Soviet Socialist Republics or by the latter from the public funds of the Union of Soviet Socialist Republics to the competent *landshövding* in Finland, according to whether the amounts are payable by the former or latter Contracting Party. The officials in question shall for this purpose communicate to each other their decisions regarding the above-mentioned payments, together with the explanations and vouchers relating thereto.

The amounts paid in this manner shall, as far as possible, be recovered from the owners in question by the *landshövding* in Finland or the head of the frontier guard in the Union of Soviet Socialist Republics.

The refund of sums advanced out of public funds may not be demanded, even if it has been impossible to recover them from the owners.

Article 19.

The competent *landshövding* in Finland and the competent head of the frontier guard in the Union of Soviet Socialist Republics shall, within one year after the present Convention comes into force, send each other a list of the reindeer marks registered in the frontier districts of each country.

If it is found that identical marks are used in both countries, measures shall be taken to change such marks by common agreement between the authorities in question.

The authorities mentioned in the first paragraph of the present Article shall jointly agree upon the new reindeer marks to be adopted.

The frontier districts mentioned in the present Convention are deemed to be the zones on each side of the frontier from which the reindeer are liable to move towards the frontier. Each Contracting Party shall decide itself the width of these zones.

Article 20.

REINDEER NOT COVERED BY THE PROVISIONS OF THE CONVENTION.

The provisions of the present Convention shall not apply to draught or pack reindeer used on journeys to the other country or to reindeer intended for slaughter and driven over the frontier to the territory of the other country in accordance with the legal provisions.

Article 21.

REINDEER FENCES.

If it is considered necessary to erect and maintain fences in order to prevent reindeer from crossing the frontier, the competent authorities of the Contracting Parties mentioned in Article 1 of the present Convention shall conclude an agreement for the purpose. Each Party shall undertake to pay half the costs involved.

Such fences or traps for reindeer which cross the frontier from the other country may not be erected by private persons.

Article 22.

RÉGION FRONTIÈRE PLACÉE DANS UNE SITUATION SPÉCIALE.

La région frontière située au nord du parallèle passant par le repère frontière N° 90 à Korvatunturis ne sera pas soumise aux dispositions ci-après, en raison des conditions naturelles exceptionnelles qui y règnent :

1° Stipulation de l'article 3 de la présente convention suivant laquelle les propriétaires de rennes, lorsqu'ils auront appris que leurs rennes se trouvent dans l'autre pays, seront tenus d'aller les chercher ou de les faire chercher sans retard pour les ramener dans leur pays ; au lieu de cette disposition, il a été décidé que, dans ces régions, on ira chercher les rennes et on les refoulera par delà la frontière, lorsque les conditions naturelles le permettront ;

2° Stipulation de l'article 6 fixant le délai accordé aux propriétaires pour aller chercher les rennes et les ramener avant qu'il soit procédé à une confiscation proportionnelle à la valeur des animaux ; il a été décidé, par contre, que dans ces régions, le délai laissé aux propriétaires pour aller chercher les rennes serait de 90 jours, et le délai fixé pour les refouler de 120 jours ;

3° Stipulation de l'article 7 relative à la taxe de pâturage, laquelle ne sera pas perçue dans ces régions :

4° Dans la presqu'île des Pêcheurs, les propriétaires de rennes, leurs mandataires et leurs gardiens pourront, en allant à la recherche de leurs animaux, franchir la frontière suivant une réglementation simplifiée qui sera arrêtée par la commission locale mixte de contrôle.

Article 23.

TEXTES DE LA CONVENTION.

La présente convention est établie en deux exemplaires rédigés en langues finnoise, suédoise et russe, ces textes faisant également foi pour son interprétation.

Article 24.

RATIFICATION DE LA CONVENTION.

La présente convention devra être ratifiée. L'échange des instruments de ratification aura lieu aussitôt que possible à Moscou.

Article 25.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET VALIDITÉ DE LA CONVENTION.

La présente convention prendra effet trente jours après l'échange des instruments de ratification et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une période de deux ans à partir du jour où elle aura été dénoncée par l'un des Etats contractants.

En foi de quoi les plénipotentiaires des Etats contractants ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Helsinki, le 4 juillet 1933.

(L. S.) A. HACKZELL.

(L. S.) B. STEIN.

Article 22.

FRONTIER DISTRICT OCCUPYING AN EXCEPTIONAL POSITION.

In the frontier district situated north of the parallel passing through frontier mark No. 90 at Korvatunturi, the following provisions shall not apply on account of the exceptional natural conditions prevailing there :

(1) The provision in Article 3 of the present Convention to the effect that the owner, after receiving notice that his reindeer are to be found in the other country, must either personally or through his authorised representative immediately fetch and drive the reindeer back to the territory of his own country ; instead of this provision, it has been decided that the reindeer must be fetched and driven from these districts when natural conditions permit ;

(2) The provision in Article 6 regarding the time within which the reindeer must be fetched and driven back before a part of the value of the reindeer can be confiscated ; instead it has been decided that the time-limit allowed for fetching the reindeer in this district shall be ninety days and for driving out the reindeer one hundred and twenty days ;

(3) The provision in Article 7 regarding the grazing fee, which is not payable in these districts ;

(4) In the Fishers' Peninsula, the owners of the reindeer, their authorised representatives and the herdsman may, when searching for the animals, cross the frontier in accordance with the simplified rules fixed by the local supervisory commission.

Article 23.

TEXTS OF THE CONVENTION.

The present Convention is drawn up in duplicate in Finnish, Swedish and Russian, and the texts are equally authentic for the interpretation of the Convention.

Article 24.

RATIFICATION OF THE CONVENTION.

The present Convention shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible at Moscow.

Article 25.

ENTRY INTO FORCE AND PERIOD OF VALIDITY OF THE CONVENTION.

The present Convention shall come into force thirty days after the exchange of ratifications and shall remain in force until the expiry of two years after it has been denounced by either of the Contracting States.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the Contracting States have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Helsinki on July 4th, 1933.

(L. S.) A. HACKZELL.

(L. S.) B. STEIN.

PROTOCOLE FINAL

En procédant ce jour à la signature de la Convention relative aux rennes entre la République de Finlande et l'Union des Républiques soviétiques socialistes, les plénipotentiaires des Parties contractantes sont convenus des dispositions suivantes qui se rattachent aux articles de la convention indiqués ci-dessous.

Ad article premier.

Les communications écrites transmises par messenger seront remises aux points de la frontière où s'effectue habituellement l'échange des communications écrites entre les autorités de la frontière finlandaises et celles de l'Union des Républiques soviétiques socialistes.

Ad article 3.

Lorsque des rennes de trait ou de bât ayant franchi la frontière se trouveront sur le territoire de l'autre Partie contractante, l'autorité compétente veillera à ce qu'ils ne soient pas utilisés pour les transports.

Ad articles 4 et 5.

Jusqu'à ce que le marquage obligatoire des rennes ait été institué dans l'Union des Républiques soviétiques socialistes, les dispositions des articles 4 et 5 seront également applicables aux rennes non marqués venus de l'Union des Républiques soviétiques socialistes en Finlande, et *vice versa*.

Ad article 6.

Si les parties intéressées en conviennent ainsi, la confiscation d'une somme représentant la valeur des rennes pourra être remplacée, dans chaque cas, par celle des rennes eux-mêmes dans la proportion de 10 %.

Ad article 21.

a) L'édification de clôtures n'aura pas pour effet de déterminer par anticipation le tracé de la frontière, tracé dont l'abornement, on le sait, n'était pas achevé au jour de la conclusion de la présente convention.

b) Les Parties contractantes reconnaissent dès maintenant la nécessité de procéder à la pose des clôtures en question de telle manière que les travaux nécessaires à cet effet commencent aussitôt que possible, au sud, du côté de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, sur le territoire du Soviet du village de Pistojärvi, dans le district d'Uhtua (localité de Sarvikivi), lequel correspond, du côté finlandais, au point où la ligne marquant la limite des communes de Suomussalmi et de Kuusamo rejoint la frontière, et ces travaux devront se terminer à Tolvantojärvi, sur le territoire du Soviet du village de Rukajärvi, dans le district de Kiestinki, du côté de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, lequel correspond au point où la Tuntsajoki coupe la frontière pour la première fois. En conséquence, les prescriptions nécessaires seront établies pour les personnes mentionnées à l'article premier de la présente convention, lesquelles seront invitées à exécuter ces travaux le plus tôt possible.

c) S'il existe déjà, dans la zone de la frontière spécifiée à l'alinéa précédent, des clôtures pour rennes, les frais de construction de celles-ci seront répartis conformément aux règles de l'article 21, si les autorités compétentes des deux pays reconnaissent que ces clôtures répondent à leur objet.

Le présent protocole final est établi en deux exemplaires rédigés en langues finnoise, suédoise et russe, tous ces textes faisant également foi pour l'interprétation du protocole.

HELSINKI, le 4 juillet 1933.

(L. S.) A. HACKZELL.

(L. S.) B. STEIN.

FINAL PROTOCOL.

When proceeding this day to sign the Convention between the Republic of Finland and the Union of Soviet Socialist Republics concerning reindeer, the Plenipotentiaries of the Contracting Parties agreed on the following provisions which refer to the Articles of the Convention mentioned below :

Ad Article 1.

The written communications transmitted by messenger are handed over at points of the frontier where written communications between the frontier authorities of Finland and the Union of Soviet Socialist Republics are usually exchanged.

Ad Article 3.

During the time that draught or pack reindeer which have crossed the frontier remain in the territory of the other Contracting Party, the competent authority shall see that such reindeer are not used for the purpose of transport.

Ad Articles 4 and 5.

Until the marking of reindeer becomes compulsory in the Union of Soviet Socialist Republics, the provisions of Articles 4 and 5 shall be extended to apply also to unmarked reindeer coming from the Union of Soviet Socialist Republics to Finland or *vice versa*.

Ad Article 6.

On the basis of the agreement between the parties concerned, 10 per cent of the reindeer themselves may be confiscated in each case instead of a sum equivalent to the value of the reindeer.

Ad Article 21.

(a) The erection of reindeer fences shall not predetermine the frontier line, which, as is known, had not yet been demarcated on the date of the conclusion of the present Convention.

(b) The Contracting Parties recognise here and now the necessity of erecting the said fences so that the work required for the purpose may be begun as early as possible, from the south on the side of the Union of Soviet Socialist Republics, in the territory of the Pistojärvi Village Council in the Uhtua district (the place known as Sarvikivi), which on the Finnish side corresponds to the point where the boundaries of the communes of Suomussalmi and Kuusamo join the frontier of the country, and the work must be terminated at Tolvantojärvi in the territory of the Village Council of Rukajärvi in the Kiestinki district on the side of the Union of Soviet Socialist Republics, which corresponds to the point where the Tuutsajoki intersects the frontier for the first time. In accordance herewith the necessary instructions shall be given to the persons mentioned in Article 1 of the present Convention, who are requested to carry out this work as soon as possible.

(c) If reindeer fences already exist on the section of the frontier mentioned in the preceding paragraph, the cost of their erection shall be divided up in accordance with the principles established in Article 21, if the competent authorities in both countries mutually agree that these fences serve their purpose.

This Final Protocol is drawn up in duplicate in Finnish, Swedish and Russian, and all texts are equally authentic for the interpretation of the Protocol.

HELSINKI, July 4th, 1933.

(L. S.) A. HACKZELL.

(L. S.) B. STEIN.

N° 3437.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET FINLANDE**

Convention concernant les actes de
procédure en matière civile et
commerciale, signée à Londres,
le 11 août 1933, et échanges de
notes y relatifs, Helsinki, les 7 et
8 mars 1934, et les 13 et 16 mars
1934.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND FINLAND**

Convention regarding Legal Pro-
ceedings in Civil and Commercial
Matters, signed at London,
August 11th, 1933, and Exchanges
of Notes relating thereto, Helsinki,
March 7th and 8th, 1934, and
March 13th and 16th, 1934.

TEXTE FINNOIS.
FINNISH TEXT.

N^o 3437. — SUOMEN TASAVALLAN SEKÄ ISON-BRITANNIAN JA POHJOIS-IRLANNIN YHDIS-
TYNEEN KUNINGASKUNNAN VÄLINEN SOPIMUS¹
OIKEUDELLISESTA MENETTELYSTÄ SIVIILI- JA
KAUPALLISLUONTOISSA ASIOISSA. ALLEKIRJOITETTU LONTÓOSSA 11 PÄIVÄNÄ
ELOKUUTA 1933.

TEXTE SUÉDOIS.
SWEDISH TEXT.

N^o 3437. — KONVENTION¹ MELLAN REPUBLIKEN FINLAND SAMT DET FÖRENADE KONUNGARIKET STORA BRITANNIEN OCH NORRA IRLAND ANGÅENDE PROCESSUELLET FÖRFARANDE I ÄRENDE AV CIVIL OCH KOMMERSIELL NATUR. UNDERTECKNAD I LONDON DEN 11 AUGUSTI 1933.

No. 3437. — CONVENTION¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND FINLAND REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, AUGUST 11TH, 1933.

Textes officiels finnois, suédois et anglais communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Finlande et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 16 juin 1934.

Finnish, Swedish and English official texts communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs and by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Convention took place June 16th, 1934.

SUOMEN TASAVALLAN PRESIDENTTI ja HÄNEN MAJESTEETTINSA ISON-BRITANNIAN, IRLANNIN SEKÄ BRITILLÄISTEN MERENTAKAISTEN DOMINIÖIDEN KUNINGAS, INTIAN KEISARI,
jotka, haluten kumpikin vastavuoroisesti avustaa toi-

REPUBLIKEN FINLANDS PRESIDENT och HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV STORA BRITANNIEN, IRLAND SAMT DE BRITTISKA BESITTINGARNA HINSIDES HAVEN, KEJSAREN AV INDIEN,
vilka vardera önska lämna varandra ömsesidigt bistånd

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND and HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND and the BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA ;
Being desirous to render mutual assistance in the con-

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 23 janvier 1934.
Entrée en vigueur le 23 février 1934.

¹ The exchange of ratifications took place at London, January 23rd, 1934.
Came into force February 23rd, 1934.

siaan siviili- ja kaupallisuus-
toisissa asioissa, jotka joutuvat
tai mahdollisesti voivat joutua
heidän asianomaisten oikeus-
viranomaistensa käsiteltäviksi,

ovat päättäneet tehdä tätä
tarkoitusta varten sopimuk-
sen ja ovat valtuutetuiksi
nimittäneet :

SUOMEN TASAVALLAN PRESI-
DENTTI :

Herra Georg Achates GRIP-
PENBERG'in, Suomen Ta-
savallan Lontoossa ole-
van erikoislähettilään ja
täysivaltaisen ministerin ;

HÄNEN MAJESTEETTINSA
ISON-BRITANNIAN, IRLAN-
NIN SEKÄ BRITILÄISTEN
MERENTAKAISTEN DOMINIO-
IDEN KUNINGAS, INTIAN
KEISARI :

ISON-BRITANNIAN JA POH-
JOIS-IRLANNIN PUOLESTA:

Sir Robert VANSITTART'in
G. C. M. G., K. C. B.,
M. V. O., Vakinaisen Ul-
koasiainalivaltioshteerin;

jotka, esitettyään toisilleen
hyvässä ja asianmukaisessa
kunnossa oleviksi havaitut
valtakirjansa, ovat sopineet
seuraavasta :

I. ALUSTAVIA MÄÄRÄYKSIÄ.

I artikla.

(a) Tätä sopimusta on so-
vellettava ainoastaan siviili-
ja kaupallisuusasioihin,
niihin luettuina vapaaehtoi-
sien oikeudenhoitoon kuu-
luvat asiat.

i mål och ärenden av civil
och kommersiell natur, som
äro eller kunna antagas bliva
föremål behandling av deras
respektive judiciella myndig-
heter,

hava beslutat att i sådant
syfte ingå en konvention och
hava utsett till sina befull-
mäktigade :

REPUBLICEN FINLANDS PRE-
SIDENT :

Herr Georg Achates GRIP-
PENBERG, Republiken
Finlands utomordentliga
sändebud och befullmäk-
tigade minister i London;

HANS MAJESTÄT KONUNGEN
AV STORA BRITANNIEN, IR-
LAND SAMT DE BRITTISKA
BESITNINGARNA HINSIDES
HAVEN, KEJSAREN AV IN-
DIEN :

FÖR STORA BRITANNIEN
OCH NORRA IRLAND :

Sir Robert VANSITTART, G.
C. M. G., K. C. B., M. V.
O., Ständige Understats-
sekreteraren för Utrike-
särendena ;

vilka, efter att hava delgivit
varandra sina i god och be-
hörig form funna fullmakter,
överenskommit om följande :

I INLEDANDE BESTÄMMELSER.

Artikel I.

(a) Denna konvention är
tillämplig allenast i fråga om
mål och ärenden av civil
och kommersiell natur, däri
inbegripet till den frivilliga
rättsvården hörande ärenden.

duct of legal proceedings in
civil and commercial matters
which are being dealt with
or which it is anticipated may
be dealt with by their respect-
ive judicial authorities ;

Have resolved to conclude
a Convention for this purpose
and have appointed as their
Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE RE-
PUBLIC OF FINLAND :

Monsieur Georg Achates
GRIPENBERG, Envoy Ex-
traordinary and Minister
Plenipotentiary of the
Republic of Finland in
London ;
and

HIS MAJESTY THE KING OF
GREAT BRITAIN, IRELAND
AND THE BRITISH DOMI-
NIONS BEYOND THE SEAS,
EMPEROR OF INDIA :

FOR GREAT BRITAIN AND
NORTHERN IRELAND :

Sir Robert VANSITTART,
G.C.M.G., K.C.B., M.V.O.,
Permanent Under-Secretary
of State for Foreign
Affairs ;

Who having communicated
their full powers, found in
good and due form, have
agreed as follows :

I. PRELIMINARY.

Article I.

(a) This Convention ap-
plies only to civil and com-
mercial matters, including
non-contentious matters.

(b) Tässä sopimuksessa käytetyt sanat :

(1) « toisen (tahi toisen) korkean sopimuspuolen alue » on tulkittava, (a) mikäli koskee Suomen Tasavaltaa, tarkoittavan Suomea ; ja (b) mikäli koskee Hänen Majesteettinsa Ison-Britannian, Irlannin ja brittiläisten merentakaisen dominioiden Kuningasta, Intian Keisaria, tarkoittavan Englantia ja Walesia sekä kaikkia niitä alueita, joissa sopimus on voimassa joko 14 artiklan mukaisesti tapahtuneen sopimuksen sovellettavaksi ulottamisen tai 15 artiklan mukaisen liitynnän vaikutuksesta ;

(2) « henkilöt » on katsottava tarkoittavan sekä luonnollisia että juridisia henkilöitä ;

(3) « juridiset henkilöt » on katsottava tarkoittavan yhtiöitä, seuroja, yhdistyksiä ja muita yhteisöjä ;

(4) « korkean sopimuspuolen alamaiset tai kansalaiset » on katsottava käsitteävän myös sellaisen korkean sopimuspuolen alueella voimassa olevien lakien mukaan perustetut tai rekisteröidyt juridiset henkilöt ;

(5) « toisen (tahi toisen) korkean sopimuspuolen alamaiset (tai kansalaiset) » on katsottava tarkoittavan, (a) mikäli koskee Suomen Tasavaltaa, kaikkia Suomen kansalaisia ; sekä (b) mikäli koskee Hänen Majesteettinsa Ison-Britannian, Irlannin ja brittiläisten merentakaisen dominioiden Kuningasta, Intian Keisaria, kaikkia Hänen Majesteettinsa alamaisia, heidän asuin-

(b) I denna konvention skola orden :

(1) « den ena (eller den andra) höga fördragsslutande partens område » tolkas (a) då de hänföra sig till Republiken Finland såsom avseende Finland samt (b) då de hänföra sig till Hans Majestät Konungen av Stora Britannien, Irland samt de brittiska besittningarna hinsides haven, Kejsaren av Indien, såsom avseende England och Wales samt alla de områden, beträffande vilka konventionen är tillämplig antingen på grund av utsträckt giltighet enligt artikel 14 eller genom anslutning enligt artikel 15 ;

(2) « personer » anses omfatta både fysiska och juridiska personer ;

(3) « juridiska personer » anses omfatta bolag, sällskap, föreningar och andra sammanslutningar ;

(4) « de höga fördragsslutande parternas undersåtar eller medborgare » anses omfatta även juridiska personer konstituerade eller inregistrerade i enlighet med de å ifrågavarande höga fördragsslutande parts område gällande lagarna ;

(5) « den ena (eller den andra) höga fördragsslutande partens undersåtar (eller medborgare) » anses omfatta (a) då de hänföra sig till Republiken Finland — samtliga finska medborgare ; (b) då de hänföra sig till Hans Majestät Konungen av Stora Britannien, Irland samt de brittiska besittningarna hinsides haven, Kejsaren av Indien — Hans Majestäts samtliga

(b) In this Convention the words :

(1) " Territory of one (or of the other) High Contracting Party " shall be interpreted (a) in relation to the Republic of Finland as meaning Finland and (b) in relation to His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India — England and Wales and all territories in respect of which the Convention is in force by reason of extensions under Article 14 or accessions under Article 15 ;

(2) " Persons " shall be deemed to mean individuals and artificial persons ;

(3) " Artificial persons " shall be deemed to include partnerships, companies, societies and other corporations ;

(4) " Subjects or citizens of a High Contracting Party " shall be deemed to include artificial persons constituted or incorporated under the laws of the territory of such High Contracting Party ;

(5) " Subjects (or citizens) of one (or of the other) High Contracting Party " shall be deemed to mean (a) in relation to the Republic of Finland — all Finnish citizens ; and (b) in relation to His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India — all subjects of His Majesty wherever domiciled, and all

paikastaan riippumatta sekä kaikkia Hänen suojeluksessaan olevia henkilöitä.

undersåtar, oavsett deras boningsort samt alla under Hans protektion stående personer.

persons under His protection.

II. OIKEUDELLISTEN SEKÄ EIOIKEUDELLISTEN ASIAKIRJOJEN TIEDONANTO.

2 artikla.

(a) Kun jommankumman korkean sopimuspuolen alueella laaditut oikeudelliset tai ei-oikeudelliset asiakirjat on annettava tiedoksi toisen korkean sopimuspuolen alueella oleville henkilöille, on nämä asiakirjat annettava tiedoksi vastaanottajalle hänen kansalaisuuteensa katsomatta, 3 artiklassa mainitulla tavalla.

(b) Tämän sopimuksen II osassa sana «alkuperämaa» tarkoittaa maata, josta tiedoksi annettava asiakirja on lähtöisin, ja sana «täytäntöönpanomaa» maata, jossa asiakirjain tiedonanto on toimitettava.

3 artikla.

(a) Tiedonantopyynnön tulee alkuperämaan puolesta toimivan diplomaatti- tai konsuliviranomaisen osoittaa ja lähettää täytäntöönpanomaan asianomaiselle viranomaiselle pyynnöllä, että tämä viranomainen toimituttaisi kysymyksessä olevan tiedonannon.

(b) Tiedonantopyyntö on laadittava täytäntöönpanomaan kielellä ja siinä on mainittava asianosaisten täydelliset nimet ja henkilötiedot, vastaanottajan täydellinen

II. DELGIVNING AV JUDICIELLA OCH EXTRAJUDICIELLA HANDLINGAR.

Artikel 2.

(a) Då begäran framställes, att judiciella eller extrajudiciella handlingar, upprättade inom den ena höga fördragsslutande partens område skola delgivas med personer inom den andra höga fördragsslutande partens område, må, oavsett mottagarens nationalitet, delgivning med honom ske i den form artikel 3 stadgar.

(b) Med det i del II av denna konvention använda ordet «ursprungsland» förstås det land, från vilket den för delgivning avsedda handlingen utgår och med ordet «verkställighetsland» det land, där delgivningen skall verkställas.

Artikel 3.

(a) Framställning om delgivning skall av i ursprungslandets tjänst stående diplomatisk eller konsulär tjänsteman ställas till och översändas till vederbörande myndighet i verkställighetslandet samt innefatta en anhållan om, att denna myndighet ville låta delgiva ifrågavarande handling.

(b) Framställning om delgivning skall vara avfattad på verkställighetslandets språk och angiva parternas fullständiga namn och ställning, mottagarens fullständiga namn,

II. SERVICE OF JUDICIAL AND EXTRA-JUDICIAL DOCUMENTS.

Article 2.

(a) When judicial or extrajudicial documents drawn up in the territory of one of the High Contracting Parties are required to be served on persons in the territory of the other High Contracting Party, such documents may be served on the recipient, whatever his nationality, in the manner provided in Article 3.

(b) In Part II of this Convention the expression "country of origin" means the country from which the documents to be served emanate, and the expression "country of execution" means the country in which service of documents is to be effected.

Article 3.

(a) A request for service shall be addressed and sent by a Diplomatic or Consular Officer acting for the country of origin to the competent authority of the country of execution, requesting such authority to cause the document in question to be served.

(b) The request for service shall be drawn up in the language of the country of execution and shall state the full names and descriptions of the parties, the full name,

nimi, henkilötiedot ja osoite sekä tiedoksi annettavan asiakirjan laatu, ja siihen on kahtena kappaleena liitettävä tiedoksi annettava asiakirja.

(c) Tiedoksi annettava asiakirja on laadittava täytäntöönpanomaan kielellä, tai siihen on liitettävä käännöille kielelle. Tällainen käännös on alkuperämaan puolesta toimivan asianomaisen diplomaatti- tai konsuliviranomaisen oikeaksi todistettava.

(d) Tiedonantopyynnöt on osoitettava ja lähetettävä :

Suomessa sen läänin maaherralle, jossa tiedonanto on toimitettava ;

Englannissa the Senior Master of the Supreme Court of Judicature-nimiselle viranomaiselle.

Jos se viranomainen, jolle tiedonantopyyntö on lähetetty, ei ole pätevä täyttämään sitä, tulee tämän (paitsi niissä tapauksissa, joissa tämän artiklan (f)-kohdan mukaisesti pyynnön täyttämistä kieltäytyään) omasta aloitteestaan toimittaa pyyntö täytäntöönpanomaan pätevälle viranomaiselle.

(e) Tiedonanto on täytäntöönpanomaan pätevän viranomaisen toimitettava, ja tämän tulee toimittaa asiakirja tiedoksi sillä tavalla, kuin maan oma laki säättää samankaltaisten asiakirjojen tiedonannosta, paitsi että, jos tiedonantopyynnössä on lausuttu toivomus jonkun erityisen tiedonantomenettelyn käyttämisestä, tällaista menettelyä on käytettävä, ellei se ole maan lain vastainen.

ställning och adress samt beskaffenheten av delgivningshandling, vilken i tvenne likalydande exemplar skall vara fogad till framställningen.

(c) Delgivningshandling skall antingen vara avfattad på verkställighetslandets språk eller ock vara åtföljd av översättning till detta språk. Sådan översättning skall till riktigheten vara styrkt av i ursprungslandets tjänst stående diplomatisk eller konsular tjänsteman.

(d) Framställningar om delgivning skola vara ställda till och översändas till :

i Finland landshövdingen i det län, där delgivningen skall verkställas ;

i England the Senior Master of the Supreme Court of Judicature.

Är den myndighet, till vilken framställning om delgivning översänts, icke behörig verkställa samma, skall myndigheten (utom i de fall, då anhållan om verkställighet i enlighet med moment (f) av denna artikel avslagits) utan särskild anmodan vidarebefordra framställningen till behörig myndighet i verkställighetslandet.

(e) Delgivning skall verkställas av därtill behörig myndighet i verkställighetslandet och skall myndigheten delgiva handlingen på sätt i landets lag stadgas om delgivning av liknande handlingar, dock att, när i framställningen om delgivningen önskan uttryckts om särskilt sätt för delgivning, sådant delgivningssätt skall användas i den mån detsamma icke är oförenligt med landets lag.

description and address of the recipient, and the nature of the document to be served, and shall enclose the document to be served in duplicate.

(c) The document to be served shall either be drawn up in the language of the country of execution, or be accompanied by a translation into such language. Such translation shall be certified as correct by a Diplomatic or Consular Officer acting for the country of origin.

(d) Requests for service shall be addressed and sent :

In Finland to the Governor of the Province in which service is to be effected ;

In England to the Senior Master of the Supreme Court of Judicature.

If the authority to whom a request for service has been sent is not competent to execute it, such authority shall (except in cases where execution is refused in accordance with paragraph (f) of this Article) of his own motion forward the request to the competent authority of the country of execution.

(e) Service shall be effected by the competent authority of the country of execution, who shall serve the document in the manner prescribed by the municipal law of such country for the service of similar documents, except that, if a wish for some special manner of service is expressed in the request for service, such manner of service shall be followed in so far as it is not incompatible with the law of that country.

(f) Tämän artiklan edellisten määräysten mukaan asianmukaisesti tehtyä tiedonantopyyntöä älköön kieltäydüttäkö täyttämästä, paitsi milloin (1) tiedonantopyynnön oikeaperäisyys ei ole todistettu tai (2) se korkea sopimuspuoli, jonka alueella tiedonannon tulee tapahtua, katsoo, että se loukkaisi sen täysivaltiuutta tahi turvallisuutta.

(g) Jos se viranomainen, jolle tiedonantopyyntö on lähetetty, ei ole sitä täyttänyt, tulee tämän heti tästä ilmoittaa sille diplomaatti- tai konsuliviranomaiselle, joka pyynnön on lähettänyt, tiedoittamalla tiedonantopyynnön hylkäämisen syyn tai ilmoittaa mille pätevälle viranomaiselle se on edelleen toimitettu.

(h) Viranomaisen, joka on täyttänyt tiedonantopyynnön, tulee antaa todistus, josta ilmenee, että tiedonanto on toimitettu tai syy, mikä toimittamisen on estänyt, ja on siinä mainittava itse asia sekä millä tavalla ja minä päivänä tiedonanto tai sen yritys on tapahtunut, sekä lähettää sanottu todistus tiedonantopyynnön tehneelle diplomaatti- tai konsuliviranomaiselle. Todistus tiedonannon toimittamisesta tai yrityksestä on kirjoitettava asiakirjan kaksoiskappaleeseen tahi siihen liitettävä.

4 artikla.

(a) Määräykset, joissa 2 ja 3 artiklassa mainitaan, älkööt millään tavoin rajoittako oikeutta ilman täytäntöönpanomaan viranomaisille tehtyä

(f) En i enlighet med här ovan i denna artikel nämnda bestämmelser vederbörligen gjord framställning om delgivning må icke avslås med mindre (1) äktheten av framställningen om delgivning ej blivit styrkt, eller (2) den höga fördragsslutande part, inom vars område delgivningen skall verkställas, finner, att dess suveränitet eller säkerhet skulle äventyras därav.

(g) I alla de fall, då begäran om delgivning ej efterkommit av den myndighet, till vilken den blivit översänd, skall denna myndighet därom genast underrätta den diplomatiska eller konsulära tjänsteman som översänt framställningen och tillika angiva skälet varför framställningen blivit avslagen eller meddela till vilken behörig myndighet den blivit vidarebefordrad.

(h) Den myndighet, som efterkommit framställning om delgivning, skall lämna ett intyg utvisande antingen att delgivningen verkställts eller ock skälet, varför densamma icke kunnat ske, och innehållande beträffande den verkställda delgivningen eller försöket härtill, uppgift om själva sakförhållandet samt sättet och dagen därför. Intyget skall sändas till den diplomatiska eller konsulära tjänsteman, som gjort framställningen om delgivning och skall tecknas på det ena av de båda likalydande exemplaren av handlingen eller vidhäftas detta.

Artikel 4.

(a) Bestämmelserna i artiklarna 2 och 3 skola icke på något sätt inkräkta på befogenheten att utan framställning till eller mellankomst

(f) The execution of a request for service, duly made in accordance with the preceding provisions of this Article, shall not be refused unless (1) the authenticity of the request for service is not established, or (2) the High Contracting Party in whose territory it is to be executed considers that his sovereignty or safety would be compromised thereby.

(g) In every instance where a request for service is not executed by the authority to whom it has been sent, the latter will at once inform the Diplomatic or Consular Officer by whom the request was sent, stating the ground on which the execution of the request has been refused or the competent authority to whom it has been forwarded.

(h) The authority by whom the request for service is executed shall furnish a certificate proving the service or explaining the reason which has prevented such service, and setting forth the fact, the manner and the date of such service or attempted service, and shall send the said certificate to the Diplomatic or Consular Officer by whom the request for service was sent. The certificate of service or of attempted service shall be placed on one of the duplicates or attached thereto.

Article 4.

(a) The provisions of Articles 2 and 3 in no way prejudice the right to use in the territory of either High Contracting Party, without

pyyntöä ja heidän puuttumatta asiaan käyttää jommankumman korkean sopimuspuolen alueella seuraavia tapoja toisen korkean sopimuspuolen alueella laadittujen oikeudellisten tai ei-oikeudellisten asiakirjain tiedoksi antamiseksi :

(1) tiedonantoa alkuperämaan puolesta toimivan diplomaatti- tai konsuliviranomaisen välityksellä ;

(2) tiedonantoa sellaisen asiamiehen välityksellä, jonka alkuperämaan oikeusviranomainen, tai se asiansainen, jonka pyynnöstä asiakirja on annettu, on sitä varten määrännyt ;

(3) postitse tapahtuvaa tiedonantoa ; taikka

(4) jotakin muuta tiedonantotapaa, joka alkuperämaassa on mahdollinen täytäntöönpanoaikana voimassa olevan lain mukaan.

(b) Korkeat sopimuspuolet pitävät periaatteellisesti suotavana, että asiakirjat, jotka annetaan tiedoksi jollakin tämän artiklan (a)-kohdassa mainituista tavoista, on, ellei vastaanottaja ole sen korkean sopimuspuolen alamainen tai kansalainen, jonka alueelta tiedoksi annettava asiakirja on peräisin, laadittava täytäntöönpanomaan kielellä, tahi niihin on liitettävä tämän kielinen käännös. Ellei kuitenkaan korkei den sopimuspuolten alueilla ole voimassa lainsäädäntöä, joka velvoittaisi asiakirjojen kääntämiseen sellaisissa tapauksissa, eivätkorkeat sopimuspuolet sitoudu mihinkään velvoitukseen tässä suhteessa.

av myndigheterna i verkställighetslandet, inom område tillhörande endera av de höga fördragsslutande parterna använda något av följande sätt för delgivning av judiciella eller extrajudiciella handlingar upprättade inom den andra höga fördragsslutande partens område :

(1) delgivning genom en i ursprungslandets tjänst stående diplomatisk eller konsulär tjänsteman ;

(2) delgivning genom ombud, utsett härför antingen av den judiciella myndigheten i ursprungslandet eller av den part, på vars ansökan handlingen utfärdats ;

(3) delgivning genom posten ; eller

(4) något annat delgivningssätt, som vid tiden för delgivningens verkställande är erkänt av ursprungslandets lag.

(b) de höga fördragsslutande parterna äro ense där- om, att det i princip är önskvärt, att de handlingar, som delgivas på något av de i moment (a) av denna artikel omnämnda sätten, böra, såvida icke mottagaren är undersäte eller medborgare tillhörande den av de höga fördragsslutande parterna, från vars område delgivnings- handlingen utgår, antingen vara avfattade på verkställighetslandets språk eller vara åtföljda av översättning till detta språk. I frånvaro av lagbestämmelser inom de höga fördragsslutande parternas områden innefattande förpliktelse i fråga om dylik översättning, åtaga sig emellertid de höga fördragsslutande parterna icke någon skyldighet i detta avseende.

any request to or intervention of the authorities of the country of execution, any of the following methods of service in connexion with judicial or extra-judicial documents drawn up in the territory of the other High Contracting Party :

(1) Service by a Diplomatic or Consular Officer acting for the country of origin ;

(2) Service by an agent appointed for the purpose either by the judicial authority of the country of origin or by the party on whose application the document was issued ;

(3) Service through the post ; or

(4) Any other method of service recognised under the law existing at the time of service in the country of origin.

(b) The High Contracting Parties agree that in principle it is desirable that documents served by any of the methods referred to in paragraph (a) of this Article should, unless the recipient is a subject or citizen of the High Contracting Party from whose territory the document to be served emanates, either be drawn up in the language of the country of execution or be accompanied by a translation into such language. Nevertheless, in the absence of any legislation in their respective territories making translations obligatory in such cases, the High Contracting Parties do not accept any obligation in this respect.

(c) Korkeat sopimuspuolet sopivat, että heidän tuomioistuimillaan on oleva oikeus omien lakiansa mukaisesti vapaasti päättää sellaisen tiedonannon pätevyydestä ja vaikutuksesta, joka on toimitettu tämän artiklan (a)-kohdassa mainitulla tavalla.

5 artikla.

(a) Milloin asiakirja on annettu tiedoksi 3 artiklan määräysten mukaisesti, tulee son korkean sopimuspuolen, jonka diplomaatti- tai konsuliviranomainen oli tehnyt pyynnön tiedonannon toimittamisesta, toiselle korkealle sopimuspuolelle suorittaa kaikki maksut ja kulut, jotka täytäntöönpanomaan lakien mukaan on maksettava tiedonannon toimittamisessa käytetyille henkilöille, sekä kaikki ne maksut ja kulut, jotka ovat aiheutuneet tiedonannon toimitamisesta jollakin erikoisella tavalla. Nämä maksut ja kulut eivät saa olla suuremmat kuin mitä täytäntöönpanomaan tuomioistuimet yleensä sallivat.

(b) Sen viranomaisen, joka on toimittanut tiedonannon, tulee, lähettäessään 3 artiklan (h)-kohdassa mainitun todistuksen sille diplomaatti- tai konsuliviranomaiselle, joka on tehnyt esityksen tiedonannon toimittamisesta, pyytää tältä näiden maksujen ja kulujen suorittamista.

(c) Sen lisäksi, mitä ylempanä on määrätty, ei toisen korkean sopimuspuolen ole toiselle suoritettava minkäänlaisia maksuja asiakirjojen tiedonannosta.

(c) Härvid gäller, att det alltjämt skall tillkomma de höga fördragsslutande parterna domstolar att i enlighet med deras egen lag fritt avgöra frågan om giltigheten och verkan av delgivning, som verkställts på något av de i moment (a) av denna artikel omnämnda sätten.

Artikel 5.

(a) Då handling delgivits i enlighet med bestämmelserna i artikel 3, skall den höga fördragsslutande part, genom vars diplomatiska eller konsulära tjänsteman framställning om delgivning gjorts, gottgöra den andra av de höga fördragsslutande parterna alla de avgifter och kostnader, vilka enligt verkställighetslandets lag skola betalas till dem, som anlitats för delgivningens verkställande, samt alla de avgifter och kostnader, som uppkommit genom att delgivningen verkställts på särskilt sätt. Nämnade avgifternas och kostnaders belopp må icke vara större än vad domstolarna i landet vanligen medgiva.

(b) Ersättning för nämnda avgifter och kostnader skall den myndighet, genom vilken delgivningen verkställts, vid översändandet av det i moment (h) av artikel 3 omförmälda intyget avkräva den diplomatiska eller konsulära tjänsteman, genom vilken framställningen gjorts.

(c) Med undantag för vad ovan stadgats, skall den ena av de höga fördragsslutande parterna icke vara skyldig betala den andra avgifter av något som helst slag för delgivning av handlingar.

(c) It is understood that the question of the validity and effect of any service effected by the use of any of the methods referred to in paragraph (a) of this Article will remain a matter for the free determination of the respective courts of the High Contracting Parties in accordance with their laws.

Article 5.

(a) In any case where documents have been served in accordance with the provisions of Article 3, the High Contracting Party, by whose Diplomatic or Consular Officer the request for service was addressed, shall repay to the other High Contracting Party any charges and expenses which are payable under the law of the country of execution to the persons employed to effect service, and any charges and expenses incurred in effecting service in a special manner. These charges and expenses shall not exceed such as are usually allowed in the courts of that country.

(b) Repayment of these charges and expenses shall be claimed by the competent authority by whom the service has been effected from the Diplomatic or Consular Officer by whom the request was addressed, when sending to him the certificate provided for in Article 3 (h).

(c) Except as provided above, no fees of any description shall be payable by one High Contracting Party to the other in respect of the service of any documents.

III. TODISTEIDEN VASTAANOTTAMINEN.

6 artikla.

(a) Kun toisen korkean sopimuspuolen alueella toimiva oikeusviranomaisen pyytää todisteiden vastaanottamista toisen korkean sopimuspuolen alueella, voidaan tällainen todisteiden vastaanottaminen, asianosaisten tai todistajain kansallisuuteen katsomatta, toimittaa 7 artiklassa määrättyllä tavalla.

(b) Tämän sopimuksen III osassa (kuitenkaan loukkamatta 7 artiklan (d)-kohdan määräyksiä täytäntöönpanomaan lakien soveltamisesta) käytetyt sanonnat :

(1) «todisteiden vastaanottaminen» tarkoittaa vallallisen tai muunlaisen kertomuksen hankkimista kantajalta, vastaajalta, asiantuntijalta tai muulta henkilöltä; valan ottamista kantajalta, vastaajalta, asiantuntijalta tai muulta henkilöltä mitä oikeudellista menettelyä varten tahansa; sekä asiakirjojen, tavaranäytteiden tai muiden esineiden esiintuomista, samaksi toteamista sekä tarkastamista ;

(2) «todistaja» tarkoittaa jokaista henkilöä, jolta jokin todistus edellämainituksa mielessä on pyydetty vastaanotettavaksi ;

(3) «alkuperämaa» tarkoittaa sitä maata, jonka oikeusviranomaisen pyytää todisteen vastaanottamista, sekä «täytäntöönpanomaa» sitä maata, jossa todiste on vastaanotettava.

III. UPPTAGANDE AV BEVIS.

Artikel 6.

(a) Äskar judiciell myndighet i område tillhörigt den ena av de höga fördragsslutande parterna, att bevis skall upptagas i område tillhörigt den andra av de höga fördragsslutande parterna, då sådant bevis, oavsett parternas eller vittnenas nationalitet, upptagas på sätt stadgas i artikel 7.

(b) I del III av denna konvention (dock utan att inkräkta på de utfästelser med hänsyn till verkställighetslandets lag, vilka innehållas i moment (d) av artikel 7) skola uttrycken :

(1) «upptagande av bevis» anses omfatta upptagande av förklaringar, på ed eller annorledes, av kärke, sakkunnig eller annan person ; upptagande av ed av kärke, svarande, sakkunnig eller annan person med avseende å vilket judiciellt förfarande som helst ; samt företeende, identifiering och undersökning av handlingar, varu-prover och andra föremål ;

(2) «vittne» anses omfatta varje person, vars hörande i avseende å upptagande av bevis i ovan-nämnd bemärkelse blivit äskat ;

(3) «ursprungsland» anses omfatta det land, vars myndigheter anhållit om upptagande av bevis och «verkställighetsland» det land, där beviset skall upptagas.

III. TAKING OF EVIDENCE.

Article 6.

(a) When a judicial authority in the territory of one of the High Contracting Parties requires that evidence should be taken in the territory of the other High Contracting Party, such evidence may be taken, whatever the nationality of the parties or witnesses may be, in the manner prescribed in Article 7.

(b) In part III of this Convention (but without prejudice to the safeguards in respect of the law of the country of execution contained in paragraph (d) of Article 7) the expressions :

(1) "Taking of evidence" shall be deemed to include the taking of the statements of a plaintiff, defendant, expert or any other person on oath or otherwise ; the submission to a plaintiff, defendant, expert or any other person of any oath with regard to any legal proceedings ; and the production, identification and examination of documents, samples or other objects ;

(2) "Witness" shall be deemed to include any person from whom any evidence, as defined above, is required to be taken ;

(3) "Country of origin" shall be deemed to mean the country by whose judicial authority the evidence is required, and "country of execution" the country in which the evidence is to be taken.

7 artikla.

(a) Alkuperämaan oikeusviranomainen voi maansa lain määräysten mukaisesti tehdä esityksen virka-avun annosta täytäntöönpanomaan asianomaiselle viranomaiselle pyytään tätä vastaanottamaan todisteen.

(b) Virka-avun pyyntö on laadittava täytäntöönpanomaan kielellä, tai siihen on liitettävä käänös sanotulle kielelle. Tällaisen käänöksen tulee olla alkuperämaan diplomaatti- tai konsuliviranomaisen oikeaksi todistama. Virka-avun pyynnössä on mainittava sen oikeudellisen menetelyn laatu, jota varten todisteen vastaanottamista pyydetään, antamalla siitä kaikki tarpeelliset tiedot, sekä asianosaisten täydelliset nimet ja henkilötiedot niin myös todistajain täydelliset nimet, henkilötiedot ja osoitteet. Siihen on myös liitettävä, joko (1) luettelo todistajalle tai todistajille tehtävistä kysymyksistä tahi, tarvittaessa, selitelmiä esiintuotavista, samaksi todettavista tai tarkastettavista asiakirjoista, tavaranäytteistä tahi muista esineistä sekä edellä määrättyllä tavalla oikeaksi todistettu käänös siitä, tahi (2) sen tulee sisältää ohjeita ja tietoja niistä asioista, joista todisteita halutaan, tahi (3) siinä on pyydetävä asianomaista viranomaista sallimaan, että saadaan suullisesti esittää ne kysymykset, jotka asianosaiset tai heidän edustajansa tahtovat tehtäväksi.

Artikel 7.

(a) Den judiciella myndigheten i ursprungslandet må i överensstämmelse med bestämmelserna i sitt lands lag göra framställning om handräckning till behörig myndighet i verkställighetslandet, med begäran, att denna myndighet upptager beviset.

(b) Framställningen om handräckning skall vara avfattad på verkställighetslandets språk eller vara åtföljd av översättning till detta språk. Sådän översättning skall till rikigheten vara styrkt av i ursprungslandets tjänst stående diplomatisk eller konsulär tjänsteman. Framställningen skall angiva beskaffenheten av det mål eller ärende, för vilket beviset åskas, jämte alla därtill nödiga upplysningar och dessutom parternas fullständiga namn och ställning samt vittnenas fullständiga namn, ställning och adress. Densamma skall vidare antingen (1) åtföljas av en förteckning över de frågor, som skola ställas till vittnet eller vittnena, eller, i fall av behov, av en beskrivning över de handlingar, varuprover eller övriga föremål, vilka skola företes, identifieras eller undersökas, jämte en på här ovan stadgat sätt till riktigheten styrkt översättning av densamma; eller (2) innehålla anvisningar eller upplysningar beträffande de omständigheter, med avseende å vilka bevis åskas; eller ock (3) innefatta begäran, att vederbörande myndighet måtte medgiva framställningen muntligen av sådana frågor, som parterna eller deras ombud må önska framställa.

Article 7.

(a) The judicial authority of the country of origin may, in accordance with the provisions of the law of his country, address himself by means of a Letter of Request to the competent authority of the country of execution, requesting such authority to take the evidence.

(b) The Letter of Request shall be drawn up in the language of the country of execution, or be accompanied by a translation into such language. Such translation shall be certified as correct by a Diplomatic or Consular Officer acting for the country of origin. The Letter of Request shall state the nature of the proceedings for which the evidence is required, giving all necessary information in regard thereto, the full names and descriptions of the parties thereto, and the full names, descriptions and addresses of the witnesses. It shall also either (1) be accompanied by a list of interrogatories to be put to the witness or witnesses, or, as the case may be, by a description of the documents, samples or other objects to be produced, identified or examined, and a translation thereof, certified as correct in the manner heretofore provided; or (2) shall contain instructions or information as to the matters in relation to which evidence is required; or (3) shall request the competent authority to allow such questions to be asked *viva voce* as the parties or their representatives shall desire to ask.

(c) Virka-avun pyynnöt toimittaa :

Suomessa Britannian konsuliviranomainen sille alioikeudelle, jonka tuomiopiirissä kuulusteltavat todistajat asuvat ;

Englannissa Suomen diplomaatti- tai konsuliviranomainen the Senior Master of the Supreme Court of Judicature-nimiselle viranomaiselle.

Ellei se viranomainen, jolle virka-avun pyyntö on lähetetty, ole pätevä sitä täyttämään, tulee tämän viranomaisen (paitsi milloin tämän artiklan (f)-kohdan mukaisesti kieltäydytään täyttämästä sitä) omasta aloitteestaan edelleen toimittaa virka-avun pyyntö täytäntöönpanomaan asianomaiselle viranomaiselle.

(d) Täytäntöönpanomaan asianomaisen viranomaisen tulee täyttää virka-avun pyyntö ja ottaa pyydetty todiste vastaan käyttämällä samoja pakkoineitoja ja samaa menetelmää, jota käytetään täytettäessä oman maan viranomaisilta saatuja virka-avun pyyntöjä tahi määräyksiä, paitsi milloin virka-avun pyynnössä on lausuttu toivomus jonkin erityisen menettelyn käyttämisestä, jolloin tällaista menettelyä on käytettävä, mikäli se ei ole täytäntöönpanomaan lain vastainen.

(e) Virka-avun pyynnön lähettäneelle diplomaatti- tai konsuliviranomaiselle on hänen toivomuksestaan ilmoitettava aika milloin sekä paikka missä virka-avun toimittaminen tapahtuu, jotta hän

(c) Framställningen om handräckning skall överlämnas :

i Finland av brittisk konsul till den underrätt, inom vars domvärjo vittnena äro boende ;

i England av finsk diplomatisk eller konsulär tjänsteman till the Senior Master of the Supreme Court of Judicature.

Är den myndighet, till vilken framställningen överlämnats, icke behörig att vidtaga den begärda åtgärden, skall myndigheten (utom i de fall, då anhållan om verkställighet i enlighet med moment (f) av denna artikel blivit avslagen) utan särskild anmodan vidarebefordra framställningen till behörig myndighet i verkställighetslandet.

(d) Vederbörande myndighet i verkställighetslandet skall lämna i framställningen begärd handräckning och upp- taga det äskade beviset med användande av samma tvångsmedel och samma förfarande, som tillämpas vid handräckning på begäran eller anmodan av myndighet i det egna landet. Dock skall, då i framställningen önskan om användande av särskilt förfarande uttryckts, sådant förfarande iakttagas, i den mån detsamma icke är oförenligt med verkställighetslandets lag.

(e) Därest den diplomatiska eller konsulära tjänsteman, genom vilken framställningen överlämnats, så önskar, skall han underrättas om tiden och platsen för handräckningsförfarandet, på

(c) Letters of Request shall be transmitted :

In Finland by a British Consular Officer to the Tribunal of First Instance in the jurisdiction of which the witnesses to be examined are resident ;

In England by a Finnish Diplomatic or Consular Officer to the Senior Master of the Supreme Court of Judicature.

In case the authority to whom any Letter of Request is transmitted is not competent to execute it, such authority shall (except in cases where execution is refused in accordance with paragraph (f) of this Article) of his own motion forward the Letter of Request to the competent authority of the country of execution.

(d) The competent authority of the country of execution shall give effect to the Letter of Request and obtain the evidence required by the use of the same compulsory measures and the same procedure as are employed in the execution of a commission or order emanating from the authorities of his own country, except that if a wish that some special procedure should be followed is expressed in the Letter of Request, such special procedure shall be followed in so far as it is not incompatible with the law of the country of execution.

(e) The Diplomatic or Consular Officer, by whom the Letter of Request is transmitted, shall, if he so desires, be informed of the date when and the place where the proceedings will take place, in

voisi siitä ilmoittaa asianomaiselle asianosaiselle tahi asianosaisille, joiden on sallittava olla henkilöhtaisesti saapuvilla taikka, jos niin tahtovat, sellaisten asianajajien tai muiden asiamiesten edustamina, jotka ovat pätevät esiintymään joko alkuperämaan tai täytäntöönpanomaan tuomioistuimissa.

(f) Tämän artiklan ylempänä mainittujen määräysten mukainen virka-avun pyyntö voidaan evätä ainoastaan :

(1) jos virka-avun pyynnön oikeaperäisyyttä ei ole todettu ;

(2) jos kyseessä olevan virka-avun pyynnön täytäminen täytäntöönpanomaassa ei kuulu oikeusviranomaisen tehtäviin ;

(3) jos se korkea sopimuspuoli, jonka alueella se on täytettävä, katsoo että se loukkaisi sen täysivaltiutta tai turvallisuutta.

(g) Kaikissa niissä tapauksissa, joissa se viranomaisen, jolle virka-avun pyyntö on lähetetty, ei sitä täytä, tulee hänen viipymättä siitä ilmoittaa pyynnön lähittäneelle diplomaatti- tai konsuliviranomaiselle mainitsemalla ne syyt, joiden nojalla virka-avun pyynnön täyttäminen on evätty, tahi tiedoittaa mille pätevälle viranomaiselle se on edelleen lähetetty.

(h) Kun virka-avun pyyntö on täytetty, tulee sen pätevän viranomaisen, jolle se oli lähetetty tai edelleen toimitettu, toimittaa sen lähittäneelle diplomaatti- tai konsuliviranomaiselle tarpeelliset

det att han må kunna underätta vederbörande part eller parter, vilka böra tillåtas vara tillstådes personligen eller ock, om de så önska, företräda genom sådana advokater eller andra ombud, som äro behöriga att uppträda inför ursprungslandets eller verkställighetslandets domstolar.

(f) Den i enlighet med de ovan i denna artikel omnämnda bestämmelserna begärda handräckningen kan avslås endast :

(1) om framställningens äkthet icke blivit styrkt ;

(2) om det i verkställighetslandet icke tillkommer judiciell myndighet att lämna den uti ifrågavarande framställning äskade handräckningen ;

(3) om den höga fördragslutande part, inom vars område den skall verkställas, finner, att dess suveränitet eller säkerhet skulle äventyras därav.

(g) I alla de fall, då den begärda handräckningen icke lämnats av den myndighet, till vilken framställningen blivit gjord, skall denna myndighet oförtövat därom underätta den diplomatiska eller konsulära tjänsteman, genom vilken framställningen överlämnats och tillika angiva de skäl varför den begärda handräckningen avslagits, eller meddela, till vilken behörig myndighet framställningen blivit vidare sänd.

(h) Då handräckning verkställts, skall den behöriga myndighet, till vilken framställningen översänts eller vidarebefordrats, tillställa den diplomatiska eller konsulära tjänsteman, genom vilken

order that he may inform the interested party or parties who shall be permitted to be present in person or to be represented, if they so desire, by barristers or solicitors or by any representatives who are competent to appear before the courts either of the country of origin or of the country of execution.

(f) The execution of a Letter of Request which complies with the preceding provisions of this Article can only be refused :

(1) If the authenticity of the Letter of Request is not established ;

(2) If, in the country of execution, the execution of the Letter of Request in question does not fall within the functions of the judiciary ;

(3) If the High Contracting Party in whose territory it is to be executed considers that his sovereignty or safety would be compromised thereby.

(g) In every instance where a Letter of Request is not executed by the authority to whom it is addressed, the latter will at once inform the Diplomatic or Consular Officer by whom it was transmitted, stating the grounds on which the execution of the Letter of Request has been refused, or the competent authority to whom it has been forwarded.

(h) When a Letter of Request has been executed, the competent authority to whom it was transmitted or forwarded shall send to the Diplomatic or Consular Officer by whom it was transmitted the

asiakirjat, joista selviää, että se on pantu täytäntöön.

densamma översänts, nödiga handlingar utvisande, att den blivit verkställd.

necessary documents establishing its execution.

8 artikla.

(a) Määräykset, joista puhutaan 6 ja 7 artikloissa, älkööt millään tavoin estäkö toisen korkean sopimuspuolen oikeusviranomaista vastaanottamasta haluamiansa todisteita toisen alueella ilman täytäntöönpanomaan viranomaisille tehtyä pyyntöä tai heidän välitystään sellaisen henkilön välityksellä, joka alkuperämaan lain mukaan on siihen pätevä. Sellainen henkilö voi olla alkuperämaan puolesta toimiva diplomaattitai konsuliviranomainen tahi joku muu tarkoitusta varten suoranaisesti määrätty sopiva henkilö.

(b) On sovittu että, milloin edellisessä kohdassa mainittua menettelyä todisteiden vastaanottamisessa noudatetaan, menettelyn tulee olla kokonaan vapaaehtoista eikä mitään pakkokeinoja saa käyttää, niin myös että korkeiden sopimuspuolten tuomioistuinten on oleva valta maansa lain mukaan ratkaista kysymys mainituin tavoin vastaanotetun todisteen pätevydestä.

9 artikla.

Jos todisteiden vastaanottamisen yritys 8 artiklassa määrättyllä tavalla todistajan saapumatta jäämisen tai todistamasta kieltäytymisen johdosta ei ole onnistunut, ei tämä ole esteenä virka-avun pyynnön tekemiseen myöhemmin 7 artiklan mukaisesti.

Artikel 8.

(a) Bestämmelserna i artiklarna 6 och 7 skola icke på något sätt inkräkta på befohgenheten att utan framställning till eller mellankomst av myndigheterna i verkställighetslandet, genom person, som jämlikt ursprungslandets lag är härtill behörig, upptaga bevis, som på begäran av judiciell myndighet i område tillhörigt den ena av de höga fördragsslutande parterna skall upptagas på den andras område. Sådan person må vara antingen i ursprungslandets tjänst stående diplomatisk eller konsulär tjänsteman, eller annan härför skickad person, som blivit för ändamålet direkt utsedd.

(b) Härvid gäller, att, då i närmast föregående moment omförmält sätt för upptagande av bevis användes, förfarandet måste vara helt och hållet frivilligt och att några tvångsmedel icke användas, ävensom att det fortfarande skall tillkomma de höga fördragsslutande parternas respektive domstolar, att enligt deras egen lag avgöra frågan om giltigheten av sålunda upptaget bevis.

Artikel 9.

Har försök att upptaga bevis på i artikel 8 bestämt sätt misslyckats på grund av vägran av vittne att inställa sig eller att avgiva vittnesmål, utgör detta icke hinder för att framställning senare göres i enlighet med artikel 7.

Article 8.

(a) The provisions of Articles 6 and 7 in no way prejudice the right of taking evidence required by a judicial authority in the territory of one High Contracting Party in the territory of the other, without any request to or the intervention of the authorities of the country of execution by a person qualified to do so according to the law of the country of origin. Such person may be a Diplomatic or Consular Officer acting for the country of origin or any other suitable individual directly appointed for the purpose.

(b) It is understood that, where the method of taking evidence referred to in the preceding paragraph is employed, the procedure must be entirely voluntary and no measures of compulsion can be employed and the admissibility of evidence so taken remains a matter for the determination of the respective courts of the High Contracting Parties in accordance with their law.

Article 9.

The fact that an attempt to take evidence by the method laid down in Article 8 has failed owing to the refusal of any witness to appear or to give evidence does not preclude a request being subsequently made in accordance with Article 7.

10 artikla.

Artikel 10.

Article 10.

(a) Kun todiste on otettu vastaan 7 artiklassa määrättyllä tavalla, tulee sen korkean sopimuspuolen, jonka oikeusviranomaisen on virkaavun pyynnön lähettänyt, toiselle korkealle sopimuspuolelle korvata kaikki kulut, jotka pyynnön täyttämiseksi ovat tämän asianomaiselle viranomaiselle aiheutuneet todistajille, asiantuntijoille, tulkeille tahi kielenkääntäjille suoritettavina maksuina ja kuluina, vapaaehtoisesti saapumattomain todistajain tuomisesta johtuneina kustannuksina sekä tämän viranomaisen todisteiden vastaanottamiseen valtuuttamalle henkilölle suoritettavina maksuina ja kuluina, milloin täytäntöönpanomaan laki sallii niin tapahtuvan, ynnä pyynnöstä noudatetun erikoisen menettelyn aiheuttamina maksuina ja kuluina. Nämä kulut saavat olla ainoastaan sellaisia, jotka täytäntöönpanomaan tuomioistuimet samankaltaisissa asioissa tavallisesti sallivat.

(b) Puheenalaisten kulujen korvaamista tulee sen asianomaisen viranomaisen, joka on täyttänyt virkaavun pyynnön, vaatia siltä diplomaattitai konsuliviranomaiselta, joka sen oli lähettänyt, toimittaessaan takaisin asiakirjat, joissa virkaavun pyyntö todetaan täytetyksi, kuten 7 artiklan (h)-kohdassa määrätään.

(c) Sen lisäksi, mitä edellä on määrätty, ei toisen korkean sopimuspuolen ole toiselle suoritettava minkäänmoisia maksuja todisteiden vastaanottamisesta.

(a) Då bevis upptagits enligt bestämmelserna i artikel 7, skall den höga fördragsslutande part, från vars judiciella myndighet framställningen kommit, gottgöra den andra höga fördragsslutande parten alla den sistnämndas vederbörande myndighet genom lämnandet av handräckningen åsamkade kostnader, vilka avse dels ersättning till vittnen, sakkunniga, tolkar eller översättare, dels kostnad för hämtning av vittne, som icke frivilligt inställt sig, dels ersättning till person, åt vilken denna myndighet må hava, i överensstämmelse med vad lagen i verkställighetslandet medgiver för dylika fall, uppdragit att upptaga beviset, dels ock kostnad föränledd av att särskilt förfarande åskats och iakttagits. Nämnda kostnader skola endast avse sådana, som verkställighetslandets domstolar i liknande fall vanligen medgiva.

(b) Ersättning för ifrågasvarande kostnader skall den myndighet, som lämnat handräckningen, vid översändandet av de handlingar, som utvisa, att handräckningen lämnats på sätt i moment (h) av artikel 7 stadgas, avkräva den diplomatiska eller konsulära tjänsteman, genom vilken framställningen om handräckning gjorts.

(c) Med undantag för vad ovan stadgats skall den ena av de höga fördragsslutande parterna icke vara skyldig ersätta den andra avgifter av något som helst slag för anledda av upptagandet av bevis.

(a) Where evidence is taken in the manner provided in Article 7, the High Contracting Party, by whose judicial authority the Letter of Request was addressed, shall repay to the other High Contracting Party any expenses incurred by the competent authority of the latter in the execution of the request in respect of any charges and expenses payable to witnesses, experts, interpreters, or translators, the costs of obtaining the attendance of witnesses who have not appeared voluntarily, and the charges and expenses payable to any person whom such authority may have deputed to act, in cases where the law of the country of execution permits this to be done, and any charges and expenses incurred by reason of a special procedure being requested and followed. These expenses shall be such as are usually allowed in similar cases in the courts of the country of execution.

(b) The repayment of these expenses shall be claimed by the competent authority by whom the Letter of Request has been executed from the Diplomatic or Consular Officer by whom it was transmitted when sending to him the documents establishing its execution as provided in Article 7 (h).

(c) Except as above provided no fees of any description shall be payable by one High Contracting Party to the other in respect of the taking of evidence.

IV. VARATTOMILLE HENKILÖILLE ANNETTAVA OIKEUSAPU, VELKAVANKEUS SEKÄ VAKUUS KULUISTA.

II artikla.

Toisen korkean sopimuspuolen alamaisia tai kansalaisia on toisen korkean sopimuspuolen alueella kohdeltava täysin tämän korkean sopimuspuolen alamaisten tahi kansalaisten vertaisina, mitä tulee varattomille henkilöille annettavaan maksuttomaan oikeusapuun sekä velkavankeuteen; eikä heitä saa, jos asuvat mainitulla alueella, velvoittaa antamaan vakuutta kuluista asiassa, jossa tämän korkean sopimuspuolen alamaisia tai kansalaisia ei siihen velvoitettaisi.

V. YLEISIÄ MÄÄRÄYKSIÄ.

12 artikla.

Tämän sopimuksen soveltamisesta mahdollisesti aiheutuvat vaikeudet on selvitettävä diplomaattista tietä.

13 artikla.

Tämä sopimus, jonka suomenkielisellä, ruotsinkielisellä ja englanninkielisellä tekstillä on yhtäläinen voima, on ratifioitava. Ratifioimiskirjat on vaihdettava Lontoossa. Sopimus tulee voimaan kuukauden kuluttua ratifioimiskirjain

IV. RÄTTSHJÄLP ÅT MEDELLÖSA, BYSÄTTNING SAMT STÄLLANDE AV SÄKERHET FÖR RÄTTEGÅNGSKOSTNADER.

Artikel II.

Den ena höga fördragsslutande partens undersåtar eller medborgare skola inom den andra höga fördragsslutande partens område åtnjuta full likställdhet med denna höga fördragsslutande parts undersåtar eller medborgare beträffande kostnadsfri rätts hjälp åt medellösa och bysättning för gäld; hava de hemvist inom nämnda område, skola de icke vara skyldiga att ställa säkerhet för kostnader i sådana fall, då sistnämnda höga fördragsslutande parts undersåte eller medborgare icke skulle vara skyldig att ställa sådan säkerhet.

V. ALLMÄNNA BESTÄMMELSER.

Artikel 12.

Svårigheter, som kunna uppkomma vid tillämpningen av denna konvention, skola undanröjas på diplomatisk väg.

Artikel 13.

Denna konvention, vars svenska, finska och engelska text äga lika vitsord, skall ratificeras. Ratifikationerna skola utväxlas i London. Konventionen skall träda i kraft en månad efter utväxlingen av ratifikationerna och skall

IV. JUDICIAL ASSISTANCE FOR POOR PERSONS, IMPRISONMENT FOR DEBT AND SECURITY FOR COSTS.

Article II.

The subjects or citizens of one High Contracting Party shall enjoy in the territory of the other High Contracting Party a perfect equality of treatment with subjects or citizens of that High Contracting Party as regards free judicial assistance for poor persons and imprisonment for debt; and provided that they are resident in the territory shall not be compelled to give security for costs in any case where a subject or citizen of such other High Contracting Party would not be so compelled.

V. GENERAL PROVISIONS.

Article 12.

Any difficulties which may arise in connexion with the operation of this Convention shall be settled through the diplomatic channel.

Article 13.

The present Convention, of which the Finnish and Swedish and English texts are equally authentic, shall be subject to ratification. Ratifications shall be exchanged in London. The Convention shall come into force one

vaihtopäivästä ja on oleva voimassa kolme vuotta sen voimaantulopäivästä lukien. Ellei kumpikaan korkeista sopimuspuolista ole viimeistään kuutta kuukautta ennen mainitun kolmivuotiskauden umpeen menemistä diplomaattista tietä toiselle ilmoittanut aikomustaan lakata sopimusta noudattamasta, on se jääpä voimaan, kunnes kuusi kuukautta on kulunut siitä päivästä, jona jompikumpi korkeista sopimuspuolista on sanonut sen irti.

gälla under tre år, räknat från dess ikraftträdande. Har ingendera av de höga fördragsslutande parterna på diplomatisk väg senast sex månader före utgången av nämnda tidrymd av tre år uppsagt konventionen, då skall den förbli gällande intill utgången av en tidrymd av sex månader från den dag, då den av endera av de höga fördragsslutande parterna blivit uppsagd.

month after the date on which ratifications are exchanged and shall remain in force for three years after the date of its coming into force. If neither of the High Contracting Parties shall have given notice through the diplomatic channel to the other not less than six months before the expiration of the said period of three years of his intention to terminate the Convention, it shall remain in force until the expiration of six months from the day on which either of the High Contracting Parties shall have given notice to terminate it.

14 artikla.

Artikel 14.

Article 14.

(a) Tätä sopimusta ei ole *ipso facto* sovellettava Skotlantiin eikä Pohjois-Irlandiin eikä myöskään Hänen Majesteettinsa Ison-Britannian, Irlannin ja brittiläisten murentakaisten dominioiden Kuningaan, Intian Keisarin siirto- tai suojelusmaihiin, ei myöskään hänen yliherruudessaan oleviin alueisiin, eikä Hänen Yhdistetyssä Kuningaskunnassa toimivan hallituksensa hoitamiin huoltoalueisiin, mutta Hänen Majesteettinsa voi milloin tahansa tämän sopimuksen ollessa 13 artiklan mukaisesti voimassa Helsingissä olevan ministerinsä välityksellä tehdyllä tiedoituksella ulottaa sopimuksen sovellettavaksi mihin hyvänsä edellä mainituista alueista.

(b) Tällaisessa tiedoituksessa on mainittava ne asianomaisella alueella olevat viranomaiset, joille 3 artiklan mukaiset tiedonantopyynnöt tahi 7 artiklan mukaiset pyynnöt todisteiden vastaanottamises-

(a) Denna konvention skall icke *ipso facto* vara tillämplig å vare sig Skottland eller Norra Irland eller Hans Majestät Konungens av Stora Britannien, Irland samt de brittiska besittningarna hinsides haven, Kejsarens av Indien kolonier eller skyddsområden, ej heller å områden under Hans överhöghet eller mandatområden, i vilka mandatet utövas av Hans Regering i det Förenade Konungariket, ägande dock Hans Majestät när helst under det denna konvention jämlikt bestämmelserna i artikel 13 är gällande, genom tillkännagivande genom Sin minister i Helsingfors utsträcka konventionens giltighet till vilket som helst av ovannämnda områden.

(b) Sådant tillkännagivande skall innehålla uppgift å de myndigheter inom ifrågasvarande område, till vilka framställning om delgivning enligt artikel 3 eller om handräckning enligt artikel 7 skall

(a) This Convention shall not apply *ipso facto* to Scotland or Northern Ireland, nor to any of the Colonies or Protectorates of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, nor to any territories under His suzerainty, nor to any mandated territories in respect of which the mandate is exercised by His Government in the United Kingdom, but His Majesty may at any time, while this Convention is in force under Article 13, by a notification given through His Minister at Helsinki, extend the operation of the Convention to any of the above-mentioned territories.

(b) Such notification shall state the authorities in the territory concerned to whom requests for service under Article 3 or Letters of Request under Article 7 are to be transmitted, and the language

ta on lähetettävä, sekä kieli, mille ilmoitukset ja käännökset on laadittava. Sellainen laajennus tulee voimaan kuukauden kuluttua sellaisen ilmoituksen päivämäärästä.

(c) Kumpikin korkea sopimuspuoli voi milloin tahansa kolmen vuoden kuluttua siitä, kun tämän sopimuksen laajennus johonkin tämän artiklan (a)-kohdassa mainittuun alueeseen on tullut voimaan, peruuttaa tämän laajennuksen sanomalla sen diplomaattista tietä irti kuutta kuukautta aikaisemmin.

(d) Sopimuksen 13 artiklan mukainen irtisanominen aiheuttaa, elleivät molemmat korkeat sopimuspuolet ole nimenomaan toisin sopineet, *ipso facto* sen voimassaolon lakkaamisen kaikkien niiden alueiden osalta, joihin sen soveltaminen tämän artiklan (a)-kohdan mukaisesti on laajennettu.

15 artikla.

(a) Korkeat sopimuspuolet sopivat, että Hänen Majesteettinsa Ison-Britannian, Irlannin ja brittiläisten merentakaisien dominioiden Kuninkas, Intian Keisari voi milloin tahansa tämän sopimuksen ollessa voimassa, joko 13 artiklan mukaisesti taikka tämän artiklan mukaisen liitynnän nojalla, diplomaattista tietä annettulla tiedoituksella yhtyä tähän sopimukseen minä tahansa Brittiläiseen kansojen yleisvaltakuntaan (British Commonwealth of Na-

överlämnas, ävensom å det språk, varpå meddelanden och översättningar skola vara avfattade. Sådan utsträckning av konventionens giltighet träder i kraft en månad efter tillkännagivandet.

(c) Envar av de höga fördragsslutande parterna äger att när som helst efter utgången av tre år från ikraftträdandet av en dylik utsträckning av konventionens giltighet till något av de områden, som omförmålas i moment (a) av denna artikel, med sex månaders uppsägningstid på diplomatisk väg uppsäga konventionen med avseende å dylik utsträckning av giltigheten.

(d) Upphör konventionen att gälla på grund av bestämmelserna i artikel 13 skall, därest icke, annat av de båda höga fördragsslutande parterna uttryckligen överenskommits, konventionen *ipso facto* upphöra att gälla även beträffande de områden med avseende å vilka dess giltighet jämlikt bestämmelserna i moment (a) av denna artikel blivit utsträckt.

Artikel 15.

(a) De höga fördragsslutande parterna överenskomma, att Hans Majestät Konungen av Stora Britannien, Irland samt de brittiska besittningarna hinsides haven, Kejsare av Indien, äger att när som helst under det denna konvention är gällande, antingen jämlikt bestämmelserna i artikel 13 eller genom anslutning jämlikt bestämmelserna i denna artikel, genom tillkännagivande på diplomatisk väg ansluta sig till denna konvention för vilken

in which communications and translations are to be made. The date of the coming into force of any such extension shall be one month from the date of such notification.

(c) Either of the High Contracting Parties may, at any time after the expiry of three years from the coming into force of an extension of this Convention to any of the territories referred to in paragraph (a) of this Article, terminate such extension on giving six months' notice of termination through the diplomatic channel.

(d) The termination of the Convention under Article 13 shall, unless otherwise expressly agreed to by both High Contracting Parties, *ipso facto* terminate it in respect of any territories to which it has been extended under paragraph (a) of this Article.

Article 15.

(a) The High Contracting Parties agree that His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, may at any time, while the present Convention is in force, either under Article 13 or by virtue of any accession under this Article, by a notification given through the diplomatic channel, accede to the present Convention in respect of any other Member of the British Commonwealth of Nations

tions) kuuluvan jäsenen puolesta, jonka hallitus haluaa sellaisen yhtymisen tapahtuvaksi, kuitenkin siten ettei yhtymistä koskevaa tiedoitusta voida tehdä sen jälkeen kuin Suomen Tasavallan Presidentti on sanonut sopimuksen irti kaikkien niiden Hänen Majesteettinsa alueiden kohdalta, mihin sopimusta sovelletaan. Artiklan 14 (kohta *b*) määräyksiä on sovellettava sellaiseen tiedoitukseen. Sellainen liityntä tulee voimaan kuukauden kuluttua siitä päivästä, jona se on annettu tiedoksi.

(b) Kolmen vuoden kuluttua tämän artiklan *(a)*-kohdan mukaisen liitynnän voimaantulon päivästä voi kumpikin korkea sopimuspuoli kuuden kuukauden kuluttua diplomaattista tietä tehtävästä, irtisanomista koskevasta tiedoituksesta lakkauttaa sopimuksen soveltamisen mihin maahan tahansa, jonka puolesta liityntäilmoitus on tehty. Sopimuksen voimassaolon lakkauttaminen 13 artiklan mukaisesti ei vaikuta sen soveltamiseen tällaiseen maahan.

(c) Tämän artiklan *(a)*-kohdan mukainen liittymistiedoitus voi käsittää sen maan hallituksen hallitseman alusmaan tai huoltoalueen, jonka kohdalta sellainen yhtymistiedoitus on tehty; ja sellaiseen maahan kohdistuvaa *(b)*-kohdan mukaista irtisanontaa sovelletaan alusmaahan tai huoltoalueeseen, joka sisältyi tähän maahan kohdistuvaan yhtymistiedoitukseen.

Tämän vakuudeksi allekirjoittaneet ovat allekirjoittaneet

som helst medlem av de brittiska nationernas Commonwealth, vars regering önskar, att dylik anslutning måtte ske, dock att sådant tillkännagivande icke må göras efter det Republiken Finlands President har uppsagt konventionen beträffande alla de av Hans Majestäts områden, å vilka konventionen är tillämplig. Bestämmelserna under moment *(b)* i artikel 14 skola tillämpas i fråga om dylikt tillkännagivande. Varje sådan anslutning skall träda i kraft en månad efter det densamma tillkännagivits.

(b) Efter utgången av tre år från det anslutning enligt bestämmelserna under moment *(a)* i denna artikel trätt i kraft, må envar av de höga fördragslutande parterna, genom sex månader i förväg på diplomatisk väg skedd uppsägning sätta konventionen ur kraft med avseende å vilket som helst av de länder, vilkas anslutning tillkännagivits. Upphör konventionen att gälla på grund av bestämmelserna i artikel 13, skall detta icke inverka på dess tillämplighet å nu nämnda länder.

(c) Tillkännagivande om anslutning enligt bestämmelserna under moment *(a)* i denna artikel må omfatta underlydande område eller mandatområde, som förvaltas av regeringen i det land vars anslutning tillkännagivits och skall enligt bestämmelserna under moment *(b)* verkställd uppsägning beträffande sådant land gälla även underlydande område eller mandatområde, som innefattats i tillkännagivandet om det landets anslutning.

Till bekräftelse härav hava undertecknade underskrivat

whose Government may desire that such accession should be effected, provided that no notification of accession may be given at any time when the President of the Republic of Finland has given notice of termination in respect of all the territories of His Majesty to which the Convention applies. The provisions of Article 14 *(b)* shall be applicable to such notification. Any such accession shall take effect one month after the date of its notification.

(b) After the expiry of three years from the date of the coming into force of any accession under paragraph *(a)* of this Article, either of the High Contracting Parties may, by giving six months' notice of termination through the diplomatic channel, terminate the application of the Convention to any country in respect of which a notification of accession has been given. The termination of the Convention under Article 13 shall not affect its application to any such country.

(c) Any notification of accession under paragraph *(a)* of this Article may include any dependency or mandated territory administered by the Government of the country in respect of which such notification of accession is given; and any notice of termination in respect of any such country under paragraph *(b)* shall apply to any dependency or mandated territory which was included in the notification of accession in respect of that country.

In witness whereof the undersigned have signed the

neet tämän suomen-, ruotsin-
sekä englanninkielillä laaditun
sopimuksen ja siihen kiinnit-
täneet sinettinsä.

Tehty kahtena kappaleena
Lontoossa 11 päivänä elo-
kuuta 1933.

denna på finska, svenska och
engelska språken avfattade
konvention samt försett den-
samma med sina sigill.

Upprättad i London i två
exemplar den 11 augusti 1933.

(L. S.) G. A. GRIPENBERG.

(L. S.) Robert VANSITTART.

present Convention, in Fin-
nish, Swedish and English
texts, and have affixed thereto
their seals.

Done in duplicate at London
the 11th day of August, 1933.

Pour copie conforme :

Erkki Reijonen,
*Chef des Archives du Ministère
des Affaires étrangères.*

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 3437. — CONVENTION ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET LA FINLANDE CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 11 AOUT 1933.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE et SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES ;

Désireux de se prêter une assistance mutuelle dans l'accomplissement des actes de procédure relatifs aux affaires civiles ou commerciales dont sont saisies ou pourraient être saisies leurs autorités judiciaires ;

Ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

M. Georg Achates GRIPENBERG, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République de Finlande à Londres ; et

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD :

Sir Robert VANSITTART, G. C. M. G., K. C. B., M. V. O., sous-secrétaire d'Etat permanent aux Affaires étrangères ;

Qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

I. DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

Article premier.

a) La présente convention ne s'applique qu'aux affaires civiles et commerciales, y compris les affaires non contentieuses ;

b) Dans la présente convention :

1^o Le terme « territoire de l'une (ou de l'autre) Haute Partie contractante » sera interprété : a) pour ce qui est de la République de Finlande, comme signifiant la Finlande, et b) pour ce qui est de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, comme signifiant l'Angleterre, le Pays de Galles et tous les territoires dans lesquels la convention est en vigueur, en raison des extensions prévues à l'article 14 ou des accessions prévues à l'article 15 ;

2^o Le terme « personnes » sera entendu comme signifiant les personnes physiques et les personnes morales ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

3° Le terme « personnes morales » sera interprété comme comprenant les sociétés de personnes, compagnies, sociétés de capitaux et autres collectivités ;

4° Le terme « sujets ou citoyens d'une Haute Partie contractante » sera entendu comme comprenant les personnes morales constituées ou enregistrées conformément aux lois du territoire de cette Haute Partie contractante ;

5° Le terme « sujets (ou citoyens) de l'une (ou de l'autre) des Hautes Parties contractantes » sera entendu comme signifiant : *a)* pour ce qui concerne la République de Finlande — tous les citoyens finlandais, et *b)* pour ce qui concerne Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes — tous les sujets de Sa Majesté, quel que soit leur domicile, et toutes les personnes placées sous sa protection.

II. SIGNIFICATION D'ACTES JUDICIAIRES ET EXTRAJUDICIAIRES.

Article 2.

a) Lorsqu'il y a lieu de signifier des actes judiciaires ou extrajudiciaires, dressés sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, à des personnes sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, ces actes pourront être signifiés au destinataire, quelle que soit sa nationalité, de la manière prévue à l'article 3 ;

b) Dans la partie II de la présente convention, le terme « pays d'origine » signifie le pays d'où émanent les actes à signifier, et le terme « pays d'exécution » signifie le pays où les actes doivent être signifiés.

Article 3.

a) La demande de signification devra être adressée et envoyée par un agent diplomatique ou consulaire représentant le pays d'origine à l'autorité compétente du pays d'exécution, demandant à cette autorité de faire signifier l'acte en question.

b) La demande de signification devra être rédigée dans la langue du pays d'exécution, devra indiquer les nom, prénoms et qualités des parties, les nom, prénoms, qualités et adresse du destinataire, ainsi que la nature de l'acte qui doit être signifié, et être accompagnée de l'acte à signifier en double expédition.

c) L'acte à signifier devra, soit être rédigé dans la langue du pays d'exécution, soit être accompagné d'une traduction en cette langue. Cette traduction sera certifiée conforme par un agent diplomatique ou consulaire représentant le pays d'origine.

d) Les demandes de signification devront être adressées et envoyées :

En Finlande, au gouverneur de la province dans laquelle la signification doit être effectuée ;

En Angleterre, au « Senior Master of the Supreme Court of Judicature ».

Si l'autorité à laquelle une demande de signification a été envoyée n'a pas qualité pour en assurer l'exécution, cette autorité devra (sauf dans les cas où l'exécution est refusée conformément au paragraphe *f)* du présent article) faire suivre d'office la demande à l'autorité compétente du pays d'exécution.

e) La signification devra être assurée par l'autorité compétente du pays d'exécution, qui signifiera l'acte dans la forme prescrite par la législation interne de ce pays pour la signification d'actes analogues, sauf dans le cas où une forme spéciale de signification aura été réclamée dans la demande de signification. Dans ce cas, l'acte devra être signifié dans cette dernière forme si elle n'est pas incompatible avec la législation du pays.

f) L'exécution de la demande de signification dûment formulée conformément aux dispositions précédentes du présent article ne pourra être refusée que :

1° Si l'authenticité de la demande de signification n'est pas établie ; ou

2° Si la Haute Partie contractante sur le territoire de laquelle l'exécution doit avoir lieu la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

g) Dans tous les cas où une demande de signification n'est pas exécutée par l'autorité à laquelle elle a été envoyée, celle-ci doit immédiatement aviser l'agent diplomatique ou consulaire par lequel la demande a été envoyée en indiquant le motif pour lequel l'exécution de la demande a été refusée ou en spécifiant l'autorité compétente à laquelle la demande a été transmise.

h) L'autorité qui aura assuré l'exécution de la demande devra fournir une attestation prouvant que la signification a été faite ou expliquant la raison pour laquelle elle n'a pas pu être assurée et constatant le fait, la forme et la date de cette signification ou tentative de signification. Cette attestation devra être envoyée à l'agent diplomatique ou consulaire par qui la demande de signification a été envoyée. Cette attestation sera portée sur l'un des doubles ou annexée à ce double.

Article 4.

a) Les dispositions des articles 2 et 3 n'affecteront en aucune manière le droit d'appliquer sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes l'un des modes prévus ci-après pour la signification d'actes judiciaires ou extrajudiciaires dressés sur le territoire de l'autre Partie contractante, sans qu'il soit nécessaire d'adresser une demande quelconque aux autorités du pays d'exécution ou sans que ces autorités aient à intervenir :

1^o Signification par un agent diplomatique ou consulaire représentant le pays d'origine ;

2^o Signification par un agent désigné à cet effet, soit par l'autorité judiciaire du pays d'origine, soit par la partie à la demande de laquelle l'acte a été établi ;

3^o Par la voie postale ; ou

4^o Selon tout autre mode de signification admis par la législation en vigueur au moment de la signification dans le pays d'origine.

b) Les Hautes Parties contractantes conviennent qu'en principe, il est désirable que les actes signifiés selon l'un des modes mentionnés au paragraphe a) du présent article soient rédigés dans la langue du pays d'exécution ou accompagnés d'une traduction en cette langue, à moins que le destinataire ne soit un sujet ou un citoyen de la Haute Partie contractante du territoire de laquelle émane l'acte à signifier. Néanmoins, à défaut, dans leurs territoires respectifs, de toutes dispositions légales rendant la traduction obligatoire en pareil cas, les Hautes Parties contractantes n'assument aucune obligation à cet égard.

c) Il est convenu que c'est aux tribunaux des Hautes Parties contractantes qu'il incombera de statuer en toute indépendance, conformément à leurs lois respectives, sur la validité et sur l'effet de toute signification effectuée selon l'un des modes mentionnés dans le paragraphe a) du présent article.

[Article 5.

a) Dans tous les cas où des actes auront été signifiés conformément [aux dispositions de l'article 3, la Haute Partie contractante dont l'agent diplomatique ou consulaire aura transmis la demande de signification devra rembourser à l'autre Haute Partie contractante les frais et dépens qui sont dus aux personnes chargées d'assurer la signification en vertu de la législation du pays d'exécution, ainsi que tous les frais et dépens afférents aux significations effectuées sous une forme spéciale. Ces frais et dépens ne devront pas dépasser le montant de ceux qui sont généralement alloués par les tribunaux du pays.

b) L'autorité compétente qui aura assuré la signification devra réclamer le remboursement de ces frais et dépens à l'agent diplomatique ou consulaire requérant, en même temps qu'elle lui fera parvenir l'attestation prévue à l'article 3 h).

c) A l'exception des frais et dépens prévus ci-dessus, l'exécution de la signification d'actes ne pourra donner lieu, de la part de l'une des Hautes Parties contractantes, à l'égard de l'autre, à la perception de taxes ou droits quelconques.

III. RÉUNION DES PREUVES.

Article 6.

a) Lorsqu'une autorité judiciaire du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes demandera que des preuves soient recueillies sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, ces preuves pourront être recueillies, quelle que soit la nationalité des parties ou des témoins, de la manière prévue à l'article 7.

b) Dans la partie III de la présente convention (mais sans préjudice des sauvegardes concernant la loi du pays d'exécution contenues dans le paragraphe d) de l'article 7) :

1^o L'expression « réunion des preuves » doit être interprétée comme comprenant l'établissement d'un procès-verbal des dépositions d'un demandeur, d'un défendeur, d'un expert ou de toute autre personne déposant sous la foi du serment ou autrement ; l'assermentation d'un demandeur, d'un défendeur, d'un expert ou de toute autre personne, aux fins d'un acte de procédure quelconque ; ainsi que la production, l'identification et l'examen de pièces, échantillons ou autres objets ;

2^o Le terme « témoin » sera considéré comme comprenant toute personne dont la déposition devra être recueillie comme il est dit ci-dessus ;

3^o L'expression « pays d'origine » sera interprétée comme signifiant le pays dont l'autorité judiciaire demande la réunion de preuves, et l'expression « pays d'exécution » comme signifiant le pays dans lequel doivent être recueillies les preuves.

Article 7.

a) L'autorité judiciaire du pays d'origine pourra, conformément à sa législation, s'adresser par commission rogatoire à l'autorité compétente du pays d'exécution pour lui demander de recueillir les preuves.

b) La commission rogatoire devra être rédigée dans la langue du pays d'exécution ou être accompagnée d'une traduction dans cette langue. Cette traduction devra être certifiée conforme par un agent diplomatique ou consulaire représentant le pays d'origine. La commission rogatoire devra indiquer la nature de l'affaire pour laquelle est demandée la réunion des preuves et fournir toutes les indications nécessaires à cet effet, les noms, prénoms et qualités des parties et les noms, prénoms, qualités et adresses des témoins. Elle devra également, soit : 1^o être accompagnée d'une liste des questions à poser au témoin ou aux témoins, ou, selon le cas, d'une description des pièces, échantillons ou autres objets à produire, à identifier ou à examiner, ainsi que d'une traduction certifiée conforme de la manière prévue ci-dessus ; soit 2^o contenir des instructions et des indications sur les points au sujet desquels des preuves sont requises ; soit 3^o demander à l'autorité compétente de permettre que soient posées de vive voix telles questions que les parties ou leurs représentants désireront poser.

c) Les commissions rogatoires seront transmises :

En Finlande, par un agent consulaire britannique au tribunal de première instance dans le ressort duquel résident les témoins à entendre ;

En Angleterre, par un agent diplomatique ou consulaire finlandais au « Senior Master of the Supreme Court of Judicature ».

Si l'autorité à laquelle une commission rogatoire a été transmise n'a pas qualité pour en assurer l'exécution, ladite autorité (sauf dans les cas où l'exécution est refusée conformément au paragraphe f) du présent article) devra la faire suivre d'office à l'autorité compétente du pays d'exécution.

d) L'autorité compétente du pays d'exécution devra donner effet à la commission rogatoire et recueillir les preuves demandées en ayant recours aux mêmes mesures coercitives et aux mêmes voies de procédure que celles qui sont employées pour assurer l'exécution d'une commission ou d'un ordre émanant des autorités de son propre pays, sauf dans le cas où dans la

commission rogatoire serait exprimé le désir qu'une procédure spéciale fût suivie, auquel cas cette procédure spéciale devra être appliquée dans la mesure où elle n'est pas incompatible avec la législation du pays d'exécution.

e) L'agent diplomatique ou consulaire qui transmet la commission rogatoire pourra, s'il le désire, être informé de la date et du lieu où il sera procédé à l'acte demandé, afin qu'il puisse aviser la partie intéressée ou les parties intéressées, qui, si elles le désirent, seront autorisées à y assister en personne ou à s'y faire représenter par des avocats ou des avoués, ou par tout autre représentant ayant qualité pour comparaître devant les tribunaux, soit du pays d'origine, soit du pays d'exécution.

f) L'exécution d'une commission rogatoire remplissant les conditions prévues ci-dessus dans le présent article ne pourra être refusée que :

1^o Si l'authenticité de la commission rogatoire n'est pas établie ;

2^o Si, dans le pays d'exécution, l'exécution de la commission rogatoire en question ne rentre pas dans les attributions du pouvoir judiciaire ;

3^o Si la Haute Partie contractante sur le territoire de laquelle cette commission rogatoire doit être exécutée juge cet acte de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

g) Dans tous les cas où la commission rogatoire n'aura pas été exécutée par l'autorité requise, celle-ci devra en informer immédiatement l'agent diplomatique ou consulaire par lequel elle aura été transmise, en indiquant les motifs pour lesquels l'exécution de la commission rogatoire a été refusée ou l'autorité compétente à laquelle elle aura été retransmise.

h) Lorsqu'une commission rogatoire aura été exécutée, l'autorité compétente à laquelle elle aura été transmise ou retransmise fournira à l'agent diplomatique ou consulaire qui l'a transmise les pièces justificatives nécessaires attestant qu'elle a été exécutée.

Article 8.

a) Les dispositions des articles 6 et 7 n'affectent en aucune manière le droit de faire recueillir les preuves requises par une autorité judiciaire du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes dans le territoire de l'autre par une personne ayant qualité pour le faire, en vertu de la loi du pays d'origine, sans qu'il soit nécessaire d'adresser une demande quelconque aux autorités du pays d'exécution ou sans que ces autorités aient à intervenir. Cette personne pourra être un agent diplomatique ou consulaire représentant le pays d'origine ou toute autre personne qualifiée, désignée directement à cet effet.

b) Il est convenu que, lorsqu'on aura recours au mode prévu à l'alinéa précédent pour recueillir les preuves, la procédure devra être entièrement volontaire, qu'il ne pourra être employé aucune mesure coercitive et qu'il incombera aux tribunaux respectifs des Hautes Parties contractantes de statuer, conformément à leurs lois propres, sur l'admissibilité des preuves ainsi recueillies.

Article 9.

Le fait qu'une tentative en vue de recueillir les preuves suivant le mode prévu à l'article 8 a échoué par suite du refus d'un témoin de comparaître ou de déposer, ne fera pas obstacle à l'envoi ultérieur d'une commission rogatoire conformément à l'article 7.

Article 10.

a) Lorsque la preuve est recueillie de la manière prévue à l'article 7, la Haute Partie contractante par l'autorité judiciaire de laquelle la commission rogatoire a été adressée devra rembourser à l'autre Haute Partie contractante tous les frais exposés par l'autorité compétente de cette dernière pour assurer l'exécution de la commission rogatoire, du chef des indemnités dues aux témoins, experts, interprètes ou traducteurs, des dépenses afférentes à la comparution des

témoins qui n'ont pas comparu volontairement, ainsi que des frais et dépens dus à toute personne que ladite autorité pourra avoir déléguée, lorsque la législation de son pays permet cette délégation, et de tous les autres frais et dépens résultant du fait qu'une procédure spéciale a été requise et suivie. Ces frais devront correspondre à ceux qui sont alloués normalement, dans des cas analogues, par les tribunaux du pays d'exécution.

b) Le remboursement de ces frais devra être réclamé par l'autorité compétente qui aura assuré l'exécution de la commission rogatoire à l'agent diplomatique ou consulaire qui la lui aura transmise, au moment de l'envoi des pièces constatant ladite exécution conformément à l'alinéa h) de l'article 7.

c) Sauf dans les cas prévus ci-dessus, la réunion des preuves ne pourra donner lieu, de la part d'une Haute Partie contractante à l'égard de l'autre, à la perception de taxes ou de droits quelconques.

IV. ASSISTANCE JUDICIAIRE AUX INDIGENTS, EMPRISONNEMENT POUR DETTES, ET CAUTIONNEMENT DES FRAIS DE JUSTICE.

Article 11.

Les sujets ou citoyens de l'une des Hautes Parties contractantes bénéficieront sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante à tous égards du même traitement que les sujets ou citoyens de cette dernière Haute Partie contractante en ce qui concerne l'assistance judiciaire gratuite aux indigents et l'emprisonnement pour dettes ; de même, à la condition qu'ils résident sur le territoire, ils ne seront pas obligés de fournir caution pour les frais de justice toutes les fois que dans les mêmes conditions un sujet ou citoyen de l'autre Haute Partie contractante ne serait pas obligé de le faire.

V. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 12.

Toutes les difficultés qui pourront s'élever au sujet de l'application de la présente convention seront réglées par la voie diplomatique.

Article 13.

La présente convention, dont le texte anglais, le texte finnois et le texte suédois font également foi, devra être ratifiée. Les ratifications seront échangées à Londres. La convention entrera en vigueur un mois après la date de l'échange des ratifications et restera en vigueur pendant trois ans à compter de la date de son entrée en vigueur. Si aucune des Hautes Parties contractantes n'a notifié à l'autre, par la voie diplomatique, six mois au moins avant l'expiration de ladite période de trois ans, son intention d'en faire cesser l'effet, la convention demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du jour où l'une des deux Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

Article 14.

a) La présente convention ne sera applicable *ipso facto* ni à l'Ecosse, ni à l'Irlande du Nord, ni à aucun des colonies ou protectorats de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, ni à aucun des territoires placés sous sa suzeraineté, ni à aucun des territoires sous mandat à l'égard desquels le mandat est exercé

par son gouvernement dans le Royaume-Uni, mais Sa Majesté pourra, à tout moment, tant que la convention sera en vigueur en vertu de l'article 13, étendre l'application de cette convention à l'un des territoires susmentionnés au moyen d'une notification transmise par l'intermédiaire de son ministre à Helsinki.

b) Cette notification devra indiquer les autorités du territoire en question auxquelles les demandes de signification prévues à l'article 3 ou les commissions rogatoires prévues à l'article 7 doivent être transmises et la langue dans laquelle doivent être faites les communications et les traductions. Toute extension de ce genre entrera en vigueur un mois après la date de cette notification.

c) A l'expiration d'un délai de trois ans après l'entrée en vigueur de l'extension de cette convention à l'un des territoires visés au paragraphe a) du présent article, chacune des Hautes Parties contractantes pourra, à tout moment, y mettre fin moyennant préavis de six mois notifié par la voie diplomatique.

d) L'expiration de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 13 mettra *ipso facto* un terme à l'application de cette convention aux territoires auxquels elle aura été étendue en vertu du paragraphe a) du présent article, à moins qu'il n'en soit convenu autrement en termes exprès par les deux Parties contractantes.

Article 15.

a) Les Hautes Parties contractantes conviennent que Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, pourra, à toute époque, tant que la présente convention sera en vigueur, soit en vertu de l'article 13, soit en vertu d'une accession fondée sur le présent article, au moyen d'une notification transmise par la voie diplomatique, accéder à la présente convention au nom de tout autre membre du Commonwealth britannique de Nations dont le gouvernement pourrait désirer que cette accession fût effectuée, sous réserve, toutefois, qu'aucune notification d'accession ne pourra être faite à aucun moment si le président de la République de Finlande a dénoncé la convention en ce qui concerne tous les territoires de Sa Majesté auxquels la convention s'applique. Les dispositions du paragraphe b) de l'article 14 seront applicables à cette notification. Toute accession de ce genre prendra effet un mois après la date de sa notification.

b) A l'expiration d'un délai de trois ans après l'entrée en vigueur d'une accession en vertu du paragraphe a) du présent article, chacune des Hautes Parties contractantes pourra, moyennant préavis de six mois notifié par la voie diplomatique, mettre un terme à l'application de la convention à l'un quelconque des pays qui ont fait l'objet d'une notification d'accession. L'expiration de la convention, telle qu'elle est prévue à l'article 13, n'affectera pas son application aux pays ci-dessus visés.

c) Les notifications d'accession visées au paragraphe a) du présent article pourront comprendre l'un quelconque des dépendances ou territoires sous mandat administrés par le gouvernement du pays que vise la notification d'accession, de même toute dénonciation de la convention concernant les pays visés au paragraphe b) s'étendra à toute dépendance ou territoire sous mandat compris dans la notification d'accession relative audit pays.

En foi de quoi, les soussignés ont signé la présente convention, rédigée en finnois, en suédois et en anglais, et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire, à Londres, le 11 août 1933.

(L. S.) G. A. GRIPENBERG.

(L. S.) Robert VANSITTART.

EXCHANGE OF NOTES

REGARDING THE EXTENSION TO NORTHERN IRELAND OF THE PROVISIONS
OF THE PRECEDING CONVENTION. HELSINKI, MARCH 7TH AND 8TH, 1934.

*Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain
June 20th, 1934.*

I.

BRITISH LEGATION.

No. 39.

HELSINGFORS, *March 7th, 1934.*

YOUR EXCELLENCY,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 14 (*a*) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at London on August 11th, 1933, the extension of the operation of that Convention to Northern Ireland.

The authority on Northern Ireland to whom requests for service (Article 3) or for the taking of evidence (Article 7) should be transmitted is the Registrar of the Supreme Court of Judicature of Northern Ireland — and the language to be used in communications and translations is English.

In accordance with Article 14 (*b*) of the Convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 7th April next.

In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication,

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my high consideration.

R. SPERLING.

His Excellency Monsieur A. Hackzell,
Minister of Foreign Affairs.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE FINLANDE.

No. 4223.

HELSINKI, *March 8th, 1934.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note No. 39 of the 7th inst. in which you were good enough to notify me about the extension of the operation of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters to Northern Ireland ; this extension coming into force on the 7th April 1934.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

ÉCHANGE DE NOTES

RELATIF A L'APPLICATION A L'IRLANDE DU NORD DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION QUI PRÉCÈDE.
HELSINKI, LES 7 ET 8 MARS 1934.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 20 juin 1934.

I.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 39.

HELSINKI, le 7 mars 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères, de vous notifier, conformément à l'article 14 *a*) de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 11 août 1933, l'extension des effets de cette convention à l'Irlande du Nord.

L'autorité à laquelle les demandes de signification (article 3) et les commissions rogatoires (article 7) devront être adressées, en Irlande du Nord, est le « Registrar of the Supreme Court of Judicature of Northern Ireland », et la langue à employer pour les communications et les traductions est l'anglais.

Conformément à l'article 14 *b*) de la convention, l'extension notifiée par la présente entrera en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 7 avril prochain.

En vous priant de bien vouloir accuser réception de cette communication, je saisis cette occasion, etc.

R. SPERLING.

Son Excellence Monsieur A. Hackzell,
Ministre des Affaires étrangères.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE FINLANDE.

N^o 4223.

HELSINKI, le 8 mars 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note N^o 39 du 7 courant, par laquelle vous avez bien voulu me notifier l'extension à l'Irlande du Nord des effets de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, cette extension devant entrer en vigueur le 7 avril 1934.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

I have taken good notice of the information that the authority in Northern Ireland to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is the Registrar of the Supreme Court of Judicature of Northern Ireland and that the language to be used in communications and translations is English.

Thanking you for the information, I have the honour to inform you that I will not fail to bring it to the notice of the Finnish authorities concerned.

I avail myself of this opportunity to renew to you, Monsieur le Ministre, the assurance of my high consideration.

A. HACKZELL.

His Excellency Sir Rowland Spering,
His Britannic Majesty's Minister,
Helsinki.

EXCHANGE OF NOTES

REGARDING THE EXTENSION TO SCOTLAND OF THE PROVISIONS OF THE PRECEDING CONVENTION.
HELSINKI, MARCH 13TH AND 16TH, 1934.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain June 20th, 1934.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 43.

HELSINGFORS, *March 13th, 1934.*

YOUR EXCELLENCY,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 14 (*a*) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at London on the 11th August, 1933, the extension of the operation of that Convention to Scotland.

2. The authority in Scotland to whom requests for service under Article 3 or Letters of Request under Article 7 should be transmitted is the Crown Agent, Edinburgh, and the language to be used in communications and translations is English.

3. In accordance with Article 14 (*b*) of the Convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 13th of April next.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my high consideration.

R. SPERLING.

His Excellency
Monsieur A. Hackzell,
Minister of Foreign Affairs.

J'ai pris dûment acte du fait que l'autorité à laquelle les demandes de signification et les commissions rogatoires doivent être transmises en Irlande du Nord est le « Registrar of the Supreme Court of Judicature of Northern Ireland », et que la langue à employer pour les communications et traductions est l'anglais.

En vous remerciant de ce renseignement, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que je ne manquerai pas de le communiquer aux autorités finlandaises intéressées.

Je saisis cette occasion, etc.

A. HACKZELL.

Son Excellence Sir Rowland Sperling,
Ministre de Sa Majesté britannique,
Helsinki.

ÉCHANGE DE NOTES

RELATIF A L'APPLICATION A L'ECOSSE DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION QUI PRÉCÈDE.
HELSINKI, LES 13 ET 16 MARS 1934.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 20 juin 1934.

I.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

N° 43.

HELSINKI, le 13 mars 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères de vous notifier, conformément à l'article 14 a) de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 11 août 1933, l'extension des effets de cette convention à l'Ecosse.

2. L'autorité à laquelle les demandes de signification, aux termes de l'article 3, et les commissions rogatoires, aux termes de l'article 7, devront être transmises, en Ecosse, est le « Crown Agent », Edimbourg, et la langue à employer dans les communications et traductions est l'anglais.

3. Conformément à l'article 14 b) de la convention, l'extension notifiée par la présente entrera en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 13 avril prochain.

4. En vous priant de bien vouloir accuser réception de cette communication, je saisis cette occasion, etc.

R. SPERLING.

Son Excellence Monsieur A. Hackzell,
Ministre des Affaires étrangères.

II.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE FINLANDE.

No. 4696.

HELSINKI, *March 16th*, 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note No. 43 of the 13th instant in which you were good enough to inform me about the extension of the operation of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters to Scotland, which extension will come into force on the 13th of April 1934.

I have taken notice of the information that the authority in Scotland to whom requests for service under Article 3 or letters of request under Article 7 should be transmitted is the Crown Agent, Edinburgh, and that the language to be used in communications and translations is English.

Thanking you for the information, I have the honour to inform you that I will bring it to the notice of the Finnish authorities concerned.

I avail myself of this opportunity to renew to you, Monsieur le Ministre, the assurance of my high consideration.

A. HACKZELL.

His Excellency
Sir Rowland Sperling,
His Britannic Majesty's Minister,
Helsinki.

III.

BRITISH LEGATION.

No. 44.

HELSINGFORS, *March 13th*, 1934.

YOUR EXCELLENCY,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, and with reference to my note of to-day's date, regarding the extension to Scotland of the provisions of the Convention with Finland regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at London on August 11st, 1933, I have the honour to inform Your Excellency that, in the case of letters of request for the taking of evidence in Scotland, issued by the Finnish authorities under Article 7 of the Convention, the Scottish equivalents "Pursuer", "Defender" and "Advocate" should be used instead of the English terms "Plaintiff", "Defendant" and "Barrister" respectively.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my high consideration.

R. SPERLING.

His Excellency
Monsieur A. Hackzell,
Minister of Foreign Affairs.

II.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE FINLANDE.

N^o 4696.

HELSINKI, le 16 mars 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note N^o 43 du 13 courant, par laquelle vous avez bien voulu me notifier l'extension à l'Écosse des effets de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, cette extension devant entrer en vigueur le 13 avril 1934.

J'ai pris acte du fait que l'autorité à laquelle devront être adressées, en Écosse, les demandes de signification, aux termes de l'article 3, et les commissions rogatoires, aux termes de l'article 7, est le « Crown Agent », Edimbourg, et que la langue à employer pour les communications et traductions est l'anglais.

En vous remerciant de ce renseignement, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que je ne manquerai pas de le communiquer aux autorités finlandaises intéressées.

Je saisis cette occasion, etc.

A. HACKZELL.

Son Excellence Sir Rowland Sperling,
Ministre de Sa Majesté britannique,
Helsinki.

III.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 44.

HELSINGFORS, le 13 mars 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères, et comme suite à ma note de ce jour concernant l'extension à l'Écosse des dispositions de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, conclue avec la Finlande et signée à Londres le 11 août 1933, de porter à votre connaissance que, pour les commissions rogatoires concernant la réunion des preuves en Écosse, et émanant des autorités finlandaises, aux termes de l'article 7 de la Convention, les termes écossais « Pursuer », « Defender » et « Advocate » devront être employés à la place des termes anglais « Plaintiff », « Defendant » et « Barrister », respectivement.

Je saisis cette occasion, etc.

R. SPERLING.

Son Excellence Monsieur A. Hackzell,
Ministre des Affaires étrangères.

IV.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE FINLANDE.

No. 4697.

HELSINKI, *March 16th*, 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note No. 44 of the 13th instant in which you were good enough to inform me that the Scottish equivalents "Pursuer", "Defender" and "Advocate" should be used instead of the English terms "Plaintiff", "Defendant" and "Barrister" in letters of request for the taking of evidence in Scotland, issued by the Finnish authorities under Article 7 of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed in London on August 11th, 1933.

I avail myself of this opportunity to renew to you, Monsieur le Ministre, the assurance of my high consideration.

A. HACKZELL.

His Excellency
Sir Rowland Sperling,
His Britannic Majesty's Minister,
Helsinki.

IV.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE FINLANDE.

N^o 4697.

HELSINKI, le 16 mars 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note N^o 44 du 13 courant, par laquelle vous avez bien voulu porter à ma connaissance que les équivalents écossais « Pursuer », « Defender » et « Advocate » devront être employés à la place des termes anglais « Plaintiff », « Defendant » et « Barrister » dans les commissions rogatoires concernant la réunion des preuves en Ecosse et émanant des autorités finlandaises, aux termes de l'article 7 de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 11 août 1933.

Je saisis cette occasion, etc.

A. HACKZELL.

Son Excellence Sir Rowland Sperling,
Ministre de Sa Majesté britannique,
Helsinki.

N° 3438.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET FINLANDE**

Accord commercial avec protocole et annexes, signés à Helsinki, le 29 septembre 1933, et échange de notes concernant l'application des dispositions de la partie II, paragraphe 1, du protocole, Londres, le 29 décembre 1933.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND FINLAND**

Commercial Agreement, with Protocol and Annexes, signed at Helsinki, September 29th, 1933, and Exchange of Notes regarding the Application of the Provisions of Paragraph 1 of Part II of the Protocol, London, December 29th, 1933.

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

N^o 3438. — SUOMEN¹ JA ISON-BRITANNIAN SEKÄ POHJOIS-IRLANNIN YHDISTYNEEN KUNINGASKUNNAN VÄLINEN KAUPPASOPIMUS. ALLEKIRJOITETTU HELSINGISSÄ 29 PÄIVÄNÄ SYYSKUUATA 1933.

Textes officiels finnois, anglais et suédois communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Finlande et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 16 juin 1934.

SUOMEN HALLITUS JA ISON-BRITANNIAN SEKÄ POHJOIS-IRLANNIN YHDISTYNEEN KUNINGASKUNNAN hallitus ovat, haluten helpottaa yhä edelleen toiselta puolen Suomeen Tasavallan ja toiselta puolen Ison-Britannian sekä Pohjois-Irlannin Yhdistyneen Kuningaskunnan välistä kauppaa, sopineet seuraavasta :

1 artikla.

Tämän sopimuksen ensimmäisen luettelon I ja II osassa lueteltuja, Yhdistyneessä Kuningaskunnassa tuotettuja tai valmistettuja tavaroita ei Suomeen tuotaessa, tulkootpa ne mistä tahansa, panna muiden tai korkeampien kuin luettelossa lähemmin mainittujen tullien ja maksujen alaisiksi.

Jos jonakin aikana lokakuun 1 päivän 1935 jälkeen osoittautuu tarpeelliseksi muuttaa niitä tämän sopimuksen määräyksiä, jotka koskevat ensimmäisen luettelon II osassa lueteltuja tavaraluokkia, siitä syystä, että näitä tavaroita on tuotu Suomeen liikaa, niin molemmat hallitukset neuvottelevat yhteisesti jokaisesta ehdotuksesta, jonka toinen tai toinen hallitus tässä tarkoituksessa esittää.

Tämän sopimuksen ensimmäisen luettelon III osassa lueteltuja tavaroita, jotka on tuotettu tai valmistettu jossakin brittiläisessä siirtomaassa, brittiläisellä suojelusalueella tai Yhdistyneen Kuningaskunnan hallituksen hoidossa olevalla mandaattialueella, ei Suomeen tuotaessa, tulkootpa ne mistä tahansa, panna muiden tai korkeampien kuin luettelossa lähemmin mainittujen tullien tai maksujen alaisiksi.

Yhdistyneen Kuningaskunnan hallitus suostuu harkitsemaan myötämielisesti jokaista Suomen hallituksen ehdotusta, jonka tarkoituksena on korvata kokonaan tai osittain mikä tahansa luettelossa esitetyistä paljoustulleista arvolleilla tai arvolleista paljoustulleilla.

2 artikla.

Suomen hallitus myöntää määrätyn kiintiön suolatuille silleille (tariffin nimike 14 b), jotka päästetään maahan alennettuihin tulleihin seuraavin ehdoin :

a. 12 kuukauden kuluessa alkaen sopimuksen voimaantulon jälkeisen kuun ensimmäisestä päivästä 1,410,000 kilon (nettopaino) kokonaismäärä 50 pennin tulliin kilolta.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 20 novembre 1933.
Entré en vigueur le 23 novembre 1933.

No. 3438. — COMMERCIAL AGREEMENT¹ BETWEEN THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND FINLAND. SIGNED AT HELSINKI, SEPTEMBER 29TH, 1933.

Finnish, English and Swedish official texts communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs and by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place June 16th, 1934.

THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND and THE GOVERNMENT OF FINLAND, desiring to facilitate still further trade and commerce between the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland on the one hand and the Republic of Finland on the other hand, have agreed as follows :

Article 1.

The articles enumerated in Parts I and II of the First Schedule to this Agreement, produced or manufactured in the United Kingdom, shall not on importation into Finland, from whatever place arriving, be subjected to duties or charges other or higher than those specified in the Schedule.

If at any time after the 1st October, 1935, it appears necessary to modify the provisions of this Agreement in regard to the classes of goods enumerated in Part II of the First Schedule, in view of excessive imports of these goods into Finland, the two Governments shall discuss together any proposals that either Government may put forward for this purpose.

The articles enumerated in Part III of the First Schedule to this Agreement, produced or manufactured in any British Colony, any territory under British protection, or any mandated territories in respect of which the mandate is exercised by the Government of the United Kingdom, shall not on importation into Finland, from whatever place arriving, be subjected to duties or charges other or higher than those specified in the Schedule.

The Government of the United Kingdom agree to consider sympathetically any proposal by the Government of Finland for replacing in whole or in part by *ad valorem* duties any of the specific duties or by specific duties any of the *ad valorem* duties set out in the Schedule.

Article 2.

The Government of Finland will allow a fixed contingent of salt herrings (tariff number 14 (b)) to be entered at reduced duties under the following conditions :

(a) During the period of 12 months commencing on the first day of the month following the date on which the Agreement comes into force a total quantity of 1,410,000 kilogrammes (net weight) at a duty of 50 penni per kilogramme.

¹ The exchange of ratifications took place at London, November 20th, 1933.
Came into force November 23rd, 1933.

b. Jokaisen 12 kuukauden kuluessa alkaen jokaisen seuraavan vuoden vastaavasta päivästä 2,600,000 kilon (nettopaino) kokonaismäärä 1 Smk : n tulliin kilolta.

c. Tämä alennettu tulli kannetaan ainoastaan Helsingin, Turun ja Viipurin tullikamarien kautta tuotavasta suolatusta sillistä.

d. Alennettuihin tulleihin maahan päästetyistä määristä lasketaan Yhdistyneelle Kuningaskunnalle myönnetty määrät sen osuuden pohjalla, joka Yhdistyneellä Kuningasunnalla on ollut suolatun sillin kokonaistuontiin Suomeen kymmenenä vuotena 1923-1932.

e. Yhdistyneen Kuningaskunnan hallitus on valmis aika ajoin neuvottelemaan Suomen hallituksen kanssa siitä, missä määrin tämän artiklan määräyksiä sovelletaan.

3 artikla.

Tämän sopimuksen toisessa luettelossa lueteltuja, Suomessa tuotettuja tai valmistettuja tavaroita ei Yhdistyneeseen Kuningaskuntaan tuotaessa, tulkootpa ne mistä tahansa, panna muiden tai korkeampien kuin luettelossa lähemmin mainittujen tullien tai maksujen alaisiksi.

Suomen hallitus suostuu harkitsemaan myötämielisesti jokaista Yhdistyneen Kuningaskunnan hallituksen ehdotusta, jonka tarkoituksena on korvata kokonaan tai osittain mikä tahansa luettelossa lähemmin mainituista arvotulleista paljoustulleilla tai paljoustulleista arvotulleilla.

4 artikla.

1. Niiden tuontitulleja ja maksuja koskevien sitoumusten lisäksi, jotka Yhdistyneen Kuningaskunnan hallitus on hyväksynyt tämän sopimuksen 3 artiklassa, se sitoutuu olemaan säännöstelemättä Yhdistyneeseen Kuningaskuntaan tuotavia, Suomessa tuotettuja voi-, juusto-, muna-, pekoni-, silava- ja siipikarjamaateria, paitsi sikäli kuin tällainen säännöstely osoittautuu tarpeelliseksi turvaamaan sellaisen suunnitelman tai sellaisten suunnitelmien tehokkaan toimeenpanon, joiden tarkoituksena on näiden tai näiden tapaisten tuotteiden kotimaisen tarjonnan menekin järjestäminen. Jos tällainen tuonnin säännöstely pannaan toimeen kaikkiin tai joihinkin näiden näistä tuotteista, seuraavat määräykset ovat voimassa sikäli kuin ne ovat sovellettavissa.

2. Yhdistyneen Kuningaskunnan hallitus ottaa sellaisessa tapauksessa arvioidessaan Suomen osuutta huomioon sen aseman, joka Suomella on ollut menneinä vuosina näiden tuotteiden hankkijana Yhdistyneen Kuningaskunnan markkinoille. Suomen osuus arvioidaan samoin perustein eikä epäedullisemmin ehdoin kuin minkä muun vieraan maan osuus tahansa.

3. Yhdistyneen Kuningaskunnan hallitus selittää, ettei se pakkokeinoin säännöstele Yhdistyneeseen Kuningaskuntaan tuotavaa minkään näiden Suomessa tuotettujen tuotteiden määrää antamatta ensin Suomen hallitukselle tilaisuutta keskustella Suomen osuudesta.

4. Voihin nähden Suomen osuus ei minään vuonna saa olla pienempi kuin 198,000 sentneriä.

5. Jos jonkin edellä mainitun tuotteen Yhdistyneeseen Kuningaskuntaan vieraista maista sallitun tuonnin kokonaismäärää koroitetaan säännöstelyn jonkin ajanjakson kuluessa, annetaan Suomelle lisäosuus. Jos Suomi ei satunnaisesti kykene täyttämään kokonaan tai osaksi jotakin sellaista lisäosuutta, niin tämä ei kuitenkaan ennakoisi mihinkään seuraavaan ajanjaksoon nähden edellä annettuja sitoumuksia.

6. Jos mikä tahansa toinen vieras hankkijamaa luopuu kokonaan tai osaksi jostakin edellä mainittujen tuotteiden osuudestaan tai menettää sen, niin Suomen osuutta ei lisätä subteellisesti vähempää kuin minkä tahansa muun vieraan maan osuutta.

7. Jos Yhdistyneen Kuningaskunnan hallitus säännöstelee jonkin maataloustuotteen tuonnin määrän Yhdistyneeseen Kuningaskuntaan, jonka tuotteen tuonti Suomesta on määrältään merkityksetön verrattuna tuontiin muista maista, Yhdistyneen Kuningaskunnan hallitus koettaa

(b) During each period of 12 months commencing on the corresponding date in each subsequent year a total quantity of 2,600,000 kilogrammes (net weight) at a duty of 1 Fmk. per kilogramme.

(c) These reduced duties shall be levied only on salt herrings imported through the Custom-houses of Helsinki (Helsingfors), Turku (Åbo) or Viipuri (Wiborg).

(d) Of the quantities allowed entrance at reduced duties the quantities allotted to the United Kingdom will be calculated on the basis of the United Kingdom share in the total imports of salt herrings into Finland for the ten years 1923-1932.

(e) The Government of the United Kingdom are prepared to enter into consultation with the Government of Finland from time to time regarding the extent to which advantage will be taken of the provisions of this Article.

Article 3.

The articles enumerated in the Second Schedule to this Agreement, produced or manufactured in Finland, shall not on importation into the United Kingdom, from whatever place arriving, be subjected to duties or charges other or higher than those specified in the Schedule.

The Government of Finland agree to consider sympathetically any proposal by the Government of the United Kingdom for replacing in whole or in part by specific duties any of the *ad valorem* duties or by *ad valorem* duties any of the specific duties set out in the Schedule.

Article 4.

1. In addition to the obligations relating to import duties and charges which they assume under Article 3 of this Agreement, the Government of the United Kingdom undertake not to regulate the quantity of imports into the United Kingdom of butter, cheese, eggs, bacon and hams, and poultry, the produce of Finland, except in so far as such regulation may be necessary to secure the effective operation of a scheme or schemes for the regulation of the marketing of domestic supplies of these or related products. In the event of such regulation of imports being introduced in the case of all or any of these products, the following provisions shall have effect in so far as they may be applicable.

2. The Government of the United Kingdom will, in such event, in making allocation to Finland, take into consideration the position which Finland has held in past years as a supplier of these products to the United Kingdom market. Allocation to Finland will be made on the same basis as, and on conditions not less favourable than, allocations to any other foreign country.

3. The Government of the United Kingdom declare that they will not regulate compulsorily the quantity of imports into the United Kingdom of any of these products, the produce of Finland, without first giving the Government of Finland the opportunity of discussing the allocation to Finland.

4. In regard to butter, the allocation to Finland shall not be less than 198,000 cwts. in any year.

5. In the event of the total quantity of any of the aforesaid products allowed to be imported into the United Kingdom from foreign countries being increased during any period of regulation, additional allocations shall be made to Finland, but any temporary inability on the part of Finland to supply the whole or a part of any such additional allocation shall not prejudice, as regards any subsequent period, the undertakings given above.

6. In the event of any other foreign supplying country renouncing or forfeiting in whole or in part its allocation of any of the aforesaid products, the allocation to Finland shall be increased in not less ratio than the allocation to any other foreign country.

7. In the event of the Government of the United Kingdom imposing any quantitative regulation on imports into the United Kingdom of any agricultural products, the imports of which from Finland are insignificant in quantity in comparison with imports from other countries, the

järjestää, että sellaisen Suomessa tuotetun tuotteen tuonti jää säännöstelemättä. Jos kuitenkin jonkin sellaisen tuotteen tuonti Suomesta kasvaa siinä määrin, että sen määrän säännöstely on tarpeellista, Yhdistyneen Kuningaskunnan hallitus sitoutuu ryhtymään keskusteluihin Suomen hallituksen kanssa siitä, mikä määrä tätä tuotetta sallitaan tuoda Suomesta Yhdistyneeseen Kuningaskuntaan.

8. Edellä mainittujen suomalaisten tuotteiden viennin valvonta Yhdistyneeseen Kuningaskuntaan uskotaan Suomen hallitukselle niin kauan kuin Yhdistyneen Kuningaskunnan hallitus on tyytyväinen sellaisen valvonnan tehokkuuteen ja yhdenmukaisuuteen kunakin aikana voimassa olevan tuonnin säännöstelysuunnitelman tai -suunnitelmien kanssa.

9. Nimitys « vieras maa » tässä artiklassa ei tarkoita maata, joka on brittiläisen kansayhteisön osa, ei brittiläistä suojelus- tai brittiläisen yliherruuden alaista aluetta eikä mandaattialuetta, joka on jonkin brittiläisen kansayhteisön osan hallituksen hoidossa.

5 artikla.

Yhden tai useamman Yhdistyneessä Kuningaskunnassa rekisteröidyn tai siellä päätoimipaikan omaavan yhtiön tai liikkeen puolesta Suomessa käyvästä kauppamatkustajilta kannettava vero ei saa olla suurempi kuin 500 Suomen markkaa jokaiselta kolmelta viikolta.

Sellaisen yhtiön tai liikkeen johtajat ja päävirkaillijat ovat oikeutettuja saamaan vapautuksen tästä verosta, jos yhtiö tai liike harjoittaa liiketoimintaa Suomessa maassa asuvan edustajan tai edustajien kautta.

6 artikla.

Minkään tässä sopimuksessa ei katsota vaikuttavan niihin oikeuksiin ja velvoituksiin, jotka johtuvat Helsingissä joulukuun 14 päivänä 1923¹ allekirjoitetusta kauppa- ja merenkulkusopimuksesta, eikä kummankaan sopimuspuolen hallituksen puolesta saa tehdä sellaista mainitun sopimuksen 25 artiklan mukaista irtisanomisilmoitusta, joka tulisi voimaan tämän sopimuksen voimassaoloaikana.

7 artikla.

Sopimuspuolten hallitukset suostuvat siihen, että jokainen niiden kesken mahdollisesti syntyvä niin hyvin tämän sopimuksen jokaisen määräyksen varsinaista tulkintaa kuin sen soveltamista koskeva riita on jommankumman pyynnöstä lykättävä Pysyväiseen kansainväliseen tuomioistuimeen, jolleivät sopimuspuolten hallitukset kussakin tapauksessa erikseen sovi riidan alistamisesta johonkin toiseen tuomioistuimeen tai käsittelemään sitä jossakin toisessa järjestyksessä. Jos riita alistetaan Pysyväiseen kansainväliseen tuomioistuimeen, pyydetään sitä, elleivät sopimuspuolten hallitukset toisin sovi, tekemään päätöksensä tuomioistuimen sääntöjen 29 artiklassa säädetyn lyhyen menettelyn mukaisesti².

8 artikla.

Tämä sopimus on ratifioitava ja ratifioimiskirjat vaihdettava Lontoossa niin pian kuin mahdollista.

Sopimus tulee voimaan kolmen päivän kuluttua ratifioimiskirjain vaihtamisesta ja jää, ottaen huomioon tämän sopimuksen pöytäkirjan II osan I kohdan määräykset, voimaan kolmeksi vuodeksi lukien voimaantulopäivästä.

¹ Vol. XXIX, page 129 ; et vol. XLV, page 126, de ce recueil.

² Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXI, page 402 ; vol. CXVII, page 46 ; vol. CXXXVI, page 430 ; vol. CXXX, page 440 ; vol. CXXXIV, page 392 ; et vol. CXLVII, page 318, de ce recueil.

Government of the United Kingdom will endeavour to arrange that imports of such product produced in Finland shall remain unregulated. If, however, imports from Finland of any such product increase to such an extent that it is necessary to regulate them quantitatively, the Government of the United Kingdom undertake to enter into discussions with the Finnish Government as to the quantity of such product to be allowed to be imported into the United Kingdom from Finland.

8. The control of exports of the aforesaid products of Finland to the United Kingdom shall be entrusted to the Government of Finland so long as the Government of the United Kingdom are satisfied that such control is effectual and in conformity with the scheme or schemes of regulation of imports for the time being in force.

9. In this Article the term "foreign country" means a country not being a part of the British Commonwealth of Nations nor a territory under British protection or suzerainty, nor a mandated territory in respect of which the mandate is exercised by the Government of a part of the British Commonwealth of Nations.

Article 5.

The tax levied on commercial travellers who visit Finland on behalf of one or more companies or firms registered in or having their principal place of business in the United Kingdom shall not exceed 500 Finnish marks for each period of three weeks.

Directors and principal officers of any such company or firm shall be entitled to exemption from the tax if the company or firm carries on business in Finland through an agent or agents resident in Finland.

Article 6.

Nothing in this Agreement shall be deemed to affect the rights or obligations arising out of the Treaty¹ of Commerce and Navigation signed at Helsinki (Helsingfors) on the 14th December, 1923, nor shall any notice of termination be given under Article 25 of that Treaty on behalf of either of the two Contracting Governments to take effect whilst the present Agreement is in force.

Article 7.

The Contracting Governments agree that any dispute that may arise between them as to the proper interpretation or application of any of the provisions of the present Agreement shall, at the request of either of them, be referred to the Permanent Court of International Justice, unless in any particular case the Contracting Governments agree to submit the dispute to some other tribunal or to dispose of it by some other form of procedure. In case any dispute shall fall to be submitted to the Permanent Court of International Justice, the Court shall, unless the Contracting Governments otherwise agree, be requested to give its decision in accordance with the summary procedure provided for in Article 29 of the Statute² of the Court.

Article 8.

The present Agreement shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at London as soon as possible.

The Agreement shall come into force three days after the exchange of ratifications and, subject to the provisions of paragraph 1 of Part II of the Protocol to this Agreement, shall remain in force during the period of three years from the date of its coming into force.

¹ Vol. XXIX, page 129 ; and Vol. XLV, page 126, of this Series.

² Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 405 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XXIV, page 153 ; Vol. XXVII, page 417 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; Vol. XCVI, page 180 ; Vol. C, page 153 ; Vol. CIV, page 492 ; Vol. CVII, page 461 ; Vol. CXI, page 402 ; Vol. CXVII, page 46 ; Vol. CXXVI, page 430 ; Vol. CXXX, page 440 ; Vol. CXXXIV, page 392 ; and Vol. CXLVII, page 318, of this Series.

Jos kumpikaan sopimuspuolten hallituksista ei ole ilmoittanut toiselle kuutta kuukautta ennen mainitun kolmivuotiskauden loppua aikomuksestaan irtisanoa tämä sopimus, se jää voimaan kunnes kuusi kuukautta on kulunut päivästä, jona ilmoitus sellaisesta aikomuksesta on tehty.

Tämän vakuudeksi tarkoitukseen asianmukaisesti valtuutetut allekirjoittajat ovat allekirjoittaneet tämän sopimuksen ja varustaneet sen sineteillään.

Tehtiin Helsingissä syyskuun 29 päivänä 1933 kahtena kappaleena suomeksi, ruotsiksi ja englanniksi, jotka kaikki kolme tekstiä ovat samalla tavoin todistusvoimaisia.

(L. S.) A. HACKZELL.

(L. S.) Henrik RAMSAY.

(L. S.) R. SPERLING.

PÖYTÄKIRJA.

Allekirjoittaessaan tälle päivälle päivätyn Suomen Tasavallan hallituksen ja Ison-Britannian sekä Pohjois-Irlannin Yhdistyneen Kuningaskunnan hallituksen välisen kauppasopimuksen, allekirjoittajat, asianmukaisesti tähän tarkoituksen valtuutettuina, selittävät sopineensa niistä määräyksistä, jotka on esitetty tässä pöytäkirjassa, joka muodostaa edellä mainitun sopimuksen erottamattoman osan.

I OSA.

1. Kun sopimuspuolten hallitukset ovat tehneet tämän sopimuksen haluten pitää yllä ja helpottaa yhä edelleen molempien maiden välistä kauppaa, Suomen hallitus, ottaen huomioon Yhdistyneen Kuningaskunnan suhteellisen osuuden Suomen viennistä, selittää aikovansa tämän sopimuksen tarkoituksena edistämiseksi rohkaista ja suosia kaikin sen käytettävissä olevin keinoin Yhdistyneessä Kuningaskunnassa tuotettujen tai valmistettujen tavarain tuontia Suomeen.

2. Suomen valtuuskunnan puheenjohtajan ja jäsenten sekä eräiden Yhdistyneen Kuningaskunnan teollisuuslaitosten edustajien keskusteltua ja suomalaisten tuonninharjoittajaryhmien annettua selityksiä, sopimuspuolten hallitukset ovat ottaneet huomionsa seuraavat keskustelut ja selitykset, nimittäin :

a. Suomalaisten tuojien puolesta The National Association of British and Irish Millersille annettu selitys, joka koskee vehnä jauhojen tuontia Yhdistyneestä Kuningaskunnasta Suomeen.

b. Eräiden suomalaisten kreosootin käyttäjien puolesta annettu selitys, joka koskee kreosootin ostamista Yhdistyneestä Kuningaskunnasta.

c. Keskustelut, jotka koskevat toimenpiteitä Yhdistyneen Kuningaskunnan raudan ja teräksen sekä Yhdistyneen Kuningaskunnan tavaramoottoriajoneuvojen Suomeen ostamisen helpottamista.

d. Suomen Puunjalostusteollisuuden Keskusliiton ja eräiden Yhdistyneen Kuningaskunnan teollisuusjärjestöjen väliset keskustelut, jotka koskevat niitä toimenpiteitä, joihin on ryhdyttävä Yhdistyneen Kuningaskunnan tuotteiden ostojen lisäämiseksi Suomen puunjalostusteollisuuden käyttöä varten.

3. Sopimuspuolten hallitukset ottavat huomionsa Lounais-Suomen Osuusteurastamo r. l:n, Turku, Karjakeskuskunta r. l:n, Helsinki, ja Kuopion Karjanmyyntiosuuskunta r. l:n, Kuopio, toiselta puolen ja Dundeen Kauppakamarin toiselta puolen kesken tehdyn sopimuksen, jossa mainitut suomalaiset järjestöt sitoutuvat käyttämään Yhdistyneeseen Kuningaskuntaan

In case neither of the Contracting Governments shall have given notice to the other six months before the expiration of the said period of three years of their intention to terminate this Agreement, it shall remain in force until the expiration of six months from the date on which notice of such intention is given.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised to that effect, have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done at Helsinki (Helsingfors) this 29th day of September, 1933, in duplicate in English and Finnish and Swedish, all three texts being equally authentic.

(L. S.) A. HACKZELL.

(L. S.) Henrik RAMSAY.

(L. S.) R. SPERLING.

PROTOCOL.

At the moment of signing the Commercial Agreement of this day's date between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the Republic of Finland, the undersigned, being duly authorised to that effect, declare that they have agreed on the provisions set out in this Protocol which shall form an integral part of the above-mentioned Agreement.

PART I.

1. The Contracting Governments having concluded the Commercial Agreement in the desire to maintain and facilitate still further trade and commerce between the two countries, the Government of Finland, having regard to the proportion of Finnish exports taken by the United Kingdom, declare their intention, in furtherance of the objects of the Agreement, to encourage and promote by all means at their disposal the importation into Finland of goods produced or manufactured in the United Kingdom.

2. Conversations having taken place between the Chairman and members of the Finnish Delegation and representatives of certain United Kingdom industries, and statements having been made on behalf of groups of Finnish importers, the Contracting Governments take note of the following conversations and statements, that is to say :

(a) A statement made on behalf of Finnish importers to the National Association of British and Irish Millers in regard to the importation into Finland of wheat flour from the United Kingdom ;

(b) A statement made on behalf of certain Finnish users of creosote regarding the purchase of creosote from the United Kingdom ;

(c) Conversations in regard to steps for facilitating the purchase in Finland of United Kingdom iron and steel and of United Kingdom commercial motor vehicles ; and

(d) Conversations between the Central Association of Finnish Wood Working Industries and certain United Kingdom industrial organisations in regard to steps to be taken with a view to increasing the purchase of United Kingdom products for the use of the Finnish wood working industries.

3. The Contracting Governments take note of an agreement concluded between Lounais-Suomen Osuusteurastamo, r. l., of Åbo ; Karjakeskuskunta, r. l., of Helsingfors ; and Kuopion Karjanmyyntiosuuskunta, r. l., of Kuopio, on the one hand, and the Dundee Chamber of Commerce, on the other, by which the said Finnish organizations undertake to use, for bacon and hams exported

viätävää pekonia ja silavaa varten yksinomaan Yhdistyneessä Kuningaskunnassa kehrätystä langasta Yhdistyneessä Kuningaskunnassa kudotusta juuttikankaasta tehtyjä peitteitä. Tämä sopimus on tehty kolmeksi vuodeksi.

4. Sopimuspuolten hallitukset ottavat huomionsa Voinvientiosuusliike Valio r. l : n, Helsinki, Keskusosuusliike Hankkija r. l : n, Helsinki, Lounais-Suomen Osuusteurastamo r. l : n, Turku, Karjakeskuskunta r. l : n, Helsinki, ja Kuopion Karjanmyyntiosuuskunta r. l : n, Kuopio, toiselta puolen sekä Salt Manufacturers' Associationin, Liverpool, toiselta puolen kesken tehdyn sopimuksen, jossa mainitut, suomalaiset järjestöt sitoutuvat huolehtimaan siitä, että Suomen tuodaan vuosittain sellainen määrä Yhdistyneessä Kuningaskunnassa tuotettua suolaa, joka ei ole pienempi kuin se määrä, jonka mainitut suomalaiset järjestöt käyttävät Yhdistyneessä Kuningaskunnassa myytäväksi tarkoitetun pekonin, silavan ja voin valmistukseen. Tämä sopimus on tehty kolmeksi vuodeksi.

II OSA.

1. Yhdistyneen Kuningaskunnan hallituksella on oikeus milloin tahansa kolmen kuukauden irtisanomisajalla sanoa irti tämä sopimus, jos jonakin kahdentoista kuukauden ajanjakson alkaen syyskuun 1 päivästä 1933 ja jokaisen seuraavan vuoden vastaavasta päivästä Yhdistyneestä Kuningaskunnasta peräisin olevan, Suomeen tuodun kivihiiilen määrä on pienempi kuin 75 % Suomen koko kivihiihituonnista sinä aikana Suomen virallisen, kivihiiilen kokonaistuontia ja sen tuontia Yhdistyneestä Kuningaskunnasta koskevan tilaston mukaan.

Edellytetään, että jokainen vajuus edellä mainitussa Yhdistyneestä Kuningaskunnasta peräisin olevassa kivihiihimäärässä, joka on tuotu ensimmäisen kahdentoista kuukauden jakson aikana, voidaan peittää milloin tahansa ennen huhtikuun 1 päivää 1935.

2. Yhdistyneen Kuningaskunnan hallitus sitoutuu olemaan irtisanomatta sopimusta 1 kohdan perusteella ennenkuin se on antanut Suomen hallitukselle tilaisuuden ryhtyä keskusteluihin asian johdosta Yhdistyneessä Kuningaskunnassa. Nämä keskustelut on aloitettava 14 päivän kuluessa siitä kun Suomen hallitus on saanut esityksen Yhdistyneen Kuningaskunnan hallitukselta.

3. Sopimusta ei sanota irti 1 kohdan perusteella, jos irtisanomisilmoituksen antamispäivän ja sen voimaantulopäivän välisenä aikana Yhdistyneestä Kuningaskunnasta peräisin olevaa kivihiiiltä on tuotu Suomeen niin paljon, että se riittää peittämään vajuuksen.

4. Sopimuspuolten hallitukset ottavat huomionsa The Central Council of Colliery Ownersin puheenjohtajan ja The British Coal Exporters' Federationin puheenjohtajan Yhdistyneen Kuningaskunnan hiiliteollisuuden puolesta allekirjoittaman, tälle päivälle päivätyn ja Suomen kauppasopimusneuvottelukunnan puheenjohtajalle osoitetun kirjeen, jossa nämä ovat ilmaisseet halunsa ja lujan aikomuksensa täyttää suomalaisten kivihiiilen ostajain ja käyttäjain tarpeet kaikin heidän käytettävissään olevin keinoin ja tässä tarkoituksessa antaneet suomalaisille ostajille ja käyttäjille kirjeessä olevat hintoja, laatuja, hankintamahdollisuutta ja muita seikkoja koskevat vakuutukset. On sovittu, että Yhdistyneen Kuningaskunnan hallituksen oikeus pöytäkirjan tämän osan 1 kohdan perusteella kolmen kuukauden irtisanomisajalla sanoa irti sopimus riippuu näiden vakuutusten täyttämisestä.

5. Yhdistyneen Kuningaskunnan hallituksella ei ole oikeutta sanoa irti sopimusta pöytäkirjan tämän osan 1 kohdan perusteella, jos Yhdistyneestä Kuningaskunnasta peräisin olevaa, asianomaisille suomalaisille ostajille sopivaa kivihiiiltä ei ole riittävää määrää saatavissa lakon tai työsulun vuoksi tai sen vuoksi, että jää tai muut seikat ovat estäneet kuljetuksen Yhdistyneestä Kuningaskunnasta suomalaiseen määräsätamaan, taikka elleivät ostajat ole voineet saada Yhdistyneestä Kuningaskunnasta tarvitsemaansa kivihiiiltä eikä sopivaa sijaislajia verrannolliseen hintaan. Jokaisessa sellaisessa tapauksessa tehdään pöytäkirjan tämän osan 1 kohdan määräyksiä soveltaen asianmukainen vähennys, joka käsittää ne kivihiihimäärät, jotka asianomaiset suomalaiset ostajat niiden sijasta ovat munalta ostaneet. Samoin tehdään pöytäkirjan tämän osan 1 kohdan määräyksiä soveltaen asianmukainen vähennys, jos Suomessa ei ole kivihiiiltä kikutettu pitkäaikais-

to the United Kingdom, wrappers made exclusively of jute cloth woven in the United Kingdom from yarns spun in the United Kingdom, the said agreement being concluded for a period of three years.

4. The Contracting Governments take note of an agreement concluded between Voinvienti-osuusliike Valio, r. l., of Helsingfors ; Keskusosuusliike Hankkija, r. l., of Helsingfors ; Lounais-Suomen Osuusteurastamo, r. l., of Åbo ; Karjakeskuskunta, r. l., of Helsingfors ; and Kuopion Karjanmyyntiosuuskunta, r. l., of Kuopio, on the one hand, and the " Salt Manufacturers' Association " of Liverpool on the other, whereby the said Finnish organizations undertake to arrange that there shall be imported into Finland in each year a quantity of salt produced in the United Kingdom which shall not be less than the quantity used by the said Finnish organizations in the manufacture of bacon, hams and butter destined to be marketed in the United Kingdom, the said agreement being concluded for a period of three years.

PART II.

1. The Government of the United Kingdom shall have the right at any time to terminate the Agreement upon three months' notice, if in any one period of twelve months, commencing on the first day of September, 1933, and on the corresponding date in each subsequent year, the amount of coal of United Kingdom origin imported into Finland is less than 75 per cent of the total imports of coal into Finland in that period as shown by Finnish official statistics of total imports of coal and of imports of coal of United Kingdom origin.

It is understood that any deficiency in the aforesaid percentage of coal of United Kingdom origin imported during the first period of twelve months may be made up at any time before the 1st April, 1935.

2. The Government of the United Kingdom undertake not to give notice of termination of the Agreement in accordance with paragraph 1 until they have given an opportunity to the Government of Finland to enter into discussions on the matter in the United Kingdom : such discussions to commence within 14 days of the date of the receipt by the Government of Finland of a request from the Government of the United Kingdom.

3. The Agreement shall not be terminated under paragraph 1 if, during the period between the date when notice of termination is given and the date of its taking effect, quantities of coal of United Kingdom origin are imported into Finland sufficient to make good the deficiency.

4. The Contracting Governments take note of a letter to the Chairman of the Finnish Delegation for the negotiation of the Commercial Agreement, dated this day and signed on behalf of the United Kingdom coal industry by the Chairman of the Central Council of Colliery Owners and the Chairman of the British Coal Exporters' Federation, wherein they have expressed their desire and firm intention to fulfil the requirements of Finnish buyers and users of coal by every means within their power, and for this purpose have given to Finnish buyers and users the assurances contained in that letter with regard to prices, qualities, availability of supplies, and other matters. It is agreed that the right of the Government of the United Kingdom, under paragraph 1 of this Part of the Protocol, to terminate the Agreement upon three months' notice is conditional upon those assurances being implemented.

5. The Government of the United Kingdom shall not have the right to give notice of termination of the Agreement in accordance with paragraph 1 of this Part of the Protocol if a sufficient quantity of coal of United Kingdom origin suitable for the Finnish buyers in question has not been available by reason of a strike or lock-out, or by reason of the fact that ice or other conditions have prevented transport from the United Kingdom to the Finnish port of destination, or if the buyers have been unable to obtain from the United Kingdom either the coal that they require or a suitable substitute at a comparable price. In any such event due allowance shall be made, in applying the provisions of paragraph 1 of this part of the Protocol, for such quantities of coal as have been purchased in place thereof by the Finnish buyers in question from other sources. Similarly, in applying the provisions of paragraph 1 of this Part of the Protocol due allowance

ten lakkojen tai työsulkujen tähden niillä Suomen teollisuuden aloilla, jotka huomattavassa määrin käyttävät Yhdistyneen Kuningaskunnan kivihiiltä. Tämän kohdan mukaan vaaditut vähennykset tehdään ainoastaan *a.* pöytäkirjan tämän osan 6 kohdan mukaisesti asetettavan suomalaisen toimikunnan ja Yhdistyneen Kuningaskunnan kaivosdepartementin välisen sopimuksen perusteella tai *b.* jos sellaista sopimusta ei saada aikaan, sopimuspuolten hallitusten välisen neuvottelun ja päätöksen jälkeen.

6. Niin pian kuin sopimus on tullut voimaan, asetetaan Suomessa toimikunta, jonka tarkoituksena on :

a. Esittää Yhdistyneen Kuningaskunnan hallituksen kaivosdepartementille Suomen tullihallituksen laatima virallinen kuukausitilasto kivihiilen kokonaistuonnista Suomen ja Yhdistyneestä Kuningaskunnasta peräisin olevan kivihiilen tuonnista Suomen. Tällainen tilasto on esitettävä kahden kuukauden kuluessa lukien sen kuukauden lopusta, jota se koskee.

b. Käsitellä Yhdistyneestä Kuningaskunnasta peräisin olevan kivihiilen suomalaisten ostajien ja käyttäjien tekemiä hintaa, laatua, hankintaa ja muita sellaisia seikkoja koskevia valituksia sikäli kuin nämä valitukset koskevat niitä asioita, joista Yhdistyneen Kuningaskunnan kivihiiliteollisuus on antanut vakuutuksia.

c. Käsitellä niitä kysymyksiä, joita tämän pöytäkirjan tämän osan 5 kohta aiheuttaa.

d. Olla yhteydessä sikäli kuin on tarpeellista Yhdistyneen Kuningaskunnan hallituksen kaivosdepartementin kanssa missä tahansa edellisten *b-* ja *c-*kohdan aiheuttamassa asiassa.

7. Kun sopimuspuolten hallitukset toivovat, että Yhdistyneen Kuningaskunnan nauttima osuus Suomen koksimarckkinoihin pysyy ennallaan ja kasvaa, sopimuspuolten hallitukset ryhtyvät toimenpiteisiin järjestääkseen neuvottelun tilanteesta aikaisimpana sopivana päivänä, ei kuitenkaan missään tapauksessa myöhemmin kuin marraskuun 30 päivänä 1933, Yhdistyneen Kuningaskunnan kaksin tuottajien ja viejien sekä Suomen kaksin tuojien kesken. Jos jonakin vuonna toukokuun 15 päivään mennessä näyttää epätodennäköiseltä, että Yhdistyneen Kuningaskunnan nauttima osuus Suomen koksimarckkinoihin saavuttaa tyydyttävän määrän sinä 12 kuukauden aikana, joka alkaa seuraavan heinäkuun 1 päivänä, sopimuspuolten hallitukset ryhtyvät tilanteen parantamista tarkoittaviin neuvotteluihin.

III OSA.

Yhdistyneen Kuningaskunnan hallitus toivoo, että sikäli kuin Yhdistyneeseen Kuningaskuntaan tuotavien maataloustuotteiden tuonnin säännöstely osoittautuu tarpeelliseksi, tämä voitaisiin tehdä vapaaehtoisen yhteistyön kautta toiselta puolen Yhdistyneen Kuningaskunnan hallituksen ja toiselta puolen niiden maiden hallitusten kesken, jotka näitä tuotteita Yhdistyneeseen Kuningaskuntaan hankkivat. Yhdistyneen Kuningaskunnan hallitus koettaa omasta puolestaan turvata, että jokainen säännöstely, jota sovellettaneenkin Suomesta Yhdistyneeseen Kuningaskuntaan tapahtuvaan maataloustuotteiden tuontiin, suoritetaan tällä tavoin.

IV OSA.

1. Suomen hallitus sitoutuu siihen, ettei Yhdistyneessä Kuningaskunnassa valmistettua viskiä ja giniä panna niitä Suomeen tuotaessa muiden tai korkeampien tullien alaisiksi kuin niiden, jotka kannetaan konjakista ja rommista.

2. Tulleista ja sisäisistä veroista johtuvat rasitukset eivät saa olla Yhdistyneessä Kuningaskunnassa valmistetulle viejiensä nimellä Suomessa myytävälle viskille ja ginille missään tapauksessa, ei välillisesti eikä välittömästi, suuremmat kuin rasitukset muulle viskille ja ginille, jotka myydään alkoholipitoisuutta alentamalla tai alentamatta.

3. Suomessa ei tehdä mitään eroitusta Yhdistyneessä Kuningaskunnassa valmistetun, maahan tuodun viskin ja ginin sekä kotimaisten väkijuomien välillä näistä tuotteista kannettavissa sisäisissä myynti-, kuljetus- tai kulutusveroissa.

shall be made for non-consumption of coal in Finland on account of protracted strikes or lock-outs within those branches of Finnish industry in which United Kingdom coal is used in considerable quantities. Allowances claimed under this paragraph shall be made only (a) by agreement between the Finnish Committee to be appointed under paragraph 6 of this Part of the Protocol and the Mines Department of the Government of the United Kingdom, or (b) failing such agreement, after discussion and settlement between the Contracting Governments.

6. As soon as the Agreement comes into force, a Committee will be appointed in Finland for the purpose of :

(a) Submitting to the Mines Department of the Government of the United Kingdom official monthly statistics prepared by the Finnish Board of Customs, of the total imports of coal into Finland and of the imports of coal of United Kingdom origin into Finland, such statistics to be submitted within two months from the end of the month to which they relate ;

(b) Dealing with complaints by Finnish buyers and users of coal of United Kingdom origin as regards price, quality, supply and other such matters in so far as such complaints relate to matters on which assurances have been given by the United Kingdom coal industry ;

(c) Dealing with questions arising under paragraph 5 of this Part of this Protocol ;

(d) Communicating where necessary with the Mines Department of the Government of the United Kingdom on any matters arising on (b) and (c) above.

7. It being the hope of the Contracting Governments that the share of the Finnish market in coke enjoyed by the United Kingdom shall be maintained and increased, the Contracting Governments will take steps to arrange a discussion of the situation at the earliest convenient date, but in any case not later than 30th November, 1933, between producers and exporters of coke in the United Kingdom and importers of coke in Finland. If by the 15th of May in any year it does not appear likely that the share of the Finnish market in coke enjoyed by the United Kingdom will reach a satisfactory proportion during the 12 months beginning on the 1st July following, the Contracting Governments will enter into consultation with a view to amending the situation.

PART III.

The Government of the United Kingdom hope that such regulation as may be necessary of imports of agricultural produce into the United Kingdom may be effected by voluntary co-operation between the Government of the United Kingdom on the one hand and the Governments of countries supplying these products to the United Kingdom on the other hand ; and the Government of the United Kingdom will endeavour for their part to secure that any regulation applied to imports into the United Kingdom of agricultural produce from Finland shall be effected in this way.

PART IV.

1. The Government of Finland undertake that whisky and gin the manufacture of the United Kingdom shall not on importation into Finland be subjected to other or higher Customs duties than those levied on brandy or rum.

2. The charges in respect of Customs duties and internal taxes on whisky and gin the manufacture of the United Kingdom sold in Finland under their exporters' names shall in no case, directly or indirectly, exceed the charges on other whisky and gin put up for sale, with or without reduction of degree.

3. No discrimination shall be made in Finland between imported whisky and gin the manufacture of the United Kingdom and native spirits in respect of the levy of internal taxes on the sale, transport or consumption of these products.

4. Yhdistyneessä Kuningaskunnassa valmistetut väkijuomat nauttivat Suomessa tuontiin, tukku- ja vähittäismyyntihintojen määräämiseen, myyntiin, kuljetukseen ja kulutukseen nähden yhtä suopeaa kohtelua kuin mistä muusta maasta tahansa tuotavat väkijuomat.

5. Yhdistyneessä Kuningaskunnassa olevien yhtiöiden ja liikkeiden edustajat ovat oikeutetut Suomen monopolin välityksellä ja valvonnan alaisina Suomessa ottamaan vastaan viski- ja gininäytteitä ja esittämään niitä yksityisasiakkailleen.

6. Väkijuomien myyntiä varten nämä edustajat voivat edustamiensa liikkeiden nimessä bankkia asiakkailleen hintaluetteloja ja käyttää kaikkea laillista mainostusta.

7. Huolimatta edellä olevista määräyksistä on selvää, että viinien ja väkijuomien osto, myynti ja anniskelu kuuluvat Suomessa yksinomaan monopolille.

8. Suomessa myytäviksi tarjottavien viskin ja samantapaisten väkijuomien määrittämiseen ja nimilipuilla varustamiseen nähden Suomen hallitus sitoutuu siihen :

i. että englantilaista sanaa « whisky » käytetään vain englantiapuhuvissa maissa valmistetusta viskistä ;

ii. että englantiapuhuvassa maassa valmistetun viskin alkuperämaa aina mainitaan hintaluetteloissa ja pullon nimilipuissa, s. o. että sanaa « whisky » käytetään sanayhtymissä, joissa on asianmukainen alkuliite, esim. « Scotch », « Irish » j. n. e. ;

iii. että viskiä muistuttavia Suomessa tai muissa englantiapuhumattomissa maissa valmistettuja väkijuomia ei nimitetä englantilaisella sanalla « whisky », vaan tuotantomaa kielellä ;

iv. että skotlantilainen ja irlantilainen viski, joka on viinoitettu vierasta alkuperää olevilla väkijuomilla, on sellaiseksi pullon nimilipussa suomeksi määriteltävä.

9. Suomen hallitus selittää, ettei se salli tuoda Suomeen viskiä, jota ei ole kypsytetty puuastioissa vähintään 3 vuotta.

V OSA.

Suomen hallitus sitoutuu muuttamaan pohjanahan tuonnissa Suomeen vallitsevia, toukokuun 4 päivänä 1931 päivättyjä säännöksiä siten :

i. että jokainen näytteen otto sellaisesta nahasta suoritetaan International Society of Leather Trades Chemistsin suosittelman menetelmän mukaisesti ; ja

ii. että sallittu pesuhäviö selkämässä koroitetaan 20 % : ista 23 % : iin ilmakeivan nahan painosta.

VI OSA.

Sopimuspuolten hallitukset selittävät tehneensä kauppasopimuksen olettaen, ettei kumpikaan hallitus pane toimeen määrää koskevia tuonnin rajoituksia, jotka voisivat tehdä mitättömiksi ne tariffimyönnytykset, joista tässä sopimuksessa on määrättyjä. Sen mukaisesti Yhdistyneen Kuningaskunnan hallitus selittää, ettei se pane määrää koskevia tuonnin rajoituksia muille sopimuksen toisessa luettelossa luetelluille tavaroille kuin maataloustuotteille, ja Suomen hallitus selittää, ettei se pane määrää koskevia tuonnin rajoituksia sopimuksen ensimmäisessä luettelossa luetelluille tavaroille.

Tehtiin Helsingissä syyskuun 29 päivänä 1933 kahtena kappaleena suomeksi, ruotsiksi ja englanniksi, jotka kaikki kolme tekstiä ovat samalla tavoin todistusvoimaisia.

A. HACKZELL.
Henrik RAMSAY.
R. SPERLING.

4. Spirits manufactured in the United Kingdom shall enjoy in Finland, as regards import, the fixing of wholesale and retail prices, sale, transport and consumption, treatment as favourable as spirits imported from any other country.

5. Through the intermediary and under the control of the Finnish Monopoly, agents of companies or firms established in the United Kingdom shall be entitled in Finland to receive samples of whisky and gin and to submit them to their private customers.

6. In order to sell spirits, such agents may, in the names of the firms they represent, furnish their customers with price lists, and undertake all legal forms of publicity.

7. Notwithstanding the above-mentioned provisions it is understood that the purchase, sale and distribution (*debit*) of wines and spirits belong in Finland exclusively to the Monopoly.

8. With regard to the description and labelling of whisky and similar spirits offered for sale in Finland, the Government of Finland undertake :

(i) That the English word " whisky " shall be applied only to whisky produced in English-speaking countries ;

(ii) That the country of origin of whisky produced in an English-speaking country shall always be indicated in price lists and on bottle labels ; that is to say, that the word " whisky " shall be used in conjunction with the appropriate prefix — *e. g.* " Scotch ", " Irish ", etc. ;

(iii) That spirits resembling whisky produced in Finland or in other non-English-speaking countries shall be described, not by the English word " whisky ", but in the language of the producing country ;

(iv) That Scotch or Irish whisky blended with spirits of foreign origin shall be so described on the bottle label in Finnish.

9. The Government of Finland declare that they will not permit the importation into Finland of whisky which has not been matured in the wood for at least 3 years.

PART V.

The Government of Finland undertake to amend the Regulations dated 4th May, 1931, governing the importation of sole leather into Finland so as to provide :

(i) That any sampling of such leather shall be made in accordance with the method recommended by the International Society of Leather Trades Chemists ; and

(ii) That the allowance of water solubles in bends shall be raised from 20 % to 23 % of the weight of the air-dried leather.

PART VI.

The Contracting Governments declare that they have entered into the Commercial Agreement on the assumption that neither Government will introduce quantitative restrictions on imports which would have the effect of nullifying the tariff concessions for which provision is made in the Agreement. Accordingly the Government of the United Kingdom declare that they will not impose quantitative restriction on imports of articles enumerated in the Second Schedule to the Agreement, other than agricultural products, and the Government of Finland declare that they will not impose quantitative restriction on imports of articles enumerated in the First Schedule to the Agreement.

Done at Helsinki (Helsingfors) this 29th day of September, 1933, in duplicate in English and Finnish and Swedish, all three texts being equally authentic.

A. HACKZELL.
Henrik RAMSAY.
R. SPERLING.

ENSIMMÄINEN LUETTELO. — OSA I.

Huomautus. — Lukuunottamatta niitä tapauksia, joissa tariffinimike on muutettu tai jaettu osiin, ovat tämän luettelon sisältämät tavarat samoja kuin ne, jotka nyt tullataan mainittujen tariffinimikkeiden alaisina. Tässä luettelossa määrättyt tullit on kannettava tämän sopimuksen päivämäärän aikaan voimassa olevien määräysten mukaisesti.

Nimikkeen n:o.	Tavaralaji	Tullimäärä
	<i>Ryhmästä I.</i>	Markkaa
14 b	Suolattu silli I kg	2: —
	<i>Muist.</i> Sopimuksen 2 artiklassa määrätyn kiintiön rajoissa sallitaan suolatus sillin tuonti alennettuihin tullimääriin mainitussa artiklassa asetetuin ehdoin.	
25 b	Tiivistetyt liemet, soija ja kastikkeet, paitsi ilmanpitävästi suljetuissa pakkauksissa I kg	5: —
27	Tali, premier jus ja painotali I kg	—: 40
138	Sinappi, jauhettu I kg	8: —
146	Lihamehuste, tiivistetyt liemet, soija ja kastikkeet, ilmanpitävästi suljetuissa pakkauksissa I kg	10: —
147:stä	Piklessi sekä appelsiini- ja muu sellainen marmelaadi, ilmanpitävästi suljetuissa pakkauksissa I kg	5: —
153 b:stä	Whisky ja gini 2 litraa tai vähemmän vetävissä astioissa I litra	22: —
	<i>Ryhmästä II B 3.</i>	
	<i>Hamppu-, pellava-, ramie- ja muu lanka, erikseen mainitsemattomista, kasvikuunnasta saaduista kehruuaineksista, myös puuvillaa ja juutia sekoittamalla, valmistettu.</i>	
218	Kaksi- tai useampisäikeinen lanka, valkaisuaton, aina n : oon 18 asti (englantilaista numeroa) I kg	3: 20
224	Lanka, pienemmissä, vähittäiskauppaan tarkoitetuissa sykkyroissa, rullissa, käämeissä ym. muissa sellaisissa . I kg	6: —
	<i>Ryhmästä II B 6.</i>	
	<i>Punontateokset sekä side- ja purjelanka, myös rautatangalla vahvistetut.</i>	
230	Palmikoimattomat (muut kuin tariffin nimikkeen 229 sisältämät):	
	a) vähintään 10 mm : n paksuiset I kg	1: 50
	b) alle 10 mm : n, mutta ei alle 5 mm : n paksuiset . . . I kg	2: —
	c) 5 mm ohuimmat I kg	3: —
	<i>Ryhmästä II C 1.</i>	
	<i>Puuvillakankaat, myös juutia lisäämällä kudotut.</i>	
234 a	Konehuopa, tehdastarpeisiin tarkoitettu, myös päätön; purjekangas, valkaisuaton ja värjäämätön enintään 65 cm : n levyinen, painoltaan vähintään 650 gr m ² : ltä ja cm ² : n pinta-alalla enintään 36 loimi- ja kudelankaa . I kg	3: —

FIRST SCHEDULE. — PART I.

Note. — Except where the Tariff item is amended or sub-divided, the goods covered by this Schedule are those now assessed for duty under the Tariff numbers quoted. The duties set out in this Schedule shall be assessed in accordance with the regulations in force on the date of this Agreement.

Tariff Number	Article	Rate of Duty
	<i>From Group I.</i>	Marks
14 (b)	Salt herrings per kg.	2
	<i>Note.</i> — Within the limits of the contingent prescribed in Article 2 of the Agreement, salt herrings shall be admitted at reduced rates of duty under the conditions set out in that Article.	
25 (b)	Concentrated soups, soy and sauces, not in airtight packing per kg.	5
27	Tallow premier jus and pressed tallow per kg.	0.40
138	Mustard, ground per kg.	8
146	Meat extracts, concentrated soups, soy and sauces, in airtight packing per kg.	10
Ex 147	Pickles and orange and similar marmalade, in airtight packing per kg.	5
Ex 153 (b)	Whisky and gin in receptacles containing 2 litres or less per litre	22
	<i>From Group II B 3.</i>	
	<i>Yarn of hemp, flax, ramie or other unspecified vegetable textile material, whether or not combined with cotton or jute.</i>	
218	Yarns of two or more threads, unbleached, up to No. 18 (English) per kg.	3.20
224	Yarns and thread put up in small packing for retail sale, such as skeins, balls, reels, and the like per kg.	6
	<i>From Group II B 6.</i>	
	<i>Ropemakers' wares, twine and sail yarn, with or without core of iron wire.</i>	
230	Not plaited (other than that included under Tariff No. 229) :	
	(a) At least 10 mm. in diameter per kg.	1.50
	(b) Less than 10 but not less than 5 mm. in diameter per kg.	2
	(c) Less than 5 mm. in diameter per kg.	3
	<i>From Group II C 1.</i>	
	<i>Tissues of cotton, whether with admixture of jute or not.</i>	
234 (a)	Machine felt for factory use, even endless ; sailcloth, unbleached and undyed, up to 65 cm. wide, weighing at least 650 gms. per square metre and containing up to 36 warp and weft threads in 1 square cm. per kg.	3

Nimikkeen n:o.	Tavaralaji	Tullimäärä
		Markkaa
235	Kirjansitojanvaate, liisteröity, myös paperilla vahvistettu, sekä osotelipuiksi aiottu viimeistelty kangas (n. s. label-vaate)	1 kg 7:—
236	Felbi, nukka-verka (plyysi) ja sametti sekä sametin- ja nukka-veranlaatuiset kankaat, leikkaamattomat tai leikatut :	
237	valkaisuamattomat ja värjäämättömät	1 kg 16:—
	valkaistut, värjätyt tai painetut	1 kg 19:—
	Kankaat, erikseen mainitsemattomat, joiden koko pinta-ala kudonnaltaan on samanlaatuinen :	
	paino m ² :ltä vähintään 250 gr :	
238	valkaisuamattomat ja värjäämättömät	1 kg 7:—
239 b	valkaistut, värjätyt tai painetut (muut kuin tariffin nimikkeen 239 a mukaan tullattavat)	1 kg 9:—
	paino m ² :ltä vähemmän kuin 250 gr, mutta ei vähemmän kuin 100 gr :	
241 b:stä	valkaistut tai värjätyt, paitsi värjätyistä langoista kudotut (muut kuin tariffin nimikkeen 241 a alaiset) painetut, muut kuin tariffin nimikkeen 241 a alaiset, leveydeltään :	1 kg 13:—
	1) vähemmän kuin 88 cm	1 kg 15:—
	2) 88 cm tai enemmän	1 kg 10:80
	paino m ² :ltä vähemmän kuin 100 gr :	
242	valkaisuamattomat ja värjäämättömät	1 kg 16:—
243 b:stä	valkaistut, värjätyt tai painetut (paitsi värjätyistä langoista kudotut tai tariffin nimikkeen 243 a alaiset), joissa cm ² :n pinta-alalla on enintään 40 loimi- ja kudelankaa.	1 kg 23:—
244 b:stä	valkaistut tai värjätyt (paitsi värjätyistä langoista kudotut tai tariffin nimikkeen 244 a alaiset), joissa cm ² :n pinta-alalla on enemmän kuin 40 loimi- ja kudelankaa.	1 kg 31:—
	painetut (paitsi tariffin nimikkeen 244 a alaiset), joissa cm ² :n pinta-alalla on enemmän kuin 40 loimi- ja kudelankaa, leveydeltään :	
	1) vähemmän kuin 88 cm	1 kg 35:—
	2) 88 cm tai enemmän	1 kg 25:—
	Kankaat, muunlaiset, erikseen mainitsemattomat, myös kuosiin kudotut :	
	paino m ² :ltä vähintään 100 gr :	
245	valkaisuamattomat ja värjäämättömät	1 kg 14:50
246 b	valkaistut, värjätyt, värjätyistä langoista kudotut tai painetut (muut kuin tariffin nimikkeen 246 a alaiset) paino m ² :ltä vähemmän kuin 100 gr :	1 kg 24:—
247	valkaisuamattomat ja värjäämättömät	1 kg 20:—
248	valkaistut, värjätyt, värjätyistä langoista kudotut tai painetut	1 kg 38:—
	<i>Ryhmästä II C 2.</i>	
	<i>Kookos-, paperi-, juuti-, hamppu-, pellava- ja muut kankaat, erikseen mainitsemattomista, kasvikuunnasta saaduista kehruuaineksista kudotut.</i>	
251	Juutista, muita kehruuaineita lisäämättä, kudottu säkki- ja käärekangas, valkaisuamaton, värjäämätön, liimaamaton, jossa 2 cm ² :n pinta-alalla on yhteensä enintään 17 loimi- ja kudelankaa	1 kg —:60

Tariff Number	Article	Rate of Duty
		Marks
235	Bookbinders' cloth, dressed, whether or not stiffened with paper, also prepared cloth for address labels (label cloth) per kg.	7
	Velvet, plush and similar pile tissues, with cut or uncut pile :	
236	Not bleached or dyed per kg.	16
237	Bleached, dyed or printed per kg.	19
	Tissues, not specially mentioned, the whole surface being of uniform weave :	
	Weighing 250 gms. or more per square metre :	
238	Unbleached and undyed per kg.	7
239 (b)	Bleached, dyed or printed (other than those dutiable under Tariff No. 239 (a)) per kg.	9
	Weighing less than 250 gms. but not less than 100 gms. per square metre :	
Ex 241 (b)	Bleached or dyed (not including colour-woven) — other than those classed under Tariff No. 241 (a) per kg.	13
	Printed, other than those classed under Tariff No. 241 (a), with a width of :	
	(i) Less than 88 cm. per kg.	15
	(ii) 88 cm. or over per kg.	10.80
	Weighing less than 100 gms. per square metre :	
242	Unbleached and undyed per kg.	16
Ex 243 (b)	Bleached, dyed or printed (not including colour-woven goods or those classed under Tariff No. 243 (a)), containing up to 40 warp and weft threads per square cm. per kg.	23
Ex 244 (b)	Bleached or dyed (not including colour-woven goods or those classed under Tariff No. 244 (a)), containing more than 40 warp and weft threads per square cm. per kg.	31
	Printed (other than those classed under Tariff No. 244 (a)), containing over 40 warp and weft threads per square cm., with a width of :	
	(i) Less than 88 cm. per kg.	35
	(ii) 88 cm. or over per kg.	25
	Tissues, other kinds, not specially mentioned, whether or not figure woven :	
	Weighing 100 gms. or more per square metre :	
245	Unbleached and undyed per kg.	14.50
246 (b)	Bleached, dyed or colour-woven, or printed (other than those classed under Tariff No. 246 (a)) per kg.	24
	Weighing less than 100 gms. per square metre :	
247	Unbleached and undyed per kg.	20
248	Bleached, dyed or colour-woven or printed per kg.	38
<i>From Group II C 2.</i>		
<i>Tissues of coconut fibre, paper, jute, hemp, linen and other unspecified vegetable textile materials.</i>		
251	Sacking and packing cloth of jute, without admixture of other textile materials, unbleached, undyed, unsized, containing not more than 17 warp and weft threads in 2 square cm. per kg.	0.60

Nimikkeen n:o.	Tavaralaji	Tullimäärä
		Markkaa
	<i>Muist.</i> Jos säkki- ja käärekankaan paino m ² :ltä on 400 gr tai enemmän, lasketaan kaksinkertaiset loimilangat yhdeksi.	
252	Juutikankaat, muunlaiset I kg	3: —
	Pellavasta, hampusta ja muista erikseen mainitsemattomista, kasvikkunnasta saaduista kehruuaineksista, myös puuvillaa tai juutia lisäämällä kudotut kankaat (paitsi tariffin nimikkeiden 253 ja 254 alaiset), joiden koko pinta-ala kudonnaltaan on samanlaatuinen :	
255	valkaisuamattomat ja värjäämättömät, paino m ² :ltä vähintään 500 gr I kg	5: 50
	muunlaiset, joissa cm ² :n pinta-alalla on yhteensä : enintään 25 loimi- ja kudelankaa :	
256	valkaisuamattomat ja värjäämättömät I kg	12: —
257	valkaistut, värjätyt tai painetut I kg	18: —
	enemmän kuin 25, mutta ei yli 35 loimi- ja kudelankaa :	
258	valkaisuamattomat ja värjäämättömät I kg	18: —
259	valkaistut, värjätyt tai painetut I kg	26: —
	<i>Ryhmästä II C 3.</i>	
	<i>Villakankaat, myös muita kehruuaineksia paitsi silkkiä lisäämällä kudotut ; samoin huopa, vanutettu, kutomaton.</i>	
267	Puserusvaate sekä konehuopa, tehdastarpeisiin aiottu . . . I kg	10: —
273	Villakankaat, jotka sisältävät yli 5 %, mutta eivät enempää kuin 15 % silkkiä tai tekosilkkiä, tullataan, nimikkeiden 274—276 mukaan 35 %:illa korottaen.	
	<i>Muist.</i> Jos kankaita tuodaan Helsingin tullikamarin tai muiden tullikamarien kautta, jotka Suomen hallitus (ehkä) määrää, kolloissa, joiden sisältö kokonaisuudessaan on tämän tariffinimikkeen alainen, ei kunkin kollin koko sisällöstä menevä tulli saa missään tapauksessa ylittää 35 %:ia sen arvosta. Kun Helsingin satama on jään sulkema, on Suomen hallituksen määrättävä jokin toinen satama, jossa tämä määräys on voimassa.	
	Kankaat, muunlaiset, erikseen mainitsemattomat ; samoin vanutettu villahuopa, kutomaton, myös kasvikkunnasta saatuja kehruuaineksia tahi enintään 5 % silkkiä tai tekosilkkiä lisäämällä valmistettu :	
274	paino m ² :ltä enintään 200 gr : a) vanutettu villahuopa, myös kasvikkunnasta saatuja kehruuaineksia lisäämällä valmistettu, samoin vuorisarssi sekä « lustre » ja « brilliantine lining » nimiset set kankaat I kg	27: —
	b) muut I kg	54: —
275	paino m ² :ltä yli 200 gr:n, mutta ei yli 500 gr:n : a) vanutettu villahuopa, myös kasvikkunnasta saatuja kehruuaineksia lisäämällä valmistettu, samoin vuorisarssi sekä « lustre » ja « brilliantine lining » nimiset kankaat I kg	19: —
	b) muut I kg	37: —

Tariff Number	Article	Rate of Duty
		Marks
	<i>Note.</i> — In the case of sacking and packing cloth weighing 400 gms. or more per square metre, double threads in the warp are to be counted as a unit.	
252	Tissues of jute, other kinds per kg.	3
	Tissues of linen, hemp and other unspecified vegetable textile materials, whether with or without admixture of cotton or jute (not including those classed under Tariff Nos. 253 and 254), of which the whole surface is uniformly woven :	
255	Unbleached and undyed, weighing 500 gms. or more per square metre per kg.	5.50
	Other kinds, containing per square centimetre :	
	Not more than 25 warp and weft threads :	
256	Unbleached and undyed per kg.	12
257	Bleached, dyed or printed per kg.	18
	More than 25 but not more than 35 warp and weft threads :	
258	Unbleached and undyed per kg.	18
259	Bleached, dyed or printed per kg.	26
	<i>From Group II C 3.</i>	
	<i>Tissues of wool, whether or not in combination with other textile materials, except silk ; also pressed (unwoven) felt.</i>	
267	Press cloth and machine felt for industrial purposes . . . per kg.	10
273	Tissues of wool containing over 5 % but not more than 15 % of silk or artificial silk. Dutiable at the rates prescribed in Tariff Nos. 274/6, according to weight, increased by 35 %.	
	<i>Note.</i> — For tissues imported, through the Custom house of Helsinki (Helsingfors) or through such other Custom houses (if any) as the Government of Finland may prescribe, in packages the contents of which are all classed under this Tariff heading, the duty based on the whole content of each package shall not in any case exceed an amount corresponding to 35 % <i>ad valorem</i> . When the port of Helsinki (Helsingfors) is closed by ice, the Government of Finland will designate some other port at which this provision shall operate.	
	Tissues, other kinds, not specially mentioned ; also pressed felt of wool — all the foregoing with or without admixture of vegetable textile materials or with not more than 5 % of silk or artificial silk :	
274	Weighing up to 200 gms. per square metre :	
	(a) Pressed felt of wool, even with admixture of vegetable textile materials ; lining serge and lustre and brilliantine linings per kg.	27
	(b) Other per kg.	54
275	Weighing more than 200 but not more than 500 gms. per square metre :	
	(a) Pressed felt of wool, even with admixture of vegetable textile materials ; lining serge and lustre and brilliantine linings per kg.	19
	(b) Other per kg.	37

Nimikkeen n:o.	Tavaralaji	Tullimäärä
276:stä	<p>paino m²:ltä yli 500 gr:n : a :sta) vanutettu villahuopa, myös kasvikunnasta saatuja kehruuaineita lisäämällä valmistettu . . I kg b) muut I kg</p> <p><i>Muist. nimikkeisiin 274—276.</i> Jos kankaita tuodaan Helsingin tullikamarin tai muiden tullikamarien kautta, jotka Suomen hallitus (ehkä) määrää, kolleissa, joiden sisältö kokonaisuudessaan on tariffin nimikkeiden 274, 275 tai 276 alainen, ei kunkin kollin koko sisällöstä menevä tulli saa missään tapauksessa ylittää 30 % :ia sen arvosta. Kun Helsingin satama on jään sulkema, on Suomen hallituksen määrättävä jokin toinen satama, jossa tämä määräys on voimassa.</p>	<p>Markkaa</p> <p>12: 50 26: —</p>
277	<p style="text-align: center;"><i>Ryhmä II C 4.</i></p> <p><i>Jouhista tai muista eläinkarvoista paitsi villasta kudotut kankaat, myös muita kehruuaineita paitsi silkkiä ja villaa lisäämällä valmistetut</i> I kg</p>	15: —
279 b 280:stä	<p style="text-align: center;"><i>Ryhmästä II C 5.</i></p> <p><i>Silkkikankaat.</i></p> <p>Kankaat, erikseen mainitsemattomat kokonaan tekosilkkiiset Värjätyt ja (tahi) painetut, tekosilkistä vähintään 40 % painosta puuvillaa lisäämällä kudotut kankaat, leveydeltään 88 cm tai enemmän I kg Tekosilkinsekaiset kankaat, muut I kg</p> <p><i>Muist. 1.</i> Kokonaan tai osaksi silkkiä tai tekosilkkiä lankoja sisältävät villakankaat tullataan villaisina, ellei silkin tai tekosilkin paino ole 5 % :ia enempää kankaan koko painosta.</p> <p>Silkin- tai tekosilkinsekaisten kankaiden sallitun silkki- tai tekosilkkiprosenttimäärän laskemisperusteeksi otetaan ainoastaan langoissa olevan silkin tai tekosilkin paino.</p>	<p>200: — 80: — 120: —</p>
302	<p style="text-align: center;"><i>Ryhmästä II G.</i></p> <p><i>Ompeluteokset y. m.</i></p> <p>Pöytäliinat, päähuvit, nenäliinat, uutimet ja muut, erikseen mainitsemattomat teokset, valmiiksi leikatut tai stanssatut, mutta ilman ompelutyötä, sekä nämä teokset, pallistettuina tai reunustettuina, mutta ilman muuta ompelutyötä, tullataan korottaen kankaalle määrättyä tullia 20 %.</p>	
304	<p>Pressenningit ja purjeet, teltat ja ulkokaihtimet tullataan korottaen 10 % sen kankaan tullia, josta ne ovat valmistetut.</p>	

Tariff Number	Article	Rate of Duty
Ex 276	<p>Weighing more than 500 gms. per square metre :</p> <p>Ex (a) Pressed felt of wool, even with admixture of vegetable textile materials per kg.</p> <p>(b) Other per kg.</p> <p><i>Note to Nos. 274/6. — For tissues imported, through the Custom house at Helsinki (Helsingfors) or through such other Custom houses (if any) as the Government of Finland may prescribe, in packages the contents of which are all classed under one of the Tariff heading Nos. 274, 275 or 276, the duty based on the whole content of each package shall not in any case exceed an amount corresponding to 30 % ad valorem. When the port of Helsinki (Helsingfors) is closed by ice, the Government of Finland will designate some other port at which this provision shall operate.</i></p>	<p>Marks</p> <p>12.50</p> <p>26</p>
277	<p style="text-align: center;"><i>Group II C 4.</i></p> <p><i>Tissues of horsehair or other animal hair (except wool) whether or not combined with other textile materials (except silk and wool) per kg.</i></p>	15
279 (b) Ex 280	<p style="text-align: center;"><i>From Group II C 5.</i></p> <p><i>Tissues of Silk.</i></p> <p>Tissues, not specially mentioned, wholly of artificial silk per kg. 200</p> <p>Dyed and/or printed tissues of artificial silk with admixture of not less than 40 % by weight of cotton, and of which the width is 88 cm. or more per kg. 80</p> <p>Tissues of mixed artificial silk, other per kg. 120</p> <p><i>Note 1. — Tissues of wool containing threads wholly or partly of silk or artificial silk are dutiable as tissues of wool, so long as the weight of the silk or artificial silk does not exceed 5 % of the total weight of the cloth.</i></p> <p><i>In determining the percentage of silk or artificial silk in the case of tissues composed partly of such textiles, only the weight of the silk or artificial silk actually contained in the yarns shall be taken into account.</i></p> <p><i>Note to Nos. 279 and 280. — Tissues wholly of artificial silk include those with not more than 15 % of other textile material.</i></p> <p>Except as otherwise provided, tissues of mixed silk or artificial silk include those with more than 15 % of other textile material.</p>	
302	<p style="text-align: center;"><i>From Group II G.</i></p> <p><i>Sewn Wares, etc.</i></p> <p>Table cloths, kerchiefs and handkerchiefs, curtains and other unspecified articles, cut or stamped out, but not sewn, also such goods hemmed or bordered, but without other sewing work. — Dutiable as the tissues of which made with a surtax of 20 %.</p>	
304	<p>Tarpaulins (<i>presenningit, presenningar</i>), sails, tents and awnings. — Dutiable as the tissues of which made with a surtax of 10 %.</p>	

Nimikkeen n:o.	Tavaralaji	Tullimäärä
306	Säkit, muunlaiset kuin ilmeisesti käytetyt, tullataan koroit- taen 10 % sen kankaan tullia, josta ne ovat valmistetut.	Markkaa
307 a	Käyttö- ja kuljetushinnat, kehruutavaroista valmistetut, ompelemattomat tai ommellut, myös jos niissä on muita aineksia, paitsi kautsua, guttaperkkaa ja balataa 1 kg	8: —
<i>Ryhmästä II H.</i>		
318 a:stä	<i>Kehruutavarat, kautsua sisältävät ; kehruutavarat, päällystetyt y. m.</i>	
	Nahkakangas (kuten pegamoidi y. m.), joka sisältää kautsua enintään 25 % :in määrän painostaan 1 kg	6: —
319:stä	Kankaat ja muut kehruutavarat, vedenpitävät, muulla massalla kuin kautsulla päällystetyt, vahakangas tähän luettuna, sekä vernissatut ja lakatut kankaat :	
	matot, myöskin pahvista valmistetut matot, jotka ovat sivellyt tai päällystetyt värillä, lakalla tai muulla sellaisella 1 kg	—: 80
321	muunlaiset : muista kehruaineista valmistetut 1 kg	3: —
	<i>Muist. 1.</i> Jos presenninkikangas on kyllästetty muulla aineella kuin kautsulla, tullataan se vastaavasta kehruui- neesta olevana valkaisuainemattomana kankaana, vaikka kyllästämisaine olisikin sen värjänyt.	
<i>Ryhmästä III.</i>		
368	<i>Puutavarat.</i> Puolat (bobiini), sukkulat, karat, puolanpillit ja muut kutomateollisuuteen aiottu koneenosat ja niiden puiset teelmät, erikseen mainitsemattomat 1 kg	1: —
<i>Ryhmästä IV B.</i>		
411:stä	<i>Paperi.</i> Valokuvauspaperi, valoherkkä 1 kg	3: —
415	Paperi, erikseen mainitsematon, värjätty muuten kuin vanukkeena, lakattu, vernissattu, kullattu, hopeoitu tai päällystetty muulla metallilla, liiduttu, varustettu yksi- tai useampivärisillä, painetuilla kuvioilla, laskostettu, puristettu tai stanssattu :	
	a) hiili- ja kalkkeeripaperi 1 kg	12: —
	b) muu 1 kg	13: —
<i>Ryhmästä V.</i>		
462 a:stä	Kehittämättömät filmit (selluloidi- y. m.) 1 kg	25: —
<i>Ryhmästä VI.</i>		
478:stä	<i>Nahkateokset.</i> Käyttö- ja kuljetushinnat, letkut ja putket, nahasta val- mistetut, myös kehruaineiksia sisältävät ; vetonyorit ja -hinnat ; teknilliset nahkatavarat, kuten koneentiiviste, telanpäälliset y. m. 1 kg	5: —

Tariff Number	Article	Rate of Duty
		Marks
306	Sacks (other than obviously used sacks). — Dutiable as the tissues of which made, with a surtax of 10 %.	
307 (a)	Transmission and conveyor belts of textile materials, sewn or not, whether or not in combination with other materials (except rubber, guttapercha or balata) . . per kg.	8
	<i>From Group II H.</i>	
	<i>Cloths containing rubber, coated cloths, etc.</i>	
Ex 318 (a)	Leathercloth (such as pegamoid, etc.) containing rubber to the extent of not more than 25 % by weight . . . per kg.	6
Ex 319	Tissues and other textile goods, waterproofed, coated with materials other than rubber, including oilcloth and varnished and lacquered tissues : Floor coverings ; also floor coverings of board coated or covered with paint, varnish or the like per kg.	0.80
321	Other kinds : Of other textile materials per kg.	3
	<i>Note 1. — Tissues for tarpaulins (presenninkihangas, presenningsduk), if impregnated with material other than rubber, are dutiable as the unbleached tissues of the textile material of which composed, whether or not they are coloured by the impregnating material.</i>	
	<i>From Group III.</i>	
	<i>Wares of Wood.</i>	
368	Bobbins, shuttles, spools, spindles and other machine parts for the textile industry, and blanks therefor, of wood, not specially mentioned per kg.	1
	<i>From Group IV B.</i>	
	<i>Paper.</i>	
Ex 411	Photographic paper, sensitised per kg.	3
415	Paper, not specially mentioned, coloured other than in the pulp, lacquered, varnished, gilt, silvered or coated with other metal, chalked, with printed designs in one or more colours, pleated, stamped or punched :	
	(a) Carbon and tracing paper per kg.	12
	(b) Other kinds per kg.	13
	<i>From Group V.</i>	
Ex 462 (a)	Unexposed films (celluloid, etc.) per kg.	25
	<i>From Group VI.</i>	
	<i>Leather Wares.</i>	
Ex 478	Driving and conveyor belts, hose and pipes of leather, whether or not in combination with textile materials ; picking cords and lacings ; engineers' leather goods, such as packing, covers for rollers, etc. per kg.	5

Nimikkeen n:o.	Tavaralaji	Tullimäärä
		Markkaa
	<i>Ryhmästä VII.</i>	
	<i>Kautsuteokset.</i>	
487	Laatat, myös matot, kangas, täpe- ja tiivisteaineet sekä täppeet ja tiivisteet, pehmeästä kautsusta valmistetut, muita aineita sisältämättömät	1 kg 2: —
489 b	Letkut ja putket, myös pituuksiin sovitetut, erikseen mainitsemattomat, käyttö- ja kuljetushinhat, myös jos niissä on kehruuaineita	1 kg 14: —
490	Automobiilinrenkaat, joissa ei ole rautakiskoja, polkupyörän ja moottoripyörän osat, myös jos niissä on muita aineita, kuten sisä- ja ulkorenkaat ja niiden osat, poljin- ja jarrukumit sekä kehänsuojukset y. m. :	
	a) 1. automobiilinrenkaat	1 kg 22: 20
	2. moottoripyöränrenkaat	1 kg 18: —
	b) polkupyöränrenkaat	1 kg 11: 40
	c) muut	1 kg 6: —
	<i>Ryhmästä VIII A.</i>	
	<i>Jalometalliteokset.</i>	
503 :äst	Teokset, erikseen mainitsemattomat, kokonaan tai osaksi hopeaiset, myös kullatut tai mekaanisesti kullalla päällystetyt	1 kg 275: —
	<i>Ryhmästä VIII B.</i>	
	<i>Rauta- ja terästeokset.</i>	
N:oista 525—7 ja muist. i:stä	Levy, leikkaamaton tai leikattu, tinattu, paksuudeltaan :	
	1) vähintään 3 mm	1 kg —: 30
	2) alle 3 mm : n, mutta ei alle 0.55 mm : n	1 kg —: 50
	3) alle 0.55 mm : n	1 kg —: 65
	Levy, leikkaamaton tai leikattu, sinkillä silattu, paksuudeltaan :	
	1) vähintään 3 mm	1 kg —: 30
	2) alle 3 mm : n, mutta ei alle 0.55 mm : n	1 kg —: 50
560	N. s. Ewartin ketjut ja niiden irtonaiset renkaat sekä nivelpulttiketjut (Gallin)	1 kg 1: 60
589	Pöytäveitset ja haarukat, päät luusta, selluloidista, ebonitista, ebenholtsista tai muista sellaisista aineista valmistetut ; myös nikkelöidyt	1 kg 10: —
	<i>Muist.</i> Tämän nimikkeen alaiset tavarat tullataan, jos ne ovat valmistetut ruostumattomasta teräksestä tai raudasta, 10 % :illa koroittaen.	
600	Käsikarstat, käsikarstanahka, karstanauhat ja viilaharjat	1 kg 3: 20
	<i>Ryhmästä VIII C.</i>	
	<i>Aluminiumiteokset.</i>	
629:stä	Aluminiumilehdet	1 kg 4: —

Tariff Number	Article	Rate of Duty
	<i>From Group VII.</i>	Marks
	<i>Rubber Wares.</i>	
487	Sheets, floor coverings, packing material and packing of soft rubber, not combined with other materials . . . per kg.	2
489 (b)	Hose and pipes, whether or not cut to length, not specially mentioned, transmission and conveyor belts, whether or not in combination with textile materials . . . per kg.	14
490	Tyres for automobile wheels, without iron rim, cycle and motor cycle parts, whether or not in combination with other materials, such as inner tubes and covers, also parts thereof, rubber parts for pedals and brakes, and frame protectors, etc. :	
	(a) 1. Automobile tyres per kg.	22.20
	2. Motor cycle tyres per kg.	18
	(b) Cycle tyres per kg.	11.40
	(c) Other kinds per kg.	6
	<i>From Group VIII A.</i>	
	<i>Wares of Precious Metals.</i>	
Ex 503	Articles, not specially mentioned, wholly or partly of silver, whether or not gilt or covered with gold by a mechanical process per kg.	275
	<i>From Group VIII B.</i>	
	<i>Iron and Steel Wares.</i>	
Ex Nos. 525/7 and Note 1	Sheets or plates, tinned :	
	(1) 3 mm. thick or more per kg.	0.30
	(2) Less than 3 but not less than 0.55 mm. thick . . . per kg.	0.50
	(3) Less than 0.55 mm. thick per kg.	0.65
	Sheets or plates, coated with zinc (galvanized) :	
	(1) 3 mm. thick or more per kg.	0.30
	(2) Less than 3 but not less than 0.55 thick per kg.	0.50
560	Ewarts chain and links therefor ; also linkbolt chains (Galls, etc.) per kg.	1.60
589	Table knives and forks with handles of bone, celluloid, ebonite, ebony or similar materials ; also nickelled . per kg.	10
	<i>Note.</i> — Wares falling under this No. if made of stainless steel or iron, are subject to a surtax of 100 %.	
600	Hand-cards, hand-card leathers, cardclothing and file-brushes per kg.	3.20
	<i>From Group VIII C.</i>	
	<i>Aluminium Wares.</i>	
Ex 629	Aluminium foil per kg.	4

Nimikkeen n:o.	Tavaralaji	Tullimäärä
	<i>Ryhmästä VIII E.</i>	Markkaa
	<i>Erikseen mainitsemattomat metallit ja niistä valmistetut teokset.</i>	
636 b:stä 644:stä	Tina, valmistamaton sekä romu ; tankoina ; samoin anodit Parranajokoneet, hopeoidut	vapaat 24:—
	<i>Ryhmästä VIII F.</i>	
	<i>Sekalaisia metalliteoksia.</i>	
649 a 649 b:stä 651	Lyijy- ja tinalehdet (stannioli) Kapselikorkit Kynänterät	1 kg 4:— 1 kg 3:— 1 kg 16:—
	<i>Ryhmästä IX.</i>	
	<i>Koneet, kuljetusneuvot, kojeet y. m.</i>	
662 672:stä 677 a 678	Akkumulaattorit ja niiden osat Metallipäällysteiset katkaisijat Radiolaitteet sekä niiden osat, erikseen mainitsemattomat Voimalaitosten höyrypannut, sulatusuunit, konelaitosten vesi- ja muut säiliöt, kuten selluloosakeittimet, höyryak- kumulaattorit, kaasusäiliöt y. m. ; kappaleen nettopaino enintään 5,000 kg	1 kg —: 45 1 kg 2: 40 1 kg 26:— 1 kg 1: 20
680	Höyrypannunosat, paksusta levystä tehdyt, kuten päädyt, vaipat, tuliputket y. m. : yli 15 mm paksusta levystä muut	1 kg —: 30 1 kg —: 40
681 b	Höyry- ja öljytraktorit kappaleen nettopaino enintään 4,000 kg.	1 kg —: 30
698	Kutomateollisuus koneet ; samoin käsikutomakoneet	1 kg —: 60
699	Suutarin- ja räätälinkoneet sekä ompelukoneet	1 kg —: 70
704 a	Moottoripyörät Vähin paljoustulli enintään	14 % arvosta 700:— 1 kpl.
705:stä 708a1:stä	Polkupyörien ja moottoripyörien ketjut ja polkimet Henkilöautomobilit, mikäli niiden arvo on enintään 80,000 mk kpl., sekä niiden alustat : koneen silinteritilavuus enintään 1,600 cm ³ Vähin paljoustulli enintään	1 kg 3:— 10 % arvosta 2: 50 1 kg
	koneen silinteritilavuus enemmän kuin 1,600 cm ³ , mutta enintään 3,000 cm ³ Vähin paljoustulli enintään	14 % arvosta 3: 50 1 kg
714:stä	a) 1. Gramofonit ja niiden osat, paitsi neulat 2. Gramofonineulat b) Gramofonilevyt : 2. sellaiset, joissa on kerrattu Suomen kansalaisen esittämä kirjallinen tai säveleellinen tuote taikka jos sellaisen tuotteen tekijä on Suomen kansalainen 3. muut (paitsi kielenopetuslevyt)	1 kg 50:— 1 kg 25:— 1 kg vapaat 35:— 1 kg

Tariff. Number	Article	Rate of Duty
		Marks
	<i>From Group VIII E.</i>	
	<i>Unspecified non-ferrous Metals, & Wares thereof.</i>	
Ex 636 (b)	Tin, unmanufactured, scrap, bars and anodes	Free
Ex 644	Safety razors, silvered per kg.	24
	<i>From Group VIII F.</i>	
	<i>Miscellaneous Metal Wares.</i>	
649 (a)	Lead and tin foil per kg.	4
Ex 649 (b)	Crown corks per kg.	3
651	Pen nibs per kg.	16
	<i>From Group IX.</i>	
	<i>Machinery, Apparatus, Vehicles, etc.</i>	
662	Accumulators and parts thereof per kg.	0.45
Ex 672	Metal clad switchgear per kg.	2.40
677 (a)	Wireless apparatus and unspecified parts thereof per kg.	26
678	Steam boilers for power plants, smelting furnaces, tanks and cisterns for factories, including wood pulp boilers, steam accumulators, gasholders, etc., weighing 5,000 kg. net or less each per kg.	1.20
680	Boiler parts of thick plates, such as ends, linings, fire tubes, etc.:	
	Of plate over 15 mm. thick per kg.	0.30
	Other per kg.	0.40
681 (b)	Steam or oil tractors weighing 4,000 kg. net or less each per kg.	0.30
698	Textile machines; also knitting machines per kg.	0.60
699	Machines for shoemakers and tailors and sewing machines per kg.	0.70
704 (a)	Motor cycles	14 % <i>ad val.</i>
	Subject to a minimum specific rate which shall not exceed each	700
Ex 705	Chains and pedals for cycles and motor cycles per kg.	3
Ex 708 (a) (1)	Passenger motor cars, not more than 80,000 marks in value each and chassis therefor:	
	If the engine capacity does not exceed 1,600 c. c.	10 % <i>ad val.</i>
	Subject to a minimum specific rate which shall not exceed per kg.	2.50
	If the engine capacity exceeds 1,600 but does not exceed 3,000 c. c.	14 % <i>ad val.</i>
	Subject to a minimum specific rate which shall not exceed per kg.	3.50
Ex 714	(a) (1) Gramophones and parts thereof, except needles per kg.	50
	(2) Gramophone needles per kg.	25
	(b) Gramophone records:	
	(2) Recording some literary or musical production executed or composed by a Finnish national	Free
	(3) Other kinds (except records for teaching languages) per kg.	35

Nimikkeen n:o.	Tavaralaji	Tullimäärä
		Markkaa
	<i>Ryhmästä X.</i>	
	<i>Kivi-, savi- ja lasiteollisuus.</i>	
737:stä	Posliinisavi (kaoliini) ja tulenkestävä savi	vapaat
751 b:stä	Kivihiili, antrasiitti ja koksi	vapaat
753 I:stä	Asbestiteokset, myös muita aineita, kuten kautsua, sisältävät:	
	<i>b)</i> pahvi	1: 50
	<i>c)</i> lanka, kankaat, nauhat ja punokset	3: —
	<i>d)</i> muunlaiset valmiit tuotteet, kuten pakkaukset, tiivisteet, patjat, renkaat ja muut muutokappaleet	6: —
767:stä	Kovasin-, kiihilotus- ja hiomakivet (paitsi pystytahkot) myös jos niissä on puuta, epäjaloa metallia tai muuta sellaista, defibrörivet (muunlaiset kuin alundumista, korundumista, karborundumista tai muista sellaisista kovista hioma-aineista tehdyt)	vapaat
770	Klosetit ja pesualtaat (lavoarit), savimassasta tai fajanssista tehdyt	2: 50
	<i>Ryhmästä XI.</i>	
	<i>Kemialliset tuotteet y. m.</i>	
824 a 2	Öljylakkavernissa	2: 50
839 b:stä	Kreosotti ja kreosottiöljy	vapaat
842:stä	Punainen okra	vapaa
845:stä	Lyijyvalkoinen ja lyijymönjä	—: 40
900 a	Keittosuola (natriumkloridi)	vapaa
903	Kloorikalkki	vapaa
906:stä	Glaubersuola (natriumsulfaatti)	vapaa
	<i>Ryhmästä XII.</i>	
	<i>Muualla mainitsemattomat tavarat.</i>	
952:stä	« Meccano »-tuotteet	20 % arvosta

Tariff Number	Article	Rate of Duty
		Marks
	<i>From Group X.</i>	
	<i>Stone, Pottery and Glass Industries.</i>	
Ex 737	China clay (kaolin) and fireclay	Free
Ex 751 (b)	Coal, anthracite and coke	Free
Ex 753 (I)	Manufactures of asbestos, whether or not in combination with other materials, such as rubber :	
	(b) Board per kg.	1.50
	(c) Thread, cloth, ribbons and cords per kg.	3
	(d) Other finished articles, such as packing, lagging, rings and other shaped goods per kg.	6
Ex 767	Whetstones, polishing stones and grindstones (other than vertical grindstones) whether or not in combination with wood, common metal or the like, and defibering stones (other than of alundum, corundum, carborundum or other similar hard abrasive)	Free
770	Waterclosets and washbasins of ceramic or faience ware per kg.	2.50
	<i>From Group XI.</i>	
	<i>Chemical Materials, etc.</i>	
824 (a) (2)	Oil varnish per kg.	2.50
Ex 839 (b)	Creosote and creosote oil	Free
Ex 842	Red ochre	Free
Ex 845	White lead and red lead (minium) per kg.	0.40
900 (a)	Salt (sodium chloride)	Free
903	Chloride of lime	Free
Ex 906	Glauber's salt (sulphate of sodium)	Free
	<i>From Group XII.</i>	
	<i>Miscellaneous Goods.</i>	
Ex 952	" Meccano " products	20 % <i>ad val.</i>

ENSIMMÄINEN LUETTELO. — OSA II.

Huomautus. — Tämän luettelon sisältämät tavarat ovat samoja kuin ne, jotka nyt tullataan mainittujen tariffinimikkeiden alaisina. Tässä luettelossa määrätty tullit on kannettava tämän sopimuksen päivämäärän aikaan voimassa olevien määräysten mukaisesti.

Nimikkeen n:o.	Tavaralaji	Tullimäärä
	<i>Ryhmästä II B 1.</i>	Markkaa
	<i>Puuwillalanka :</i>	
178	yksisäikeinen, raaka (valkaiseamaton) :	
	yli n : on 20, mutta ei yli n : on 40 (englantilaista numeroa) I kg	2: 40
179	yli n : on 40, mutta ei yli n : on 60 I kg	2: 80
180	yli n : on 60 I kg	4: —
	kaksi- tai useampisäikeinen, yhdesti kerrattu, raaka (valkaiseamaton) :	
186	yli n : on 20, mutta ei yli n : on 40 (englantilaista numeroa) I kg	2: 80
187	yli n : on 40, mutta ei yli n : on 60 I kg	3: 20
188	yli n : on 60 I kg	4: 40
	kaksi- tai useampisäikeinen, enemmän kuin yhdesti kerrattu, raaka (valkaiseamaton) :	
195	yli n : on 40, mutta ei yli n : on 60 (englantilaista numeroa) I kg	3: 60
196	yli n : on 60 I kg	4: 80
201	merseroitu ; samoin efekti- tai fantasialangat I kg	6: —
202	pienemmissä, vähittäiskauppaan tarkoitetuissa sykkyröissä, rullissa, käämeissä ynnä muissa sellaisissa I kg	6: —
	<i>Ryhmästä II B 2.</i>	
	<i>Villalanka ja muista eläinkarvoista valmistettu lanka :</i>	
207	kaksi- tai useampisäikeinen : raaka (valkaiseamaton), aina n : oon 40 asti (metristä numeroa) I kg	3: 40
209	valkaistu, värjätty tai painettu, aina n : oon 40 asti (metristä numeroa) I kg	4: —

ENSIMMÄINEN LUETTELO. — OSA III.

Huomautus. — Tässä luettelossa määrätty tullit on kannettava tämän sopimuksen päivämäärän aikaan voimassa olevien määräysten mukaisesti.

Nimikkeen n:o.	Tavaralaji	Tullimäärä
		Markkaa
75 b I	Banaanit I kg	—: 50
117:stä	Tee I kg	25: —
133 b	Neilikat ja neilikanvarret I kg	8: —
134:stä	Punainen pippuri, jauhamaton tai jauhettu I kg	4: —

FIRST SCHEDULE. — PART II.

Note. — The goods covered by this Schedule are those now assessed for duty under the tariff Nos. quoted. The duties set out in this Schedule shall be assessed in accordance with the regulations in force on the date of this Agreement.

Tariff Number	Article	Rate of Duty
	<i>From Group II B 1.</i>	Marks
	<i>Cotton Yarns :</i>	
	Single, unbleached :	
178	Over No. 20 (English) but not over No. 40. per kg.	2.40
179	Over No. 40 but not over No. 60 per kg.	2.80
180	Over No. 60 per kg.	4
	Yarns of two or more threads, single twist, unbleached :	
186	Over No. 20 (English) but not over No. 40. per kg.	2.80
187	Over No. 40 but not over No. 60 per kg.	3.20
188	Over No. 60 per kg.	4.40
	Yarns of two or more threads, multiple twist, unbleached :	
195	Over No. 40 (English) but not over No. 60 per kg.	3.60
196	Over No. 60 per kg.	4.80
201	Mercerised yarns ; also " effect " or fancy yarns. per kg.	6
202	Yarn and thread put up in small packing for retail sale, such as skeins, balls, reels and the like per kg.	6
	<i>From Group II B 2.</i>	
	<i>Yarns of Wool and other Animal hair :</i>	
207	Two or more fold yarn, unbleached, up to No. 40 (metric) per kg.	3.40
209	Two or more fold yarn, bleached, dyed or printed, up to No. 40 (metric) per kg.	4

FIRST SCHEDULE. — PART III.

Note. — The duties set out in this Schedule shall be assessed in accordance with the regulations in force on the date of this Agreement.

Tariff Number	Article	Rate of Duty
		Marks
Ex 75 (b) (1)	Bananas per kg.	0.50
Ex 117	Tea per kg.	25
Ex 133 (b)	Cloves and clove stems per kg.	8
Ex 134	Red pepper, ground or not per kg.	4

TOINEN LUETTELO.

Tavaralaji	Tullimäärä
Pekoni ja muu silava	vapaa
Sanomalehtipaperi : Paperi, rullissa, vähintään 70 % hiottua pouvanuketta sisältävä, painoltaan vähintään 20 naulaa (lbs) ja enintään 25 naulaa 480 kpl. 30 × 20 tuuman (inches) kokoista « double crown »-arkkia käsittävältä riisiltä	vapaa
Puiset kaivospölkkyt, niihin luettuina « pitbars », kaivosparrut, jotka tavallisesti on valmistettu kaivospölkkyistä veistämällä niiden sivusta kahdella pituussuuntaisella leikkauksella kaksi ohutta yhdensuuntaista liuskaa; myös näin valmistetut parrut, jotka lisäksi on halkaistu keskeltä kahtia mainittujen leikkausten suuntaisesti.	vapaat
Kaivospölkkyihin sisältyvät myös muodoltaan yksinkertaisimmat, yllämainittujen kahtiahalkaistujen parrujen kaltaiset « crowntrees »	vapaa
Puuvanuke, sekä kemiallisesti että mekanisesti valmistettu	15/— sentneri (cwt)
Voi	
Kananmunat :	
a) 120 kpl: n paino enintään 14 naulaa	1/— 120 kpl.
b) 120 kpl: n paino enemmän kuin 14 naulaa, mutta enintään 17 naulaa	1/6 120 kpl.
c) 120 kpl: n paino enemmän kuin 17 naulaa	1/9 120 kpl.
Graniittisirpaleet	10 % arvosta.
Graniitti, katu- ja reunakivet	15 % arvosta.
Graniitti, raaka, lohkaraina	10 % arvosta.
Graniittimakadami	10 % arvosta.
Veistetty, sahattu ja höylätty pehmeä puutavara, enempää valmistamaton tai käsittelemätön kuin seuraavassa ou yksityiskohdittain mainittu	10 % arvosta.
Höylätyn pehmeän puutavaran on katsottava sisältävän kaikenlaiset :	
1) pehmeäpuiset « weatherboards » (limittäiset vuorilaudat), lattialaudat ja ruoditetut laudat, yhdeltä tai useammalta puolen höylätyt, myös yhdeltä tai useammalta puolen kuviolliset (with profiling) ;	
2) pehmeäpuiset lattiavuorilaudat, joissa kuvio (profile) on laudan kanssa samassa kappaleessa ;	
3) pehmeäpuiset laudat, ruoditetut (ruoteiset ja uurteiset) palle- ja viiste-ruoditetut, haka- ja viistesaumattut keskipalle- ja keskiviisteruoditetut tai pyörösärmäiset, myös kuviolliset, joissa kuvio on laudan kanssa samassa kappaleessa ;	
4) pehmeäpuiset laatikkolaudat, sahatut tai höylätyt, täydellisinä (laatikko) lajiteltuna tai muuten ; niihin kuuluvat ruoditetut, liimatut, saumatut (lock-jointed) ja leimatut laatikkolaudat, mutta eivät laudat, jotka ovat päistään sinkatut tai tapitetut (dove-tailed, mortised or tenoned).	
Veistetty ja sahattu koivu, enempää valmistamaton tai käsittelemätön	10 % arvosta.
Faneeri, koivu- tai pehmeäpuinen	10 % arvosta.
Puiset ompelulankarullat, kaikenlaiset, värjättyt tai värjäämättömät, kiilloitetut tai kiilloittamattomat, pituussuuntaan reiälliset, pituudeltaan enintään 5 tuumaa ja päiden halkaisijaltaan enintään 2.5 tuumaa	15 % arvosta.
Juokseva hartsi (kemiallisen puuvanuketeollisuuden sivutuote)	10 % arvosta.
« Tissue »-paperi ja kirjoituspaperi (viimemainittu vähintään 16.5 × 21 tuuman arkkeina), painoltaan, täydelleen levitettynä, enintään 90 naulaa 480 kpl. 30 × 20 tuuman kokoista « double crown »-arkkia käsittävältä	

SECOND SCHEDULE.

Article	Rate of Duty
Bacon and hams	Free
Newsprint, that is to say, paper in rolls containing not less than 70% of mechanical wood pulp and of a weight of not less than 20 lbs. or more than 25 lbs. to the ream of 480 sheets of double crown, measuring 30 inches by 20 inches	Free
Wooden pitprops, which are considered to include "pitbars", <i>i. e.</i> , the usual form prepared by cutting off two small arcs of the pitprop lengthwise in two parallel planes; also bars so prepared halved by a third parallel cut through the middle	Free
Pitprops also include crowntrees in their simplest form, which is the halved pitbar referred to above.	
Wood pulp	Free
Butter	15/- per cwt.
Eggs in shell :	
(a) Not exceeding 14 lbs. in weight per great hundred	1/- per great hundred
(b) Over 14 lbs. but not exceeding 17 lbs. in weight per great hundred	1/6 per great hundred
(c) Over 17 lbs. in weight per great hundred	1/9 per great hundred
Granite chippings	10 % <i>ad valorem</i>
Granite setts and curbs	15 % <i>ad valorem</i>
Granite, raw, in blocks	10 % <i>ad valorem</i>
Macadam of granite	10 % <i>ad valorem</i>
Hewn, sawn and planed softwood, not further prepared or manufactured except as detailed below	10 % <i>ad valorem</i>
Planed softwood shall be considered to include all descriptions of :	
(1) Softwood weatherboards, floorings and matchings, planed on one or more sides, with or without profiling on one or more sides.	
(2) Softwood skirtings with board and profile in one piece.	
(3) Softwood boards which are tongued, grooved, beaded, V-jointed, rebated, chamfered, centre beaded, centre V-jointed or round edged — if profiled, the board and profile to be in one piece.	
(4) Softwood boxboards, sawn or planed, whether in sets or not, including boxboards tongued, grooved, glued, lock-jointed or printed, but excluding boards dove-tailed, mortised, or tenoned at the ends.	
Hewn and sawn birch not further prepared or manufactured	10 % <i>ad valorem</i>
Plywood of birch or of softwood	10 % <i>ad valorem</i>
Wooden sewing thread reels of all kinds, whether coloured or polished or not, punched longitudinally and not exceeding in length 5 inches and in diameter at the ends 2 1/2 inches	15 % <i>ad valorem</i>
Liquid rosin (by-product of chemical wood pulp manufacture)	10 % <i>ad valorem</i>
Tissue paper, and writing paper in sheets measuring not less than 16 1/2 inches by 21 inches of a weight when fully extended equivalent to not more than 90 lbs. to the ream of 480 sheets of double crown, measuring	

Tavaralaji	Tullimäärä
riisiltä painavaa vastaava, ei kuitenkaan paperi, joka muodostaa osan jostakin muusta tavarasta Paperi ja paperista tai vanukkeesta tehty pahvi, päällystetty, päällyysaineella sivelty tai muuten jollakin tavoin käsitelty tai käsittelemätön (paitsi olkipahvi), painoltaan, täydelleen levitettynä, enemmän kuin 90 naulaa 480 kpl. 30 × 20 tuuman kokoista « double crown »-arkkia käsittävältä riisiltä painavaa vastaava, ei kuitenkaan paperi tai pahvi, joka muodostaa osan jostakin muusta tavarasta	16 ² / ₈ % arvosta. Jos tullia koroitetaan, ei se saa olla enempää kuin 20 % arvosta.
Voimapaperi ¹ (paitsi keinotekoinen voimapaperi) ; konekiilloitettu paperi (muu kuin täydellisesti valkaistu valkoinen « poster »-paperi) ; greaseproof (paitsi keinotekoinen greaseproof) ; päällystetty, päällyysaineella sivelty tai muuten jollakin tavoin käsitelty tai käsittelemätön, painoltaan, täydelleen levitettynä, enemmän kuin 7 naulaa, mutta enintään 90 naulaa 480 kpl. 30 × 20 tuuman kokoista « double crown »-arkkia käsittävältä riisiltä painavaa vastaava, ei kuitenkaan paperi, joka muodostaa osan jostakin muusta tavarasta	16 ² / ₈ % arvosta.

Pour copie conforme :

Erkki Reijonen,

*Chef des Archives du Ministère
des Affaires étrangères.*

¹ Voimapaperia on katsottava olevan kokonaan valkaistuista tai valkaisuainemattomista sulfaattiselluloosakuiduista, muita kuituja sekoittamatta, valmistetun paperin.

Article	Rate of Duty
<p>30 inches by 20 inches but not including paper which forms part of another article</p> <p>Paper, and board made from paper or pulp, whether coated or otherwise treated in any manner or not (other than strawboards) of a weight when fully extended equivalent to more than 90 lbs. to the ream of 480 sheets of double crown, measuring 30 inches by 20 inches, but not including paper or board which forms part of another article</p>	<p>16 ²/₃ % <i>ad valorem</i></p> <p>If the duty is raised it shall not exceed 20 % <i>ad valorem</i></p>
<p>Kraft¹ paper (excluding imitation kraft paper); machine-glazed paper (other than fully bleached white poster); greaseproof paper (excluding imitation greaseproof paper); whether coated or otherwise treated in any manner or not, of a weight when fully extended equivalent to more than 7 lbs. but not more than 90 lbs. to the ream of 480 sheets of double crown, measuring 30 inches by 20 inches but not including paper which forms part of another article</p>	<p>16 ²/₃ % <i>ad valorem</i></p>

Pour copie conforme :

Erkki Reijonen

*Chef des Archives du Ministère
des Affaires étrangères.*

¹ Kraft paper shall be considered to be a paper manufactured entirely of bleached or unbleached sulphate cellulose fibre without the admixture of other fibres.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

N^o 3438. — HANDELSÖVERENSKOMMELSE MELLAN FINLAND OCH
DET FÖRENADE KONUNGARIKET STORBRIANNIEN OCH
NORRA IRLAND. UNDERTECKNAD I HELSINGFORS, DEN
29 SEPTEMBER 1933.

FINLANDS REGERING SAMT DET FÖRENADE KONUNGARIKET STORBRIANNIENS och NORRA IRLANDS REGERING hava, i avsikt att ytterligare underlätta handeln mellan det Förenade Konungariket Storbriannien och Norra Irland, å ena sidan, och Republiken Finland, å andra sidan, enats om följande :

Artikel 1.

I första och andra delarna av bilaga I till denna överenskommelse uppräknade varor, som äro frambringade eller tillverkade i det Förenade Konungariket, skola vid införsel till Finland, från vilken ort de än må inkomma, icke vara underkastade andra eller högre tullar eller avgifter än de, vilka äro angivna i bilagan.

Skulle det, med hänsyn till över hövan stor import till Finland av sådana varuslag, som uppräknas i andra delen av bilaga I, vid någon tidpunkt efter den 1 oktober 1935 framstå såsom en nödvändighet att ändra bestämmelserna i denna överenskommelse med avseende å ifrågavarande varor, skola de båda regeringarna taga till gemensam omprövning varje förslag, som endera regeringen må framkomma med i detta hänseende.

De varor, som äro uppräknade i tredje delen av bilaga I av denna överenskommelse och som äro frambringade eller tillverkade i brittiska kolonier, territorier under brittiskt protektorat eller mandatområden, vari mandatet utövas av det Förenade Konungarikets regering, skola vid införsel till Finland, från vilken ort de än må inkomma, icke vara underkastade andra eller högre tullar eller avgifter än de, vilka äro angivna i bilagan.

Det Förenade Konungarikets regering förklarar sig beredd att intaga en välvillig hållning till sådana förslag, som Finlands regering må önska framställa i avsikt att helt eller delvis ersätta de i bilagan angivna specifika tullarna med värdetullar eller värdetullarna med specifika tullar.

Artikel 2.

Finlands regering skall tillåta införsel av en fast kontingent av salt sill (tariff n : o 14 b) till nedsatt tullavgift på följande villkor :

a. under en tid av tolv månader, räknat från den första dagen i den månad, som följer på den dag, då föreliggande överenskommelse har trätt i kraft, en kvantitet av inalles 1,410,000 kilogram (netto) till en tullavgift av 50 penni per kilogram ;

b. under varje tidsperiod av tolv månader, räknat från samma månad och dag under varje därpå följande år, en kvantitet av inalles 2,600,000 kilogram (netto) till en tullavgift av 1 Fmk per kilogram.

c. Dessa nedsatta tullavgifter skola uppbäras endast för salt sill, importerad genom tullkamrarna i Helsingfors, Åbo eller Viborg.

d. Av de mängder, som tillåtas till införsel enligt nedsatt tullavgift, skola de importmängder, som falla på det Förenade Konungarikets del, uträknas på grundval

av det Förenade Konungarikets andel i den sammanlagda importen av salt sill till Finland under tioårsperioden 1923—32.

e. Det Förenade Konungarikets regering förklarar sig beredd att tidvis överlägga med Finlands regering beträffande den utsträckning, vari de i denna artikel ingående bestämmelserna skola tillämpas.

Artikel 3.

I bilaga II till denna överenskommelse uppräknade varor, frambringade eller tillverkade i Finland, skola vid införsel till det Förenade Konungariket, från vilken ort de än må inkomma, icke vara underkastade andra eller högre tullar eller avgifter än de, vilka äro angivna i bilagan.

Finlands regering förklarar sig beredd att intaga en välvillig hållning till sådana förslag, som det Förenade Konungarikets regering må önska framställa i avsikt att helt eller delvis ersätta de i bilagan angivna värdetullarna med specifika tullar eller specifika tullarna med värdetullar.

Artikel 4.

1. Utöver de åtaganden i avseende å importtullar och avgifter, som gjorts jämlikt artikel 3 i denna överenskommelse, förpliktar sig det Förenade Konungarikets regering att icke företaga någon reglering i fråga om kvantiteten av importen till det Förenade Konungariket av smör, ost, ägg, fläsk (bacon och hams) eller fjäderfä, frambringade i Finland, utom för så vitt sådan reglering må påkallas för att säkerställa ett effektivt genomförande av en planmässig reglering i fråga om avsättningen av den inhemska produktionen av dessa eller närbesläktade varor. Därest dylik importreglering genomföres med avseende å samtliga eller någon av dessa varor, skola följande bestämmelser gälla i tillämpliga delar.

2. Det Förenade Konungarikets regering skall i sådant fall, vid fastställande av Finlands andel i importen, taga hänsyn till den ställning Finland under tidigare år intagit såsom leverantör av ifrågavarande produkter till det Förenade Konungariket. Fastställandet av Finlands andel i importen skall ske på samma grundval som och på icke mindre gynnsamma villkor än fastställandet av varje annat främmande lands andel.

3. Det Förenade Konungarikets regering förklarar, att densamma icke vill tvångsvis företaga någon reglering i fråga om kvantiteten av importen till det Förenade Konungariket av någon av de ifrågavarande produkterna, frambringade i Finland, utan att först giva Finlands regering tillfälle att upptage överläggningar rörande fastställandet av Finlands andel i importen.

4. I fråga om smör må den andel i importen, som skall tillkomma Finland, icke under något år understiga 198,000 cwts.

5. Därest den totala kvantitet av någon av förenämnda varor, som är medgiven till införsel till det Förenade Konungariket från främmande länder, för någon regleringsperiod skulle ökas, skolla tilläggsandelar tilldelas Finland; skulle det för Finlands del temporärt vara omöjligt att helt eller delvis utnyttja en dylik tilläggsandel, skall detta dock icke för någon följande period utöva någon prejudicerande inverkan i fråga om ovan givna utfästelser.

6. Därest något annat främmande land, från vilket tillförsel äger rum, helt eller delvis skulle avstå från eller förverka sin andel i totalimporten av någon av ovan nämnda produkter, skall Finlands andel ökas i icke mindre proportion än varje annat främmande lands andel.

7. Därest det Förenade Konungarikets regering skulle komma att företaga någon reglering i fråga om kvantiteten av importen till det Förenade Konungariket av någon sådan lantbruksprodukt, varav importen från Finland är obetydlig i förhållande till importen från andra länder, skall det Förenade Konungarikets regering söka ordna det så, att importen av en sådan produkt, framställd i Finland, icke blir underkastad reglering. Skulle importen från Finland av någon dylik produkt ökas i sådan grad, att det blir nödvändigt att företaga en reglering i fråga om kvantiteten,

förpliktar sig det Förenade Konungarikets regering att upptaga överläggningar med Finlands regering beträffande den kvantitet av en dylik produkt, som skall medgivas införsel till det Förenade Konungariket från Finland.

8. Kontrollen över exporten av ovannämnda produkter, framställda i Finland, ankommer å Finlands regering så länge det Förenade Konungarikets regering kan förlita sig på att en dylik kontroll utövas effektivt och i överensstämmelse med den planmässiga reglering av importen, som vid samma tidpunkt är i kraft.

9. Med uttrycket « främmande land » förstås i denna artikel ett land, som varken är en del av det brittiska riket eller utgör ett område under brittisk protektion eller överhöghet eller ett mandatområde, beträffande vilket regeringen i någon del av det brittiska riket utövar mandatmyndighet.

Artikel 5.

Den skatt, som påföres handelsresande, vilka besöka Finland såsom representanter för ett eller flere bolag eller firmor, som äro registrerade eller hava sin huvudsakliga verksamhet i det Förenade Konungariket, må icke överstiga 500 finska mark för varje period, som icke överstiger tre veckor.

Cheferna för sådana bolag eller firmor, eller personer, som eljest intaga en ledande ställning inom desamma, skola vara befriade från skatt, därest vederbörande bolag eller firma bedriver sin affärsverksamhet i Finland genom en eller flera i Finland bosatta agenter.

Artikel 6.

Intet i denna överenskommelse må inverka på de rättigheter och förpliktelser, vilka härröra från handels- och sjöfartsfördraget, undertecknat i Helsingfors den 14 december 1923, ej heller må sådan uppsägning från någondera av de fördragsslutande regeringarnas sida på grund av artikel 25 av ifrågavarande fördrag äga rum, som skulle vinna giltighet så länge föreliggande överenskommelse är i kraft.

Artikel 7.

De fördragsslutande regeringarna äro överens därom, att varje tvist, som må uppkomma mellan dem angående den rätta tolkningen eller tillämpningen av någon av bestämmelserna i denna överenskommelse, skall, på framställning av endera parten, hänskjutas till den Fasta Mellanfolkliga Domstolen, för så vitt icke de fördragsslutande regeringarna i särskilt fall överenskomma om tvistens hänskjutande till annan domstol eller om dess behandling i annan ordning. Därest tvist skulle bliva underställd den Fasta Mellanfolkliga Domstolen, skall domstolen, för så vitt icke de fördragsslutande regeringarna annorlunda överenskomma, anmodas träffa sitt avgörande i överensstämmelse med det summariska förfarande, som avses i artikel 29 av domstolens stadga.

Artikel 8.

Denna överenskommelse skall ratificeras, och ratifikationsurkunderna skola utväxlas i London snarast möjligt.

Överenskommelsen skall träda i kraft tre dagar efter utväxlingen av ratifikationsurkunderna och skall med reservation för bestämmelserna i dell II, mom. 1, av det till denna överenskommelse hörande protokollet, förbliva gällande under en tid av tre år från dagen för dess ikraftträdande.

Därest ingendera av de fördragsslutande regeringarna sex månader före utgången av sagda tid av tre år lämnar den andra regeringen meddelande om sin avsikt att bringa överenskommelsen,

till upphörande, skall densamma förbliva gällande untill utgången av sex månader från den dag då meddelande om sådan avsikt lämnats.

Till bekräftelse härav hava undertecknade, därtill behörigen befullmäktigade, undertecknat denna överenskommelse och försett den med sina sigill.

Som skedde i Helsingfors den 29 september 1933 i två exemplar på finska, svenska och engelska, vilka tre texter skola äga lika vitsord.

(L. S.) A. HACKZELL.

(L. S.) Henrik RAMSAY.

(L. S.) R. SPERLING.

PROTOKOLL.

Vid undertecknandet av handelsöverenskommelsen av denna dag mellan Republiken Finlands regering samt det Förenade Konungariket Storbritanniens och Norra Irlands regering förklara undertecknade, därtill behörigen befullmäktigade, att de hava enats om bestämmelserna i detta protokoll, vilket skall utgöra en integrerande del av ovannämnda överenskommelse.

DEL I.

1. Sedan de fördragsslutande regeringarna avslutat denna handelsöverenskommelse i önskan att upprätthålla och ytterligare underlätta handeln mellan de båda rikena, förklarar Finlands regering, i betraktande av den proportionella omfattningen av exporten från Finland till det Förenade Konungariket, sin avsikt vara att, för befrämjande av överenskommelsens syften, med alla densamma till buds stående medel uppmuntra och understödja importen till Finland av varor, frambringade eller tillverkade i det Förenade Konungariket.

2. Sedan överläggningar ägt rum mellan ordföranden och medlemmarna i den finska delegationen vid förhandlingarna rörande handelsöverenskommelsen, å ena sidan, och representanter för särskilda industrier i det Förenade Konungariket, å andra sidan, och sedan förklaringar avgivits å finska importörkretsars vägnar, hava de fördragsslutande regeringarna tagit del av följande överläggningar och förklaringar, nämligen :

a. En förklaring avgiven å finska importörers vägnar till The National Association of British and Irish Millers med avseende å importen till Finland av vetemjöl från det Förenade Konungariket.

b. En förklaring avgiven å särskilda finska kreosotförbrukares vägnar med avseende å inköp av kreosot från det Förenade Konungariket.

c. Överläggningar med avseende å åtgärder för underlättande av inköp till Finland av järn och stål frambringade i det Förenade Konungariket ävensom av lastmotorfordon tillverkade i det Förenade Konungariket.

d. Överläggningar mellan Finska Träförädlingsindustriernas Centralförbund och särskilda industriella organisationer i det Förenade Konungariket med avseende å åtgärder, som skola vidtagas i syfte att öka inköpen, för de finska träförädlingsindustriernas behov, av produkter frambringade eller tillverkade i det Förenade Konungariket.

3. De fördragsslutande regeringarna hava tagit del av en överenskommelse mellan Sydvästra Finlands Andelsslakteri m. b. t., Åbo, Kreaturscentrallaget m. b. t., Helsingfors, och Kuopion Karjanmyyntiosuuskunta r. l., Kuopio, å ena sidan, och Handelskammaren i Dundee, å andra sidan, enligt vilken ifrågavarande finska organisationer förplikta sig att för fläsk (bacon och hams), som exporteras till det Förenade Konungariket, använda emballage, som är tillverkat uteslutande av juteväv, som är vävd i det Förenade Konungariket av garn spunnet i det Förenade Konungariket; denna överenskommelse avslutad för en tidrymd av tre år.

4. De fördragsslutande regeringarna hava tagit del av en överenskommelse mellan Smörexportandelslaget Valio m. b. t., Helsingfors, Centralandelslaget Hankkija m. b. t., Helsingfors, Sydvästra Finlands Andelsslakteri m. b. t., Åbo, Kreaturscentrallaget m. b. t., Helsingfors, och Kuopion Karjanmyyntiosuuskunta r. l., Kuopio, å ena sidan, samt « The Salt Manufacturers' Association » i Liverpool, å andra sidan, enligt vilken ifrågavarande finska organisationer förplikta sig att se till, att det årligen skall importeras till Finland en kvantitet av salt, frambringt i det Förenade Konungariket, vilken icke är mindre än den kvantitet, som av de ifrågavarande organisationerna förbrukas vid beredningen av fläsk (bacon och hams) och smör, som är avsett att finna avsättning i det Förenade Konungariket ; denna överenskommelse avslutad för en tidrymd av tre år.

DEL II.

1. Det Förenade Konungarikets regering skall äga rätt att när som helst uppsäga överenskommelsen till upphörande tre månader efter uppsägningen, därest under någon period av tolv månader, börjande den 1 september 1933 samt å motsvarande dag under varje följande år, den kvantitet stenkol, frambringade i det Förenade Konungariket, som införts till Finland, skulle, jämlikt den officiella finska statistiken rörande dels den totala stenkolsimporten, dels åter importen av stenkol, frambringade i det Förenade Konungariket, understiga 75 procent av den totala stenkolsimporten till Finland under samma period.

Det förutsättes, att underskott i ovan nämnda procentuella andel kol, frambringade i det Förenade Konungariket, som införts under den första perioden av tolv månader, skall kunna utfyllas under tiden intill den 1 april 1935.

2. Det Förenade Konungarikets regering förbinder sig att icke på grund av mom. 1 verkställa uppsägning av överenskommelsen, innan Finlands regering beretts tillfälle att i det Förenade Konungariket upptaga förhandlingar i saken. Sådana förhandlingar skola påbörjas inom 14 dagar efter det Finlands regering mottagit framställning därom från det Förenade Konungarikets regering.

3. Överenskommelsen skall icke på grund av uppsägning jämlikt mom. 1 upphöra att gälla, därest under tiden mellan den dag, då meddelande om uppsägning lämnats, och den dag, då verkan därav skulle inträda, för underskottets utfyllande erforderliga kvantiteter kol, frambringade i det Förenade Konungariket, införts till Finland.

4. De fördragsslutande regeringarna hava tagit del av en till ordföranden i den finska delegationen vid förhandlingarna rörande handelsöverenskommelsen ställd skrivelse, dagtecknad denna dag och undertecknad för kolindustrin i det Förenade Konungariket av ordföranden i « The Central Council of Colliery Owners » och av ordföranden i « The British Coal Exporters' Federation », vari dessa givit uttryck åt sin önskan och bestämda avsikt att med alla medel, som stå dem till buds, uppfylla finska köparens och kolförbrukarens krav samt i detta syfte gentemot finska köpare och förbrukare av stenkol givit i skrivelsen närmare angivna utfästelser i avseende å pris, kvalitet, leveransmöjligheter m. m. Det är överenskommet, att den rätt, som det Förenade Konungarikets regering, jämlikt mom. 1 i denna del av protokollet äger att uppsäga överenskommelsen till upphörande efter tre månader, är beroende av, att dessa utfästelser innehållas.

5. Det Förenade Konungarikets regering skall icke äga rätt att jämlikt mom. 1 i denna del av protokollet uppsäga överenskommelsen i sådana fall, då erforderliga kvantiteter kol, frambringade i det Förenade Konungariket, lämpliga för ifrågakommande finska köpare, icke kunnat erhållas på grund av strejk eller lockout eller på grund av att is eller andra förhållanden hindrat transport från det Förenade Konungariket till vederbörlig finska destinationshamn, eller då köparne icke från det Förenade Konungariket kunnat erhålla vare sig sådant kol, som de påfordra, eller lämplig ersättning därför till jämförligt pris. I varje dylikt fall skall i fråga om tillämpningen av bestämmelserna i mom. 1 i denna del av protokollet gälla, att vederbörligt avdrag skall ske för sådana kvantiteter kol, som av ifrågavarande finska köpare i stället köpts från annat håll. Likaledes skall i fråga om tillämpningen av bestämmelserna i mom. 1 i denna del av protokollet gälla, att vederbörligt avdrag skall ske för utebliven förbrukning av kol på grund av långvariga strejker eller lockouter inom sådana grenar av finsk industri, inom vilka kol, frambringade i det Förenade Konungariket, förbrukas i avsevärda kvantiteter. Avdrag, som jämlikt detta moment påyrkas, skola endast

kunna göras *a*) efter överenskommelse mellan den finska kommitté, som jämlikt mom. 6 i denna del av protokollet kommer att tillsättas, och Mines Departement i det Förenade Konungariket eller *b*) därest dylik överenskommelse icke kommer till stånd, efter förhandling och uppgörelse mellan de fördragsslutande regeringarna.

6. Så snart denna överenskommelse träder i kraft, kommer en kommitté att tillsättas i Finland med uppgift :

a. att tillhandahålla Mines Department i det Förenade Konungariket officiell månatlig statistik, utarbetad av Tullstyrelsen i Finland, rörande dels den totala stenkolsimporten, dels åter importen av stenkol, frambringade i det Förenade Konungariket, till Finland ; sådan statistik skall tillhandahållas inom två månader från slutet av den månad, å vilken statistiken har avseende ;

b. att behandla klagomål från finska köpare och konsumenter av kol, frambringade i det Förenade Konungariket, i avseende å pris, kvalitet, tillgång m. m., för så vitt dylika klagomål hava avseende å förhållanden, beträffande vilka utfästelser givits av kolindustrin i det Förenade Konungariket ;

c. att behandla frågor, som må uppkomma jämlikt mom. 5 i denna del av detta protokoll ;

d. att, i den mån så befinnes erforderligt, träda i förbindelse med Mines Department i det Förenade Konungariket beträffande frågor, som må uppkomma jämlikt punkterna *b*) och *c*) här ovan.

7. Enär de fördragsslutande regeringarna hysa förhoppningen, att den andel det Förenade Konungariket haft i den finska koksmarknaden skall kunna upprätthållas och utökas, önska de fördragsslutande regeringarna vidtagna åtgärder i syfte att snarast möjligt, men i ingen händelse senare än den 30 november 1933, få till stånd överläggningar rörande läget mellan producenter och exportörer av koks i det Förenade Konungariket samt koksimportörer i Finland. Såvida det under något år intill utgången av den 15 maj icke skulle förefalla sannolikt, att det Förenade Konungarikets ställning på den finska koksmarknaden skall kunna i tillfredsställande omfattning upprätthållas under förloppet av en period av tolv månader, räknat från den 1 därpå följande juli, skola de fördragsslutande regeringarna träda i överläggningar i syfte att förbättra läget.

DEL III.

Det Förenade Konungarikets regering hyser den förhoppningen, att i den mån reglering av importen till det Förenade Konungariket av lantbruksprodukter må bli nödvändig, sådan reglering skall kunna genomföras genom frivillig samverkan mellan å ena sidan det Förenade Konungarikets regering samt å andra sidan regeringarna i de länder, som förse det Förenade Konungariket med dessa produkter ; och det Förenade Konungarikets regering skall för sin del söka säkerställa, att varje reglering, som må tillämpas beträffande införsel till det Förenade Konungariket av lantbruksprodukter från Finland, skall genomföras, i denna ordning.

DEL IV.

1. Finlands regering förbinder sig att, vid import till Finland, icke underkasta whisky och gin, som tillverkats i det Förenade Konungariket, andra eller högre tullavgifter än de, som uppbäras för konjak eller rom.

2. De avgifter i form av tullar eller inrikes skatter, vilka påläggas whisky och gin, som tillverkats i det Förenade Konungariket och säljas i Finland under exportörens namn, må i intet fall, direkt eller indirekt, överstiga de avgifter, vilka påläggas annan whisky och gin, som utbjudas till salu, med eller utan nedsättning av procenthalten.

3. Ingen skillnad må i Finland göras mellan importerad whisky och gin, som tillverkats i det Förenade Konungariket, och inhemska spritdrycker i fråga om inrikes skatter, som påföras försäljningen, transporten eller konsumtionen av dessa tillverkningar.

4. Spritdrycker, tillverkade i det Förenade Konungariket, skola i Finland i avseende å import, fastsättande av parti- och minutpriser, försäljning, transport och konsumtion åtnjuta lika förmånlig behandling som spritdrycker importerade från vilket som helst annat land.

5. Genom förmedling och under kontroll av monopolet i Finland skola representanter för bolag och firmor, hemmahörande i det Förenade Konungariket, vara berättigade att i Finland mottaga prover på whisky och gin ävensom underställa dem sina enskilda kunders bedömande.

6. I syfte att sälja spritdrycker, må dylika agenter, i av dem representerade firmors namn, kunna tillhandahålla sina kunder prislistor ävensom bedriva all i lag tillåten form av reklam.

7. Oavsett ovan anförda förbehåll är det underförstått att inköp, försäljning och utskänkning av viner och spritdrycker i Finland tillkommer uteslutande monopolet.

8. Med hänsyn till benämning och etikettering av whisky och liknande spritdrycker, som utbjudas till salu i Finland, förbinder sig Finlands regering att övervaka :

i. att det engelska ordet « whisky » skall finna användning endast i fråga om whisky, som är tillverkad i engelsktalande länder ;

ii. att ursprungslandet för sådan whisky, som tillverkats i ett engelsktalande land, alltid skall uppgivas å prislistor och flasketiketter, d. v. s. att ordet « whisky » skall brukas i sammanhang med det därtill hörande prefixet — t. ex. skotsk, irländsk o. s. v. ;

iii. att whiskyliknande spritdrycker, tillverkade i Finland eller i något annat icke engelsktalande land, icke skola benämnas med det engelska ordet « whisky », utan med något namn på tillverkningslandets språk ;

iv. att skotsk eller irländsk whisky, forskuren med spritdryck av främmande ursprung, skall å flasketiketten, på finska, bliva benämnd i överensstämmelse härmed.

9. Finlands regering förklarar, att densamma icke ärnar tillåta import till Finland av whisky, som icke under minst tre års tid blivit lagrad i träkärl.

DEL V.

Finlands regering förbinder sig att ändra bestämmelserna av den 4 maj 1931 angående importen av sulläder till Finland därhän,

i. att undersökning genom stickprov av dylikt läder skall äga rum i överensstämmelse med den metod, som tillstyrkts av « The International Society of Leather Trade Chemists » ; samt

ii. att den tillåtna urtvättningsförlusten i kruponger skall höjas från 20 procent till 23 procent av det lufttorkade lädrets vikt.

DEL VI.

De fördragsslutande regeringarna förklara, att de hava ingått denna handelsöverenskommelse under förutsättning, att ingendera regeringen skall införa kvantitativa importrestriktioner, vilka skulle hava till följd ett omintetgörande av de tullmedgivanden, varom avtalats i överenskommelsen. I enlighet härmed förklarar det Förenade Konungarikets regering, att den icke kommer att pålägga importen av de varor, utom lantbruksprodukter, som äro upptagna i överenskommelsens bilaga II, några kvantitativa restriktioner. Finlands regering förklarar å sin sida, att den icke kommer att pålägga importen av varor, som äro uppräknade i överenskommelsens bilaga I, några kvantitativa restriktioner.

Som skedde i Helsingfors, den 29 september, i två exemplar på finska, svenska och engelska språken, vilka alla texter skola äga lika vitsord.

A. HACKZELL.

Henrik RAMSAY.

R. SPERLING.

BILAGA I. — DEL I.

Anmärkning. — Med undantag för de fall, där tariffpositionen ändrats eller uppdelats, äro de varor, som uppräknas i denna bilaga, desamma som för närvarande förtullas enligt de angivna tariffpositionerna. I denna bilaga angivna tullavgifter skola uppbäras i enlighet med de bestämmelser, som äro i kraft vid tidpunkten för undertecknandet av denna överenskommelse.

Positions n:o	Varuslag	Tullavgift Fmk.
	<i>Ur grupp I.</i>	
14 b	Saltad sill 1 kg	2: —
	<i>Anmärkning.</i> Inom ramen av den kontingent, som fastställts i artikel 2 av denna överenskommelse, skall import av saltad sill vara tillåten till nedsatt tull på villkor, som fastställts i sagda artikel.	
25 b	Kondenserade soppor, soja och såser, icke i hermetiskt tillslutna förpackningar 1 kg	5: —
27	Talg, premier jus och prästag 1 kg	0: 40
138	Senap, malen 1 kg	8: —
146	Köttextrakt, kondenserade soppor, soja och såser, i hermetiskt tillslutna förpackningar 1 kg	10: —
ur 147	Pickles samt apelsin- och annan dylik marmelad, i hermetiskt tillslutna förpackningar 1 kg	5: —
ur 153 b	Whisky och gin, på kärl rymmande 2 liter eller mindre . 1 liter	22: —
	<i>Ur grupp II B 3.</i>	
	<i>Garn av hampa, lin, ramie och andra, ej särskilt nämnda vegetabiliska spånadsämnen, även i förening med bomull eller jute.</i>	
218	Garn, två- eller flertrådigt, rätt (oblekt), t. o. m. n:o 18 (engelsk numrering) 1 kg	3: 20
224	Garn och tråd, i mindre, för detaljhandeln avsedda uppläggnings- ningar, såsom dockor, rullar, spolar och dylikt 1 kg	6: —
	<i>Ur grupp II B 6.</i>	
	<i>Repslageriarbeten, samt bind- och segelgarn, även med inlägg av järntråd.</i>	
230	Oflätade (andra slag än de, som ingå i position n:o 229): a) av minst 10 mm tjocklek 1 kg b) av mindre än 10 mm, men ej under 5 mm tjocklek . 1 kg c) av mindre än 5 mm tjocklek 1 kg	1: 50 2: — 3: —
	<i>Ur grupp II C 1.</i>	
	<i>Vävnader av bomull, även i förening med jute.</i>	
234 a	Maskinfilt för fabriksbehov, även ändlös; segelduk oblekt och ofärgad, av högst 65 cm bredd, vägande minst 650 gr per m ² och innehållande på en yta av 1 cm ² högst 36 varp- och inslagstrådar 1 kg	3: —

Positions n:o	Varuslag	Tullavgift Fmk.	
235	Bokbindarklot, klistrad, även förstärkt med papper, samt appreterad väv till adresslappar (s. k. labelklot)	1 kg	7: —
236	Fälb, plysch och sammet samt sammets- och plyschartade vävnader, oskurna eller skurna :		
237	oblekta och ofärgade	1 kg	16: —
	blekta, färgade eller tryckta	1 kg	19: —
	Vävnader, ej särskilt nämnda, vilkas hela yta är till vävnads-sättet likartad :		
	vägande per m ² 250 gr eller däröver :		
238	oblekta och ofärgade	1 kg	7: —
239 b	blekta, färgade eller tryckta (andra slag än de, som förtullas enligt position n:o 239 a)	1 kg	9: —
	vägande per m ² mindre än 250 gr, men ej mindre än 100 gr :		
ur 241 b	blekta eller färgade (utom sådana, som äro vävda av färgade garn), andra slag än de, som falla under position n:o 241 a	1 kg	13: —
	tryckta, andra slag än de, som falla under position n:o 241 a, då bredden är :		
	1) mindre än 88 cm	1 kg	15: —
	2) 88 cm eller mer	1 kg	10: 80
	vägande per m ² mindre än 100 gr :		
242	oblekta och ofärgade	1 kg	16: —
ur 243 b	blekta, färgade eller tryckta (utom sådana, som äro vävda av färgade garn, ej heller sådana, som falla under position n:o 243 a), som på en yta av en cm ² innehålla sammanlagt högst 40 varp- och inslagstrådar	1 kg	23: —
ur 244 b	blekta och färgade (utom sådana, som äro vävda av färgade garn, ej heller sådana, som falla under position n:o 244 a), som på en yta av en cm ² innehålla mer än 40 varp- och inslagstrådar	1 kg	31: —
	tryckta (utom sådana, som falla under position n:o 244 a), som på en yta av en cm ² innehålla mer än 40 varp- och inslagstrådar, då bredden är :		
	1) mindre än 88 cm	1 kg	35: —
	2) 88 cm eller mer	1 kg	25: —
	Vävnader, andra slag, ej särskilt nämnda, även mönster-vävda :		
	vägande per m ² 100 gr eller däröver :		
245	oblekta och ofärgade	1 kg	14: 50
246	blekta, färgade, vävda av färgade garn eller tryckta (utom sådana, som falla under position n:o 246 a)	1 kg	24: —
	vägande per m ² mindre än 100 gr :		
247	oblekta och ofärgade	1 kg	20: —
248	blekta, färgade, vävda av färgade garn eller tryckta	1 kg	38: —
<i>Ur grupp II C 2.</i>			
<i>Vävnader av kokos, papper, jute, hampa, lin och andra, ej särskilt nämnda vegetabiliska spånadsämnen.</i>			
251	Säck- och packvävnader av jute, utan tillblandning av andra spånadsämnen, oblekt, ofärgad, olimmad, som på en yta av 2 cm ² innehåller sammanlagt högst 17 varp- och inslagstrådar	1 kg	—: 60

Positions n:o	Varuslag	Tullavgift Fmk.
	<i>Anmärkning.</i> I fråga om säck- och packvävnader, vägande 400 gr eller däröver per m ² , skola dubbla trådar i varpen räknas såsom en.	
252	Vävnader av jute, andra slag 1 kg	3: —
	Vävnader av lin, hampa och andra ej särskilt nämnda vegetabiliska spånadsämnen, även med tillblandning av bomull eller jute (utom sådana, som falla under positionerna n : ris 253 och 254), vilkas hela yta är till vävnads-sättet likartad :	
255	oblekta och ofärgade, vägande per m ² 500 gr eller däröver andra slag, som på en yta av en cm ² innehålla sammanlagt: högst 25 varp- och inslagstrådar :	5: 50
256	oblekta och ofärgade 1 kg	12: —
257	blekta, färgade eller tryckta 1 kg	18: —
	mer än 25, men ej mer än 35 varp- och inslagstrådar :	
258	oblekta och ofärgade 1 kg	18: —
259	blekta, färgade eller tryckta 1 kg	26: —
	<i>Ur grupp II C 3.</i>	
	<i>Vävnader av ull, även i förening med annat spånadsämne med undantag av silke ; ävensom filt, stampad (icke vävd).</i>	
267	Prässduk samt maskinfilt för fabriksbehov 1 kg	10: —
273	Vävnader av ull, innehållande silke eller konstsilke, därest silket eller konstsilket utgör över 5 procent men högst 15 procent, förtullas enligt de tullsatser, som äro angivna i positionerna 274—276, förhöjda med 35 procent.	
	<i>Anmärkning.</i> För vävnader, införda genom Helsingfors tullkammare eller eventuellt någon annan tullkammare, som Finlands regering må bestämma, i förpackningar, vilkas innehåll i sin helhet faller under denna position, skall den tullavgift, som utgår för hela innehållet av varje enskild förpackning, i ingen händelse få överstiga ett belopp, som motsvarar 35 procent av värdet. När Helsingfors hamn är stängd på grund av is, anvisar Finlands regering någon annan hamn, där denna bestämmelse tillämpas.	
	Vävnader, andra slag, ej särskilt nämnda, ävensom stampad (icke vävd) filt av ull, även med tillblandning av vegetabiliska spånadsämnen eller med högst 5 procent silke eller konstsilke :	
274	vägande per m ² högst 200 gr :	
	a) stampad filt av ull, även med tillblandning av vegetabiliska spånadsämnen ; så ock fodersars ävensom « lustre- » och « brilliantine linings » benämnda tyger 1 kg	27: —
	b) andra 1 kg	54: —
275	vägande per m ² mer än 200 gr men ej mer än 500 gr. :	
	a) stampad filt av ull, även med tillblandning av vegetabiliska spånadsämnen ; så ock fodersars ävensom « lustre » och « brilliantine linings » benämnda tyger 1 kg	19: —
	b) andra 1 kg	37: —

Positioner n:o	Varuslag	Tullavgift Fmk.
ur 276	<p>vägande per m² mer än 500 gr :</p> <p>ur a) stampad filt av ull, även med tillblandning av vegetabiliska spånadsämnen 1 kg</p> <p>b) andra 1 kg</p>	12: 50 26: —
	<p><i>Anmärkning till n : ris 274—276.</i> För vävnader, införda genom Helsingfors tullkammare eller eventuellt någon annan tullkammare, som Finlands regering må bestämma, i förpackningar, vilkas innehåll i sin helhet faller under positionerna n : ris 274, 275 eller 276, skall den tullavgift, som utgår för hela innehållet av varje enskild förpackning, i ingen händelse få överstiga ett belopp, som motsvarar 30 procent av värdet. När Helsingfors hamn är stängd på grund av is, anvisar Finlands regering någon annan hamn, där denna bestämmelse tillämpas.</p>	
	<p><i>Grupp II C 4.</i></p>	
277	<p><i>Vävnader av tagel eller andra djurhår, utom ull, även i förening med annat spånadsämne med undantag av silke och ull</i> 1 kg</p>	15: —
	<p><i>Ur grupp II C 5.</i></p>	
	<p><i>Vävnader av silke.</i></p>	
279 b ur 280	<p>Vävnader, ej särskilt nämnda, helt av konstsilke 1 kg</p> <p>Färgade och (eller) tryckta vävnader av konstsilke med tillblandning av bomull, som utgör minst 40 procent av vikten, då bredden är 88 cm eller mer 1 kg</p> <p>Halvkonstsidenvävnader, andra slag 1 kg</p>	200: — 80: — 120: —
	<p><i>Anmärkning 1.</i> Vävnader av ull, innehållande trådar, helt eller delvis av silke eller konstsilke, skola förtullas såsom vävnader av ull, såframt silket eller konstsilket utgör högst 5 procent av vävnadens hela vikt.</p>	
	<p>Till grund för bestämmandet av den medgivna procenthalten av silke eller konstsilke lägges i fråga om vävnader delvis av dylika spånadsämnen endast vikten av det i trådarna förekommande silket eller konstsilket.</p>	
	<p><i>Anmärkning till positionerna n : ris 279 och 280.</i> Med vävnader helt av konstsilke förstås vävnader av konstsilke enbart eller i förening med högst 15 procent av annat spånadsämne.</p>	
	<p>Såvida icke annorlunda bestämts, förstås med halvsiden- eller halvkonstsidenvävnader vävnader av silke eller konstsilke i förening med mer än 15 procent annat spånadsämne.</p>	
	<p><i>Ur grupp II G.</i></p>	
	<p><i>Sömnadsarbeten m. m.</i></p>	
302	<p>Bord-, huvud- och näsdukar, gardiner och andra, ej särskilt nämnda varor, tillklippta eller utstansade, men utan sömnadsarbete, samt nämnda varor, fällade eller kantade, men utan annat sömnadsarbete, förtullas med 20 procents förhöjning av den för vävnaden stadgade avgiften.</p>	
304	<p>Presenningar och segel, tält och markiser förtullas med 10 procents förhöjning av den för vävnaden stadgade tullen.</p>	

Positions n:o	Varuslag	Tullavgift Fmk.
306	Säckar (utom tydligen begagnade), förtullas med 10 procents förhöjning av den för vävnaden stadgade tullen.	
307 a	Driv- och transportremmar tillverkade av spånadsvaror, osydda eller sydda, även i förening med annat ämne, dock ej kautschuk, guttaperka och balata 1 kg	8: —
<i>Ur grupp II H.</i>		
<i>Spånadsvaror i förening med kautschuk ; spånadsvaror, impregnerade m. m.</i>		
ur 318 a	Lädertyg (såsom pegamoid och dyl.), som innehåller en mängd av kautschuk, som icke överstiger 25 procent av tygets vikt 1 kg	6: —
ur 319	Vävnader och andra spånadsvaror, vattentäta, med annan massa än kautschuk belagda, vaxduk häri inberäknad, samt fernissade och lackerade vävnader : mattor, även av papp tillverkade mattor, vilka äro bestrukna eller belagda med färg, lack eller annat sådant 1 kg andra slag :	0: 80
321	av annat spånadsämne 1 kg	3: —
<i>Anmärkning 1. Med annat ämne än kautschuk impregnerad presenningsduk, förtullas såsom den oblekta väven av det spånadsämne, varav den är tillverkad, även om den tagit färg av impregneringsämnet.</i>		
<i>Ur grupp III.</i>		
<i>Varor av trä.</i>		
368	Bobiner, skyttlar, spindlar, spolpipor och andra för textilindustrin avsedda maskindelar samt ämnen därtill av trä, ej särskilt nämnda 1 kg	1: —
<i>Ur grupp IV B.</i>		
<i>Papper.</i>		
ur 411	Fotografiskt papper, ljuskänsligt 1 kg	3: —
415	Papper, ej särskilt nämnt, färgat annorlunda än i massan, lackerat, fernissat, förgyllt, försilvrat eller belagt med annan metall, kriterat, försett med tryckta mönster i en eller flera färger, plisserat, prässat eller stansat : a) kol- och kalkerpapper 1 kg b) annat 1 kg	12: — 13: —
<i>Ur grupp V.</i>		
ur 462 a	Filmer, icke framkallade (av celluloid m. fl. ämnen) . . . 1 kg	25: —
<i>Ur grupp VI.</i>		
<i>Läderarbeten.</i>		
ur 478	Driv- och transportremmar, slangar och rör av läder, även i förening med spånadsämnen ; rycksnören och -remmar ; tekniska lädervaror, såsom maskinpackning, överdrag för valsar m. m. 1 kg	5: —

Positions n:o	Varuslag	Tullavgift Fmk.
<i>Ur grupp VII.</i>		
<i>Kautschuktillverkningar.</i>		
487	Plattor, även mattor, duk, packnings- och tätningmaterial samt packningar och tätningar, tillverkade av mjuk kautschuk, icke i förening med annat material	1 kg 2: —
489 b	Slangar och rör, även i avpassade längder, ej särskilt nämnda, driv- och transportremmar, även i förening med spånadsämne	1 kg 14: —
490	Automobilringar utan järnskenor, velociped- och motor-velocipeddelar, även i förening med annat ämne, såsom inner- och ytterringar samt delar därtill, pedal- och bromsgummi samt ramskyddare m. m. :	
	a) 1. automobilringar	1 kg 22: 20
	2. motorvelocipedringar	1 kg 18: —
	b) velocipedringar	1 kg 11: 40
	c) andra	1 kg 6: —
<i>Ur grupp VIII A.</i>		
<i>Arbeten av ädla metaller.</i>		
ur 503	Arbeten, ej särskilt nämnda, helt eller delvis av silver, även förgyllda eller på mekanisk väg belagda med guld. . .	1 kg 275: —
<i>Ur grupp VIII B.</i>		
<i>Arbeten av järn och stål.</i>		
ur 525-7 samt anm. I.	Plåt, oklippt eller klippt, förtennad :	
	1) av 3 mm tjocklek eller däröver	1 kg —: 30
	2) av mindre än 3 mm, men ej mindre än 0.55 mm tjocklek	—: 50
	3) av mindre än 0.55 mm tjocklek	1 kg —: 65
	Plåt, oklippt eller klippt, överdragen med zink :	
	1) av 3 mm tjocklek eller däröver	1 kg —: 30
	2) av mindre än 3 mm, men ej mindre än 0.55 mm tjocklek	1 kg —: 50
560	S. k. Ewarts ketting och lösa länkar därtill ; samt ledbult-kettingar (Galls)	1 kg 1: 60
589	Bordsknivar och gafflar med skaft av ben, celluloid, ebonit, ebenholz eller andra liknande ämnen ; även förnicklade	1 kg 10: —
<i>Anmärkning.</i> Till denna position hänfödda varor förtullas, om de äre tillverkade av rostfritt stål eller järn, med 100 procents förhöjning.		
600	Handkårdor, handkardläder, kardbeslag och filborstar . .	1 kg 3: 20
<i>Ur grupp VIII C.</i>		
<i>Arbeten av aluminium.</i>		
ur 629	Aluminiumfolier	1 kg 4: —

Positions n:o	Varuslag	Tullavgift Fmk.
<i>Ur grupp VIII E.</i>		
<i>Ej särskilt nämnda metaller och arbeten av dem.</i>		
ur 636 b	Tenn, obearbetat samt skrot ; tenn i stänger ; ävensom anoder	I kg
ur 644	Rakapparater, försilvrade	I kg
		fria 24: —
<i>Ur grupp VIII F.</i>		
<i>Diverse metallarbeten.</i>		
649 a	Bly- och tennfolier (stanniol)	I kg
ur 649 b	Kapselkorkar	I kg
651	Skrivpennor	I kg
		4: — 3: — 16: —
<i>Ur grupp IX.</i>		
<i>Maskiner, transportmedel, instrument m. m.</i>		
662	Akkumulatorer samt delar därtill	I kg
ur 672	Metallbeklädda strömställare	I kg
677 a	Radioapparater och till dem hörande, icke särskilt nämnda delar	I kg
678	Ångpannor för kraftanläggningar, smältugnar, vatten- och andra cisterner för maskinella anläggningar, såsom cellulosakokare, ångackumulatorer, gasbehållare m. m. ; vägande per stycke netto 5,000 kg och därunder	I kg
680	Ångpannedelar av grov plåt, såsom gavlar, mantlar, eldrör m. m. : av plåt av mer än 15 mm tjocklek andra	I kg I kg
681 b	Olje- och ångtraktorer, vägande per stycke netto 4,000 kg och därunder	I kg
698	Textilindustrimaskiner ; ävensom stickmaskiner	I kg
699	Skomakeri- och skrädderimaskiner samt symaskiner	I kg
704 a	Motorvelocipeder	I kg
ur 705	Lägsta specifika tullen må ej överstiga	I st.
ur 708 a 1	Kättingar och pedaler för velocipeder och motorvelocipeder Personautomobiler, för såvitt deras värde utgör högst 80,000 mark per st. ; ävensom underreden till sådana : då motors cylindervolym är högst 1,600 cm ³ Lägsta specifika tullen må ej överstiga då motors cylindervolym överstiger 1,600 cm ³ , men icke 3,000 cm ³	I kg I kg I kg
		14 % av värdet 700: — 3: —
ur 714	Lägsta specifika tullen må ej överstiga a) 1. Grammofoner och delar till dem, utom nålar 2. Grammofonnålar b) Grammofonskivor : 2. sådana, å vilka överförts litterärt eller musikaliskt alster, som föredragits av finsk medborgare eller vars upphovsman är finsk medborgare 3. övriga (utom skivor för språkundervisning)	I kg I kg I kg I kg
		10 % av värdet 2: 50 14 % av värdet 3: 50 50: — 25: — fria 35: —

Positions n:o	Varuslag	Tullavgift Fmk.
<i>Ur grupp X.</i>		
<i>Sten-, ler- och glasindustri.</i>		
ur 737	Porslinslera (kaolin) och eldfast lera	fria
ur 751 b	Stenkol, antracit och koks	fria
ur 753 I	Arbeten av asbest, även med tillblandning av andra ämnen, såsom kautschuk :	
	b) papp	1: 50
	c) garn, vävnader, band och snören	3: —
	d) andra färdiga tillverkningar, såsom packningar, tät- ningar, madrasser, ringar och andra formstycken . .	6: —
ur 767	Bryn-, poler- och slipstenar (utom vertikala slipstenar) även i förening med trä, oädel metall eller dylikt, defib- rörstenar (utom sådana av alundum, korundum, kar- borundum eller annat dylikt hårt slipmaterial)	fria
770	Klosetter och tvättställ (lavoarer) av lermassa eller fajans	2: 50
<i>Ur grupp XI.</i>		
<i>Kemiska produkter m. m.</i>		
824 a 2.	Oljelackfernissa	2: 50
ur 839 b	Kreosot och kreosotolja	fria
ur 842	Röd ockra	fri
ur 845	Blyvitt och blymönja	—: 40
900 a	Köksalt (natriumklorid)	fri
903	Klorkalk	fri
ur 906	Glaubersalt (natriumsulfat)	fri
<i>Ur grupp XII.</i>		
<i>Varor, ej annorstädes nämnda.</i>		
ur 952	« Meccano »-tillverkningar	20 % av värdet

BILAGA I. — DEL II.

Anmärkning. — De varor, som uppräknas i denna bilaga, äro desamma som för närvarande förtullas enligt de angivna positionerna. I denna bilaga angivna tullavgifter skola uppbäras i enlighet med de bestämmelser, som äro i kraft vid tidpunkten för undertecknandet av denna överenskommelse.

Positions n:o	Varuslag	Tullavgift Fmk.
<i>Ur grupp II B 1.</i>		
<i>Garn av bomull :</i>		
	enkeltrådigt, rått (oblekt) :	
178	över n : o 20 (engelsk numrering) men ej över n : o 40	1 kg 2: 40
179	över n : o 40 men ej över n : o 60	1 kg 2: 80
180	över n : o 60	1 kg 4: —
	två- eller flertrådigt, en gång tvinnat, rått (oblekt) :	
186	över n : o 20 (engelsk numrering) men ej över n : o 40	1 kg 2: 80
187	över n : o 40 men ej över n : o 60	1 kg 3: 20
188	över n : o 60	1 kg 4: 40
	två- eller flertrådigt, mer än en gång tvinnat, rått (oblekt):	
195	över n : o 40 (engelsk numrering) men ej över n : o 60	1 kg 3: 60
196	över n : o 60	1 kg 4: 80
201	merceriserat ; ävensom effekt- eller fantasigarn	1 kg 6: —
202	i mindre för detaljhandeln avsedda uppläggningar, såsom dockor, rullar, spolar och dylikt	1 kg 6: —
<i>Ur grupp II B 2.</i>		
<i>Garn av ull och annat djurhår.</i>		
207	två- eller flertrådigt, rått (oblekt), t. o. m. n : o 40 (metrisk numrering)	1 kg 3: 40
209	två- eller flertrådigt, blekt, färgat eller tryckt, t. o. m. n : o 40 (metrisk numrering)	1 kg 4: —

BILAGA I. — DEL III.

Anmärkning. — I denna bilaga angivna tullavgifter skola uppbäras i enlighet med de bestämmelser, som äro i kraft vid tidpunkten för undertecknandet av denna överenskommelse.

Positions n:o	Varuslag	Tullavgift Fmk.
75 b 1	Bananer	1 kg —: 50
ur 117	Te	1 kg 25: —
133 b	Nejlikor och nejlikstjälk	1 kg 8: —
ur 134	Rödpeppar, omalen eller malen	1 kg 4: —

BILAGA II.

Varuslag	Tullsats
Fläsk (bacon och hams)	fritt.
Tidningspapper, d. v. s. papper i rullar, innehållande minst 70 % mekanisk trämassa samt vägande ej under 20 lbs. och ej över 25 lbs. per ris om 480 ark double crown, 30 × 20 engelska tum	fritt.
Gruvstolpar av trä, däri inbegripet « pitbars », d. v. s. gruvsparrar, vanligen bestående av gruvstolpar, från vilka medelst två parallella skär avskilts två tunna bakar; jämväl sådana sparrar, vilka därefter i mitten itusågats genom ett tredje, i förhållande till de övriga parallellt skär	fria.
Gruvstolpar inbegripa också crowntrees i den enklaste formen, som motsvarar på ovan nämnda sätt itusågade pitbars.	fri.
Trämassa, såväl kemiskt som mekaniskt framställd	fri.
Smör	15 s. per cwt.
Ägg :	
a) vägande högst 14 lbs. per 120 st.	1 s. per 120 st.
b) vägande mer än 14 lbs. men icke mer än 17 lbs. per 120 st.	1 s. 6 d. per 120 st.
c) vägande mer än 17 lbs. per 120 st.	1 s. 9 d. per 120 st.
Granitskärvor	10 % av värdet.
Granit, gat- och kantsten	15 % av värdet.
Granit, rå, i block	10 % av värdet.
Granit, makadam	10 % av värdet.
Bilat, sågat och hyvlat barrträ (softwood), som icke i annan mån undergått bearbetning än vad här nedan nämnes	10 % av värdet.
Som hyvlat barrträ (softwood) skola anses alla till efterföljande beteckningar hänförliga varor :	
1. Av barrträ framställda « weatherboards » eller liggande panelbräder, golvbräder och spåntade bräder, hyvlade på en eller flera sidor, med eller utan profiler på en eller flera sidor.	
2. Av barrträ framställda golvpanelbräder med profil i samma stycke som brädan.	
3. Av barrträ framställda bräder, försedda med spont, not, pärlspont, frasspont, fals, fas, pärlspont i mitten, dubbelfas i mitten eller rundkant. (Vid profilering förutsättes, att brädan och profilen utgöras av ett enda stycke.)	
4. Av barrträ framställda lådbräder, sågade eller hyvlade, i fullständiga satsar eller ej, däri inbegripet lådbräder, som äro spontade, limmade, sänkspöntade eller på vilka förekomma tryck. (Däremot äro undantagna lådbräder, som i ändarna äro laxspöntade, sinkade eller tappade.)	
Bilad och sågad björk, som icke undergått annan bearbetning	10 % av värdet.
Faner av björk eller barrträ (softwood)	10 % av värdet.
Sytrådullar av trä, alla slag, även färgade eller polerade, genomborrade i längdriktningen, ej över 5 tum långa, ej heller mer än 2 ½ tum i diameter vid ändorna	15 % av värdet.
Flytande harts (biprodukt vid cellulosatillverkning)	10 % av värdet.
« Tissue » -papper, ävensom skrivpapper i arkformat ej under 16,5 × 21 engelska tum, vägande i fullt utbrett skick upp till högst 90 lbs. per ris om 480 ark double crown, 30 × 20 engelska tum, undantaget dock papper, som utgör del av annan vara	16 2/3 % av värdet.
Papper, ävensom papp tillverkad av papper eller massa, vare sig belagda eller bestrukna eller på något annat sätt behandlade eller icke behand-	

Varuslag	Tullsats
<p>lade (med undantag av halmpapp), vägande i fullt utbrett skick över 90 lbs. per ris om 480 ark double crown, 30 × 20 engelska tum, dock med undantag av paper och papp, som utgör del av annan vara</p> <p>Kraftpapper¹ (undantagandes imiterat kraftpapper); maskinglättat papper (annat än helblekt « white poster »); greaseproofpapper (undantagandes imiterat greaseproofpapper); vare sig belagda eller bestrukna eller på något annat sätt behandlade eller icke behandlade, vägande i fullt utbrett skick över 7 lbs. men ej över 90 lbs. per ris om 480 ark double crown, 30 × 20 engelska tum, undantaget dock papper, som utgör del av annan vara</p>	<p>I händelse av förhöjning av tullen skall den icke överstiga 20 % av värdet.</p> <p>16 $\frac{2}{3}$ % av värdet.</p>

Pour copie conforme :

Erkki Reijonen,

*Chef des Archives du Ministère
des Affaires étrangères.*

EXCHANGE OF NOTES

REGARDING THE APPLICATION OF THE PROVISIONS OF PARAGRAPH I, PART II,
OF THE PRECEDING PROTOCOL.

I.

THE FINNISH MINISTER IN LONDON TO THE SECRETARY OF STATE OF HIS MAJESTY
IN THE UNITED KINGDOM.

FINNISH LEGATION.

LONDON, *December 29th*, 1933.

SIR,

I have the honour to inform you that the Government of Finland desire that, should His Majesty's Government in the United Kingdom see no objection, the first paragraph of Part II of the Protocol to the Commercial Agreement between the United Kingdom and Finland, signed at Helsingfors on the 29th September, 1933, should be slightly modified by substituting the words "the month following the date on which the Agreement comes into force" for the words "September 1933".

2. The effect of this amendment would be to defer from the 1st September, 1933, to the 1st December, 1933, the obligation entered into on behalf of the Government of Finland that 75 per cent. of the total imports of coal into Finland shall be of United Kingdom origin.

3. If His Majesty's Government in the United Kingdom agree to this suggestion, the present note and your reply notifying the acceptance of the proposal by His Majesty's Government in the United Kingdom shall be regarded as placing on record the understanding between the respective Governments in the matter.

I have the honour to be, with the highest consideration,

Sir,

Your most obedient, humble Servant,

G. A. GRIPENBERG.

¹ Såsom kraftpapper skall anses papper, tillverkat uteslutande av blekt eller oblekt sulfatcellulosa-fiber, utan inblandning av annan fiber.

II.

THE SECRETARY OF STATE OF HIS MAJESTY IN THE UNITED KINGDOM TO THE FINNISH
MINISTER IN LONDON.

FOREIGN OFFICE.

LONDON, *December 29th*, 1933.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of to-day's date in which you informed me that the Government of Finland desire that, should His Majesty's Government in the United Kingdom see no objection, the first paragraph of Part II of the Protocol to the Commercial Agreement between the United Kingdom and Finland, signed at Helsingfors on the 29th September, 1933, should be slightly modified by substituting the words " the month following the date on which the Agreement comes into force " for the words " September 1933 ".

2. I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom agree to the above proposal, the effect of which is to defer from the 1st September, 1933, to the 1st December, 1933, the obligation entered into on behalf of the Government of Finland that 75 % of the total imports of coal into Finland shall be of United Kingdom origin.

3. The present note and your note under reply shall be regarded as placing on record the understanding between the respective Governments in the matter.

I have the honour to be, with the highest consideration,

Sir,

Your obedient Servant,

(In the absence of the Secretary of State),

Robert VANSITTART.

Pour copie conforme :

Erkki Reijonen,

*Chef des Archives du Ministère
des Affaires étrangères.*

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 3438. — ACCORD COMMERCIAL ENTRE LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET LA FINLANDE. SIGNÉ A HELSINKI, LE 29 SEPTEMBRE 1933.

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD et LE GOUVERNEMENT DE LA FINLANDE, désireux de faciliter dans une plus grande mesure encore les échanges et le commerce entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'une part, et la République de Finlande, d'autre part, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les articles énumérés dans les parties I et II de la première annexe du présent accord, produits ou fabriqués dans le Royaume-Uni, ne seront pas soumis à l'importation en Finlande, de quelque lieu qu'ils arrivent, à des droits ou charges autres ou plus élevés que ceux qui sont spécifiés dans ladite annexe.

Si, à un moment quelconque après le 1^{er} octobre 1935, il apparaît nécessaire de modifier les dispositions du présent accord pour les catégories de marchandises énumérées dans la partie II de la première annexe, en raison d'importations excessives de ces marchandises en Finlande, les deux gouvernements examineront en commun toute proposition que l'un d'entre eux pourra présenter à cet effet.

Les articles énumérés dans la partie III de la première annexe du présent accord, produits ou fabriqués dans une colonie britannique, un territoire placé sous le protectorat britannique ou un territoire sous mandat à l'égard duquel le mandat est exercé par le Gouvernement du Royaume-Uni, ne seront pas soumis à l'importation en Finlande, de quelque lieu qu'ils arrivent, à des droits ou charges autres ou plus élevés que ceux qui sont spécifiés dans ladite annexe.

Le Gouvernement du Royaume-Uni convient d'examiner avec sympathie toute proposition du Gouvernement de la Finlande tendant à substituer, en totalité ou en partie, des droits *ad valorem* à l'un quelconque des droits spécifiques, ou des droits spécifiques à l'un quelconque des droits *ad valorem* fixés dans l'annexe.

Article 2.

Le Gouvernement de la Finlande autorisera l'importation d'un contingent fixe de harengs salés (N^o 14 *b*) du tarif) à des droits réduits, aux conditions suivantes :

a) Pendant la période de douze mois commençant le premier jour du mois qui suivra la date de l'entrée en vigueur de l'accord, une quantité totale de 1.410.000 kg. (poids net) au tarif de 50 penni par kg. ;

b) Pendant chaque période de douze mois commençant à la même date de chaque année ultérieure, une quantité totale de 2.600.000 kg. (poids net), au tarif de 1 mark finlandais par kg.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

c) Ces droits réduits s'appliqueront uniquement aux harengs salés importés par les bureaux de douane de Helsinki (Helsingfors), Turku (Åbo) ou Viipuri (Viborg).

d) Sur les quantités dont l'importation est autorisée à droits réduits, le contingent alloué au Royaume-Uni sera calculé sur la base de la participation du Royaume-Uni aux importations totales de harengs salés en Finlande au cours des dix années 1923-1932.

e) Le Gouvernement du Royaume-Uni est disposé à entrer en pourparlers avec le Gouvernement de la Finlande, de temps à autre, au sujet de la mesure dans laquelle on se prévaudra des dispositions du présent article.

Article 3.

Les articles énumérés dans la deuxième annexe du présent accord, produits ou fabriqués en Finlande, ne seront pas soumis à l'importation dans le Royaume-Uni, de quelque lieu qu'ils arrivent, à des droits ou charges autres ou plus élevés que ceux qui sont spécifiés dans ladite annexe.

Le Gouvernement de la Finlande convient d'examiner avec sympathie toute proposition du Gouvernement du Royaume-Uni tendant à substituer, en totalité ou en partie, des droits spécifiques à l'un quelconque des droits *ad valorem*, ou des droits *ad valorem* à l'un quelconque des droits spécifiques fixés dans l'annexe.

Article 4.

1. Outre les obligations relatives aux droits et charges à l'importation assumées par lui en vertu de l'article 3 du présent accord, le Gouvernement du Royaume-Uni s'engage à ne pas contingenter les importations dans le Royaume-Uni de beurres, de fromages, d'œufs, de bacon et jambons et de la volaille produits en Finlande, sauf dans la mesure qui pourrait être nécessaire pour assurer l'application effective d'un ou de plusieurs systèmes destinés à réglementer la vente de la production intérieure de ces produits ou de produits connexes. Au cas où un tel contingentement des importations serait institué pour l'ensemble ou pour l'un quelconque de ces produits, les dispositions ci-après seront mises en vigueur dans la mesure où elles pourront être applicables.

2. Le Gouvernement du Royaume-Uni, en allouant à la Finlande un contingent en pareil cas, tiendra compte de la situation occupée par la Finlande au cours des années écoulées comme fournisseur de ces produits sur le marché du Royaume-Uni. Le contingent alloué à la Finlande sera établi sur la même base et à des conditions non moins favorables que les contingents accordés à tout autre pays étranger.

3. Le Gouvernement du Royaume-Uni s'engage à ne pas soumettre à un contingentement obligatoire les importations dans le Royaume-Uni de l'un quelconque de ces produits de la Finlande, sans donner tout d'abord au Gouvernement finlandais la possibilité de discuter le contingent alloué à la Finlande.

4. Pour les beurres, le contingent alloué à la Finlande ne sera pas inférieur à 198.000 cwt. pendant une année quelconque.

5. Si la quantité totale de l'un des produits susmentionnés dont l'importation de pays étrangers est autorisée dans le Royaume-Uni venait à être augmentée pendant une période quelconque de contingentement, des contingents additionnels seront alloués à la Finlande, mais toute incapacité temporaire dans laquelle se trouverait la Finlande de fournir la totalité ou une partie de ces contingents additionnels n'affectera en rien, pour une période ultérieure quelconque, les engagements assumés ci-dessus.

6. Si un autre pays fournisseur étranger venait à renoncer, en totalité ou en partie, au contingent qui lui est alloué pour l'un quelconque des produits susmentionnés, ou à perdre en totalité ou en partie son droit audit contingent, le contingent alloué à la Finlande sera augmenté au moins dans la même proportion que celui de tout autre pays étranger.

7. Au cas où le Gouvernement du Royaume-Uni contingenterait les importations dans le Royaume-Uni de tout produit agricole dont les importations de Finlande sont, sous le rapport

de la quantité, insignifiantes comparativement à celles d'autres pays, le Gouvernement du Royaume-Uni s'efforcera de faire en sorte que les importations de ce produit originaire de Finlande échappent au contingentement. Au cas, toutefois, où les importations de tout produit de ce genre, en provenance de Finlande, viendraient à augmenter dans une mesure telle qu'il serait nécessaire de les continger, le Gouvernement du Royaume-Uni prend l'engagement d'entrer en pourparlers avec le Gouvernement finlandais au sujet de la quantité de ces produits dont l'importation en provenance de Finlande sera autorisée dans le Royaume-Uni.

8. Le contrôle des exportations des susdits produits finlandais dans le Royaume-Uni sera confié au Gouvernement finlandais aussi longtemps que le Gouvernement du Royaume-Uni sera convaincu que ce contrôle est efficace et conforme au système ou aux systèmes appliqués pour le contingentement des importations.

9. Dans le présent article, le terme « pays étranger » s'entend de tout pays qui ne fait pas partie du Commonwealth britannique, ou qui n'est ni un territoire placé sous la protection ou sous la souveraineté britannique ni un territoire sous mandat à l'égard duquel le mandat est exercé par le gouvernement d'un pays faisant partie du Commonwealth britannique.

Article 5.

La taxe que doivent acquitter les voyageurs de commerce qui visitent la Finlande pour le compte d'une ou plusieurs sociétés ou maisons enregistrées au Royaume-Uni, ou y ayant leur principal établissement, ne devra pas dépasser 500 marks finlandais par période de trois semaines.

Les directeurs et les employés principaux de toute société ou maison de ce genre auront droit à l'exemption du paiement de cette taxe si la société ou la maison en question fait ses affaires en Finlande par l'intermédiaire d'un ou plusieurs agents y résidant.

Article 6.

Aucune des dispositions du présent accord ne sera considérée comme affectant les droits ou obligations qui découlent du Traité de commerce et de navigation signé à Helsinki (Helsingfors) le 14 décembre 1923, et aucune dénonciation ne sera notifiée en vertu de l'article 25 de ce traité au nom de l'un ou de l'autre des deux gouvernements contractants, pour prendre effet pendant que le présent accord est en vigueur.

Article 7.

Les gouvernements contractants conviennent que tout différend qui pourrait surgir entre eux au sujet de la juste interprétation ou application de l'une quelconque des dispositions du présent accord, sera porté à la demande de l'un d'eux devant la Cour permanente de Justice internationale, à moins que, dans un cas particulier, les gouvernements contractants ne conviennent de soumettre le différend à un autre tribunal, ou de le régler suivant une autre procédure. Si un différend est soumis à la Cour permanente de Justice internationale, et à moins que les gouvernements contractants n'en conviennent autrement, la Cour sera invitée à rendre son arrêt conformément à la procédure sommaire prévue à l'article 29 du Statut de la Cour.

Article 8.

Le présent accord devra être ratifié, et les instruments de ratification seront échangés à Londres aussitôt que possible.

L'accord entrera en vigueur trois jours après l'échange des instruments de ratification, et, sous réserve des dispositions du paragraphe 1 de la partie II du protocole annexé à l'accord, il restera applicable pendant une période de trois ans à partir de la date de son entrée en vigueur.

Si aucun des gouvernements contractants n'a notifié à l'autre, six mois avant l'expiration de ladite période de trois ans, son intention de mettre fin à l'accord, celui-ci restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une période de six mois à compter de la date à laquelle il aura été dénoncé.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Helsinki (Helsingfors) le 29 septembre 1933, en deux exemplaires rédigés en langues anglaise, finnoise et suédoise, les trois textes faisant également foi.

(L. S.) A. HACKZELL.

(L. S.) Henrik RAMSAY.

(L. S.) R. SPERLING.

PROTOCOLE

En procédant à la signature de l'accord commercial en date de ce jour entre le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement de la République de Finlande, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, déclarent être convenus des dispositions énoncées dans le présent protocole, qui fera partie intégrante du susdit accord.

PARTIE I.

1. Les gouvernements contractants ayant conclu le présent accord commercial dans le désir de maintenir et de faciliter encore les échanges et le commerce entre les deux pays, le Gouvernement de la Finlande, tenant compte de la proportion des exportations finlandaises absorbées par le Royaume-Uni et en vue de faciliter la réalisation des objets de l'accord, déclare son intention d'encourager et de développer, par tous les moyens dont il dispose, l'importation en Finlande de marchandises produites ou fabriquées dans le Royaume-Uni.

2. Certaines conversations ayant eu lieu entre le président et les membres de la délégation finlandaise et les représentants de certaines industries du Royaume-Uni, et certaines déclarations ayant été faites au nom de groupes d'importateurs finlandais, les gouvernements contractants prennent acte des conversations et déclarations suivantes :

a) Déclaration faite au nom d'importateurs finlandais à la « National Association of British and Irish Millers », concernant l'importation en Finlande de farine de blé provenant du Royaume-Uni ;

b) Déclaration faite au nom de certains consommateurs finlandais de créosote, au sujet de l'achat de créosote dans le Royaume-Uni ;

c) Conversations relatives aux mesures destinées à faciliter l'achat en Finlande de fers et d'aciers ainsi que de véhicules automobiles commerciaux provenant du Royaume-Uni ;

d) Conversations entre l'« Association centrale des industries finlandaises travaillant le bois » et certaines organisations industrielles du Royaume-Uni au sujet des mesures à prendre pour développer les achats de produits du Royaume-Uni destinés à être employés par les industries finlandaises qui travaillent le bois.

3. Les gouvernements contractants prennent acte d'un arrangement conclu entre la Lounais-Suomen Osuusteurastamo, r. l., d'Åbo, la Karjakeskuskunta, r. l., d'Helsingfors, et la Kuopion Karjanmyyntiosuuskunta, r. l., de Kuopio, d'une part, et la Chambre de commerce de Dundee, d'autre part, aux termes duquel lesdites organisations finlandaises s'engagent à utiliser, pour le bacon et les jambons exportés à destination du Royaume-Uni, des emballages exclusivement en toile de jute tissée au Royaume-Uni avec des filés fabriqués au Royaume-Uni, ledit arrangement étant conclu pour une période de trois ans.

4. Les gouvernements contractants prennent acte d'un arrangement conclu entre la Voinvienti-osuusliike Valio, r. l., d'Helsingfors, la Keskusosuusliike Hankkija, r. l., d'Helsingfors, la Lounais-Suomen Osuusteurastamo, r. l., d'Åbo, la Karjakeskuskunta, r. l., d'Helsingfors, et la Kuopion

Karjanmyyntiosuuskunta, r. l., de Kuopio, d'une part, et la « Salt Manufacturers' Association », de Liverpool, d'autre part, aux termes duquel les susdites organisations finlandaises s'engagent à faire en sorte qu'il soit importé en Finlande, chaque année, une quantité de sel produit dans le Royaume-Uni au moins égale à la quantité employée par lesdites organisations finlandaises pour la préparation du bacon, des jambons et des beurres destinés à être vendus dans le Royaume-Uni, ledit arrangement étant conclu pour une période de trois ans.

PARTIE II.

1. Le Gouvernement du Royaume-Uni aura le droit en tout temps de mettre fin à l'accord moyennant un préavis de trois mois si, au cours d'une période de douze mois commençant le 1^{er} septembre 1933, ou à la même date chacune des années suivantes, les importations en Finlande de charbon originaire du Royaume-Uni restent inférieures à 75 % des importations totales de charbon en Finlande pendant cette période, telles qu'elles ressortent des statistiques officielles concernant les importations totales de charbon et les importations de charbon originaire du Royaume-Uni.

Il est entendu que toute différence en moins dans le susdit pourcentage de charbon originaire du Royaume-Uni importé pendant la première période de douze mois pourra être compensée en tout temps jusqu'au 1^{er} avril 1935.

2. Le Gouvernement du Royaume-Uni s'engage à ne pas dénoncer le présent accord, conformément au paragraphe premier, avant d'avoir fourni au Gouvernement finlandais la possibilité d'entrer en négociations à ce sujet avec le Royaume-Uni, ces négociations devant commencer dans un délai de quatorze jours à compter de la date à laquelle le Gouvernement finlandais aura reçu du Gouvernement du Royaume-Uni une demande à cet effet.

3. Il ne sera pas mis fin à l'accord, conformément au paragraphe premier, si, dans l'intervalle entre la date à laquelle il aura été dénoncé et celle à laquelle cette dénonciation devra prendre effet, il a été importé en Finlande une quantité de charbon originaire du Royaume-Uni suffisante pour compenser la différence en moins.

4. Les gouvernements contractants prennent acte d'une lettre adressée au président de la délégation finlandaise pour la négociation de l'accord commercial, datée de ce jour et signée, au nom de l'industrie houillère du Royaume-Uni, par le président du « Central Council of Colliery Owners » et par le président de la « British Coal Exporters' Federation », dans laquelle ceux-ci ont exprimé leur désir et leur ferme intention de satisfaire, par tous les moyens en leur pouvoir, aux exigences formulées par les acheteurs et consommateurs finlandais de charbon ; à cette fin, ils ont donné aux acheteurs et consommateurs finlandais les assurances contenues dans ladite lettre en ce qui concerne les prix, les qualités, les possibilités de livraison, etc. Il est convenu que le droit reconnu au Gouvernement du Royaume-Uni, dans le paragraphe premier de la présente partie du protocole, de dénoncer l'accord moyennant un préavis de trois mois ne pourra être exercé que si ces assurances ont été tenues.

5. Le Gouvernement du Royaume-Uni ne pourra dénoncer l'accord, conformément au paragraphe premier de la présente partie du protocole, si une quantité suffisante de charbon originaire du Royaume-Uni, d'une qualité convenant aux acheteurs finlandais en question, ne s'est pas trouvée disponible par suite d'une grève ou d'un lock-out, ou en raison du fait que les glaces ou d'autres circonstances ont empêché le transport du charbon du Royaume-Uni au port de destination finlandais, ou encore si les acheteurs en question n'ont pas été en mesure d'obtenir du Royaume-Uni, soit le charbon dont ils avaient besoin, soit une qualité de remplacement leur convenant, à un prix comparable. Dans tous les cas de ce genre, il sera dûment tenu compte, dans l'application des dispositions du paragraphe premier de la présente partie du protocole, des quantités de charbon que les acheteurs finlandais en question auront achetées ailleurs, en remplacement de la quantité manquante. De même, on tiendra dûment compte, dans l'application du paragraphe premier de la présente partie du protocole, de tout arrêt dans la consommation du charbon en Finlande dû à des grèves ou lock-outs prolongés dans celles des branches de l'industrie finlandaise qui utilisent du charbon du Royaume-Uni en quantités importantes. Les réductions dont le bénéfice

sera demandé en vertu du présent paragraphe ne seront accordées : a) qu'en vertu d'un accord entre la commission finlandaise constituée conformément au paragraphe 6 de la présente partie du protocole et le Département des Mines du Gouvernement du Royaume-Uni, ou b), à défaut d'un tel accord, à la suite de négociations et d'un règlement entre les gouvernements contractants.

6. Aussitôt que l'accord entrera en vigueur, une commission sera constituée en Finlande :

a) Pour communiquer au Département des Mines du Gouvernement du Royaume-Uni les statistiques mensuelles officielles établies par l'Office des Douanes finlandaises et indiquant, d'une part, les importations totales de charbon en Finlande et, d'autre part, les importations dans ce pays de charbon originaire du Royaume-Uni, ces statistiques devant être communiquées dans un délai de deux mois à partir de la fin du mois auquel elles ont trait ;

b) Pour examiner toutes les plaintes émanant d'acheteurs et de consommateurs finlandais de charbon du Royaume-Uni, en ce qui concerne les prix, les qualités, les quantités fournies et autres questions similaires, dans la mesure où ces plaintes ont trait à des questions pour lesquelles des assurances auront été données par l'industrie houillère du Royaume-Uni ;

c) Pour examiner les questions découlant du paragraphe 5 de la présente partie du protocole ;

d) Pour se mettre en rapport, le cas échéant, avec le Département des Mines du Gouvernement du Royaume-Uni au sujet de toute question découlant des points b) et c) ci-dessus.

7. Les gouvernements contractants, nourrissant l'espoir que la participation actuelle du Royaume-Uni à l'approvisionnement du marché du coke en Finlande sera maintenue et accrue, prendront des dispositions en vue d'organiser, à une époque aussi rapprochée que possible mais en tout cas pas plus tard que le 30 novembre 1933, un examen de la situation entre les producteurs et exportateurs de coke du Royaume-Uni et les importateurs de coke de Finlande. Si, au 15 mai d'une année quelconque, il ne semble pas probable que la participation du Royaume-Uni à l'approvisionnement du marché du coke en Finlande doive atteindre une proportion satisfaisante pendant la période de douze mois commençant le 1^{er} juillet suivant, les gouvernements contractants entreront en pourparlers en vue de modifier la situation.

PARTIE III.

Le Gouvernement du Royaume-Uni nourrit l'espoir qu'il sera possible de réaliser, par voie de coopération volontaire entre le Gouvernement du Royaume-Uni, d'une part, et les gouvernements des pays fournisseurs des produits agricoles au Royaume-Uni, d'autre part, la réglementation qui pourrait s'avérer nécessaire de l'importation de ces produits dans le Royaume-Uni ; le Gouvernement du Royaume-Uni s'efforcera, en ce qui le concerne, d'obtenir que toute réglementation applicable aux importations de produits agricoles finlandais dans le Royaume-Uni s'effectue de cette manière.

PARTIE IV.

1. Le Gouvernement finlandais prend l'engagement que le whisky et le gin fabriqués dans le Royaume-Uni ne seront pas soumis, à l'importation en Finlande, à des droits de douane autres ou plus élevés que ceux qu'acquittent l'eau-de-vie ou le rhum.

2. Les charges relatives aux droits de douane et taxes intérieures sur le whisky et le gin fabriqués dans le Royaume-Uni et vendus en Finlande sous la raison sociale de leurs exportateurs, ne devront en aucun cas, directement ou indirectement, excéder les charges grevant tout autre whisky et gin conditionné pour la vente, avec ou sans réduction de la teneur en alcool.

3. Aucune discrimination ne sera faite en Finlande entre les importations de whisky et de gin fabriqués dans le Royaume-Uni et les spiritueux originaires du pays, en ce qui concerne la perception de taxes intérieures sur la vente, le transport ou la consommation de ces produits.

4. Les spiritueux fabriqués dans le Royaume-Uni bénéficieront en Finlande, en ce qui concerne l'importation, la fixation des prix de gros et de détail, la vente, le transport et la consommation, d'un régime aussi favorable que les spiritueux importés de tout autre pays.

5. Les agents de sociétés ou de maisons établies dans le Royaume-Uni pourront recevoir en Finlande, par l'intermédiaire et sous le contrôle de la Régie finlandaise, des échantillons de whisky et de gin et les soumettre à leurs clients particuliers.

6. En vue de la vente des spiritueux, ces agents pourront, au nom des maisons représentées par eux, fournir à leurs clients des prix courants et faire de la publicité sous toutes les formes légales.

7. Nonobstant les dispositions qui précèdent, il est entendu que l'achat, la vente et le débit des vins et spiritueux, en Finlande, appartiennent exclusivement à la Régie.

8. En ce qui concerne la désignation et l'étiquetage du whisky et des spiritueux analogues mis en vente en Finlande, le Gouvernement finlandais prend les engagements suivants :

i) Le terme anglais « whisky » sera appliqué exclusivement au whisky produit dans des pays de langue anglaise ;

ii) Le pays d'origine du whisky produit dans un pays de langue anglaise sera toujours indiqué dans les prix courants et sur les étiquettes des bouteilles, c'est-à-dire que le terme « whisky » sera accompagné d'un qualificatif approprié, tel que « Scotch », « Irish », etc. ;

iii) Les spiritueux analogues au whisky, produits en Finlande ou dans d'autres pays qui ne sont pas de langue anglaise, seront désignés non pas par le terme anglais « whisky » mais dans la langue du pays producteur ;

iv) Les whiskys écossais ou irlandais mélangés avec des spiritueux d'origine étrangère porteront une indication à cet effet, en langue finnoise, sur l'étiquette de la bouteille.

9. Le Gouvernement finlandais déclare qu'il n'autorisera pas l'importation en Finlande de whisky non vieilli dans des récipients en bois pendant au moins trois ans.

PARTIE V.

Le Gouvernement finlandais s'engage à amender le règlement du 4 mai 1931 régissant l'importation des cuirs à semelles en Finlande de telle manière :

i) Que tout échantillonnage de ces cuirs ait lieu conformément à la méthode recommandée par la Société internationale des chimistes des industries du cuir ; et

ii) Que la proportion de produits solubles dans l'eau, admise dans les cuirs de choix, soit portée de 20 à 23 % du poids du cuir séché à l'air.

PARTIE VI.

Les gouvernements contractants déclarent qu'ils ont conclu le présent accord commercial en présumant qu'aucun d'entre eux ne soumettra les importations à des restrictions quantitatives qui auraient pour résultat d'annuler les effets des concessions douanières prévues par l'accord. En conséquence, le Gouvernement du Royaume-Uni déclare qu'il ne soumettra à aucune restriction quantitative l'importation des articles énumérés dans la deuxième annexe de l'accord, sauf les produits agricoles, et le Gouvernement de la Finlande déclare qu'il ne soumettra à aucune restriction quantitative l'importation des articles énumérés dans la première annexe de l'accord.

Fait à Helsinki (Helsingfors) le 29 septembre 1933, en deux expéditions, rédigées en langues anglaise, finnoise et suédoise, les trois textes faisant également foi.

A. HACKZELL.

HENRIK RAMSAY.

R. SPERLING.

PREMIÈRE ANNEXE. — PARTIE I

Note. — Sauf dans les cas où la position du tarif est amendée ou subdivisée, les articles compris dans la présente annexe sont ceux qui suivent actuellement le régime indiqué sous les numéros du tarif cités. Les droits fixés dans la présente annexe seront appliqués conformément au règlement en vigueur à la date de l'accord.

Numéros du tarif	Articles	Droits
	<i>Ex Groupe I.</i>	Marks
14 b)	Harengs salés par kg.	2
	<i>Note.</i> — Dans les limites du contingent fixé à l'article 2 de l'accord, l'importation des harengs salés sera admise à des droits réduits, aux conditions exposées dans cet article.	
25 b)	Potages concentrés, soui et sauces, autrement qu'en contenants hermétiquement fermés par kg.	5
27	Suif premier jus et suif pressé par kg.	0,40
138	Moutarde, moulue par kg.	8
146	Extraits de viande, potages concentrés, soui et sauces, en emballages hermétiques par kg.	10
Ex 147	Pickles et marmelades d'orange et analogues, en emballages hermétiques par kg.	5
Ex 153 b)	Whisky et gin, en contenants de 2 litres ou moins par litre	22
	<i>Ex Groupe II B 3.</i>	
	<i>Filés de chanvre, de lin, de ramie et d'autres matières textiles végétales non spécialement dénommées, même combinés avec du coton ou du jute.</i>	
218	Filés à deux ou plusieurs bouts, écrus (non blanchis), jusqu'au N° 18 anglais par kg.	3,20
224	Filés et fil en petits conditionnements destinés à la vente au détail, tels qu'écheveaux, pelotes, bobines et similaires par kg.	6
	<i>Ex Groupe II B 6.</i>	
	<i>Cordages et cordes, ainsi que ficelle et fil à voiles, même avec âme en fil de fer.</i>	
230	Non tressés (autres que les articles compris dans le N° 229 du tarif) :	
	a) D'un diamètre d'au moins 10 mm. par kg.	1,50
	b) D'un diamètre inférieur à 10 mm., mais non inférieur à 5 mm. par kg.	2
	c) D'un diamètre inférieur à 5 mm. par kg.	3
	<i>Ex Groupe II C 1.</i>	
	<i>Tissus de coton, même combinés avec du jute.</i>	
234 a)	Feutre pour machines, pour usages industriels, même sans fin; toile à voiles non blanchie et non teinte, n'ayant pas plus de 65 cm. de largeur, ne pesant pas moins de 650 gr. par m ² et ne contenant pas plus de 36 fils de chaîne et de trame par cm ² par kg.	3

Numéros du tarif	Articles	Droits
		Marks
235	Toile pour reliure, collée, même renforcée de papier, ainsi que tissus apprêtés pour étiquettes à adresses (<i>label cloth</i>) par kg.	7
	Panne, peluche et velours, ainsi que tissus veloutés et pelucheux, même coupés :	
236	Non blanchis et non teints par kg.	16
237	Blanchis, teints ou imprimés par kg.	19
	Tissus non spécialement dénommés, dont toute la surface est tissée d'une manière uniforme :	
	Pesant 250 gr. ou plus par m ² :	
238	Non blanchis et non teints par kg.	7
239 b)	Blanchis, teints ou imprimés (ne suivant pas le régime du N ^o 239 a) du tarif) par kg.	9
Ex 241 b)	Pesant moins de 250 gr. mais pas moins de 100 gr. par m ² :	
	Blanchis ou teints (non compris les articles tissés en fils de couleur), ne suivant pas le régime du N ^o 241 a) du tarif par kg.	13
	Imprimés, ne suivant pas le régime du N ^o 241 a) du tarif, mesurant en largeur :	
	i) Moins de 88 cm. par kg.	15
	ii) 88 cm. ou plus par kg.	10,80
	Pesant moins de 100 gr. par m ² :	
242	Non blanchis et non teints par kg.	16
Ex 243 b)	Blanchis, teints ou imprimés (non compris les articles tissés en fils de couleur ou ceux qui suivent le régime du N ^o 243 a) du tarif), contenant jusqu'à 40 fils de chaîne et de trame par cm ² par kg.	23
Ex 244 b)	Blanchis ou teints (non compris les articles tissés en fils de couleur ou suivant le régime du N ^o 244 a) du tarif), contenant plus de 40 fils de chaîne et de trame par cm ² par kg.	31
	Imprimés (ne suivant pas le régime du N ^o 244 a) du tarif), contenant plus de 40 fils de chaîne et de trame par cm ² , ayant une largeur de :	
	i) Moins de 88 cm. par kg.	35
	ii) 88 cm. ou plus par kg.	25
	Tissus d'autres sortes non spécialement dénommés, tissés ou non avec dessin :	
	Pesant 100 gr. ou plus par m ² :	
245	Non blanchis et non teints par kg.	14,50
246 b)	Blanchis, teints ou tissés en fils de couleur ou imprimés (ne suivant pas le régime du N ^o 246 a) du tarif) . . par kg.	24
	Pesant moins de 100 gr. par m ² :	
247	Non blanchis et non teints par kg.	20
248	Blanchis, teints ou tissés en fils de couleur ou imprimés par kg.	38
	<i>Ex Groupe II C 2.</i>	
	<i>Tissus en coco, papier, jute, chanvre, lin et autres matières textiles végétales non spécialement dénommées.</i>	
251	Toile à sacs et toile d'emballage en jute, sans mélange d'autres matières textiles, non blanchies, non teintes, non apprêtées, ne contenant pas plus de 17 fils de chaîne et de trame par 2 cm ² par kg.	0,60

Numéros du tarif	Articles	Droits
	<i>Note.</i> — Pour la toile à sacs et la toile d'emballage pesant 400 gr. ou plus par m ² , les fils doubles de chaîne doivent être comptés comme un seul fil.	Marks
252	Autres tissus de jute par kg.	3
255	Tissus de lin, de chanvre et d'autres matières textiles végétales non spécifiées, avec ou sans mélange de coton ou de jute (non compris ceux qui suivent le régime des Nos 253 et 254 du tarif), dont toute la surface est tissée d'une manière uniforme : Non blanchis et non teints, pesant 500 gr. ou plus par m ² par kg.	5.50
256	Autres, contenant par cm ² : Pas plus de 25 fils de chaîne et de trame : Non blanchis et non teints par kg.	12
257	Blanchis, teints ou imprimés par kg.	18
258	Plus de 25, mais pas plus de 35 fils de chaîne et de trame : Non blanchis et non teints par kg.	18
259	Blanchis, teints ou imprimés par kg.	26
	<i>Ex Groupe II C 3.</i>	
	<i>Tissus de laine, même combinés avec d'autres matières textiles, à l'exception de la soie ; feutre foulé (non tissé).</i>	
267	Drap pour presses, ainsi que feutre pour machines, pour usages industriels par kg.	10
273	Tissus de laine contenant plus de 5 % mais pas plus de 15 % de soie naturelle ou artificielle. Droits fixés aux Nos 274/6, selon le poids, majorés de 35 %.	
	<i>Note.</i> — Pour les tissus importés par le bureau de douane d'Helsinki (Helsingfors) ou par tout autre bureau de douane que pourra désigner le Gouvernement finlandais, en colis dont le contenu rentre en totalité dans cette rubrique, le droit établi sur l'ensemble du contenu de chaque colis ne dépassera en aucun cas une somme correspondant à 35 % <i>ad valorem</i> . Lorsque le port d'Helsinki (Helsingfors) sera bloqué par les glaces, le Gouvernement finlandais désignera un autre port où la présente disposition sera applicable.	
274	Tissus d'autres sortes, non spécialement dénommés, ainsi que feutre de laine foulé, tous avec ou sans mélange de matières textiles végétales ou mélangés de 5 % au maximum, de soie naturelle ou artificielle : Pesant au plus 200 gr. par m ² : a) Feutre de laine foulé, avec ou sans addition de matières textiles végétales ; serge pour doublure et doublures lustrées et brillantes par kg.	27
	b) Autres par kg.	54
275	Pesant plus de 200, mais pas plus de 500 gr. par m ² : a) Feutre de laine foulé, avec ou sans addition de matières textiles végétales ; serge pour doublure et doublures lustrées et brillantes par kg.	19
	b) Autres par kg.	37

Numéros du tarif	Articles	Droits
Ex 276	Pesant plus de 500 gr. par m ² : Ex a) Feutre de laine foulé avec ou sans addition de matières textiles végétales par kg. b) Autres par kg.	Marks 12,50 26
	<i>Note concernant les Nos 274/6. — Pour les tissus importés par le bureau de douane d'Helsinki (Helsingfors) ou par tout autre bureau de douane que le Gouvernement finlandais pourra désigner, en colis dont le contenu rentre en totalité dans l'une des positions Nos 274, 275 ou 276, le droit établi sur l'ensemble du contenu de chaque colis ne dépassera en aucun cas une somme correspondant à 30 % ad valorem. Lorsque le port d'Helsinki (Helsingfors) sera bloqué par les glaces, le Gouvernement finlandais désignera un autre port où la présente disposition sera applicable.</i>	
	<i>Groupe II C 4.</i>	
277	<i>Tissus de crin ou d'autres poils, à l'exception de la laine, même combinés avec d'autres matières textiles, à l'exception de la soie et de la laine par kg.</i>	15
	<i>Ex Groupe II C 5.</i>	
	<i>Tissus de soie.</i>	
279 b)	Tissus non spécialement dénommés, entièrement en soie artificielle par kg.	200
Ex 280	Tissus en soie artificielle, teints et/ou imprimés, avec mélange de 40 %, au moins, en poids, de coton et ayant 88 cm., ou plus, de largeur par kg. Autres tissus en soie artificielle mélangée par kg.	80 120
	<i>Note 1. — Les tissus de laine contenant des fils entièrement ou partiellement en soie naturelle ou artificielle suivent le régime des tissus de laine, lorsque le poids de la soie naturelle ou artificielle ne dépasse pas 5 % du poids total du tissu.</i>	
	<i>Pour déterminer le pourcentage de soie naturelle ou artificielle dans les tissus composés en partie de ces matières textiles, on ne tiendra compte que du poids de la soie naturelle ou artificielle effectivement contenue dans les fils.</i>	
	<i>Note concernant les Nos 279 et 280. — Sont considérés comme tissus entièrement en soie artificielle ceux qui ne contiennent pas plus de 15 % d'une autre matière textile.</i>	
	<i>Sauf disposition contraire, on considérera comme tissus de demi-soie naturelle ou artificielle ceux qui contiendront plus de 15 % d'une autre matière textile.</i>	
	<i>Ex Groupe II G.</i>	
	<i>Ouvrages de couture, etc.</i>	
302	Nappes, fichus et mouchoirs de poche, rideaux et autres articles non spécialement dénommés, coupés ou estampés, mais sans travail de couture, ainsi que lesdits objets ourlés ou bordés, mais sans autre travail de	

Numéros du tarif	Articles	Droits
		Marks
304	couture. — Régime du tissu dont ils sont fabriqués, avec une surtaxe de 20 %.	
	Prélarts et voiles, tentes et marquises (<i>presenningit, presenningar</i>). — Régime du tissu dont ils sont fabriqués, avec une surtaxe de 10 %.	
306	Sacs (non visiblement usagés). — Régime du tissu dont ils sont faits, avec une surtaxe de 10 %.	
307 a)	Courroies de transmission et de transport en matières textiles, cousues ou non, même combinées avec d'autres matières, à l'exception du caoutchouc, de la gutta-percha et du balata par kg.	8
<i>Ex Groupe II H.</i>		
<i>Articles en filés contenant du caoutchouc, tissus imprégnés, etc.</i>		
Ex 318 a)	Toile cuir (pégamoïde, etc.) contenant du caoutchouc dans une proportion ne dépassant pas 25 % en poids . par kg.	6
Ex 319	Tissus et autres articles en filés, imperméables, enduits d'une composition autre que le caoutchouc, y compris la toile cirée, ainsi que les tissus vernis et laqués : Revêtements de planchers, y compris les revêtements fabriqués avec du carton, enduits ou recouverts de couleur, de vernis ou d'autres produits similaires . . par kg.	0,80
321	Autres : En matières textiles autres par kg.	3
<p><i>Note 1.</i> — Les tissus de prélarts (<i>presenninkihangas, presenningsduh</i>), s'ils sont imprégnés d'une autre matière que le caoutchouc, suivront le régime des tissus non blanchis, faits de la matière textile dont ils sont composés, qu'ils soient ou non colorés par le produit imprégnant.</p>		
<i>Ex Groupe III.</i>		
<i>Articles en bois.</i>		
368	Bobines, navettes, fuseaux, canettes et autres parties de machines pour l'industrie textile, ainsi que matériel en bois, non achevé, pour le même usage, n. s. d. . . . par kg.	1
<i>Ex Groupe IV B.</i>		
<i>Papier.</i>		
Ex 411	Papier photographique, sensibilisé par kg.	3
415	Papier, non spécialement dénommé, autre que coloré en pâte, laqué, verni, doré, argenté ou recouvert d'autres métaux, papier recouvert de craie, muni de dessins imprimés en une ou plusieurs couleurs, plissé, estampé ou repoussé :	
	a) Papier au carbone et à calquer par kg.	12
	b) Autre par kg.	13
<i>Ex Groupe V.</i>		
Ex 462 a)	Films non développés (celluloïd, etc.) par kg.	25

Numéros du tarif	Articles	Droits
	<i>Ex Groupe VI.</i>	Marks
	<i>Articles en cuir.</i>	
Ex 478	Courroies de transmission et de transport, manches et tuyaux en cuir, même combinés avec des matières textiles; courroies de triage; articles en cuir pour l'industrie, tels que bourrages, garnitures de cylindres, etc. par kg.	5
	<i>Ex Groupe VII.</i>	
	<i>Articles en caoutchouc.</i>	
487	Plaques, revêtements de planchers, matériaux d'emballage et emballages en caoutchouc mou, non combinés avec d'autres matières par kg.	2
489 b)	Manches et tuyaux, façonnés ou non de longueur, n. s. d., courroies de transmission et de transport, même combinés avec des matières textiles par kg.	14
490	Pneus pour roues d'automobiles, sans jantes de fer, parties de vélocipèdes et de motocyclettes, même combinés avec d'autres matières, telles que chambres à air et enveloppes, ainsi que leurs parties, caoutchouc pour pédales et freins, ainsi que protège-cadres, etc. :	
	a) 1. Pneus d'automobiles par kg.	22,20
	2. Pneus de motocyclettes par kg.	18
	b) Pneus de bicyclettes par kg.	11,40
	c) Autres par kg.	6
	<i>Ex Groupe VIII A.</i>	
	<i>Articles en métaux précieux.</i>	
Ex 503	Articles n. s. d., entièrement ou partiellement en argent, même dorés ou recouverts d'or par un procédé mécanique par kg.	275
	<i>Ex Groupe VIII B.</i>	
	<i>Articles en fer et en acier.</i>	
Ex Nos. 525/7 et Note I.	Tôles ou plaques étamées :	
	1. Ayant 3 mm. ou plus d'épaisseur par kg.	0,30
	2. Ayant moins de 3 mm. mais pas moins de 0,55 mm. d'épaisseur par kg.	0,50
	3. Ayant moins de 0,55 mm. d'épaisseur par kg.	0,65
	Tôles ou plaques zinguées (galvanisées) :	
	1. Ayant 3 mm. ou plus d'épaisseur par kg.	0,30
	2. Ayant moins de 3 mm., mais pas moins de 0,55 mm. d'épaisseur par kg.	0,50
560	Chaînes Ewart et leurs chaînons détachés; chaînes d'articulation (chaînes Gall) par kg.	1,60
589	Couteaux de table et fourchettes avec manche en os, celluloïd, ébène, ou autres matières similaires, même nickelés par kg.	10
	<i>Note.</i> — Les articles rangés sous ce numéro qui sont fabriqués avec de l'acier ou du fer inoxydables acquittent une surtaxe de 100 %.	
600	Cardes à main, cuir pour cardes à main, garnitures de cardes et brosses à limer par kg.	3,20

Numéros du tarif	Articles	Droits
	<i>Ex Groupe VIII C.</i>	Marks
	<i>Articles en aluminium.</i>	
Ex 629	Aluminium en feuilles par kg.	4
	<i>Ex Groupe VIII E.</i>	
	<i>Métaux non ferreux non spécialement dénommés et articles faits de ces métaux.</i>	
Ex 636 b)	Étain, non ouvré, grenailles, barres et anodes	exempts
Ex 644	Rasoirs de sûreté, argentés. par kg.	24
	<i>Ex Groupe VIII F.</i>	
	<i>Articles en métaux de toute sorte.</i>	
649 a)	Feuilles minces de plomb et d'étain par kg.	4
Ex 649 b)	Bouchons-couronnes par kg.	3
651	Plumes à écrire par kg.	16
	<i>Ex Groupe IX.</i>	
	<i>Machines, instruments, véhicules, etc.</i>	
662	Accumulateurs et leurs parties par kg.	0,45
Ex 672	Interrupteurs revêtus de métal par kg.	2,40
677 a)	Appareils récepteurs de T. S. F. et leurs parties non dénommées par kg.	26
678	Chaudières pour usines centrales, fours de fusion, citernes à eau et autres citernes pour fabriques, telles que bouilleurs de cellulose, accumulateurs à vapeur, réservoirs à gaz, etc., pesant 5.000 kg. net ou moins par pièce par kg.	1,20
680	Parties de chaudières en tôles grossières telles que fron- tons, revêtements, tubes à flamme, etc. :	
	En tôle ayant plus de 15 mm. d'épaisseur par kg.	0,30
	Autres par kg.	0,40
681 b)	Tracteurs à vapeur ou à moteur, pesant 4 000 kg. net ou moins par pièce par kg.	0,30
698	Machines pour les industries textiles, y compris les machines à tricoter par kg.	0,60
699	Machines pour cordonniers et tailleurs et machines à coudre par kg.	0,70
704 a)	Motocyclettes	14 % <i>ad val.</i>
	Sous réserve de l'application d'un droit spécifique minimum ne dépassant pas par pièce	700
Ex 705	Chaînes et pédales pour bicyclettes et motocyclettes par kg.	3
Ex 708 a) 10	Automobiles pour personnes, d'une valeur non supérieure à 80.000 marks la pièce, et châssis de ces automobiles :	
	Si la capacité du moteur ne dépasse pas 1.600 cm ³	10 % <i>ad val.</i>
	Sous réserve de l'application d'un droit spécifique minimum ne dépassant pas par kg.	2,50
	Si la capacité du moteur dépasse 1.600 cm ³ mais non 3.000 cm ³	14 % <i>ad val.</i>
	Sous réserve de l'application d'un droit spécifique minimum ne dépassant pas par kg.	3,50

Numéros du tarif	Articles	Droits
Ex 714	<p>a) 1. Gramophones et leurs parties, sauf les aiguilles . . par kg. 2. Aiguilles de gramophone par kg. b) Disques de gramophone : 2. Reproduisant une œuvre littéraire ou musicale présentée par un ressortissant finlandais ou dont l'auteur est un ressortissant finlandais 3. Autres disques (sauf les disques pour l'enseignement des langues) par kg.</p>	<p>Marks 50 25 exempts 35</p>
<i>Ex Groupe X.</i>		
<i>Ouvrages en pierre, en argile ou en verre.</i>		
Ex 737 Ex 751 b) Ex 753 I)	<p>Terre à porcelaine (kaolin) et argile réfractaire Houille, anthracite et coke Articles en asbeste, combinés ou non avec d'autres matières telles que le caoutchouc :</p>	<p>exemptes exempts</p>
	<p>b) Carton par kg. c) Fils, tissus, rubans et cordons par kg. d) Autres articles finis, tels que bourrages et garnitures, matelas, anneaux et autres pièces moulées . . par kg.</p>	<p>1,50 3 6</p>
Ex 767	<p>Pierres à repasser, à polir ou à aiguiser (autres que les pierres à aiguiser verticales), combinées ou non avec du bois, des métaux communs ou des matières analogues ; pierres à défibrer (autres que l'alundum, le corindon, le carborundum ou autres matières dures à aiguiser analogues)</p>	<p>exemptes</p>
770	<p>Water-closets et lavabos en céramique ou faïence . . . par kg.</p>	<p>2,50</p>
<i>Ex Groupe XI.</i>		
<i>Produits chimiques, etc.</i>		
824 a) 2° Ex 839 b) Ex 842 Ex 845 900 a) 903 Ex 906	<p>Vernis à l'huile par kg. Créosote et huile de créosote Ocre rouge Blanc de plomb et minium par kg. Sel (chlorure de sodium) Chlorure de chaux Sel de Glauber (sulfate de sodium)</p>	<p>2,50 exemptes exempt 0,40 exempt exempt exempt</p>
<i>Ex Groupe XII.</i>		
<i>Marchandises diverses.</i>		
Ex 952	<p>Articles « Meccano »</p>	<p>20 % <i>ad val.</i></p>

PREMIÈRE ANNEXE. — PARTIE II

Note. — Les articles compris dans cette liste sont ceux qui suivent actuellement le régime des numéros du tarif cités. Les droits fixés dans la présente liste seront appliqués conformément au règlement en vigueur à la date de l'accord.

Numéros du tarif	Articles	Droits
	<i>Ex Groupe II B 1.</i>	Marks
	<i>Filés de coton.</i>	
	Simple, écus :	
178	Au-dessus du N° 20 (anglais), mais pas au-dessus du N° 40 par kg.	2,40
179	Au-dessus du N° 40, mais pas au-dessus du N° 60 par kg.	2,80
180	Au-dessus du N° 60 par kg.	4
	Filés à deux ou plusieurs bouts, à torsion simple, écus :	
186	Au-dessus du N° 20 (anglais), mais pas au-dessus du N° 40 par kg.	2,80
187	Au-dessus du N° 40, mais pas au-dessus du N° 60 par kg.	3,20
188	Au-dessus du N° 60 par kg.	4,40
	Filés à deux ou plusieurs bouts, à torsion multiple, écus :	
195	Au-dessus du N° 40 (anglais), mais pas au-dessus du N° 60 par kg.	3,60
196	Au-dessus du N° 60 par kg.	4,80
201	Filés mercerisés ; filés à effet ou de fantaisie par kg.	6
202	Filés et fils en petits conditionnements destinés à la vente au détail, tels qu'écheveaux, pelotes, bobines et similaires par kg.	6
	<i>Ex Groupe II B 2.</i>	
	<i>Filés de laine et d'autres poils.</i>	
207	Filés à deux ou plusieurs bouts, écus, jusqu'au N° 40 métrique par kg.	3,40
209	Filés à deux ou plusieurs bouts, blanchis, teints ou imprimés, jusqu'au N° 40 métrique par kg.	4

PREMIÈRE ANNEXE. — PARTIE III

Note. — Les droits fixés dans la présente annexe seront appliqués conformément au règlement en vigueur à la date de l'accord.

Numéros du tarif	Articles	Droits
		Marks
Ex 75 b) 1°	Bananes par kg.	0,50
Ex 117	Thé par kg.	25
Ex 133 b)	Clous et griffes de girofle par kg.	8
Ex 134	Poivre rouge, moulu ou non par kg.	4

DEUXIÈME ANNEXE

Articles	Droits
Bacon et jambons	exempts
Papier à journaux, c'est-à-dire papier en rouleaux contenant au moins 70 % de pâte de bois mécanique et pesant au moins 20 lb. et au plus 25 lb. par rame de 480 feuilles double couronne, mesurant 30 sur 20 pouces anglais.	exempt
Bois de mine, y compris les « pitbars », obtenus en enlevant aux poteaux ordinaires (<i>pitprops</i>), dans le sens de la longueur, deux minces épaisseurs bombées, selon deux plans parallèles, ainsi que les bois préparés de cette manière, puis sciés une troisième fois par le milieu, dans le même sens	exempts
Les poteaux de mine comprennent également les « crowtrees » sous la forme la plus simple, c'est-à-dire les « pitbars » ci-dessus, sciés en deux.	
Pâte de bois	exempte
Beurre	15s. par cwt.
Oeufs en coquilles :	
a) Pesant au maximum 14 lb. par « great hundred » (120 pièces)	1s. par « great hundred »
b) Pesant plus de 14 lb., mais pas plus de 17 lb. par « great hundred »	1s. 6d. par « great hundred »
c) Pesant plus de 17 lb. par « great hundred »	1s. 9d. par « great hundred »
Eclats de granit	10 % <i>ad valorem</i>
Pavés et bordures de trottoirs en granit	15 % <i>ad valorem</i>
Granit, brut, en blocs	10 % <i>ad valorem</i>
Macadam de granit	10 % <i>ad valorem</i>
Bois tendre, taillé à la hache, scié et raboté, et n'ayant pas subi d'autre main-d'œuvre que celle indiquée ci-dessous.	10 % <i>ad valorem</i> .
Seront considérées comme bois tendres rabotés toutes les marchandises des catégories ci-après :	
1. Tablettes de recouvrement (<i>weatherboards</i>), planches à parquet, planches bouvetées, rabotées sur une ou plusieurs faces et profilées ou non sur une ou plusieurs faces.	
2. Plinthes en bois tendre, la planche et le profil étant d'une seule pièce.	
3. Planches en bois tendre munies de languettes, d'entailles, de chapelets ou assemblées en V ou munies de rainures, de chanfreins, de chapelets au centre ou assemblées en V au centre, ou avec coins arrondis et, si elles sont profilées, la planche et le profil étant d'une seule pièce.	
4. Planches à caisse de bois tendre, sciées ou rabotées, assemblées ou non, même munies de languettes ou d'entailles, même collées, assemblées au moyen d'agrafes, ou munies d'inscriptions imprimées, sauf les planches taillées en queue d'aronde, portant des mortaises ou des tenons aux extrémités.	
Bouleau taillé à la hache et scié, n'ayant pas subi d'autre main-d'œuvre	10 % <i>ad valorem</i>
Contre-plaqué de bouleau ou de bois tendre	10 % <i>ad valorem</i>
Bobines en bois pour fil à coudre de toute espèce, colorées ou non, polies ou non, percées longitudinalement et n'ayant pas plus de 5 pouces anglais de longueur ni plus de 2 ½ pouces de diamètre aux extrémités	15 % <i>ad valorem</i>
Résine liquide (sous-produit de la fabrication chimique de la pâte de bois)	10 % <i>ad valorem</i>
Papier de soie, et papier à écrire, en feuilles mesurant au moins 16 ½ sur 21 pouces anglais, ne pesant, complètement étiré, pas plus de 90 lb. par rame de 480 feuilles double couronne mesurant 30 sur 20 pouces, mais non compris le papier rentrant dans la composition d'un autre article	16 2/3 % <i>ad valorem</i>
Papier et carton faits de papier ou de pâte, même couchés ou traités d'autre manière (non compris le carton-paille), pesant complètement étirés plus	

Articles	Droits
de 90 lb. par rame de 480 feuilles double couronne mesurant 30 sur 20 pouces anglais, mais non compris les papiers et cartons rentrant dans la composition d'un autre article	Le droit, s'il est relevé, ne devra pas dépasser 20 % <i>ad valorem</i>
Papier Kraft ¹ (sauf l'imitation de ce papier), papier lissé à la machine (autre que le papier blanc pour affiches entièrement blanchi) et papier sulfurisé (non compris l'imitation de ce papier), même couchés ou autrement traités, pesant, complètement étirés, plus de 7 lb. mais pas plus de 90 lb. par rame de 480 feuilles double couronne mesurant 30 sur 20 pouces anglais, mais non compris le papier rentrant dans la composition d'un autre article	16 ² / ₃ % <i>ad valorem</i>

ÉCHANGE DE NOTES

CONCERNANT L'APPLICATION DES DISPOSITIONS DE LA PARTIE II, PARAGRAPHE I,
DU PROTOCOLE QUI PRÉCÈDE.

I.

LE MINISTRE DE FINLANDE A LONDRES AU SECRÉTAIRE D'ÉTAT DE SA MAJESTÉ
DANS LE ROYAUME-UNI.

LÉGATION DE FINLANDE.

LONDRES, le 29 décembre 1933.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement finlandais désire, si le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni n'y voit pas d'objection, que le premier paragraphe de la partie II du protocole à l'Accord commercial entre le Royaume-Uni et la Finlande, signé à Helsingfors le 29 septembre 1933, soit légèrement modifié par la substitution aux mots « septembre 1933 » des mots : « le mois suivant la date d'entrée en vigueur de l'accord ».

2. Cet amendement aurait pour effet de différer du 1^{er} septembre 1933 au 1^{er} décembre 1933 l'obligation assumée au nom du Gouvernement finlandais et selon laquelle 75 % du total des importations de charbon en Finlande doivent être originaires du Royaume-Uni.

3. Si le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni accepte cette suggestion, la présente note et votre réponse notifiant l'acceptation de cette proposition par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni seront considérées comme l'expression officielle de l'entente intervenue en la matière entre les deux gouvernements.

Veuillez agréer, etc.

G. A. GRIPENBERG.

¹ Sera considéré comme papier Kraft le papier fait entièrement de fibre de sulfate de cellulose, blanchie ou non blanchie, sans mélange d'autres fibres.

II.

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI
AU MINISTRE DE FINLANDE A LONDRES.

FOREIGN OFFICE.

LONDRES, le 29 décembre 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date de ce jour par laquelle vous m'informez que le Gouvernement finlandais désire, si le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni n'y voit pas d'objection, que le premier paragraphe de la partie II du protocole à l'Accord commercial entre le Royaume-Uni et la Finlande signé à Helsingfors le 29 septembre 1933 soit légèrement modifié par la substitution aux mots « septembre 1933 » des mots : « le mois suivant la date d'entrée en vigueur de l'accord ».

2. J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni accepte la proposition susmentionnée ayant pour effet de différer du 1^{er} septembre 1933 au 1^{er} décembre 1933 l'obligation assumée au nom du Gouvernement finlandais et selon laquelle 75 % du total des importations de charbon en Finlande doivent être originaires du Royaume-Uni.

3. La présente note et votre note à laquelle celle-ci fait réponse seront considérées comme l'expression officielle de l'entente intervenue en la matière entre les deux gouvernements.

Veillez agréer, etc.

Pour le Secrétaire d'Etat absent :
Robert VANSITTART.

N° 3439.

FINLANDE
ET UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTIQUES SOCIALISTES

Convention portant modification à la Convention du 28 octobre 1922 relative au flottage des bois sur les cours d'eau coulant du territoire de la Finlande sur le territoire de l'Union des Républiques soviétiques socialistes et *vice versa*, et protocole final. Signés à Moscou, le 15 octobre 1933.

FINLAND
AND UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS

Convention modifying the Convention of October 28th, 1922, regarding the Floating of Timber down Watercourses flowing from Finnish Territory into the Territory of the Union of Soviet Socialist Republics and *vice versa*, and Final Protocol. Signed at Moscow, October 15th, 1933.

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

N^o 3439. — SOPIMUS¹ SUOMEN JA SOSIALISTISTEN NEUVOSTOTASAVALTOJEN LIITON VÄLILLÄ VOIMASSAOLEVAN, HELSINGISSÄ LOKAKUUN 28 PÄIVÄNÄ 1922² TEHDYN SOPIMUKSEN PUUTAVARAIN LAUTTAUKSESTA VESISTÖISSÄ, JOTKA JUOKSEVAT SUOMESTA SOSIALISTISTEN NEUVOSTOTASAVALTOJEN LIITON ALUEELLE JA PÄINVASTOIN, MUUTTAMISESTA. ALLEKIRJOITETTU MOSKOVASSA, 15 PÄIVÄNÄ LOKAKUUTA, 1933.

*Textes officiels finnois et russe communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Finlande.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 16 juin 1934.*

SUOMEN TASAVALLAN PRESIDENTTI ja SOSIALISTISTEN NEUVOSTOTASAVALTOJEN LIITON TOIMEENPANEVA KESKUSKOMITEA, havaittuaan, että 28 päivänä lokakuuta 1922 puutavarain lauttauksesta vesistöissä, jotka juoksevat Suomesta Sosialististen Neuvostotasavaltojen Liiton alueelle ja päinvastoin, tehty sopimus kaipaa eräitä muutoksia ja täydennyksiä, ovat päättäneet tehdä näistä muutoksista ja täydennyksistä tämän sopimuksen sekä siinä tarkoituksessa määränneet valtuutetuikseen :

SUOMEN TASAVALLAN PRESIDENTTI :

Erik Johan KOSKENMAAN ja Gustaf Wilhelm JANSSONIN sekä

SOSIALISTISTEN NEUVOSTOTASAVALTOJEN LIITON TOIMEENPANEVA KESKUSKOMITEA :

L. E. BERESOVIN, M. L. GRINSTEININ ja N. P. KOLTSCHANOVSKIN,

jotka, esitettyään toisilleen oikeiksi ja asianmukaisiksi havaitut valtakirjansa, ovat sopineet seuraavasti :

I.

Ottaen huomioon, että lauttaustoiminnan yksinkertaistuttaminen ja jouduttaminen on molempien sopimusvaltioiden etujen mukaista, sopimusvaltiot ovat yhteisesti päättäneet muuttaa 28 päivänä lokakuuta 1922 tehdyn sopimuksen jälempänä mainitut artiklat sekä lisätä sopimukseen uuden 3 A artiklan seuraavasti :

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Helsinki, le 7 février 1934.
Entrée en vigueur le 7 février 1934.

² Vol. XIX, page 153, de ce recueil.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

№ 3439. — КОНВЕНЦИЯ ¹ ОБ ИЗМЕНЕНИИ, ДЕЙСТВУЮЩЕЙ МЕЖДУ ФИНЛЯНДИЕЙ И СОЮЗОМ СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК, КОНВЕНЦИИ О СПЛАВЕ ЛЕСНЫХ МАТЕРИАЛОВ ПО ВОДНЫМ СИСТЕМАМ, ПРОСТИРАЮЩИМСЯ ОТ ТЕРРИТОРИИ ФИНЛЯНДИИ НА ТЕРРИТОРИЮ СОЮЗА С.С.Р., И НАОБОРОТ, ЗАКЛЮЧЕННОЙ В Г. ГЕЛЬСИНКИ 28 ОКТЯБРЯ 1922 ² ГОДА, ПОДПИСАННАЯ В ГОРОДЕ МОСКВЕ 15 ОКТЯБРЯ 1933 ГОДА.

Finnish and Russian official texts communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place June 16th, 1934.

Президент Финляндской Республики и Центральный Исполнительный Комитет Союза Советских Социалистических Республик, считая, что заключенная 28 октября 1922 года Конвенция о сплаве лесных материалов по водным системам, простирающимся от территории Финляндии на территорию Союза С. С. Р., и наоборот, нуждается в некоторых изменениях и дополнениях, решили заключить настоящую Конвенцию, включающую эти изменения и дополнения, уполномочив для того :

Президент Финляндской Республики :

Е. И. Коскенмаа и Г. В. Янсон ;

Центральный Исполнительный Комитет Союза Советских Социалистических Республик :

Л. Э. Березова, М. Л. Гринштейна и Н. П. Колчановского ;

которые, по взаимном пред'явлении своих полномочий, признанных составленными в должной форме и в законном порядке, согласились о нижеследующем :

I.

Принимая во внимание, что упрощение и ускорение сплавных операций соответствует интересам обоих Договаривающихся Государств, последние соглашаются изменить нижеследующие статьи Конвенции от 28 октября 1922 года, а также включить в Конвенцию новую статью 3-А, изложив эти статьи следующим образом :

¹ The exchange of ratifications took place at Helsinki, February 7th, 1934.
Came into force February 7th, 1934.

² Vol. XIX, page 153, of this Series.

2 artikla.

Sellaisissa vesistöissä, jotka jommankumman sopimusvaltion alueelta alkavina ainoastaan kerran katkaisevat valtioiden välisen rajan, on toisen sopimusvaltion lauttaajilla oikeus puutavaran lauttaamiseen toisen sopimusvaltion alueella lyhintä yleistä lauttausväylää myöten sekä siellä voimassa olevien lakien ja asetusten mukaisessa järjestyksessä.

Jos jommankumman sopimusvaltion lauttaajien edut tekevät tarpeelliseksi joidenkin töiden suorittamisen toisen sopimuspuolen alueella sijaitsevilla, tämän artiklan tarkoittamissa uittoväylissä, voidaan sellaiset työt suorittaa ainoastaan tällä alueella voimassa olevia lakeja ja asetuksia noudattamalla. Anomus tällaisten töiden suorittamisesta on asianomaisten järjestöjen tai henkilöiden jätettävä tämän sopimuksen 3 artiklassa mainitulle oman valtionsa valtuutetulle, joka antaa anomuksen toisen sopimusvaltion valtuutetulle. Tällaisten anomusten johdosta annetut päätökset toimitetaan hakijoille samojen valtuutettujen välityksellä. Sopimusvaltiot sitoutuvat suosiollisesti suhtautumaan tällaisiin anomuksiin.

3 artikla.

Sellaisissa vesistöissä, jotka jommankumman sopimusvaltion alueelta alkavina useamman kerran katkaisevat valtioiden välisen rajan tai ovat sopimusvaltioiden yhteisinä rajavesistöinä, tulee puutavaran lauttauksen, siitä alkaen, missä vesistö ensi kerran joko katkaisee valtioiden välisen rajan tai muuttuu rajavesistöksi, siihen saakka, jossa vesistö lopullisesti juoksee toisen sopimusvaltion alueelle, tapahtua tämän artiklan sekä 3 A artiklan säännösten mukaisesti. Kysymyksessä olevien vesistöjen muissa osissa on noudatettava tämän sopimuksen 2 artiklan määräyksiä.

1. Puutavaran lauttauksen yleinen valvonta kussakin vesistöissä, sen ehtojen määrittely, lauttaajien sekä ranta- ja vesialueitten omistajain ja haltijain etujen sovittelu keskenään kuin myös kaikenlaisten lauttausta koskevien kysymysten ratkaiseminen kuuluu sopimusvaltioiden nimittämille lauttausvaltuutetuille, joita kumpikin sopimusvaltio nimittää yhden kutakin vesistöä varten.

Näiden valtuutettujen suku- ja etunimet sekä heidän vakinaiset oleskelupaikkansa ilmoitetaan molemmiin puolin diplomaattisessa järjestyksessä.

Kummallakin valtuutetulla on oikeus, mikäli hän havaitsee tarpeelliseksi, nimittää itselleen sijainen, jolla on täydet valtuutetun oikeudet ja joka toimii varsinaisen valtuutetun vastuulla, sekä myös yksi tai useampia apulaisia, joille kuuluu lauttausta koskevien juoksevain kysymysten ratkaiseminen. Näiden henkilöiden suku- ja etunimet sekä myöskin heidän vakinaiset oleskelupaikkansa valtuutetut ilmoittavat toisilleen.

Lauttausvaltuutetuilla sekä heidän apulaisillaan on oikeus asettua välittömään yhteyteen keskenään kaikissa lauttausta koskevissa kysymyksissä sekä tehtäviensä

Статья 2.

По водным системам, которые, начинаясь на территории одного из Договаривающихся Государств, лишь один раз пересекают государственную границу, сплавыщики одного Договаривающегося Государства имеют право на сплав лесных материалов на территорию другого Договаривающегося Государства по кратчайшей общей системе сплава и в порядке, установленном действующими в этом Государстве законами и постановлениями.

Если интересы сплавыщиков одного Договаривающегося Государства требуют производства тех или иных работ на предусмотренных настоящей статьей сплавных путях, находящихся на территории другого Договаривающегося Государства, то такие работы могут быть выполнены лишь с соблюдением законов и постановлений, действующих на этой территории. Просьбы о производстве таких работ будут подаваться заинтересованными организациями или лицами, упомянутыми в статье 3 настоящей Конвенции Уполномоченным их Государства, которые будут передавать эти просьбы Уполномоченным другого Договаривающегося Государства. Принятые по таким просьбам решения будут передаваться заявителям через посредство тех же Уполномоченных. Договаривающиеся Государства обязуются благожелательно относиться к таким просьбам.

Статья 3.

По водным системам, которые, начинаясь на территории одного из Договаривающихся Государств, пересекает государственную границу в нескольких местах или же являются пограничными между Договаривающимися Государствами, сплав лесных материалов, начиная с того места, где водная система впервые, либо пересекает государственную границу, либо превращается в пограничную, вплоть до того места, где водная система окончательно переходит на территорию другого Договаривающегося Государства, должен производиться согласно правилам настоящей статьи, а также статьи 3-А. В прочих частях этих водных систем действует порядок, указанный в статье 2 настоящей Конвенции :

1. Общий надзор за сплавом лесных материалов по каждой водной системе, определение его условий, согласование интересов сплавыщиков с интересами собственников береговых и водных участков и с интересами лиц, пользующихся этими участками, а также разрешение всякого рода вопросов, относящихся к сплаву, возлагается на Уполномоченных по сплаву, назначаемых Договаривающимися Государствами по одному от каждого Государства на данную водную систему.

Фамилии и имена этих Уполномоченных, а также пункты постоянного их пребывания будут взаимно сообщаться в дипломатическом порядке.

Каждый Уполномоченный имеет право, если признает это необходимым, назначить себе Заместителя, пользующегося всеми правами Уполномоченного и действующего под его ответственностью, а также одного или нескольких Помощников, на которых будет возложено разрешение текущих вопросов сплава. Уполномоченные взаимно сообщают друг другу фамилии и имена этих лиц, а также пункты постоянного их пребывания.

Уполномоченные и их Помощники имеют право непосредственных сношений между собой по всем, связанным со сплавом вопросам, а также право

suorittamiseksi kulkea valtioiden välisen rajan yli heille annettujen toimikirjojen perusteella, jotka kummankin sopimusvaltion rajaviranomaisten on määrääjäksi viseerattava.

2. Lauttausvaltuutettujen päätöksiin vaaditaan yksimielisyys valtuutettujen kesken. Milloin valtuutetut eivät pääse yksimielisiksi sellaisessa kysymyksessä, jossa päätös on välttämättömän tarpeellinen, on valtuutettujen viipymättä ilmoitettava asiasta hallituksilleen, jotka ryhtyvät toimenpiteisiin riidanalaisen kysymyksen mahdollisimman kiireelliseksi ratkaisemiseksi diplomaattista tietä.

3. Lauttausväylän pitäminen asianmukaisessa kunnossa, näiden väylän parannustöiden tekeminen, lauttaustarkoituksiin käytettävään, pysyvää laatua olevain laitteiden rakentaminen samoin kuin kaikenlaiset lauttauksen järjestelytoimenpiteet suoritetaan valtuutettujen yhteisten päätösten perusteella. Nämä päätökset vahvistetaan pöytäkirjan muodossa.

Näissä pöytäkirjoissa on erityisesti mainittava, miten lauttausväylät on tehtävä ja pidettävä kunnossa, millä tavalla (irtonaisena vai lautoissa) puutavarain uitto tapahtuu, saako vesistöissä toimittaa yksinomaan sekauittoa vai sallitaanko myöskin vuorouitto, miten vedenjuoksun estyminen on vältettävä ja poistettava j. n. e.

Pöytäkirjat, joissa todetaan tarpeelliseksi ryhtyä töihin, joista aiheutuu rahamenoja sopimusvaltioille, tai sellaisin töihin, jotka voivat aiheuttaa haitallista veden nousua, kulkuväylien huonontumista tahi vahinkoa kalastukselle tai kalankasvatukselle, on kummankin sopimusvaltion lauttauskysymyksiä hoitavain keskuselinten vahvistettava.

4. Valtuutetuilla ja heidän apulaisillaan on oikeus tehtävänsä suorittamiseksi toimittaa katselmuksia itse paikalla. Jos toimitettava katselmus voi aiheuttaa päätöksen, joka saattaa koskea ranta- tai vesialueen omistajien etua, on valtuutetun tai hänen apulaisensa annettava tieto aiotusta katselmuksesta omassa valtiossaan olevalle asianomistajalle, ja on tiedoksianto toimitettava hänelle vähintään 14 vuorokautta ennen katselmusta. Edellämainituilla asianomistajilla on oikeus olla läsnä katselmuksessa ja valvoa etujaan.

5. Jos lauttausväylän kuntoonpanemiseksi, laventamiseksi tai parantamiseksi on tarpeen saada oikeus lauttausta varten käyttää toiselle kuuluvaa maa- tai vesialuetta, ratkaistakoon kysymys alueen luovuttamisesta, jollei vapaaehtoista sopimusta omistajan kanssa saada aikaan, siinä järjestyksessä kuin on säädetty sellaisen omaisuuden tai sen käyttöoikeuden luovuttamisesta yleiseen tarpeeseen siinä valtiossa, jossa tarvittava alue sijaitsee.

Muistutus : Lokakuun 28 päivänä 1922 tehdyn sopimuksen säännösten mukaisesti laaditut lauttaussäännöt pysyvät voimassa niiltä osilta, jotka eivät ole tämän sopimuksen kanssa ristiriidassa, elleivät valtuutetut ole sopineet jonkun lauttaussäännön kumoamisesta kokonaisuudessaan.

переходить, для исполнения своих обязанностей, государственную границу на основании выданных им служебных удостоверений, визируемых пограничными властями Договаривающихся Государств на определенные сроки.

2. Решения Уполномоченных принимаются единогласно.

В случае разногласий между Уполномоченными по вопросу, разрешение которого представляется настоятельно необходимым, им надлежит немедленно сообщить о том своим Правительствам, которые примут меры для разрешения спорного вопроса дипломатическим путем, в возможной скорости.

3. Содержание сплавных путей в должном порядке, производство работ для улучшения этих путей, возведение обслуживающих сплав сооружений постоянного характера, а равно всякого рода меры для урегулирования сплава осуществляются на основании совместных постановлений Уполномоченных. Эти постановления принимаются в виде Протоколов.

В этих протоколах, в частности, должно быть указано, как должны быть устроены сплавные пути и как они должны содержаться; каким образом (россыпью или в сплоченном виде) будет производиться гонка лесных материалов; допускается ли на данной водной системе исключительно смешанный сплав или считается также возможным очередной сплав; каким образом надлежит предупреждать и устранять препятствия к стоку воды и т. п.

Протоколы, устанавливающие необходимость производства работ, вызывающих денежные расходы для Договаривающихся Государств, или же могущие причинить вредное повышение уровня воды, ухудшение фарватера, ущерб рыболовству или рыбоводству, подлежат утверждению центральными органами Договаривающихся Государств, ведающими вопросами сплава.

4. Для выполнения возложенных на них задач, Уполномоченные и их Помощники имеют право производить необходимые осмотры на местах. Если предстоящий осмотр может привести к решению, способному отразиться на интересах владельцев береговых или водных участков, то Уполномоченный или его Помощник должен известить о предполагаемом осмотре заинтересованных лиц, проживающих на территории его Государства, не позднее чем за 14 суток до осмотра. Эти лица имеют право присутствовать при осмотрах и защищать свои интересы.

5. Если для приведения в порядок, расширения или улучшения сплавного пути необходимо приобрести право на пользование для сплава земельным или водным участком, принадлежащим другому лицу, то вопрос о передаче участка, если не состоится добровольное о том соглашение с его владельцем, решается в порядке, установленном для отчуждения такого имущества на общественные надобности в том Государстве, в котором находится соответствующий участок.

Примечание: Сплавные Уставы, заключенные согласно постановлений Конвенции от 28 октября 1922 года, сохраняют свою силу в частях, не противоречащих настоящей Конвенции, если Уполномоченные не пришли к соглашению о полной отмене того или иного Устава.

3 A artikla.

Tämän sopimuksen 3 artiklassa mainituissa vesistöissä puutavarain lauttauksen tulee tapahtua seuraavien säännöksen mukaisesti :

1. Jokainen puutavaran omistaja on velvollinen vuosittain ennen tammikuun 1 päivää jättämään valtionsa valtuutetulle kaksin kappalein alustavat tiedot siitä puutavaramäärästä, minkä hän aikoo valmistaa lähinnä seuraavana lauttauskautena uitettavaksi vesistöissä.

2. Jokainen lautattavan puutavaran omistaja on velvollinen ennen maaliskuun 1 päivää jättämään valtionsa valtuutetulle vahvistettavaksi käyttämänsä merkin kuvan kaksin kappalein ja luonnollisessa koossa, ja on merkki ennen käyttämistä molempien valtuutettujen hyväksyttävä. Omistajan on ehdottomasti lyötävä tämä merkki kaikkiin lauttaamiinsa puihin. Tätä säännöstä ei ole sovellettava pieniin puutavaramääriin, joita paikalliset maanomistajat tai maanhaltijat lyhyillä matkoilla ja yksityisiksi taloudellisiksi tarpeikseen lauttaavat.

Jos edelläolevasta määräyksestä huolimatta väylään on laskettu hyväksytyllä leimalla merkittämättömiä puita, voivat lauttausvaltuutetut sopia sellaisen puutavaran myymisestä julkisella huutokaupalla, ellei omistajasta saada kolmen kuukauden kuluessa tietoa.

3. Jokaisen puutavaran omistajan tulee oman valtionsa alueelle määrätä edustaja, jonka puoleen asialliset voivat kääntyä lauttauksen heille tuottamaa vahinkoa tai haittaa koskevissa kysymyksissä. Tällaiset edustajat määrätään : Suomessa jokaiseen vesistöä koskettavaan kuntaan ja Sosialististen Neuvostotasavaltain Liitossa vastaavaan alueeseen. Kaikenlainen yhteys toisen sopimusvaltion kansalaisten ja toisen sopimusvaltion puutavaran omistajien edustajain välillä tapahtuu valtuutettujen tai heidän apulaistensa välityksellä. Ilmoitus edustajasta ja hänen oleskelupaikastaan tulee jokaisen puutavaran omistajan tehdä ennen huhtikuun 15 päivää oman valtionsa valtuutetulle, joka ilmoittaa siitä toisen sopimusvaltion valtuutetulle.

Edellämainittujen edustajien nimet ja heidän oleskelupaikkansa samoin kuin hyväksytyjen puutavaramerkkien kuvat saattaa kumpikin valtuutettu oman valtionsa kansalaisten tietoon.

4. Jokainen lautattavan puutavaran omistaja on velvollinen ennen huhtikuun 15 päivää jättämään valtionsa valtuutetulle lopulliset ja tarkat tiedot sen puutavaran määrästä ja laadusta, minkä hän aikoo lautata sinä vuonna vesistöissä, samoin kuin lauttauksen alku- ja päättymiskohdista.

5. Tämän artiklan 1—4 kohdissa mainitut, saamansa tiedot valtuutetut ilmoittavat toisilleen 14 päivän kuluessa sanotuissa kohdissa mainituista määräajoista lukien.

Jos puutavaran omistaja laiminlyö näiden tietojen antamisen tai ei tee sitä aikanaan, voidaan, lauttausvaltuutettujen harkinnan mukaan, määrätä hänen mak-

Статья 3-А.

Сплав лесных материалов по водным системам, предусмотренным в статье 3 настоящей Конвенции, будет производиться согласно следующим правилам :

1. Каждый владелец лесных материалов обязан ежегодно до 1 января представить Уполномоченному своего Государства, в двух экземплярах, предварительные данные о количестве лесных материалов, предположенных им к заготовке на данной водной системе в течение предстоящего сплавного периода.

2. Каждый владелец лесных материалов, подлежащих сплаву, обязан до 1 марта представить Уполномоченному своего Государства на утверждение, в двух экземплярах и в натуральную величину, образец своего клейма. Рисунок клейма должен быть одобрен обоими Уполномоченными до его употребления. Владелец лесных материалов безусловно обязан помечать этим клеймом все сплаваемые им материалы. Это правило не относится к мелким партиям лесных материалов, сплаваемых местными землевладельцами или землепользователями на короткие расстояния и для своих личных хозяйственных надобностей.

Если вопреки вышеозначенному правилу на водную систему доставлены непомеченные одобренным клеймом лесные материалы, Уполномоченные могут согласиться о продаже этих материалов с публичных торгов, если владелец этих материалов не будет выявлен в трехмесячный срок.

3. Каждый владелец лесных материалов обязан назначить на территории своего Государства представителя, к которому заинтересованные лица могли бы обращаться по делам, касающимся убытков и ущербов, причиненных сплавом этим лицам. Также представители назначаются : в Финляндии в каждую соприкасающуюся с данной водной системой общину, а в СССР — в подлежащий район. Всякого рода сношения между гражданами одного Договаривающегося Государства и представителями владельцев лесных материалов другого Договаривающегося Государства ведутся через Уполномоченных или их Помощников. О назначении представителя и его месте пребывания каждый владелец лесных материалов обязан известить до 15 апреля Уполномоченного своего Государства, который сообщает о том Уполномоченному другого Договаривающегося Государства.

Фамилии и имена вышеупомянутых представителей, места их пребывания, а также рисунки одобренных клейм лесных материалов, каждый Уполномоченный доводит до сведения граждан своего Государства.

4. Каждый владелец лесных материалов, подлежащих сплаву, обязан до 15 апреля представить Уполномоченному своего Государства окончательные и подробные данные о количестве и качестве лесных материалов, которые предположены им к сплаву в текущем году по данной водной системе; и о пунктах начала и окончания сплава.

5. Уполномоченные сообщают друг другу сведения, упомянутые в пунктах 1—4 настоящей статьи, до истечения 14 суток, считая с указанных в этих пунктах сроков.

Если владелец лесных материалов не представит этих сведений или представит их с опозданием, то он, по усмотрению Уполномоченных, может

settavakseen sakko, joka ei saa ylittää 50 % kyseenalaisen omistajan suoritettavasta väylämaksusta.

Ellei kyseessä olevassa vesistössä väylämaksuja kanneta, laskevat valtuutetut mainitun sakon siten, ettei se ylitä 50 % siitä väylämaksusta, joka on voimassa lähimmässä vesistössä ja joka edellämainitun omistajan puutavaroista tulisi kantaa, jos hän uittaisi niitä tässä vesistössä.

Edellämainitut, samoin kuin 2 kohdassa mainitut, merkitsemättömän puutavaran myymisestä kertyvät varat ovat käytettävät väylän rakentamiseen ja kunnossapitoon.

6. Valtuutettujen tulee yhteisesti käsitellä tulevan lauttauksen suunnitelmaa ja ehtoja.

Valtuutetut voivat oman harkintansa perusteella tai jonkun puutavaranomistajan pyynnöstä kutsua kokoukseen kaikki puutavaranomistajat, jotka osallistuvat lauttaukseen vesistössä, yhteisesti käsittelemään kysymyksiä vesistön rasittamisesta, uittovuoroista, yksityisten lauttaajien etujen suojelemisesta sekauiton tapahtuessa, väliuittosta j. n. e.

Elleivät puutavaranomistajat pääse yksimielisyyteen, ratkaisevat lauttausvaltuutetut riidanalaiset kysymykset. Jolleivät viimeksimainitut pääse yksimielisiksi, on puutavara uittettava kaikkien puutavaranomistajien yhteiseen lukuun. Valtuutetut määräävät tällaisen uiton ehdot ja järjestyksen, luovuttaen uiton toimittamisen joko apulaisilleen tai tätä varten erityisesti määrätyille henkilöille.

7. Lautattavain puutavarain omistajat toimittavat kukin lauttauksen omaan lukuunsa edellisessä kohdassa mainitulla poikkeuksella.

Lauttaus on toimitettava kaikella joutuisuudella ja siten, että kaikkien uittotavarain omistajien edut tulevat parhaiten huomioonotetuiksi ja saa se tapahtua kaikkina vuodenaikoina, jolloin luonnonsuhteet sen sallivat.

Puutavaraa lautoissa uittaessa on lautat sellaisissa vesistön osissa, joita pitkin kulkee valtioiden välinen raja ja joissa väylän leveys ja syvyys tähän tarkoitukseen on riittävä sekä joissa se muutenkin hankaluuksitta ja lisäkustannuksia aiheuttamatta käy päinsä, kuljetettava sen valtion rajojen sisässä, jonka alueelta puutavaraa lautataan. Tällaisissa vesistön osissa saa lautta pysähtyä toisen sopimusvaltion rantaan ja miehistö nousta siellä maihin vain luonnonvoimien aiheuttamista syistä (jos tuuli kuljettaa lautan rantaan, jos lautta hajoaa tai tarttuu rannassa matalaan j. n. e.). Tällaisessa tapauksessa lauttaajat ovat velvolliset, pysytellen maihinnousupaikan kohdalla, ryhtymään kaikkiin toimenpiteisiin lautan pikaiseksi edelleen kuljettamiseksi. Sopimusvaltioiden rajaviranomaisten edustajain tulee tässä suhteessa antaa lauttaajille tarpeellista apua.

Jos useat samaan aikaan lauttaavat puutavaraa samassa vesistössä, on kukin velvollinen toimittamaan lauttauksen niin, ettei toiselle tule estettä tai haittaa, joka on vältettävissä. Eritoten on uittettavan puutavaran nostaminen valtioiden välisen rajan läheisyydessä sijaitsevissa uiton päätekohtissa suoritettava viivytyksettä ja

быть подвергнут денежному взысканию в размере, не превышающем 50 % следуемого с этого владельца фарватерного сбора.

Если фарватерный сбор не взыскивается на данной водной системе, упомянутое денежное взыскание будет исчислено Уполномоченным в размере не превышающем 50 % того фарватерного сбора, который существует на ближайшей водной системе и которым были бы обложены лесные материалы вышеупомянутого владельца, если бы он сплавливал их по этой водной системе.

Деньги, вырученные таким образом, а также деньги, вырученные от продажи лесных материалов, указанных в пункте 2 настоящей статьи, не снабженных одобренными клеймами, обращаются на покрытие расходов по устройству и содержанию сплавного пути.

6. Уполномоченным надлежит совместно обсудить план и условия будущего сплава.

Уполномоченные могут, по своему усмотрению или по просьбе одного из владельцев лесных материалов, созвать собрание всех владельцев, заинтересованных в сплаве по данной водной системе, для совместного обсуждения вопросов о загрузке этой водной системы, о сплавных очередях, об ограждении интересов отдельных сплавщиков при смешанном сплаве, о промежуточном сплаве и т. д.

В случае разногласий между владельцами лесных материалов, спорные вопросы разрешаются Уполномоченными. Если последние не могут прийти к соглашению, лесные материалы сплавливаются за общий счет всех владельцев. Уполномоченные устанавливают условия и порядок такого сплава, поручая его осуществление либо своим Помощникам, либо специально для того назначенным лицам.

7. Каждый владелец лесных материалов может производить сплав за собственный счет, за исключением случая, упомянутого в предыдущем пункте.

Сплав должен производиться по возможности с наибольшей скоростью и таким образом, чтобы интересы владельцев всех сплавливаемых лесных материалов были ограждены наилучшим образом, причем лесные материалы могут сплавливаться во всякое время года, когда природные условия допускают сплав.

При сплаве лесных материалов гонками, последние должны, в тех частях водных систем, вдоль которых проходит государственная граница и пути которых достаточно широки и глубоки для этого, и где это вообще возможно без затруднений и лишних расходов, следовать в пределах границ того государства, с территории которого производится сплав. В этих частях водных путей остановка гонок у берега другого Договаривающегося Государства и высадка людей на этот берег допускаются только по стихийным причинам (занос ветром гонок к берегу, разнос гонок, посадка гонок на мель у берега и т. п.). В таких случаях сплавщики обязаны, оставаясь у места схода на берег, принять все меры к скорейшей отправке гонок в дальнейший сплав. Представители пограничной охраны Договаривающихся Государств обязаны при этом оказывать нужное содействие сплавщикам.

Если несколько сплавщиков одновременно сплавливают лесные материалы по одной и той же водной системе, то каждому надлежит озаботиться производством своего сплава таким образом, чтобы другому не были причинены такие препятствия и неудобства, которые могли бы быть предотвращены.

mahdollisimman lyhyessä ajassa. Jos joku tämän laiminlyö, mikä on valtuutettujen todettava, korvatkoon vahingon ja tappion, joka on viivytyksestä syntynyt.

8. Jos lauttausvaltuutetut ovat keskenään sopineet, että uittoon on käytettävä sen sopimuspuolen työvoimaa, jonka alueella uitto osittain tapahtuu, tämä työvoima on asianomaisen valtion valtuutetun tai hänen apulaisensa hankittava siksi ajaksi, jona lauttausta tämän valtion alueella toimitetaan.

9. Lauttauksen aikana lauttaajat saavat vapaasti asettaa puomeja ja muita tilapäisiä lauttauslaitteita sellaisiin paikkoihin, missä nämä lauttaustöiden suorittamiseksi tai vahinkojen estämiseksi ovat tarpeen. Sanotut puomit ja laitteet eivät saa estää veden juoksua, kalojen pääsyä pyynti- ja kutupaikoille eivätkä myöskään huomattavasti vesistöissä tapahtuvaa liikennettä.

Puutavaraa irtonaisena lautattaessa saadaan asettaa poikkipuomeja ehdolla, että niitä ei aseteta kylien kohdalle eikä paikkoihin, joissa niistä voi aiheutua huomattavaa veden kohoamista.

Sillat, laiturit, uimahuoneet, y. m. vesistöissä olevat laitokset ovat tarpeen vaatiessa lauttauksen ajaksi varustettavat laitteilla, jotka suojelevat niitä vahingoittumiselta.

10. Puutavara, jonka uitto saatetaan loppuun vuoden kuluessa puiden kaatamisesta lukien, saadaan lautata kuorimattomana. Muussa tapauksessa puutavara on kuorittava, mikäli ei lauttaajalle erityisistä syistä ole myönnetty siitä helpotusta. Kuorimisen tulee tapahtua sellaisissa paikoissa ja sillä tavalla, etteivät kuoret joudu vesistöön.

11. Lauttausmiehistöllä on oikeus, noudattamalla tämän sopimuksen 7 artiklan säännöksiä, nousta toisen sopimusvaltion rannalle ja siellä oleskella seuraavissa tapauksissa:

1) tämän sopimuksen edellyttämien töiden ja tehtävien suorittamiseksi (tämän artiklan kohdat 6, 9, 12—15) ;

2) lauttauksen toimittamiseksi, kuten laitteiden panemiseksi, puutavarain ohjaamiseksi, puutavaran kasaantumisen ja ruuhkautumisen estämiseksi, rantojen ja vesistön puhdistamiseksi puutavarasta ja lauttausjätteistä j.n.e., sekä

3) milloin lauttausvaltuutettujen päätökset tekevät tämän tarpeelliseksi.

Rannoille nouseminen ja kulkeminen tonteilla, puutarhoissa, puistoissa ja varastopaikoissa on kuitenkin sallittu vain siinä tapauksessa, ettei sitä lauttauslaitteiden avulla tai muulla tavalla voida välttää.

Liikkuessaan toisen sopimusvaltion rannoilla tämän sopimuksen 7 artiklassa mainitulla sadan metrin leveällä rantavyöhykkeellä on lauttausmiehistön, mikäli mahdollista, käytettävä mainitulla vyöhykkeellä olevia teitä ja polkuja.

В частности, выгрузка сплавляемых лесных материалов в конечных пунктах приплава, расположенных по близости от государственной границы, должна производиться без задержек и в кратчайший срок. В случае упущений в этом отношении, установленных Уполномоченными, виновный обязан возместить нанесенный ущерб и убытки, вызванные замедлением сплава.

8. Если Уполномоченные согласились о том, что сплав должен быть обслужен рабочей силой Договаривающейся Стороны, на территории которой сплав частично проходит, то эта рабочая сила должна быть предоставлена Уполномоченным или его Помощником на все время следования сплава по такой территории.

9. Во время сплава сплавщикам разрешается свободно ставить боны и прочие временные сплавные сооружения в таких местах, где это необходимо для производства сплава или для предупреждения нанесения вреда. Эти боны и сооружения не должны препятствовать стоку воды, проходу рыбы и места икрометания и рыбной ловли, а также не должны значительно стеснять движения по водной системе.

Устройство поперечных *запаней* при россыпном сплаве допускается, но при условии, чтобы они не ставились у селений и в местах, где они могут вызвать значительный под'ем воды.

Мосты, пристани, купальни и прочие сооружения на водной системе должны быть, по мере надобности, ограждены на время сплава приспособлениями, предохраняющими их от повреждений.

10. Лесные материалы, сплав которых заканчивается в течение одного года со времени рубки, могут сплавляться неочищенными от коры. Прочие лесные материалы должны быть очищены от коры, если сплавщику по особым причинам не предоставлены льготы в отношении исполнения этой обязанности. Очистка от коры должна производиться в таких местах и таким образом, чтобы кора не попадала в водную систему.

11. Занятым сплавом рабочим предоставляется, с соблюдением постановлений статьи 7 настоящей Конвенции, право переходить на берег другого Договаривающегося Государства и находиться на этом берегу :

1) для производства работ в целях предусмотренных настоящей Конвенцией (пункты 6, 9, 12—15 настоящей статьи) ;

2) для производства сплава, а именно для установки сплавных сооружений, для направления древесины, для ограждения лесных материалов от заломов и ваторов для очистки берегов и сплавных путей от лесных материалов, отходов сплава и т. п., а также,

3) когда это необходимо — для выполнения постановлений Уполномоченных.

Однако, сход на берег и проход по дворовым местам, садам, паркам и складочным местам, допускается лишь в случае невозможности избежать это при помощи сплавных приспособлений или иным образом.

Находясь на берегу другого Договаривающегося Государства в стометровой прибрежной полосе, упомянутой в статье 7 настоящей Конвенции, рабочие должны, по возможности, пользоваться дорогами и тропинками, находящимися в этой полосе.

12. Lauttaajien on havaitessaan tahi siitä ilmoituksen saatuaan heti poistettava koskiin tarttuneet, rannoille ajautuneet, uppoamistilassa olevat ja uponneet puut, jos niistä on liikenteelle, kalastukselle tai veden vapaalle juoksulle haittaa. Jos tällaisia seuraamuksia ei ole olemassa, on tämänlainen puutavara poistettava vesistöstä ennen saman vuoden loppua.

Uponnut tai uppoamistilassa oleva puu saadaan panna läheiselle rannalle kohtiin, missä siitä on vähemmän vahinkoa tai haittaa.

13. Lauttaajien tulee huolellisesti valvoa, että lossit pääsevät kulkemaan vesistöön poikki sekä auttaa muitakin vesistöissä liikkuvia kulkuneuvoja eteenpäin silloin, jos laitteet tai lautattava puutavara on niiden kululle esteenä.

Lauttajien tulee myös varustaa ohjauspuomit tarkoitustaan vastaavilla aukoilla, missä sellaiset aukot liikkumista varten vesistössä ovat välttämättömiä.

14. Lauttaajat saavat lauttausajaksi purkaa uitolle esteellisiä aitoja ja niistä vesistöön meneviä osia. Tällaisissa tapauksissa on heidän valvottava, ettei sen johdosta minkäänlaista vahinkoa synny. Lauttauksen mentyä ohi on aidat ja niiden osat pantava lauttaajien toimesta tai heidän kustannuksellaan entiseen kuntoonsa.

15. Kaikenlaiset lauttaustöissä syntyvät jätteet (lastut, kuoret, oksat, puomilenkit y. m. s.) samoin kuin rannalle jäävät tukit on estettävä joutumasta vesistöön; uiton päätyessä ne samoin kuin muut jätteet on korjattava ja kuljetettava pois rannoilta niin korkealle, etteivät ne joudu veteen korkeimmallakaan kevättulvalla.

Uiton päätyttyä ovat uittoväylät ja niiden rannat puhdistettavat hajalleen niihin jääneestä uittotavarasta.

16. Kaiken lauttaustyön päätyttyä ja sittenkin rantamat on puhdistettu, antavat sopimusvaltioiden valtuutetut toisilleen siitä tiedon.

17. Sopimusvaltiot suorittavat uittoväylien kunnossapidosta ja parantamisesta aiheutuvat kustannukset siinä järjestyksessä kuin kysymyksessä olevan vesistön valtuutetut yhteisesti päättävät. Näiden kustannusten korvaamiseksi uittotavarain omistajat suorittavat erityisen väylämaksun, joka kunkin vesistön osalta määrätään tämän sopimuksen 3 artiklan 3 kohdan mukaisessa järjestyksessä.

Uittotavarain omistajat suorittavat ennen uiton alkamista maksettavinaan olevat määrät oman valtionsa valtuutetulle. Uittokauden päätyttyä valtuutetut keskenään toimittavat tilityksen suhteessa niihin kustannuksiin, jotka kumpikin sopimusvaltio on suorittanut kysymyksessä olevan vesistön osalta. Nämä tilitykset on suoritettava loppuun viimeistään saman vuoden joulukuun 1 päiväksi.

Lauttaustavarain omistajien on myös suoritettava korvaus kaikenlaisesta heille uiton aikana annetusta, edeltäpäin heidän kanssaan sovitusta avusta (tarpeiden tai työvoiman hankkimisesta j. n. e.). Tämä korvaus on suoritettava 10 päivän kuluessa

12. Сплавщики должны немедленно, как только это будет ими замечено, или после того, как им будет о том сообщено, удалить застрявшую на порогах, выброшенную водой на берег, а также тонущую или затонувшую древесину, поскольку ею вызывается заграждение водной системы или создаются неудобства для передвижения или для рыбной ловли. При отсутствии таких последствий, древесина должна быть удалена до конца того же года.

Затонувшая или тонущая древесина может быть складываема на ближайшем берегу в местах, где наличие древесины причиняет наименьший ущерб или неудобства.

13. Сплавщикам надлежит тщательно заботиться о том, чтобы паромы могли переходить через водную систему, а также оказывать содействие и другим, следующим по водной системе средствам передвижения, если приспособления для сплава или сплавливаемые лесные материалы мешают передвижению.

Для обеспечения передвижения по водной системе, сплавщики должны снабжать боны пригодными для того проходами, если это необходимо.

14. Сплавщикам предоставляется разбирать, на время производства сплава, препятствующие последнему изгороди и части таковых, достигающие водной системы. При этом надлежит заботиться о том, чтобы этим не был причинен какой-либо ущерб. После прохождения сплава, изгороди и их части должны быть восстановлены сплавщиками, или за их счет, в прежнем виде.

15. Всякого рода отходы от сплавных работ (щепы, кора, сучья, прутья и т. п.), а также остающиеся на берегу бревна, должны быть ограждены от возможного их попадания в водную систему, а по окончании сплава они, а равно прочие отходы, должны быть убраны и свезены с берегов за пределы высшего стояния горизонтов весеннего половодья.

По окончании сплава, сплавные пути и их берега должны быть очищены от равнесенных лесных материалов, оставшихся от сплава.

16. Об окончании всех сплавных работ и после очистки береговых полос Уполномоченные Договаривающихся Государств будут взаимно уведомлять друг друга.

17. Расходы по содержанию и улучшению сплавных путей покрываются Договаривающимися Государствами в порядке, устанавливаемом соглашением Уполномоченных по данной водной системе. Эти расходы возмещаются владельцами сплавливаемых лесных материалов в виде особого фарватерного сбора, определяемого для каждой водной системы в порядке, установленном в пункте 3 статьи 3 настоящей Конвенции.

Суммы, причитающиеся с владельцев сплавливаемых материалов, вносятся этими лицами до начала сплава Уполномоченному своего Государства. По окончании сплава, Уполномоченные производят между собой расчет пропорционально расходам, которые каждое из Договаривающихся Государств несло по данной водной системе. Эти расчеты должны быть закончены не позднее 1 декабря текущего года.

Владельцы сплавливаемых лесных материалов должны также оплачивать равного рода услуги, оказанные им с их согласия во время сплава (предоставление материалов, рабочей силы и т. п.). Оплата этих расходов должна произ-

siitä lukien, kun apu annettiin. Valtuutetut voitat tämän artiklan 8 kohdassa mainituissa tapauksissa vahvistaa muitakin maksuaikoja.

18. Puutavaranomistajien tulee kunkin ottaa osaa yhteisiin menoihin lauttausvuoden kuluessa uittamansa matkan, mitattuna kilometreissä, ja puutavaramääränsä osoittamassa suhteessa.

Valtuutetut vahvistavat, mitä puutavaramääriä on pidettävä sellaisena lauttausyksikkönä, jonka perusteella nämä menot korvataan.

19. Vahingot, jotka aiheutuvat rannalle nousemisesta, lauttauksesta tai siitä johtuvista olosuhteista, on puutavaranomistajan korvattava omassa maassaan suoraan ja toisessa maassa oman maansa lauttausvaltuutetun tai hänen apulaisensa välityksellä vahinkoa kärsineille.

Elleivät asianomaiset sovi korvausmäärästä ja sen maksamisesta, toimittaa vahinkojen arvioimisen arviolautakunta, johon kuuluu kolme jäävitöntä arviomiestä. Tähän lautakuntaan nimittää kumpikin valtuutettu yhden jäsenen, ja nämä valitsevat yhteisesti kaksi puheenjohtajaa: toisen Sosialististen Neuvostotasavaltojen Liiton alueella tapahtuneiden vahinkojen arvioimiseksi ja toisen Suomen alueella tapahtuneiden vahinkojen arvioimista varten. Ellei puheenjohtajan vaalissa päästäisi yksimielisyyteen, määräävät lauttausvaltuutetut yhdessä puheenjohtajat tai, elleivät nämäkään pääsisi yksimielisiksi, määrää kumpikin hallitus puheenjohtajan oman maansa alueella tapahtuneiden vahinkojen arvioimista varten. Arviolautakunnan päätös on lopullinen ja asianomaisia velvoittava. Kukin lautakunta ryhtyy työhön heti lauttauksen päätyttyä siinä paikassa, missä vahinko on syntynyt.

Näiden lautakuntien jäsenten kulkeminen valtioiden välisen rajan yli heille kuuluvien tehtävään suorittamiseksi tapahtuu kunkin oman valtion rajaviranomaisten antamien asianmukaisten todistusten perusteella ja siinä järjestyksessä, joka on säädetty valtuutettujen kulkemisesta valtioiden välisen rajan yli.

20. Kaikissa tähän sopimukseen perustuvissa rahallisissa tilityksissä rahamäärät lasketaan Amerikan Yhdysvaltojen kultadollareissa ja maksetaan sellaisessa rahalajissa kuin valtuutetut sopivat.

21. Lauttauksen yhteydessä syntyvät riitakysymykset, joita ei saada ratkaistuksi valtuutettujen välisellä sopimuksella ja joista ei tässä sopimuksessa ole toisin määrätty, annetaan ratkaistaviksi diplomaattista tietä.

7 artikla.

Lauttausvirkaillijat ja työmiehet, jotka toimensa vuoksi ovat pakoitetut oleskelemaan toisen sopimusvaltion alueella, tulevat, jos Suomen ja Sosialististen Neuvostotasavaltojen Liiton välillä tehdään passiasioita koskeva erikoissopimus, nauttimaan niitä helpotuksia, mitkä tässä sopimuksessa vahvistetaan.

водиться в течение 10 дней с момента оказания соответствующей услуги. Уполномоченным предоставляется право устанавливать иные сроки оплаты расходов в случае применения постановлений пункта 8 настоящей статьи.

18. Сплавщики участвуют в общих расходах соразмерно протяжению пути в километрах и количеству сплавленных ими в данном сплавленном году лесных материалов.

Уполномоченные устанавливают количества лесных материалов, рассматриваемые в качестве сплавной единицы, облагаемой для погашения этих расходов.

19. Убытки, вызванные сходом на берег, сплавом или связанными с ним обстоятельствами, должны быть возмещены потерпевшему владельцем лесных материалов в своем Государстве непосредственно, а в другом Договаривающемся Государстве через посредство Уполномоченного своего Государства или его Помощника.

Если между заинтересованными лицами не состоялось соглашение размере возмещения и порядке его уплаты, то убытки эти оцениваются оценочной Комиссией в составе трех, не подлежащих отводу лиц. Каждый Уполномоченный назначает одного члена Комиссии, а эти последние избирают двух председателей: одного для оценки убытков, нанесенных на территории Союза С. С. Р. и другого — для оценки убытков, нанесенных на территории Финляндии. В случае разногласий по вопросу о выборе председателей, последние назначаются по взаимному соглашению между Уполномоченными. Если и Уполномоченные не смогут прийти к соглашению, то каждое Правительство назначит председателя для оценки убытков, нанесенных на его территории. Решения оценочной Комиссии окончательны и обязательны для заинтересованных лиц. Каждая Комиссия приступает к работам немедленно по окончании гонки в том месте где причинен ущерб.

Переход государственной границы членами этих Комиссий для выполнения лежащих на них обязанностей происходит на основании соответствующих удостоверений, выдаваемых пограничными властями их Государства и производится в порядке, установленном для перехода государственной границы Уполномоченными.

20. При всякого рода расчетах, производимых в силу постановлений настоящей Конвенции, соответствующие суммы будут исчисляться в золотых долларах Соединенных Штатов Америки и будут выплачиваться в той валюте, о которой условятся Уполномоченные.

21. Связанные со сплавом споры, которые не могут быть разрешены по соглашению между Уполномоченными, и о которых в настоящей Конвенции не содержится иных постановлений, передаются на разрешение дипломатическим путем.

Статья 7.

Состоящие при сплавных работах служащие и рабочие, которые по характеру своих работ вынуждены находиться на территории другого Договаривающегося Государства, будут, в случае заключения между Союзом ССР и Финляндией особого соглашения, касающегося паспортов, пользоваться льготами, установленными этим соглашением.

Siihen saakka, kunnes tällainen sopimus saadaan aikaan, on seuraava järjestys voimassa :

1. Rajaviranomaisten varmentama luettelo uittoa varten valtioiden välisen rajan yli lähtevistä virkailijoista ja työmiehistä on hyvissä ajoin ennen lähtöä valtioiden välisen rajan yli toimitettava toisen sopimusvaltion lähimmille paikallisille rajaviranomaisille, jotka ovat oikeutetut tarkastamaan passit. Passeina pidetään, paitsi tavallisia passeja, myöskin kummankin valtion rajaviranomaisten antamia todistuksia. Samassa järjestyksessä annetaan joka viikko ilmoitus virkailijoihin ja työmiehiin nähden tapahtuneista muutoksista.

2. Lauttausvirkailijat ja työmiehet eivät saa poistua kauvemaksi kuin sadan metrin päähän lauttauksen aikana vallitsevasta vedenrajasta. Rajan ylikäyntipaikat määrätään kulloinkin valtuutettujen tai heidän apulaistensa sopimuksensa.

Muistutus. Nämä säännökset koskevat myös lauttausväylien rakennustöissä työskenteleviä työmiehiä.

II.

Tämä sopimus muodostaa erottamattoman osan lokakuun 28 päivänä 1922 tehdystä sopimuksesta ja tulee voimaan heti kun molemmat sopimusvaltiot ovat sen ratifioineet. Ratifioimiskirjojen vaihto tapahtuu Helsingissä niin pian kuin mahdollista.

III.

Tätä sopimusta on laadittu kaksi suomen- ja vanäjänkielistä kappaletta ja ovat molemmat tekstit todistusvoimaisia.

Ylläolevan vakuudeksi ovat kummankin sopimusvaltion valtuutetut tämän sopimuksen allekirjoittaneet ja sineteillään vahvistaneet.

Moskovassa, 15 päivänä lokakuuta 1933.

(L. S.) E. J. KOSKENMAA.

(L. S.) Wilhelm JANSSON.

(L. S.) L. BERESOV.

(L. S.) M. GRINSTEIN.

(L. S.) KOLTSHANOVSKI.

До заключения этого соглашения устанавливается следующий порядок:

1. Удостоверенный пограничными властями именной список служащих и рабочих сплава, которые должны перейти государственную границу, должен быть передан заблаговременно до перехода государственной границы, ближайшим местным пограничным властям другого Договаривающегося Государства, которым предоставляется право проверки паспортов. Под паспортами подразумеваются, кроме обычных паспортов, также и свидетельства, выданные пограничными властями обоих Государств. В таком же порядке еженедельно передается сообщение о всех переменах в составе служащих и рабочих.

2. Служащие и рабочие сплава не имеют права отходить более чем на сто метров от существующей во время сплава линии берега. Пункты перехода государственной границы определяются в каждом отдельном случае по соглашению Уполномоченных или их Помощников.

Примечание : Настоящие правила распространяются также и на рабочих, занятых устройством сплавного пути.

II.

Настоящая Конвенция составляет неотъемлемую часть Конвенции от 28 октября 1922 года и вступит в силу немедленно по ее ратификации обоими Договаривающимися Государствами. Обмен ратификационными грамотами состоится в городе Гельсинки, в возможной скорости.

III.

Настоящая Конвенция составлена в двух экземплярах, каждый на русском и финском языках, причем оба ее текста аутентичны.

В удостоверение всего изложенного, Уполномоченные обоих Договаривающихся Государств подписали настоящую Конвенцию и скрепили ее своими печатями в городе Москве 15 октября 1933 года.

(М. П.) E. J. Koskenmaa.

(М. П.) Wilhelm Jansson.

(М. П.) L. Beresov.

(М. П.) М. Гринштейн.

(М. П.) Колчановский.

LOPPUPÖYTÄKIRJA.

Helsingissä lokakuun 28 päivänä 1922 puutavarain lauttauksesta vesistöissä, jotka juoksevat Suomesta Sosialististen Neuvostotasavaltojen Liiton alueelle ja päinvastoin, tehdyn sopimuksen muuttamista koskevan, tänään allekirjoitetun sopimuksen säännösten yhteydessä sopimusvaltioiden valtuutetut ovat sopineet seuraavasti :

Lokakuun 28 päivänä 1922 allekirjoitetun sopimuksen 1 artiklan kohdalla :

Oikeus lautata mereen saakka käsittää myöskin oikeuden paikalla, jossa joki laskee mereen, käyttää irtonaisena uitetun puutavaran lajittelemiseen ja lauttaanpanoon tarpeellista aluetta. Ellei sellaisessa paikassa ole uittajien yleisesti käytettäväksi varattua aluetta, myönnetään toisen sopimusvaltion uittajalle oikeus vuokrata sellainen alue, missä suhteessa sen valtion valtuutetun, jonka alueella joen suu sijaitsee, tulee antaa tarpeellista apua.

3 artiklan 1 kohdan kohdalla :

1. Sijaisekseen ja apulaisikseen nimittää kukin valtuutettu joko lauttauskysymyksiä hoitavia virkamiehiä, valtion rajavartioston toimihenkilöitä, yhteistalouksien edustajia, puuteollisuuden harjoittajia tai yksityisiä henkilöitä.

2. Lauttausvaltuutettujen ja heidän apulaistensa kulkemisen valtioiden välisen rajan yli tulee, mikäli mahdollista, tapahtua rajavartioston vartiopaikkojen kohdalla ja ylikulusta on vartiopaikkaan edeltäpäin tehtävä ilmoitus. Valtioiden välisen rajan ylikulkuun oikeuttavan viisumin määräaika on kolme kuukautta, elleivät valtuutetut keskenään sovi muusta määräajasta.

3 artiklan 3 kohdan kohdalla :

1. Joissa, joita pitkin kulkee valtioiden välinen raja, voidaan kummankin sopimusvaltion valtuutetun harkinnan mukaan poistaa vesistöön vierineitä kiviä y. m. vesistöön joutuneita esineitä, mikäli tämä ei aiheuta veden juoksun muuttumista ; tällaisten töiden suorittamisesta on ennakolta, vähintään 5 päivää aikaisemmin, annettava tieto toisen sopimusvaltion valtuutetulle tai tämän apulaiselle.

2. Sopimusvaltiot käsittävät edellämainitun kohden kolmannen kappaleen siten, että se ei tietenkään koske pienehköjä juoksevia menoja, jotka suoritetaan valtuutettujen uittajilta saamista varoista.

3 artiklan 4 kohdan kohdalla :

Lauttausvaltuutettujen on annettava rannan- ja vesialueiden omistajille tai haltijoille tieto vähintään 14 vuorokautta ennen toimitusta vain sellaisista katselmuksista, joissa on tarkoituksena

ЗАКЛЮЧИТЕЛЬНЫЙ ПРОТОКОЛ.

В связи с постановлениями подписанной сего числа Конвенции об изменении, заключенной 28 октября 1922 года Конвенции о сплаве лесных материалов по водным системам, простирающимся от территории Финляндии на территорию Союза С. С. Р., и наоборот, Уполномоченные Договаривающихся Государств условились о следующем:

По статье 1 Конвенции от 28 октября 1922 года.

Право сплава вплоть до моря включает также и право пользоваться у места впадения реки в море соответствующим участком для сортировки и сплотки сплавленной россыпью древесины. Если в таком месте не имеется участка, отведенного для общего пользования сплавщикам, сплавщику другого Договаривающегося Государства предоставляется право аренды такого участка, в чем Уполномоченный Государства, в котором находится устье реки, будет оказывать необходимое содействие.

По пункту 1 статьи 3.

1) Каждый Уполномоченный назначает своим Заместителем и своими Помощниками, либо должностных лиц ведающих вопросами сплава, либо членов государственной пограничной охраны, представителей коллективных хозяйств, лесопромышленников или частных лиц.

2) Переход государственной границы Уполномоченными и их Помощниками будет, по возможности, происходить в местах расположения постов пограничной охраны и с предварительного оповещения о том этих постов. Срок действия виз на переход государственной границы будет равен трем месяцам, если Уполномоченные не установят, по соглашению между собой, иные сроки.

По пункту 3 статьи 3.

1) На реках, вдоль которых проходит линия государственной границы, сплавной путь может быть очищаем от камней и других попавших в него предметов, если в результате этих работ не изменяется водный режим, по усмотрению Уполномоченного каждого Договаривающегося Государства и с обязательным предупреждением о том, по меньшей мере за 5 суток, Уполномоченного другого Договаривающегося Государства или Помощника этого Уполномоченного.

2) Договаривающиеся Государства понимают абзац третий вышеуказанного пункта в том смысле, что он, само собой разумеется, не касается мелких текущих расходов, покрываемых за счет сумм, полученных Уполномоченными от сплавщиков.

По пункту 4 статьи 3.

Уполномоченные обязаны сообщать владельцам береговых и водных участков, а также пользователям таковых, по крайней мере за 14 суток до осмотра, лишь о таких

suunnitella uusia väylätoita tai arvioida alueiden omistajille tai haltijoille aiheutettuja vahinkoja tai uiton tähden lunastaa heille kuuluvaa omaisuutta tai supistaa sellaisen omaisuuden käyttöoikeutta.

Muista katselmuksista, mikäli ilmoittaminen niistä ensinkään on tarpeen, saadaan kiireellisissä tapauksissa ilmoittaa lyhyemmässäkin ajassa.

3 A artiklan 19 kohdan kohdalla :

Ranta- tai vesialueen omistajat ja haltijat ovat oikeutetut saamaan korvauksen lauttausväylän rakennustöiden tai itse lauttauksen heille aiheuttamasta vahingosta tai haitasta, mutta eivät voi vaatia maksua siitä, että lauttaus toimitetaan heidän alueensa kautta.

Hyväksyessään edelläolevat säännökset sopimuspuolten valtuutetut ovat sopineet siitä, ettei tämän sopimuksen eikä myöskään 28 päivänä lokakuuta 1922 tehdyn sopimuksen voida katsoa missään suhteessa muuttavan Suomen ja Sosialististen Neuvostotasavaltojen Liiton välillä voimassa-olevoin sopimusten säätämää, puhtaasti rajatapahtumain luontoisten välikohtausten ja selkkausten selvittämisjärjestystä.

Tätä loppupöytäkirjaa on laadittu kaksi suomen- ja venäjänkielistä kappaletta, ja molemmat tekstit ovat yhtä todistusvoimaisia.

Edelläolevan vakuudeksi sopimuspuolten valtuutetut ovat allekirjoittaneet tämän ppupöytäkirjan Moskovassa 15 päivänä lokakuuta 1933 ja vahvistaneet sen sineteillään.

(L. S.) E. J. KOSKENMAA.

(L. S.) L. BERESOV.

(L. S.) Wilhelm JANSSON.

(L. S.) M. GRINSTEIN.

(L. S.) KOLTSHANOVSKI.

Pour copie conforme :

Erkki Reijonen,

Chef des Archives

du Ministère des Affaires étrangères.

осмотрах, целью которых является организация новых сплавных путей, оценка ущербов, нанесенных собственникам или пользователям участков, или же приобретение для нужд сплава от этих лиц принадлежащего им имущества или ограничение пользования таким имуществом.

Сроки других осмотров, если извещение о них вообще необходимо, могут быть сокращены в спешных случаях.

По пункту 19 статья 3-А.

Собственники и пользователи береговых или водных участков имеют право на возмещение убытков или ущербов, вызванных сооружением сплавного пути или самим сплавом, но не могут требовать платы за то, что сплав производится через их участки.

Принимая вышеизложенные постановления, Уполномоченные Договаривающихся Государств условились, что настоящая Конвенция, а равно Конвенция от 28 октября 1922 года, не могут пониматься как изменяющие в чем либо общий порядок разрешения чисто пограничных инцидентов и конфликтов, установленный действующими между Финляндией и Союзом С. С. Р. Соглашениями.

Настоящий Заключительный Протокол составлен в двух экземплярах на русском и финском языках каждый, причем оба текста аутентичны.

В удостоверение всего изложенного, Уполномоченные Договаривающихся Государств подписали настоящий Заключительный Протокол и скрепили его своими печатями в городе Москве 15 октября 1933 года.

(М. П.) E. J. KOSKENMAA.

(М. П.) Wilhelm JANSSON.

(М. П.) L. BERESOV.

(М. П.) М. Гринштейн.

(М. П.) Колчановский.

Pour copie conforme :

Erkki Reijonen,

*Chef des Archives
du Ministère des Affaires étrangères.*

¹ TRADUCTION.

N^o 3439. — CONVENTION PORTANT MODIFICATION A LA CONVENTION DU 28 OCTOBRE 1922, ENTRE LA FINLANDE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES, RELATIVE AU FLOTTAGE DES BOIS SUR LES COURS D'EAU COULANT DU TERRITOIRE DE LA FINLANDE SUR LE TERRITOIRE DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES ET *VICE VERSA*. SIGNÉE A MOSCOU, LE 15 OCTOBRE 1933.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE et LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES, considérant que la Convention du 28 octobre 1922 relative au flottage des bois sur les cours d'eau coulant du territoire de la Finlande sur le territoire de l'Union des Républiques soviétiques socialistes et *vice versa* appelle certaines modifications et certains compléments, ont décidé de conclure la présente convention comportant ces modifications et compléments et ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

MM. E. J. KOSKENMAA et G. W. JANSSON ;

LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES :

MM. L. E. BEREZOFF, M. L. GRINSTEIN et N. P. KOLTCHANOVSKY ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

I.

Considérant qu'il est conforme à leurs intérêts réciproques de simplifier et de faciliter les opérations de flottage, les deux Etats contractants conviennent de modifier les articles ci-après de la Convention du 28 octobre 1922 et d'y inclure un nouvel article 3 A, les articles en question étant rédigés comme suit :

Article 2.

Sur les cours d'eau qui, prenant naissance sur le territoire de l'un des Etats contractants, ne traversent qu'une seule fois la frontière, les floteurs de l'un des Etats contractants ont le droit de flotter du bois sur le territoire de l'autre Etat contractant par le système commun de flottage le plus court, en se conformant aux règles établies par les lois et règlements en vigueur dans ce dernier Etat.

Si les intérêts des floteurs de l'un des Etats contractants exigent que des travaux soient effectués sur les voies de flottage visées au présent article et se trouvant sur le territoire de l'autre Etat contractant, ces travaux ne peuvent être effectués qu'en observant les lois et règlements en

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3439. — CONVENTION MODIFYING THE CONVENTION OF OCTOBER 28TH, 1922, BETWEEN FINLAND AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS REGARDING THE FLOATING OF TIMBER DOWN WATERCOURSES FLOWING FROM FINNISH TERRITORY INTO THE TERRITORY OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS AND *VICE VERSA*. SIGNED AT MOSCOW, OCTOBER 15TH, 1933.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND and THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS, considering that the Convention of October 28th, 1922, regarding the floating of timber down watercourses flowing from Finnish territory into the territory of the Union of Soviet Socialist Republics and *vice versa* calls for certain amendments and amplifications, have decided to conclude the present Convention, embodying these amendments and amplifications, and have appointed for this purpose as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

MM. E. J. KOSKENMAA and G. W. JANSSON ;

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

MM. L. E. BEREZOFF, M. L. GRINSTEIN and N. P. KOLTCHANOVSKY ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

I.

Considering that it is to their common interest to simplify and expedite floating operations, the two Contracting States agree to amend the following Articles of the Convention of October 28th, 1922, and also to include in the Convention a new Article 3A, these Articles to read as follows :

Article 2.

In the case of watercourses which, having their sources in the territory of one of the Contracting States, only cross the State frontier once, the floaters of the one Contracting State shall have the right to float timber into the territory of the other Contracting State along the shortest common floating route, and in accordance with the rules laid down in the laws and regulations in force in that State.

If the interests of the floaters of the one Contracting State require any operations to be carried out on the logging routes referred to in the present Article and situated in the territory of the other Contracting State, such operations may only be executed subject to observance of the laws and

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

vigueur sur ce territoire. Les demandes visant l'exécution de travaux seront remises par les organisations ou personnes intéressées mentionnées à l'article 3 de la présente convention aux délégués de l'Etat auquel elles ressortissent, lesquels les transmettront aux délégués de l'autre Etat contractant. Les décisions prises au sujet de ces demandes seront notifiées aux requérants par l'intermédiaire de ces mêmes délégués. Les Etats contractants s'engagent à examiner ces demandes avec bienveillance.

Article 3.

Sur les cours d'eau qui, prenant naissance sur le territoire de l'un des Etats contractants, traversent la frontière sur plusieurs points ou constituent la frontière entre les deux Etats contractants, le flottage du bois, à partir du point où le système de voies fluviales traverse la frontière pour la première fois, ou commence, pour la première fois, à constituer la frontière, jusqu'au point où il passe définitivement sur le territoire de l'autre Etat contractant, s'effectuera conformément aux règles établies au présent article ainsi qu'à l'article 3A. Dans les autres parties de ces cours d'eau, il est fait application des règles énoncées à l'article 2 de la présente convention :

1. La surveillance générale du flottage du bois sur chaque cours d'eau, la fixation des conditions dans lesquelles ce flottage doit être effectué, la conciliation des intérêts des flotteurs avec ceux des propriétaires de fonds riverains ou d'eaux, ainsi qu'avec les intérêts des occupants de ces fonds et eaux, et, enfin, le règlement de toutes questions ayant trait au flottage sont confiés à des délégués préposés au flottage, désignés par les Etats contractants à raison d'un délégué de chaque Etat pour un système donné de voies fluviales.

Les noms et prénoms de ces délégués ainsi que les lieux de leur résidence permanente seront notifiés réciproquement par la voie diplomatique.

Chaque délégué a le droit, s'il le juge nécessaire, de désigner un suppléant bénéficiant de tous les droits du délégué et agissant sous la responsabilité de ce dernier, ainsi qu'un ou plusieurs adjoints qui seront chargés du règlement des questions courantes relatives au flottage. Les délégués se communiquent réciproquement les noms et prénoms de ces personnes ainsi que les lieux de leur résidence permanente.

Les délégués et leurs adjoints ont le droit de correspondre directement entre eux au sujet de tout ce qui a trait aux questions concernant le flottage ; ils auront également le droit, dans l'exercice de leurs fonctions, de passer la frontière en vertu de certificats de service à eux délivrés, visés par les autorités de frontière des Etats contractants pour une durée déterminée.

2. Les décisions des délégués sont prises à l'unanimité.

En cas de divergences entre les délégués au sujet d'une question devant être réglée d'urgence, ceux-ci en référeront immédiatement à leurs gouvernements respectifs, qui prendront, dans le plus bref délai possible, des mesures en vue du règlement par la voie diplomatique de la question en litige.

3. L'entretien des voies de flottage, l'exécution de travaux pour l'amélioration de ces voies, l'établissement d'installations de caractère permanent servant au flottage, ainsi que toutes mesures ayant pour objet la régularisation du flottage, sont assurés conformément aux décisions prises en commun par les délégués. Ces décisions sont prises sous forme de protocoles.

Dans ces protocoles, il doit être indiqué notamment de quelle manière devront être aménagées les voies de flottage et comment elles doivent être entretenues ; de quelle manière (à bûches perdues ou par trains de bois) devra s'effectuer le flottage du bois ; si dans un système donné de voies fluviales seul est autorisé le flottage par flots communs ou si l'on estime également possible de procéder au flottage par flots particuliers ; de quelle manière il convient de prévenir et de supprimer les obstacles à l'écoulement des eaux, etc.

Les protocoles constatant la nécessité d'exécuter des travaux entraînant des dépenses pour les Etats contractants ou pouvant provoquer une hausse dangereuse du niveau

regulations in force in that territory. Requests for such work to be carried out shall be submitted by the organisations or persons concerned referred to in Article 3 of the present Convention to their Government Delegates, who will transmit these applications to the Delegates of the other Contracting State. The decisions adopted on such applications shall be notified to the applicants through the same Delegates. The Contracting States undertake to give favourable consideration to such applications.

Article 3.

In the case of watercourses which, having their sources in the territory of one of the Contracting States, cross the State frontier at several points or form the frontier between the Contracting States, the floating of timber as from the point where the watercourses for the first time either cross the State frontier or become a frontier watercourse up to the point where the said system finally enters the territory of the other Contracting State, shall be effected in accordance with the rules in the present Article, and also in Article 3A. On the other sections of such watercourses the rules laid down in Article 2 of the present Convention shall be applied :

1. The general supervision of timber-floating over the various watercourses, the determination of the conditions governing such floating, the reconciliation of the interests of floaters with the interests of owners of areas of bank and waterway, and also the settlement of all questions relating to floating, shall devolve on the Delegates for timber-floating questions, one of whom shall be appointed by each Contracting State for a given waterways system.

Particulars of the surnames and Christian names of these Delegates and also of their permanent places of residence shall be exchanged through the diplomatic channel.

Each Delegate shall have the right, if he considers it necessary, to appoint a deputy holding the same rights as the Delegate and acting under his responsibility, and also one or more assistants who shall be responsible for settling routine questions of timber-floating. Delegates shall notify one another of the surnames and Christian names of such persons and also of their permanent places of residence.

Delegates and their assistants shall have the right to correspond direct with one another on all questions relating to timber-floating, and also, when on duty, to cross the State frontier on the strength of the service documents issued to them and *visé* by the frontier authorities of the Contracting States for specific periods.

2. The decisions of Delegates shall be taken unanimously.

Should differences of opinion arise between Delegates on questions requiring urgent settlement, they must immediately report the fact to their Governments, who shall take steps to settle the matter in dispute as promptly as possible through the diplomatic channel.

3. The maintenance in proper condition of logging channels, the execution of work for the improvement of such channels, the erection of permanent plant for timber-floating purposes, and also all steps for regulating timber-floating, shall be carried out in accordance with decisions taken jointly by Delegates. These decisions shall be adopted in the form of Minutes.

These Minutes shall, in particular, specify how logging channels should be constructed and how they should be maintained ; how timber should be floated (whether by separate logs or in floats) ; whether, on a particular waterways system, rafting should be allowed only in mixed floats, or whether it is considered possible also to raft logs in individual consignments ; how obstacles to the flow of water should be obviated and removed, etc.

Minutes certifying the necessity for carrying out operations involving financial outlay for the Contracting States, or likely to produce a dangerous rise in the water level,

de l'eau, affecter l'état du chenal ou porter préjudice à la pêche ou à la pisciculture, devront être ratifiés par les organes centraux des Etats contractants compétents en matière de flottage.

4. Dans l'accomplissement des fonctions qui leur sont confiées, les délégués et leurs adjoints ont le droit de procéder sur les lieux aux inspections qui s'avéreront nécessaires. Si une inspection à laquelle il doit être procédé peut aboutir à une décision de nature à affecter les intérêts des propriétaires de fonds riverains ou d'eaux, le délégué ou son adjoint doit informer de l'inspection qu'il se propose de faire les intéressés résidant sur le territoire de l'Etat dont il relève, au plus tard quatorze jours avant l'inspection. Ces personnes ont le droit d'assister aux inspections et de prendre la défense de leurs intérêts.

5. Si, pour la régularisation, l'élargissement ou l'amélioration d'une voie de flottage, il est indispensable d'acquérir le droit d'utilisation, aux fins du flottage, d'un fonds de terre ou d'eau appartenant à une tierce personne, la question du transfert de ce fonds, au cas où il n'interviendrait pas un accord à l'amiable avec son propriétaire, sera tranchée conformément à la procédure établie en matière d'expropriation de biens pour cause d'utilité publique dans l'Etat dans lequel se trouve le fonds en question.

Remarque : Les règlements de flottage établis conformément aux dispositions de la Convention du 28 octobre 1922 restent en vigueur en ce qui concerne celles de leurs dispositions qui ne sont pas contraires à la présente convention, à moins que les délégués ne conviennent de l'abrogation totale de tel ou tel règlement.

Article 3 A.

Le flottage du bois sur les cours d'eau visés à l'article 3 de la présente convention s'effectuera conformément aux règles ci-après :

1. Tout propriétaire de bois doit, chaque année avant le 1^{er} janvier, remettre en deux exemplaires au délégué de l'Etat auquel il ressortit, des données préliminaires concernant la quantité de bois qu'il se propose de préparer et expédier par un système donné de voies fluviales dans le courant de la prochaine période de flottage.

2. Tout propriétaire de bois destiné à être flotté doit, jusqu'au 1^{er} mars, présenter pour approbation au délégué de l'Etat auquel il ressortit, deux reproductions en grandeur naturelle de son poinçon. Le dessin du poinçon doit être approuvé par les deux délégués avant d'être utilisé. Le propriétaire du bois a l'obligation absolue de marquer de ce poinçon tout le bois flotté par lui. Cette règle ne s'applique pas aux petits lots de bois flottés sur de petits parcours et pour les besoins de leur exploitation personnelle par les propriétaires ou occupants locaux de fonds de terre.

Si, contrairement à la règle énoncée ci-dessus, il est amené sur des cours d'eau du bois non marqué d'un poinçon approuvé, les délégués peuvent convenir de la vente aux enchères publiques de ce bois si son propriétaire n'est pas identifié dans un délai de trois mois.

3. Tout propriétaire de bois est tenu de désigner sur le territoire de l'Etat auquel il ressortit un représentant auquel les personnes intéressées pourraient s'adresser pour les affaires concernant les pertes et dommages subis par eux du fait du flottage. De tels représentants seront désignés : en Finlande, dans chaque commune riveraine du système donné de voies fluviales ; dans l'Union des Républiques soviétiques socialistes, dans l'arrondissement (*raïon*) correspondant. Tous les rapports entre les ressortissants de l'un des Etats contractants et les représentants des propriétaires de bois de l'autre Etat contractant auront lieu par l'intermédiaire des délégués ou de leurs adjoints. Tout propriétaire de bois est tenu de notifier, avant le 15 avril, la désignation de son représentant et son lieu de résidence au délégué de l'Etat auquel il ressortit, qui en informera le délégué de l'autre Etat contractant.

Les noms et prénoms des représentants susmentionnés, leurs lieux de résidence ainsi que les dessins approuvés des poinçons destinés à marquer le bois sont portés par chaque délégué à la connaissance des ressortissants de l'Etat dont il relève.

to impair the channel or to spoil fishing or fish-breeding, must be approved by the central organisations of the Contracting States dealing with timber-floating questions.

4. In the discharge of the duties devolving upon them, Delegates and their assistants shall have the right to carry out the necessary inspections on the spot. If an impending inspection may lead to a decision likely to affect the interests of the owners of areas of the bank or waterway, the Delegate or his assistant must give notice of the proposed inspection to the persons concerned residing in the territory of his State, fourteen days at least before the inspection. These persons shall have the right to attend inspections and defend their interests.

5. If, in order to regulate, widen or improve the logging channel, it is necessary to acquire the right to utilise for timber-floating purposes an area of land or water owned by a third party, the question of the transfer of such area shall, if no amicable agreement on the subject is arrived at with its owner, be settled in accordance with the procedure laid down for the expropriation of property, in the interests of public utility, in the State in which the area in question is situated.

Note : The sections of the Timber-Floating Regulations drawn up in accordance with the provisions of the Convention of October 28th, 1922, that do not conflict with the present Convention shall remain in force unless Delegates agree to the complete abrogation of a particular Regulation.

Article 3A.

The floating of timber over the watercourses referred to in Article 3 of the present Convention shall be carried out in accordance with the following rules :

1. Every timber owner shall annually, before January 1st, submit to his Government Delegate in duplicate preliminary particulars of the quantity of timber he proposes to prepare and transport over a particular waterways system during the ensuing logging season.

2. Every owner of timber to be floated shall, by March 1st, submit for the approval of his Government Delegate a full-size facsimile in duplicate of his mark. The design of the mark must be approved by both Delegates before use. It is absolutely essential for a timber owner to brand all timber rafted by him with his mark. This rule shall not apply to small lots of timber rafted by local owners or lessees of land over short distances and for their own domestic requirements.

If, notwithstanding the foregoing rule, timber not branded with an approved mark is brought on to watercourses, the Delegates may agree to sell such timber by public auction if the owner of such timber is not traced within a period of three months.

3. Every owner of timber must appoint on the territory of his State a representative to whom interested parties can refer in matters relating to the loss or damage caused to such parties by timber-floating. These representatives shall be appointed : in Finland, in every commune contiguous with a particular waterways system ; and in the Union of Soviet Socialist Republics, in the district (*raïon*) concerned. All communications between nationals of one Contracting State and the representatives of timber owners of the other Contracting State shall be passed through the Delegates or their assistants. Notice of the appointment of a representative and of his place of residence must be given by every timber owner before April 15th to the Delegate of his Government, who shall inform the Delegate of the other Contracting State.

Each Delegate shall notify the nationals of his State of the surnames and Christian names of the above-mentioned representatives, their addresses and also the designs of marks approved for timber.

4. Tout propriétaire de bois destiné à être flotté est tenu, avant le 15 avril, de présenter au délégué de l'Etat auquel il ressortit des données définitives et détaillées au sujet de la quantité et de la qualité du bois qu'il se propose de flotter dans l'année en cours sur un système donné de voies fluviales, ainsi que des points où doit commencer et finir le flottage.

5. Les délégués se communiquent réciproquement les données mentionnées aux points 1 à 4 du présent article, dans les quatorze jours à compter de l'expiration des délais indiqués auxdits points.

Si un propriétaire de bois ne présente pas ces données ou s'il les présente avec retard, il peut être frappé, à la discrétion des délégués, d'une amende ne dépassant pas 50 % des droits de flottage dus par lui.

Si, sur un système donné de voies fluviales, il n'est pas perçu de droits de flottage, l'amende ci-dessus sera calculée par les délégués de manière à ne pas dépasser 50 % des droits de flottage en vigueur sur le système de voies fluviales le plus proche, qui auraient été perçus sur le bois dudit propriétaire si ce bois avait été flotté par ce dernier système.

Le montant ainsi perçu et les sommes produites par la vente des bois non marqués d'un poinçon approuvé, visés au point 2 du présent article, seront affectés aux dépenses d'aménagement et d'entretien de la voie de flottage.

6. Les délégués doivent discuter ensemble du plan et des conditions du flottage futur.

Les délégués peuvent, de leur propre chef ou à la demande d'un des propriétaires de bois, convoquer une assemblée de tous les propriétaires intéressés au flottage du bois sur un système donné de voies fluviales, pour discuter en commun des conditions de la mise à flot des bois dans ce système, de l'ordre dans lequel s'effectuera le flottage, de la sauvegarde des intérêts de chaque flotteur en cas de flottage par flots communs, du flottage pendant les intervalles, etc.

En cas de divergences entre les propriétaires de bois, les questions en litige sont tranchées par les délégués. Si un accord n'intervient pas entre ces derniers, le bois sera flotté pour le compte commun de tous les propriétaires. Les délégués établiront les conditions et l'ordre de ce flottage en en confiant l'exécution, soit à leurs adjoints, soit à des personnes spécialement désignées à cet effet.

7. Tout propriétaire de bois peut procéder au flottage pour son propre compte, sauf dans le cas visé au point précédent.

Le flottage doit s'effectuer le plus rapidement possible et de manière à sauvegarder pour le mieux les intérêts des propriétaires de tout le bois flotté ; le flottage du bois peut être effectué en toute saison si les conditions naturelles le permettent.

Lorsque le flottage du bois s'effectue par trains, ceux-ci devront, dans les parties des cours d'eau qui longent la frontière, passer à l'intérieur des limites territoriales de l'Etat en provenance duquel s'effectue le flottage si, dans ces parties, les voies de flottage sont suffisamment larges et profondes et si, en général, cela est possible sans difficultés spéciales ni dépenses supplémentaires. Dans les parties en question, il n'est permis d'arrêter les trains de flottage sur la rive de l'autre Etat contractant et de descendre sur cette rive que dans des cas de force majeure (atterrissage des trains de bois sous la poussée du vent, dispersion des trains, échouage des trains sur la berge, etc.). En pareil cas, les flotteurs, sans quitter l'endroit où ils sont descendus à terre, prendront toutes les mesures nécessaires pour que les trains de bois puissent poursuivre leur route le plus tôt possible. Les représentants de la garde-frontière des Etats contractants devront prêter aux flotteurs le concours nécessaire.

Si plusieurs flotteurs procèdent simultanément au flottage du bois sur un même système de voies fluviales, chacun d'eux doit veiller à ce que le flottage de son bois s'effectue de manière à ne pas faire naître pour les autres des obstacles ou des inconvénients qu'il est possible d'éviter. En particulier, le tirage du bois à terre aux points terminus du flottage, si ceux-ci se trouvent à proximité de la frontière, doit s'effectuer sans retard et

4. Every owner of timber to be floated must submit to his Government Delegate before April 15th final and detailed particulars of the quantity and quality of the timber he proposes to float in the current year over a particular waterways system, and also of the points where floating will begin and end.

5. Delegates shall communicate to one another the particulars referred to in paragraphs 1 to 4 of the present Article within 14 days after the expiry of the periods referred to in the said paragraphs.

If a timber owner does not submit these particulars, or submits them late, he may, at the discretion of the Delegates, be mulcted in a fine not exceeding 50 % of the rafting dues payable by that owner.

If no rafting dues are levied on a particular waterways system, the said money fine shall be computed by the Delegates at a rate not exceeding 50 % of the rafting dues which are current on the nearest waterways system and which would be payable on the timber of the said proprietor if he floated it down that waterways system.

The proceeds of such fines, together with those of the sale of the timber without approved brand-marks referred to in paragraph 2 of the present Article, shall be applied to defraying the cost of constructing and maintaining the logging channel.

6. Delegates must jointly discuss the plan and conditions of the next timber-floating season.

Delegates may on their own initiative or at the request of one of the timber proprietors convene a meeting of all proprietors interested in timber-floating over a given waterways system for joint discussion of questions concerning loading of logs on the said waterways system, of the order of rafting, of safeguarding the interests of individual timber-floaters when mixed floats are rafted, of timber-floating during intervals, etc.

If timber owners fail to agree, the points at issue shall be decided by the Delegates. If the latter cannot come to an agreement, timber shall be rafted for the joint account of all the proprietors. The Delegates shall lay down the conditions and the order of such rafting and delegate its execution either to their assistants or to persons specially appointed for the purpose.

7. Every timber proprietor may raft timber for his own account, except in the case referred to in the above paragraph.

Rafting must be carried out with the greatest possible despatch and in such a manner as to safeguard in the best possible way the interests of the owners of all the timber rafted ; timber may be rafted at any season of the year when natural conditions permit.

When timber is rafted in floats, the latter must in those sections of the watercourses skirted by the State frontier and where the channels are sufficiently wide and deep, and where in general it is possible to do so without difficulty and extra expense, keep within the boundary of the State from which the timber came. In these sections of the waterways rafts may stop near the shores of the other Contracting State and crews land on the bank only in cases of *force majeure* (rafts driven into the bank by the wind, break up of rafts, rafts stranded on a shoal, etc.). In such cases, raftsmen must stay where they land and do their best to send the rafts on their way as soon as possible. Representatives of the Frontier Guard of the Contracting States must in such cases give raftsmen the necessary assistance.

If several timber floaters raft timber simultaneously over one and the same waterways system, each must take care to see that his timber is so rafted as not to cause avoidable obstruction or inconvenience to the other. In particular, the unloading of rafted timber at the terminal points of rafting situated near the State frontier must be carried out without delay and in the shortest possible time. If negligence is shown in this respect

dans le plus bref délai possible. En cas de négligences à cet égard, dûment constatées par les délégués, le coupable sera tenu de payer les dommages et les pertes résultant du ralentissement du flottage.

8. Si les délégués conviennent que le flottage doit s'effectuer à l'aide de la main-d'œuvre de la Partie contractante sur le territoire de laquelle a lieu en partie le flottage, cette main-d'œuvre sera fournie par le délégué ou par son adjoint pour toute la durée du flottage sur ledit territoire.

9. Pendant le flottage, les flotteurs sont autorisés à établir librement des estacades et autres installations provisoires servant au flottage, aux points où cela est nécessaire pour effectuer le flottage ou pour éviter un dommage. Ces estacades et installations ne doivent pas faire obstacle à l'écoulement des eaux, au passage du poisson se rendant vers les frayères et les lieux de pêche, et ne doivent pas non plus gêner sensiblement le trafic sur les cours d'eau.

L'établissement d'estacades transversales en cas de flottage à bûches perdues est autorisé, mais à condition que ces estacades ne soient pas établies dans le voisinage d'agglomérations, ni en des endroits où elles peuvent provoquer une hausse sensible du niveau de l'eau.

Les ponts, débarcadères, bains et autres installations se trouvant sur les cours d'eau devront, dans la mesure où cela est nécessaire, être munis pendant la saison de flottage de dispositifs les protégeant contre tous dommages.

10. Le bois dont le flottage se termine dans le courant d'une année à partir de la coupe peut être flotté non écorcé. Dans le cas contraire, le bois doit être écorcé, à moins que, pour des raisons spéciales, le flotteur n'ait été dispensé de cette obligation. Le lieu et la méthode d'écorçage doivent être choisis de manière que l'écorce ne soit pas entraînée dans les cours d'eau.

11. Les ouvriers chargés du flottage ont le droit, en se conformant aux dispositions de l'article 7 de la présente convention, de passer et de séjourner sur la rive appartenant à l'autre Etat contractant :

1^o Pour effectuer les travaux prévus par la présente convention (points 6, 9, 12-15 du présent article) ;

2^o Pour effectuer le flottage et notamment pour établir des installations servant au flottage, diriger le mouvement du bois, protéger le bois contre les ruptures et frottements, débarrasser la rive et les voies de flottage des bois, déchets de flottage, etc. ; et enfin

3^o En cas de nécessité, pour exécuter les décisions des délégués.

Toutefois, il n'est permis de descendre à terre et de traverser les cours, jardins, parcs et lieux d'entreposage que dans les cas où il est impossible de l'éviter à l'aide de dispositifs spéciaux de flottage ou de toute autre manière.

Lors de leur séjour sur le territoire de l'autre Etat contractant, dans la zone riveraine de cent mètres mentionnée à l'article 7 de la présente convention, les ouvriers devront, dans la mesure du possible, utiliser les routes et sentiers se trouvant dans cette zone.

12. Les flotteurs devront, dès qu'ils s'en seront aperçus ou dès qu'ils en auront été informés, enlever les pièces de bois arrêtées par les roches barrant le cours d'eau ou rejetées par l'eau sur la rive, ainsi que les pièces de bois immergées ou sur le point d'être immergées, pour autant qu'il en résulte un encombrement des cours d'eau ou des inconvénients pour le trafic ou la pêche. S'il n'y a pas de telles conséquences, les pièces de bois devront être enlevées avant la fin de la même année.

Les pièces de bois immergées ou sur le point d'être immergées devront être entassées sur la rive la plus proche en des endroits où leur présence ne cause aucun dommage ni ne présente aucun inconvénient.

and duly proved by the Delegates, the guilty party shall be bound to make good the loss and damage sustained as a result of delay in rafting.

8. If the Delegates agree that rafting must be carried out by the labourers of the Contracting Party through whose territory part of the rafting is being effected, such labourers must be supplied by the Delegate or his assistant for the whole period of rafting through such territory.

9. During timber-floating, raftsmen shall be permitted to place booms and other temporary rafting erections at such points where this is necessary for carrying out rafting or preventing damage. These booms and erections must not hinder the flow of water or the passage of fish towards their spawning-places and fisheries and must also not materially obstruct traffic on watercourses.

Cross-booms may be erected when logs are floated separately, but on condition that they are not placed near villages or points where they might cause a considerable rise in the water-level.

Bridges, landing-stages, bathing-places and other erections on watercourses must be protected so far as necessary during the rafting season by devices safeguarding them against damage.

10. Timber, the rafting of which is completed within one year from the date of felling, may be floated with the bark on. Other timber must have the bark removed, unless for special reasons the timber floater has been released from this obligation. The bark must be removed in such a place and in such a manner that it does not fall into the watercourses.

11. Subject to observance of the provisions of Article 7 of the present Convention, labourers engaged in timber-floating shall be entitled to land and remain on the bank of the other Contracting State :

(1) In order to carry out the operations referred to in the present Convention (paragraphs 6, 9, 12-15 of the present Article) ;

(2) For timber-floating purposes, more particularly for the erection of timber-floating installations, controlling the movement of logs, protecting timber from breakage and jamming, clearing the banks and logging-channels of timber, timber-floating refuse, etc. ; and also

(3) Where necessary, for executing the decisions of the Delegates.

Nevertheless, landing on the bank and the crossing of yards, gardens, parks and store premises shall only be permitted where it is impossible to avoid this by means of rafting devices or other methods.

When within the 100-metre zone, referred to in Article 7 of the present Convention, on the bank of the other Contracting State, the labourers must, as far as possible, utilise the roads and paths in that zone.

12. As soon as they have noticed it or after they have been informed thereof, timber floaters must immediately remove the timber that has collected on rapids, that has been cast up by the stream on the shore and also timber that is submerged or on the point of sinking, so far as this would result in obstructing the watercourses or inconveniencing traffic or fishing. Should no such consequences result, the timber must be removed before the end of the same year.

Pieces of timber submerged or on the point of sinking must be piled on the nearest bank at points where they will cause no damage or inconvenience.

13. Les flotteurs sont tenus de veiller soigneusement à ce que les bacs puissent traverser le cours d'eau ; ils sont également tenus de prêter leur concours aux autres moyens de transport naviguant sur les cours d'eau, si les dispositifs de flottage ou le bois flotté gênent leur mouvement.

Pour assurer le trafic sur les cours d'eau, les flotteurs devront, en cas de nécessité, aménager dans les estacades des passages appropriés.

14. Les flotteurs ont le droit d'enlever, pendant que s'effectue le flottage des bois, les clôtures et les parties de clôtures attenantes aux cours d'eau qui entravent les opérations de flottage. Ils veilleront à ce qu'il n'en résulte aucun dommage. Après le passage du bois flotté, les clôtures et leurs parties seront rétablies dans leur ancien état par les flotteurs ou à leurs frais.

15. Les déchets de toute sorte résultant des opérations de flottage (copeaux, écorces, branches, brindilles, etc.) ainsi que les billes laissées sur la berge devront être disposés de manière à éviter qu'ils ne soient entraînés dans le cours d'eau ; à la fin des opérations de flottage, ils devront, ainsi que tous les autres déchets, être enlevés et éloignés des berges, au delà de la ligne la plus élevée atteinte par les hautes eaux du printemps.

A la fin des opérations de flottage, les voies de flottage et leurs berges devront être débarrassées du bois épars restant après le flottage.

16. Les délégués des Gouvernements contractants devront s'informer réciproquement de la fin de toutes les opérations de flottage, après le nettoyage des zones riveraines.

17. Les dépenses d'entretien et d'amélioration des voies de flottage sont supportées par les Gouvernements contractants, de la manière établie d'un commun accord par les délégués des deux Parties pour chaque système de voies fluviales. Ces dépenses sont remboursées par les propriétaires du bois flotté, sous forme d'un droit de flottage fixé pour chaque système de voies fluviales de la manière prévue au point 3 de l'article 3 de la présente convention.

Les sommes dues par les propriétaires du bois flotté sont versées par eux, avant le commencement des opérations de flottage, au délégué de l'Etat auquel ils ressortissent. A la fin des opérations de flottage, les délégués procèdent entre eux à un règlement des comptes dans la proportion des dépenses que chacun des Etats contractants a supportées pour l'entretien d'un système donné de voies fluviales. Ces règlements de compte devront être achevés au plus tard le premier décembre de chaque année.

Les propriétaires du bois flotté devront également rémunérer les services de toute sorte qui leur auront été rendus, avec leur consentement, pendant les opérations de flottage (fourniture de matériaux, de main-d'œuvre, etc.). Le paiement de ces frais devra être effectué dans un délai de dix jours à partir du moment où les services auront été rendus. Les délégués ont le droit de fixer d'autres délais de paiement des frais en question en cas d'application des dispositions du point 8 du présent article.

18. Les flotteurs participent aux frais communs proportionnellement au nombre de kilomètres parcourus et à la quantité du bois flotté par eux pendant la saison de flottage.

Les délégués fixent la quantité de bois considérée comme unité de flottage imposable en vue du remboursement de ces frais.

19. Les dommages causés par les personnes qui descendent à terre ou résultant des opérations de flottage ou des circonstances connexes à ces opérations, seront remboursés aux personnes lésées par le propriétaire du bois flotté, directement dans l'Etat auquel ressortit le propriétaire, et par l'intermédiaire du délégué de cet Etat ou de son adjoint dans l'autre Etat contractant.

S'il n'intervient pas entre les intéressés un accord au sujet du montant de l'indemnité à payer et du mode de paiement de cette indemnité, les dommages seront estimés par une commission d'évaluation composée de trois personnes irrécusables. Chaque délégué désigne un membre de la commission, et les membres ainsi désignés choisissent d'un commun accord deux présidents : l'un chargé d'évaluer les dommages causés sur le

13. Timber floaters must be careful to see that ferries are able to cross watercourses and must also assist other forms of transport on watercourses, if the rafting devices or the timber rafted hinder traffic.

To ensure traffic movement on waterways, timber floaters must, where necessary, arrange suitable openings in their booms.

14. Timber floaters shall be authorised, while rafting is proceeding, to take down any fencing or parts thereof adjacent to watercourses which obstruct rafting operations. In doing so, care must be taken not to do them any damage. After the rafts have passed, the replacement of the fencing and parts thereof in their previous position shall be effected or arranged by the timber floaters.

15. All waste from rafting operations (splinters, bark, branches, twigs, etc.), and also logs left on the bank, must be secured against the possibility of their being carried into watercourses, and when floating operations are completed they, and also all other refuse, must be cleared away and removed from the banks beyond the highest level of the spring floods.

When rafting operations are completed, the logging channels and their banks must be cleared of the stray timber left by rafting.

16. The Delegates of the Contracting States shall inform one another of the completion of all timber-floating operations after the shore zones have been cleared.

17. The cost of maintaining and improving logging channels shall be defrayed by the Contracting States in the manner agreed upon between the Delegates of the two Parties of a given waterways system. These costs shall be refunded by the owners of the timber floated down in the form of a special rafting fee, fixed for each waterways system in the manner laid down in Article 3, paragraph 3, of the present Convention.

The amounts due by the owners of floated timber shall be paid by the latter, before timber-floating starts, to the Delegate of their State. On the completion of floating, Delegates shall settle accounts between themselves in proportion to the expenses which each of the Contracting States has borne for a given waterways system. These settlements must be completed not later than December 1st of the current year.

The owners of the timber floated must also pay for the various services rendered to them with their consent during rafting (supply of materials, labour, etc.). Payment of these expenses must be made within 10 days of the corresponding service being rendered. Delegates shall have the right to fix other time-limits for the payment of expenses, in the event of the provisions of paragraph 8 of the present Article being applied.

18. Timber floaters shall participate in overhead expenses in proportion to the number of kilometres traversed and the quantity of timber rafted by them in the rafting season in question.

The Delegates shall fix the quantity of timber regarded as the rafting unit for the assessment of the amount due in respect of the above expenses.

19. The damage caused by landing on banks, by floating operations or circumstances connected therewith must be refunded to the injured party by the owner of the timber direct if in his own State, and through the Delegate of his own Government or his assistant if in the other Contracting State.

If no agreement is arrived at between the Parties concerned regarding the amount of compensation and the method of payment, these damages shall be assessed by a Valuation Commission consisting of three reputable persons. Each Delegate shall appoint one member of the Commission and the members thus appointed shall jointly select two Chairmen: one for assessing the damage done on the territory of the Union of Soviet Socialist

territoire de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, et l'autre, les dommages causés sur le territoire finlandais. En cas de divergence au sujet du choix des présidents, ces derniers sont désignés, d'un commun accord, par les délégués. Si les délégués ne parviennent pas non plus à un accord, chaque gouvernement désignera le président pour l'évaluation des dommages causés sur son propre territoire. Les décisions de la commission d'évaluation sont sans appel et obligatoires pour les intéressés. Chaque commission commence ses travaux immédiatement après la fin du flottage au lieu où a été causé le dommage.

Les membres de la commission, pour l'accomplissement des fonctions qui leur sont confiées, passeront la frontière, en vertu de certificats délivrés par les autorités de frontière de leur propre Etat, de la manière prévue pour le passage de la frontière par les délégués.

20. Dans tous les règlements de compte effectués en vertu de la présente convention, les sommes correspondantes seront calculées en dollars-or des Etats-Unis d'Amérique ; elles seront payées dans la monnaie convenue par les délégués.

21. Les différends ayant trait au flottage, qui ne pourront pas être réglés par voie d'accord entre les délégués et qui ne font pas l'objet d'autres dispositions de la présente convention, seront réglés par la voie diplomatique.

Article 7.

Les employés et ouvriers affectés aux opérations de flottage qui, en raison de la nature de leur travail, sont obligés de séjourner sur le territoire de l'autre Etat contractant, bénéficieront, en cas de conclusion d'une convention spéciale sur les passeports entre l'Union des Républiques soviétiques socialistes et la Finlande, des facilités qui seront prévues par cette convention.

En attendant la conclusion de cette convention, les règles suivantes seront en vigueur :

1. La liste nominative des employés et ouvriers affectés au flottage qui doivent passer la frontière, dûment légalisée par les autorités de frontière, sera remise en temps voulu, avant le passage de la frontière, aux autorités de frontière locales les plus proches de l'autre Etat contractant, dans les attributions desquelles rentre le contrôle des passeports. Par passeport, on entend, outre le passeport ordinaire, également les certificats délivrés par les autorités de frontière des deux Etats. Toutes les modifications intervenues dans le personnel employé et ouvrier seront notifiées chaque semaine de la même manière.

2. Les employés et ouvriers affectés au flottage n'ont pas le droit de s'écarter de plus de cent mètres de la berge existant au moment du flottage. Les points de passage de la frontière sont désignés, dans chaque cas particulier, d'un commun accord entre les délégués ou leurs adjoints.

Remarque. — Les présentes règles s'appliquent également aux ouvriers affectés à l'aménagement de la voie de flottage.

II.

La présente convention fait partie intégrante de la Convention du 28 octobre 1922 et entrera en vigueur immédiatement après avoir été ratifiée par les deux Etats contractants. L'échange des instruments de ratification aura lieu à Helsinki dans le plus bref délai possible.

III.

La présente convention est établie en deux exemplaires, chacun en langues russe et finnoise, les deux textes faisant également foi.

Republics and the other for assessing the damage done on the territory of Finland. Should disagreement arise on the question of the appointment of Chairmen, the latter shall be nominated by the Delegates by joint agreement. If the Delegates are also unable to come to an agreement, each Government shall appoint a Chairman to assess the damage done on its territory. The decisions of the Valuation Commission shall be final and binding on the parties concerned. Each Commission shall start work immediately timber-floating ceases at the place where damage has been done.

The members of the above Commission may cross the State frontier in the discharge of their duties on the strength of appropriate certificates issued by the frontier authorities of their State, in the manner laid down for the crossing of the frontier by Delegates.

20. In the case of all settlements of account effected in virtue of the provisions of the present Convention, the corresponding amounts shall be reckoned in U. S. A. gold dollars and be paid in the currency agreed upon by the Delegates.

21. Disputes connected with timber-floating which cannot be settled by agreement between the Delegates and which are not covered by other provisions in the present Convention, shall be referred for settlement through the diplomatic channel.

Article 7.

The officials and labourers engaged on timber-floating operations who are compelled, owing to the nature of their work, to stay in the territory of the other Contracting State shall, in the event of a special agreement regarding passports being concluded between the Union of Soviet Socialist Republics and Finland, enjoy the facilities laid down in that agreement.

Pending the conclusion of such an agreement, the following rules shall apply :

1. A list certified by the frontier authorities, giving the names of timber-floating officials and labourers who have to cross the State frontier, shall be submitted to the nearest authorised local frontier passport control authorities of the other Contracting State in good time before the frontier is crossed. The certificates issued by the frontier authorities of both States shall also be accepted as passports in addition to the ordinary passports. All changes in the list of officials and labourers shall similarly be notified weekly.

2. Timber-floating officials and labourers may not go farther than 100 metres from the line of bank existing at the time of timber-floating. Frontier-crossing-points shall in each particular case be fixed by common agreement between the Delegates or their assistants.

Note. — The present rules shall also apply to labourers engaged in making the logging channel.

II.

The present Convention shall form an integral part of the Convention of October 28th, 1922, and shall come into force immediately after it is ratified by both Contracting States. The instruments of ratification shall be exchanged at Helsinki as soon as possible.

III.

The present Convention is done in duplicate in the Russian and Finnish languages, both texts being equally authentic.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Etats contractants ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Moscou, le 15 octobre 1933.

(L. S.) E. J. KOSKENMÄÄ.

(L. S.) Wilhelm JANSSON.

(L. S.) L. BEREZOFF.

(L. S.) M. GRINSTEIN.

(L. S.) KOLTCHANOVSKY.

PROTOCOLE FINAL

Au sujet des dispositions de la Convention signée ce jour et portant modification à la Convention du 28 octobre 1922 relative au flottage des bois sur les cours d'eau coulant du territoire de la Finlande sur le territoire de l'Union des Républiques soviétiques socialistes et *vice versa*, les plénipotentiaires des Etats contractants sont convenus de ce qui suit :

Ad article premier de la Convention du 28 octobre 1922.

Le droit de flottage jusqu'à la mer comprend également le droit d'utiliser, au point où le fleuve se déverse dans la mer, le terrain nécessaire pour le triage et la mise en tas du bois flotté à bûches perdues. Si, au point en question, il n'existe pas de terrain affecté à l'usage commun des flotteurs, les flotteurs de l'autre Etat contractant ont le droit de louer un tel terrain ; à cette fin, le délégué de l'Etat sur le territoire duquel se trouve l'embouchure du fleuve leur prêtera le concours nécessaire.

Ad point 1 de l'article 3.

1. Chaque délégué choisit pour suppléant et pour adjoints, soit des fonctionnaires chargés des questions de flottage, soit des membres du personnel de la garde-frontière, des représentants des exploitations collectives, des marchands de bois ou des particuliers.

2. Le passage de la frontière par les délégués et leurs adjoints s'effectuera, dans la mesure du possible, par les points où se trouvent des postes de la garde-frontière, ceux-ci en étant préalablement informés. Le délai de validité des visas donnant droit au passage de la frontière sera de trois mois, à moins que d'autres délais ne soient fixés d'un commun accord par les délégués.

Ad point 3 de l'article 3.

1. Sur les fleuves qui longent la frontière, la voie de flottage pourra être débarrassée des pierres et autres objets qui s'y trouvent, si le délégué de l'un des Etats contractants le juge nécessaire, à condition que ces travaux n'amènent pas un changement du régime des eaux ; le délégué de l'autre Etat contractant ou son adjoint devra en être informé au plus tard cinq jours à l'avance.

2. Les Etats contractants interprètent le troisième alinéa du point susmentionné dans ce sens qu'il va de soi que ce point ne concerne pas les menus frais courants couverts par les sommes que les délégués reçoivent des flotteurs.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two Contracting States have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Moscow, October 15th, 1933.

(L. S.) E. J. KOSKENMAA.

(L. S.) Wilhelm JANSSON.

(L. S.) L. BEREZOFF.

(L. S.) M. GRINSTEIN.

(L. S.) KOLTCHANOVSKY.

FINAL PROTOCOL.

In connection with the provisions of the Convention signed to-day modifying the Convention of October 28th, 1922, regarding the floating of timber down watercourses flowing from Finnish territory into the territory of the Union of Soviet Socialist Republics and *vice versa*, the Plenipotentiaries of the Contracting States have agreed as follows :

Ad Article 1 of the Convention of October 28th, 1922.

The right to float timber as far as the sea also includes the right to the use, at the point where the river enters the sea, of a suitable plot of ground for sorting and piling timber floated down separately. If at such a point there is no plot of land allocated for the joint use of timber floaters, the timber floater of the other Contracting State shall have the right to lease such a plot, and for this purpose the Delegate of the State in which the mouth of the river is situated shall give the necessary assistance.

Ad Article 3, Point 1.

1. Each Delegate shall appoint as his deputy and assistants either officials responsible for timber-floating questions or members of the State Frontier Guard, or representatives of collective farms or timber merchants or private individuals.

2. The crossing of the State frontier by Delegates and their assistants shall be effected as far as possible at the points where the frontier guards are posted and after due notice to the latter. The term of validity of visas for the crossing of the State frontier shall be three months, unless the Delegates jointly agree to other periods.

Ad Article 3, Point 3.

1. On rivers which flow along the State frontier, the logging channel may, at the discretion of the Delegate of each Contracting State, be cleared of stones and other objects that have fallen into it, if these operations do not have the effect of altering the watercourses ; notice for the purpose must be given at least five days in advance to the Delegate of the other Contracting State or his assistant.

2. The Contracting States interpret paragraph 3 of the aforesaid point to mean that the point does not in the nature of things refer to minor routine expenditure defrayed out of the amounts received by Delegates from timber floaters.

Ad point 4 de l'article 3.

Les délégués ne sont tenus de notifier aux propriétaires ou occupants de fonds riverains et d'eaux, au plus tard quatorze jours avant l'inspection, que celles des inspections qui ont pour objet l'aménagement de nouvelles voies de flottage, l'évaluation des dommages causés aux propriétaires ou occupants desdits fonds et eaux, ou encore l'acquisition pour les besoins du flottage de biens appartenant à ces personnes ou l'imposition de restrictions à l'utilisation de ces biens.

Les délais prévus pour les autres inspections, si la notification en est obligatoire, pourront être raccourcis dans les cas d'urgence.

Ad point 19 de l'article 3 A.

Les propriétaires ou occupants de fonds riverains et d'eaux ont droit à l'indemnisation des dommages et pertes qui leur sont causés par l'aménagement de la voie de flottage ou par le flottage lui-même, mais ils ne peuvent pas exiger un paiement pour le fait que le flottage s'effectue à travers les fonds leur appartenant.

En adoptant la disposition ci-dessus, les plénipotentiaires des Etats contractants conviennent que ni la présente convention ni la Convention du 28 octobre 1922 ne sauraient être interprétées comme modifiant en quoi que ce soit la procédure générale de règlement des incidents et conflits de frontière proprement dits, établie par les accords actuellement en vigueur entre la Finlande et l'Union des Républiques soviétiques socialistes.

Le présent protocole final est établi en deux exemplaires, chacun en langues russe et finnoise, les deux textes faisant également foi.

En foi de quoi les plénipotentiaires des Etats contractants ont signé le présent protocole final et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Moscou, le 15 octobre 1933.

(L. S.) E. J. KOSKENMAA.

(L. S.) Wilhelm JANSSON.

(L. S.) L. BEREZOFF.

(L. S.) M. GRINSTEIN.

(L. S.) KOLTCHANOVSKY.

Ad Article 3, Point 4.

Delegates shall be bound to give the owners of areas of bank and waterway and also tenants of the same at least 14 days' notice of an inspection, but only in the case of inspections undertaken in order to arrange for new logging channels, to assess the damage done to the owners or tenants of plots, or to acquire, for timber-floating purposes, from the said persons property belonging to them or to restrict the use of such property.

As regards other inspections, the prescribed period of notice, if any, may be shortened in emergencies.

Ad Article 3A, Point 19.

The owners and tenants of areas of bank or waterway shall be entitled to compensation for loss or damage due to the construction of a logging channel or to the actual floating of timber itself, but may not claim payment for the fact that timber is floated through their property.

In adopting the foregoing provisions, the Plenipotentiaries of the Contracting States agree that neither the present Convention nor the Convention of October 28th, 1922, may be interpreted as modifying in any way the general procedure for settling frontier incidents and disputes strictly so called as laid down in the Agreements at present in force between Finland and the Union of Soviet Socialist Republics.

The present Final Protocol is drawn up in duplicate in the Russian and Finnish languages, both texts being equally authentic.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the Contracting States have signed the present Final Protocol and have thereto affixed their seals.

Done at Moscow, October 15th, 1933.

(L. S.) E. J. KOSKENMAA.

(L. S.) Wilhelm JANSSON.

(L. S.) L. BEREZOFF.

(L. S.) M. GRINSTEIN.

(L. S.) KOLTCHANOVSKY.

N° 3440.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET FINLANDE**

Accord entre l'Administration des postes du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Administration des postes de la Finlande concernant l'échange des colis postaux, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Londres, le 17 octobre 1933, et à Helsinki, le 4 novembre 1933.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND FINLAND**

Agreement between the Post Office of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Post Office of Finland for the Exchange of Parcels by Parcel Post, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at London, October 17th, 1933, and at Helsinki, November 4th, 1933.

No. 3440. — AGREEMENT¹ BETWEEN THE POST OFFICE OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE POST OFFICE OF FINLAND FOR THE EXCHANGE OF PARCELS BY PARCEL POST. SIGNED AT LONDON, OCTOBER 17TH, 1933, AND AT HELSINKI, NOVEMBER, 4TH, 1933.

English official text communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs and by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place June 16th, 1934.

The Post Offices of Finland and of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland agree to effect a regular direct exchange of parcels between Finland and Great Britain and Northern Ireland.

In this Agreement and the Detailed Regulations appended the expression "the United Kingdom" means Great Britain and Northern Ireland, the Channel Islands and the Isle of Man.

AGREEMENT.

Article 1.

LIMITS OF WEIGHT AND SIZE.

1. A parcel for Finland posted in the United Kingdom shall not exceed 22 pounds in weight, 3 feet 6 inches in length, and 6 feet in length and girth combined; and a parcel for the United Kingdom posted in Finland shall not exceed 10 kilogrammes in weight, 1.05 metres in length and 1.80 metres in length and girth combined.

2. As regards the exact calculation of the weight and dimensions of a parcel, the view of the despatching office shall be accepted except in a case of obvious error.

Article 2.

TRANSIT OF PARCELS.

The two Postal Administrations guarantee the right of transit for parcels over their territory to or from any country with which they respectively have Parcel Post communication. Transit

¹ Came into force January 1st, 1934.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3440. — ACCORD ² ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DE LA FINLANDE CONCERNANT L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX. SIGNÉ A LONDRES, LE 17 OCTOBRE 1933, ET A HELSINKI, LE 4 NOVEMBRE 1933.

Texte officiel anglais communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Finlande et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 16 juin 1934.

L'Administration des postes de la Finlande et l'Administration des postes du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord conviennent d'instituer un service régulier d'échange direct de colis entre la Finlande et la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord.

Dans le présent accord et dans le règlement d'exécution qui y est annexé, l'expression « Royaume-Uni » comprend la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, les Iles anglo-normandes et l'île de Man.

ACCORD

Article premier.

LIMITES DE POIDS ET DE DIMENSIONS.

1. Les colis postaux expédiés du Royaume-Uni à destination de la Finlande ne devront pas peser plus de 22 livres (anglaises), ni mesurer plus de 3 pieds 6 pouces de longueur et plus de 6 pieds longueur et pourtour réunis ; et les colis expédiés de Finlande à destination du Royaume-Uni ne devront pas peser plus de 10 kg., ni mesurer plus de 1 m. 05 de longueur et plus de 1 m. 80 longueur et pourtour réunis.

2. Pour ce qui concerne le calcul exact du poids et des dimensions d'un colis, l'opinion de l'administration expéditrice sera acceptée, sauf dans les cas d'erreur évidente.

Article 2.

TRANSIT DES COLIS.

Les deux administrations postales garantissent sur leur territoire la liberté de transit des colis en provenance ou à destination de tous les pays avec lesquels elles échangent respectivement des

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Entré en vigueur le 1^{er} janvier 1934.

parcels shall be subject to the provisions of this Agreement and to the Detailed Regulations so far as these are applicable.

Article 3.

PREPAYMENT OF POSTAGE. RATES.

1. The prepayment of the postage on parcels shall be compulsory, except in the case of redirected or returned parcels.
2. The postage shall be made up of the sums accruing to each Postal Administration taking part in the conveyance by land or sea.

Article 4.

TERRITORIAL RATE.

For parcels despatched from one of the two countries for delivery in the other, the territorial rates of the United Kingdom shall be Fr. 1.00, Fr. 1.85 and Fr. 3.15 for parcels not exceeding 1 kg. (2 lb.), 5 kg. (11 lb.) and 10 kg. (22 lb.) in weight respectively; and the territorial rates of Finland shall be Fr. 1.00, Fr. 1.75 and Fr. 2.75 for parcels not exceeding 1 kg. (2 lb.), 5 kg. (11 lb.) and 10 kg. (22 lb.) in weight respectively.

The Postal Administration of Finland reserves the right to vary its charges in accordance with any modifications which may be introduced in the matter of charges by international conventions subsequent to the London Agreement¹ of 1929.

The Postal Administration of the United Kingdom reserves the right to vary its territorial rates in accordance with any alterations of these charges which may be decided upon in connexion with its parcel post relations with other countries generally.

Article 5.

SEA RATE.

Each of the two Postal Administrations shall be entitled to fix the rate for any sea service which it provides.

Article 6.

FEE FOR CLEARANCE THROUGH THE CUSTOMS.

The Postal Administration of Finland may collect, in respect of delivery to the Customs and clearance through the Customs, or in respect of delivery to the Customs only, a fee not exceeding 50 centimes per parcel or such other charge as international conventions subsequent to the London Agreement of 1929 shall fix. The Postal Administration of the United Kingdom may collect such fee as it may from time to time fix for similar services in its parcel post relations with other countries generally.

Article 7.

CUSTOMS AND OTHER NON-POSTAL CHARGES.

Customs charges and all other non-postal charges shall be paid by the addressees of parcels, except as provided otherwise in this Agreement.

¹ Vol. CIII, page 73; Vol. CVII, page 554; Vol. CXVII, page 312; Vol. CXXII, page 360; Vol. CXXX, page 459; Vol. CXXXIV, page 419; and Vol. CXLVII, page 343, of this Series.

colis postaux. Les colis en transit seront assujettis aux dispositions du présent accord et du règlement d'exécution, dans la mesure où celles-ci seront applicables.

Article 3.

AFFRANCHISSEMENT. TAXES.

1. L'affranchissement préalable des colis sera obligatoire, sauf pour les colis réexpédiés ou renvoyés à l'expéditeur.

2. La taxe postale comprendra les sommes revenant à chaque administration postale participant au transport des colis, par voie de terre ou de mer.

Article 4.

TAXE TERRITORIALE.

Les taxes territoriales afférentes à l'expédition de colis de l'un des deux pays à destination de l'autre seront, dans le Royaume-Uni, de 1 fr., 1 fr. 85 et 3 fr. 15, pour les colis ne pesant pas plus de 1 kg. (2 lb.), 5 kg. (11 lb.) et 10 kg. (22 lb.) respectivement ; et, en Finlande, de 1 fr., 1 fr. 75 et 2 fr. 75, pour les colis ne pesant pas plus de 1 kg. (2 lb.), 5 kg. (11 lb.) et 10 kg. (22 lb.) respectivement.

L'Administration postale de la Finlande se réserve le droit d'adapter ses taxes à toutes modifications qui pourront être introduites en matière de taxes par des conventions internationales postérieures à l'Arrangement¹ de Londres de 1929.

L'Administration postale du Royaume-Uni se réserve le droit d'adapter ses taxes territoriales à toutes modifications de ces taxes qui pourront être décidées, en matière d'échange de colis postaux, dans ses relations avec d'autres pays en général.

Article 5.

TAXE MARITIME.

Chacune des deux administrations postales aura le droit de fixer le tarif de tout service maritime qu'elle assurera.

Article 6.

DROITS DE FACTAGE ET DE DÉDOUANEMENT.

L'Administration postale de la Finlande est autorisée à percevoir pour le factage et le dédouanement ou pour le factage seul un droit ne dépassant pas 50 centimes par colis ou toute autre charge que des conventions internationales postérieures à l'Arrangement de Londres de 1929 pourront fixer. L'Administration postale du Royaume-Uni est autorisée à percevoir les droits qu'elle pourra fixer de temps à autre, d'une manière générale, pour des services similaires, dans ses échanges de colis postaux avec d'autres pays.

Article 7.

DROITS DE DOUANE ET AUTRES DROITS NON POSTAUX.

Les droits de douane et tous autres droits non postaux seront acquittés par les destinataires des colis, sauf disposition contraire du présent accord.

¹ Vol. CIII, page 73 ; vol. CVII, page 554 ; vol. CXVII, page 312 ; vol. CXXII, page 360 ; vol. CXXX, page 459 ; vol. CXXXIV, page 419 ; et vol. CXLVII, page 343, de ce recueil.

Article 8.

PARCELS FOR DELIVERY FREE OF CHARGE.

By making a declaration beforehand at the Office of posting, the senders may undertake the payment of all charges due on the parcels on delivery.

In such cases the senders must undertake to pay the sum which may be claimed by the Administration of the country of destination, and, if necessary, to make adequate deposits.

The Administration which advances charges on behalf of the sender may collect for this service a commission not exceeding 50 centimes per parcel. This fee is distinct from that prescribed for Customs clearance in Article 6 above.

On a parcel sent under this arrangement and originating in the United Kingdom the Postal Administration of the United Kingdom shall be authorised to collect from the sender a special fee, not exceeding one shilling.

Article 9.

WAREHOUSING CHARGE.

Each of the two Postal Administrations may collect any warehousing charge fixed by its legislation for a parcel which is addressed "Poste Restante" or which is not claimed within the prescribed period.

This charge shall in no case exceed 5 francs.

Article 10.

EXPRESS PARCELS.

1. Parcels not exceeding 11 lb. or 5 kilogrammes in weight shall, at the request of the senders, be sent out for delivery by special messenger immediately after their arrival, or if the office of destination is not in a position to deliver parcels at the addressee's residence notices of arrival shall be sent out immediately by special messenger.

Such parcels, which shall be called "Express" parcels, shall be subject, in addition to the ordinary postage, to a special charge of 80 centimes, which must be fully prepaid by the sender.

2. When the addressee's residence is situated outside the local delivery zone of the office of destination, the Postal Administration to which that office is subordinate may collect an additional charge up to the amount of the fee fixed for express delivery by its inland regulations less the equivalent of the fixed charge paid by the sender.

This additional charge shall be maintained in accordance with the provisions of Article 37, section 2, if the parcel is redirected or cannot be delivered.

3. Only one attempt shall be made to deliver by Express to the addressee either the parcel itself, or the notice of its arrival. After an unsuccessful attempt, the parcel shall cease to be considered as an Express parcel, and it shall be delivered under the conditions which apply to ordinary parcels.

Article 11.

PROHIBITIONS.

1. Postal parcels must not contain any letter, note or document having the character of an actual and personal correspondence nor packets of any kind bearing an address other than that of the addressee of the parcel or of persons dwelling with him.

Article 8.

COLIS FRANCS DE DROITS.

Moyennant déclaration préalable au bureau de dépôt, les expéditeurs peuvent prendre à leur charge la totalité des droits dont les colis sont grevés à la livraison.

Dans ces cas, les expéditeurs doivent s'engager à payer la somme qui pourrait être réclamée par l'Administration du pays de destination et, le cas échéant, verser des arrhes suffisantes.

L'administration qui fait l'avance de droits pour le compte de l'expéditeur est autorisée à percevoir, de ce chef, un droit de commission qui ne peut dépasser 50 centimes par colis. Ce droit est indépendant de celui qui est prévu pour le dédouanement à l'article 6 ci-dessus.

Pour tout colis expédié du Royaume-Uni, en vertu du présent accord, l'Administration des postes du Royaume-Uni est autorisée à réclamer à l'expéditeur un droit spécial ne dépassant pas 1 shilling.

Article 9.

DROIT DE MAGASINAGE.

Chacune des deux administrations postales est autorisée à percevoir tout droit de magasinage fixé par sa législation pour les colis adressés « poste restante » ou non retirés dans le délai prescrit.

Ce droit ne devra en aucun cas excéder 5 francs.

Article 10.

COLIS EXPRÈS.

1. Les colis ne pesant pas plus de 11 lb. ou de 5 kilogrammes sont, à la demande des expéditeurs, remis à domicile par un porteur spécial immédiatement après leur arrivée, ou, si le bureau de destination n'est pas en mesure de livrer les colis au domicile du destinataire, un avis d'arrivée du colis est immédiatement envoyé par porteur spécial.

Ces colis qualifiés « exprès » sont soumis, en sus du port ordinaire, à une taxe spéciale de 80 centimes, qui doit être acquittée complètement et à l'avance par l'expéditeur.

2. Lorsque le domicile du destinataire se trouve en dehors du rayon de distribution locale du bureau de destination, l'administration postale dont relève ce bureau est autorisée à percevoir une taxe complémentaire jusqu'à concurrence du montant de celle qui est fixée pour la remise par exprès dans le service interne, déduction faite de l'équivalent de la taxe fixe payée par l'expéditeur.

Cette taxe complémentaire reste exigible conformément aux dispositions de l'article 37, paragraphe 2, si le colis est réexpédié ou tombe en rebut.

3. La remise par exprès du colis ou de l'avis d'arrivée au destinataire n'est essayée qu'une fois. Après un essai infructueux, le colis cesse d'être considéré comme exprès, et sa remise s'effectue dans les conditions prévues pour les colis ordinaires.

Article 11.

INTERDICTIONS.

1. Les colis postaux ne doivent contenir aucune lettre, note ou document ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle, ni des paquets de quelque nature que ce soit, portant une autre adresse que celle du destinataire ou des personnes habitant avec ce dernier.

It is, however, permissible to enclose in a parcel an open invoice confined to the particulars which constitute an invoice.

2. It is also forbidden to enclose in a parcel :

(a) Articles which from their nature or packing may be a source of danger to the officers of the Post Office or may soil or damage other parcels ;

(b) Explosive, inflammable or dangerous substances (including loaded metal caps, live cartridges and matches) ;

(c) Live animals (except bees, which must be enclosed in boxes so constructed as to avoid all danger to postal officers and to allow the contents to be ascertained) ;

(d) Articles the admission of which is forbidden by law or by the Customs or other regulations ;

(e) Articles of an obscene or immoral nature.

It is moreover forbidden to send coin, platinum, gold or silver, whether manufactured or unmanufactured, precious stones, jewels, or other precious articles in uninsured parcels addressed to countries which admit insurance.

3. A parcel which has been wrongly admitted to the post shall be returned to the country of origin, unless the Postal Administration of the country of destination is authorised by its legislation to dispose of it otherwise.

Nevertheless, the fact that a parcel contains a letter or communications which constitute an actual or personal correspondence shall not, in any case, entail its return to the country of origin.

4. Explosive, inflammable or dangerous substances and articles of an obscene or immoral nature shall not be returned to the country of origin : they shall be disposed of by the Administration which has found them in the mails in accordance with its own internal regulations.

5. If a parcel wrongly admitted to the post is neither returned to origin nor delivered to the addressee the Administration of the country of origin shall be informed in a precise manner of the treatment accorded to the parcel in order that it may take such steps as are necessary.

Article 12.

ADVICE OF DELIVERY.

The sender may obtain an advice of delivery for an Insured parcel under the conditions prescribed for Postal Packets by the Convention of the Postal Union. An advice of delivery cannot be obtained for an uninsured parcel.

Article 13.

REDIRECTION.

1. A parcel may be redirected in consequence of the addressee's change of address in the country of destination. The Postal Administration of the country of destination may collect the redirection charge prescribed by its internal regulations. Similarly, a parcel may be redirected from one of the two countries which are Parties to this Agreement to another country provided that the parcel complies with the conditions required for its further conveyance and provided as a rule that the extra postage is prepaid at the time of redirection or documentary evidence is produced that the addressee will pay it.

2. Additional charges levied in respect of redirection and not paid by the addressee or his representative shall not be cancelled in case of further redirection or of return to origin, but shall

Il est permis, cependant, d'insérer dans l'envoi une facture ouverte réduite à ses énonciations constitutives.

2. Il est également interdit d'inclure dans un colis :

- a) Des objets qui, par leur nature ou leur emballage, peuvent présenter du danger pour les agents des postes, ou peuvent salir ou détériorer d'autres colis ;
- b) Des matières explosibles, inflammables ou dangereuses (y compris les capsules métalliques chargées, les cartouches amorcées et les allumettes) ;
- c) Des animaux vivants (à l'exception des abeilles, qui doivent être enfermées dans des boîtes construites de manière à éviter tout danger pour les agents des postes et à permettre la vérification du contenu) ;
- d) Des objets dont l'admission est interdite par les lois, les règlements douaniers ou par d'autres règlements ;
- e) Des objets obscènes ou immoraux.

Il est, en outre, interdit d'expédier des pièces de monnaie, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries, des bijoux et d'autres objets précieux dans des colis sans valeur déclarée, à destination de pays qui admettent la déclaration de valeur.

3. Les colis admis à tort à l'expédition seront renvoyés au pays d'origine, à moins que l'administration postale du pays de destination ne soit autorisée par sa législation à en disposer autrement.

Néanmoins, le fait qu'un colis contient une lettre ou des communications ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle ne peut, en aucun cas, entraîner le renvoi du colis au pays d'origine.

4. Les matières explosibles, inflammables ou dangereuses et les objets obscènes ou immoraux ne seront pas renvoyés au pays d'origine ; l'administration qui les aura trouvés dans son courrier en disposera conformément à son règlement intérieur.

5. Si un colis admis à tort à l'expédition n'est ni renvoyé au pays d'origine ni remis au destinataire, l'administration du pays d'origine doit être informée d'une manière précise du traitement appliqué à ce colis afin qu'elle puisse prendre toutes mesures nécessaires.

Article 12.

AVIS DE RÉCEPTION.

L'expéditeur peut obtenir un avis de réception d'un colis avec valeur déclarée dans les conditions fixées pour les colis postaux par la Convention de l'Union postale. Il ne pourra être obtenu d'avis de réception pour un colis sans valeur déclarée.

Article 13.

RÉEXPÉDITION.

1. Les colis pourront être réexpédiés en cas de changement d'adresse du destinataire dans le pays de destination. L'administration postale du pays de destination est autorisée à percevoir la taxe de réexpédition prévue par son règlement intérieur. De même, les colis pourront être réexpédiés de l'un des deux pays Parties au présent accord, à destination d'un autre pays, sous réserve que lesdits colis remplissent les conditions prévues pour leur réexpédition, et sous réserve, en règle générale, que la taxe supplémentaire ait été acquittée à l'avance, au moment de la réexpédition, ou que soit produite une pièce établissant que le destinataire acquittera cette taxe.

2. Les taxes supplémentaires de réexpédition qui n'auront pas été acquittées par le destinataire ou par son représentant ne seront pas annulées en cas de nouvelle réexpédition ou de retour au pays

be collected from the addressee or from the sender as the case may be, without prejudice to the payment of any special charges incurred which the Administration of the country of destination does not agree to cancel.

Article 14.

MISSENT PARCELS.

Parcels received out of course, or wrongly allowed to be despatched, shall be re-transmitted or returned in accordance with the provisions of Article 28, sections 1 and 2, of the Detailed Regulations.

Article 15.

NON-DELIVERY.

1. In the absence of a request by the sender to the contrary, a parcel which cannot be delivered shall be returned to the sender without previous notification and at his expense after retention for the period prescribed by the regulations of the Postal Administration of the country of destination.

Nevertheless, a parcel which is definitely refused by the addressee shall be returned immediately.

2. The sender may request at the time of posting that, if the parcel cannot be delivered as addressed, it may be either (a) treated as abandoned, or (b) tendered for delivery at a second address in the country of destination. No other alternative is admissible. If the sender avails himself of this facility his request must appear on the Despatch Note and must be in conformity with, or analogous to, one of the following forms :

“ If not deliverable as addressed, abandon ” ;

“ If not deliverable as addressed, deliver to... ”.

The same request must also be written on the cover of the parcel.

3. The charges due on returned undeliverable parcels shall be recovered in accordance with the provisions of Article 36.

Article 16.

CANCELLATION OF CUSTOMS CHARGES.

Both Parties to this Agreement undertake to urge their respective Customs Administrations to cancel Customs Charges on parcels which are returned to the country of origin, abandoned by the senders, destroyed or redirected to a third country.

Article 17.

SALE. DESTRUCTION.

Articles in danger of deterioration or corruption, and these only, may be sold immediately, even when in transit on the outward or return journey, without previous notice or judicial formality. If for any reason a sale is impossible, the spoil or putrid articles shall be destroyed.

Article 18.

ABANDONED PARCELS.

Parcels which cannot be delivered to the addressees and which the senders have abandoned shall not be returned by the Postal Administration of the country of destination, but shall be treated

d'origine, mais seront réclamées au destinataire ou à l'expéditeur, suivant le cas, sans préjudice du paiement de tous autres droits spéciaux que l'administration du pays de destination ne consent pas à annuler.

Article 14.

COLIS ACHEMINÉS DANS UNE FAUSSE DIRECTION.

Les colis reçus par suite d'une erreur, ou admis à tort à l'expédition, seront réexpédiés ou retournés conformément aux dispositions de l'article 28, paragraphes 1 et 2, du règlement d'exécution.

Article 15.

REBUTS.

1. Sauf demande contraire de la part de l'expéditeur, tout colis tombé en rebut sera retourné à l'expéditeur sans préavis et à ses frais, à l'expiration du délai prescrit par le règlement de l'administration postale du pays de destination.

Néanmoins, un colis définitivement refusé par le destinataire sera retourné immédiatement.

2. L'expéditeur aura la faculté de demander au moment du dépôt du colis que celui-ci, s'il ne peut être remis à l'adresse indiquée, soit : a) traité comme colis abandonné ; b) présenté à une seconde adresse dans le pays de destination. Aucune autre solution ne sera admise. Si l'expéditeur fait usage de cette facilité, sa demande devra figurer sur le bulletin d'expédition, formulée de la façon suivante ou en termes analogues :

« Si le colis ne peut être remis à l'adresse indiquée, abandonner. »

« Si le colis ne peut être remis à l'adresse indiquée, livrer à... »

Ces indications devront également être inscrites sur l'emballage du colis.

3. Les droits à acquitter sur les colis non remis et retournés à l'expéditeur seront recouvrés conformément aux dispositions de l'article 36.

Article 16.

ANNULATION DES DROITS DE DOUANE.

Les deux Parties au présent accord s'engagent à insister auprès de leurs administrations des douanes respectives pour qu'elles annulent les droits de douane concernant les colis retournés au pays d'origine, abandonnés par l'expéditeur, détruits ou réexpédiés à destination d'un tiers pays.

Article 17.

VENTE. DESTRUCTION.

Seuls les articles susceptibles de se détériorer ou de se corrompre pourront être vendus immédiatement sans avis préalable ou sans formalités judiciaires, même s'il s'agit d'articles en transit à l'aller ou au retour. Si, pour une raison quelconque, la vente est impossible, les articles détériorés ou corrompus seront détruits.

Article 18.

COLIS ABANDONNÉS.

Les colis qui n'auront pu être délivrés aux destinataires et dont les expéditeurs ont fait abandon ne seront pas retournés par l'administration postale du pays de destination, mais seront traités

in accordance with its legislation. No claim shall be made by the Administration of the country of destination against the Administration of the country of origin in respect of such parcels.

Article 19.

ENQUIRIES.

1. A fee not exceeding 1 franc may be charged for every enquiry concerning a parcel or a Trade Charge Money Order.

No fee shall be charged if the sender has already paid the special fee for an advice of delivery.

2. Enquiries shall be admitted only within the period of one year from the day following the date of posting of the parcel.

3. When an enquiry is the outcome of an irregularity in the postal service, the enquiry fee shall be refunded.

Article 20.

TRADE CHARGE PARCELS. CHARGES AND CONDITIONS. SETTLEMENT.

1. Parcels subject to the collection of Trade Charges may be exchanged between the United Kingdom and Finland.

The amount of the Trade Charge shall be expressed in the currency of the country in which the parcel originates.

The maximum amount of a Trade Charge in the case of a parcel for delivery in the United Kingdom shall be the equivalent of £40 in Finnish currency and in the case of a parcel for delivery in Finland £40. In calculating the amount of a Trade Charge a fraction of a penny or of 10 penni shall be ignored.

The two Postal Administrations undertake to admit Trade Charge parcels in transit through their services. Nevertheless, the accounts relative to the Trade Charges collected shall be drawn up and settled directly between the Administrations of the countries of origin and of destination of the Trade Charge parcels.

2. Trade Charge parcels shall be subject to the formalities and to the charges prescribed for ordinary, or for insured parcels, as the case may be. In addition, the sender shall pay a special fee, which shall be fixed by the Administration of the country of origin and shall not exceed :

(a) 2½d. for each £1 or fraction of £1 of the Trade Charge in the case of a parcel posted in the United Kingdom.

(b) 2 Marks for each 200 Marks or fraction of 200 Marks of the Trade Charge in the case of a parcel posted in Finland.

3. The amount of a Trade Charge collected shall be remitted by means of a Trade Charge Money Order, issued free of all charges.

4. In addition to the special fee fixed by virtue of paragraph 2, the Post Office of the country of origin of a Trade Charge parcel may collect a posting fee from the sender and the country of destination may collect a delivery fee from the addressee.

The posting fee shall not exceed :

(a) On a parcel posted in the United Kingdom, 2d. ;

(b) On a parcel posted in Finland, 1 mark 50 penni.

The delivery fee shall not exceed :

(a) On a parcel delivered in the United Kingdom, 4d. ;

(b) On a parcel delivered in Finland, 3 marks 50 penni.

conformément à la législation de ce pays. Aucune demande d'indemnité ne sera adressée par l'administration du pays de destination à l'administration du pays d'origine au sujet de ces colis.

Article 19.

RÉCLAMATIONS.

1. Il pourra être perçu un droit de 1 franc au maximum pour toute réclamation concernant un colis ou un mandat de remboursement.

Aucun droit ne sera réclamé si l'expéditeur a déjà acquitté le droit spécial pour avis de réception.

2. Les réclamations ne seront admises que pendant le délai d'un an à compter du lendemain de la date du dépôt du colis.

3. Si la réclamation est motivée par une faute de service, le droit de réclamation est restitué.

Article 20.

COLIS CONTRE REMBOURSEMENT. TAXES ET CONDITIONS. LIQUIDATION.

1. Les colis peuvent être expédiés grevés de remboursement dans les relations entre le Royaume-Uni et la Finlande.

Le montant du remboursement sera exprimé dans la monnaie du pays d'origine du colis.

Le maximum du remboursement, pour un colis à destination du Royaume-Uni, sera l'équivalent de 40 livres sterling en monnaie finlandaise et, pour un colis à destination de la Finlande, de 40 livres sterling. Dans le calcul du montant d'un remboursement, toute fraction de penny ou de 10 penni sera négligée.

Les deux administrations postales s'engagent à assurer le transit, par leurs services, des colis grevés de remboursement. Toutefois, les comptes relatifs aux remboursements perçus seront établis et réglés directement entre les administrations des pays d'origine et de destination desdits colis.

2. Les colis grevés de remboursement seront soumis aux formalités et aux taxes applicables aux colis ordinaires ou aux colis avec valeur déclarée, selon le cas. L'expéditeur paiera en outre une taxe spéciale qui sera fixée par l'administration du pays d'origine et qui ne pourra dépasser :

a) 2 ½ pence par livre sterling ou fraction de livre sterling du montant du remboursement, pour un colis mis à la poste dans le Royaume-Uni ;

b) 2 marks par 200 marks ou fraction de 200 marks du montant du remboursement, dans le cas d'un colis mis à la poste en Finlande.

3. La remise du montant des remboursements encaissés s'effectuera au moyen de mandats de remboursement qui seront émis gratuitement.

4. Outre le droit spécial, fixé conformément au paragraphe 2, l'administration postale du pays d'origine d'un colis contre remboursement aura le droit de percevoir sur l'expéditeur un droit de prise en charge, et le pays de destination pourra percevoir sur le destinataire un droit de livraison.

Le droit de prise en charge ne dépassera pas :

a) 2 pence pour un colis mis à la poste dans le Royaume-Uni ;

b) 1 mark 50 penni pour un colis mis à la poste en Finlande.

Le droit de livraison ne dépassera pas :

a) 4 pence pour un colis livré dans le Royaume-Uni ;

b) 3 marks 50 penni pour un colis livré en Finlande.

Article 21.

CANCELLATION OR ALTERATION OF AMOUNT OF TRADE CHARGE.

The sender of a Trade Charge parcel may not have the amount of the Trade Charge cancelled or altered after posting.

Article 22.

TRADE CHARGE PARCELS. RESPONSIBILITY FOR LOSS, ABSTRACTION OR DAMAGE.

The two Postal Administrations shall be responsible under the conditions fixed by Articles 28 to 34 hereafter for the loss of a Trade Charge parcel and for the abstraction of or damage to its contents.

Article 23.

COMPENSATION IN CASE OF FAILURE TO COLLECT, OR OF INSUFFICIENT OR FRAUDULENT COLLECTION OF TRADE CHARGE.

If the parcel has been delivered to the addressee without the collection of the Trade Charge, the sender shall be entitled to compensation provided that an enquiry has been made within the period prescribed by Article 19 and that the failure to collect the charge is not due to fault or negligence on his part. The same rule shall apply if the amount collected from the addressee is less than the amount of the Trade Charge or if the collection of the amount has been made fraudulently.

The compensation shall not, in any case, exceed the amount of the Trade Charge.

By paying compensation the Postal Administration concerned takes over the rights of the sender to the extent of the amount paid in any action which may be taken against the addressee or against a third party.

Article 24.

FIXING THE RESPONSIBILITY IN RESPECT OF TRADE CHARGES.

The payment by the Postal Administration of the country of origin of the amounts duly collected shall be made on behalf of the Administration of the country of destination. Similarly, payment of compensation shall be made on behalf of the Postal Administration of the country of destination if the latter is responsible.

After the delivery of a parcel the Administration of the country of destination is responsible for the amount of the Trade Charge unless it can prove that the fault is due to a breach of the regulations by the Administration of the country of origin or can establish that, when handed over to its service, the parcel or the relative Despatch Note did not bear the particulars prescribed by the Detailed Regulations for Trade Charge parcels or that the parcel was not specifically advised on the Parcel Bill in conformity with Article 32 of the Detailed Regulations.

The Administration of the country of destination shall be bound to repay under the conditions prescribed by Article 34 the sum which has been advanced by the Administration of the country of origin.

Article 25.

TRADE CHARGE MONEY ORDERS.

The amount of a Trade Charge Money Order which for any reason whatever cannot be paid to the payee shall not be repaid to the Postal Administration to which the office issuing the Money

Article 21.

ANNULATION OU MODIFICATION DU MONTANT DU REMBOURSEMENT.

L'expéditeur d'un colis grevé de remboursement ne pourra en annuler ou en modifier le montant postérieurement au dépôt.

Article 22.

COLIS GREVÉS DE REMBOURSEMENT.

RESPONSABILITÉ EN CAS DE PERTE, DE SPOLIATION OU D'AVARIE.

Les deux administrations postales seront responsables, conformément aux conditions fixées aux articles 28 à 34 ci-après, en cas de perte d'un colis contre remboursement, ou en cas de spoliation ou d'avarie de son contenu.

Article 23.

INDEMNITÉ EN CAS DE NON-ENCAISSEMENT, D'ENCAISSEMENT INSUFFISANT OU FRAUDULEUX DU MONTANT DU REMBOURSEMENT.

Si le colis a été livré au destinataire sans que le montant du remboursement ait été encaissé, l'expéditeur aura droit à une indemnité, pourvu qu'une réclamation ait été formulée dans le délai prévu à l'article 19, et que le non-encaissement ne soit pas dû à une faute ou à une négligence de sa part. Il en sera de même si la somme perçue du destinataire est inférieure au montant du remboursement indiqué ou si l'encaissement a été effectué frauduleusement.

L'indemnité ne pourra dépasser en aucun cas le montant du remboursement.

Par le fait du paiement de l'indemnité, et jusqu'à concurrence de son montant, l'administration postale responsable sera subrogée dans les droits de l'expéditeur, pour tout recours éventuel contre le destinataire ou contre des tiers.

Article 24.

DÉTERMINATION DE LA RESPONSABILITÉ EN MATIÈRE DE REMBOURSEMENT.

Le paiement, par l'administration postale du pays d'origine, des sommes encaissées régulièrement se fera pour le compte de l'administration postale du pays destinataire. De même, le paiement de l'indemnité se fera pour le compte de l'administration postale du pays de destination si celle-ci est responsable.

Après la livraison d'un colis, l'administration du pays de destination est responsable du montant du remboursement, à moins qu'elle ne puisse prouver que la faute est due à la non-observation des dispositions réglementaires par l'administration du pays d'origine ou établir que, lors de la transmission à son service, le colis ou le bulletin d'expédition y afférent ne portaient pas les indications prescrites par le règlement d'exécution pour les colis grevés de remboursement et que le colis n'était pas mentionné expressément sur la feuille de route, conformément à l'article 32 du règlement d'exécution.

L'administration du pays de destination sera tenue de rembourser, dans les conditions prévues à l'article 34, la somme avancée par l'administration du pays d'origine.

Article 25.

MANDATS DE REMBOURSEMENT.

Le montant d'un mandat de remboursement qui, pour un motif quelconque, n'aura pu être payé au bénéficiaire, ne sera pas remboursé à l'administration postale dont relève le bureau qui a

Order is subordinate. It shall be held at the disposal of the payee by the Administration of the country of origin of the Trade Charge parcel and shall accrue definitely to that Administration at the end of the legal period of validity.

In all other respects and subject to the reservations specified in the Detailed Regulations, Trade Charge Money Orders shall be subject to the rules of the Money Order Agreement between the two Administrations.

Article 26.

INSURED PARCELS. RATES AND CONDITIONS.

1. Parcels may be insured up to a limit of 10,000 francs.
2. An insurance fee, to be fixed by the Postal Administration of the country of origin, shall be charged for each 300 francs or part thereof of the insured value.
3. The Administration of the country of origin shall be entitled also to collect from the sender of an Insured parcel a despatch fee not exceeding 50 centimes.
4. The sender of an Insured parcel shall receive without charge, at the time of posting, a receipt for his parcel.

Article 27.

FRAUDULENT INSURANCE.

The insured value may not exceed the actual value of the contents of the parcel and the packing, but it is permitted to insure only part of this value.

The fraudulent insurance of a parcel for a sum exceeding the actual value shall be subject to any legal proceedings which may be admitted by the laws of the country of origin.

A parcel of which the contents have no pecuniary value may, however, be insured for a nominal sum in order to obtain the safeguards of the insurance system.

Article 28.

RESPONSIBILITY FOR LOSS, DAMAGE OR ABSTRACTION.

1. Except in the cases mentioned in the following Article, the two Postal Administrations shall be responsible for the loss of parcels and for the loss, damage or abstraction of their contents or of a part thereof.

The sender is entitled under this head to compensation corresponding to the actual amount of the loss, damage or abstraction. For uninsured parcels the amount of compensation shall not exceed 10 francs for a parcel not exceeding one kilogramme (2 lb.), 25 francs for a parcel exceeding one kilogramme but not exceeding five kilogrammes (11 lb.) and 40 francs for a parcel exceeding five kilogrammes in weight. For an insured parcel the amount of compensation shall not exceed the amount for which it was insured.

In cases where the loss, damage or abstraction occurs in the service of the country of destination, the Administration of the country of destination may pay compensation to the addressee at its own expense and without consulting the Administration of the country of origin, provided that the addressee can prove that the sender has waived his rights in the addressee's favour.

2. In calculating the amount of compensation indirect loss or loss of profits shall not be taken into consideration.

3. Compensation shall be calculated on the current price of goods of the same nature at the place and time at which the goods were accepted for transmission.

émis le mandat. Ce montant sera tenu à la disposition du bénéficiaire par l'administration du pays d'origine du colis grevé de remboursement et sera définitivement acquis à cette administration à l'expiration du délai légal de prescription.

A tous autres égards et sous les réserves prévues au règlement d'exécution, les mandats de remboursement seront soumis aux dispositions de l'Accord relatif aux mandats de poste conclu par les deux administrations.

Article 26.

COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE. TAXES ET CONDITIONS.

1. Les colis peuvent être assurés jusqu'à concurrence d'une somme de 10.000 francs.
2. Un droit d'assurance, à fixer par l'administration postale du pays d'origine, sera perçu par fraction indivisible de 300 francs de la déclaration de valeur.
3. L'administration du pays d'origine aura également le droit de percevoir sur l'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée un droit d'expédition ne dépassant pas 50 centimes.
4. L'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée recevra, sans frais, au moment du dépôt, un récépissé de son envoi.

Article 27.

DÉCLARATION FRAUDULEUSE DE VALEUR.

La déclaration de valeur ne pourra pas dépasser la valeur réelle du contenu de l'envoi et de l'emballage ; mais il sera permis de ne déclarer qu'une partie de cette valeur.

Toute déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle de l'envoi sera passible des poursuites judiciaires que peut prescrire la législation du pays d'origine.

Toutefois, un colis dont le contenu n'a aucune valeur pécuniaire pourra être assuré pour une somme nominale afin de bénéficier des garanties qu'offre le système de la déclaration de valeur.

Article 28.

RESPONSABILITÉ EN CAS DE PERTE, D'AVARIE OU DE SPOLIATION.

1. Sauf dans les cas mentionnés à l'article suivant, les deux administrations postales seront responsables de la perte des colis et de la perte, spoliation ou avarie de la totalité ou d'une partie de leur contenu.

L'expéditeur aura droit, de ce fait, à une indemnité correspondant au montant réel de la perte, spoliation ou avarie. Pour les colis sans déclaration de valeur, cette indemnité ne pourra dépasser : 10 francs pour un colis ne pesant pas plus de 1 kg. (2 lb.), 25 francs pour un colis dont le poids est supérieur à 1 kg. mais ne dépasse pas 5 kg. (11 lb.), et 40 francs pour un colis dont le poids est supérieur à 5 kg. Pour les colis avec valeur déclarée, cette indemnité ne pourra dépasser le montant de la valeur déclarée.

Dans les cas où la perte, la spoliation ou l'avarie se sera produite dans le service du pays de destination, l'administration de ce pays pourra verser, à ses propres frais et sans consulter l'administration du pays d'origine, l'indemnité au destinataire, à condition que le destinataire puisse prouver que l'expéditeur a renoncé à ses droits en sa faveur.

2. Dans le calcul de l'indemnité, les dommages indirects ou les bénéfices non réalisés ne seront pas pris en considération.

3. L'indemnité sera calculée d'après le prix courant des marchandises de même nature, au lieu et à l'époque où les marchandises auront été acceptées au transport.

4. Where compensation is due for the loss, destruction or complete damage of a parcel or for the abstraction of the whole of the contents, the sender is entitled to the return of the postage also.

5. In all cases insurance fees and if the case arises the despatch fee shall be retained by the Postal Administrations concerned.

Article 29.

EXCEPTIONS TO THE PRINCIPLE OF RESPONSIBILITY.

The two Postal Administrations shall be relieved of all responsibility :

- (a) In cases beyond control (*force majeure*) ;
- (b) When they are unable to account for parcels in consequence of the destruction of official documents through a cause beyond control (*force majeure*) ;
- (c) When the damage has been caused by the fault or negligence of the sender, or when it arises from the nature of the article ;
- (d) For parcels of which the contents fall under the ban of one of the prohibitions mentioned in Article 11 ;
- (e) For parcels which have been fraudulently insured for a sum exceeding the actual value of the contents and packing ;
- (f) In respect of parcels regarding which the sender has not made enquiry within the period prescribed by Article 19 ;
- (g) In respect of any parcels containing precious stones, jewellery or any article of gold, silver or platinum exceeding 2,500 francs in value not packed in a box of the size prescribed by Article 6, section 3, of the Detailed Regulations.

Article 30.

TERMINATION OF RESPONSIBILITY.

The two Postal Administrations shall cease to be responsible for parcels which have been delivered in accordance with their internal regulations and of which the owners or their agents have accepted delivery without reservation.

Article 31.

PAYMENT OF COMPENSATION.

The payment of compensation shall be undertaken by the Postal Administration of the country of origin except in the cases indicated in Article 28, section 1, where payment is made by the Postal Administration of the country of destination. The Administration of the country of origin may, however, after obtaining the sender's consent, authorise the Administration of the country of destination to settle with the addressee. The paying Administration retains the right to make a claim against the Administration responsible.

Article 32.

PERIOD FOR PAYMENT OF COMPENSATION.

I. Compensation shall be paid as soon as possible and, at the latest, within one year from the day following the date of the enquiry.

4. Dans les cas où sera due une indemnité pour perte, destruction ou avarie complète d'un colis ou pour spoliation de la totalité de son contenu, l'expéditeur aura droit également au remboursement des taxes de transport.

5. Les droits d'assurance et, le cas échéant, la taxe d'expédition resteront acquis, dans tous les cas, aux administrations postales intéressées.

Article 29.

EXCEPTIONS AU PRINCIPE DE LA RESPONSABILITÉ.

Les deux administrations postales seront dégagées de toute responsabilité :

- a) Dans les cas de force majeure ;
- b) Lorsqu'elles seront dans l'impossibilité de rendre compte des colis, par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure ;
- c) Lorsque le dommage aura été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou lorsqu'il proviendra de la nature de l'objet ;
- d) Pour les colis dont le contenu tombe sous le coup d'une des interdictions mentionnées à l'article 11 ;
- e) Pour les colis qui ont fait l'objet d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu et de l'emballage ;
- f) A l'égard des colis qui n'auront donné lieu, de la part de l'expéditeur, à aucune réclamation dans le délai prévu à l'article 19 ;
- g) A l'égard des colis contenant des pierres précieuses, de la joaillerie ou un article quelconque d'or, d'argent ou de platine d'une valeur supérieure à 2.500 francs et non enfermés dans une boîte des dimensions prescrites à l'article 6, paragraphe 3, du règlement d'exécution.

Article 30.

CESSATION DE LA RESPONSABILITÉ.

Les deux administrations postales cesseront d'être responsables des colis qui auront été livrés conformément à leurs règlements intérieurs et dont les ayants droit ou leurs représentants auront pris livraison sans formuler de réserve.

Article 31.

PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ.

L'indemnité sera versée par l'administration postale du pays d'origine, sauf dans le cas prévu au paragraphe premier de l'article 28, dans lequel le paiement sera effectué par l'administration postale du pays de destination. L'administration du pays d'origine pourra, toutefois, après avoir obtenu le consentement de l'expéditeur, autoriser l'administration du pays de destination à indemniser le destinataire. L'administration qui aura effectué le paiement conserve un droit de recours contre l'administration responsable.

Article 32.

DÉLAI DE PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ.

1. L'indemnité sera versée le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour de la réclamation.

2. The Postal Administration of the country of origin is authorised to settle with the sender on behalf of the other Administration if the latter, after being duly informed of the application, has let nine months pass without giving a decision in the matter.

3. The Administration of the country of origin may, exceptionally, postpone the settlement of compensation beyond the period of one year when the question of responsibility cannot be settled owing to circumstances over which the Administrations concerned have no control.

Article 33.

INCIDENCE OF COST OF COMPENSATION.

1. Until the contrary is proved responsibility shall rest with the Postal Administration which, having received the parcel from the other Administration without making any reservation and having been furnished with all the particulars for investigation prescribed by the regulations, cannot establish either proper delivery to the addressee or his agent, or regular transfer to the following Postal Administration as the case may be.

2. If, in the case of a parcel despatched from one of the two countries for delivery in the other, the loss, damage or abstraction has occurred in course of conveyance without it being possible to prove in the service of which country the irregularity took place the two Administrations shall bear in equal shares the amount of compensation.

3. The same principle shall, as far as possible, be applied when other Administrations are concerned in the conveyance of a parcel. Nevertheless, in the case of parcels sent in transit from one of the two countries through the other neither of the two Administrations shall be held responsible when the loss, damage or abstraction has taken place in a service in which responsibility is not accepted.

4. Customs and other charges which it has not been possible to cancel shall be borne by the Administration responsible for the loss, damage or abstraction.

5. By paying compensation the Administration concerned takes over, to the extent of the amount paid, the rights of the person who has received compensation in any action which may be taken against the addressee, the sender or a third party.

If a parcel which has been regarded as lost is subsequently found, in whole or in part, the person to whom compensation has been paid shall be informed that he is at liberty to take possession of the parcel against repayment of the amount paid as compensation.

Article 34.

REPAYMENT OF THE COMPENSATION TO THE POSTAL ADMINISTRATION OF THE COUNTRY OF ORIGIN.

The Administration responsible or on whose account the payment is made in accordance with Article 31 is bound to repay the amount of the compensation within a period of three months after notification of payment. The amount shall be recovered from the Administration responsible through the accounts provided for in Article 34 of the Detailed Regulations.

The Administration of which the responsibility is duly proved and which has originally declined to pay compensation is bound to bear all the additional charges resulting from the unwarranted delay in payment.

Article 35.

CREDITS FOR CONVEYANCE.

For each parcel despatched from one of the two countries for delivery in the other the despatching Office shall allow to the Office of destination the rates which accrue to it by virtue of the provisions of Articles 4 and 5.

2. L'administration postale du pays d'origine est autorisée à indemniser l'expéditeur pour le compte de l'autre administration si celle-ci, dûment informée de la réclamation, a laissé s'écouler neuf mois sans prendre de décision en la matière.

3. L'administration du pays d'origine peut exceptionnellement différer le règlement de l'indemnité au delà du délai d'un an lorsque la question de responsabilité n'a pu être tranchée par suite de circonstances indépendantes de la volonté des administrations intéressées.

Article 33.

ADMINISTRATION RESPONSABLE.

1. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'administration postale qui, ayant reçu le colis de l'autre administration sans formuler de réserve et ayant obtenu communication de tous les renseignements prescrits par les règlements en vue de l'enquête, ne peut établir que le colis a été dûment délivré au destinataire ou à son représentant, ou qu'il a été régulièrement transmis à l'administration postale suivante, selon le cas.

2. Si, dans le cas d'un colis expédié de l'un des deux pays à destination de l'autre, la perte, la spoliation ou l'avarie est survenue en cours de transport sans qu'il soit possible de déterminer dans le service de quel pays l'irrégularité s'est produite, les deux administrations supporteront le dommage par parts égales.

3. Le même principe sera appliqué, dans la mesure du possible, lorsque d'autres administrations auront participé au transport des colis. Toutefois, dans le cas de colis expédiés en transit de l'un des deux pays à travers le territoire de l'autre, ni l'une ni l'autre des deux administrations ne sera considérée comme responsable lorsque la perte, la spoliation ou l'avarie sera survenue dans un service qui n'accepte aucune responsabilité.

4. Les droits de douane et autres droits qu'il n'aura pas été possible d'annuler seront à la charge de l'administration responsable de la perte, de l'avarie ou de la spoliation.

5. Du fait qu'elle a payé l'indemnité, l'administration intéressée est subrogée, jusqu'à concurrence du montant versé, dans les droits de la personne qui a reçu l'indemnité, pour tout recours éventuel contre le destinataire, l'expéditeur ou des tiers.

Si un colis considéré comme perdu est ultérieurement retrouvé, en totalité ou en partie, la personne qui aura touché l'indemnité sera avisée qu'il lui est loisible de prendre possession du colis contre restitution du montant de l'indemnité payée.

Article 34.

REMBOURSEMENT DE L'INDEMNITÉ A L'ADMINISTRATION POSTALE DU PAYS D'ORIGINE.

L'administration responsable ou pour le compte de laquelle le paiement est effectué conformément à l'article 31, est tenue de rembourser le montant de l'indemnité dans un délai de trois mois après notification du paiement. Le montant de l'indemnité sera recouvré auprès de l'administration responsable au moyen des comptes prévus à l'article 34 du règlement d'exécution.

L'administration dont la responsabilité est dûment établie et qui a primitivement décliné le paiement de l'indemnité sera tenue de supporter tous les frais additionnels résultant du retard injustifié apporté au paiement.

Article 35.

BONIFICATIONS DE TRANSPORT.

Pour chaque colis expédié de l'un des deux pays à destination de l'autre, le bureau expéditeur bonifiera au bureau destinataire les droits qui reviennent à ce dernier en vertu des dispositions des articles 4 et 5.

For each parcel despatched from one of the two countries in transit through the other the re-despatching Office shall allow to the other Office the rates due for the conveyance and insurance of the parcel.

Article 36.

CLAIMS IN CASE OF REDIRECTION OR RETURN.

In case of the redirection or of the return of a parcel from one country to the other, the re-transmitting Administration shall claim from the other Administration the charges due to it and to any other Administration taking part in the redirection or return. The claim shall be made on the Parcel Bill relating to the Mail in which the parcel is forwarded.

Article 37.

EXPRESS DELIVERY FEES, SPECIAL AND ADDITIONAL.

1. The special charge for express delivery prescribed by Article 10, section 1, shall be included in the sums credited to the Administration of the country of destination.

When an Express parcel is redirected to another country before an attempt has been made to deliver it, this charge shall be credited to the Postal Administration of the new country of destination. If the latter does not undertake express delivery, the credit is retained by the Administration of the country to which the parcel was first addressed: the same applies when an Express parcel cannot be delivered.

2. In case of the redirection or of the return to the country of origin of an Express parcel, the additional charge prescribed by Article 10, section 2, shall be claimed from the Administration of the country in which the new destination is situated or from the Administration of the country of origin, as the case may be, by the Administration which has attempted delivery in the manner indicated in Article 36, unless this charge was paid when the parcel was presented at the addressee's residence.

Article 38.

CHARGE FOR REDIRECTION IN THE COUNTRY OF DESTINATION.

In case of further redirection or of return to the country of origin, the redirection charge prescribed by Article 13, section 2, shall accrue to the country which redirected the parcel within its own territory.

Article 39.

MISCELLANEOUS FEES.

1. The following fees shall be retained in full by the Postal Administration which has collected them:

- (a) The special fee referred to in Article 8, fourth paragraph;
- (b) The fee for Advice of Delivery referred to in Article 12;
- (c) The enquiry fee referred to in Article 19, section 1;

(d) The supplementary fee for a Trade Charge parcel referred to in Article 20, section 4;

- (e) The despatch fee for an Insured parcel referred to in Article 26, section 3.

2. The fee for Customs clearance referred to in Article 6 shall be retained by the Administration of the country of destination. The commission referred to in Article 8, third paragraph, may be claimed by the same Administration.

Pour chaque colis expédié de l'un des deux pays en transit à travers le territoire de l'autre, le bureau expéditeur bonifiera à l'autre bureau les droits afférents au transport et à l'assurance du colis.

Article 36.

REPRISE EN CAS DE RÉEXPÉDITION OU DE RENVOI.

En cas de réexpédition ou de renvoi d'un colis d'un pays à l'autre, l'administration réexpéditrice reprend sur l'autre administration le montant des droits qui lui reviennent à elle-même et à toute autre administration participant à la réexpédition ou au renvoi du colis. La reprise sera effectuée sur la feuille de route relative à l'envoi dont le colis fait partie.

Article 37.

TAXES D'EXPRÈS, SPÉCIALES ET COMPLÉMENTAIRES.

1. La taxe spéciale d'express prévue à l'article 10, paragraphe premier, fait partie des sommes portées au crédit de l'administration du pays de destination.

Lorsqu'un colis express est réexpédié sur un autre pays, sans que la remise en ait été tentée, cette taxe est portée au crédit de l'administration postale du nouveau pays de destination. Si celle-ci ne se charge pas de la remise par express, la taxe reste acquise à l'administration du pays de la première destination ; il en est de même quand un colis express n'a pu être remis.

2. En cas de réexpédition ou de renvoi au pays d'origine d'un colis express, la taxe complémentaire prévue à l'article 10, paragraphe 2, est reprise sur l'administration du pays de la nouvelle destination ou sur l'administration du pays d'origine, suivant le cas, par l'administration qui a tenté la remise, selon la procédure indiquée à l'article 36, sauf dans les cas où cette taxe a été acquittée lors de la présentation au domicile du destinataire.

Article 38.

TAXE POUR LA RÉEXPÉDITION DANS LE PAYS DE DESTINATION.

La taxe de réexpédition prévue à l'article 13, paragraphe 2, est acquise, en cas de réexpédition ultérieure ou de renvoi au pays d'origine, au pays qui a effectué la réexpédition dans les limites de son territoire.

Article 39.

DROITS DIVERS.

1. Sont acquis en entier à l'administration postale qui les a perçus :

- a) Le droit spécial prévu à l'article 8, quatrième paragraphe ;
- b) Le droit d'avis de réception prévu à l'article 12 ;
- c) Le droit applicable aux réclamations, mentionné à l'article 19, paragraphe premier ;
- d) Le droit supplémentaire pour les colis grevés de remboursement, prévu à l'article 20, paragraphe 4 ;
- e) Le droit d'expédition pour les colis avec valeur déclarée, prévu à l'article 26, paragraphe 3.

2. Le droit de dédouanement prévu à l'article 6 est acquis à l'administration du pays de destination. Le droit de commission mentionné à l'article 8, troisième paragraphe, peut être repris par la même administration.

Article 40.

TRADE CHARGE FEE.

The fee mentioned in Article 20, section 2, shall be shared between the Postal Administration of the country of origin and that of the country of destination, as provided for in Article 36, section 2, of the Detailed Regulations.

Article 41.

INSURANCE FEE.

In respect of Insured parcels the Postal Administration of the country of origin shall allow to the Postal Administration of the country of destination for territorial service a rate of 5 centimes for each 300 francs of insured value or fraction thereof. If the Administration of the country of destination provides the sea service, the Administration of the country of origin shall allow an additional rate of 10 centimes for each 300 francs of insured value or fraction thereof.

Article 42.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

1. The francs and centimes mentioned in this Agreement are gold francs and centimes as defined in the Postal Union Convention.
2. Parcels shall not be subjected to any postal charges other than those contemplated in this Agreement except by mutual consent of the two Postal Administrations.
3. In extraordinary circumstances either Administration may temporarily suspend the Parcel Post, either entirely or partially, on condition of giving immediate notice, if necessary by telegraph, to the other Administration.
4. The two Administrations have drawn up the following Detailed Regulations for ensuring the execution of the present Agreement. Further matters of detail, not inconsistent with the general provisions of this Agreement and not provided for in the Detailed Regulations, may be arranged from time to time by mutual consent.
5. The internal legislation of the United Kingdom and Finland shall remain applicable as regards everything not provided for by the stipulations contained in the present Agreement and in the Detailed Regulations for its execution.

Article 43.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE AGREEMENT.

This Agreement shall come into operation on the 1 January 1934 and shall remain in force until the expiration of one year from the date on which it may have been denounced by either of the two Administrations.

In witness whereof the undersigned, duly authorised for that purpose, have signed the present Agreement, and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate, in the English language, at London the 17th day of October 1933 and at Helsinki the 4th day of November 1933.

(L. S.) Howard Kingsley WOOD.

(L. S.) G. E. F. ALBRECHT.

Article 40.

TAXE DE REMBOURSEMENT.

La taxe prévue à l'article 20, paragraphe 2, sera partagée entre l'administration du pays d'origine et celle du pays de destination, comme il est prescrit à l'article 36, paragraphe 2, du règlement d'exécution.

Article 41.

DROIT D'ASSURANCE.

En ce qui concerne les colis avec valeur déclarée, l'administration postale du pays d'origine est redevable envers l'administration postale du pays de destination, pour le transport territorial, d'un droit de 5 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs de la valeur déclarée. Si l'administration du pays de destination assure le transport maritime, l'administration du pays d'origine lui versera un droit supplémentaire de 10 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs de la valeur déclarée.

Article 42.

DISPOSITIONS DIVERSES.

1. Les francs et centimes mentionnés dans le présent accord sont des francs et des centimes-or, tels qu'ils sont définis dans la Convention de l'Union postale.

2. Les colis ne pourront être grevés de taxes postales autres que celles qui sont prévues dans le présent accord, sauf en cas d'entente réciproque des deux administrations postales.

3. Dans des circonstances exceptionnelles, chacune des deux administrations pourra suspendre temporairement, en totalité ou en partie, le service d'échange des colis postaux, à la condition d'en aviser immédiatement, et, s'il y a lieu, par télégramme, l'autre administration.

4. Les deux administrations ont élaboré le règlement ci-après en vue de l'exécution du présent accord. D'autres questions de détail, qui ne seront pas incompatibles avec les dispositions générales du présent accord et qui n'auront pas été prévues dans le règlement d'exécution, pourront être réglées de temps à autre d'un commun accord.

5. Les législations intérieures du Royaume-Uni et de la Finlande seront applicables à tous les points qui n'auraient pas été prévus par les dispositions du présent accord et de son règlement d'exécution.

Article 43.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE L'ACCORD.

Le présent accord prendra effet à partir du 1^{er} janvier 1934 et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an à compter du jour où il aura été dénoncé par l'une ou l'autre des deux administrations.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire, en langue anglaise, à Londres, le 17 octobre 1933, et à Helsinki, le 4 novembre 1933.

(L. S.) Howard Kingsley Wood.

(L. S.) G. E. F. ALBRECHT.

DETAILED REGULATIONS

FOR CARRYING OUT THE PARCEL POST AGREEMENT BETWEEN THE POST OFFICE OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE POST OFFICE OF FINLAND. DATED OCTOBER 17TH / NOVEMBER 4TH, 1933.

Article 1.

CIRCULATION.

1. Each Postal Administration shall forward by the routes and means which it uses for its own parcels, parcels delivered to it by the other Administration for conveyance in transit through its territory.

2. Missent parcels shall be re-transmitted to their proper destination, by the most direct route at the disposal of the Office re-transmitting them.

Article 2.

METHOD OF TRANSMISSION. PROVISION OF BAGS.

1. The exchange of parcels between the two countries shall be effected by the Offices appointed by agreement between the two Postal Administrations.

2. Parcels shall be exchanged between the two countries in bags duly fastened and sealed. In the absence of any arrangement to the contrary, the transmission of parcels despatched by one of the two contracting countries in transit through the other shall be effected "à découvert".

3. A label showing the Office of Exchange of origin and the Office of Exchange of destination shall be attached to the neck of each bag, the number of parcels contained in the bag being indicated on the back of the label.

4. The bag containing the Parcel Bill and other documents shall be distinctively labelled.

5. The Express and Trade Charge parcels forwarded in a Mail shall be placed together, and, as far as possible, in the bag which contains the Parcel Bill and other documents. When they cannot all be placed in the bag which contains the Parcel Bill, the bag or bags in which they are forwarded shall be indicated by a distinctive label.

6. Similarly, Insured parcels shall be forwarded in separate bags; and the labels of these bags shall be marked with any distinctive symbol that may from time to time be agreed upon by the two Administrations.

7. The weight of any bag of parcels shall not exceed 36 kilogrammes (80 pounds avoirdupois).

8. The bags shall be supplied by the Post Office of the United Kingdom and their cost shall be borne in equal shares by the two Administrations.

Each bag shall be stencilled on all four sides "Great Britain and Finland".

The bags shall be used exclusively for the exchange of parcels between the United Kingdom and Finland and not for any other service, and the Post Office of Finland shall be required to make good the value of any bags which it fails to return.

9. The bags not required by the Post Office of Finland for the despatch of parcels to the United Kingdom shall be returned empty, made up in bundles of ten (nine bags enclosed in one) and despatched as a separate Mail addressed to such Office of Exchange as the Postal Administration of the United Kingdom shall appoint. The number of bags so forwarded shall be advised on a Parcel Bill, which shall be separate from that used for advising the parcels themselves and shall be numbered in a separate annual series.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION

DE L'ACCORD RELATIF A L'ÉCHANGE DE COLIS POSTAUX ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DE LA FINLANDE, EN DATE DES 17 OCTOBRE ET 4 NOVEMBRE 1933.

Article premier.

ACHEMINEMENT.

1. Chaque administration postale acheminera, par les voies et moyens qu'elle emploie pour ses propres colis, les colis postaux qui lui seront remis par l'autre administration pour être expédiés en transit par son territoire.

2. Les colis envoyés en fausse direction seront réexpédiés sur leur véritable destination par la voie la plus directe dont peut disposer l'office réexpéditeur.

Article 2.

MODE DE TRANSMISSION. FOURNITURE DES SACS.

1. L'échange des colis entre les deux pays sera effectué par les bureaux désignés d'un commun accord par les deux administrations postales.

2. Les colis seront échangés entre les deux pays en sacs dûment clos et scellés.

A moins d'arrangement contraire, la transmission des colis expédiés par l'un des deux pays contractants en transit par le territoire de l'autre s'opérera « à découvert ».

3. On attachera au col de chaque sac une étiquette indiquant le bureau d'échange d'origine et le bureau d'échange de destination ; le nombre des colis contenus dans le sac sera inscrit au dos de l'étiquette.

4. Le sac contenant la feuille de route et les autres documents portera une étiquette distinctive.

5. Les colis exprès et les colis grevés de remboursement expédiés dans un courrier seront groupés et placés, autant que possible, dans le sac qui contient la feuille de route et les autres documents. Lorsqu'ils ne pourront être tous placés dans le sac qui contient la feuille de route, le sac ou les sacs dans lesquels ils sont expédiés porteront une étiquette distinctive.

6. De même, les colis avec valeur déclarée seront expédiés dans des sacs distincts, et les étiquettes de ces sacs porteront une marque distinctive qui sera fixée de temps à autre d'un commun accord par les deux administrations.

7. Aucun sac de colis postaux ne devra peser plus de 36 kilogrammes (80 livres avoirdupois).

8. Les sacs seront fournis par l'Administration des postes du Royaume-Uni, et leur coût sera réparti par moitié entre les deux administrations.

Chaque sac sera revêtu sur les quatre côtés de la mention « Grande-Bretagne et Finlande ».

Les sacs seront utilisés exclusivement pour l'échange des colis postaux entre le Royaume-Uni et la Finlande et non pour les besoins d'un autre service, et l'Administration des postes de la Finlande sera tenue de rembourser la valeur de tout sac qui ne sera pas retourné par elle.

9. Les sacs dont l'Administration des postes de la Finlande n'aura pas besoin pour l'envoi de colis à destination du Royaume-Uni seront retournés vides, par paquets de dix (neuf sacs enfermés dans le dixième) et sous forme d'envoi distinct adressé au bureau d'échange désigné par l'Administration postale du Royaume-Uni. Le nombre des sacs ainsi envoyés sera signalé sur une feuille de route distincte de celle qui est employée pour signaler les colis eux-mêmes ; cette feuille portera un numéro d'ordre appartenant à une série annuelle distincte.

Article 3.

INFORMATION TO BE FURNISHED.

1. Each Postal Administration shall communicate to the other by means of a Table :
 - (a) The names of the countries to which it can forward parcels handed over to it ;
 - (b) The routes available for the transmission of the said parcels from the point of entry into its territory or into its service ;
 - (c) The total amount to be credited to it by the other Administration for each destination ;
 - (d) The number of Customs Declarations which must accompany each parcel ;
 - (e) Any other necessary information.

2. Each Administration shall make known to the other the names of the countries to which it intends to send parcels in transit through the other, unless in any particular case the number of parcels concerned is insignificant.

Article 4.

FIXING OF EQUIVALENTS.

In fixing the charges for parcels, either Postal Administration shall be at liberty to adopt such approximate equivalents as may be convenient in its own currency.

Article 5.

MAKE-UP OF PARCELS.

Every parcel shall :

- (a) Bear the exact address of the addressee in Roman characters. Addresses in pencil shall not be allowed provided that parcels bearing addresses written with copying-ink pencil on a surface previously damped shall be accepted. The address shall be written on the parcel itself or on a label so firmly attached to it that it cannot become detached. The sender of a parcel shall be advised to enclose in the parcel a copy of the address together with a note of his own address ;

- (b) Be packed in a manner adequate for the length of the journey and for the protection of the contents.

Articles liable to injure officers of the Post Office or to damage other parcels shall be so packed as to prevent any risk.

Article 6.

SPECIAL PACKING.

1. Liquids and substances which easily liquefy shall be packed in two receptacles. Between the first receptacle (bottle, flask, pot, box, etc.) and the second (box of metal or of stout wood) shall be left a space which shall be filled with sawdust, bran or some other absorbent material in sufficient quantity to absorb all the liquid contents in the case of breakage.

Article 3.

RENSEIGNEMENTS A FOURNIR.

1. Chaque administration postale notifiera à l'autre, au moyen d'un tableau :

- a) La nomenclature des pays à destination desquels elle peut acheminer les colis qui lui sont remis ;
- b) Les voies ouvertes à l'acheminement desdits colis, à partir de l'entrée sur son territoire ou dans son service ;
- c) Le montant total qui doit lui être bonifié par l'autre administration pour chaque destination ;
- d) Le nombre de déclarations en douane dont chaque colis doit être accompagné ;
- e) Tous autres renseignements nécessaires.

2. Chaque administration fera connaître à l'autre les noms des pays à destination desquels elle a l'intention d'expédier des colis en transit par le territoire de l'autre, à moins que, dans un cas particulier, le nombre de ces colis ne soit insignifiant.

Article 4.

FIXATION DES ÉQUIVALENTS.

Dans la fixation des taxes afférentes aux colis, chacune des deux administrations postales aura la faculté d'adopter tels équivalents approximatifs, en sa propre monnaie, qu'elle jugera appropriés.

Article 5.

CONDITIONNEMENT DES COLIS.

Tout colis devra :

- a) Porter l'adresse exacte du destinataire en caractères latins. Les adresses au crayon ne seront pas admises ; toutefois, les colis portant des adresses écrites au crayon-encres sur un fond préalablement mouillé seront acceptés. L'adresse sera inscrite sur le colis même ou sur une étiquette attachée assez solidement à ce dernier pour qu'elle ne puisse se détacher. Il sera recommandé à l'expéditeur de tout colis d'insérer dans le colis une copie de l'adresse du destinataire, ainsi que l'indication de sa propre adresse ;
- b) Être emballé d'une manière qui réponde à la durée du transport et qui assure la protection du contenu.

Les articles qui pourraient blesser les agents des postes ou endommager d'autres colis devront être emballés de manière à éviter tout danger.

Article 6.

EMBALLAGES SPÉCIAUX.

1. Les liquides et les corps facilement liquéfiables devront être emballés dans un double récipient. Entre le premier (bouteille, flacon, pot, boîte, etc.) et le second (boîte métallique ou en bois résistant), il sera laissé un espace qui devra être rempli de sciure, de son ou d'une autre matière absorbante, en quantité suffisante pour pouvoir absorber, en cas de bris, la totalité du contenu liquide.

2. Dry colouring powders such as aniline, etc., shall be admitted only if enclosed in stout metal boxes placed inside wooden boxes with sawdust between the two receptacles.

3. Every parcel containing precious stones, jewellery or any article of gold, silver or platinum exceeding 2,500 francs in value shall be packed in a box measuring not less than 3 feet 6 inches (1.05 metres) in length and girth combined.

Article 7.

DESPATCH NOTES AND CUSTOMS DECLARATIONS.

1. Each parcel shall be accompanied by a Despatch Note and by a set of Customs Declarations according to the regulations of the country of destination.

2. Nevertheless a single Despatch Note and a single set of Customs Declarations may suffice for two or three (but not more) ordinary parcels posted at the same time by one sender to one addressee. This provision shall not apply to Trade Charge parcels, Insured parcels, Express parcels, or parcels intended for delivery to the addressees free of charge.

3. The two Postal Administrations accept no responsibility in respect of the accuracy of Customs Declarations.

Article 8.

PARCELS FOR DELIVERY FREE OF CHARGE.

1. A parcel to be delivered to the addressee free of charge shall bear on the address side and on the Despatch Note a yellow label bearing in bold type the words " Franc de droits ".

2. Every parcel forwarded " free of charge " shall be accompanied by a separate Franking Note, which shall be firmly attached to the Despatch Note.

Article 9.

ADVICE OF DELIVERY.

1. Insured parcels of which the senders ask for an Advice of Delivery shall be very prominently marked " Advice of Delivery " or " A. R. " The Despatch Notes shall be marked in the same way.

2. Such parcels shall be accompanied by a form similar to that annexed to the Detailed Regulations of the Convention of the Postal Union. This Advice of Delivery form shall be prepared by the office of origin or by any other office appointed by the Administration of the country of origin and shall be attached to the Despatch Note of the parcel to which it relates. If it does not reach the office of destination, that office shall make out officially a new Advice of Delivery form.

3. The office of destination, after having duly filled up the form, shall return it unenclosed and free of postage to the address of the sender of the parcel.

4. When the sender makes enquiry concerning an Advice of Delivery which has not been returned to him after a reasonable interval, action shall be taken in accordance with the rules laid down in Article 10 following. In that case a second fee shall not be charged, and the office of origin shall enter at the top of the form the words " Duplicata de l'avis de réception ".

2. Les poudres sèches colorantes, tels que l'aniline, etc., ne seront admises que si elles sont renfermées dans des boîtes en métal résistant placées à l'intérieur de boîtes en bois, l'espace entre les deux récipients étant rempli de sciure.

3. Tout colis renfermant des pierres précieuses, des articles de joaillerie ou des articles d'or, d'argent ou de platine d'une valeur supérieure à 2.500 francs sera emballé dans une boîte mesurant au moins 3 pieds 6 pouces (1 m. 05), longueur et pourtour réunis.

Article 7.

BULLETINS D'EXPÉDITION ET DÉCLARATIONS EN DOUANE.

1. Chaque colis devra être accompagné d'un bulletin d'expédition et d'un jeu de déclarations en douane conformément aux règlements du pays de destination.

2. Néanmoins, un seul bulletin d'expédition et un seul jeu de déclarations en douane pourront servir pour deux colis ordinaires ou trois au plus expédiés en même temps par un même expéditeur au même destinataire. Cette disposition n'est pas applicable aux colis grevés de remboursement, aux colis avec valeur déclarée, aux colis expédiés par exprès ou aux colis à remettre aux destinataires francs de droits.

3. Les deux administrations postales n'assument aucune responsabilité quant à l'exactitude des déclarations en douane.

Article 8.

COLIS FRANCS DE DROITS.

1. Les colis à remettre au destinataire francs de droits doivent porter, du côté de la suscription, ainsi que sur le bulletin d'expédition, une étiquette de couleur jaune avec l'indication en gros caractères « Franc de droits ».

2. Tout colis expédié « franc de droits » doit être accompagné d'un bulletin d'affranchissement distinct, solidement attaché au bulletin d'expédition.

Article 9.

AVIS DE RÉCEPTION.

1. Les colis avec valeur déclarée dont les expéditeurs demandent un avis de réception doivent porter l'annotation très apparente « Avis de réception » ou les lettres « A. R. ». La même mention est reproduite sur les bulletins d'expédition.

2. Ces colis seront accompagnés d'une formule analogue à celle qui est annexée au Règlement d'exécution de la Convention de l'Union postale. Cette formule d'avis de réception est établie par le bureau d'origine ou par tout autre bureau désigné par l'administration du pays d'origine. Elle doit être jointe au bulletin d'expédition du colis auquel elle se rapporte. Si elle ne parvient pas au bureau de destination, celui-ci établit d'office un nouvel avis de réception.

3. Le bureau de destination, après avoir dûment rempli la formule, la renvoie à découvert et en franchise de port à l'adresse de l'expéditeur du colis.

4. Lorsque l'expéditeur réclame un avis de réception qui ne lui est pas parvenu dans un délai raisonnable, il est procédé conformément aux règles prévues à l'article 10 suivant. Dans ce cas, il n'est pas perçu une deuxième taxe, et le bureau d'origine inscrit en tête de la formule la mention « Duplicata de l'avis de réception ».

Article 10.

ADVICE OF DELIVERY APPLIED FOR AFTER POSTING.

When the sender applies for an Advice of Delivery after a parcel has been posted, the office of origin or any other office appointed by the Administration of the country of origin shall fill up an Advice of Delivery form and shall attach it to a form of enquiry to which postage stamps representing the fee prescribed by the Convention of the Postal Union have been affixed.

The form of enquiry accompanied by the Advice of Delivery form shall be treated according to the provisions of Article 31 below, with the single exception that, in the case of the due delivery of the parcel, the office of destination shall withdraw the form of enquiry and shall return the Advice of Delivery form in the manner prescribed in paragraph 3 of the preceding Article.

Article 11.

INDICATION OF TRADE CHARGE.

1. Trade Charge parcels and the relative Despatch Notes shall bear on the address side the indication "C.O.D." ("Remboursement") written or printed boldly and, after it, the amount of the Trade Charge without erasure or correction, even if certified.

2. The sender shall in addition enter on the parcel and on the front of the Despatch Note his name and address in Roman letters.

Article 12.

TRADE CHARGE LABEL.

Trade Charge parcels and the Despatch Notes also shall be furnished on the address side with an orange-coloured label in the form of the specimen, annexed to the Detailed Regulations of the Convention of the Postal Union.

Article 13.

TRADE CHARGE MONEY ORDER.

1. Every Trade Charge parcel shall be accompanied by a Trade Charge Money Order form. This form shall be attached to the Despatch Note and shall bear a statement of the amount of the Trade Charge in the currency of the country of origin of the parcel and should show, as a general rule, the sender of the parcel as the payee of the Money Order. Each Postal Administration is free to have the Money Orders relating to parcels originating in its service addressed to the offices of the origin of the parcels or to other offices. The counterfoil of the Order shall show the name and address of the addressee of the parcel as well as the place and date of posting.

2. Entries in pencil shall not be allowed on Trade Charge Money Order forms.

Article 14.

CONVERSION OF THE AMOUNT OF THE TRADE CHARGE.

The amounts of the Trade Charges shall be converted into the currency of the country of destination of the parcels by the Postal Administration of that country, which shall use for this purpose the current rate of conversion which it uses for the conversion of Money Orders drawn on the country of origin of the parcels.

Article 10.

AVIS DE RÉCEPTION DEMANDÉS POSTÉRIEUREMENT AU DÉPÔT.

Lorsque l'expéditeur demande un avis de réception postérieurement au dépôt d'un colis, le bureau d'origine, ou tout autre bureau désigné par l'administration du pays d'origine, remplit une formule d'avis de réception qu'il joint ensuite à une formule de réclamation préalablement revêtue de timbres-poste représentant la taxe prévue par la Convention de l'Union postale.

La réclamation accompagnée de l'avis de réception est traitée selon les prescriptions de l'article 31 ci-après, à la seule exception près que, en cas de livraison régulière du colis, le bureau de destination retire la formule de réclamation et renvoie l'avis de réception de la manière prescrite au paragraphe 3 de l'article précédent.

Article 11.

INDICATION DU MONTANT DU REMBOURSEMENT.

1. Les colis grevés de remboursement et les bulletins d'expédition y afférents porteront du côté de la suscription l'indication « C.O.D. » (« Remboursement ») écrite ou imprimée en caractères très apparents et, à la suite, le montant du remboursement, sans rature ni surcharge même approuvées.

2. L'expéditeur inscrira en outre sur le colis et au recto du bulletin d'expédition son nom et son adresse en caractères latins.

Article 12.

ETIQUETTES DES COLIS GREVÉS DE REMBOURSEMENT.

Les colis grevés de remboursement ainsi que les bulletins d'expédition seront revêtus, du côté de la suscription, d'une étiquette de couleur orange conforme au modèle annexé au Règlement d'exécution de la Convention de l'Union postale.

Article 13.

MANDAT DE REMBOURSEMENT.

1. Tout colis grevé de remboursement est accompagné d'une formule de mandat de remboursement. Cette formule, qui est attachée au bulletin d'expédition, doit porter l'indication du montant du remboursement dans la monnaie du pays d'origine du colis et indiquer, en règle générale, l'expéditeur du colis comme bénéficiaire du mandat. Chaque administration postale est libre de faire adresser aux bureaux d'origine des colis ou à d'autres bureaux les mandats afférents aux envois originaires de son service. Le coupon du mandat de remboursement doit indiquer le nom et l'adresse du destinataire du colis ainsi que le lieu et la date de dépôt de cet envoi.

2. Les formules de mandat de remboursement ne doivent porter aucune inscription au crayon.

Article 14.

CONVERSION DU MONTANT DU REMBOURSEMENT.

Le montant des remboursements est converti en monnaie du pays de destination des colis par les soins de l'administration postale de ce pays, qui se sert à cet effet du taux de conversion dont elle fait usage pour la conversion des mandats de poste à destination du pays d'origine des colis.

Article 15.

PERIOD FOR PAYMENT OF TRADE CHARGE.

The amount of the Trade Charge shall be paid by the addressee within the period prescribed by the regulations of the country of destination.

After the expiration of this period the parcel shall be treated as undeliverable in accordance with the provisions of Article 15 of the Agreement.

Article 16.

REDIRECTION OF TRADE CHARGE PARCELS.

1. Trade Charge parcels may be redirected if the new country of destination maintains with the country of origin an exchange of Trade Charge parcels. In this case, the parcels shall be accompanied by the Trade Charge Money Order forms prepared by the office of origin. The new office of destination shall act in the settlement of the Trade Charge as if the parcel had been directly consigned to it in the first instance.

2. In the case of an application for redirection to a country which does not maintain an exchange of Trade Charge parcels with the country of origin, the parcels shall be treated as undeliverable.

Article 17.

ISSUE OF TRADE CHARGE MONEY ORDER.

Immediately after collecting the amount of the Trade Charge, the office of destination, or any other office appointed by the Postal Administration of the country of destination, shall fill in the portion of the Trade Charge Money Order form headed "Service Instructions" ("Indications de service") and, after the e-stamping it, shall return it without charge to the office at which the parcel was posted or to the office specially named by the Administration of the country of origin on the form itself.

Trade Charge Money Orders shall be paid to the senders under the conditions fixed by the Administration of the country of payment.

Article 18.

CANCELLATION OR REPLACEMENT OF TRADE CHARGE MONEY ORDER FORMS.

1. A Trade Charge Money Order form relating to a parcel which, for any reason whatsoever, is returned to the sender shall be cancelled by the office which returns the parcel and shall be returned annexed to the Despatch Note.

2. When a Trade Charge Money Order form is mislaid, lost or destroyed before the collection of the Trade Charge, the office of destination or any other office appointed by the Postal Administration of the country of destination shall prepare a duplicate.

Article 19.

TRADE CHARGE MONEY ORDERS LOST.

1. A Trade Charge Money Order mislaid, lost or destroyed after the collection of the Trade Charge shall be replaced by a duplicate, or by an authority to pay, after proof by the two Postal Administrations that the Order has not been paid.

Article 15.

DÉLAI DE PAIEMENT DU REMBOURSEMENT.

Le montant du remboursement doit être payé par le destinataire dans le délai prescrit par le règlement du pays de destination.

A l'expiration de ce délai, le colis sera traité comme étant tombé en rebut, conformément aux dispositions de l'article 15 de l'accord.

Article 16.

RÉEXPÉDITION DES COLIS GREVÉS DE REMBOURSEMENT.

1. Les colis grevés de remboursement peuvent être réexpédiés si le pays de la nouvelle destination assure, avec celui d'origine, un échange de colis contre remboursement. Dans ce cas, les colis sont accompagnés des formules de mandats de remboursement établies par le bureau d'origine. Le bureau de la nouvelle destination procède à la liquidation des remboursements comme si le colis lui avait été expédié directement.

2. Dans le cas d'une demande de réexpédition à destination d'un pays qui n'assure pas un service de colis grevés de remboursement avec le pays d'origine, les colis sont traités comme étant tombés en rebut.

Article 17.

EMISSION DU MANDAT DE REMBOURSEMENT.

Immédiatement après avoir encaissé le montant du remboursement, le bureau de destination, ou tout autre bureau désigné par l'administration postale du pays de destination, remplit la partie « Indications de service » du mandat de remboursement et, après avoir apposé son timbre à date, le renvoie sans taxe au bureau de dépôt du colis ou au bureau qui a été spécialement désigné par l'administration du pays d'origine sur le titre lui-même.

Les mandats de remboursement sont payés aux expéditeurs dans les conditions déterminées par l'administration du pays de paiement.

Article 18.

ANNULATION OU REMPLACEMENT DES FORMULES DE MANDATS DE REMBOURSEMENT.

1. Les formules de mandats de remboursement afférentes à des colis qui, pour une raison quelconque, sont renvoyés à l'expéditeur, sont annulées par les soins du bureau qui effectue le renvoi et sont renvoyées annexées aux bulletins d'expédition.

2. Lorsqu'une formule de mandat de remboursement est égarée, perdue ou détruite avant l'encaissement du remboursement, le bureau destinataire ou tout autre bureau désigné par l'administration postale du pays de destination en établit un duplicata.

Article 19.

MANDATS DE REMBOURSEMENT PERDUS.

1. Les mandats de remboursement égarés, perdus ou détruits après l'encaissement du remboursement seront remplacés par des duplicata ou des autorisations de paiement après constatation, par les deux administrations postales, que les mandats n'ont pas été payés.

2. Trade Charge Money Orders which it has not been possible to deliver to the payees within the period of validity fixed by the Money Order Agreement between the two Administrations shall, at the expiration of the period of validity, be receipted by the Administration of the country of payment and claimed from the Administration which issued them.

3. Trade Charge Orders which have been delivered to the payees, and of which the payees have not claimed payment within the period of validity fixed by the Money Order Agreement between the two Administrations, shall be replaced by authorities to pay. These authorities to pay shall be drawn up by the Administration which collected the Trade Charge as soon as it has been able to ascertain that the original Orders have not been paid within the period of validity and shall be receipted by the other Administration which shall claim the amounts due in the first account rendered after their receipt.

4. The Administration issuing a Trade Charge Money Order shall notify the other Administration if the Order is not claimed within the period of validity.

5. Trade Charge Money Orders of which payment cannot be effected in consequence of any irregularity in completion by the office of destination of the parcel shall be returned as soon as possible to that office, officially registered, for correction.

Article 20.

INDICATION OF INSURED VALUE.

Every Insured parcel and the relative Despatch Note shall bear an indication of the insured value in the currency of the country of origin. This indication shall be made without erasure or correction even if certified. The amount of the insured value shall be converted into gold francs by the Postal Administration of the country of origin. The result of the conversion shall be indicated distinctly by new figures placed beside or below those representing the amount of the insured value in the currency of the country of origin.

Article 21.

INSURANCE LABELS, ETC.

Every Insured parcel and its Despatch Note as well shall bear a small red label with the indication " Insured " or " Valeur Déclarée " in Roman characters.

When a parcel contains coin, bullion or other precious objects, the wax or other seals, the labels of whatever kind and any postage stamps affixed to it shall be so spaced that they cannot conceal injuries to the cover. Moreover, the labels and postage stamps, if any, shall not be folded over two sides of the cover so as to hide the edge.

Article 22.

SEALING OF INSURED PARCELS.

Every Insured parcel shall be sealed by means of wax or by lead or other seals, with some special uniform design or mark of the sender, the seals being sufficient in number to render it impossible to tamper with the contents without leaving an obvious trace of violation.

The senders of such parcels shall be strongly recommended to furnish the relative Despatch Note, whenever possible, with an exact reproduction of the seal or special mark referred to above.

2. Les mandats de remboursement qu'il n'a pas été possible de remettre au bénéficiaire dans les délais de validité fixés par l'Accord concernant les mandats de poste conclu entre les deux administrations sont, à l'expiration du délai de validité, quittancés par l'administration du pays de paiement et repris sur l'administration qui les a émis.

3. Les mandats de remboursement qui ont été remis aux bénéficiaires mais dont ceux-ci n'ont pas réclamé le paiement dans le délai de validité fixé par l'Accord sur les mandats de poste conclu entre les deux administrations seront remplacés par des autorisations de paiement. Ces autorisations de paiement sont établies par l'administration qui a perçu le montant du remboursement aussitôt qu'elle a pu s'assurer que les originaux des mandats n'ont pas été payés dans le délai de validité fixé, et sont quittancées par l'autre administration, qui réclamera les sommes dues dans le premier relevé de compte établi après leur quittancement.

4. L'administration qui établit un mandat de remboursement avise l'autre administration lorsque le paiement n'a pas été réclamé dans le délai de validité.

5. Les mandats de remboursement qui ne peuvent pas être payés par suite d'une irrégularité commise par le bureau de destination du colis sont renvoyés aussitôt que possible à ce bureau aux fins de rectification, sous pli recommandé d'office.

Article 20.

INDICATION DU MONTANT DE LA DÉCLARATION.

Les colis avec valeur déclarée et les bulletins d'expédition y relatifs doivent porter l'indication de la valeur déclarée dans la monnaie du pays d'origine. Cette indication ne doit porter ni rature ni surcharge, même approuvées. Le montant de la valeur déclarée est converti en francs-or par l'administration postale du pays d'origine. Le résultat de la conversion est indiqué d'une manière bien distincte par de nouveaux chiffres placés à côté ou au-dessous de ceux qui représentent le montant de la déclaration dans la monnaie du pays d'origine.

Article 21.

ÉTIQUETTES DE DÉCLARATION DE VALEUR, ETC.

Les colis avec valeur déclarée ainsi que leur bulletin d'expédition doivent porter une petite étiquette rouge avec l'indication « Insured » ou « Valeur déclarée » en caractères latins.

Lorsqu'un colis contient des pièces de monnaie, des lingots ou d'autres objets précieux, les cachets ou autres scellés, de même que les étiquettes de toute nature et les timbres-poste qui y sont apposés, seront espacés de manière à ne pas pouvoir cacher des lésions de l'emballage. En outre, les étiquettes et, le cas échéant, les timbres-poste ne doivent pas être repliés sur les deux faces de l'emballage de manière à couvrir la bordure.

Article 22.

EMPREINTES DE CACHETS SUR LES COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

Les colis avec valeur déclarée doivent être scellés au moyen de cachets de cire, de plomb ou d'autres substances portant une empreinte ou marque spéciale uniforme de l'expéditeur et appliqués en nombre suffisant pour qu'il ne puisse être porté atteinte au contenu sans laisser de traces apparentes de violation.

Il sera instamment recommandé aux expéditeurs de colis de ce genre de joindre au bulletin d'expédition, lorsqu'il est possible de le faire, une reproduction exacte de l'empreinte ou marque spéciale susmentionnée.

Article 23.

INDICATION OF WEIGHT OF INSURED PARCELS.

The exact weight in grammes of each Insured parcel shall be entered by the Postal Administration of the country of origin :

- (a) On the address side of the parcel ;
- (b) On the Despatch Note, in the place reserved for this purpose.

Article 24.

SERIAL NUMBER AND PLACE OF POSTING.

Each parcel and the relative Despatch Note as well shall bear the name of the office of posting and a label indicating the serial number. An office of posting shall not use two or more series of labels at the same time, unless each series is provided with a distinctive mark.

Article 25.

DATE-STAMP IMPRESSION.

The Despatch Note shall be impressed by the office of posting, on the address side, with a stamp showing the place and date of posting.

Article 26.

EXPRESS PARCELS.

Every Express parcel and the relative Despatch Note as well shall be provided near to the address with a printed label of a deep red colour bearing in bold type the word " Express " or " Expres ".

Article 27.

RETURN OF FRANKING NOTES. RECOVERY OF THE CHARGES ADVANCED.

1. The Office which advances the Customs and other charges on behalf of the sender of a " free of charge " parcel shall fill up, so far as it is concerned, the back of the Franking Note, and return the latter, accompanied by the relative vouchers, if any, in a sealed envelope, without any indication of the contents, to the office specified on the front of the Franking Note.

2. When a parcel which bears the label " franc de droits " and is advised accordingly reaches the service of the country of destination without a Franking Note, the Office which undertakes the Customs clearance shall prepare a duplicate Franking Note, taking care to substitute the name of the country of origin of the parcel for that shown on the Franking Note and to indicate if possible the date of posting of the parcel. When the Franking Note is lost after the delivery of the parcel a duplicate shall be prepared under the same conditions.

3. Franking Notes relating to parcels which, for any reason whatsoever, are returned to the country of origin and of which Customs clearance has not been effected by the Administration of the country of destination must be cancelled by the Office which returns the parcels.

Article 23.

INDICATION DU POIDS DES COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

Le poids exact en grammes de chaque colis avec valeur déclarée doit être inscrit par l'administration postale du pays d'origine :

- a) Sur le colis même, du côté de la suscription ;
- b) Sur le bulletin d'expédition, à la place réservée à cet effet.

Article 24.

NUMÉRO D'ENREGISTREMENT ET LIEU DE DÉPÔT.

Chaque colis, ainsi que le bulletin d'expédition y relatif, devra porter le nom du bureau de dépôt ainsi qu'une étiquette indiquant le numéro d'ordre. Le même bureau d'origine ne pourra employer en même temps deux ou plusieurs séries d'étiquettes, à moins que les séries ne soient pourvues d'une marque distinctive.

Article 25.

APPLICATION DU TIMBRE A DATE.

Le bulletin d'expédition sera frappé par le bureau d'origine, du côté de la suscription, d'un timbre indiquant le lieu et la date du dépôt.

Article 26.

COLIS EXPRESS.

Les colis à remettre par exprès ainsi que les bulletins d'expédition correspondants seront pourvus, à côté de l'indication de l'adresse, d'une étiquette imprimée, de couleur rouge foncé, portant en gros caractères le mot « Express » ou « Exprès ».

Article 27.

RENOI DES BULLETINS D'AFFRANCHISSEMENT. — RÉCUPÉRATION DES DROITS AVANCÉS.

1. Le bureau qui fait l'avance des frais de douane ou autres pour le compte de l'expéditeur d'un colis franc de droits remplit, en ce qui le concerne, les indications qui figurent au verso du bulletin d'affranchissement et renvoie ce dernier, accompagné, le cas échéant, des pièces justificatives correspondantes, sous enveloppe fermée, sans indication du contenu, au bureau spécifié au recto du bulletin d'affranchissement.

2. Lorsqu'un colis qui porte l'étiquette « franc de droits » et qui est annoncé comme tel parvient au service destinataire sans bulletin d'affranchissement, le bureau chargé du dédouanement établit un duplicata du bulletin en ayant soin de substituer le nom du pays d'origine du colis à celui qui figure sur le bulletin d'affranchissement et d'indiquer, autant que possible, la date de dépôt du colis. Lorsque le bulletin d'affranchissement est perdu après livraison du colis, un duplicata est établi dans les mêmes conditions.

3. Les bulletins d'affranchissement afférents aux colis qui, pour un motif quelconque, sont renvoyés au pays d'origine et dont le dédouanement n'a pas encore été effectué par l'administration du pays de destination doivent être annulés par les soins du bureau qui retourne les colis.

4. On receipt of a Franking Note showing the charges disbursed by the Administration of the country of destination the Administration of the country of origin shall convert the amount of these charges into its own currency at a rate which it fixes itself, and which may not exceed the rate fixed for the issue of Money Orders for payment in the country in question. The result of the conversion shall be shown in the body of the form and shall be supported by the signature of the officer who made the conversion.

Article 28.

RE-TRANSMISSION.

1. The Postal Administration re-transmitting a missent parcel shall not levy Customs or other non-postal charges upon it.

When an Administration returns such a parcel to the country from which it has been directly received, it shall refund the credits received and report the error by means of a Verification Note.

In other cases, and if the amount credited to it is insufficient to cover the expenses of re-transmission which it has to defray, the re-transmitting Administration shall allow to the Administration to which it forwards the parcel the credits due for onward conveyance; it shall then recover the amount of the deficiency by claiming it from the Office of Exchange from which the missent parcel was directly received. The reason for this claim shall be notified to the latter by means of a Verification Note.

2. When a parcel has been wrongly allowed to be despatched in consequence of an error attributable to the postal service and has, for this reason, to be returned to the country of origin, the Administration which sends the parcel back shall allow to the Administration from which it was received the sums credited in respect of it.

3. The charges on a parcel redirected, in consequence of the removal of the addressee or of an error on the part of the sender, to a country with which the United Kingdom or Finland has Parcel Post communication shall be claimed from the Administration to which the parcel is forwarded, unless the charge for conveyance is paid at the time of redirection, in which case the parcel shall be dealt with as if it has been addressed directly from the re-transmitting country to the new country of destination.

4. A parcel which is redirected unpaid shall be re-transmitted in its original packing and shall be accompanied by the original Despatch Note. If the parcel for any reason whatsoever, has to be repacked, or if the original Despatch Note has to be replaced by a substitute Note, the name of the office of origin of the parcel and the original serial number and, if possible, the date of posting at that office shall be entered both on the parcel and on the Despatch Note.

Article 29.

RETURN OF UNDELIVERABLE PARCELS.

1. If the sender of an undeliverable parcel has made a request not provided for by Article 15, section 2, of the Agreement, the Postal Administration of the country of destination need not comply with it but may return the parcel to the country of origin, after retention for the period prescribed by the regulations of the country of destination.

2. The Administration which returns a parcel to the sender shall indicate clearly and concisely on the parcel and on the relative Despatch Note the cause of non-delivery. This information may be furnished in manuscript or by means of a stamped impression or a label. The original Despatch Note belonging to the returned parcel must be sent back to the country of origin with the parcel.

3. A parcel to be returned to the sender shall be entered on the Parcel Bill with the word "Rebut" in the "Observations" column. It shall be dealt with and charged like a parcel redirected in consequence of the removal of the addressee.

4. A la réception d'un bulletin d'affranchissement indiquant les frais déboursés par l'administration du pays de destination, l'administration du pays d'origine convertit le montant de ces frais dans sa propre monnaie à un taux qu'elle détermine elle-même et qui ne doit pas être supérieur au taux fixé pour l'émission des mandats de poste à destination du pays en question. Le résultat de la conversion est indiqué dans le corps de la formule ; il est appuyé de la signature de l'agent qui a opéré la conversion.

Article 28.

RÉEXPÉDITION.

1. L'administration postale qui réexpédie un colis envoyé en fausse direction ne percevra pas, pour ce colis, de droits de douane ni autres taxes non postales.

Lorsqu'une administration postale renverra un colis de ce genre au pays dont elle l'a reçu directement, elle restituera les bonifications reçues et signalera l'erreur au moyen d'un bulletin de vérification.

Dans les autres cas et si le montant des taxes qui lui ont été attribuées est insuffisant pour couvrir les frais de réexpédition qui lui incombent, l'administration réexpéditrice bonifiera à l'administration à laquelle elle remet le colis les droits de transport que comporte l'acheminement du colis ; elle se créditera ensuite de la somme dont elle est à découvert par une reprise sur le bureau d'échange dont elle aura directement reçu le colis en fausse direction. Ce bureau sera avisé du motif de cette reprise au moyen d'un bulletin de vérification.

2. Lorsqu'un colis aura été admis à tort à l'expédition par suite d'une erreur imputable au service postal et devra, pour ce motif, être renvoyé au pays d'origine, l'administration qui renvoie le colis allouera à l'administration qui lui a livré le colis les bonifications qu'elle en a reçues.

3. Les taxes afférentes à un colis réexpédié, par suite de changement de résidence du destinataire ou d'une erreur de la part de l'expéditeur, à destination d'un pays avec lequel le Royaume-Uni ou la Finlande échangent des colis postaux seront réclamées à l'administration à laquelle le colis est transmis, à moins que les frais de transport ne soient payés au moment de la réexpédition, auquel cas le colis sera traité comme s'il avait été adressé directement du pays réexpéditeur au pays de la nouvelle destination.

4. Tout colis qui sera réexpédié sans nouvel affranchissement sera transmis dans son emballage primitif et accompagné du bulletin d'expédition primitif. Si le colis, pour une raison quelconque, doit être remballé ou si le bulletin d'expédition doit être remplacé par un autre bulletin, le nom du bureau d'origine du colis, ainsi que le numéro d'enregistrement primitif et, si possible, la date du dépôt à ce bureau, devront figurer tant sur le colis que sur le bulletin d'expédition.

Article 29.

RENVOI DES COLIS NON REMIS.

1. Si l'expéditeur d'un colis qui n'a pu être remis a adressé une demande non prévue par le paragraphe 2 de l'article 15 de l'accord, l'administration postale du pays de destination n'est pas tenue de donner suite à cette demande, mais elle peut renvoyer le colis au pays d'origine après l'expiration du délai de garde prévu par les règlements du pays de destination.

2. L'administration qui retournera un colis à l'expéditeur indiquera, en termes clairs et concis, sur le colis même et sur le bulletin d'expédition y afférent, la cause de la non-remise. Ce renseignement pourra être inscrit à la main ou être fourni par l'application d'un timbre ou l'apposition d'une étiquette. Le bulletin d'expédition original afférent au colis renvoyé doit faire retour au pays d'origine avec le colis.

3. Le colis destiné à être renvoyé à l'expéditeur sera inscrit sur la feuille de route avec la mention « Rebut » dans la colonne « Observations ». Il sera traité et taxé comme un colis réexpédié par suite de changement de résidence du destinataire.

Article 30.

SALE. DESTRUCTION.

1. When a parcel has been sold or destroyed in accordance with the provisions of Article 17 of the Agreement, a report of the sale or destruction shall be prepared.
2. The proceeds of the sale shall be used in the first place to defray the charges upon the parcel. Any balance which there may be shall be forwarded to the Postal Administration of the country of origin for payment to the sender, on whom the cost of forwarding it shall fall.

Article 31.

ENQUIRIES CONCERNING PARCELS OR TRADE CHARGE MONEY ORDERS.

For enquiries concerning parcels, or Trade Charge Money Orders which have not been returned, a form shall be used similar to the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union. These forms shall be forwarded to the offices appointed by the two Postal Administrations to deal with them and they shall be dealt with in the manner mutually arranged between the two Administrations.

Article 32.

PARCEL BILL.

1. Insured, Trade Charge, returned, and unpaid redirected parcels shall be entered individually by the despatching Office of Exchange on a Parcel Bill. The advice of other parcels, except transit parcels, shall consist of a statement of the numbers of parcels at the steps of the weight scale, a note being made on the Bill of the number of Express parcels and parcels to be delivered free of charge. Transit parcels shall be entered individually provided that two or more transit parcels, addressed to the same country for which the same amount of credit has to be allowed, may be entered in bulk. The Despatch Notes, Customs Declarations, Franking Notes, Advices of Delivery, Trade Charge Money Order forms, etc., shall be forwarded with the Parcel Bill.

2. Each despatching Office of Exchange shall number the Parcel Bills in the top left-hand corner in an annual series for each Office of Exchange of destination, and as far as possible shall enter below the number the name of the ship conveying the Mail. A note of the last number of the year shall be made on the first Parcel Bill of the following year.

Article 33.

CHECK BY OFFICES OF EXCHANGE. NOTIFICATION OF IRREGULARITIES.

1. On the receipt of a Mail, whether of parcels or of empty bags, the Office of Exchange shall check the parcels and the various documents which accompany them, or the empty bags as the case may be, against the particulars entered in the relative Parcel Bill, and, if necessary, shall report missing articles or other irregularities by means of a Verification Note.
2. Errors in the credits allowed in respect of transit parcels shall be notified to the despatching Offices of Exchange by Verification Notes. The adjustment of other errors in credits and accounting shall be arranged in connexion with the preparation of the monthly statement specified in Article 34 below.

Article 30.

VENTE. DESTRUCTION.

1. Lorsqu'un colis aura été vendu ou détruit, conformément aux dispositions de l'article 17 de l'accord, il sera dressé procès-verbal de la vente ou de la destruction.

2. Le produit de la vente servira en premier lieu à couvrir les frais qui grèvent le colis. L'excédent éventuel sera transmis à l'administration postale du pays d'origine pour être versé à l'expéditeur, qui supportera les frais d'envoi.

Article 31.

RÉCLAMATIONS CONCERNANT LES COLIS OU LES MANDATS DE REMBOURSEMENT.

Pour les réclamations concernant des colis ou des mandats de remboursement qui n'auront pas été renvoyés, on se servira d'un formulaire analogue au modèle annexé au Règlement d'exécution de l'Arrangement relatif aux colis postaux de l'Union postale universelle. Ces formulaires seront transmis aux bureaux désignés à cet effet par les deux administrations postales et seront traités de la manière convenue entre les deux administrations.

Article 32.

FEUILLE DE ROUTE.

1. Les colis avec valeur déclarée, grevés de remboursement ou renvoyés, et les colis réexpédiés dont les frais de réexpédition n'auront pas été acquittés, seront inscrits individuellement par le bureau d'échange expéditeur sur une feuille de route. L'avis relatif aux autres colis, exception faite des colis en transit, consistera dans l'indication du nombre des colis des différentes catégories de poids ; mention sera faite sur la feuille de route du nombre de colis exprès et des colis à remettre francs de port. Les colis en transit seront inscrits individuellement, étant entendu, toutefois, que deux ou plusieurs colis en transit adressés au même pays et donnant lieu à la bonification du même montant pourront être inscrits en bloc. Les bulletins d'expédition, les déclarations en douane, les bulletins d'affranchissement, les avis de réception, les formules de mandats de remboursement, etc., seront joints à la feuille de route.

2. Chaque bureau d'échange expéditeur numérotera les feuilles de route à l'angle supérieur gauche d'après une série annuelle pour chaque bureau d'échange de destination. Dans la mesure du possible, le bureau d'échange expéditeur inscrira sous le numéro en question le nom du navire transportant le courrier. Le dernier numéro de l'année sera mentionné sur la première feuille de route de l'année suivante.

Article 33.

VÉRIFICATION PAR LES BUREAUX D'ÉCHANGE. NOTIFICATION DES IRRÉGULARITÉS.

1. Au moment de la réception d'un courrier, qu'il s'agisse de colis ou de sacs vides, le bureau d'échange vérifiera les colis et les divers documents dont ils sont accompagnés ou les sacs vides, suivant le cas, d'après les indications inscrites sur la feuille de route y relative et, le cas échéant, signalera au moyen d'un bulletin de vérification les articles manquants ou toutes autres irrégularités.

2. Toute erreur qui pourra être relevée quant aux bonifications pour les colis en transit sera signalée au bureau d'échange expéditeur par un bulletin de vérification. Les autres erreurs en ce qui concerne les bonifications et les comptes seront rectifiées lors de l'établissement des états mensuels spécifiés à l'article 34 ci-dessous.

Article 34.

ACCOUNTING FOR CREDITS.

1. Each Postal Administration shall prepare monthly for all the Parcel Mails despatched during the month by each of the Offices of Exchange of the other Administration a statement of the total amounts due in respect of the Mails, whether to its credit or to its debit.

2. These statements shall be forwarded to the corresponding Administration in the course of the month following that to which they relate.

3. The monthly statement shall be checked and accepted by the corresponding Administration by reference to the originals of the Parcel Bills and shall be summarised in a quarterly general account prepared by the Administration to which the balance is due.

Article 35.

SETTLEMENT OF ACCOUNTS.

1. Payment of the balance of the Account shall be made by the debtor to the creditor Postal Administration in the manner prescribed by the Convention of the Postal Union for the liquidation of the balance of transit accounts.

2. The preparation and transmission of a general account and the payment of the balance of that account shall be effected as early as possible, and, at the latest, within a period of three months from the end of the period to which the account relates. After the expiration of this term the sums due from one Administration to the other shall bear interest at the rate of 7 % per annum to be reckoned from the date of expiration of the said term.

Article 36.

ACCOUNTING FOR TRADE CHARGE MONEY ORDERS.

1. The accounting relating to Trade Charge Money Orders paid by each Postal Administration shall be effected by means of monthly supplements to the special Account of Money Order transactions between the two Administrations.

2. In this account, which shall be accompanied by the paid and receipted Trade Charge Money Orders, the Orders shall be entered in alphabetical sequence of the offices of issue and in numerical sequence of their entry in the registers of those offices. The Administration which has prepared the account shall deduct from the total sum of its credit one-half of one per cent ($\frac{1}{2}$ %) of this total, representing the allowance to the other Administration specified in Article 40 of the Agreement.

The verification of this account shall be effected in accordance with the provisions of the Money Order Agreement between the two Administrations.

3. The totals of the Trade Charge account shall be included in the detailed Money Order account for the same period and settled as part of the general account in respect of Money Orders.

Article 37.

FRANKING NOTES. ACCOUNTING FOR CUSTOMS CHARGES, ETC.

1. The accounting relative to the Customs charges, etc., disbursed by each Postal Administration on behalf of the other shall be effected by means of special quarterly accounts

Article 34.

COMPTABILITÉ.

1. Chaque administration postale fera établir mensuellement, pour tous les envois de colis expédiés par chacun des bureaux d'échange de l'autre administration dans le courant du mois, un état des sommes totales dues pour les envois et figurant, soit à son crédit, soit à son débit.

2. Ces états seront transmis à l'administration intéressée dans le cours du mois qui suivra celui auquel ils se rapportent.

3. Les états mensuels seront vérifiés et acceptés par l'administration intéressée à l'aide des originaux des feuilles de route et seront récapitulés dans un compte général trimestriel établi par l'administration à laquelle le solde est dû.

Article 35.

RÈGLEMENT DES COMPTES.

1. Le solde du compte sera payé par l'administration postale débitrice à l'administration postale créditrice de la manière prévue par la Convention de l'Union postale pour la liquidation des soldes des comptes de transit.

2. L'établissement et la transmission d'un compte général et le paiement du solde de ce compte seront effectués aussitôt que possible et, au plus tard, dans un délai de trois mois à compter de la fin de la période à laquelle le compte se rapporte. Après l'expiration de ce délai, les sommes dues par une administration à l'autre porteront intérêt au taux de 7 % par an à partir de la date d'expiration dudit délai.

Article 36.

DÉCOMPTE DES MANDATS DE REMBOURSEMENT.

1. Le décompte relatif aux mandats de remboursement payés par chaque administration postale est effectué au moyen d'annexes mensuelles au compte spécial des opérations concernant les mandats de poste entre les deux administrations.

2. Dans ce décompte, qui sera accompagné des mandats de remboursement payés et quittancés, les mandats seront inscrits par ordre alphabétique des bureaux d'émission et par ordre numérique de leur inscription dans les registres de ces bureaux. L'administration qui a établi le compte déduira de la somme totale de sa créance un demi pour cent ($\frac{1}{2}$ %) de ce total, représentant la part revenant à l'autre administration conformément à l'article 40 de l'accord.

La vérification de ces décomptes est effectuée d'après les règles fixées par l'Accord relatif aux mandats de poste conclu entre les deux administrations.

3. Les totaux du compte des remboursements seront compris dans le compte détaillé relatif aux mandats de poste pour la même période et liquidés comme partie du compte général des mandats de poste.

Article 37.

BULLETINS D'AFFRANCHISSEMENT. DÉCOMPTE DES FRAIS DE DOUANE, ETC.

1. Le décompte relatif aux frais de douane, etc., déboursés par chaque administration postale pour le compte de l'autre sera effectué au moyen de comptes particuliers trimestriels, établis par

which shall be prepared by the debtor Administration in the currency of the creditor country. The Franking Notes shall be entered in the accounts in alphabetical order of the Offices which have advanced the charges and follow the numerical order which these Offices have given to them.

2. The special account accompanied by the Franking Notes shall be forwarded to the creditor Administration not later than the end of the month following the quarter to which it relates. A " Nil " account shall not be prepared.

3. These accounts shall be checked in accordance with the rules fixed by the special Money Order Agreement between the two Administrations.

4. These accounts shall be settled either by a Money Order or by a draft in the currency of the creditor country or in any other manner mutually agreed upon.

Article 38.

COMMUNICATIONS AND NOTIFICATIONS.

Each Postal Administration shall furnish to the other Administration all necessary information on points of detail in connexion with the working of the service.

Article 39.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE DETAILED REGULATIONS.

The present Detailed Regulations shall come into operation on the day on which the Parcel Post Agreement comes into force and shall have the same duration as the Agreement. The Administrations concerned shall, however, have the power by mutual consent to modify the details from time to time.

Done in duplicate, in the English language, at London the 17th day of October 1933 and at Helsinki the 4th day of November 1933.

(L. S.) Howard Kingsley WOOD.

(L. S.) G. E. F. ALBRECHT.

Pour copie conforme :
Erkki Reijonen,
Chef des Archives
du Ministère des Affaires étrangères.

les soins de l'administration débitrice dans la monnaie du pays créiteur. Les bulletins d'affranchissement seront inscrits par ordre alphabétique des bureaux qui ont fait l'avance des frais et suivant l'ordre numérique qui leur a été donné.

2. Le compte particulier, accompagné des bulletins d'affranchissement, est transmis à l'administration créditrice au plus tard à la fin du mois qui suit le trimestre auquel il se rapporte. Il n'est pas dressé de compte négatif.

3. La vérification des comptes est effectuée d'après les règles fixées par l'Accord spécial relatif aux mandats de poste conclu entre les deux administrations.

4. Ces comptes seront liquidés, soit par un mandat de poste, soit par une traite dans la monnaie du pays créiteur, ou de toute autre manière dont il pourra être convenu d'un commun accord.

Article 38.

COMMUNICATIONS ET NOTIFICATIONS.

Chaque administration postale fournira à l'autre administration tous les renseignements nécessaires sur des points de détail relatifs au fonctionnement du service.

Article 39.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DU RÈGLEMENT D'EXÉCUTION.

Le présent règlement d'exécution prendra effet le jour de l'entrée en vigueur de l'accord relatif aux colis postaux et aura la même durée que cet accord. Les administrations intéressées auront toutefois la faculté d'en modifier les détails de temps à autre d'un commun accord.

Fait en double exemplaire, en langue anglaise, à Londres, le 17 octobre 1933, et à Helsinki, le 4 novembre 1933.

(L. S.) Howard Kingsley WOOD.

(L. S.) G. E. F. ALBRECHT.

N° 3441.

FINLANDE ET TURQUIE

Echange de notes comportant un
accord commercial. Ankara, le 19
décembre 1933.

FINLAND AND TURKEY

Exchange of Notes constituting a
Commercial Agreement. Ankara,
December 19th, 1933.

N° 3441. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS
FINLANDAIS ET TURC COMPORTANT UN ACCORD COMMERCIAL.
ANKARA, LE 19 DÉCEMBRE 1933.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 16 juin 1934.

I.

ANKARA, le 19 décembre 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Afin de faciliter le développement des relations commerciales entre les deux pays, sur la base de la balance des paiements, j'ai l'honneur de vous faire savoir d'ordre de mon gouvernement que ce dernier est d'accord pour appliquer au commerce entre la Finlande et la Turquie les dispositions suivantes :

Article premier.

Le Gouvernement turc admettra à l'importation libre, les produits d'origine finlandaise, indiqués sur la liste A ci-après, dans la limite qui y est assignée à chaque article.

Article 2.

Le Gouvernement de la Finlande admettra à l'importation libre sur son territoire, les produits d'origine turque, sans aucune restriction ni limitation.

Article 3.

En dehors de la liste A les importations finlandaises se feront suivant les dispositions réglant le régime commun d'importation en Turquie.

Article 4.

Les paiements entre les deux pays doivent s'équilibrer. Dans ce but, on procédera, à la fin de chaque semestre à Ankara, entre la légation de Finlande et les autorités compétentes turques :

a) A l'évaluation des comptes relatifs à l'échange des marchandises en se basant sur les prix f.o.b. lesquels seront vérifiés de part et d'autre par les certificats d'origine initiaux ou fragmentaires délivrés par les consulats des deux pays.

¹ Entré en vigueur le 3 janvier 1934.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 3441. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN THE FINNISH AND TURKISH GOVERNMENTS CONSTITUTING A COMMERCIAL AGREEMENT. ANKARA, DECEMBER 19TH, 1933.

French official text communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place June 16th, 1934.

I.

ANKARA, December 19th, 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In order to facilitate the development of commercial relations between the two countries, on the basis of the balance of payments, I have the honour, acting on instructions from my Government, to inform you that the latter agrees to apply to trade between Finland and Turkey the following provisions :

Article 1.

The Turkish Government will allow the free importation of the products of Finnish origin shown in List A hereunder within the limits therein assigned to each item.

Article 2.

The Finnish Government will allow the free importation into its territory of products of Turkish origin without restriction or limitation.

Article 3.

Finnish imports not mentioned in List A shall be effected subject to the provisions governing the general imports system in Turkey.

Article 4.

Payments between the two countries shall balance. With this object, at the end of every six months, the Finnish Legation and the competent Turkish authorities shall proceed at Ankara :

(a) To evaluate the accounts relating to exchanges of goods, on the basis of the prices f. o. b., which prices shall be checked on either side by the original certificates of origin or partial certificates issued by the Consulates of the two countries.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force January 3rd, 1934.

b) A l'évaluation des comptes provenant d'une source autre que l'échange des marchandises, en se basant sur les documents qui seront délivrés à cet effet par les banques nationales des deux pays.

Article 5.

Au cas où les totaux respectifs des comptes mentionnés aux articles précédents indiqueraient un solde actif en faveur de l'un des deux pays, le pays à solde actif avisera au moyen susceptible de faire disparaître la différence au cours de la période suivante, en admettant à l'importation des marchandises d'une valeur égale au montant du déficit, d'un commun accord entre les deux Parties.

Il est entendu toutefois, que ce solde ne saurait excéder la somme de 50.000 Ltqs. de part et d'autre.

Article 6.

Le Gouvernement de la Finlande déclare que nulle restriction n'entravera en Finlande au cours de cet accord l'acquisition et la libre sortie des devises afférentes aux importations d'origine turque sur son territoire.

Le Gouvernement de la République turque déclare de son côté que nulle restriction n'entravera en Turquie au cours du présent accord l'acquisition et la libre sortie des devises afférentes aux importations faites sur son territoire d'après la liste A ci-annexée.

Le règlement des devises concernant les importations autres que celles indiquées sur ladite liste se fera en conformité des lois et règlements régissant le régime d'importation en Turquie.

Article 7.

Le présent accord est valable pour une période de six mois. Il entrera en vigueur quinze jours après sa signature. S'il n'est pas dénoncé deux mois avant l'échéance de ce premier semestre, il sera prolongé de six mois encore.

Agrérez, Monsieur le Ministre, etc.

Pontus ARTTI.

LISTE A
(valable pour six mois).

Position du tarif ture		Ltqs.
324 C.	Papier d'emballage pesant plus de 30 gr./qm.	54.000
326	Papier crêpe	2.700
328 B.	Papier à écrire non coupé, papier fin d'imprimerie	64.800
330 A.	Papier à copier, papier à copier spécial pour machine	5.400
447 A.	Seulement chausson et galoche	28.300
	Marchandises contingentées non énumérées dans la liste	30.000

(b) To evaluate the accounts originating from a source other than the exchange of goods, on the basis of the documents that may be issued for such purpose by the National Banks of the two countries.

Article 5.

Should the respective totals of the accounts mentioned in the foregoing Articles show an active balance in favour of one of the two countries, the country possessing that active balance shall immediately take steps to cancel out the difference during the following period by allowing the import of goods of a value equal to the amount of the deficit, by joint agreement between the two Parties.

It is understood, however, that this balance shall not exceed the sum of £T. 50,000 on either side.

Article 6.

The Finnish Government declares that, as long as this Agreement is in force, no restriction shall in Finland hinder the purchase or free export of currencies in connection with imports of Turkish origin into its territory.

The Government of the Turkish Republic declares, for its part, that, as long as the present Agreement is in force, no restriction shall in Turkey hinder the purchase or free export of currencies in connection with imports into its territory in accordance with List A annexed hereto.

The settlement of currencies relating to imports other than those shown in the said list shall be effected in conformity with the laws and regulations governing the system of imports in Turkey.

Article 7.

The present Agreement is valid for a period of six months. It shall come into force fifteen days after its signature. If it is not denounced two months before the expiry of this first period of six months, it shall be extended for a further six months.

I have the honour to be, etc.

Pontus ARTTI.

LIST A.

(Valid for six months)

Item of the Turkish tariff		£T
324 C.	Packing paper weighing more than 30 grammes per square metre . .	54,000
326	Crêpe paper	2,700
328 B.	Uncut writing paper, fine printing paper	64,800
330 A.	Copying paper, special copying paper for typewriters	5,400
447 A.	Footwear only of tissue and waterproofed with rubber	28,300
	Quota goods not mentioned in the list	30,000

II.

ANKARA, le 19 décembre 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Afin de faciliter le développement des relations commerciales entre les deux pays, sur la base de la balance des paiements, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement de la République de Turquie est d'accord pour appliquer au commerce turco-finlandais les dispositions suivantes :

Article premier.

Le Gouvernement turc admettra à l'importation libre, les produits d'origine finlandaise, indiqués sur la liste A ci-après, dans la limite qui y est assignée à chaque article.

Article 2.

Le Gouvernement de la Finlande admettra à l'importation libre sur son territoire, les produits d'origine turque, sans aucune restriction ni limitation.

Article 3.

En dehors de la liste A les importations finlandaises se feront suivant les dispositions réglant le régime commun d'importation en Turquie.

Article 4.

Les paiements entre les deux pays doivent s'équilibrer. Dans ce but, on procédera, à la fin de chaque semestre à Ankara, entre les autorités compétentes turques et la légation de Finlande :

a) A l'évaluation des comptes relatifs à l'échange des marchandises en se basant sur les prix f.o.b. lesquels seront vérifiés de part et d'autre par les certificats d'origine initiaux ou fragmentaires délivrés par les consulats des deux pays.

b) A l'évaluation des comptes provenant d'une source autre que l'échange des marchandises, en se basant sur les documents qui seront délivrés à cet effet par les banques nationales des deux pays.

Article 5.

Au cas où les totaux respectifs des comptes mentionnés aux articles précédents indiqueraient un solde actif en faveur de l'un des deux pays, le pays à solde actif avisera au moyen susceptible de faire disparaître la différence au cours de la période suivante, en admettant à l'importation des marchandises d'une égale valeur au montant du déficit d'un commun accord entre les deux Parties.

Il est entendu toutefois, que ce solde ne saurait excéder la somme de Ltqs. 50.000 de part et d'autre.

Article 6.

Le Gouvernement de la Finlande déclare que nulle restriction n'entravera en Finlande au cours du présent accord l'acquisition et la libre sortie des devises afférentes aux importations d'origine turque sur son territoire.

II.

ANKARA, December 19th, 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In order to facilitate the development of commercial relations between the two countries, on the basis of the balance of payments, I have the honour to inform you that the Government of the Turkish Republic agrees to apply to trade between Turkey and Finland the following provisions :

Article 1.

The Turkish Government will allow the free importation of the products of Finnish origin shown in List A hereunder within the limits therein assigned to each item.

Article 2.

The Finnish Government will allow the free importation into its territory of products of Turkish origin without restriction or limitation.

Article 3.

Finnish imports not mentioned in List A shall be effected subject to the provisions governing the ordinary imports system in Turkey.

Article 4.

Payments between the two countries shall balance. With this object, at the end of every six months, the competent Turkish authorities and the Finnish Legation shall proceed at Ankara :

(a) To evaluate the accounts relating to exchanges of goods, on the basis of the prices f. o. b., which prices shall be checked on either side by the original certificates of origin or partial certificates issued by the Consulates of the two countries.

(b) To evaluate the accounts originating from a source other than the exchange of goods, on the basis of the documents that may be issued for such purpose by the National Banks of the two countries.

Article 5.

Should the respective totals of the accounts mentioned in the foregoing Articles show an active balance in favour of one of the two countries, the country possessing that active balance shall immediately take steps to cancel out the difference during the following period by allowing the import of goods of a value equal to the amount of the deficit, by joint agreement between the two Parties.

It is understood, however, that this balance shall not exceed the sum of £T. 50,000 on either side.

Article 6.

The Finnish Government declares that, as long as this Agreement is in force, no restriction shall be allowed in Finland to hinder the purchase or free export of currencies in connection with imports of Turkish origin into its territory.

Le Gouvernement de la République turque déclare de son côté que nulle restriction n'entravera en Turquie, au cours du présent accord, l'acquisition et la libre sortie des devises afférentes aux importations faites sur son territoire d'après la liste A ci-annexée.

Le règlement des devises concernant les importations autres que celles indiquées sur ladite liste se fera en conformité des lois et règlements régissant le régime d'importation en Turquie.

Article 7.

Le présent accord est valable pour une période de six mois. Il entrera en vigueur quinze jours après sa signature. S'il n'est pas dénoncé deux mois avant l'échéance de ce premier semestre, il sera prorogé de six mois encore.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, etc.

D^r T. RUSHDÜ.

LISTE A
(valable pour six mois).

Position du tarif turc		Ltqs.
324 C.	Papier d'emballage pesant plus de 30 gr./qm.	54.000
326	Papier crépe	2.700
328 B.	Papier à écrire non coupé, papier fin d'imprimerie	64.800
330 A.	Papier à copier, papier à copier spécial pour machine	5.400
447 A.	Seulement chausson et galoche	28.300
	Marchandises contingentées non énumérées dans la liste	30.000

D^r T. RUSHDÜ.

Pour copie conforme :

Erkki Reijonen,

Chef des Archives

du Ministère des Affaires étrangères.

The Government of the Turkish Republic declares, for its part, that, as long as the present Agreement is in force, no restriction shall in Turkey hinder the purchase or free export of currencies in connection with imports into its territory in accordance with List A annexed hereto.

The settlement of currencies relating to imports other than those shown in the said list shall be effected in conformity with the laws and regulations governing the system of imports in Turkey.

Article 7.

The present Agreement is valid for a period of six months. It shall come into force fifteen days after its signature. If it is not denounced two months before the expiry of this first period of six months, it shall be extended for a further six months.

I have the honour to be, etc.

Dr. T. RUSHDÜ.

LIST A.

(Valid for six months)

Item of the Turkish tariff		£T
324 C.	Packing paper weighing more than 30 grammes per square metre . .	54,000
326	Crêpe paper	2,700
328 B.	Uncut writing paper, fine printing paper	64,800
330 A.	Copying paper, special copying paper for typewriters	5,400
447 A.	Footwear only of tissue and waterproofed with rubber	28,300
	Quota goods not mentioned in the list	30,000

Dr T. RUSHDÜ.

N° 3442.

ALLEMAGNE ET FINLANDE

Traité de commerce, avec annexes,
protocole final et protocole de
signature. Signés à Berlin, le 24
mars 1934.

GERMANY AND FINLAND

Treaty of Commerce, with Annexes,
Final Protocol, and Protocol of
Signature. Signed at Berlin, March
24th, 1934.

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

N^o 3442. — SUOMEN¹ TASAVALLAN JA SAKSAN VALTAKUNNAN KAUPPASOPIMUS. ALLEKIRJOITETTU BERLIINISSÄ MAALIS- KUUN 24 PÄIVÄNÄ 1934.

*Textes officiels finnois et allemand communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Finlande.
L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 16 juin 1934.*

SUOMEN TASAVALLAN PRESIDENTTI ja SAKSAN VALTAKUNNAN PRESIDENTTI, haluten varmentaa ja kehittää molempien maitten välisiä taloudellisia suhteita, ovat päättäneet tehdä kauppasopi- muksen ja ovat tätä varten nimittäneet valtuutetuikseen :

SUOMEN TASAVALLAN PRESIDENTTI :

herrat

tohtori Frans Mikael PITKÄNIEMEN,
vapaaherra Ernst Fabian WREDEN,
varatuomari Lauri LUOMAN,

SAKSAN VALTAKUNNAN PRESIDENTTI :

suurlähetystöneuvoksen tohtori Hans R. HEMMENIN,

jotka, esitettyään oikeaan ja asianmukaiseen muotoon laadituiksi havaitut valtakirjansa, ovat sopineet seuraavista artikloista :

I Artikla.

Kummankin sopimuspuolen kansalaisilla on toisen puolen alueella kauppaan ja elinkeinoihin nähden samat etuoikeudet, vapautukset ja kaikenlaatuiset edut kuin suosituimman maan kansalaisilla.

Kummankin sopimuspuolen kansalaiset voivat, samalla tavoin kuin suosituimman maan kansalaiset ja edellyttäen, että he noudattavat maan lakeja, vapaasti tulla toisen sopimuspuolen alueelle, matkustaa ja oleskella siellä, asettua sinne asumaan samoin kuin milloin tahansa vapaasti tältä alueelta poistua. He eivät ole tällöin minkäänlaisten muiden tai rasittavampien yleisten tai paikallisten rajoitusten tai rasitusten alaisia, kuin minkä alaisia suosituimman maan kansalaiset nyt tai vastedes ovat. Heillä on edelleen täysi vapaus, kuten suosituimman maan kansalaisilla, maan laeissa määrättyissä rajoissa harjoittaa toisen sopimuspuolen alueella kaikenlaista kauppaa, elinkeinoa tai ammattia.

Kummankin sopimuspuolen kansalaiset ovat toisen puolen alueella oikeutetut samalla tavalla ja samoilla ehdoilla kuin suosituimman maan kansalaiset hankkimaan, omistamaan ja luovuttamaan kaikenlaista irtainta tai kiinteää omaisuutta.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Helsinki, le 16 mai 1934.

Entré en vigueur provisoirement le 1^{er} avril 1934, et définitivement le 17 mai 1934.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 3442. — HANDELSVERTRAG ¹ ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICH UND DER REPUBLIK FINNLAND. GEZEICHNET IN BERLIN, AM 24. MÄRZ 1934.

Finnish and German official texts communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place June 16th, 1934.

DER PRÄSIDENT DER REPUBLIK FINNLAND und DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT, von dem Wunsche geleitet, die wirtschaftlichen Beziehungen zwischen den beiden Ländern zu sichern und zu fördern, sind übereingekommen, einen Handelsvertrag abzuschliessen und haben zu diesem Zwecke als ihre Bevollmächtigten ernannt :

DER PRÄSIDENT DER REPUBLIK FINNLAND :

die Herren

Dr. Franz Mikael PITKÄNIEMI
Freiherr Ernst Fabian WREDE
Rechtsanwalt Lauri LUOMA,

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT :

den Botschaftsrat Dr. Hans R. HEMMEN,

die nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten die nachstehenden Artikel vereinbart haben :

Artikel 1.

Die Angehörigen jedes vertragschliessenden Teils geniessen im Gebiet des anderen Teils in Bezug auf Handel und Gewerbe die gleichen Vorrechte, Befreiungen und Vergünstigungen aller Art wie die Staatsangehörigen der meistbegünstigten Nation.

Die Angehörigen jedes vertragschliessenden Teils können, in gleicher Weise wie die Angehörigen der meistbegünstigten Nation und vorausgesetzt, dass sie die Landesgesetze beobachten, das Gebiet des anderen Teils frei betreten, darin reisen, sich aufhalten und niederlassen sowie dieses Gebiet jederzeit frei verlassen. Sie werden dabei keinen anderen oder lästigeren allgemeinen oder örtlichen Beschränkungen oder Auflagen irgendwelcher Art unterworfen sein als denjenigen, denen die Angehörigen der meistbegünstigten Nation unterworfen sind oder unterworfen sein werden. Sie haben ferner wie die Angehörigen der meistbegünstigten Nation volle Freiheit, in den von den Landesgesetzen bestimmten Grenzen in dem Gebiete des anderen Teils jede Art von Handel, Gewerbe oder Beruf auszuüben.

Die Staatsangehörigen jedes vertragschliessenden Teils sollen im Gebiet des anderen Teils in der gleichen Weise und unter denselben Bedingungen wie die Angehörigen der meistbegünstigten Nation berechtigt sein, jede Art von beweglichem oder unbeweglichem Vermögen zu erwerben, zu besitzen und zu übertragen.

¹ The exchange of ratifications took place at Helsinki, May 16th, 1934.
Came into force provisionally on April 1st, 1934, and finally on May 17th, 1934.

2 Artikla.

Kummankin sopimuspuolen kansalaisille taataan toisen alueella henkilökohtaisesti samoin kuin omaisuuteensa, oikeuksiinsa ja etuihinsa nähden veroissa (välittömissä veroissa ja tulleissa), veroluontoisissa maksuissa ja muissa samanlaatuisissa rasituksissa joka suhteessa samanlainen kohtelu ja sama suoja finanssiviranomaisissa ja finanssioikeuksissa kuin oman maan ja suosituimman maan kansalaisille.

3 Artikla.

Juriidiset henkilöt, erikoisesti osakeyhtiöt samoin kuin muut yhtiöt, niihin luettuina teollisuus-, finanssi-, liikenne-, kuljetus- ja vakuutusyhtiöt, joiden kotipaikka on toisen sopimuspuolen alueella ja jotka siellä ovat laillisesti olemassa, tunnustetaan myöskin toisen puolen alueella laillisesti olemassa oleviksi. Ne saavat tällä alueella harjoittaa toimintaansa ja käyttää kaikkia muita oikeuksia voimassaolevien laillisten määräysten ja rajoitusten puitteissa.

Edellisessä kohdassa mainituilla juriidisilla henkilöillä ja yhtiöillä on niihin edellytyksiin nähden, joilla niiden sallitaan alottaa toimintansa ja sitä harjoittaa, toisen sopimuspuolen alueella, samat oikeudet, jotka on myönnetty tai vastedes myönnetään tässä suhteessa suosituimman maan samanlaatuisille juriidisille henkilöille ja yhtiöille.

Näihin juriidisiin henkilöihin ja yhtiöihin on vastaavasti sovellettava 2 artiklan verotusta koskevia määräyksiä.

4 Artikla.

Kummankin sopimuspuolen kansalaiset ovat toisen puolen alueella vapaat kaikesta sota- ja siviilipalveluksesta samoin kuin kaikenlaisesta julkisesta työvelvollisuudesta; edelleen kaikista sotilaallisista pakko-otoista tai suorituksista, ellei näitä velvoituksia aseteta heille kiinteimistöjen omistajina tai haltijoina. Viimemainitussa tapauksessa kohdellaan heitä kuten oman maan tai suosituimman maan kansalaisia.

Pakkoluovutusten tapahtuessa yleistä tarvetta varten on niiden alaisiksi joutuneille myönnettävä kohtuullinen korvaus.

Kummankin sopimuspuolen kansalaiset sekä 3 artiklassa mainitut juriidiset henkilöt ja yhtiöt ovat toisen puolen alueella vapaat pakkolainoista.

5 Artikla.

Siinä tapauksessa, että jommankumman sopimuspuolen olisi pakko kieltää tai rajoittaa tavaroiden maahantuontia tai maastavientiä, sitoutuu sopimuspuoli kohtuudenmukaisesti ottamaan huomioon toisen puolen edut.

Varsinkaan eivät sopimuspuolet tule tuonti- tai vientikielloilla tahi -rajoituksilla taikka niiden käsitteilytavalla tekemään kokonaan tai osaksi arvottomiksi niitä myönnytyksiä, jotka tässä sopimuksessa on tehty.

6 Artikla.

Sopimuspuolet myöntävät toisilleen vapaan kauttakulun alueensa kautta ja sitoutuvat alueensa kautta tapahtuvaan kauttakulkuun soveltamaan huhtikuun 20 päivänä 1921¹ Barcelonassa tehtyä sopimusta ja sääntöjä kauttakulkuvapaudesta.

¹ Vol. VII, page 11; vol. XI, page 406; vol. XV, page 304; vol. XIX, page 278; vol. XXIV, page 154; vol. XXXI, page 244; vol. XXXV, page 298; vol. XXXIX, page 166; vol. LIX, page 344; vol. LXIX, page 70; vol. LXXXIII, page 373; vol. XCII, page 363; vol. XCVI, page 181; vol. CIV, page 495; vol. CXXXIV, page 393; et vol. CXLII, page 340, de ce recueil.

Artikel 2.

Die Angehörigen jedes vertragschliessenden Teils geniessen im Gebiete des anderen Teils sowohl für ihre Person wie für ihre Güter, Rechte und Interessen in Bezug auf Abgaben (Steuern und Zölle), Gebühren, sofern sie steuerähnlich sind, und andere ähnliche Lasten in jeder Beziehung die gleiche Behandlung und den gleichen Schutz bei den Finanzbehörden und Finanzgerichten wie die Inländer und die Staatsangehörigen der meistbegünstigten Nation.

Artikel 3.

Juristische Personen, insbesondere Aktiengesellschaften sowie andere Handelsgesellschaften einschliesslich der Industrie-, Finanz-, Verkehrs-, Transport- und Versicherungsgesellschaften, die im Gebiet eines vertragschliessenden Teils ihren Sitz haben und dort zu Recht bestehen, werden auch im Gebiete des anderen Teils als zu Recht bestehend anerkannt. Sie können in diesem Gebiete nach Massgabe der geltenden gesetzlichen Bestimmungen und Beschränkungen ihre Tätigkeit und alle anderen Rechte ausüben.

Die im Absatz 1 genannten juristischen Personen und Gesellschaften geniessen hinsichtlich der Voraussetzungen ihrer Zulassung und der Ausübung ihrer Tätigkeit im Gebiete des anderen vertragschliessenden Teils die gleichen Rechte, die gleichartigen juristischen Personen und Gesellschaften des in dieser Beziehung meistbegünstigten Landes zustehen oder zustehen werden.

Auf diese juristischen Personen und Gesellschaften finden die Bestimmungen steuerlicher Art des Artikels 2 entsprechende Anwendung.

Artikel 4.

Die Staatsangehörigen jedes der vertragschliessenden Teile sind in dem Gebiete des anderen Teils von jedem Militär- und Zivildienst sowie von jedem öffentlichen Zwangsdienst befreit; weiterhin von allen militärischen Requisitionen oder Leistungen, insofern diese Verpflichtungen ihnen nicht in ihrer Eigenschaft als Eigentümer oder Besitzer von Grundstücken auferlegt werden. Im letzteren Falle werden sie wie die Inländer oder die Angehörigen der meistbegünstigten Nation behandelt.

Im Falle von Enteignungen aus Gründen des öffentlichen Nutzens ist den davon Betroffenen eine angemessene Entschädigung zu gewähren.

Die Staatsangehörigen jedes der vertragschliessenden Teile, mit Einschluss der im Artikel 3 bezeichneten juristischen Personen und Gesellschaften, sind in dem Gebiete des anderen Teils von Zwangsanleihen befreit.

Artikel 5.

Für den Fall, dass einer der vertragschliessenden Teile genötigt sein sollte, die Ein- oder Ausfuhr von Waren zu verbieten oder zu beschränken, verpflichtet er sich, die Interessen des anderen Teils in angemessener Weise zu berücksichtigen.

Insbesondere werden die beiden vertragschliessenden Teile die Zugeständnisse, die sie sich in diesem Verträge gemacht haben, nicht durch Ein- oder Ausfuhrverbote oder -beschränkungen oder deren Handhabung entwerten.

Artikel 6.

Die vertragschliessenden Teile gewähren sich gegenseitig die Freiheit der Durchfuhr durch ihr Gebiet und verpflichten sich, die Bestimmungen des am 20. April 1921 in Barcelona abgeschlossenen Übereinkommens¹ und Statuts über die Freiheit des Durchgangsverkehrs anzuwenden.

¹ Vol. VII, page 11 ; Vol. XI, page 407 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XIX, page 279 ; Vol. XXIV, page 155 ; Vol. XXXI, page 245 ; Vol. XXXV, page 299 ; Vol. XXXIX, page 166 ; Vol. LIX, page 344 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXXIII, page 373 ; Vol. XCII, page 363 ; Vol. XCVI, page 181 ; Vol. CIV, page 495 ; Vol. CXXXIV, page 393 ; and Vol. CXLII, page 340, of this Series.

7 Artikla.

Toisen sopimuspuolen luonnon- ja teollisuustuotteita käsitellään, niitä toisen puolen alueelle tuotaessa samoin kuin toisen alueelta toisen puolen alueelle viettäessä, tullien ja maksujen määrään, kanton ja vakuuteen samoin kuin kaikkiin tullimuodollisuuksiin nähden suosituimmuusperiaatteen mukaisesti. Tämän mukaisesti joutuu jokainen etu, jonka toinen sopimuspuoli tässä suhteessa myöntää jollekin kolmannelle maalle, heti ja vastikkeetta toisen puolen hyväksi.

8 Artikla.

Mikäli tämän sopimuksen määräykset koskevat suosituimmuuden keskinäistä myöntämistä, ei niitä ole sovellettava :

a) niihin erikoisetuihin, jotka toinen sopimuspuoli on myöntänyt tai vastedes myöntää naapurivaltioilleen rajaliikenteen helpottamiseksi yleensä korkeintaan 15 km leveällä alueella kummallakin puolen rajaa,

b) toisen sopimuspuolen nyt tai vastedes tulliliiton perustalla tekemiin sitoumuksiin,

c) niihin etuihin, jotka toinen sopimuspuoli myöntää jollekin toiselle valtiolle sopimuksilla, jotka koskevat koti- ja ulkomaisen verotuksen tasoittamista, erikoisesti kaksoisverotuksen välttämistä välittömien verojen kuin myöskin kuolemantapauksen johdosta menevien maksujen alalla samoin kuin sopimuksissa, jotka koskevat oikeusturvan ja oikeusavun antamista verotusasioissa ja verorikosasioissa,

d) tullietuihin ja muihin helpotuksiin, jotka Suomi on myöntänyt tai vastedes myöntää Virolle, ellei näitä etuja ja helpotuksia myönnetä jollekin kolmannelle maalle.

9 Artikla.

Oheenliitetystä A-tariffissa mainittuja suomalaisia luonnon- ja teollisuustuotteita saadaan tuoda saksalaiselle tullialueelle tässä tariffissa määrätyillä ehdoilla.

Oheenliitetystä B-tariffissa mainittuja saksalaisia luonnon- ja teollisuustuotteita saadaan tuoda Suomeen tässä tariffissa määrätyillä ehdoilla.

10 Artikla.

Saksalaiset luonnon- ja teollisuustuotteet, joita muiden maiden alueiden kautta tuodaan Suomeen, ja suomalaiset luonnon- ja teollisuustuotteet, joita muiden maiden alueiden kautta tuodaan Saksaan, samoin kuin muiden maiden luonnon- ja teollisuustuotteet, joita toisen sopimuspuolen alueen kautta tuodaan toisen sopimuspuolen alueelle, eivät tällöin ole minkään muiden tai korkeampien tullien tai maksujen alaisia kuin ne olisivat siinä tapauksessa, että ne tuotaisiin maahan suoraan alkuperämaasta tai minkä muun maan kautta tahansa.

Tämä määräys koskee sekä suoraan kauttakuljetettuja kuin myös sellaisia tavaroita, jotka kauttakuljetuksen aikana on uudelleen lastattu, pakattu tai varastoitu.

11 Artikla.

Sisäisiä maksuja, joita toisen sopimuspuolen alueella nyt tai vastedes kannetaan joko valtion tai läänien, kuntain tai yhdyskuntain hyväksi jonkun tuotteen tuottamisesta, valmistamisesta, kuljettamisesta tai kulutuksesta, ei saa minkään syyn nojalla asettaa korkeampina tai rasittavampina toisen puolen tuotteille kuin oman maan samanlaatuisille tuotteille.

Artikel 7.

Die Boden- und Gewerbeerzeugnisse des einen vertragschliessenden Teils werden bei der Einfuhr in das Gebiet des anderen Teils sowie bei der Ausfuhr aus dem Gebiete des einen in das Gebiet des anderen Teils in Ansehung des Betrags, der Erhebung und Sicherstellung von Zöllen und Abgaben sowie in Ansehung aller Zollförmlichkeiten nach dem Grundsatz der Meistbegünstigung behandelt. Demnach wird jede Vergünstigung, die in dieser Hinsicht einer der vertragschliessenden Teile einem dritten Lande gewährt, unverzüglich und ohne Gegenleistung auch dem anderen Vertragschliessenden zufallen.

Artikel 8.

Soweit die Bestimmungen dieses Vertrages die gegenseitige Gewährung der Meistbegünstigung betreffen, sind sie nicht anwendbar

a) auf die von einem der vertragschliessenden Teile angrenzenden Staaten gegenwärtig oder künftig gewährten besonderen Begünstigungen zur Erleichterung des Grenzverkehrs in einer Ausdehnung von in der Regel nicht mehr als 15 km beiderseits der Grenze,

b) auf die von einem der vertragschliessenden Teile gegenwärtig oder künftig auf Grund einer Zollvereinigung eingegangenen Verpflichtungen,

c) auf Begünstigungen, die einer der vertragschliessenden Teile in Verträgen zur Ausgleichung der in- und ausländischen Besteuerung, insbesondere zur Vermeidung einer Doppelbesteuerung, auf dem Gebiete der direkten Steuern und der Abgaben von Todes wegen sowie in Verträgen über die Gewährung von Rechtsschutz und Rechtshilfe in Steuersachen oder Steuerstrafsachen einem anderen Staate zugesteht,

d) auf alle Zollbegünstigungen oder sonstigen Erleichterungen, die Finnland Estland gewährt hat oder gewähren wird, solange diese Begünstigungen und Erleichterungen nicht einem dritten Lande zugestanden werden.

Artikel 9.

Die in dem beiliegenden Tarif A bezeichneten finnischen Boden- und Gewerbeerzeugnisse werden bei ihrer Einfuhr in das deutsche Zollgebiet zu den durch diesen Tarif festgestellten Bedingungen zugelassen.

Die in dem beiliegenden Tarif B bezeichneten deutschen Boden- und Gewerbeerzeugnisse werden bei ihrer Einfuhr in Finnland zu den durch diesen Tarif festgestellten Bedingungen zugelassen.

Artikel 10.

Deutsche Boden- und Gewerbeerzeugnisse, die durch das Gebiet anderer Länder nach Finnland eingeführt werden, und finnische Boden- und Gewerbeerzeugnisse, die durch das Gebiet anderer Länder nach Deutschland eingeführt werden, sowie Boden- und Gewerbeerzeugnisse anderer Länder, die durch das Gebiet eines der vertragschliessenden Teile nach dem Gebiete des anderen Teils eingeführt werden, dürfen bei ihrer Einfuhr keinen anderen oder höheren Zöllen oder Abgaben unterliegen, als wenn sie aus dem Ursprungsland unmittelbar oder durch irgend ein anderes Land eingeführt worden wären.

Diese Bestimmung gilt sowohl für die unmittelbar durchgeführten wie für die Waren, die während der Durchfuhr umgeladen, umgepackt oder gelagert worden sind.

Artikel 11.

Innere Abgaben, die im Gebiete des einen der vertragschliessenden Teile, sei es für Rechnung des Staates oder für Rechnung von Provinzen, Gemeinden oder Korporationen, auf der Hervorbringung, der Zubereitung, der Beförderung oder dem Verbrauch eines Erzeugnisses gegenwärtig ruhen oder künftig ruhen werden, dürfen Erzeugnisse des anderen Teiles unter keinem Vorwand höher oder in lästigerer Weise treffen als die gleichartigen Erzeugnisse des eigenen Landes.

Kumpikaan sopimuspuoli ei määrää sisäiseen verotukseen vetoamalla uusia tai korotettuja, tuonnin yhteydessä kannettavia maksuja sellaisille tavaroille, joita ei tuoteta maan omalla alueella ja jotka mainitaan tämän sopimuksen 9 artiklaan liittyvissä tariffeissa.

12 Artikla.

Kumpikin sopimuspuoli ilmoittaa, mitkä viranomaiset ovat valtuutetut ja velvolliset pyynnöstä antamaan sitovia tietoja tullitariffimääristä ja tariffin soveltamisesta tarkoin määriteltyihin tavaroihin.

13 Artikla.

Saksalaisten, Suomessa liikkuvien kauppamatkustajien ja suomalaisten, Saksassa liikkuvien kauppamatkustajien lupatodistusten tulee olla sen mallin mukaisia, joka sisältyy Genèvessä 3 päivänä marraskuuta 1923¹ allekirjoitettuun kansainväliseen, tullimuodollisuuksien yksinkertaisuuttamista koskevaan sopimukseen. Konsulin tai muun viranomaisen antamaa merkintää ei vaadita.

Tavaränäytteisiin ja malleihin sopimuspuolet soveltavat niitä määräyksiä, jotka sisältyvät edellisessä kohdassa mainittuun sopimukseen. Jälleenvientiaika määrätään vähintään kuudeksi kuukaudeksi.

14 Artikla.

Toisen sopimuspuolen tuotteita toisen sopimuspuolen alueelle tuotaessa ei yleensä vaadita alkuperätodistusten esittämistä.

Jos kuitenkin toinen sopimuspuoli kantaa kolmannen maan tuotteista suurempia maksuja kuin toisen sopimuspuolen tuotteista tai, jos se asettaa kolmannen maan tuotteille tuontikieltoja tai -rajoituksia, jotka eivät kohdistu toisen sopimuspuolen tuotteisiin, niin se voi tarvittaessa asettaa toisen sopimuspuolen tuotteista kannettavien alhaisempien maksujen soveltamisen tai näiden tavarain maahantuonnin sallimisen ehdoksi alkuperätodistusten esittämisen.

Sopimuspuolet sitoutuvat pitämään huolen siitä, että kauppa ei ehkäistä alkuperätodistusten antamiseen liittyvillä liiallisilla muodollisuuksilla.

Mainitut alkuperätodistukset voi antaa lähetyspaikalla sisämaassa tai rajalla oleva tulliviranomainen tai asianomainen teollisuus- tai kauppakamari. Molemmat hallitukset voivat sopia, että muillekin kuin yllämainituille elimille tai myöskin toisen maan taloudellisille järjestöille myönnetään valtuus antaa alkuperätodistuksia, jotka toisen maan tulliviranomaisten on hyväksyttävä. Ellei todistuksia ole antanut siihen oikeutettu valtionviranomainen, voi määräpaikkamaan hallitus vaatia, että sen tavarain lähetyspaikalla asianomainen, diplomaattinen tai konsuliviranomainen on todistukset laillistuttanut.

Alkuperätodistukset voidaan laatia sekä määräpaikkamaan että myös vientimaan kielellä; jälkimäisessä tapauksessa voivat määräpaikkamaan tullikamarit vaatia käännoksen.

Jos jonkun kolmannen maan tuotteita tuodaan toisen alueen kautta toisen sopimuspuolen alueelle, on viimeksimainitun sopimuspuolen tulliviranomaisten hyväksyttävä myös ensinmainitun sopimuspuolen alueella tämän artiklan määräysten mukaisesti annetut alkuperätodistukset.

¹ Vol. XXX, page 371 ; vol. XXXV, page 324 ; vol. XXXIX, page 208 ; vol. XLV, page 140 ; vol. L, page 161 ; vol. LIV, page 398 ; vol. LIX, page 365 ; vol. LXIX, page 79 ; vol. LXXXIII, page 394 ; vol. LXXXVIII, page 319 ; vol. XCII, page 370 ; vol. CXI, page 404 ; vol. CXXXIV, page 401 ; et vol. CXLVII, page 322, de ce recueil.

Keiner der beiden vertragschliessenden Teile wird Gegenstände, die im eigenen Gebiete nicht erzeugt werden, und die in den Tarifanlagen zu Artikel 9 dieses Vertrags genannt sind, unter dem Vorwand der inneren Besteuerung mit neuen oder erhöhten Abgaben bei der Einfuhr belegen.

Artikel 12.

Jeder der vertragschliessenden Staaten wird Behörden bezeichnen, die befugt und verpflichtet sind, auf Verlangen verbindliche Auskunft über Zolltarifsätze und die Tarifierung bestimmt bezeichneter Waren zu geben.

Artikel 13.

Die Ausweiskarten für deutsche Handelsreisende in Finnland und für finnische Handelsreisende in Deutschland müssen dem Muster entsprechen, das in dem am 3. November 1923 in Genf unterzeichneten internationalen Abkommen¹ zu Vereinfachung der Zollförmlichkeiten aufgestellt ist. Ein konsularischer oder anderer Vermerk wird nicht gefordert.

Auf Warenproben und Muster werden die vertragschliessenden Teile die Bestimmungen anwenden, die in dem im ersten Absatz genannten Abkommen enthalten sind. Die Wiederausfuhrfrist wird auf mindestens sechs Monate festgesetzt.

Artikel 14.

Bei der Einfuhr von Erzeugnissen des einen vertragschliessenden Teils in das Gebiet des anderen wird im allgemeinen die Vorlage von Ursprungszeugnissen nicht gefordert.

Wenn jedoch einer der vertragschliessenden Teile Erzeugnisse eines dritten Landes mit höheren Abgaben als die Erzeugnisse des anderen Teils belegt, oder wenn er die Erzeugnisse eines dritten Landes Einfuhrverboten oder -beschränkungen unterwirft, denen die Erzeugnisse des anderen Teils nicht unterliegen, so kann er, wenn erforderlich, die Anwendung der ermässigten Abgaben für die Erzeugnisse des anderen Teils oder deren Zulassung zur Einfuhr von der Beibringung von Ursprungszeugnissen abhängig machen.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, dafür zu sorgen, dass der Handel nicht durch überflüssige Förmlichkeiten bei der Ausstellung von Ursprungszeugnissen behindert wird.

Die genannten Ursprungszeugnisse können von der Zollbehörde des Versandorts im Innern oder an der Grenze oder von der zuständigen Industrie- oder Handelskammer ausgestellt werden. Die beiden Regierungen können Vereinbarungen treffen, um noch auf andere als die oben bezeichneten Stellen oder auch auf wirtschaftliche Vereinigungen eines der beiden Länder die Befugnis zur Ausstellung von Ursprungszeugnissen zu übertragen, die von den Zollbehörden des anderen Landes anzunehmen sind. Falls die Zeugnisse nicht von einer dazu ermächtigten Staatsbehörde ausgestellt sind, kann die Regierung des Bestimmungslandes verlangen, dass sie von ihrer für den Versandort der Waren zuständigen diplomatischen oder konsularischen Behörde beglaubigt werden.

Die Ursprungszeugnisse können sowohl in der Sprache des Bestimmungslandes als auch in der Sprache des Ausfuhrlandes abgefasst sein; im letzteren Falle können die Zollämter des Bestimmungslandes eine Übersetzung verlangen.

Wenn Erzeugnisse dritter Länder über das Gebiet des einen in das Gebiet des anderen vertragschliessenden Teils eingeführt werden, sollen die Zollbehörden des letztgenannten Teils auch die in dem Gebiete des erstgenannten Teils nach den Bestimmungen dieses Artikels ausgestellten Ursprungszeugnisse annehmen.

¹ Vol. XXX, page 371; Vol. XXXV, page 325; Vol. XXXIX, page 208; Vol. XLV, page 140; Vol. L, page 161; Vol. LIV, page 398; Vol. LIX, page 365; Vol. LXIX, page 79; Vol. LXXXIII, page 394; Vol. LXXXVIII, page 319; Vol. XCII, page 370; Vol. CXI, page 404; Vol. CXXXIV, page 401; and Vol. CXLVII, page 322, of this Series.

15 Artikla.

Jos jompikumpi sopimuspuoli tekisi tavaran maahantuonnin, tarjonnan tai myynnin riippuvaksi siitä, että tavaraan liittyy alkuperätodistus, se pidättyy antamasta toisen sopimuspuolen tuotteista sellaisia määräyksiä, jotka ovat täytettävissä vain suorittamalla tavaran arvoon verraten kohtuuttomia kustannuksia ja menoja tai joita ei voida täyttää tavaran ulkonäön tai käyttöarvon kärsimättä. Edelleen sopimuspuoli suostuu, jollei se poikkeuksellisesti tee määrätyn tavaran suhteen erikoista ilmoitusta, sellaisten merkintäin käyttämiseen, joita kansainvälisessä tavaraliikenteessä yleensä käytetään toisen sopimuspuolen tavaraan alkuperän osoitukseksi.

16 Artikla.

Sopimuspuolet sitoutuvat tekemään sopimukset kaksoisverotuksen poistamisesta ja oikeusturvan ja oikeusavun antamisesta veroasioissa sekä vaihtamaan luonnokset näiksi sopimuksiksi viimeistään kuuden kuukauden kuluessa tämän sopimuksen allekirjoittamisesta.

17 Artikla.

Saksan Valtakunnan ja Suomen välinen sopimus 21 päiväältä huhtikuuta 1922¹ pysyy muuttumattomana, mikäli tämän sopimuksen määräyksistä ei toisin ilmene.

18 Artikla.

Tämä sopimus ratifioidaan. Ratifioimisasiakirjain vaihto suoritetaan Helsingissä heti kun molempien maiden lainsäädännön määräämät muodollisuudet on suoritettu.

Sopimus astuu voimaan ratifioimisasiakirjain vaihdon jälkeisenä päivänä. Molemmat hallitukset ovat sopineet, että tätä sopimusta on jo huhtikuun 1 päivästä 1934 väliaikaisesti sovellettava.

Sopimus on voimassa joulukuun 31 päivään, 1934, ellei jompikumpi puoli sano sitä irti lokakuun 1 päivään 1934 kuusi viikkoa tätä ennen. Sopimus jää edelleen voimaan vuodeksi kerrallaan, jos molemmat sopimuspuolet joulukuun 1 päivään mennessä kunakin vuonna siitä sopivat.

Jos sopimus jää voimaan jälkeen joulukuun 31 päivän 1934, voidaan se sen jälkeen sanoa irti kolmen kuukauden irtisanomisajoin kunkin vuosineljänneksen loppuun.

Tämän vakuudeksi ovat valtuutetut allekirjoittaneet tämän sopimuksen ja varustaneet sen siniteillään.

BERLIINISSÄ, maaliskuun 24 päivänä 1934.

(L. S.) F. M. PITKÄNIEMI.

(L. S.) E. F. WREDE.

(L. S.) Lauri LUOMA.

¹ Vol. XIX, page 87; et vol. XXIV, page 190, de ce Recueil.

Artikel 15.

Wenn einer der vertragschliessenden Teile die Einfuhr, das Feilhalten oder den Verkauf von Waren davon abhängig machen sollte, dass die Waren mit einer Ursprungsbezeichnung versehen sind, so wird er für die Erzeugnisse des anderen Teils von solchen Vorschriften absehen, die nur unter Aufwendung von Kosten und Mitteln durchführbar sind, die zu dem Wert der Ware in einem unangemessenen Verhältnis stehen, oder die nicht durchführbar sind, ohne dass das Ansehen oder der Gebrauchswert der Ware beeinträchtigt wird. Ferner wird er, soweit er nicht ausnahmsweise für bestimmte Waren besondere Mitteilung macht, Bezeichnungen zulassen, die für die Bezeichnung des Ursprungs der Waren des anderen Teils im internationalen Warenverkehr allgemein gebräuchlich sind.

Artikel 16.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, Verträge über die Beseitigung von Doppelbesteuerungen und die Gewährung von Rechtsschutz und Rechtshilfe in Steuersachen abzuschliessen und Entwürfe zu diesen Verträgen spätestens bis zum Ablauf von sechs Monaten nach Zeichnung dieses Vertrages auszutauschen.

Artikel 17.

Das Übereinkommen¹ zwischen Finnland und dem Deutschen Reich vom 21. April 1922 bleibt unberührt, soweit sich nicht aus den Bestimmungen dieses Vertrages etwas anderes ergibt.

Artikel 18.

Dieser Vertrag wird ratifiziert werden. Der Austausch der Ratifikationsurkunden soll in Helsinki stattfinden, sobald die durch die Gesetzgebung beider Länder vorgeschriebenen Förmlichkeiten erfüllt sind.

Der Vertrag wird am Tage nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft treten. Die beiden Regierungen sind sich darüber einig, dass dieser Vertrag schon ab 1. April 1934 vorläufig angewendet werden soll.

Der Vertrag bleibt bis zum 31. Dezember 1934 in Geltung, sofern er nicht zum 1. Oktober 1934 mit 6-wöchiger Frist von einem der beiden Teile gekündigt wird. Der Vertrag gilt jeweils um ein weiteres Jahr verlängert, sofern sich beide vertragschliessende Teile bis spätestens 1. Dezember eines jeden Jahres darüber verständigt haben.

Läuft der Vertrag über den 31. Dezember 1934 hinaus weiter, so kann er künftig mit dreimonatlicher Frist zum Ende eines jeden Kalendervierteljahres gekündigt werden.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten den Vertrag unterzeichnet und hierunter ihre Siegel gesetzt.

BERLIN, den 24. März 1934.

(L. S.) Dr. Hans R. HEMMEN.

¹ Vol. XIX, page 87; and Vol. XXIV, page 190, of this Series.

TARIFFI A

Nimikkeen numero	Tavaran nimi	Tulli i kaksois- sentneriltä Rmk
47: stä 72: sta	Puolukat Poronjäkävät, raa'at, jauhamattomat	o: 50 vapaat
	<i>Muistutus</i> : Tullivapaus on kalenterivuositain vain määrälle, joka vastaa Saksan virallisen tuontitilaston mukaan 100 prosenttia keskimääräisestä tuonnista Suomesta saksalaiselle tullialueelle vuosina 1931, 1932 ja 1933. Kalenterivuotena 1934 on vähennettävä se määrä, mikä Saksan virallisen tuontitilaston mukaan on tuotu vuoden 1934 tammikuun 1 päivän ja sopimuksen väliaikaisen voimaantulopäivän välisenä aikana.	
111: stä	Poronliha : kokonaisina ruhoina, myöskin ilman päätä, tuore, myös jäähtynyt, keuhkot, sydän ja munuaiset mukana, kaikki nämä luonnollisessa tilassa ruhoissa : nahkoineen ja sorkkineen ilman nahkaa tai sorkkia paloitettu, yksinkertaisesti valmistettu : vain suolattu muulla tavalla yksinkertaisesti valmistettu (palvattu, kuivattu, savustettu, keitetty tai paistettu)	7: 50 10: — 12: 50 15: —
112: sta	Metsälinnut, ei elävät, myöskin paloitetut, valmistamattomat	35: —
172: sta	Juokseva hartsi	vapaa
426: sta	Lanka, kaikenlaatuinen, villoista tai muista eläinten karvoista, myöskin kasviskude- tai kehruuaineilla, paitsi puuvillalla, sekoitettu, vähittäiskauppaan tarkoitetuissa pakkauksissa	65: —
432: sta	Kangas, mikä ei kuulu yleisen tariffin numeroihin 427—431 : täysivillainen, yksivärinen, paino m ² :ltä kangaspintaa 150—200 gr, enintään 140 cm leveä, loimia ja kuteita yhtä neliosenttimetriä kohti yhteensä enintään 50 säijettä yksinkertaista lankaa, nelisidonnaisena tasasivuisena toimikaskuteena tai muulla tavoin neliniitaisesti kudottuna (niinsanotut serge- ja sheviottikankaat) muut kankaat : paino m ² :ltä kangaspintaa yli 200 ja enintään 300 gr paino m ² :ltä kangaspintaa 200 gr tai vähemmän, lukuun-ottamatta täysivillaista pellavasidonnaista kangasta, paino m ² :ltä kangaspintaa 70—100 gr (niinsanottu musliini) <i>Muistutus</i> : Sopimustulliin 380 Rmk tullataan myöskin m ² :ltä kangaspintaa 200 gr tai vähemmän painavat kankaat, joissa on silkkilankaa, jos ne joko vain loimi- tai vain kudesuunnassa ollen eivät tee enempää kuin 12 prosenttia yhteensä loimi- tai kudelangamäärästä, ja loimi- ja kudesuunnassa ollen eivät tee kummassakaan suunnassa enempää kuin 6 prosenttia loimi- ja kudelangoista yhteensä.	290: — 340: — 380: —
560: stä	Puukot nahkatupessa	180: —
616 B: stä	Faneeri, enintään 12 mm paksu, koivupuinen	11: 50

TARIF A.

Tarifnummer	Benennung der Gegenstände	Zollsatz für 1 Doppelzentner RM
aus 47 aus 72	Preisselbeeren Isländisches Moos (Renntierflechte), roh, nicht gemahlen <i>Anmerkung.</i> Die Zollfreiheit gilt nur für eine Menge in einem Kalenderjahr, die 100 v. H. des Durchschnitts derjenigen Mengen entspricht, die nach der amtlichen deutschen Einfuhrstatistik in den Jahren 1931, 1932 und 1933 aus Finnland in das deutsche Zollgebiet eingeführt worden sind. Im Kalenderjahr 1934 ist die Menge abzuziehen, die nach der amtlichen deutschen Einfuhrstatistik in der Zeit vom 1. Januar 1934 bis zum Tage der vorläufigen Anwendung des Vertrags eingeführt worden ist.	0: 50 frei
aus III	Renntierfleisch : In ganzen Tierkörpern, auch ohne Kopf, frisch, auch gefroren, mit Lungen, Herz und Nieren, alle diese in natürlichem Zusammenhang mit dem Körper : mit Haut und Klauen ohne Haut oder Klauen zerlegt, einfach zubereitet : nur gepökelt in anderer Weise einfach zubereitet (gespickt, getrocknet, geräuchert, gekocht oder gebraten)	7: 50 10: — 12: 50 15: —
aus 112 aus 172 426	Federwild, nicht lebend, auch zerlegt, nicht zubereitet Tallöl	35: — frei
aus 432	Garn aller Art aus Wolle oder anderen Tierhaaren, auch mit pflanzlichen Spinnstoffen oder Gespinsten, ausschliesslich Baumwolle, gemischt, in Aufmachungen für den Einzelverkauf Gewebe, nicht unter Nr. 427 bis 431 des allgemeinen Tarifs fallend : ganz aus Wolle, einfarbig, im Gewicht von 150 bis 200 g auf 1 qm Gewebefläche, nicht mehr als 140 cm breit, in der Kette und dem Schuss zusammen auf 1 cm im Geviert mit nicht mehr als 50 Fäden aus eindrähtigem Garn, in vierbindiger gleichseitiger Körperbindung oder in anderer Weise vierschäftig gewebt (sogenannte Serge- und Cheviotstoffe) andere Gewebe : im Gewicht von mehr als 200 bis 300 g auf 1 qm Gewebefläche im Gewicht von 200 g oder weniger auf 1 qm Gewebefläche, ausgenommen leinwandbindige Gewebe ganz aus Wolle im Gewicht von 70 bis 100 g auf 1 qm Gewebefläche (sogenannte Musseline).	65: — 290: — 340: — 380: —
aus 560 aus 616 B	<i>Anmerkung.</i> Zum Vertragszollsätze von 380 RM werden auch Gewebe im Gewicht von 200 g oder weniger auf 1 qm Gewebefläche verzollt, die Fäden aus Seide enthalten, wenn die Zahl dieser Fäden, sofern sie sich nur in der Kett- oder nur in der Schussrichtung befinden, nicht mehr als 12 v. H. der Gesamtzahl der Kett- oder der Schussfäden, sofern sie sich in der Kett- und der Schussrichtung befinden, in jeder Richtung nicht mehr als 6 v. H. der Gesamtzahl der Kett- oder der Schussfäden beträgt. Dolchmesser in Lederscheide Sperrholz, nicht mehr als 12 mm stark, aus Birkenholz	180: — 11: 50

Nimikkeen numero	Tavaran nimi	Tulli 1 kaksois- sentneriltä Rmk
624:stä	Rullat, lukuunottamatta tehdaspuuloja : valmistamattomat valmistetut	7:— 10:50 30:—
628:sta	rautaheloilla varustetut Lieriömuotoiset puukappaleet, pituudeltaan 3—15 cm, ulkoiselta läpi- mitaltaan enintään 5 cm	7:— 7:—
629:stä	Keihäät ja keihäänvarret Sukset ilman kiinnittimiä	16:— 14:—
630:stä	Keihäät ja keihäänvarret	14:—
640:stä	Kiekot	32:—
650:stä	Puukot, tekosarvikaivaiset, nahkatupessa Puuvanuke (mekaanisesti valmistettu puumassa) : vesipitoisuudeltaan { 50 % tai enemmän { vähemmän kuin 50 % Kemiallisesti valmistettu puuvanuke (selluloosa) : vesipitoisuudeltaan { 50 % tai enemmän { vähemmän kuin 50 % Puuvanuke (selluloosa), valmistettu natronmenetelmän mukaan, kaapeli- ja eristyspaperin valmistusta varten tullivalvonnan alaisena : vesipitoisuudeltaan { 50 % tai enemmän { vähemmän kuin 50 %	240:— 1:15 1:75 1:15 1:75 0:85 1:25
<p><i>Muistutus</i> : 0:85 ja 1:25 Rmk:n sopimustullin soveltamisen ehtona on, että tuoja esittää jokaisesta lähetyksestä suomalaisen laitoksen todistuksen, josta käy ilmi, että puuvanuke (selluloosa) on valmistettu natronmenetelmän mukaan.</p>		
<p>Sopimuspuolten hallitukset sopivat todistusten antoon valtuutettujen laitosten nimeämistä sekä todistusten muodosta; epäilyksenalaisissa tapauksissa pidätetään Saksan viranomaisille oikeus tutkia, ovatko todistuksissa esitetyt tiedot paikkansa pitäviä.</p>		
651 A:sta	Pahvit, mekaanisesti tai kemiallisesti valmistetusta puuvanukkeesta, myöskin höyrytetystä puusta, kovaksi puserretut (ruskea puupahvi, niinsanottu nahkapahvi), olki-, imu- ja turvepahvi ja muualla mainitsemattomat karkeat pahvit, myöskin massana värjätyt, paksuudeltaan vähintään 3 mm, sikäli kuin arkin pinta-ala on enemmän kuin 1 m ² :	
<p>kokoonliimatusta pahvista valmistettu 5:— muunlaatuiset 5:—</p>		
<p><i>Muistutus</i> : Kutakin sopimustullia sovelletaan kalenterivuositain ainoastaan 10 prosenttiin siitä määrästä tariffinumeron 651 A:n 2 kohdan alaista tavaraa, joka Saksan virallisen tuontitilaston mukaan vuonna 1933 tuotiin Suomesta saksalaiselle tullialueelle. Kalenterivuotena 1934 vähennetään määrä, joka molempain sopimuspuolten välipuheen perusteella on yhteisen selvityksen mukaisesti tuotu maahan vuoden 1934 tammikuun 1 päivän ja sopimuksen väliaikaisen voimaantulopäivän välisenä aikana. Kesäkuun 30 päivään kutakin kalenterivuotta ei saa saksalaiselle tullialueelle vapaaseen kauppaan tuoda enempää kuin puolet, syyskuun 30 päivään ei enempää kuin kolmeneljännestä vuosimäärästä.</p>		
<p>Pahvit, (lukuunottamatta sellaisia, joiden vahvuus on vähintään 3 mm ja joiden arkin pinta-ala on enemmän kuin 1 m²) yksinomaan mekaanisesti tai kemiallisesti puumassasta tai niistä sekoitettuna valmistettu, myöskin höyrytetystä puusta, kovaksi puserretut (ruskea puupahvi, niinsanottu nahkapahvi), myöskin massana värjätyt)</p>		
4:—		

Tarifnummer	Benennung der Gegenstände	Zollsatz für 1 Doppel- zentner RM
aus 624	Spulen, mit Ausnahme der Fabrikationsspulen :	
	roh	7: —
	bearbeitet	10: 50
	mit Beschlag aus Eisen	30: —
aus 628	Röhrenförmige Holzkörper in einer Länge von 3 cm bis 15 cm und mit einem äusseren Durchmesser bis zu 5 cm	7: —
aus 629	Speere und Speerschäfte	7: —
	Schneeschuhbretter (Schneeschuhschienen) ohne Bindungen	16: —
	Speere und Speerschäfte	14: —
aus 630	Diskusse	32: —
aus 640	Dolchmesser in Verbindung mit Kunsthorn, in Lederscheide	240: —
aus 650	Holzmasse (mechanisch bereiteter Holzstoff, Holzschliff) :	
	mit einem Gehalt an Wasser { von 50 v. H. oder darüber	1: 15
	Chemisch bereiteter Holzstoff (Zellstoff, Cellulose) :	1: 75
	mit einem Gehalt an Wasser { von 50 v. H. oder darüber	1: 15
	Holzstoff (Zellstoff, Cellulose), nach dem Natronverfahren bereitet, zur Herstellung von Kabel- und Isolierpapier unter Zollsicherung :	1: 75
	mit einem Gehalt an Wasser { von 50 v. H. oder darüber	0: 85
	Holzstoff (Zellstoff, Cellulose), nach dem Natronverfahren bereitet, zur Herstellung von Kabel- und Isolierpapier unter Zollsicherung :	1: 25
	<p><i>Anmerkung.</i> Die Anwendung der Vertragszollsätze von 0.85 RM und 1.25 RM hat zur Voraussetzung, dass die Einbringer für jede Sendung ein Zeugnis einer finnischen Stelle beibringen, aus dem erhellt, dass der Holzstoff (Zellstoff, Cellulose) nach dem Natronverfahren bereitet ist.</p> <p>Die Regierungen der vertragschliessenden Teile werden sich über die mit der Ausfertigung der Zeugnisse betrauten Stellen und über die Form der Zeugnisse verständigen. In Zweifelsfällen bleibt den deutschen Behörden das Recht gewahrt, nachzuprüfen, ob die Angaben in den Zeugnissen zutreffend sind.</p>	
aus 651 A	<p>Pappen aus mechanisch oder chemisch bereitetem Holzstoff, auch aus solchem von gedämpftem Holz, festgewalzt (Braunholzpappe, sogenannte Lederpappe), Stroh-, Schrenz- und Torfpappe und anderweit nicht genannte grobe Pappen, auch in der Masse gefärbt, mit einer Stärke von 3 mm oder mehr, sofern der Flächeninhalt des einzelnen Bogens mehr als 1 Geviertmeter beträgt :</p> <p>aus zusammengeklebten Pappen hergestellt</p> <p>andere</p>	5: —
		5: —
	<p><i>Anmerkung.</i> Die Vertragszollsätze gelten je nur für eine Menge in einem Kalenderjahr, die 10 v. H. derjenigen Menge an Waren der Tarifnr. 651 A Abs. 2 entspricht, die nach der amtlichen deutschen Einfuhrstatistik im Jahre 1933 aus Finnland in das deutsche Zollgebiet eingeführt worden ist. Im Kalenderjahr 1934 ist die Menge abzuziehen, die nach Verständigung beider Teile auf Grund gemeinsamer Ermittlung in der Zeit vom 1. Januar 1934 bis zum Tage der vorläufigen Anwendung des Vertrags eingeführt worden ist. Bis zum 30. Juni jeden Kalenderjahres darf nicht mehr als die Hälfte, bis zum 30. September jeden Kalenderjahres nicht mehr als Dreiviertel der Jahresmenge zum freien Verkehr des deutschen Zollgebiets abgefertigt werden.</p>	
	<p>Pappen (mit Ausnahme solcher mit einer Stärke von 3 mm oder mehr und einem Flächeninhalt des einzelnen Bogens von mehr als 1 Geviertmeter) rein oder gemischt aus mechanisch oder chemisch bereitetem Holzstoff, auch aus solchem von gedämpftem Holz, festgewalzt (Braunholzpappe, sogenannte Lederpappe), auch in der Masse gefärbt</p>	4: —

Nimikkeen numero	Tavaran nimi	Tulli r kaksois- sentteriltä Rmk
	<p><i>Muistutus</i> : Sopimustullia sovelletaan kalenterivuositain ainoastaan 5 prosenttiin tariffinumeron 651 A:n 2 kohdan alaista tavaraa, joka Saksan virallisen tuontitilaston mukaan vuonna 1933 tuotiin Suomesta saksalaiselle tullialueelle. Kesäkuun 30 päivään kutakin kalenterivuotta ei saa saksalaiselle tullialueelle vapaaseen kauppaan tuoda enempää kuin puolet, syyskuun 30 päivään ei enempää kuin kolmeneljännestä vuosimäärästä. Siitä määrästä, joka tämän mukaisesti voidaan tuoda kesäkuun 30 päivään vähennetään määrä, joka sopimuspuolten välipuheen perusteella on yhteisen selvityksen mukaan tuotu maahan vuoden 1934 tammikuun 1 päivän ja sopimuksen väliaikaisen voimaantulopäivän välisenä aikana.</p> <p>Pahvit (lukuunottamatta sellaisia, joiden vahvuus on 3 mm tai enemmän ja joiden arkin pinta-ala on enemmän kuin 1 m²) yksinomaan mekaanisesti valmistetusta puumassasta, myöskin höyrytetystä puusta, kovaksi puserretut (ruskea puupahvi, niinsanottu nahkapahvi) tai sisältäen 15 prosenttia tai vähemmän kemiallisesti valmistettua puuvanuketta, myöskin massana värjätty</p> <p><i>Maistutus 1</i> : Sopimustullia sovelletaan kalenterivuositain 75 prosenttiin tariffinumeron 651 A:n 2 kohdan alaista tavaraa, joka Saksan virallisen tuontitilaston mukaan on vuotena 1933 tuotu Suomesta saksalaiselle tullialueelle. Kesäkuun 30 päivään kutakin kalenterivuotta ei saa saksalaiselle tullialueelle vapaaseen kauppaan tuoda enempää kuin puolet, syyskuun 30 päivään ei enempää kuin kolmeneljännestä vuosimäärästä. Siitä määrästä, joka tämän mukaisesti voidaan tuoda kesäkuun 30 päivään on vähennettävä määrä, mikä sopimuspuolten välipuheen perusteella on maahantuotu vuoden 1934 tammikuun 1 päivän ja sopimuksen väliaikaisen voimaantulopäivän välisenä aikana yhteisen selvityksen mukaan.</p> <p><i>Muistutus 2</i> : Sopimustullin soveltamisen ehtona on, että tuoja esittää jokaisesta lähetyksestä suomalaisen laitoksen todistuksen, josta käy ilmi, että pahvi on tehty yksinomaan mekaanisesti valmistetusta puuvanukkeesta tai ettei se sisällä kemiallisesti valmistettua puuvanuketta enempää kuin 15 prosenttia.</p> <p>Sopimuspuolten hallitukset sopivat todistusten antoon valtuutettujen laitosten nimeämisestä sekä todistusten muodosta; epäilyksenalaisissa tapauksissa pidätetään Saksan viranomaisille oikeus tutkia, ovatko todistuksissa esitetyt tiedot paikkansa pitäviä.</p> <p>Käärepaperi, massana värjätty, myöskin yhdeltä puolelta kiillotettu . Painopaperi rullissa, jos paperin paino neliometriltä ei ole pienempi kuin 45 eikä suurempi kuin 55 gr, konekiillotettu (ei satinoitu), sisältäen kemiallisesti valmistettua puuvanuketta (selluloosaa) korkeintaan 25 %</p> <p><i>Muistutus</i> : Sopimustullin soveltamisen edellytyksenä on, että tuoja esittää jokaisesta lähetyksestä suomalaisen laitoksen todistuksen, josta käy ilmi, ettei painopaperi sisällä enempää kuin 25 % kemiallisesti valmistettua puuvanuketta.</p> <p>Sopimuspuolten hallitukset sopivat todistusten antoon valtuutettujen laitosten nimeämisestä; epäilyksenalaisissa tapauksissa pidätetään saksalaisille viranomaisille oikeus tutkia, ovatko todistuksissa esitetyt tiedot paikkansa pitäviä.</p>	<p>3: —</p> <p>4: —</p> <p>10: —</p>

654
655 B: stä

Tarifnummer	Benennung der Gegenstände	Zollsatz für 1 Doppel- zentner RM
	<p><i>Anmerkung.</i> Der Vertragszollsatz gilt nur für eine Menge in einem Kalenderjahr, die 5 v. H. derjenigen Menge an Waren der Tarifnr. 651 A Abs. 2 entspricht, die nach der amtlichen deutschen Einfuhrstatistik im Jahre 1933 aus Finnland in das deutsche Zollgebiet eingeführt worden ist. Bis zum 30. Juni jeden Kalenderjahres darf nicht mehr als die Hälfte, bis zum 30. September jeden Kalenderjahres nicht mehr als Dreiviertel der Jahresmenge zum freien Verkehr des deutschen Zollgebiets abgefertigt werden. Von der Menge, die hiernach bis zum 30. Juni 1934 eingeführt werden kann, ist die Menge abzuziehen, die nach Verständigung beider Teile auf Grund gemeinsamer Ermittlung in der Zeit vom 1. Januar 1934 bis zum Tage der vorläufigen Anwendung des Vertrags eingeführt worden ist.</p> <p>Pappen (mit Ausnahme solcher mit einer Stärke von 3 mm oder mehr und einem Flächeninhalt des einzelnen Bogens von mehr als 1 Geviertmeter) lediglich aus mechanisch vorbereitetem Holzstoff, auch aus solchem von gedämpftem Holz, festgewalzt (Braunholzpappe, sogenannte Lederpappe), oder mit einem Gehalt an chemisch vorbereitetem Holzstoff von 15 v. H. oder weniger, auch in der Masse gefärbt</p> <p><i>Anmerkungen.</i> 1. Der Vertragszollsatz gilt nur für eine Menge in einem Kalenderjahr, die 75 v. H. derjenigen Menge an Waren der Tarifnr. 651 A Abs. 2 entspricht, die nach der amtlichen deutschen Einfuhrstatistik im Jahre 1933 aus Finnland in das deutsche Zollgebiet eingeführt worden ist. Bis zum 30. Juni jeden Kalenderjahres darf nicht mehr als die Hälfte, bis zum 30. September jeden Kalenderjahres nicht mehr als Dreiviertel der Jahresmenge zum freien Verkehr des deutschen Zollgebiets abgefertigt werden. Von der Menge, die hiernach bis zum 30. Juni 1934 eingeführt werden kann, ist die Menge abzuziehen, die nach Verständigung beider Teile auf Grund gemeinsamer Ermittlung in der Zeit vom 1. Januar 1934 bis zum Tage der vorläufigen Anwendung des Vertrags eingeführt worden ist.</p> <p>2. Die Anwendung des Vertragszollsatzes hat zur Voraussetzung, dass die Einbringer für jede Sendung ein Zeugnis einer finnischen Stelle beibringen, aus dem erhellt, dass die Pappe lediglich aus mechanisch vorbereitetem Holzstoff besteht oder dass der Gehalt an chemisch vorbereitetem Holzstoff 15 v. H. nicht übersteigt.</p> <p>Die Regierungen der vertragschliessenden Teile werden sich über die mit der Ausfertigung der Zeugnisse betrauten Stellen und über die Form der Zeugnisse verständigen. In Zweifelsfällen bleibt den deutschen Behörden das Recht gewahrt, nachzuprüfen, ob die Angaben in den Zeugnissen zutreffend sind.</p> <p>Packpapier, in der Masse gefärbt, auch auf einer Seite glatt</p> <p>Druckpapier in Rollen, bei einem Gewicht des Quadratmeters von nicht weniger als 45 und nicht mehr als 55 g, maschinenglatt (nicht satiniert), mit einem Gehalt an chemisch vorbereitetem Holzstoff (Zellstoff, Cellulose) von nicht mehr als 25 v. H.</p> <p><i>Anmerkung.</i> Die Anwendung des Vertragszollsatzes hat zur Voraussetzung, dass die Einbringer für jede Sendung ein Zeugnis einer finnischen Stelle beibringen, aus dem erhellt, dass der Gehalt an chemisch vorbereitetem Holzstoff (Zellstoff, Cellulose) 25 v. H. nicht übersteigt.</p> <p>Die Regierungen der vertragschliessenden Teile werden sich über die mit der Ausfertigung der Zeugnisse betrauten Stellen und über die Form der Zeugnisse verständigen. In Zweifelsfällen bleibt den deutschen Behörden das Recht gewahrt, nachzuprüfen, ob die Angaben in den Zeugnissen zutreffend sind.</p>	<p>3: —</p> <p>4: —</p> <p>10: —</p>

654
aus 655 B

Nimikkeen numero	Tavaran nimi	Tulli i kaksois- sentneriltä Rmk
	<p>Käärepaperi (n. s. voimapaperi), luonnonvärinen tai massana ruskeaksi, ruskean keltaiseksi, tai keltaiseksi värjätty, jonka paino neliömetriltä on enemmän kuin 50, mutta vähemmän kuin 350 gr, jolle ei ole painettu käyttöohjeita tai mainoksia</p> <p><i>Muistutus</i> : Sopimustullia sovelletaan vain enintään 4,000 kaksois-sentneriin nousevaan määrään kalenterivuositain. Kesäkuun 30 päivään kutakin kalenterivuotta ei saa saksalaiselle tullialueelle vapaaseen kauppaan tuoda enempää kuin puolet, syyskuun 30 päivään ei enempää kuin kolmeneljännestä vuosimäärästä. Siitä määrästä, joka tämän mukaisesti voidaan tuoda kesäkuun 30 päivään 1934 vähennetään määrä, joka sopimuspuolten välipuheen perusteella on yhteisen selvityksen mukaan tuotu maahan vuoden 1934 tammikuun 1 päivän ja sopimuksen väliaikaisen voimaantulopäivän välisenä aikana.</p> <p>Sopimustullia sovelletaan vain ehdolla, että Suomen hallitus erikseen tehtävässä sopimuksessa takaa, että tullietuuden alainen määrä toimitetaan molempien hallitusten sopimuksen mukaan vain Saksan hallituksen määrättävälle laitokselle.</p> <p>Käärepaperi, johon sisältyy vähintään 55 prosenttia mekaanisesti valmistettua puuvanuketta (puumassaa) : massana värjätty, molemmin puolin kiillotettu massana värjätty tai värjäämätön, molemmin puolin karhea tai vain toiselta puolelta kiillotettu</p> <p><i>Muistutus</i> : 5 : 50 ja 4 : — Rmk : n sopimustullin soveltamisen ehtona on, että tuoja esittää jokaisesta lähetyksestä suomalaisen laitoksen todistuksen, josta käy ilmi, että se sisältää mekaanisesti valmistettua puuvanuketta (puumassaa) vähintään 55 prosenttia.</p> <p>Sopimuspuolten hallitukset sopivat todistusten antoon valtuutettujen laitosten nimeämisestä sekä todistusten muodosta ; epäilyksenalaisissa tapauksissa pidetään Saksan viranomaisille oikeus tutkia, ovatko todistuksissa esitetyt tiedot paikkansa pitäviä.</p>	<p>7: —</p> <p>5: 50</p> <p>4: —</p>

Tarifnummer	Benennung der Gegenstände	Zollsatz für 1 Doppel- zentner RM
	<p>Packpapier (sogenanntes Kraftpapier), naturfarbig oder in der Masse braun, braungelb oder gelb gefärbt, dessen Gewicht auf 1 m im Geviert mehr als 50 aber weniger als 350 g beträgt, nicht mit Gebrauchsanweisungen, Warenanpreisungen, Mustern oder dergleichen bedruckt.</p> <p><i>Anmerkung.</i> Der Vertragszollsatz gilt nur für eine Höchstmenge von 4000 dz im Kalenderjahr. Bis zum 30. Juni jeden Kalenderjahres darf nicht mehr als die Hälfte, bis zum 30. September jeden Kalenderjahres nicht mehr als Dreiviertel der Jahresmenge zum freien Verkehr des deutschen Zollgebiets abgefertigt werden. Von der Menge, die hiernach bis zum 30. Juni 1934 eingeführt werden kann, ist die Menge abzuziehen, die nach Verständigung beider Teile auf Grund gemeinsamer Ermittlung in der Zeit vom 1. Januar 1934 bis zum Tage des Inkrafttretens des Vertrags eingeführt worden ist.</p> <p>Der Vertragszollsatz gilt ferner nur unter der Bedingung, dass die Finnische Regierung entsprechend einer besonders zu treffenden Vereinbarung sicherstellt, dass die zollbegünstigten Mengen ausschliesslich an die von der Deutschen Regierung zu bestimmende Stelle gemäss den von beiden Regierungen getroffenen Abreden geliefert werden.</p> <p>Packpapier mit einem Gehalt an mechanisch vorbereitetem Holzstoff (Holzmasse, Holzschliff) von nicht weniger als 55 v. H. :</p> <p>in der Masse gefärbt, auf beiden Seiten glatt</p> <p>in der Masse gefärbt oder ungefärbt, auf beiden Seiten rauh oder nur auf einer Seite glatt</p> <p><i>Anmerkung.</i> Die Anwendung der Vertragszollsätze von 5:50 RM und 4 RM hat zur Voraussetzung, dass die Einbringer für jede Sendung ein Zeugnis einer finnischen Stelle beibringen, aus dem erhellt, dass der Gehalt an mechanisch vorbereitetem Holzstoff (Holzmasse, Holzschliff) nicht weniger als 55 v. H. beträgt.</p> <p>Die Regierungen der vertragschliessenden Teile werden sich über die mit der Ausfertigung der Zeugnisse betrauten Stellen und über die Form der Zeugnisse verständigen. In Zweifelsfällen bleibt den deutschen Behörden das Recht gewahrt, nachzuprüfen, ob die Angaben in den Zeugnissen zutreffend sind.</p>	<p>7: —</p> <p>5: 50</p> <p>4: —</p>

TARIFFI B.

Nimikkeen numero	Tavarán nimi	Mitta-yksikkö	Tulli Smk:ssa
25 a 47	Lihamehuste Jauhot ja ryynit, muunlaiset, sekä makaroonit ja vermisellit :	I kg	15: —
	a) jauhot ja ryynit	I »	1: 50
	b) makaroonit ja vermisellit	I »	1: 75
48: sta 92 a: sta	Tärkkelys, lukuunottamatta perunajauhoa Kielonjuurakot	I » I »	1: — 10: —
	Kasvit, erikseen mainitsemattomat : elävät :		
95	istutetut	I »	2: 50
96	muunlaiset	I »	5: —
	kuivatut tai muulla tavalla valmistetut :		
97	koristeiksi käytettävät	I »	20: —
98 b	muunlaiset : muut	I » I »	1: —
211	Villalanka ja muista eläinkarvoista valmistettu lanka, muilla kehruuaineiksilla paitsi silkillä sekoitettuna tai ilman niitä: pienemmissä, vähittäiskauppaan tarkoitetuissa sykkyröissä, rullissa, käämeissä ynnä muissa sellaisissa; samoin efekti- tai fantasiaalangat	I »	6: —
	Kankaat, erikseen mainitsemattomat, joiden koko pinta-ala kudonnaltaan on samanlaatuinen: paino m ² : ltä vähemmän kuin 250 gr, mutta ei vähemmän kuin 100 gr :		
	valkaistut, värjätyt tai painetut :		
	muut :		
241 b 2	valkaistut tai värjätyt	I »	18: —
241 b 3	painetut, leveydeltään : vähemmän kuin 88 cm 88 cm tai enemmän	I » I »	18: — 18: —
	paino m ² : ltä vähemmän kuin 100 gr :		
	valkaistut, värjätyt tai painetut, joissa cm ² : n pinta-alalla on yhteensä :		
	enemmän kuin 40 loimi- ja kudelankaa :		
	muut :		
244 b 2	valkaistut tai värjätyt	I »	42: —
244 b 3	painetut, leveydeltään : vähemmän kuin 88 cm 88 cm tai enemmän	I » I »	42: — 42: —
	Kankaat, muunlaiset, erikseen mainitsemattomat; samoin vanutettu villahuopa, kutomaton, myös kasvikkunnasta saatuja kehruuaineiksia lisäämällä valmistettu :		
275: stä	välivuorikangas (n. s. kovikekangas), joka on kudottu hevosjouhista ja muista kehruuaineiksista ja sisältää villaa enintään 40 % kankaan koko painosta	I »	19: —
	Vaatteet ja muut ompelukset, erikseen mainitsemattomat : muista kehruutavaroista valmistetut :		
331	koruompeluksilla tai pitsellä koristetut; samoin sellaisella vuorilla, rinnusliepeellä tai muulla koristuksella varustetut, jossa on silkkiä	I »	150: —

TARIF B.

Tarif-Nr.	Warenbezeichnung	Masstab	Zollsatz finn. Mark
25 a	Fleischextrakt	I kg	15: —
47	Mehl und Grütze anderer Art sowie Makkaroni und Vermicelli :		
	a) Mehl und Grütze	I »	I: 50
	b) Makkaroni und Vermicelli	I »	I: 75
aus 48	Stärke, ausser Kartoffelstärke	I »	I: —
aus 92 a	Maiblumtreibkeime	I »	10: —
	Gewächse, nicht besonders genannt :		
	lebend :		
95	eingepflanzt	I »	2: 50
96	anderer Art	I »	5: —
	getrocknet oder anderweit hergerichtet :		
97	zu Zierzwecken verwendbar	I »	20: —
	anderer Art :		
98 b	andere	I »	I: —
	Garn aus Wolle und anderem Tierhaar, auch mit Beimengung von anderen Spinnstoffen, Seide ausgenommen :		
211	in kleineren, für den Kleinhandel bestimmten Aufmachungen, wie Docken, Rollen, Spulen und dergleichen, ferner Effekt- oder Phantasiegarn	I »	6: —
	Gewebe, nicht besonders genannt, deren ganze Fläche in der Webart gleichartig ist :		
	bei einem Gewicht von weniger als 250 g, aber nicht weniger als 100 g für 1 Geviertmeter :		
	gebleicht, gefärbt oder bedruckt :		
	andere :		
241 b 2	gebleicht oder gefärbt	I »	18: —
241 b 3	bedruckt, wenn ihre Breite :		
	weniger als 88 cm beträgt	I »	18: —
	88 cm oder mehr beträgt	I »	18: —
	bei einem Gewicht von weniger als 100 g für 1 Geviertmeter : gebleicht, gefärbt oder bedruckt, die auf einer Fläche von 1 cm im Geviert zusammen enthalten :		
	mehr als 40 Kett- und Einschlagfäden :		
	andere :		
244 b 2	gebleicht oder gefärbt	I »	42: —
244 b 3	bedruckt, wenn ihre Breite :		
	weniger als 88 cm beträgt	I »	42: —
	88 cm oder mehr beträgt	I »	42: —
	Gewebe anderer Art, nicht besonders genannt, auch gewalkter (nichtgewebter) Filz aus Wolle, auch mit Beimischung pflanzlicher Spinnstoffe :		
aus 275	Zwischenfutterstoffe (sogenannte Steifstoffe), die aus einer Mischung von Rosshaar und anderen Spinnstoffen bestehen, mit einem Gehalt an Wolle, der 40 % des Gesamtgewichts des Gewebes nicht übersteigen darf	I »	19: —
	Kleider und andere Näharbeiten, nicht besonders genannt :		
	aus anderen Gespinnstwaren :		
331	mit Stickereien oder Spitzen ; auch solche mit Futter, Aufschlägen oder anderen Besatz aus Waren, in denen Seide enthalten ist	I »	150: —

Nimikkeen numero	Tavaran nimi	Mitta- yksikkö	Tulli Smk:ssa
375	Valmiit puuteokset, erikseen mainitsemattomat : paino yli 2 kg : n kappaleelta netto : petsatut, vahatut, lakatut tai kiillotetut tai milloin pinta on muulla samanlaisella tavalla valmistettu .	1 kg	4: —
380	paino enintään 2 kg kappaleelta netto : petsatut, vahatut, lakatut, kiillotetut sekä maalatut, vernissatut tai öljytyt tai milloin pinta on muulla samanlaisella tavalla valmistettu	1 »	8: —
381	muunlaiset	1 »	4: —
375, 380 ja 381: een	<i>Muist.</i> : Tariffinumerossa 375, 380 ja 381 mainitut puuteokset, täytetyt, joissa ei ole päällistä, tullataan 40 % korottaen ja päälliselliset 100 % korottaen.		
382	Tynnyrintekijänteokset, tähän luettuina myös pohja- ja uurrekimmet, kokonaan tai osittain höylätyt tai niin paljon valmistetut, että niistä semmoisenaan voidaan kokoonpanna astioita : pyökkipuiset dritteliinkimmet	—	vapaat
431	Paperi-, kartonki-, pahvi- ja paperivanuketeokset, erikseen mainitsemattomat, myös jos niissä on muita aineita : muunlaiset :		
431	tällä tavoin valmistamattomat :		
436	samoin naamarit, valmistukseen katsomatta Kirjat, painetut, erikseen mainitsemattomat : muunlaiset ; samoin sanomalehdet, aikakauskirjat, käsi- kirjoitukset sekä korkokirjaimilla (n. s. sokeainkirjoituksella) laaditut kirjat	1 kg	16: —
438	Kartat, maantieteelliset, topografiset, tähtikartat ja merikortit sekä tieteellisiin tarkoituksiin aiotut kartat : muunlaiset ; samoin karttapallot, kaikenlaiset, jalustalla varustetut tai ilman sitä	—	vapaat
440	Painotuotteet, erikseen mainitsemattomat, kuten kauppa- kiertokirjeet, kataloogit ja muut kauppaa koskevat painotuotteet :		
441: stä	vieraskielistä tekstiä sisältävät, jotka eivät kuulu lähinnä seuraavaan nimikkeeseen muunlaiset, sekä kaikki osoiteliput, ilmoitus- ja reklaami- plakaatit, kirjasinpainatuksella varustetut, sekä paperi, jossa on toiminimileima tai muuta sellaista kirjasinpainatusta	—	vapaat
440 ja 441: een	<i>Muist.</i> : n : oihin 440 ja 441. Reklaamikortit ja -kilvet, joissa on kuvia ja yhtenäistä tekstiä, tullataan näiden nimikkeiden mukaan.	1 kg	10: —
520 a	Rauta tai teräs tankoina, valssattu sai vedetty, painoltaan alle 60 kg : n juoksumetriltä : jos poikkileikkausmuodon suurin läpimitta on vähintään 15 mm : palkit, muoto- ja kulmaraudat : 1. poikkileikkaus puolipyöreä, puolisoikea tai muunlainen leikkaus pyöreästä, soikeasta tai senlaatu- sesta kuviosta ; puolisuunnikas vinoneliö, kolmikul-		

Tarif-Nr.	Warenbezeichnung	Massstab	Zollsatz finn. Mark
375 380 381	Fertiggearbeitete Holzwaren, nicht besonders genannt : bei einem Stückreingewicht von mehr als 2 kg : gebeizt, gebohnt, lackiert, poliert oder in anderer ähnlicher Weise auf der Oberfläche bearbeitet bei einem Stückreingewicht von höchstens 2 kg : gebeizt, gebohnt, lackiert, poliert sowie gestrichen, gefirnisst oder geölt oder in anderer ähnlicher Weise auf der Oberfläche bearbeitet anderer Art	1 kg 1 » 1 »	4: — 8: — 4: —
zu 375, 380 und 381	<i>Anmerkung</i> : Die in den Tariff-Nrn. 375, 380 und 381 genannten Holzwaren mit Polsterung werden ohne Überzug mit einem Zuschlag von 40 v. H., mit Überzug mit einem Zuschlag von 100 v. H. zu den oben genannten Zollsätzen verzollt.		
382	Böttcherwaren, darunter auch Boden- und Kimmenstäbe, ganz oder teilweise gehobelt oder so fertiggearbeitet, dass sie unmittelbar zu Gefässen zusammengesetzt werden können : Stäbe aus Buchenholz zu Dritteln	—	frei
431	Waren, nicht besonders genannt, aus Papier, Karton, Pappe und Papiermasse, auch in Verbindung mit anderen Stoffen : anderer Art : ohne solche Bearbeitung ; ferner Masken, ohne Rücksicht auf die Bearbeitung	1 kg	16: —
436	Bücher, gedruckt, nicht besonders genannt : anderer Art ; ferner Zeitungen, Zeitschriften, Handschriften sowie Bücher mit erhabenen Buchstaben (sogenannte Blindenschrift)	—	frei
438	Karten, geographische, topographische, Sternkarten und Seekarten sowie Karten für wissenschaftliche Zwecke : anderer Art ; ferner Globen aller Art, auch mit Gestell.	—	frei
440 aus 441	Drucksachen, nicht besonders genannt, wie Geschäfts-rundschreiben, Kataloge und andere kaufmännische Drucksachen : mit ausländischem Text, nicht zur nachfolgenden Tarif-Nr. gehörend anderer Art, sowie alle Adresskarten, Anzeige- und Reklameplakate, mit Buchstabendruck, und mit Firmenstempel oder anderem ähnlichen Buchstabendruck versehenes Papier	— 1 kg	frei 10: —
zu 440 und 441	<i>Anmerkung</i> : Reklamekarten und Reklameschilder mit Bildern und zusammenhängendem Text werden nach diesen Tarif-Nrn. verzollt.		
520 a	Eisen oder Stahl in Stäben, gewalzt oder gezogen, im Gewicht von weniger als 60 kg auf das laufende Meter : von 15 mm und darüber in der grössten Abmessung des Querschnitts : Träger, Fasson- und Winkeleisen : 1) halbrund, halboval oder andere Abschnitte von runden, ovalen oder ähnlichen Querschnitten ; Trapez-, rhombisch, dreieckig geformte Querschnitte,		

Nimikkeen numero	Tavaran nimi	Mitta-yksikkö	Tulli Smk:ssa
	<p>mio, myös pyöreäsivuinen ja pyöreäsärmäinen, nelikulmainen tai litteä, jonka sivut tai särmät ovat pyöreät, litteä valssatuin urin tai uurroksin.</p> <p>2. muut</p> <p>Levy, leikkaamaton tai leikattu : hiomaton tai kiillottamaton sekä muilla metalleilla tai aineilla silaamaton tai peittämätön ; myös levyt, joiden toisella puolella on valssattuja kuvioita :</p>	I kg I »	0: 50 0: 25
525	paksuudeltaan vähintään 3 mm	I »	0: 15
526	alle 3 mm : n, mutta ei alle 0,55 mm : n	I »	0: 30
527	alle 0,55 mm : n	I »	0: 40
548	Naulat ja nastat, erikseen mainitsemattomat : enintään 25 mm : n pituiset	I »	2: 20
549	yli 25 mm : n mutta ei yli 45 mm : n pituiset	I »	1: 80
550	yli 45 mm : n pituiset	I »	1: 70
646: een	<i>Muist.</i> : n : oon 646. Tähän nimikkeeseen kuuluvat hehkulampunkannat ovat tullivapaat, jos ne ovat hehkulamputehtaan teollisuuttansa varten maahan tuomat.		
675: een	<i>Muist.</i> : n : oon 675. Siitä määrästä hehkulamppuja, joka 20,000 kg kalenterivuodessa käsittävän kokonaistuontimäärän puitteissa vastaa saksalaista alkuperää olevien hehkulamppujen suhteellista tuontiosuutta hehkulamppujen kokonaistuonnista Suomeen vuonna 1933 virallisen suomalaisen tilaston mukaan. Suomen ja Saksan hallitusten sovittavasta myöhemmästä ajankohdasta lähtien	I » I »	20: — 10: —
676	Puhelinkoneet, puhelinvaihepöydät, puhelinvaihteet, sähkölennätinkoneet sekä niiden osat, erikseen mainitsemattomat Sähköteknilliset erikoislaitteet, erikseen mainitsemattomat sekä niiden osat, erikseen mainitsemattomat :	I »	5: —
677 b: stä	elektromagneettiset sytyttäjät moottoreita ja senkaltaisia varten, valokaari- ja induktiosähköuunit, juottolaitteet, magneettiset pyörivät ja kiinteät laitteet rautaosasten erottamiseksi viljasta ja sentapaisista aineista	I »	12: —
733	Kellot, muunlaiset : a) seinä- ja herätyskellot b) muut	I kpl. I »	12: — 24: —
751: stä	Koksi Lattia- ja seinälaatat :	—	vapaa
777	yksiväriset ja lasittamattomat	I kg	1: 30
778	useampiväriset tai lasitetut	I »	2: 60
787 b 1: stä	Tulenkäyttävät tiilet, joiden sulamispiste on alle 1,900° C. Akkunalasi, myös värjätty, sekä peililasi : metallikalvoinen :	100 »	6: —
798	muunlainen	I »	10: —
845 b: stä	Sinkkivalvoinen	I »	0: 40
862 a: sta	Amyliasetaatti ; adronaliasetaatti ; butyyliasetaatti ; metyyliasetaatti ; metanolista, metyyliasetaatista ja asetonista valmistetut liuottimet ; ftalihappoesteri	I »	3: —

Tarif-Nr.	Warenbezeichnung	Massstab	Zollsatz finn. Mark
	auch mit abgerundeten Seiten oder Ecken; Quadrat- oder Flacheisen mit runden Seiten oder Ecken; Flacheisen, gerippt oder geriffelt	I kg	0: 50
	2) andere	I »	0: 25
	Bleche, auch geschnitten : ohne Schliff oder Politur und ohne Überzug aus anderen Metallen oder ohne sonstige Flächenbedeckung; ferner Bleche, die auf der einen Seite eingewalzte Muster tragen :		
525	von 3 mm Stärke und darüber	I »	0: 15
526	von weniger als 3 mm, aber nicht weniger als 0.55 mm Stärke	I »	0: 30
527	von weniger als 0.55 mm Stärke	I »	0: 40
	Nägel und Stifte, nicht besonders genannt :		
548	höchstens 25 mm lang	I »	2: 20
549	länger als 25, aber nicht länger als 45 mm	I »	1: 80
550	länger als 45 mm	I »	1: 70
zu 646	<i>Anmerkung</i> : Zu dieser Nummer gehörende Glühlampensockel sind vom Zoll befreit, wenn sie von Glühlampenherstellern zur Verwendung im eigenen Betrieb eingeführt werden.		
zu 675	<i>Anmerkung</i> : Glühlampen, für eine Menge, die unter Zugrundelegung einer Gesamteinfuhr von 20,000 kg im Kalenderjahr dem verhältnismässigen Anteil der Einfuhr von Glühlampen deutschen Ursprungs an der finnischen Gesamteinfuhr von Glühlampen im Jahre 1933 nach der amtlichen finnischen Statistik entspricht	I »	20: —
	Von einem zwischen der Deutschen und der Finnischen Regierung zu vereinbarenden späteren Zeitpunkt ab . . .	I »	10: —
	Elektrotechnische Spezialapparate, nicht besonders genannt, sowie Teile dazu, nicht besonders genannt :		
676	Fernsprechapparate, Fernsprechumschalttische, Fernsprechumschalter, Telegraphenapparate sowie Teile dazu, nicht besonders genannt	I »	5: —
aus 677 b	elektromagnetische Zünder für Motoren und dergleichen, elektrische Lichtbogen- und Induktionsöfen, Schweissapparate, magnetische rotierende und feste Apparate für Abscheidung von Eisenteilchen aus Getreide und ähnlichen Stoffen	I »	12: —
733	Uhren anderer Art :		
	a) Wand- und Weckuhren	I Stück	12: —
	b) andere	I »	24: —
aus 751 a	Koks	—	frei
	Boden- und Wandplatten :		
777	einfarbig und unglasiert	I kg	1: 30
778	mehrfarbig oder glasiert	I »	2: 60
aus 787 b 1	Feuerfeste Ziegel mit einem Schmelzpunkt unter 1900° C .	100 »	6: —
	Fensterglas, auch gefärbt, sowie Spiegelglas :		
	metallbelegt :		
798	anderer Art	I »	10: —
aus 845 b	Zinkweiss	I »	0: 40
aus 862 a	Amylacetat; Adronalacetat; Butylacetat; Methylacetat; Lösungsmittel aus Methanol, Methylacetat und Aceton; Phtalsäureester	I »	3: —

Nimikkeen numero	Tavaran nimi	Mitta- yksikkö	Tulli Smk:ssa
874 b: stä	Kalkkisalpietari, myöskin jos sen ammoniumnitraattipitoisuus on korkeintaan 10 %; ammoniumsulfaattisalpietari (Leunasalpietari) ja virtsa-aine, mikäli sitä käytetään lannoitusaineena	—	vapaat
941: stä	Synteettiset parkitusaineet : juoksevassa muodossa : Neradol ND taikinamaiset : Neradol D kiinteät : Neradol FB ; Ordoval 2 G ; Gerbstoff FC	—	vapaat

LOPPUPÖYTÄKIRJA.

Suomen Tasavallan ja Saksan Valtakunnan välillä tänään tehdyn kauppasopimuksen allekirjoitustilaisuudessa ovat allekirjoittaneet valtuutetut tehneet seuraavat rajoitukset ja esittäneet seuraavat selitykset, jotka muodostavat sopimuksen olennaisen osan :

I.

1 artiklan 2 kohtaan.

Muuttumatta jäävät passimääräykset samoin kuin määräykset, jotka asettavat ulkomaalaisten työhön ottamisen jommassakummassa sopimusmaassa riippuvaksi määräytyistä edellytyksistä.

Edelleen on sovittu siitä, etteivät tämän sopimuksen määräykset rajoita kummankaan sopimuspuolen oikeutta kieltää yksityistapauksissa toisen sopimuspuolen kansalaisilta maassa oleskelua joko tuomioistuimen määräyksen johdosta tai valtion sisäisen tai ulkonaisen turvallisuuden takia tahi myöskinpoliittisyistä, erikoisesti köyhäin- ja terveyshoitoa sekä siveellisyysvalvontaa koskevista syistä. Maastakarkoitus ei kuitenkaan tällöin saa tapahtua yksistään yleisen asuntopulan tai työttömyyden takia.

3 artiklaan.

On sovittu siitä, että 3 artiklan määräyksiä sovelletaan myöskin osuuskuntiin samoin kuin yhtiimiin, joilla on taloudellinen tarkoitusperä.

6 artiklaan.

Kansainväliselle liikenteelle tärkeitä vesiteitä koskevan, Barcelonan sopimukseen liittyvän lisäpöytäkirjan allekirjoitustilaisuudessa Suomen¹ hallituksen tekemä rajoitus jää voimaan.

¹ Vol. VII, page 35 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 306 ; vol. XIX, page 280 ; vol. XXIV, page 156 ; vol. L, page 160 ; vol. LIX, page 344 ; vol. LXIX, page 71 ; vol. XCVI, page 182 ; et vol. CXXXIV, page 393, de ce recueil.

Tarif-Nr.	Warenbezeichnung	Massstab	Zollsatz finn. Mark
aus 874 b	Kalksalpeter, auch mit einem Gehalt von Ammoniumnitrat bis zu 10 v. H., Ammonsulfatsalpeter (Leunasalpeter), Harnstoff, soweit sie als Düngemittel verwendet werden.	—	frei
aus 941	Syntetische Gerbstoffe : flüssig : Neradol ND teigformig Neradol D fest : Neradol FB ; Ordoval 2 G ; Gerbstoff FC		frei

SCHLUSSPROTOKOLL.

Bei der Unterzeichnung des heute zwischen dem Deutschen Reich und der Republik Finnland geschlossenen Vertrages haben die unterzeichneten Bevollmächtigten folgende Vorbehalte und Erklärungen abgegeben, die einen integrierenden Bestandteil des Vertrages bilden.

I.

Zu Artikel 1 Abs. 2.

Unberührt bleiben die passrechtlichen Bestimmungen sowie die Bestimmungen, welche die Aufnahme von Arbeit durch Ausländer in jedem der beiden vertragschliessenden Länder an besondere Voraussetzungen knüpfen.

Es besteht ferner Einverständnis darüber, dass das Recht eines jeden der beiden vertragsschliessenden Teile, Angehörigen des andren Teils entweder infolge gerichtlicher Verfügung oder aus Gründen der inneren und äusseren Sicherheit des Staates oder auch aus polizeilichen Gründen, insbesondere aus Gründen der Armen-, Gesundheits- und Sittenpolizei, den Aufenthalt im einzelnen Falle zu versagen, durch die Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages nicht beeinträchtigt wird. Die Ausweisung darf aber in einem solchen Falle nicht lediglich aus Gründen allgemeiner Wohnungsnot oder Arbeitslosigkeit erfolgen.

Zu Artikel 3.

Es besteht Einverständnis darüber, dass die Bestimmungen des Artikels 3 auf Genossenschaften sowie auf Verbände mit wirtschaftlichem Zweck Anwendung finden.

Zu Artikel 6.

Der von der Finnischen Regierung bei der Unterzeichnung des dem Barcelona-Übereinkommen¹ angeschlossenen Zusatzprotokolls über die für den internationalen Verkehr wichtigen Wasserstrassen gemachte Vorbehalt bleibt aufrechterhalten.

¹ Vol. VII, page 35 ; Vol. XI, page 407 ; Vol. XV, page 307 ; Vol. XIX, page 281 ; Vol. XXIV, page 157 ; Vol. L, page 160 ; Vol. LIX, page 344 ; Vol. LXIX, page 71 ; Vol. XCVI, page 182 ; and Vol. CXXXIV, page 393, of this Series.

8 artiklaan.

On sovittu siitä, ettei tässä sopimuksessa sovittua suosituimmuutta sovelleta niihin etuihin, jotka Suomi on myöntänyt tai vastedes myöntää Sosialististen Neuvostotasavaltojen Liitolle kalastuksessa ja hylkeenpyynnissä Pohjoisella Jäämerellä.

Edelleen Saksan hallitus luopuu käyttämästä hyväkseen seuraavia Saksalle suosituimmuuden nojalla Suomen—Englannin kauppasopimuksesta syyskuun 19 päivältä 1933 tulevia sopimustulleja :

- a) 13, 15 ja 10.80 Suomen markkaa tariffinim. 241 b:stä,
- b) 31, 35 ja 25 Suomen markkaa tariffinim. 244 b:stä sekä saman kauppasopimuksen muistutuksissa tariffinim:iin 273, 274, 275 ja 276 sovittua tullikäsittelyä.

Saksan hallitus suostuu siihen, että Suomi soveltaa saksalaista alkuperää oleviin leseisiin autonomisia määräyksiään tavarana tuhkapitoisuudesta ja värjäamisestä. Leseiden tullimääriin Saksalla on täysi suosituimmuus.

Suomen hallitus puolestaan luopuu käyttämästä hyväkseen Suomelle suosituimmuuden perusteella Saksan Valtakunnan ja Itävallan Tasavallan kesken huhtikuun 12 päivänä 1930¹ tehdystä kauppasopimuksesta sekä Saksan ja Ranskan kesken elokuun 17 päivänä 1927² tehdystä kauppasopimuksesta tulevia sopimustulleja niihin tavaroihin, joille A-tariffissa nimikkeiden 112:sta, 426 ja 432:sta kohdalla on määrätty sopimustullit.

Suomen hallitus luopuu edelleen suosituimmuudesta johtuvista oikeuksistaan, mikäli koskee Saksan ja jonkun kolmannen maan välillä seuraavista tavaroista nyt voimassaolevia tai myöhemmin tehtäviä tariffisopimuksia :

- n:o 193:sta jätteet, kiinteät, pellavaöljyn valmistuksesta, kakkuina (öljykakut) ;
- n:o 372 munavalkuainen ja munavalkuaisaineet, eläimistä ja kasveista, muihin tullitariffinimikkeisiin kuulumattomat ;
- n:o 657:stä kuvapostikortit.

11 artiklaan.

11 artiklassa mainittuihin sisäisiin maksuihin kuuluu myöskin liikevaihtovero.

13 artiklaan.

Suomessa saksalaisilta kauppamatkustajilta heidän toimintansa harjoittamisesta kannettava vero ei saa yhdeltä kokonaiselta vuodelta olla 3,000 Suomen markkaa suurempi. Vero kolmelta viikolta ei saa olla 500 Suomen markkaa suurempi.

14 artiklaan.

On sovittu siitä, että tulliviranomaiset ovat oikeutetut tutkimaan, ovatko alkuperätodistukset oikeat.

Suomessa alkuperätodistuksen todistamisesta kannettava maksu ei ole 10 Suomen markkaa suurempi. Saksan valtakunnassa ei kanneta korkeampaa maksua.

¹ Vol. CXV, page 333, de ce recueil.

² Vol. LXXXVI, page 5 ; vol. LXXXVIII, page 368 ; et vol. CVII, page 510, de ce recueil.

Zu Artikel 8.

Es besteht Einverständnis darüber, dass die in dem vorstehenden Vertrag vereinbarte Meistbegünstigung keine Anwendung findet auf Vergünstigungen, die Finnland der Union der Sozialistischen Sowjet-Republiken für die Fischerei und Seehundjagd im nördlichen Eismeer eingeräumt hat oder künftig einräumen wird.

Die Deutsche Regierung verzichtet ferner darauf, die Deutschland auf Grund der Meistbegünstigung aus dem finnisch-englischen Handelsabkommen vom 19. September 1933 zustehenden Vertragszollsätze :

- a) von 13, 15 und 10.80 finn. Mark der Tnr. aus 241 b,
- b) von 31, 35 und 25 finn. Mark der Tnr. aus 244 b

und die Zollbehandlung nach den in demselben Abkommen vereinbarten Anmerkungen zu den Tnrn. 273, 274, 275 und 276 in Anspruch zu nehmen.

Die Deutsche Regierung ist damit einverstanden, dass Finnland bei Kleie deutschen Ursprungs seine autonomen Bestimmungen in Bezug auf Aschengehalt und Färbung der Ware anwendet. Hinsichtlich der Zollsätze für Kleie genießt Deutschland die volle Meistbegünstigung.

Die Finnische Regierung verzichtet ihrerseits darauf, die Finnland auf Grund der Meistbegünstigung aus dem Handelsvertrag¹ zwischen dem Deutschen Reich und der Republik Österreich vom 12. April 1930 sowie aus dem Handelsabkommen² zwischen Deutschland und Frankreich vom 17. August 1927 zustehenden Vertragszollsätze für diejenigen Waren in Anspruch zu nehmen, für die in Tarif A unter Nrn. aus 112, 426 und aus 432 Vertragszollsätze festgesetzt sind.

Die Finnische Regierung verzichtet ferner auf ihre Rechte aus der Meistbegünstigung hinsichtlich bestehender und künftiger Tarifvereinbarungen Deutschlands mit dritten Ländern über

aus Nr. 193 Rückstände, feste, von der Herstellung von Leinöl, in Form von Kuchen (Ölkuchen)

Nr. 372 Eiweiss und Eiweissstoffe, tierische und pflanzliche, nicht unter andere Nummern des Zolltarifs fallend

aus Nr. 657 Bildpostkarten.

Zu Artikel 11.

Zu den in Artikel 11 genannten inneren Abgaben gehört auch die Umsatzsteuer.

Zu Artikel 13.

Die Abgabe, die in Finnland von deutschen Handelsreisenden für die Ausübung ihrer Tätigkeit erhoben wird, soll für ein ganzes Jahr nicht mehr als 3,000 Finnische Mark betragen. Die Abgabe für drei Wochen soll den Betrag von 500 Finnische Mark nicht übersteigen.

Zu Artikel 14.

Es besteht Einverständnis darüber, dass die Zollbehörden berechtigt sind, die Richtigkeit der Ursprungszeugnisse nachzuprüfen.

Die finnische Gebühr für die Beglaubigung der Ursprungszeugnisse beträgt nicht mehr als 10 Finnische Mark. Im Deutschen Reiche wird keine höhere Gebühr erhoben.

¹ Vol. CXV, page 333, of this Series.

² Vol. LXXVI, page 5 ; Vol. LXXXVIII, page 368 ; and Vol. CVII, page 510, of this Series.

18 artiklaan.

B-tariffissa saksalaisille luonnon- ja teollisuustuotteille määrättyjä tulleja sekä Saksalle suosituimmuuden perusteella tulevia Suomen sopimustulleja ei sovelleta ennen tämän sopimuksen voimaantuloa, mikäli ne ovat sen rajan alapuolella, johon Suomen hallitus voi kyseessäolevien nimikkeiden tulleja alentaa. Vastaavasti sovelletaan suomalaisista luonnon- ja teollisuustuotteista tehtyjä sopimuksia, A-tariffin seuraaviin nimikkeisiin sisältyvistä tavaroista : III:sta poronliha, 560:sta ja 640:sta puukot, 628:sta lieriönmuotoiset puukappaleet, keihäät ja keihäänvarret sekä 655 B:stä käärepaperi (n. s. voimapaperi) vasta tämän sopimuksen voimaantulosta lähtien.

A-tariffiin :

nimikkeisiin 72:sta, 651 A:sta, 655 B:stä :

Näihin nimikkeisiin kuuluvien tavaroiden tuonti Saksan tullialueelle vapaaseen kauppaan sopimustullein on sallittu tapahtuvaksi vain, joko kahden molempien hallitusten yhteisesti määrättävän tullitoimiston kautta, tai määrättyihin tullitoimistoihin rajoittamatta, jos esitetään saksalaisen tullitoimiston antama tai varmentama kiintiötodistus. Jos tullikäsittelyn alainen tuonti rajoitetaan määrättyihin tullitoimistoihin, Saksan hallitus suostuu siihen, että numeroin määriteltävät tavaraerät erotetaan tullikiintiöstä ja tuodaan maahan jonkun muun, sovittavan, saksalaisen tullitoimiston kautta, mutta jää molemmille hallituksille oikeus tarpeen mukaan sopia muutoksista näin erilleen otettuihin tavaramääriin. Edelleen on, rajotettaessa tullikäsittelyn alainen tuonti määrättyjen tullitoimistojen kautta tapahtuvaksi, Suomen hallituksen vaatimuksesta esitettävä sellaiset kiintiötodistukset, joista ilmenee, että lähetys kuuluu kiintiömäärään.

Suomen hallitus tiedottaa Saksan hallitukselle valitsemansa järjestelyn.

Molemmat hallitukset sopivat saksalaisista tullitoimistoista, kiintiötodistuksia antavista suomalaisista laitoksista ja noudatettavasta menettelytavasta.

Nimikkeisiin 112:sta, 426, 432:sta:

Näiden nimikkeiden kohdalla sovitut tullit ovat voimassa niin kauan kuin jollakin kolmannella maalla on alemmat tai samansuuruiset tullit.

Nimikkeeseen 655 B:stä, käärepaperi (n. s. voimapaperi) :

Sopimustullia sovelletaan vain, kunnes Saksan ja jonkun kolmannen maan välinen sopimus voimapaperin tuonnista tulee voimaan, vuonna 1934 kuitenkin vähintään, kunnes tullisuosituimmuutta nauttiva tuontimäärä nousee 4000 kaksoissentneriin.

B-tariffiin :

Nimikkeisiin 241 b, 244 b :

Näiden nimikkeiden kohdalle sovitut tullit ovat voimassa niin kauan kuin jollakin kolmannella maalla on alemmat tai samansuuruiset tullit.

Zu Artikel 18.

Die in Tarif B für deutsche Boden- und Gewerbeerzeugnisse festgesetzten Zollsätze und die Deutschland auf Grund der Meistbegünstigung zustehenden finnischen Vertragszollsätze bleiben bis zum Inkrafttreten dieses Vertrages von der Anwendung ausgeschlossen, soweit sie unter der Grenze liegen, bis zu der die Finnische Regierung die Möglichkeit hat, die Zölle der betreffenden Tarifnummern herabzusetzen. Dementsprechend werden die Abreden für finnische Boden- und Gewerbeerzeugnisse in Tarif A zu den Nrn. aus 111 über Renntierfleisch, aus 560 und 640 über Dolchmesser, aus 628 über röhrenförmige Holzkörper, Speere und Speerschäfte und aus 655 B über Packpapier (sogenanntes Kraftpapier) erst vom Inkrafttreten dieses Vertrages ab angewendet.

*Zu Tarif A.**Zu Nrn. aus : 72, 651 A, 655 B :*

Die Abfertigung der unter diese Nummern fallenden Waren zum freien Verkehr des deutschen Zollgebiets zu den Vertragszollsätzen ist nur zulässig entweder bei höchstens zwei im Einvernehmen beider Regierungen zu bestimmenden Zollstellen oder, ohne Beschränkung auf bestimmte Zollstellen, wenn Kontingentsbescheinigungen vorgelegt werden, die von einer deutschen Zollstelle ausgestellt oder bestätigt sind. Im Falle der Beschränkung der Zollabfertigung auf bestimmte Zollstellen ist die Deutsche Regierung damit einverstanden, dass ziffernmässig zu bezeichnende Teilmengen von dem Zollkontingent abgezweigt und bei weiteren zu vereinbarenden deutschen Zollstellen abgefertigt werden, wobei beide Regierungen sich vorbehalten, erforderlichenfalls hinsichtlich der abgezweigten Teilmengen Änderungen zu vereinbaren. Ferner sind auch bei Beschränkung der Zollabfertigung auf bestimmte Zollstellen auf Verlangen der Finnischen Regierung Kontingentsbescheinigungen vorzulegen, aus denen sich ergibt, dass die Sendung auf das Kontingent angerechnet werden soll.

Die Finnische Regierung wird der Deutschen Regierung mitteilen, welche Regelung sie wählt.

Die beiden Regierungen werden sich über die deutschen Zollstellen sowie über die finnischen Stellen, die Kontingentsbescheinigungen erteilen, und über das zu beobachtende Verfahren verständigen.

Zu Nrn. aus 112, 426, aus 432 :

Die zu diesen Nummern vereinbarten Zollsätze gelten solange, als dritte Staaten niedrigere oder gleiche Zollsätze geniessen.

Zu aus Nr. 655 B, Packpapier (sogen. Kraftpapier).

Der Vertragszollsatz gilt nur bis zum Inkrafttreten einer Vereinbarung Deutschlands über die Einfuhr von Kraftpapier mit einem dritten Lande, jedoch im Jahre 1934 mindestens solange bis die Einfuhr der zollbegünstigten Menge von 4000 dz erfolgt ist.

*Zu Tarif B.**Zu Nrn. 241 b, 244 b :*

Die zu diesen Nummern vereinbarten Zollsätze gelten solange, als dritte Staaten niedrigere oder gleiche Zollsätze geniessen.

Nimikkeisiin 862 ja 941 :

Jos markkinoille ilmestyy tuotteita, jotka ovat taloudellisesti samanlaatuisia kuin nimikkeessä 862 mainitut teknilliset liuottimet tai nimikkeessä 941 mainitut synteettiset parkitusaineet, niin on Suomen hallitus valmis ryhtymään Saksan hallituksen kanssa neuvotteluihin sovittujen tullimäärien ulottamisesta uusille tuotteille.

II.

Tänään solmitun sopimuksen toimeenpanoa varten kumpikin hallitus asettaa toimikunnan. Näiden toimikuntien tehtävänä on pysyväisessä ja välittömässä kosketuksessa keskenään käsitellä ne kysymykset, jotka johtuvat tänään allekirjoitetun sopimuksen toimeenpanosta. Toimikuntainsa kokoonpanosta ilmoittavat molemmat hallitukset toisilleen.

Tämän vakuudeksi ovat valtuutetut allekirjoittaneet tämän pöytäkirjan Berliinissä, maaliskuun 24 päivänä 1934.

F. M. PITKÄNIEMI.

E. F. WREDE.

Lauri LUOMA.

ALLEKIRJOITUSPÖYTÄKIRJA,

JOKA LIITTYY SUOMEN TASAVALLAN JA SAKSAN VALTAKUNNAN VÄLISEEN KAUPPASOPIMUKSEEN
MAALISKUUN 24 PÄIVÄTÄ 1934.

I.

A-tariffiin :

Muistutuksiin nimikkeistä 650, 651 A, 655 B :

Näissä kohdissa edellytetyt todistukset antaa

Liitt.
1-4 Keskuslaboratorio O. Y. (Centrallaboratorium A. B.) Helsingissä

ohjeisten mallien mukaan.

Suomen hallitus lähettää 5 kappaleena todistusten allekirjoitukseen oikeutettujen henkilöiden nimikirjoitusnäytteet Saksan valtiovarainministeriölle.

Nimikkeeseen 651 A, muistutuksiin :

Yhtäpitävästi on todettu, että ensimmäisenä vuosineljänneksenä 1934 on tuotu alempana mainittuja suomalaista alkuperää olevia tavaroita :

Pahveja, mekaanisesti tai kemiallisesti valmistetusta puuvanukkeesta, myöskin höyrytetystä puusta, kovaksi puserrettuja (ruskea puupahvi, niinsanottu nahkapahvi), olki-, imu- ja turvepahvia ja muualla mainitsemattomia karkeita pahveja, myöskin

Zu Nrn. 862 und 941.

Für den Fall, dass weitere Erzeugnisse auf den Markt gebracht werden, die den in Nr. 862 genannten technischen Lösungsmitteln oder den in Nr. 941 genannten synthetischen Gerbstoffen wirtschaftlich analog sind, ist die Finnische Regierung bereit, mit der Deutschen Regierung über eine Ausdehnung der vereinbarten Zollsätze auf die neuen Erzeugnisse in Verhandlungen zu treten.

II.

Zur Durchführung des am heutigen Tage abgeschlossenen Handelsvertrags wird jede Regierung einen Regierungsausschuss einsetzen. Aufgabe dieser Ausschüsse ist es, in ständiger unmittelbarer Fühlungnahme diejenigen Fragen zu behandeln, die mit der Durchführung des heute unterzeichneten Vertrags zusammenhängen. Über die Zusammensetzung der Regierungsausschüsse werden sich die beiden Regierungen Mitteilung machen.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Protokoll zu Berlin am 24. März 1934 unterzeichnet.

Dr. Hans R. HEMMEN.

ZEICHNUNGSPROTOKOLL

ZU DEM HANDELSVERTRAG ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICH UND DER REPUBLIK FINNLAND
VOM 24. MÄRZ 1934.

I.

Zu Tarif A.

Zu den Anmerkungen zu Nrn. aus 650, 651 A, 655 B :

Die hier vorgesehenen Zeugnisse werden

Anlage
1-4 von dem Keskuslaboratorio O. Y. (Centrallaboratorium A. B.) in Helsinki

nach den anliegenden Mustern ausgestellt.

Die Finnische Regierung wird dem Reichsfinanzministerium in Berlin die Abbildung der Unterschriften der zur Unterzeichnung der Zeugnisse Berechtigten in 5 Stücken übersenden.

Zu Nr. 651 A, Anmerkungen.

Es besteht Einverständnis darüber, dass im ersten Vierteljahr 1934 von nachstehend bezeichneten Waren finnischen Ursprungs eingeführt worden sind :

Pappen aus mechanisch oder chemisch bereitetem Holzstoff, auch aus solchem von gedämpftem Holz, festgewalzt (Braunholzpappe, sogenannte Lederpappe), Stroh-, Schrenz- und Torfpappe und anderweit nicht genannte grobe Pappen, auch in der Masse

massana värjättyjä, paksuudeltaan vähintään 3 mm, sikäli kuin arkin pinta-ala on enemmän kuin 1 m² :

kokoonliimatusta pahvista valmistettua —
 muita 11,161 kaksoissentneriä

Pahveja (lukuunottamatta sellaisia, joiden vahvuus on vähintään 3 mm ja joiden arkin pinta-ala on enemmän kuin 1 m²) yksinomaan mekaanisesti tai kemiallisesti puumassasta tai niistä sekoitettuna valmistettua, myöskin höyrytetystä puusta, kovaksi puserrettuja (ruskea puupahvi, niinsanottu nahkapahvi), myöskin massana värjättyä —

Pahveja (lukuunottamatta sellaisia, joiden vahvuus on 3 mm tai enemmän ja joiden arkin pinta-ala on enemmän kuin 1 m²) yksinomaan mekaanisesti valmistetusta puumassasta, myöskin höyrytetystä puusta, kovaksi puserrettuja (ruskea puupahvi, niinsanottu nahkapahvi) tai sisältäen 15 prosenttia tai vähemmän kemiallisesti valmistettua puuvanuketta, myöskin massana värjättyä —

Nimikkeeseen 655 B, muistutukseen :

Yhtäpitävästi on todettu, ettei suomalaista alkuperää olevaa voimapaperia ole tuotu vuoden 1934 ensimmäisen neljänneksen aikana Saksaan.

II.

Loppupöytäkirjaan A-tariffiin :

A. Nimikkeisiin 651 A:sta, 655 B:stä :

Saksan hallitus on saanut tiedon Suomen hallituksen ilmoituksesta, että ne näiden nimikkeiden alaiset tavarat, joille määräerien puitteissa on sovittu eri sopimustullit, tuodaan rajottumatta määrättyihin tullitoimistoihin sopimustulleihin vapaaseen kauppaan Saksan tullialueelle, esittäen suomalaiset kiintiötodistukset, jotka joku Saksan tullitoimisto on varmentanut.

Tämän lisäksi on sovittu seuraavaa :

Liite 5 1. Suomen Puunjalostusteollisuuden Keskusliitto (Finska Träförädlingsindustriernas Centralförbund) antaa näistä tavaroista oheellisen mukaiset kiintiötodistukset, jotka Hauptzollamt Stettin, Auslandsverkehr varmentaa. Kiintiötodistukset on laadittava musteella tai kirjoituskoneella ja määrät on merkittävä numeroin ja kirjaimin.

2. Mainittu suomalainen laitos lähettää säännöllisesti, kirjatussa kirjeessä Hauptzollamt Stettin, Auslandsverkehr nimiselle toimistolle täytetyt kiintiötodistukset varmenttaviksi. Mainitulle tullitoimistolle lähetettävissä kiintiötodistuksissa ei tarvitse mainita niitä toiminimiä, jotka ne saavat. Suomen hallitus saa myöhemmin jakaa kiintiötodistukset vientiliikkeille.

3. Mainittu päätullitoimisto varustaa kiintiötodistukset tarkastusmerkinnällä, päiväyksellä, leimalla ja allekirjoituksella ja lähettää ne samalla tavoin takaisin, ellei niitä erikoistapauksessa ole luovuttettava tuojalle; tätä on pidettävä oikeutettuna vastaanottamaan varmennetun kiintiötodistuksen, ellei sen antamiseen oikeutettu suomalainen laitos ole todistusta postitse päätullitoimistolle lähettänyt, vaan tuoja (speditööri, tullaja) on sen varmennettavaksi esittänyt.

gefärbt, mit einer Stärke von 3 mm oder mehr, sofern der Flächeninhalt des einzelnen Bogens mehr als 1 Geviertmeter beträgt :

aus zusammengeklebten Pappen hergestellt —
andere 11 161 dz

Pappen (mit Ausnahme solcher mit einer Stärke von 3 mm oder mehr und einem Flächeninhalt des einzelnen Bogens von mehr als 1 Geviertmeter) rein oder gemischt aus mechanisch oder chemisch bereitetem Holzstoff, auch aus solchem von gedämpftem Holz, festgewalzt (Braunholzpappe, sogenannte Lederpappe), auch in der Masse gefärbt —

Pappen (mit Ausnahme solcher mit einer Stärke von 3 mm oder mehr und einem Flächeninhalt des einzelnen Bogens von mehr als 1 Geviertmeter) lediglich aus mechanisch bereitetem Holzstoff, auch aus solchem von gedämpftem Holz, festgewalzt (Braunholzpappe, sogenannte Lederpappe), oder mit einem Gehalt an chemisch bereitetem Holzstoff von 15 v. H. oder weniger, auch in der Masse gefärbt —

Zu Nr. 655 B, Anmerkung.

Es besteht Einverständnis darüber, dass im ersten Vierteljahr 1934 kein Kraftpapier finnischen Ursprungs nach Deutschland eingeführt worden ist.

II.

Zum Schlussprotokoll zu Tarif A :

A. Zu Nrn. aus : 651 A, 655 B :

Die Deutsche Regierung hat von der Mitteilung der Finnischen Regierung Kenntnis genommen, dass die unter diese Nummern fallenden Waren, für die im Rahmen bestimmter Mengen Vertragszollsätze vereinbart sind, ohne Beschränkung auf bestimmte Zollstellen bei Vorlegung von finnischen Kontingentsbescheinigungen, die von einer deutschen Zollstelle bestätigt sind, zu den Vertragszollsätzen zum freien Verkehr des deutschen Zollgebiets abgefertigt werden sollen.

Hierzu wird folgendes vereinbart :

Anlage 5 1. Die Kontingentsbescheinigungen werden für diese Waren von der Suomen Puunjalostusteollisuuden Keskusliitto (Finska Träförädlingsindustriernas Centralförbund) nach anliegendem Muster ausgestellt und vom Hauptzollamt Stettin Auslandsverkehr bestätigt. Die Kontingentsbescheinigungen sind mit Tinte oder Schreibmaschine auszustellen, die Mengen sind in Ziffern und Buchstaben anzugeben.

2. Die bezeichnete finnische Stelle übersendet dem Hauptzollamt Stettin Auslandsverkehr die ausgefüllten Kontingentsbescheinigungen in der Regel in eingeschriebenen Postsendungen zur Bestätigung. In den dem genannten Hauptzollamt übersandten Kontingentsbescheinigungen braucht die Bezeichnung der Firmen, die sie erhalten sollen, nicht enthalten zu sein. Es bleibt der Finnischen Regierung überlassen, die Verteilung der Kontingentsbescheinigungen an die Ausfuhrfirmen später vorzunehmen.

3. Das genannte Hauptzollamt versieht die Kontingentsbescheinigungen mit Prüfungsvermerk, Datum, Stempel und Unterschrift und sendet sie in gleicher Weise zurück, soweit sie nicht im Einzelfalle dem Überbringer auszuhändigen sind ; dieser gilt als berechtigt zur Empfangnahme der bestätigten Kontingentsbescheinigung, wenn sie nicht von der finnischen zur Ausstellung berechtigten Stelle dem Hauptzollamt im Postweg übersandt, sondern von dem Überbringer (Spediteur, Zolldeklarant) zur Bestätigung vorgelegt worden ist.

4. Saksalaiset tullitoimistot tullaavat tavaralähettykset sopimustulleihin vain esitettäessä Hauptzollamt Stettin, Auslandsverkehr nimisen toimiston varmentaman kiintiötodistuksen. Sellaisiin lähettyksiin, joiden kiintiötodistuksissa on raaputuksia tai tekstikorjauksia muualla kuin toiminimimerkinnän kohdalla, ei sovelleteta sopimuksen mukaista tullikäsittelyä. Jos vain osa kiintiötodistuksessa merkitystä määrästä tuodaan maahan, tullitoimisto merkitsee kiintiötodistukseen osamäärän vähennettäväksi ja antaa todistuksen tuojalle takaisin käytettäväksi loppumäärää tuotaessa ja merkitsee tullausasiakirjaan, että kiintiötodistus n:o on esitetty ; tätä sovelletaan kuitenkin vain, jos loppumäärä painaa vähintään yhden kaksoissentnerin. Käytetyt kiintiötodistukset jäävät tullausasiakirjoihin.

5. Jos Suomen hallitus antaa jonkun muun kuin edellämainitun laitoksen tehtäväksi antaa kiintiötodistuksia, hallitus tekee tästä ajoissa ilmoituksen valtiovarainministeriölle Berliiniin sen hyväksymistä varten. Edelleen hallitus lähettää valtiovarainministeriöön Berliiniin 5 kappaleessa kiintiötodistusten allekirjoittamiseen oikeutettujen henkilöiden nimikirjoitusnäytteet.

B. Nimikkeeseen 72:sta :

Saksan hallitus on saanut tiedon Suomen hallituksen ilmoituksesta, että nimikkeen 72 alaisen poronjäkäjän tullivapaan tullikäsittelyn tulee tapahtua kiintiön puitteissa sekä Stettinin että Lyypekin tullitoimistoissa.

BERLIINISSÄ, maaliskuun 24 päivänä 1934.

F. M. PITKÄNIEMI.
E. F. WREDE.
Lauri LUOMA.

4. Die deutschen Zollstellen werden die Warensendungen zu Vertragszollsätzen nur bei Vorlegung der von dem Hauptzollamt Stettin Auslandsverkehr bestätigten Kontingentsbescheinigungen abfertigen. Sendungen, denen Kontingentsbescheinigungen beigelegt worden sind, die ausser in der Bezeichnung der Firma Rasuren oder textliche Änderungen aufweisen, sind von der vertragsmässigen Zollbehandlung ausgeschlossen. Wird nur ein Teil der Menge, über die die Kontingentsbescheinigung lautet, eingeführt, so schreibt die Zollstelle die Teilmenge auf der Kontingentsbescheinigung ab, gibt diese dem Einführenden zur Verwendung bei der Einfuhr der Restmenge zurück und vermerkt in dem Zollabfertigungspapier, dass die Kontingentsbescheinigung Nr. vorgelegen hat ; dies gilt jedoch nur, soweit die Restmenge mindestens 1 Doppelzentner beträgt. Erledigte Kontingentsbescheinigungen verbleiben bei den Zollabfertigungspapieren.

5. Sollte die Finnische Regierung eine andere als die genannte Stelle mit der Erteilung der Kontingentsbescheinigungen beauftragen, so wird sie dies dem Reichsfinanzministerium in Berlin zur Erklärung des Einverständnisses rechtzeitig mitteilen. Sie wird ferner dem Reichsfinanzministerium in Berlin die Abbildung der Unterschriften der zur Unterzeichnung der Kontingentsbescheinigungen Berechtigten in 5 Stücken übersenden.

B. Zu Nr. aus 72 :

Die Deutsche Regierung hat von der Mitteilung der Finnischen Regierung Kenntnis genommen, dass die zollfreie Abfertigung von Isländischem Moos der Nr. aus 72 im Rahmen des Zollkontingents bei je einer Zollstelle in Stettin und Lübeck erfolgen soll.

BERLIN, den 24. März 1934.

Dr. Hans R. HEMMEN.

LIITE 1.

ANLAGE 1.

ZEUGNIS FÜR NATRONZELLSTOFF DER NR. AUS 650 DES DEUTSCHEN ZOLLTARIFS.

.....
 (Name der ausstellenden Stelle)

Beschreibung der untersuchten Sendung :

Zahl und Art der Packstücke :
 Packstückmarke :
 Packstücknummern :
 Rohgewicht :
 Reingewicht :

Es wird hiermit bescheinigt, dass der Holzstoff (Zellstoff, Cellulose) der bezeichneten Sendung nach dem Natronverfahren bereitet ist.

Helsinki (Finnland), den 19.....

(Unterschrift)

(Amtlicher Dienststempel)

LIITE 2.

ANLAGE 2.

ZEUGNIS FÜR PAPPEN DER NR. AUS 651 A DES DEUTSCHEN ZOLLTARIFS, LEDIGLICH AUS MECHANISCH BEREITETEM HOLZSTOFF ODER MIT EINEM GEHALT AN CHEMISCH BEREITETEM HOLZSTOFF VON 15 V. H. ODER WENIGER.

.....
 (Name der ausstellenden Stelle)

Beschreibung der untersuchten Sendung :

Zahl und Art der Packstücke :
 Packstückmarke :
 Packstücknummern :
 Rohgewicht :
 Reingewicht :

Es wird hiermit bescheinigt, dass die Pappen der bezeichneten Sendung lediglich aus mechanisch
 bereitetem Holzstoff bestehen¹ dass der Gehalt der Pappen der bezeichneten Sendung an chemisch
 bereitetem Holzstoff 15 v. H. nicht übersteigt¹.

Helsinki (Finnland), den 19.....

(Unterschrift)

(Amtlicher Dienststempel)

¹ Nichtzutreffendes ist zu streichen.

LIITE 3.

ANLAGE 3.

ZEUGNIS FÜR PACKPAPIER DER NR. AUS 655 B DES DEUTSCHEN ZOLLTARIFS MIT EINEM GEHALT
 AN MECHANISCH BEREITETEM HOLZSTOFF (HOLZMASSE, HOLZSCHLIFF) VON NICHT WENIGER ALS 55 v.H.

.....
 (Name der ausstellenden Stelle)

Beschreibung der untersuchten Sendung :

Zahl und Art der Packstücke :

Packstückmarke :

Packstücknummern :

Rohgewicht :

Reingewicht :

Es wird hiermit bescheinigt, dass der Gehalt der Packpapiere der bezeichneten Sendung an mechanisch
 bereitetem Holzstoff mindestens 55 v.H. beträgt.

Helsinki (Finnland), den 19.....

(Unterschrift)

(Amtlicher Dienststempel)

LIITE 4.

ANLAGE 4.

ZEUGNIS ÜBER DRUCKPAPIER IN ROLLEN AUS NR. 655 B DES DEUTSCHEN ZOLLTARIFS.

.....
(Name der ausstellenden Stelle)

Beschreibung der untersuchten Sendung :

Rollenanzahl :

Rollenmarke :

Rollenummer :

Bruttogewicht :

Nettogewicht :

Art des Papiers : Druckpapier in Rollen, bei einem Gewicht des Quadratmeters von nicht weniger als 45 und nicht mehr als 55 g, maschinenglatt (nicht satiniert).

Es wird hiermit bescheinigt, dass der Gehalt an chemisch bereitetem Holzstoff (Zellstoff, Cellulose) in der obengenannten Sendung 25 v.H. nicht übersteigt.

Helsinki (Finnland), den 19.....

(Unterschrift)

(Amtlicher Dienststempel)

LIITE 5.

ANLAGE 5.

REPUBLIK FINNLAND.

KONTINGENTS BESCHEINIGUNG NR. :

FÜR DIE AUSFUHR VON (WARE) NACH DEUTSCHLAND.

D.....
 (Name oder Firma)
 in ist berechtigt,
 (in Buchstaben)
 Kilogramm (Ware)
 finnischen Ursprungs in das deutsche Zollgebiet einzuführen, die auf das für diese Ware Finnland im
 Kalenderjahr 193..... eingeräumte Zollkontingent anzurechnen sind.

....., den 193...

(Stempel)

.....
 (Bezeichnung der finnischen Stelle).....
 (Unterschrift)

..... (in Buchstaben)
 Kilogramm sind auf das Finnland für
 (Ware) im Kalenderjahr 193.. eingeräumte Zollkontingent angerechnet.

....., den 193....

(Stempel)

Hauptzollamt

.....
 (Unterschrift)

Pour copie conforme :

Erkki Reijonen,
Chef des Archives
du Ministère des Affaires étrangères.

¹ TRADUCTION.

N^o 3442. — TRAITÉ DE COMMERCE ENTRE LE REICH ALLEMAND
ET LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE. SIGNÉ A BERLIN, LE
24 MARS 1934.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE et LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND, animés du désir d'assurer et de développer les relations économiques entre les deux pays, sont convenus de conclure un traité de commerce et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

Le D^r Franz Mikael PITKÄNIEMI ;
Le baron Ernst Fabian WREDE ;
M. Lauri LUOMA, avocat ;

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

Le D^r Hans R. HEMMEN, conseiller d'ambassade ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les ressortissants de chaque Partie contractante jouiront, en matière de commerce et d'industrie, sur le territoire de l'autre Partie, des mêmes privilèges, franchises et avantages de toute nature que ceux dont jouissent les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Les ressortissants de chaque Partie contractante, à condition de se conformer aux lois du pays, pourront, comme les ressortissants de la nation la plus favorisée, pénétrer librement sur le territoire de l'autre Partie, s'y déplacer, y séjourner, s'y établir et quitter librement ce territoire en tout temps. Sous ce rapport, ils ne seront soumis à aucune restriction générale ou locale, ni à aucune charge de quelque nature que ce soit, autres ou plus onéreuses que celles auxquelles sont ou seront assujettis les ressortissants de la nation la plus favorisée. En outre, comme les ressortissants de la nation la plus favorisée, ils auront toute liberté d'exercer un commerce, une industrie ou une profession quelconque sur le territoire de l'autre Partie, dans les limites déterminées par les lois du pays.

Les ressortissants de chaque Partie contractante auront sur le territoire de l'autre Partie, au même titre et aux mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée, le droit d'acquérir, de posséder et de transférer des biens mobiliers et immobiliers de toute nature.

Article 2.

Les ressortissants de chaque Partie contractante jouiront, à tous égards, sur le territoire de l'autre, tant pour leur personne que pour leurs biens, droits et intérêts, en ce qui concerne les impôts

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 3442. — TREATY OF COMMERCE BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE REPUBLIC OF FINLAND. SIGNED AT BERLIN, MARCH 24TH, 1934.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND and THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH, being desirous of consolidating and extending the economic relations between the two countries, have decided to conclude a Treaty of Commerce and have, for this purpose, appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

Dr. Franz Mikael PITKÄNIEMI ;
Baron Ernst Fabian WREDE ;
M. Lauri LUOMA, Rechtsanwalt ;

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

Dr. Hans R. HEMMEN, Councillor of Embassy ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Nationals of either of the Contracting Parties shall enjoy in the territory of the other Party the same privileges, exemptions and favours of every description in the matter of commerce and industry as nationals of the most-favoured nation.

Nationals of each of the Contracting Parties shall be free, on the same terms as nationals of the most-favoured nation, and provided that they comply with the laws of the country, to enter the territory of the other Party, to travel, reside or establish themselves therein and to leave it at any time. In this respect they shall not be subject to any general or local restrictions or charges of any nature other or more burdensome than those applicable to nationals of the most-favoured nation. They shall further be free, within the territory of the other Party, to carry on, like the nationals of the most-favoured nation, any commercial, industrial or professional activities within the limits fixed by the laws of the country.

Nationals of either Party shall be free, on the same footing and under the same conditions as nationals of the most-favoured nation, to acquire, possess and dispose of movable or immovable property of every description in the territory of the other Party.

Article 2.

In the matter of taxation (taxes and Customs duties), dues in the nature of taxes and other similar charges, the nationals of either of the Contracting Parties shall enjoy in every respect,

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

(contributions et droits de douane), les taxes ayant le caractère d'impôts et autres charges analogues, du même traitement et de la même protection auprès des administrations et des tribunaux compétents en matière fiscale, que les nationaux et les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 3.

Les personnes morales, notamment les sociétés par actions et les autres sociétés commerciales, y compris les sociétés industrielles et financières, les compagnies de transport et d'assurance, qui ont leur siège sur le territoire de l'une des Parties contractantes et y ont une existence légale, seront également reconnues sur le territoire de l'autre Partie comme ayant une existence légale. Sur ce territoire, elles pourront exercer leur activité et tous autres droits conformément aux lois et restrictions légales en vigueur.

Les personnes morales et sociétés mentionnées à l'alinéa premier jouiront, sur le territoire de l'autre Partie contractante, en ce qui concerne les conditions requises pour être autorisées à s'établir et à exercer leur activité, des mêmes droits que ceux dont jouissent ou jouiront les personnes morales et sociétés similaires de la nation qui, à cet égard, est la plus favorisée.

Les dispositions fiscales de l'article 2 s'appliqueront *mutatis mutandis* à ces personnes morales et à ces sociétés.

Article 4.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes sont dispensés, sur le territoire de l'autre Partie, de tout service militaire ou civil, ainsi que de toute fonction officielle obligatoire; ils sont également exemptés de toutes réquisitions ou prestations militaires, à moins que ces obligations ne leur soient imposées en leur qualité de propriétaires ou de possesseurs de bien immobiliers. Dans ce dernier cas, ils seront traités comme les nationaux ou comme les ressortissants de la nation la plus favorisée.

En cas d'expropriation pour cause d'utilité publique, une indemnité raisonnable sera accordée à l'intéressé.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes, y compris les personnes morales et les sociétés mentionnées à l'article 3, sont exemptés sur le territoire de l'autre Partie de tout emprunt forcé.

Article 5.

Pour le cas où l'une des Parties contractantes se verrait obligée d'interdire ou de restreindre l'importation ou l'exportation de marchandises, elle s'engage à tenir dûment compte des intérêts de l'autre Partie.

Les deux Parties contractantes s'abstiendront notamment de déprécier par des prohibitions ou des restrictions d'importation ou d'exportation ou par leur application les concessions qu'elles se sont faites dans le présent traité.

Article 6.

Les Parties contractantes s'accordent réciproquement la liberté du transit à travers leur territoire et s'engagent à appliquer les dispositions de la Convention et du Statut sur la liberté du transit, conclus à Barcelone le 20 avril 1921.

Article 7.

Les produits du sol et de l'industrie de chaque Partie contractante bénéficieront, tant à l'importation dans le territoire de l'autre Partie qu'à l'exportation du territoire d'une Partie dans

in regard to their persons, property, rights and interests in the territory of the other Party, the treatment and protection accorded by the revenue authorities and tribunals to that Party's own nationals and to nationals of the most-favoured nation.

Article 3.

Juridical persons and particularly joint-stock companies and other commercial companies, including industrial, financial, traffic, transport and insurance companies, which have their seat in the territory of one of the Contracting Parties and are legally constituted there shall also be recognised as legally constituted in the territory of the other Party. In that territory they may carry on their activities and exercise all other rights according to the legal provisions and restrictions in force.

The juridical persons and companies mentioned in paragraph 1 shall enjoy, as regards the conditions for their admission and the exercise of their activities in the territory of the other Contracting Party, the same rights as those which are or may be granted to similar juridical persons and companies of the nation most favoured in this respect.

The provisions concerning taxation contained in Article 2 shall be applicable *mutatis mutandis* to these juridical persons and companies.

Article 4.

Nationals of either of the Contracting Parties shall be exempt, in the territory of the other Party, from all military or civil service and from all compulsory public service ; they shall also be exempt from all military requisitions or contributions, in so far as they are not liable to these obligations as owners or possessors of immovable property. In the latter case, they shall be treated in the same manner as the country's own nationals or as nationals of the most-favoured nation.

In case of expropriation for public utility purposes, reasonable compensation shall be paid to the persons concerned.

Nationals of either of the Contracting Parties, including the juridical persons and companies mentioned in Article 3, shall be exempt from forced loans in the territory of the other Party.

Article 5.

Should either of the Contracting Parties find itself obliged to prohibit or restrict the import or export of goods, it undertakes to take due account of the interests of the other Party.

In particular, the two Contracting Parties shall refrain from depreciating the concessions which they have made to one another in the present Treaty by the imposition of import or export prohibitions or restrictions or by their application.

Article 6.

The Contracting Parties shall grant one another freedom of transit through their respective territories, and shall undertake to apply the provisions of the Convention and Statute on Freedom of Transit concluded at Barcelona on April 20th, 1921.

Article 7.

Products of the soil and industry of each of the Contracting Parties shall be treated, both on importation into the territory of the other Party and on exportation from the territory of one Party

le territoire de l'autre, du traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne le montant, la perception et le cautionnement des droits de douane et taxes, ainsi que l'accomplissement de toutes formalités douanières. En conséquence, tout avantage qui, à cet égard, sera accordé par une Partie contractante à un tiers pays sera étendu immédiatement et sans contre-partie à l'autre Partie contractante.

Article 8.

Dans la mesure où elles concernent l'octroi réciproque du traitement de la nation la plus favorisée, les dispositions du présent traité ne seront pas applicables :

a) Aux avantages particuliers qui ont été ou qui seraient accordés par l'une des Parties contractantes à des Etats limitrophes en vue de faciliter le trafic de frontière dans une zone ne dépassant pas, en général, 15 kilomètres de part et d'autre de la frontière ;

b) Aux obligations qui ont été ou qui seraient contractées par l'une des Parties contractantes en vertu d'une union douanière ;

c) Aux avantages que l'une des Parties contractantes accordera à un autre Etat par des traités visant à établir un système de péréquation entre ses propres impositions et celles de cet Etat et, notamment, à éviter une double imposition en matière d'impôts directs et de droits de succession, ou par des traités assurant la protection et l'assistance judiciaires en matière fiscale ou en matière de poursuites pour infraction aux lois fiscales ;

d) A tous les avantages douaniers ou autres facilités que la Finlande a accordés ou accordera à l'Estonie aussi longtemps que ces avantages et facilités ne seront pas étendus à un tiers pays.

Article 9.

Les produits du sol et de l'industrie finlandais, désignés dans le tarif A ci-joint, seront admis, à leur importation dans le territoire douanier allemand, aux conditions fixées par ce tarif.

Les produits du sol et de l'industrie allemands, désignés dans le tarif B ci-joint, seront admis, à leur importation en Finlande, aux conditions fixées par ce tarif.

Article 10.

Les produits du sol et de l'industrie allemands qui seront importés en Finlande à travers le territoire d'autres pays, et les produits du sol et de l'industrie finlandais qui seront importés en Allemagne à travers le territoire d'autres pays, de même que les produits du sol et de l'industrie d'autres pays qui seront importés à travers le territoire de l'une des Parties contractantes dans le territoire de l'autre, ne seront pas soumis, lors de leur importation, à des droits de douane ou taxes autres ou plus élevés que ceux qu'ils auraient acquittés s'ils avaient été importés directement du pays d'origine ou à travers un autre pays quelconque.

Cette disposition s'applique aussi bien aux marchandises en transit direct qu'à celles qui, pendant le transit, ont fait l'objet d'un transbordement, d'un changement d'emballage ou d'un entreposage.

Article 11.

Les impôts intérieurs qui sont ou seront perçus sur le territoire de l'une des Parties contractantes, pour le compte, soit de l'Etat, soit de provinces, de communes ou d'organismes constitués, sur la production, la préparation, le transport ou la consommation d'un produit ne devront, sous aucun prétexte, frapper les produits de l'autre Partie plus lourdement ou d'une façon plus gênante que les produits similaires nationaux.

Aucune des deux Parties contractantes, sous prétexte d'une imposition intérieure, ne frappera de taxes nouvelles ou de surtaxes, à leur importation, les objets qui ne sont pas produits sur le territoire national et sont mentionnés dans les annexes tarifaires *ad* article 9 du présent traité.

into that of the other, in accordance with the most-favoured-nation principle in respect of the assessment and levying of Customs duties and dues and security therefor, and in respect of all Customs formalities. Accordingly, any privilege granted in this respect by one of the Contracting Parties to a third country shall be immediately and without compensation applied to the other Contracting Party also.

Article 8.

In so far as the provisions of this Treaty relate to the reciprocal granting of most-favoured-nation treatment, they shall not apply :

(a) To any special privileges granted now or in the future by one of the Contracting Parties to neighbouring States for the purpose of facilitating frontier traffic within a zone not as a rule exceeding fifteen kilometres on either side of the frontier ;

(b) To engagements entered into or which may be entered into in the future by one of the Contracting Parties under the terms of a Customs union ;

(c) To privileges which one of the Contracting Parties grants to another State in virtue of treaties for the adjustment of inland and foreign taxation, and especially for the prevention of double taxation in the sphere of direct taxes and death duties, or in virtue of treaties granting legal protection and assistance in matters of taxation and prosecution for fiscal offences ;

(d) To Customs privileges or other facilities which Finland grants now or may in future grant to Estonia, so long as these privileges and facilities are not granted to a third State.

Article 9.

The products of the soil and industry of Finland enumerated in the attached Tariff A shall, on importation into German Customs territory, be admitted on the conditions laid down in that tariff.

The products of the soil and industry of Germany enumerated in the attached Tariff B shall, on importation into Finland, be admitted on the conditions laid down in that tariff.

Article 10.

Products of the soil and industry of Germany imported into Finland and products of the soil and industry of Finland imported into Germany through the territory of other countries, and likewise products of the soil and industry of other countries imported through the territory of one of the Contracting Parties into the territory of the other, shall not be subject on importation to any duty or charge other or higher than would have been applicable if they had been imported direct from the country of origin or through any other country.

This provision shall apply both to goods in direct transit and to goods which during transit may be reloaded, repacked or warehoused.

Article 11.

Internal charges which are or may hereafter be levied in the territory of one of the Contracting Parties on behalf of the State or of a province, commune or other corporation, on the production, preparation, transport or consumption of a product, shall not on any pretext be levied on products of the other Party to a greater extent or in a more burdensome form than on national products of a like nature.

Neither of the two Contracting Parties shall, on the pretext of internal taxation, levy new or higher charges on the importation of articles not produced in their own territory which are enumerated in the tariffs annexed to Article 9 of this Treaty.

Article 12.

Chacun des Etats contractants désignera des autorités qui auront le droit et le devoir de fournir, à la demande des intéressés, des renseignements liant la Partie dont ils émanent sur les droits de douane applicables à des marchandises désignées d'une façon précise, ainsi que sur leur tarification.

Article 13.

Les cartes d'identité pour voyageurs de commerce allemands en Finlande et pour voyageurs de commerce finlandais en Allemagne devront être conformes au modèle prévu dans la Convention internationale pour la simplification des formalités douanières signée à Genève le 3 novembre 1923. Il ne sera exigé ni visa consulaire ni autre visa.

En ce qui concerne les échantillons de marchandises et les modèles, les Parties contractantes appliqueront les dispositions de la convention mentionnée dans le premier alinéa. Le délai de réexportation est fixé à six mois au moins.

Article 14.

En règle générale, il ne sera pas exigé de certificats d'origine à l'importation des produits d'une des Parties contractantes dans le territoire de l'autre.

Toutefois, si l'une des Parties contractantes frappe les produits d'un tiers pays de droits plus élevés que ceux qui grèvent les produits de l'autre Partie, ou si elle soumet les produits d'un tiers pays à des prohibitions ou à des restrictions d'importation non applicables aux produits de l'autre Partie, elle aura la faculté, si besoin en est, de faire dépendre de la production de certificats d'origine l'application des droits moins élevés aux produits de l'autre Partie, ou l'admission de ces produits à l'importation.

Les Parties contractantes s'engagent à prendre les dispositions nécessaires pour que le commerce ne soit pas entravé par des formalités superflues lors de la délivrance des certificats d'origine.

Les certificats d'origine pourront être délivrés par les autorités douanières du lieu d'expédition à l'intérieur ou à la frontière ou par la Chambre d'industrie ou de commerce compétente. Les deux gouvernements pourront conclure des arrangements en vue de conférer également à d'autres organismes que ceux qui sont indiqués ci-dessus, ou encore à des groupements économiques de l'un des deux pays, le droit de délivrer des certificats d'origine que les autorités douanières de l'autre Partie devront accepter. Au cas où les certificats n'émaneraient pas d'une administration d'Etat autorisée à les délivrer, le gouvernement du pays de destination pourra exiger que ces certificats soient visés par celui de ses services diplomatiques ou consulaires dans la circonscription duquel se trouve le lieu d'expédition des marchandises.

Les certificats d'origine pourront être rédigés, soit dans la langue du pays de destination, soit dans celle du pays exportateur ; dans ce dernier cas, les bureaux de douane du pays de destination pourront en exiger une traduction.

En cas d'importation de produits de tiers pays dans le territoire de l'une des Parties contractantes à travers le territoire de l'autre, les autorités douanières de la première Partie seront tenues d'accepter également les certificats d'origine délivrés dans le territoire de l'autre Partie conformément aux prescriptions du présent article.

Article 15.

Au cas où l'une des Parties contractantes subordonnerait l'importation, l'offre ou la vente de marchandises à l'apposition de marques d'origine sur les marchandises, elle renoncera, en ce qui concerne les produits de l'autre Partie, aux prescriptions dont l'application entraînerait des frais et des dépenses hors de proportion avec la valeur de la marchandise ou qui ne pourraient être

Article 12.

Each of the Contracting States will designate competent authorities responsible for supplying on application official information concerning Customs tariffs and the duties applicable to specific goods.

Article 13.

Identity cards for German commercial travellers in Finland and for Finnish commercial travellers in Germany must conform to the model provided for in the International Convention relating to the Simplification of Customs Formalities, signed at Geneva on November 3rd, 1923. No consular or other visa will be required.

As regards samples and patterns, the Contracting Parties shall apply the provisions contained in the Convention named in the foregoing paragraph. The time allowed for re-exportation shall be at least six months.

Article 14.

The production of certificates of origin shall not as a rule be required on the importation of products of one of the Contracting Parties into the territory of the other.

Nevertheless, should one of the Contracting Parties levy on the products of a third country duties higher than those applicable to the products of the other Party, or impose on products of a third country import prohibitions or restrictions not applicable to products of the other Party, it shall have the right if necessary to make the application of reduced charges to products of the other Party, and likewise their admittance, conditional on the production of certificates of origin.

The Contracting Parties undertake to ensure that no unnecessary formalities in the issue of certificates of origin shall be allowed to hinder commerce.

The said certificates of origin may be made out by the Customs authorities in the place of consignment within the country or at the frontier, or by the competent chamber of industry or commerce. The two Governments may conclude agreements transferring to authorities other than those mentioned above, or to economic associations in either of the two countries, the power to issue certificates of origin, which must be accepted by the Customs authorities of the other Party. Should the certificates not be issued by a duly authorised State authority, the Government of the country of destination may require them to be endorsed by its own diplomatic or consular authorities possessing competence in the place of consignment.

Certificates of origin may be drawn up either in the language of the country of destination or in that of the exporting country ; in the latter case, the Customs offices in the country of destination may require a translation.

If products of other countries are imported through the territory of one of the Contracting Parties into the territory of the other, the Customs authorities of the latter shall also accept certificates of origin issued as provided for in this Article in the territory of the first-named Party.

Article 15.

Should one of the Contracting Parties make the importation, offering for sale or sale of goods conditional on the affixing of marks of origin thereto, it shall refrain, as regards the products of the other Party, from enforcing regulations the application of which would involve costs and expenditure out of proportion to the value of the goods or which could not be applied without detriment

appliquées sans que l'aspect ou la valeur d'usage de l'article en souffrent. En outre, chaque Partie, sauf notification spéciale faite exceptionnellement pour des marchandises déterminées, admettra les appellations qui sont d'un usage général dans le commerce international pour désigner l'origine des marchandises de l'autre Partie.

Article 16.

Les Parties contractantes s'engagent à conclure des traités sur la suppression de la double imposition et sur l'octroi de la protection et de l'assistance judiciaires en matière fiscale et à se communiquer mutuellement les projets desdits traités au plus tard à l'expiration d'un délai de six mois à partir de la signature du présent traité.

Article 17.

La Convention du 21 avril 1922 entre la Finlande et le Reich allemand reste en vigueur pour autant qu'il n'en est pas stipulé autrement dans le présent traité.

Article 18.

Le présent traité sera ratifié. L'échange des instruments de ratification aura lieu à Helsinki, dès que les formalités prescrites par la législation des deux pays auront été remplies.

Le traité entrera en vigueur le jour qui suivra l'échange des instruments de ratification. Les deux gouvernements conviennent d'appliquer provisoirement ce traité à partir du 1^{er} avril 1934.

Le traité restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1934 s'il n'a pas été dénoncé par l'une des deux Parties pour le 1^{er} octobre 1934 avec un préavis de six semaines. Le traité sera renouvelé chaque fois pour une nouvelle période d'un an, si les deux Parties contractantes en conviennent au plus tard le 1^{er} décembre de chaque année.

Si le traité est prolongé au delà du 31 décembre 1934, il pourra être dénoncé par la suite; moyennant préavis de trois mois, pour la fin de chaque trimestre civil.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent traité et l'ont revêtu de leurs sceaux.

BERLIN, le 24 mars 1934.

(L. S.) F. M. PITKÄNIEMI.

(L. S.) E. F. WREDE.

(L. S.) Lauri LUOMA.

(L. S.) Dr Hans R. HEMMEN.

to the appearance or utility of the goods. Furthermore, each Party, save when it makes special notification in respect of particular goods, shall accept the appellations generally used in international trade to designate the origin of goods of the other Party.

Article 16.

The Contracting Parties undertake to conclude treaties concerning the prevention of double taxation and legal protection and assistance in fiscal matters, and to communicate to each other the drafts of the said treaties within six months of the signature of the present Treaty.

Article 17.

The Convention of April 21st, 1922, between Finland and the German Reich shall continue to be valid, in so far as it is not contrary to the provisions of the present Treaty.

Article 18.

The present Treaty shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged at Helsinki as soon as the formalities prescribed by the laws of the two countries have been complied with.

The Treaty shall come into force on the day following the exchange of the instruments of ratification. The two Governments are agreed that it shall be provisionally applied as from April 1st, 1934.

The Treaty shall remain in force until December 31st, 1934, unless denounced for October 1st, 1934, by one of the two Parties at six weeks' notice. The Treaty shall be renewed for further periods of one year, if the two Parties reach an agreement to this effect not later than December 1st each year.

If the Treaty is extended beyond December 31st, 1934, it may thereafter be denounced at three months' notice for the end of any calendar quarter year.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

BERLIN, *March 24th*, 1934.

(L. S.) F. M. PITKÄNIEMI.

(L. S.) Dr. Hans R. HEMMEN.

(L. S.) E. F. WREDE.

(L. S.) Lauri LUOMA.

TARIF A

Numéro du tarif	Désignation des marchandises	Droit de douane par 100 kg. R. M.
ex 47 ex 72	Airelles Mousse d'Islande, brute, non moulue	0,50 exempte
<p><i>Note</i> : La franchise conventionnelle n'est applicable que pour une quantité annuelle correspondant à 100 % de la moyenne des quantités qui, d'après la statistique d'importation officielle allemande, ont été importées dans le territoire douanier allemand pendant les années 1931, 1932 et 1933 en provenance de la Finlande. Pour l'année 1934, il y a lieu de déduire la quantité importée, d'après la statistique d'importation officielle allemande, du 1^{er} janvier 1934 jusqu'à la date de l'entrée en vigueur provisoire du traité.</p>		
ex III	<p>Viande de renne :</p> <p>En corps entiers, même sans tête, fraîche, même congelée, avec poumons, cœur et rognons attachés naturellement au corps :</p> <p>Avec la peau et les sabots</p> <p>Sans la peau et les sabots</p> <p>Dépecée, simplement préparée :</p> <p>Simplement salée</p> <p>Autrement préparée d'une manière simple (lardée, séchée, fumée, bouillie ou rôtie)</p>	7,50 10,— 12,50 15,—
ex 112	Gibier à plumes, non vivant, même dépecé, non préparé	35,—
ex 172 426	Résine de pin (<i>Tallöl</i>) Fil de toute espèce, de laine ou d'autres poils d'animaux, même mélangé avec des matières textiles ou des filés d'origine végétale, à l'exclusion du coton, conditionné pour la vente au détail	exempte 65,—
ex 432	<p>Tissus non rangés sous les Nos 427 à 431 du tarif général :</p> <p>Entièrement en laine, unicolores, pesant de 150 à 200 g. par m² de surface tissée, larges de 140 cm. au maximum, n'ayant pas plus de 50 fils simples en chaîne et trame réunies dans un carré de 1 cm. de côté, formant armure de 4 lames à double face (<i>Körperbindung</i>) ou tissés autrement à armure de 4 lames (tissus dits : serge, cheviote)</p> <p>Autres tissus :</p> <p>Pesant plus de 200 et jusqu'à 300 g. par m² de surface tissée</p> <p>Pesant 200 g. ou moins par m² de surface tissée, à l'exception des tissus à armure de toile, entièrement en laine, pesant de 70 à 100 g. par m² de surface tissée (« mousseline »)</p>	290,— 340,— 380,—
<p><i>Note</i> : Au droit conventionnel de 380 RM. seront également dédouanés les tissus pesant 200 g. ou moins par m² de surface tissée et contenant des fils de soie, à condition que le nombre de ces fils, s'ils se trouvent dans la direction de la chaîne seulement ou dans la direction de la trame seulement, ne dépasse pas 12 % du nombre total des fils de la chaîne ou de la trame ; s'ils se trouvent dans la direction de la chaîne et de la trame, ne dépasse pas, dans chaque direction, 6 % du nombre total des fils de la chaîne ou de la trame.</p>		

TARIFF A.

Tariff number	Designation of goods	Duty per metric quintal Reichsmarks
ex 47	Bilberries	0.50
ex 72	Iceland moss (reindeer moss), raw, unground	free
	<p><i>Note</i> : The conventional exemption only applies to an annual quantity equal to 100 % of the average quantity which, according to the German official import returns, was imported from Finland into the German Customs territory during the years 1931, 1932 and 1933. For the year 1934 the quantity imported, according to the German official import returns, between January 1st, 1934, and the date of the provisional entry into force of the Treaty, is to be deducted.</p>	
ex III	Reindeer meat :	
	In whole carcasses, even without the head, fresh or frozen, with lungs, heart and kidneys in natural connection with the carcass :	
	With skin and hoofs	7.50
	Without skin or hoofs	10.—
	Cut up, simply prepared :	
	Merely salted	12.50
	Otherwise simply prepared (larded, dried, smoked, boiled or roasted)	15.—
ex 112	Game (feathered), dead, even cut up, unprepared	35.—
ex 172	Tallöl	free
426	Yarn of all kinds, of wool or other animal hair, mixed or not with other vegetable textile materials or yarn, except cotton, made up for retail sale	65.—
ex 432	Tissues not included under Nos. 427 to 431 of the General Tariff :	
	Wholly of wool, weighing 150-200 grammes per square metre of woven surface, not more than 140 cm. wide, containing in warp and weft together not more than 50 threads of single yarn per square centimetre, forming a 4-end double-faced twill weave (<i>Köperbindung</i>) or woven otherwise with 4 shafts (so-called serges and cheviots), of one colour	290.—
	Other tissues :	
	Weighing more than 200 and up to 300 grammes per square metre of woven surface	340.—
	Weighing 200 grammes or less per square metre of woven surface, with the exception of tissues wholly of wool weighing from 70-100 grammes per square metre of woven surface, cross-woven in cloth style (so-called muslin)	380.—
	<p><i>Note</i> : Tissues weighing 200 grammes or less per square metre of woven surface, which contain silk threads, also pay the conventional duty of 380 Reichsmarks, provided that the silk threads do not exceed, when only in the warp or in the weft, 12 % of the aggregate number of the warp or weft threads and, when both in the warp and in the weft, do not exceed in either direction 6 % of the aggregate number of warp or weft threads.</p>	

Numéro du tarif	Désignation des marchandises	Droit de douane par 100 kg. RM.
ex 560	Poignards en gaine de cuir	180,—
ex 616 B	Bois contreplaqué n'ayant pas plus de 12 mm. d'épaisseur, en bouleau	11,50
ex 624	Bobines, à l'exception des bobines de fabrication :	
	Brutes	7,—
	Travaillées	10,50
	Avec garniture en fer	30,—
ex 628	Corps en bois, en forme de tuyaux, d'une longueur de 3 à 15 cm. et d'un diamètre extérieur ne dépassant pas 5 cm.	7,—
	Javelots et bois de javelots	7,—
ex 629	Skis sans fixation	16,—
	Javelots et bois de javelots	14,—
ex 630	Disques	32,—
ex 640	Poignards combinés avec de la corne artificielle, en gaine de cuir . .	240,—
ex 650	Pâte de bois (cellulose, pulpe de bois préparée mécaniquement) :	
	Avec une teneur en eau { 50 % ou plus	1,15
	de { moins de 50 %	1,75
	Pâte de bois (cellulose) préparée chimiquement :	
	Avec une teneur en eau { 50 % ou plus	1,15
	de { moins de 50 %	1,75
	Pâte de bois (cellulose) préparée au moyen du procédé à l'oxyde de sodium, pour la fabrication de papier à câbles et de papier isolant, sous la garantie de la douane :	
	Avec une teneur en eau { 50 % ou plus	0,85
	de { moins de 50 %	1,25
	<i>Note</i> : L'application des droits conventionnels de 0,85 RM. et de 1,25 RM. suppose que les importateurs produisent pour chaque envoi un certificat d'un service finlandais attestant que la pâte de bois (cellulose) a été fabriquée au moyen du procédé à l'oxyde de sodium.	
	Les gouvernements des Parties contractantes s'entendront au sujet de la désignation des services chargés de la délivrance des certificats et de la forme de ces derniers. En cas de doute, les autorités allemandes se réservent de vérifier si les indications des certificats sont exactes.	
ex 651 A	Cartons de pâte de bois mécanique ou chimique, même de pâte de bois traité à la vapeur, solidifiés par cylindrage (carton de bois brun, dit carton-cuir), cartons de paille, papier-carton et cartons de tourbe et autres cartons grossiers non dénommés ailleurs, même teints dans la masse, d'une épaisseur de 3 mm. ou plus, à condition que la surface de chaque feuille dépasse 1 m ² :	
	Fabriqués au moyen de cartons collés ensemble	5,—
	Autres	5,—
	<i>Note</i> : Les droits conventionnels ne sont applicables qu'à une quantité annuelle égale à 10 % de la quantité de marchandises du N ^o 651 A, subd. 2, qui, d'après la statistique d'importation officielle allemande, a été importée dans le territoire douanier allemand pendant l'année 1933 en provenance de la Finlande. Pour l'année 1934, il y a lieu de déduire la quantité qui, après entente entre les deux Parties à la suite de recherches communes, a été importée du 1 ^{er} janvier 1934 jusqu'à la date de l'entrée en vigueur provisoire du traité. Jusqu'au 30 juin de chaque année, il ne peut être dédouané pour la libre circulation dans le territoire douanier allemand plus de la moitié de la quantité annuelle et, jusqu'au 30 sep- tembre, plus des trois quarts de ladite quantité.	

Tariff number	Designation of goods	Duty per metric quintal Reichsmarks
ex 560	Dirks in leather sheaths	180.—
ex 616 B	Ply-wood, not more than 12 mm. in thickness, of birch wood	11.50
ex 624	Spools, except spools for manufacturing purposes :	
	Rough	7.—
	Wrought	10.50
	With iron fittings	30.—
ex 628	Wooden bodies, in the form of pipes, from 3-15 cm. in length and not exceeding 5 mm. in external diameter	7.—
	Spears and spear-shafts	7.—
ex 629	Skis, without fastenings	16.—
	Spears and spear-shafts	14.—
ex 630	Discs	32.—
ex 640	Dirks, combined with artificial horn, in leather sheaths	240.—
ex 650	Wood pulp (cellulose, mechanical wood pulp) :	
	Containing 50 % or more of water	1.15
	Containing less than 50 % of water	1.75
	Chemical wood pulp (cellulose) :	
	Containing 50 % or more of water	1.15
	Containing less than 50 % of water	1.75
	Wood pulp (cellulose) prepared by the soda process, for the manufacture of paper for cables and of insulating paper, under Customs control :	
	Containing 50 % or more of water	0.85
	Containing less than 50 % of water	1.25
	<i>Note</i> : The application of the conventional rates of 0.85 Reichsmarks and 1.25 Reichsmarks is subject to the production by the importer of a certificate from a Finnish authority, in respect of each consignment, to the effect that the wood pulp (cellulose) has been prepared by the soda process.	
	The Governments of the Contracting Parties will come to an agreement regarding the authorities responsible for the issue of certificates and regarding the form of the latter. In doubtful cases, the German authorities shall have the right to verify the accuracy of the particulars given in the certificates.	
ex 651 A	Mechanical or chemical wood pulp cardboard, even of steamed wood pulp, solidified by rolling (brown wood cardboard, called leather-board), straw, paper and turf board, and any kinds of rough board not elsewhere mentioned, whether dyed in the pulp or not, with a thickness of 3 mm. or over, if the surface of each sheet exceeds 1 square metre :	
	Manufactured from boards stuck together	5.—
	Other	5.—
	<i>Note</i> : The conventional rates only apply to an annual quantity equal to 10 % of the quantity of goods classified under No. 651 A, second sub-section, of the Tariff, which, according to the German official import returns, was imported in 1933 from Finland into the German Customs territory. For the year 1934 there shall be deducted that quantity which, under agreement between the two Parties, on the basis of joint investigations, was imported from January 1st, 1934, up to the date of the provisional entry into force of the Treaty. Up to June 30th of each year not more than half, and up to September 30th of each year not more than three-quarters, of the annual quantity can be cleared through the Customs for free circulation in the German Customs territory.	

Numéro du tarif	Désignation des marchandises	Droit de douane par 100 kg. RM.
	<p>Cartons (à l'exception de ceux qui ont une épaisseur de 3 mm. ou plus et dont la surface dépasse 1 m² par feuille isolée), purs ou mélangés de pâte de bois mécanique ou chimique, même de pâte de bois traité à la vapeur, solidifiés par cylindrage (carton de bois brun, dit carton-cuir), même teints dans la masse</p> <p><i>Note</i> : Le droit conventionnel n'est applicable qu'à une quantité annuelle égale à 5 % de la quantité de marchandises du N° 651 A, subd. 2, qui, d'après la statistique d'importation officielle allemande, a été importée dans le territoire douanier allemand pendant l'année 1933 en provenance de la Finlande. Jusqu'au 30 juin de chaque année, il ne peut pas être dédouané pour la libre circulation dans le territoire douanier allemand plus de la moitié de la quantité annuelle et, jusqu'au 30 septembre, plus des trois quarts de ladite quantité. De la quantité qui, d'après les dispositions ci-dessus, pourra être importée jusqu'au 30 juin 1934, il y a lieu de déduire la quantité qui, après entente entre les deux Parties à la suite de recherches communes, a été importée du 1^{er} janvier 1934 jusqu'à la date de l'entrée en vigueur provisoire du traité.</p> <p>Cartons (à l'exception de ceux qui ont une épaisseur de 3 mm. ou plus et dont la surface dépasse 1 m² par feuille isolée), uniquement de pâte de bois mécanique, même de pâte de bois traité à la vapeur, solidifiés par cylindrage (carton de bois brun, dit carton-cuir) ou ayant une teneur en pâte de bois chimique de 15 % ou moins, même teints dans la masse</p> <p><i>Notes</i> : 1. Le droit conventionnel n'est applicable qu'à une quantité annuelle égale à 75 % de la quantité de marchandises du N° 651 A, subd. 2, qui, d'après la statistique d'importation officielle allemande, a été importée dans le territoire douanier allemand pendant l'année 1933 en provenance de la Finlande. Jusqu'au 30 juin de chaque année, il ne peut pas être dédouané pour la libre circulation dans le territoire douanier allemand plus de la moitié de la quantité annuelle et, jusqu'au 30 septembre, plus des trois quarts de ladite quantité. De la quantité qui, d'après les dispositions ci-dessus, pourra être importée jusqu'au 30 juin 1934, il y a lieu de déduire la quantité qui, après entente entre les deux Parties à la suite de recherches communes, a été importée du 1^{er} janvier 1934 jusqu'à la date de l'entrée en vigueur provisoire du traité.</p> <p>2. L'application du droit conventionnel suppose que les importateurs produisent pour chaque envoi un certificat d'un service finlandais attestant que le carton se compose exclusivement de pâte de bois mécanique ou que sa teneur en pâte de bois chimique ne dépasse pas 15 %.</p> <p>Les gouvernements des Parties contractantes s'entendent au sujet de la désignation des services chargés de la délivrance des certificats et de la forme de ces derniers. En cas de doute, les autorités allemandes se réservent de vérifier si les indications des certificats sont exactes.</p>	<p>4,—</p> <p>3,—</p>
654 ex 655 B	<p>Papier d'emballage teint dans la masse, même lisse sur un côté . . .</p> <p>Papier d'imprimerie en rouleaux, ne pesant par m² pas moins de 45 g. et pas plus de 55 g., lissé à la machine (non satiné), ne contenant pas plus de 25 % de pâte de bois chimique (cellulose)</p> <p><i>Note</i> : L'application du droit conventionnel suppose que les importateurs produisent pour chaque envoi un certificat d'un service finlandais</p>	<p>4,—</p> <p>10,—</p>

Tariff number	Designation of goods	Duty per metric quintal Reichsmarks
	<p>Cardboard (with the exception of cardboard of 3 mm. or more in thickness and of an area of more than 1 square metre per sheet), mixed or un-mixed, of mechanical or chemical wood pulp, even of steamed wood pulp, solidified by rolling (brown wood cardboard, called leather-board), whether dyed in the pulp or not</p> <p><i>Note</i> : The conventional rate only applies to an annual quantity equal to 5 % of the quantity of goods classified under No. 651 A, second sub-section, of the Tariff, which, according to the German official import returns, was imported in 1933 from Finland into the German Customs territory. Up to June 30th of each year not more than half, and up to September 30th of each year not more than three-quarters, of the annual quantity can be cleared through the Customs for free circulation in the German Customs territory. From the quantity which, according to the above provisions, may be imported up to June 30th, 1934, there shall be deducted the quantity which, under agreement between the two Parties, on the basis of joint investigations, was imported from January 1st, 1934, up to the date of the provisional entry into force of the Treaty.</p> <p>Cardboard (with the exception of cardboard of 3 mm. or more in thickness and of an area of more than 1 square metre per sheet), of mechanical wood pulp only, even of steamed wood pulp, solidified by rolling (brown wood cardboard, called leather-board) or containing 15 % or less of chemical wood pulp, whether dyed in the pulp or not</p> <p><i>Note</i> : 1. The conventional rate only applies to an annual quantity equal to 75 % of the quantity of goods classified under No. 651 A, second sub-section, of the Tariff, which, according to the German official import returns, was imported in 1933 from Finland into the German Customs territory. Up to June 30th of each year not more than half, and up to September 30th of each year not more than three-quarters, of the annual quantity can be cleared through the Customs for free circulation in the German Customs territory. From the quantity which, according to the above provisions, may be imported up to June 30th, 1934, there shall be deducted the quantity which, under agreement between the two Parties, on the basis of joint investigations, was imported from January 1st, 1934, up to the date of the provisional entry into force of the Treaty.</p> <p>2. The application of the conventional rate is subject to the production by the importer of a certificate from a Finnish authority, in respect of each consignment, to the effect that the cardboard has been entirely made from mechanical wood pulp or that the proportion of chemical wood pulp does not exceed 15 %.</p> <p>The Governments of the Contracting Parties will come to an agreement regarding the authorities responsible for the issue of certificates and regarding the form of the latter. In doubtful cases, the German authorities shall have the right to verify the accuracy of the particulars given in the certificates.</p>	<p>4.—</p> <p>3.—</p>
654 ex 655 B	<p>Packing paper, dyed in the pulp, even smooth on one side</p> <p>Printing paper in rolls, weighing not less than 45 and not more than 55 grammes per square metre, smoothed by machine (not satiny), not containing more than 25 % of chemical wood pulp (cellulose).</p> <p><i>Note</i> : The application of the conventional rate is subject to the production by the importer of a certificate from a Finnish authority,</p>	<p>4.—</p> <p>10.—</p>

Numéro du tarif	Désignation des marchandises	Droit de douane par 100 kg. RM.
	<p>attestant que la teneur en pâte de bois chimique (cellulose) ne dépasse pas 25 %.</p> <p>Les gouvernements des Parties contractantes s'entendront au sujet de la désignation des services chargés de la délivrance des certificats et de la forme de ces derniers. En cas de doute, les autorités allemandes se réservent de vérifier si les indications des certificats sont exactes.</p> <p>Papier d'emballage (dit papier Kraft), de couleur naturelle ou teint dans la masse en brun, en jaune-brunâtre ou en jaune, pesant par m² plus de 50, mais moins de 350 g., ne portant pas en impression des modes d'emploi, des réclames, des dessins ou similaires</p> <p><i>Note :</i> Le droit conventionnel n'est applicable qu'à une quantité annuelle maximum égale à 4.000 quintaux métriques. Jusqu'au 30 juin de chaque année, il ne peut pas être dédouané pour la libre circulation dans le territoire douanier allemand plus de la moitié de la quantité annuelle et, jusqu'au 30 septembre, plus des trois quarts de ladite quantité. De la quantité qui, d'après les dispositions ci-dessus, pourra être importée jusqu'au 30 juin 1934, il y a lieu de déduire la quantité qui, après entente entre les deux Parties à la suite de recherches communes, a été importée du 1^{er} janvier 1934 jusqu'à la date de l'entrée en vigueur provisoire du traité.</p> <p>En outre, le droit conventionnel n'est applicable qu'à la condition que le Gouvernement finlandais garantisse, conformément à un accord spécial à conclure, que les quantités bénéficiant de la présente faveur douanière seront exclusivement présentées au bureau à désigner par le Gouvernement allemand d'après les accords intervenus entre les deux gouvernements.</p> <p>Papier d'emballage d'une teneur en pâte de bois (cellulose, pulpe de bois mécanique) de 55 % au moins :</p> <p>Teint dans la masse, lisse des deux côtés</p> <p>Teint dans la masse ou non, rugueux des deux côtés ou simplement lisse d'un côté</p> <p><i>Note :</i> L'application des droits conventionnels de 5,50 RM. et de 4 RM. suppose que les importateurs produisent pour chaque envoi un certificat d'un service finlandais attestant que la teneur en pâte de bois (cellulose, pulpe de bois mécanique) ne dépasse pas 55 %.</p> <p>Les gouvernements des Parties contractantes s'entendront au sujet de la désignation des services chargés de la délivrance des certificats et de la forme de ces derniers. En cas de doute, les autorités allemandes se réservent de vérifier si les indications des certificats sont exactes.</p>	<p>7,—</p> <p>5,50</p> <p>4,—</p>

Tariff number	Designation of goods	Duty per metric quintal Reichsmarks
	<p>in respect of each consignment, to the effect that the proportion of chemical wood pulp (cellulose) does not exceed 25 %.</p> <p>The Governments of the Contracting Parties will come to an agreement regarding the authorities responsible for the issue of certificates and regarding the form of the latter. In doubtful cases, the German authorities shall have the right to verify the accuracy of the particulars given in the certificates.</p> <p>Packing paper (called <i>Kraftpapier</i>) of natural colour or died in the pulp brown, brownish-yellow or yellow, weighing over 50 but under 350 grammes per square metre, bearing, printed thereon, no directions for use, advertisements, designs or the like</p> <p><i>Note</i> : The conventional rate only applies to a maximum annual quantity equal to 4,000 metric quintals. Up to June 30th of each year not more than half, and up to September 30th of each year not more than three-quarters, of the annual quantity can be cleared through the Customs for free circulation in the German Customs territory. From the quantity which, according to the above provisions, may be imported up to June 30th, 1934, there should be deducted the quantity which, under agreement between the two Parties, on the basis of joint investigations, was imported from January 1st to the date of the entry into force of the Treaty.</p> <p>Further, the conventional rate only applies provided that, in conformity with the special agreement to be concluded to that effect, the Finnish Government guarantees that the quantities enjoying the present Customs privilege shall be exclusively presented for clearance at the Customs houses to be designated by the German Government, according to the agreements entered into by both Parties.</p> <p>Packing paper containing not less than 55 % of wood pulp (cellulose, mechanical wood pulp) :</p> <p>Dyed in the pulp, smooth on both sides</p> <p>Whether dyed in the pulp or not, rough on both sides, or smooth on one side only</p> <p><i>Note</i> : The application of the conventional rates of 5.50 Reichsmarks and 4 Reichsmarks is subject to the production by the importer of a certificate from a Finnish authority, in respect of each consignment, to the effect that the proportion of wood pulp (cellulose, mechanical wood pulp) is not less than 55 %.</p> <p>The Governments of the Contracting Parties will come to an agreement regarding the authorities responsible for the issue of certificates and regarding the form of the latter. In doubtful cases, the German authorities shall have the right to verify the accuracy of the particulars given in the certificates.</p>	<p>7.—</p> <p>5.50</p> <p>4.—</p>

TARIF B.

Numéro du tarif	Désignation des marchandises	Unité	Droit de douane Marks finlandais
25 a)	Extrait de viande	I kg.	15,—
47	Farine et gruaux d'autres sortes, ainsi que macaroni et vermicelles :		
	a) Farine et gruaux	I »	1,50
	b) Macaroni et vermicelles	I »	1,75
ex 48	Amidon, à l'exception de l'amidon de pommes de terre	I »	1,—
ex 92 a)	Semences de muguet	I »	10,—
	Plantes, non dénommées ailleurs :		
	Vivantes :		
95	Plantées	I »	2,50
96	Autres	I »	5,—
	Séchées ou autrement préparées :		
97	Utilisables comme ornement	I »	20,—
	D'autres sortes :		
98 b)	Autres	I »	1,—
	Filés de laine ou d'autres poils, même mélangés d'autres matières textiles, à l'exception de la soie :		
211	En petits conditionnements destinés à la vente au détail, tels qu'écheveaux, rouleaux, bobines et similaires ; filés à effet ou de fantaisie	I »	6,—
	Tissus, non dénommés ailleurs, dont toute la surface est tissée d'une manière uniforme :		
	Pesant moins de 250 g., mais pas moins de 100 g. par m ² :		
	Blanchis, teints ou imprimés :		
	Autres :		
241 b) 2	Blanchis ou teints	I »	18,—
241 b) 3	Imprimés, si leur largeur :		
	Est de moins de 88 cm.	I »	18,—
	Atteint 88 cm. ou plus	I »	18,—
	Pesant moins de 100 g. par m ² :		
	Blanchis, teints ou imprimés, contenant cumulative-ment dans 1 cm ² :		
	Plus de 40 fils de chaîne et de trame :		
	Autres :		
244 b) 2	Blanchis ou teints	I »	42,—
244 b) 3	Imprimés, si leur largeur :		
	Est de moins de 88 cm.	I »	42,—
	Atteint 88 cm. ou plus	I »	42,—
	Tissus d'autres sortes, non dénommés ailleurs, ainsi que feutre de laine foulé (non tissé), même mélangé de matières textiles végétales :		
ex 275	Tissus pour doublures intermédiaires («tissus pour raidir»), consistant en un mélange de crin et d'autres matières textiles et contenant de la laine dans une proportion qui ne devra pas dépasser 40 % du poids total du tissu	I »	19,—

TARIFF B.

Tariff number	Designation of goods	Unit	Duty in Finnish Marks
25 (a)	Meat extract	I kg.	15.—
47	Flour and meal of other kinds, also macaroni and vermicelli :		
	(a) Flour and meal	I »	1.50
	(b) Macaroni and vermicelli	I »	1.75
ex 48	Starch, other than potato starch	I »	1.—
ex 92 (a)	Lily of the valley seed-buds	I »	10.—
	Plants, not specially mentioned :		
	Living :		
95	Planted	I »	2.50
96	Other kinds	I »	5.—
	Dried or otherwise prepared :		
97	For decorative purposes	I »	20.—
	Other kinds :		
98 (b)	Other kinds	I »	1.—
	Yarn, of wool or other animal hair, mixed or not with other textile materials, except silk :		
211	In small packets put up for retail sale, such as skeins, balls, reels and the like ; loop and fancy yarns . . .	I »	6.—
	Tissues, not specially mentioned, the whole surface of which is woven in a uniform manner :		
	Weighing less than 250 grammes, but not less than 100 grammes per square metre :		
	Bleached, dyed or printed :		
	Other kinds :		
241(b)2	Bleached or dyed	I »	18.—
241(b)3	Printed :		
	With a width of less than 88 cm.	I »	18.—
	With a width of 88 cm. or more	I »	18.—
	Weighing less than 100 grammes per square metre :		
	Bleached, dyed or printed, containing jointly in a surface of 1 cm. square :		
	More than 40 warp and weft threads :		
	Other kinds :		
244(b)2	Bleached or dyed	I »	42.—
244(b)3	Printed :		
	With a width of less than 88 cm.	I »	42.—
	With a width of 88 cm. or more	I »	42.—
	Tissues of other kinds, not specially mentioned, including pressed (not woven) felt of wool, with or without admixture of vegetable materials :		
ex 275	Lining materials (for stiffening) consisting of a mixture of horsehair and other textile materials, with a wool content not exceeding 40 % of the total weight of the tissue	I »	19.—

Numéro du tarif	Désignation des marchandises	Unité	Droit de douane Marks finlandais
	Vêtements et autres ouvrages de couture, non dénommés ailleurs :		
	En autres filés :		
331	Avec broderies ou dentelles, ainsi qu'avec doublure, parements ou autres garnitures en matières contenant de la soie	I kg.	150,—
	Articles en bois achevés, non dénommés ailleurs :		
	Pesant plus de 2 kg. net pièce :		
375	Mordancés, cirés, laqués, polis, ou ayant subi un travail analogue à la surface	I »	4,—
	Ne pesant pas plus de 2 kg. net pièce :		
380	Mordancés, cirés, laqués, polis, ainsi que peints, vernis ou huilés, ou ayant subi un autre travail analogue à la surface	I »	8,—
381	Autres	I »	4,—
ad 375, 380 et 381	<i>Note</i> : Les articles en bois des numéros 375, 380 et 381 du tarif, avec remboursement, mais non recouverts, acquittent une surtaxe de 40 % et, s'ils sont recouverts, une surtaxe de 100 % des droits ci-dessus.		
	Articles de tonnellerie, y compris les douves jablées et les douves de fond, entièrement ou partiellement rabotées, ou achevées de façon qu'elles puissent être directement assemblées en articles de tonnellerie :		
382	Douves pour tierçons ; en hêtre	—	exemptes
	Articles, non dénommés ailleurs, en papier, carte, carton ou pâte à papier, même combinés avec d'autres matières :		
	Autres :		
431	Sans travail de ce genre ; masques, quelle que soit la main-d'œuvre qu'ils ont subie	I kg.	16,—
	Livres imprimés, non dénommés ailleurs :		
436	Autres ; journaux, périodiques, manuscrits, ainsi que livres avec caractères en relief (pour aveugles) . . .	—	exempts
	Cartes géographiques, topographiques, astronomiques et marines, ainsi que cartes pour usages scientifiques :		
438	Autres ; globes de toute sorte, même avec support . .	—	exempts
	Imprimés, non dénommés ailleurs, tels que circulaires, catalogues, et autres imprimés commerciaux :		
440	Avec texte étranger, ne rentrant pas sous le numéro suivant	—	exempts
ex 441	Autres, y compris les cartes d'adresse, les affiches de publicité et de réclame, imprimés, ainsi que le papier muni du timbre d'une maison de commerce ou d'autres impressions similaires	I kg.	10,—
ad 440 et 441	<i>Note</i> : Les cartes-réclames et les placards avec images et texte contigu sont taxés d'après ces numéros.		
	Fer ou acier en barres, laminé ou étiré, pesant moins de 60 kg. par mètre courant :		
	Ayant 15 mm. ou plus dans la plus grande dimension de la coupe transversale :		
520 a)	Poutrelles, fers profilés et cornières :		
	1. Mi-ronds, mi-ovales ou autres sections de coupes transversales rondes, ovales ou analogues ; coupes		

Tariff number	Designation of goods	Unit	Duty in Finnish Marks
	Clothing and other sewn articles, not elsewhere mentioned :		
	Of other textiles :		
331	With embroidery or lace ; also with linings, facings or other trimmings of tissue containing silk	1 kg.	150.—
	Manufactures of wood, complete, not specially mentioned :		
	Weighing per article more than 2 kg. net :		
375	Stained, waxed, lacquered, polished, or with any other similar treatment of the surface	1 »	4.—
	Weighing per article not more than 2 kg. net :		
380	Stained, waxed, lacquered, polished, also painted, varnished, oiled or with any other similar treatment of the surface	1 »	8.—
381	Other kinds	1 »	4.—
<i>ad</i> 375, 380 and 381	<i>Note</i> : Stuffed but uncovered articles of wood mentioned in Nos. 375, 380 and 381 of the Tariff pay an additional 40 % ; if covered, an additional 100 %.		
	Coopers' wares, including notched staves for casks and barrel heads, wholly or partly planed or so prepared that they can be directly made into casks :		
382	Staves for puncheons, of beech	—	free
	Manufactures, not specially mentioned, of paper, paper board, cardboard, or pulp, even if in combination with other materials :		
	Other kinds :		
431	Not having undergone such processes ; masks, however prepared	1 kg.	16.—
	Books, printed, not specially mentioned :		
436	Other kinds ; newspapers, journals, manuscripts, also books with raised characters (for the blind)	—	free
	Maps, geographical and topographical, astronomical charts, mariners' charts and other charts for scientific purposes :		
438	Other kinds ; globes, all kinds with or without stands	—	free
	Printed matter, not specially mentioned, such as business circulars, catalogues, and other commercial prints :		
440	With foreign text and not falling under the following Tariff number	—	free
<i>ex</i> 441	Other kinds, including visiting cards, business cards, publicity and advertising posters, with letter press and paper provided with stamps of firms or other similar letter press	1 kg.	10.—
<i>ad</i> 440 and 441	<i>Note</i> : Advertisement cards and placards, with pictures and text contiguous, shall be dutiable under this number		
	Rolled or drawn iron or steel, in bars, weighing less than 60 kg. per lineal metre :		
	The greatest dimension of the cross-section being 15 mm. or upwards :		
520 (a)	Beams, profile and angle iron : 1. Half-round, half oval or other segments of round, oval or similar cross-sections : rectangular, rhom-		

Numéro du tarif	Désignation des marchandises	Unité	Droit de douane Marks finlandais
	transversales en forme de trapèze, de losange, de triangle, même avec côtés ou coins arrondis ; fer carré ou fer plat avec côtés ou coins arrondis ; fer plat côtelé ou cannelé	I kg.	0,50
	2. Autres	I »	0,25
	Tôles, même coupées :		
	Non polies ni vernies, et non recouvertes d'autres métaux ou d'autres enduits ; tôles munies sur une de leurs faces de dessins obtenus au laminage :		
525	Ayant 3 mm. ou plus d'épaisseur	I »	0,15
526	Ayant moins de 3, mais non moins de 0,55 mm. d'épaisseur	I »	0,30
527	Ayant moins de 0,55 mm. d'épaisseur	I »	0,40
	Clous et pointes, non dénommés ailleurs :		
548	N'ayant pas plus de 25 mm. de longueur	I »	2,20
549	Ayant plus de 25, mais non plus de 45 mm. de longueur	I »	1,80
550	Ayant plus de 45 mm. de longueur	I »	1,70
ad 646	<i>Note</i> : Les socles pour lampes à incandescence rentrant sous ce numéro sont admis en franchise s'ils sont importés par des fabricants de lampes à incandescence en vue d'être utilisés dans leur propre entreprise.		
ad 675	<i>Note</i> : Lampes à incandescence pour une quantité qui, sur la base d'une importation totale de 20.000 kg. par année, correspond à la part proportionnelle que représentait l'importation de lampes à incandescence d'origine allemande par rapport à l'importation totale finlandaise de lampes à incandescence en 1933, d'après la statistique finlandaise officielle		
	A partir d'une date ultérieure à convenir entre le Gouvernement allemand et le Gouvernement finlandais	I »	20,—
		I »	10,—
676	Appareils électrotechniques spéciaux non dénommés ailleurs, ainsi que leurs parties, non dénommées ailleurs :		
	Appareils téléphoniques, tableaux de distribution téléphonique, commutateurs téléphoniques, appareils télégraphiques, ainsi que leurs parties, non dénommés ailleurs	I »	5,—
ex 677 b)	Appareils d'allumage électro-magnétiques pour moteurs et similaires ; appareils de chauffage à arc et à induction ; appareils de soudage ; appareils magnétiques rotatifs et fixes pour séparer les particules de fer des céréales et des matières similaires	I »	12,—
733	Pendules et horloges autres :		
	a) Pendules murales et réveille-matin	par pièce	12,—
	b) Autres	» »	24,—
ex 751 a)	Coke	—	exempt
	Carreaux de pavement et de revêtement :		
777	Unicolores et non vernissés	I kg.	1,30
778	Multicolores ou vernissés	I »	2,60
ex 787 b) 1	Briques réfractaires dont le point de fusion est inférieur à 1.900° C.	100 »	6,—
	Verre à vitre, même teint, ainsi que verre à miroir :		
	Etamé :		
798	Autre	I »	10,—

Tariff number	Designation of goods	Unit	Duty in Finnish Marks
	boiled, triangular cross-sections, even with rounded sides or corners; square or flat iron with rounded sides or corners; flat iron, ribbed or grooved .	I kg.	0.50
	2. Other kinds	I »	0.25
	Sheets, cut or not :		
	Not polished, not varnished, without coating of other metals or other surface coating; sheets with patterns rolled in on one side :		
525	3 mm. or more in thickness	I »	0.15
526	Less than 3 mm., but not less than 0.55 mm. in thickness	I »	0.30
527	Less than 0.55 mm. in thickness	I »	0.40
	Spikes and nails, not specially mentioned :		
548	Up to 25 mm. in length	I »	2.20
549	More than 25, but not more than 45 mm. in length	I »	1.80
550	More than 45 mm. in length	I »	1.70
ad 646	<i>Note</i> : Standards for incandescent lamps coming under this number shall be duty free, if imported by incandescent lamp manufacturers for use in their own undertakings.		
ad 675	<i>Note</i> : Incandescent lamps up to a quantity which, on the basis of total annual imports of 20,000 kg., corresponds to that proportion of Finland's total imports of incandescent lamps in 1933 which was of German origin, as shown by the official Finnish returns	I »	20.—
	As from a later date to be fixed by agreement between the German and Finnish Governments	I »	10.—
676	Special electro-technical apparatus, not specially mentioned, and parts thereof, not specially mentioned : Telephone apparatus, telephone switchboards, telephone switches, telegraph apparatus and parts thereof, not specially mentioned	I »	5.—
ex 677 (b)	Electro-magnetic ignition apparatus for motors and the like, voltaic arc and induction heating apparatus, liquation apparatus, rotary or fixed magnetic apparatus for separating iron particles from cereals and the like	I »	12.—
733	Clocks of other kinds :		
	(a) Wall clocks and alarm clocks	each	12.—
	(b) Other kinds	»	24.—
ex 751 (a)	Coke	—	free
	Slabs for floors and walls :		
777	Of a single colour and unglazed	I kg.	1.30
778	Of more than one colour or glazed	I »	2.60
ex 787(b)1	Fire-proof bricks with a melting point of under 1900° C.	100 »	6.—
	Sheet glass, even if coloured, and plate glass :		
	Silvered :		
798	Other kinds	I »	10.—

Numéro du tarif	Désignation des marchandises	Unité	Droit de douane Marks finlandais
ex 845 b) ex 862 a)	Blanc de zinc	1 kg.	0,40
	Acétate d'amyle, d'adronal, de butyle et de méthyle ; solvants à base de méthanol, d'acétate de méthyle et d'acétone ; ester d'acide phtalique	1 »	3,—
ex 874 b)	Nitrate de chaux, même avec une teneur de nitrate d'ammonium jusqu'à 10 % ; sulfo-nitrate d'ammonium (<i>Leunasalpeter</i>) et urée, destinés à servir d'engrais	—	exempts
ex 941	Matières tannantes synthétiques :		
	Liquides :		
	Néradol ND		
	En pâte :		
	Néradol D		
	Solides :		
	Néradol FB ; Ordoval 2 G ; Gerbstoff FC	—	exempts

PROTOCOLE FINAL

Lors de la signature du traité conclu ce jour entre le Reich allemand et la République de Finlande, les plénipotentiaires soussignés ont formulé les réserves et déclarations suivantes, qui forment partie intégrante du traité.

I.

Ad alinéa 2 de l'article premier.

Ne sont pas modifiées les dispositions relatives aux passeports ni les dispositions qui, dans chacun des deux pays contractants, ne permettent aux étrangers de travailler que sous certaines conditions.

En outre, il est entendu que les dispositions du présent traité ne modifient pas le droit de chacune des deux Parties contractantes d'interdire aux ressortissants de l'autre Partie, dans des cas particuliers, le séjour sur leur territoire, soit à la suite d'ordonnances judiciaires, soit pour des motifs intéressant la sécurité intérieure ou extérieure de l'Etat, soit encore pour des raisons de police intéressant notamment les indigents, l'hygiène publique et les mœurs. Dans un cas de ce genre, l'expulsion ne devra cependant pas avoir lieu exclusivement à cause d'une pénurie générale de logements ou du chômage.

Ad article 3.

Il est entendu que les dispositions de l'article 3 s'appliquent aux coopératives, ainsi qu'aux groupements à but économique.

Ad article 6.

La réserve formulée par le Gouvernement finlandais lors de la signature du protocole additionnel à la Convention de Barcelone sur le régime des voies navigables d'intérêt international est maintenue.

Tariff number	Designation of goods	Unit	Duty in Finnish Marks
ex 845 (b)	Zinc, white	1 kg.	0.40
ex 862 (a)	Acetates of amyl, of adronal, of butyl, or of methyl; solvents with a base of methanol, of methyl acetate and of acetone; phthalic acid ester	1 »	3.—
ex 874 (b)	Nitrate of lime, even containing up to 10 % of ammonium nitrate; ammonium sulpho-nitrate (<i>Leunasalpeter</i>) and urea intended to be used as fertilisers	—	free
ex 941	Synthetic tanning materials : Liquid : Neradol ND In paste : Neradol D Solid : Neradol FB; Ordoval 2 G; Gerbstoff FC	—	free

FINAL PROTOCOL.

On signing the Treaty concluded this day between the German Reich and the Republic of Finland, the undersigned Plenipotentiaries have made the following reservations and declarations, which form an integral part of the Treaty.

I.

Ad Article 1, paragraph 2.

The passport regulations and the regulations subjecting the employment of foreigners in each of the contracting countries to special conditions shall not be affected.

It is furthermore agreed that the provisions of the present Treaty shall not affect the right of each of the Contracting Parties to prohibit, in individual cases, the residence in their respective territories of nationals of the other Party, whether in consequence of judicial orders or for reasons concerning the internal and external security of the State, or for police reasons, more particularly in virtue of the poor law regulations and regulations regarding public health and morals. Nevertheless, expulsion shall not be ordered in any such case solely on the grounds of a general housing shortage or unemployment.

Ad Article 3.

It is understood that the provisions of Article 3 shall apply both to co-operative societies and to associations formed for economic purposes.

Ad Article 6.

The reservation entered by the Finnish Government on the signing of the Protocol additional to the Barcelona Convention regarding the regime of navigable waterways of international concern is maintained.

Ad article 8.

Il est entendu que la clause de la nation la plus favorisée convenue dans le présent traité ne s'applique pas aux avantages que la Finlande a accordés ou accordera à l'Union des Républiques soviétiques socialistes pour la pêche et la chasse du phoque dans l'Océan glacial arctique.

Le Gouvernement allemand renonce, en outre, à réclamer les droits conventionnels auxquels il aurait droit, en vertu de la clause de la nation la plus favorisée, d'après la Convention commerciale finno-anglaise du 19 septembre 1933, à savoir :

a) Les droits conventionnels de 13, 15 et 10,80 marks finlandais du N° ex 241 b du tarif ;

b) Les droits conventionnels de 31, 35 et 25 marks finlandais du N° ex 244 b du tarif ; ainsi que le traitement douanier prévu par les notes aux N°s 273, 274, 275 et 276 du tarif insérées dans la même convention.

Le Gouvernement allemand accepte que la Finlande applique, pour le son d'origine allemande, ses dispositions autonomes relatives à la teneur en cendres et à la coloration de la marchandise. En ce qui concerne les droits de douane sur le son, l'Allemagne jouit intégralement du traitement de la nation la plus favorisée.

Le Gouvernement finlandais, de son côté, renonce à réclamer, pour les marchandises pour lesquelles des droits conventionnels sont fixés aux N°s ex 112, 426 et ex 432 du tarif A, les droits conventionnels auxquels la Finlande, en vertu de la clause de la nation la plus favorisée, aurait droit d'après le Traité de commerce du 12 avril 1930 entre le Reich allemand et la République d'Autriche, et la Convention commerciale du 17 août 1927 entre l'Allemagne et la France.

Le Gouvernement finlandais renonce, en outre, aux droits qui découleraient pour lui de la clause de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les arrangements tarifaires existants ou futurs entre l'Allemagne et des pays tiers pour :

Ex N° 193 : les résidus, solides, de la fabrication de l'huile de lin, sous forme de tourteaux ;

N° 372 : l'albumine et les matières albuminoïdes, d'origine animale et végétale, ne rentrant pas sous d'autres numéros du tarif douanier ;

Ex N° 657 : les cartes postales illustrées.

Ad article 11.

Dans la catégorie des impôts intérieurs mentionnés à l'article 11 rentre également l'impôt sur le chiffre d'affaires.

Ad article 13.

La taxe à laquelle la Finlande assujettira les voyageurs de commerce allemands en raison de l'exercice de leur activité ne dépassera pas 3.000 marks finlandais pour une année entière. La taxe pour une période de trois semaines ne dépassera pas le montant de 500 marks finlandais.

Ad article 14.

Il est entendu que les autorités douanières ont le droit de vérifier l'exactitude des certificats d'origine.

La taxe finlandaise pour la légalisation des certificats d'origine ne dépassera pas 10 marks finlandais. Il ne sera pas perçu de taxe supérieure dans le Reich allemand.

Ad article 18.

Les droits de douane fixés dans le tarif B pour les produits du sol et de l'industrie allemands et les droits conventionnels finlandais auxquels l'Allemagne a droit en vertu de la clause de la

Ad Article 8.

It is understood that the most-favoured-nation treatment agreed upon in the foregoing Treaty shall not apply to privileges granted or to be granted in future by Finland to the Union of Soviet Socialist Republics in respect of fishing and seal-hunting in the Arctic Ocean.

The German Government further waives all claim to the following conventional duties incorporated in the Anglo-Finnish Commercial Agreement of September 19th, 1933, to which Germany is entitled in virtue of the most-favoured-nation principle :

(a) 13, 15 and 10.80 Finnish marks under No. ex 241 (b) of the Tariff ;

(b) 31, 35 and 25 Finnish marks, under No. ex 244 (b) of the Tariff ;

and also to the Customs treatment provided for in the notes agreed upon to Nos. 273, 274, 275 and 276 of the Tariff in the aforesaid Agreement.

The German Government hereby agrees that Finland shall apply her own regulations regarding the ash content and colouring of bran to bran of German origin. In regard to the Customs duties on bran, Germany shall enjoy full most-favoured-nation treatment.

The Finnish Government for its part waives its claim to the conventional rates to which Finland is entitled on the basis of the most-favoured-nation principle, in virtue of the Treaty of Commerce between the German Reich and the Austrian Republic of April 12th, 1930, and of the Commercial Agreement between Germany and France of August 17th, 1927, in respect of the articles for which conventional rates are laid down in Tariff A under Nos. ex 112, 426 and ex 432.

The Finnish Government further waives all right in virtue of the most-favoured-nation principle, arising out of existing or future tariff agreements between Germany and other countries in respect of :

Ex No. 193 : solid residues from the manufacture of linseed oil, in the form of cakes (oil cake) ;

No. 372 : albumen and albuminous substances, animal and vegetable, not included under other Tariff numbers ;

Ex No. 657 : picture post-cards.

Ad Article 11.

For the purposes of Article 11, internal charges shall be deemed to include the turnover tax.

Ad Article 13.

The tax levied in Finland on German commercial travellers in respect of the exercise of their activities shall not exceed 3,000 Finnish marks for a complete year. The tax payable in respect of a period of three weeks shall not exceed 500 Finnish marks.

Ad Article 14.

It is understood that the Customs authorities shall have the right to verify the accuracy of certificates of origin.

The Finnish charge for the legalisation of certificates of origin shall not exceed 10 Finnish Marks. No higher charge shall be made in the German Reich.

Ad Article 18.

The Customs duties laid down in Tariff B in respect of German agricultural and industrial products and the Finnish conventional rates to which Germany is entitled on the basis of the most-

nation la plus favorisée ne seront pas appliqués jusqu'à l'entrée en vigueur du présent traité, s'ils sont inférieurs à la limite jusqu'à laquelle le Gouvernement finlandais a la possibilité de ramener les droits des numéros respectifs du tarif. En conséquence, les arrangements prévus dans le tarif A pour les produits du sol et de l'industrie finlandais aux N^{os} ex III pour la viande de renne, ex 560 et 640 pour les poignards, ex 628 pour les corps en bois en forme de tuyaux, les javelots et bois de javelots, et ex 655 B pour le papier d'emballage (dit papier Kraft), ne seront applicables qu'à dater de l'entrée en vigueur du présent traité.

Ad tarif A.

Ad N^{os} ex 72, 651 A, 655 B.

Le dédouanement, aux droits conventionnels, des marchandises de ces numéros, en vue de la libre circulation dans le territoire douanier allemand, peut avoir lieu, soit seulement à deux bureaux de douane au maximum qui seront désignés d'un commun accord par les deux gouvernements, soit encore, sans limitation à des bureaux de douane déterminés, s'il est produit des certificats de contingent délivrés ou confirmés par un bureau de douane allemand. Si le dédouanement est limité à des bureaux de douane déterminés, le Gouvernement allemand accepte que des quantités partielles, dont l'importance devra être fixée numériquement, soient détachées du contingent douanier et dédouanées à d'autres bureaux de douane allemands désignés d'un commun accord ; à cet égard, les deux gouvernements se réservent de convenir, au besoin, de certaines modifications en ce qui concerne les quantités partielles détachées du contingent. En outre, même lorsque le dédouanement est limité à des bureaux de douane déterminés, il conviendra de présenter, à la demande du Gouvernement finlandais, des certificats de contingent attestant que l'envoi doit être imputé sur le contingent.

Le Gouvernement finlandais fera connaître au Gouvernement allemand la réglementation qu'il aura choisie.

Les deux gouvernements s'entendront au sujet de la désignation des bureaux de douane allemands, ainsi que des services finlandais chargés de délivrer des certificats de contingent, de même que sur la procédure à suivre.

Ad N^{os} ex 112, 426, ex 432.

Les droits de douane convenus sous ces numéros seront applicables aussi longtemps que des Etats tiers bénéficieront de droits de douane inférieurs ou égaux.

Ad N^o ex 655 B : Papier d'emballage (dit papier Kraft).

Le droit conventionnel n'est applicable que jusqu'à l'entrée en vigueur d'une convention entre l'Allemagne et un tiers pays sur l'importation de papier Kraft ; toutefois, en 1934, ce droit conventionnel s'appliquera au moins jusqu'au moment où la quantité de 4.000 quintaux métriques, bénéficiant d'avantages douaniers, aura été importée.

Ad tarif B.

Ad N^{os} 241 b, 244 b.

Les droits de douane convenus sous ces numéros seront applicables aussi longtemps que des Etats tiers bénéficieront de droits de douane inférieurs ou égaux.

favoured-nation principle shall not apply until the entry into force of this Treaty if they are below the level to which the Finnish Government has the right to reduce the duties under the relevant Tariff numbers. Accordingly, the arrangements made in respect of Finnish agricultural and industrial products in Tariff A under Nos. ex III, reindeer meat, ex 560 and 640, dirks, ex 628 wooden bodies in the form of pipes, spears and spear-shafts, and ex 655 B packing paper (called *Kraftpapier*), shall not apply until the entry into force of the present Treaty.

Ad Tariff A.

Ad Nos. ex 72, 65I A, 655 B.

The clearance through the Customs of the goods included under the above-mentioned items, at the conventional rates, for free circulation in German Customs territory, shall only be authorised either at not more than two Customs offices to be specified by agreement between the two Governments, or without restriction to specified Customs offices if quota certificates are produced which have been issued or endorsed by a German Customs office. In the event of the restriction of Customs clearance to specified Customs offices, the German Government agrees that quantities to be specified numerically be separated from the Customs quota and cleared through such other German Customs offices as may be agreed upon, both Governments reserving their right to agree, where necessary, upon changes in the quantities separated from the quota. Further, even in the event of Customs clearance being confined to specified Customs offices, quota certificates shall be produced, if the Finnish Government so requests, showing that the consignment is to be deducted from the quota.

The Finnish Government will inform the German Government which method it selects.

The two Governments shall come to an agreement regarding the German Customs offices, and the Finnish authorities responsible for issuing quota certificates, and also regarding the procedure to be followed.

Ad Nos. ex 112, 426, ex 432.

The Customs duties agreed upon for these items shall be applicable as long as third States enjoy lower or equal rates.

Ad No. ex 655 B : *Packing Paper (called Kraftpapier)*.

The conventional rate shall only be applicable until the entry into force of an agreement between Germany and a third country regarding the importation of *Kraftpapier*; in 1934, however, this conventional duty shall apply at least until the quantity of 4,000 metric quintals entitled to Customs privileges has been imported.

Ad Tariff B.

Ad Nos. 24I (b), 244 (b).

The Customs duties agreed upon for these items shall be applicable as long as third States enjoy lower or equal rates.

Ad N^{os} 862 et 941.

Pour le cas où l'on offrirait sur le marché d'autres produits qui, du point de vue économique, sont similaires aux solvants techniques mentionnés au N^o 862, ou aux matières tannantes synthétiques mentionnées au N^o 941, le Gouvernement finlandais se déclare prêt à engager des négociations avec le Gouvernement allemand en vue de l'extension aux nouveaux produits des droits de douane convenus.

II.

En vue de l'application du traité de commerce conclu ce jour, chaque gouvernement instituera un comité gouvernemental. Ces comités auront pour tâche de maintenir constamment un contact direct en vue de traiter les questions que soulève l'application du traité signé ce jour. Les deux gouvernements se notifieront la composition desdits comités gouvernementaux.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent protocole, à Berlin, le 24 mars 1934.

F. M. PITKÄNIEMI.

D^r Hans R. HEMMEN.

E. F. WREDE.

Lauri LUOMA.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

RELATIF AU TRAITÉ DE COMMERCE ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE
EN DATE DU 24 MARS 1934.

I.

Ad *tarif A*.

Ad *notes aux N^{os} ex 650, 651 A, 655 B*.

Les certificats prévus seront délivrés par le Keskuslaboratorio O. Y. (Centrallaboratorium A. B.) à Helsinki, conformément aux modèles joints (Annexes 1 à 4).

Le Gouvernement finlandais communiquera au Ministère des Finances du Reich à Berlin, en 5 exemplaires, la reproduction des signatures des personnes autorisées à signer les certificats.

Ad N^o 651 A, *Notes*.

Il est entendu qu'au cours du premier trimestre de 1934, les quantités suivantes des marchandises d'origine finlandaise désignées ci-après ont été importées :

Cartons de pâte de bois mécanique ou chimique, même de pâte de bois traité à la vapeur, solidifiés par cylindrage (carton de bois brun, dit carton-cuir), cartons de paille, papier-carton et cartons de tourbe et autres cartons grossiers non dénommés ailleurs, même teints dans la masse, d'une épaisseur de 3 mm. ou plus, à condition que la surface de chaque feuille dépasse 1 m². :

Fabriqués au moyen de cartons collés ensemble . . . —

Autres 11.161 quintaux métriques.

Ad Nos. 862 and 941.

Should other products be placed on the market which, from an economic standpoint, are similar to the technical solvents mentioned in No. 862, or to the synthetic tanning materials mentioned in No. 941, the Finnish Government is prepared to enter into negotiations with the German Government with a view to the extension of the Customs duties agreed upon to such new products.

II.

With a view to the application of the Treaty of Commerce concluded on to-day's date, each Government will set up a Governmental Committee. It shall be the duty of these Committees to keep in constant and direct touch with one another and to deal with questions arising out of the application of the Treaty signed on to-day's date. The two Governments will inform one another of the composition of the said Governmental Committees.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Protocol, at Berlin, on March 24th, 1934.

F. M. PITKÄNIEMI.
E. F. WREDE.
Lauri LUOMA.

Dr. Hans R. HEMMEN.

PROTOCOL OF SIGNATURE

TO THE TREATY OF COMMERCE BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE REPUBLIC OF FINLAND,
DATED MARCH 24TH, 1934.

I.

Ad *Tariff A*.

Ad *Notes to Nos. ex 650, 651 A, 655 B*.

The certificates here prescribed shall be delivered by the "Keskuslaboratorio O. Y." ("Centrallaboratorium A. B.") at Helsinki in accordance with the attached forms (Annexes 1-4).

The Finnish Government shall communicate to the Reich Finance Ministry at Berlin five copies of the signatures of the persons authorised to sign the certificates.

Ad *No. 651 A. Notes*.

It is agreed that during the first quarter of 1934 the following quantities of the goods of Finnish origin designated below were imported :

Mechanical or chemical wood pulp cardboard, even of steamed wood pulp, solidified by rolling (brown wood cardboard, called leather-board), straw, paper or turf board, and any kinds of rough board not elsewhere mentioned, whether dyed in the pulp or not, with a thickness of 3 mm. or over, if the surface of each sheet exceeds 1 square metre :

Manufactured from boards stuck together	—
Other	11,161 metric quintals.

Cartons (à l'exception de ceux qui ont une épaisseur de 3 mm. ou plus et dont la surface dépasse 1 m² par feuille isolée), purs ou mélangés de pâte de bois mécanique ou chimique, même de pâte de bois traité à la vapeur, solidifiés par cylindrage (carton de bois brun, dit carton-cuir), même teints dans la masse —

Cartons (à l'exception de ceux qui ont une épaisseur de 3 mm. ou plus et dont la surface dépasse 1 m² par feuille isolée), uniquement de pâte de bois mécanique, même de pâte de bois traité à la vapeur, solidifiés par cylindrage (carton de bois brun, dit carton-cuir) ou ayant une teneur en pâte de bois chimique de 15 % ou moins, même teints dans la masse —

Ad N^o 655 B, Note.

Il est entendu qu'au cours du premier trimestre de 1934, il n'a pas été importé en Allemagne de papier Kraft d'origine finlandaise.

II.

Ad Protocole final ad tarif A.

A. Ad N^{os} ex 651 A, 655 B.

Le Gouvernement allemand a pris connaissance de la communication du Gouvernement finlandais selon laquelle les marchandises rentrant sous ces numéros, pour lesquelles des droits conventionnels ont été fixés jusqu'à concurrence de certaines quantités déterminées, devront être dédouanées aux droits conventionnels, en vue de la libre circulation sur le territoire douanier allemand, par n'importe quel bureau de douane, à la condition qu'il soit produit des certificats de contingent finlandais confirmés par un service douanier allemand.

A ce sujet, il est convenu ce qui suit :

1^o Les certificats de contingent seront délivrés pour ces marchandises par le *Suomen Puumjalostusteollisuuden Keskusliitto (Finska Träförädlingsindustriernas Centralförbund)*, conformément au modèle ci-joint (Annexe 5) et confirmés par le Bureau principal des douanes de Stettin, Relations avec l'étranger (*Hauptzollamt Stettin Auslandsverkehr*). Les certificats de contingent seront établis à l'encre ou à la machine, et les quantités seront indiquées en chiffres et en lettres.

2^o L'organisme finlandais désigné enverra au Bureau principal des douanes de Stettin, Relations avec l'étranger, les certificats de contingent remplis, aux fins de confirmation ; en règle générale, cet envoi s'effectuera par pli postal recommandé. Dans les certificats de contingent transmis au Bureau principal des douanes susmentionné, il ne sera pas nécessaire de désigner les maisons de commerce auxquelles ces certificats sont destinés. Il est réservé au Gouvernement finlandais de procéder ultérieurement à la répartition des certificats de contingent entre les maisons exportatrices.

3^o Le Bureau principal des douanes susmentionné revêtira les certificats de contingent de sa mention de contrôle, de la date, du timbre et de la signature, et les renverra de la même manière, à moins que le certificat ne doive être délivré exceptionnellement à la personne qui l'avait remis ; cette dernière personne sera considérée comme autorisée à recevoir le certificat de contingent confirmé, si celui-ci n'a pas été envoyé au Bureau principal des douanes par l'organisme finlandais compétent sous pli postal, mais a été présenté aux fins de confirmation par l'intéressé (expéditeur, personne effectuant la déclaration en douane).

4^o Les bureaux de douane allemands ne dédouaneront les envois aux droits conventionnels que s'il est présenté un certificat de contingent confirmé par le Bureau

Cardboard (with the exception of cardboard of 3 mm. or more in thickness and of an area of more than 1 square metre per sheet), mixed or unmixed, of mechanical or chemical wood pulp, even of steamed wood pulp, solidified by rolling (brown wood cardboard, called leather-board), whether dyed in the pulp or not. —

Cardboard (with the exception of cardboard of 3 mm. or more in thickness and of an area of more than 1 square metre per sheet), of mechanical wood pulp only, even of steamed wood pulp, solidified by rolling (brown wood cardboard, called leather-board), or containing 15 % or less of chemical wood pulp, whether dyed in the pulp or not —

Ad No. 655 B. Note.

It is agreed that in the first quarter of 1934 no *Kraftpapier* of Finnish origin was imported into Germany.

II.

Ad Final Protocol, ad *Tariff A*.

A. Ad Nos. ex 651 A, 655 B.

The German Government has taken note of the Finnish Government's communication to the effect that the goods comprised in these items, for which conventional rates have been fixed in respect of certain specific quantities, may be passed through the Customs at the conventional rates, for free circulation in German Customs territory, without restriction to specified Customs offices, on production of Finnish quota certificates, endorsed by a German Customs authority.

In this connection, agreement has been reached on the following provisions :

(1) Quota certificates shall be delivered for these goods by the *Suomen Puunjalosteollisuuden Keskusliitto (Finska Träförädlingsindustriernas Centralförbund)* in accordance with the attached form (Annex 5), and shall be endorsed by the Central Customs Office, Foreign Relations Department, at Stettin (*Hauptzollamt Stettin Auslandsverkehr*). Quota certificates shall be written in ink or typewritten, and the quantities shall be indicated in figures and in words.

(2) The Finnish authority mentioned above shall forward as a rule by registered post, to the Central Customs Office, Foreign Relations Department, at Stettin, the quota certificates duly filled in, for endorsement. The quota certificates forwarded to the above-mentioned Central Customs Office need not mention the names of the firms for which they are intended. The Finnish Government shall be free to allot the quota certificates later among the exporting firms.

(3) The Central Customs Office mentioned above shall affix to the quota certificates its official endorsement, together with date, stamp and signature, and shall return them in the same way, unless in exceptional cases the certificate is to be handed over to the bearer ; the latter shall be regarded as authorised to receive the endorsed quota certificate if it has not been forwarded to the Central Customs Office by post by the Finnish authority competent to issue it but has been submitted for endorsement by the bearer (the consignor or the person making the Customs declaration).

(4) The German Customs offices shall only pass consignments at conventional rates on production of a quota certificate endorsed by the Central Customs Office, Foreign

principal des douanes de Stettin, Relations avec l'étranger. Le régime conventionnel ne sera pas applicable aux envois accompagnés de certificats de contingent dont des mentions autres que la désignation de la maison de commerce ont été grattées ou modifiées. S'il n'est importé qu'une partie de la quantité indiquée dans le certificat de contingent, le Bureau de douane portera cette quantité partielle en déduction sur le certificat, rendra ce dernier à l'importateur en vue de son utilisation lors de l'importation de la quantité restante et mentionnera sur le bordereau de dédouanement que le certificat de contingent N° a été présenté ; toutefois, cette prescription n'est applicable que si la quantité restante atteint au moins un quintal métrique. Les certificats de contingent complètement utilisés seront joints aux bordereaux de dédouanement.

5° Au cas où le Gouvernement finlandais chargerait de la délivrance des certificats de contingent un service autre que l'organisme susmentionné, il en informera en temps utile le Ministère des Finances du Reich à Berlin, afin que celui-ci puisse déclarer son accord. En outre, il communiquera au Ministère des Finances du Reich à Berlin, en 5 exemplaires, la reproduction des signatures des personnes autorisées à signer des certificats de contingent.

B. Ad N° ex 72.

Le Gouvernement allemand a pris acte de la communication du Gouvernement finlandais selon laquelle l'admission en franchise de la mousse d'Islande du N° ex 72, dans les limites du contingent douanier, doit s'effectuer à un bureau de douane à Stettin et à Lubeck.

BERLIN, le 24 mars 1934.

F. M. PITKÄNIEMI.
E. F. WREDE.
Lauri LUOMA.

D^r Hans R. HEMMEN.

ANNEXE I

CERTIFICAT POUR LA CELLULOSE A L'OXYDE DE SODIUM DU N° EX 650 DU TARIF DOUANIER ALLEMAND.

.....
(Nom de l'organisme chargé de la délivrance)

Description de l'envoi examiné :

Nombre et nature des colis :
Marque des colis :
Numéros des colis :
Poids brut :
Poids net :

Il est certifié que la pâte de bois (cellulose) de l'envoi désigné ci-dessus a été préparée selon le procédé à l'oxyde de sodium.

Helsinki (Finlande), le 19.....

(Signature)

(Cachet officiel)

Relations Department, at Stettin. Conventional rates shall not be applied to consignments accompanied by quota certificates in which there are any erasures or textual alterations, except as regards the name of the firm. If only a part of the quantity mentioned in the quota certificate is imported, the Customs authority shall deduct the quantity in question on the certificate, shall return the certificate to the importer for use when the remaining quantity is imported, and shall note on the Customs clearance paper that quota certificate No. has been presented ; this procedure shall, however, only be applied when the remaining quantity amounts to at least one metric quintal. Fully utilised quota certificates shall be attached to the Customs clearance papers.

(5) Should the Finnish Government entrust the issue of quota certificates to any authority other than the one named, it shall notify the fact in good time to the Reich Finance Ministry at Berlin in order that the latter may signify its agreement. Further, it shall forward to the Reich Finance Ministry at Berlin five copies of the signatures of the persons authorised to sign quota certificates.

B. Ad No. ex 72.

The German Government has taken note of the Finnish Government's communication to the effect that the admission Customs free of Iceland moss, No. ex 72, within the limits of the Customs quota must take place through a Customs Office at Stettin or at Lubeck.

BERLIN, *March 24th*, 1934.

F. M. PITKÄNIEMI.
E. F. WREDE.
Lauri LUOMA.

Dr. Hans R. HEMMEN.

ANNEX I.

CERTIFICATE FOR CELLULOSE PREPARED BY THE SODA PROCESS, NO. EX 650
OF THE GERMAN CUSTOMS TARIFF.

.....
(Name of issuing authority)

Description of consignment examined :

Number and nature of packages :
Mark affixed to packages :
Numbers affixed to packages :
Gross weight :
Net weight :

It is hereby certified that the wood pulp (cellulose) contained in the above-mentioned consignment has been prepared by the soda process.

Helsinki (Finland) 19.....

(Official stamp)

(Signature)

ANNEXE 2

CERTIFICAT POUR LES CARTONS DU N° EX 651 A DU TARIF DOUANIER ALLEMAND, UNIQUEMENT DE PÂTE DE BOIS MÉCANIQUE OU AYANT UNE TENEUR EN PÂTE DE BOIS CHIMIQUE DE 15 % OU MOINS.

.....
(Nom de l'organisme chargé de la délivrance)

Description de l'envoi examiné :

Nombre et nature des colis :
 Marque des colis :
 Numéros des colis :
 Poids brut :
 Poids net :

Il est certifié que les cartons de l'envoi décrit ci-dessus se composent uniquement de pâte de bois mécanique¹ — que la teneur en pâte de bois chimique des cartons de l'envoi décrit ci-dessus ne dépasse par 15 %¹.

Helsinki (Finlande), le 19.....

(Signature)

(Cachet officiel)

¹ Biffer ce qui ne convient pas.

ANNEXE 3

CERTIFICAT POUR LE PAPIER D'EMBALLAGE DU N° EX 655 B DU TARIF DOUANIER ALLEMAND, CONTENANT 55 % DE PÂTE DE BOIS (CELLULOSE, PULPE DE BOIS) MÉCANIQUE AU MOINS.

.....
(Nom de l'organisme chargé de la délivrance)

Description de l'envoi examiné :

Nombre et nature des colis :
 Marque des colis :
 Numéros des colis :
 Poids brut :
 Poids net :

Il est certifié que la teneur en pâte de bois mécanique des papiers d'emballage des envois décrits ci-dessus atteint au moins 55 %.

Helsinki (Finlande), le 19.....

(Signature)

(Cachet officiel)

ANNEX 2.

CERTIFICATE FOR CARDBOARD, COMING UNDER NO. EX 651 A OF THE GERMAN CUSTOMS TARIFF,
MADE ONLY OF MECHANICAL WOOD PULP OR CONTAINING NOT MORE THAN 15 % OF CHEMICAL WOOD PULP.

.....
(Name of issuing authority)

Description of consignment examined :

Number and nature of packages :
Mark affixed to packages :
Numbers affixed to packages :
Gross weight :
Net weight :

It is hereby certified that the cardboard contained in the consignment mentioned above consists of mechanical wood pulp only ¹ — contains not more than 15 % of chemical wood pulp ¹.

Helsinki (Finland) 19.....

(Signature)

(Official stamp)

¹ Strike out what does not apply.

ANNEX 3.

CERTIFICATE FOR PACKING PAPER, COMING UNDER NO. EX 655 B OF THE GERMAN CUSTOMS TARIFF,
CONTAINING NOT LESS THAN 55 % OF WOOD PULP (CELLULOSE, MECHANICAL WOOD PULP).

.....
(Name of issuing authority)

Description of consignment examined :

Number and nature of packages :
Mark affixed to packages :
Numbers affixed to packages :
Gross weight :
Net weight :

It is hereby certified that the packing paper in the above-mentioned consignment contains not less than 55 % of mechanical wood pulp.

Helsinki (Finland) 19.....

(Signature)

(Official stamp)

ANNEXE 4

CERTIFICAT RELATIF AU PAPIER D'IMPRIMERIE EN ROULEAUX DU N° EX 655 B DU TARIF DOUANIER ALLEMAND.

(Nom de l'organisme chargé de la délivrance)

Description de l'envoi examiné :

- Nombre de rouleaux :
Marque des rouleaux :
Numéro des rouleaux :
Poids brut :
Poids net :

Nature du papier : Papier d'imprimerie en rouleaux ne pesant, par mètre carré, pas moins de 45 g. et pas plus de 55 g., lissé à la machine (non satiné).

Il est certifié que la teneur en pâte de bois (cellulose) chimique de l'envoi susmentionné ne dépasse pas 25 %.

Helsinki (Finlande), le 19.....

(Signature)

(Cachet officiel)

ANNEXE 5

RÉPUBLIQUE DE FINLANDE.

CERTIFICAT DE CONTINGENT N° POUR L'EXPORTATION DE (MARCHANDISE) A DESTINATION DE L'ALLEMAGNE.

L (Nom ou raison sociale) à est autorisé à importer sur le territoire douanier allemand (en lettres :) kg. de (marchandise), d'origine finlandaise, qui devront être imputés sur le contingent douanier de cette marchandise accordé à la Finlande pour l'année 193.....

....., le 193...

(Désignation du service finlandais)

(Cachet)

(Signature)

Les (en lettres :) kg. ont été imputés sur le contingent douanier accordé à la Finlande pour (marchandise) pour l'année 193.....

....., le 193.....

Bureau principal des douanes

(Cachet)

(Signature)

ANNEX 4.

CERTIFICATE RELATING TO PRINTING PAPER IN ROLLS, NO. EX 655 B OF THE GERMAN CUSTOMS TARIFF.

.....
(Name of issuing authority)

Description of consignment examined :

- Number of rolls :
- Mark affixed to rolls :
- Number affixed to rolls :
- Gross weight :
- Net weight :
- Type of paper : Printing paper in rolls weighing not less than 45 gr. and not more than 55 gr. per square metre, smoothed by machine (not satiny).

It is hereby certified that the proportion of chemical wood pulp (cellulose) contained in the above mentioned consignment does not exceed 25 %.

Helsinki (Finland) 19.....

(Signature)

(Official stamp)

ANNEX 5.

REPUBLIC OF FINLAND.

QUOTA CERTIFICATE No.
FOR THE EXPORTATION OF (COMMODITY) TO GERMANY.

.....
..... (Name of individual or firm)
of is authorised to
import into German Customs territory
..... (quantity in words:)
kg. of (commodity)
of Finnish origin to count as part of the Customs quota allocated to Finland for this commodity for the
year 193.....

..... 193...

.....
(Name of Finnish authority)

(Stamp)

.....
(Signature)

The above-mentioned (quantity in words :)
kg. have been counted as part of the Customs quota allocated to Finland for
..... (commodity) in the year 193.....

....., 193.....

Central Customs Office

(Stamp)

.....
(Signature)

N° 3443.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET ROUMANIE**

**Echange de notes relatif aux taxes
consulaires sur les certificats d'ori-
gine. Bucarest, le 25 septembre
1933.**

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND ROUMANIA**

**Exchange of Notes respecting Con-
sular Fees on Certificates of
Origin. Bucharest, September
25th, 1933.**

No. 3443. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE ROUMANIAN GOVERNMENT RESPECTING CONSULAR FEES ON CERTIFICATES OF ORIGIN. BUCHAREST, SEPTEMBER 25TH, 1933.

N^o 3443. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT ROUMAIN RELATIF AUX TAXES CONSULAIRES SUR LES CERTIFICATS D'ORIGINE. BUCAREST, LE 25 SEPTEMBRE 1933.

English and French official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place June 20th, 1934.

Textes officiels anglais et français communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 20 juin 1934.

I.

MR. PALAIRET TO M. TITULESCU.

BRITISH LEGATION.

BUCHAREST, *September 25th, 1933.*

M. LE MINISTRE,

In accordance with instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to inform your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland are prepared to enter into an agreement on a reciprocal basis with the Roumanian Government for the waiver of consular fees on certificates of origin in the following terms :

(i) His Majesty's Government in the United Kingdom will instruct His Majesty's consular officers resident in Roumania to deliver, attest and legalise upon application, without charge or fee, certificates of origin relating to goods the produce or manufacture of Roumania exported to the United Kingdom.

(ii) Similarly, the Roumanian Government will instruct Roumanian consular officers resident in the United Kingdom to deliver, attest and legalise upon application, without charge or fee, certificates of origin relating to goods the produce or manufacture of the United Kingdom exported to Roumania.

2. If the Roumanian Government agree to this proposal, I have the honour to suggest that the present note and your Excellency's reply in similar terms be regarded as constituting a formal agreement between the two Governments for this purpose, which shall come into operation fifteen days from the date of this note.

I avail, etc.

Michael PALAIRET.

¹ Came into force October 10th, 1933.

¹ Entré en vigueur le 10 octobre 1933.

II.

M. RADULESCU A M. PALAIRET.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

BUCAREST, le 25 septembre 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par lettre en date de ce jour, vous avez bien voulu me faire connaître ce qui suit :

« Conformément aux instructions de M. le Ministre des Affaires étrangères de Sa Majesté, j'ai l'honneur d'informer votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord est prêt à conclure une convention, à base de réciprocité, avec le Gouvernement roumain pour la suppression des taxes consulaires sur les certificats d'origine, comme suit :

« 1. Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni donnera des instructions aux fonctionnaires consulaires de Sa Majesté, résidant en Roumanie, de délivrer, d'attester et légaliser à la demande, sans aucun frais ou taxe, les certificats d'origine relatifs aux marchandises produites ou fabriquées en Roumanie et exportées au Royaume-Uni.

« 2. De même, le Gouvernement roumain donnera des instructions aux fonctionnaires consulaires de la Roumanie, résidant dans le Royaume-Uni, de délivrer, d'attester et légaliser à la demande, sans aucun frais ou taxe, les certificats d'origine relatifs aux marchandises produites ou fabriquées dans le Royaume-Uni et exportées en Roumanie.

« 3. Si le Gouvernement roumain accepte cette proposition, j'ai l'honneur de faire la suggestion que la présente note et la réponse de Votre Excellence dans des termes similaires soient considérées comme un accord formel entre les deux gouvernements concernant cette question, qui entrera en vigueur quinze jours à partir de la date de la présente note. »

J'ai l'honneur de vous accuser réception de cette communication, aux termes de laquelle, au nom du Gouvernement roumain, je me déclare d'accord.

Veillez agréer, etc.

Le Ministre Sous-Secrétaire d'Etat,
Savel RADULESCU.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

M. PALAIRET A M. TITULESCU.

LÉGATION DE SA MAJESTÉ
BRITANNIQUE.

BUCAREST, le 25 septembre 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Conformément aux instructions de M. le Ministre des Affaires étrangères de Sa Majesté, j'ai l'honneur d'informer votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord est prêt à conclure une convention, à base de

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

réciprocité, avec le Gouvernement roumain pour la suppression des taxes consulaires sur les certificats d'origine, comme suit :

1. Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni donnera des instructions aux fonctionnaires consulaires de Sa Majesté, résidant en Roumanie, de délivrer, d'attester et légaliser à la demande, sans aucun frais ou taxe, les certificats d'origine relatifs aux marchandises produites ou fabriquées en Roumanie et exportées au Royaume-Uni.

2. De même, le Gouvernement roumain donnera les instructions aux fonctionnaires consulaires de la Roumanie, résidant dans le Royaume-Uni, de délivrer, d'attester et légaliser à la demande, sans aucun frais ou taxe, les certificats d'origine relatifs aux marchandises produites ou fabriquées dans le Royaume-Uni et exportées en Roumanie.

3. Si le Gouvernement roumain accepte cette proposition, j'ai l'honneur de faire la suggestion que la présente note et la réponse de Votre Excellence dans des termes similaires soient considérées comme un accord formel entre les deux gouvernements concernant cette question, qui entrera en vigueur quinze jours à partir de la date de la présente note.

Veillez agréer, etc.

Michael PALAIRET.

II.

M. RADULESCU TO MR. PALAIRET.

MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS.

BUCHAREST, *September 25th, 1933.*

M. LE MINISTRE,

By your note of to-day's date you were good enough to inform me as follows :

(As in No. I.)

I have the honour to acknowledge receipt of this communication, to the terms of which I agree on behalf of the Roumanian Government.

Accept, etc.

Savel RADULESCU,
Under-Secretary of State.

N° 3444.

**NORVÈGE
ET NOUVELLE-ZÉLANDE**

Echange de notes concernant les relations commerciales. Wellington, le 20 octobre 1933, et Sydney, le 27 octobre 1933.

**NORWAY
AND NEW ZEALAND**

Exchange of Notes in regard to Commercial Relations. Wellington, October 20th, 1933, and Sydney, October 27th, 1933.

No. 3444. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE NORWEGIAN GOVERNMENT AND HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN NEW ZEALAND IN REGARD TO COMMERCIAL RELATIONS. WELLINGTON, OCTOBER 20TH, 1933, AND SYDNEY, OCTOBER 27TH, 1933.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place June 20th, 1934.

I.

MR. FORBES TO MR. FAY.

PRIME MINISTER'S OFFICE.

WELLINGTON, *October 20th, 1933.*

SIR,

I have the honour to inform you that, pending the conclusion of a Treaty of Commerce and Navigation between Norway and New Zealand, the New Zealand Government will accord to Norway the same treatment in matters of commerce, Customs and navigation as is or may be accorded to the most favoured foreign country, provided that the Norwegian Government grant to New Zealand the same treatment in matters of commerce, Customs and navigation.

It is understood that the term "foreign country" in relation to New Zealand means a country not being part of the British Commonwealth of Nations nor a territory under British protection or suzerainty nor a mandated territory in respect of which the mandate is exercised by the Government of a part of the British Commonwealth of Nations.

It is further understood that the aforesaid treatment shall continue in force until the expiration of three months from the date on which either Government shall have given to the other notice of revocation of the arrangement.

I have, etc.

Geo. W. FORBES,
Prime Minister.

¹ Came into force October 27th, 1933.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3444. — ÉCHANGE DE NOTES² ENTRE LE GOUVERNEMENT NORVÉGIEN ET LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ EN NOUVELLE-ZÉLANDE, CONCERNANT LES RELATIONS COMMERCIALES. WELLINGTON, LE 20 OCTOBRE 1933, ET SYDNEY, LE 27 OCTOBRE 1933.

Texte officiel anglais communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 20 juin 1934.

I.

M. FORBES A M. FAY.

BUREAU DU PREMIER MINISTRE.

WELLINGTON, le 20 octobre 1933.

MONSIEUR LE CONSUL GÉNÉRAL,

J'ai l'honneur de vous informer qu'en attendant la conclusion d'un traité de commerce et de navigation entre la Norvège et la Nouvelle-Zélande, le Gouvernement néo-zélandais accordera à la Norvège, en matière de commerce, de douane et de navigation, le même traitement que celui qui est ou pourra être accordé au pays étranger le plus favorisé, à condition que le Gouvernement norvégien accorde à la Nouvelle-Zélande le même traitement en matière de commerce, de douane et de navigation.

Il est entendu que le terme « pays étranger », en ce qui concerne la Nouvelle-Zélande, ne désigne ni un pays faisant partie du Commonwealth britannique, ni un territoire placé sous la protection ou la suzeraineté britannique, ni un territoire placé sous mandat à l'égard duquel le mandat est exercé par le gouvernement d'une partie du Commonwealth britannique.

Il est en outre entendu que le traitement précité continuera à être appliqué jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois, à compter de la date à laquelle l'un des deux gouvernements aura notifié à l'autre l'abrogation de l'arrangement.

Veuillez agréer, etc.

Le Premier Ministre :

Geo. W. FORBES.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Entré en vigueur le 27 octobre 1933.

II.

MR. FAY TO MR. FORBES.

KGL. NORSK GENERALKONSULAT.
(*Royal Norwegian Consulate General.*)

SYDNEY, *October 27th, 1933.*

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your note, dated the 20th instant, on the subject of the treatment to be accorded by the New Zealand Government to Norway in matters of commerce, Customs and navigation, pending the conclusion of a Treaty of Commerce and Navigation between Norway and New Zealand.

Under instructions from my Government, I beg to inform you that the Norwegian Government will on their side accord to New Zealand the same treatment in matters of commerce, Customs and navigation as is or may be accorded to the most favoured foreign country, provided that the New Zealand Government grant to Norway the same treatment in matters of commerce, Customs and navigation.

It is understood that the term " foreign country " in relation to New Zealand means a country not being part of the British Commonwealth of Nations nor a territory under British protection or suzerainty nor a mandated territory in respect of which the mandate is exercised by the Government of a part of the British Commonwealth of Nations.

It is further understood that the aforesaid treatment shall continue in force until the expiration of three months from the date on which either Government shall have given to the other notice of revocation of the arrangement.

I have, etc.

Hans FAY,
Consul-General for Norway.

II.

M. FAY A M. FORBES.

CONSULAT GÉNÉRAL ROYAL DE NORVÈGE.

SYDNEY, le 27 octobre 1933.

MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date du 20 courant, au sujet du traitement qui sera accordé par le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande à la Norvège en matière de commerce, de douane et de navigation, en attendant la conclusion d'un traité de commerce et de navigation entre la Norvège et la Nouvelle-Zélande.

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement norvégien accordera, pour sa part, à la Nouvelle-Zélande, en matière de commerce, de douane et de navigation, le même traitement que celui qui est ou pourra être accordé au pays étranger le plus favorisé, à condition que le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande accorde à la Norvège le même traitement en matière de commerce, de douane et de navigation.

Il est entendu que le terme « pays étranger », en ce qui concerne la Nouvelle-Zélande, ne désigne ni un pays faisant partie du Commonwealth britannique, ni un territoire placé sous la protection ou la suzeraineté britannique, ni un territoire placé sous mandat à l'égard duquel le mandat est exercé par le gouvernement d'une partie du Commonwealth britannique.

Il est en outre entendu que le traitement précité continuera à être appliqué jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date à laquelle l'un des deux gouvernements aura notifié à l'autre l'abrogation de l'arrangement.

Veuillez agréer, etc.

Le Consul général de Norvège :

Hans FAY.

N° 3445.

**UNION ÉCONOMIQUE
BELGO-LUXEMBOURGEOISE
ET NOUVELLE-ZÉLANDE**

Echange de notes comportant un
arrangement commercial. Wel-
lington, le 5 décembre 1933.

**ECONOMIC UNION OF
BELGIUM AND LUXEMBURG
AND NEW ZEALAND**

Exchange of Notes constituting a
Trade Arrangement. Wellington,
December 5th, 1933.

No. 3445. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE ECONOMIC UNION OF BELGIUM AND LUXEMBURG AND HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN NEW ZEALAND CONSTITUTING A TRADE ARRANGEMENT. WELLINGTON, DECEMBER 5TH, 1933.

Official text in English. This Exchange of Notes was registered on June 20th, 1934, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain and of the Belgian Minister for Foreign Affairs.

I.

LETTER A.

THE PRIME MINISTER OF NEW ZEALAND TO THE CONSUL OF BELGIUM IN NEW ZEALAND.

DOMINION OF NEW ZEALAND.

PRIME MINISTER'S OFFICE.

WELLINGTON, *December 5th*, 1933.

SIR,

I have the honour to inform you that, pending the conclusion of a Treaty of Commerce and Navigation between the Economic Union of Belgium and Luxemburg and New Zealand, the New Zealand Government (1) will accord to the Economic Union of Belgium and Luxemburg the same treatment in matters of commerce, Customs and navigation as is or may be accorded to the most favoured foreign country, and (2) will admit into New Zealand goods, being the produce or manufacture of the Economic Union of Belgium and Luxemburg and enumerated in the First Schedule hereto, at duties not higher than those set out in that Schedule, provided that the Economic Union of Belgium and Luxemburg (1) grants to New Zealand the same treatment in matters of commerce, Customs and navigation as is or may be accorded to the most favoured foreign country, and (2) admits into the Economic Union of Belgium and Luxemburg goods, being the produce or manufacture of New Zealand and enumerated in the Second Schedule hereto, at duties not higher than those set out in that Schedule.

It is understood that the term "foreign country" in relation to New Zealand means a country not being part of the British Commonwealth of Nations nor a territory under British protection or suzerainty nor a mandated territory in respect of which the mandate is exercised by the Government of a part of the British Commonwealth of Nations.

¹ Came into force December 16th, 1933.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 3445. — ÉCHANGE DE NOTES ² ENTRE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE ET LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ EN NOUVELLE-ZÉLANDE, COMPORTANT UN ARRANGEMENT COMMERCIAL. WELLINGTON, LE 5 DÉCEMBRE 1933.

Texte officiel en anglais. Cet échange de notes a été enregistré le 20 juin 1934 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne et du ministre des Affaires étrangères de Belgique.

I.

LETTRE A

LE PREMIER MINISTRE DE NOUVELLE-ZÉLANDE AU CONSUL DE BELGIQUE EN NOUVELLE-ZÉLANDE.

DOMINION DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE.

BUREAU DU PREMIER MINISTRE.

WELLINGTON, le 5 décembre 1933.

MONSIEUR LE CONSUL,

J'ai l'honneur de vous informer qu'en attendant la conclusion d'un traité de commerce et de navigation entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Nouvelle-Zélande, le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande : 1^o accordera à l'Union économique belgo-luxembourgeoise, en matière de commerce, de douanes et de navigation, le même traitement que celui qui est ou pourrait être accordé à la nation étrangère la plus favorisée, et 2^o admettra à l'entrée en Nouvelle-Zélande les produits du sol ou de l'industrie de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, énumérés dans la première annexe à la présente lettre, à des droits ne dépassant pas ceux qui sont indiqués dans cette annexe, à la condition que l'Union économique belgo-luxembourgeoise : 1^o accorde à la Nouvelle-Zélande, en matière de commerce, de douanes et de navigation, le même traitement que celui qui est ou pourrait être accordé à la nation étrangère la plus favorisée, et 2^o admette à l'entrée dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise les produits du sol ou de l'industrie de la Nouvelle-Zélande, énumérés dans la deuxième annexe à la présente lettre, à des droits ne dépassant pas ceux qui sont indiqués dans cette annexe.

Il est entendu que l'expression « nation étrangère » lorsqu'elle se rapporte à la Nouvelle-Zélande, désigne un pays ne faisant pas partie du Commonwealth des nations britanniques ou un territoire autre que ceux qui sont placés sous la protection ou la souveraineté britanniques, ou que les territoires sous mandat, lorsque ce mandat est exercé par le Gouvernement d'une partie du Commonwealth des nations britanniques.

¹ Traduction du Gouvernement royal de Belgique.

¹ Translation of the Royal Belgian Government.

² Entré en vigueur le 16 décembre 1933.

It is further understood that the aforesaid treatment shall continue in force until the expiration of six months from the date on which either Government shall have given to the other notice of revocation of the arrangement.

I have, etc.

Geo. W. FORBES,
Prime Minister.

II.

LETTER B.

THE CONSUL OF BELGIUM IN NEW ZEALAND TO THE PRIME MINISTER OF NEW ZEALAND.

DOMINION FARMERS' INSTITUTE.

WELLINGTON, NEW ZEALAND, *December 5th, 1933.*

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your note dated the 5th instant on the subject of the treatment to be accorded by the New Zealand Government to the Economic Union of Belgium and Luxemburg in matters of commerce, Customs and navigation and of the rates of duty to be charged on certain goods being the produce or manufacture of the Economic Union of Belgium and Luxemburg and of New Zealand, pending the conclusion of a Treaty of Commerce and Navigation between New Zealand and the Economic Union of Belgium and Luxemburg.

Under instructions from my Government, I beg to inform you that the Economic Union of Belgium and Luxemburg (1) will on their side accord to New Zealand the same treatment in matters of commerce, Customs and navigation as is or may be accorded to the most favoured foreign country, and (2) will admit into the Economic Union of Belgium and Luxemburg goods, being the produce or manufacture of New Zealand and enumerated in the First Schedule hereto, at duties not higher than those set out in that Schedule, provided that the New Zealand Government (1) grant to the Economic Union of Belgium and Luxemburg the same treatment in matters of commerce, Customs and navigation as is or may be accorded to the most favoured foreign country, and (2) admit into New Zealand goods, being the produce or manufacture of the Economic Union of Belgium and Luxemburg and enumerated in the Second Schedule hereto, at duties not higher than those set out in that Schedule.

It is understood that the term " foreign country " in relation to New Zealand means a country not being part of the British Commonwealth of Nations nor a territory under British protection or suzerainty nor a mandated territory in respect of which the mandate is exercised by the Government of a part of the British Commonwealth of Nations.

It is further understood that the aforesaid treatment shall continue in force until the expiration of six months from the date on which either Government shall have given to the other notice of revocation of the arrangement.

I have, etc.

Armand NIHOTTE,
Consul of Belgium in New Zealand.

Il est entendu, en outre, que le régime indiqué ci-dessus restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à dater du jour où l'un des deux gouvernements aura notifié à l'autre son intention de dénoncer l'accord.

J'ai l'honneur, etc.

G. W. FORBES,
Premier Ministre.

II.

LETTRE B

LE CONSUL DE BELGIQUE EN NOUVELLE-ZÉLANDE AU PREMIER MINISTRE DE NOUVELLE-ZÉLANDE.

« DOMINION FARMER'S INSTITUTE. »

WELLINGTON, le 5 décembre 1933.

MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser la réception de votre lettre du 5 de ce mois, relative au traitement à accorder par le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande à l'Union économique belgo-luxembourgeoise en matière de commerce, de douanes et de navigation ainsi qu'en matière de droits à appliquer à certains produits du sol ou de l'industrie de l'Union économique belgo-luxembourgeoise et de la Nouvelle-Zélande, en attendant la conclusion d'un traité de commerce et de navigation entre la Nouvelle-Zélande et l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

Conformément aux instructions de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire savoir que l'Union économique belgo-luxembourgeoise de son côté : 1^o accordera à la Nouvelle-Zélande en matière de commerce, de douanes et de navigation, le même traitement que celui qui est ou pourrait être accordé à la nation étrangère la plus favorisée, et : 2^o admettra à l'entrée dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise les produits du sol ou de l'industrie de la Nouvelle-Zélande, énumérés dans la deuxième annexe à la présente lettre, à des droits ne dépassant pas ceux qui sont indiqués dans cette annexe, à condition que le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande : 1^o accorde à l'Union économique belgo-luxembourgeoise le même traitement en matière de commerce, de douanes et de navigation que celui qui est ou pourrait être accordé à la nation étrangère la plus favorisée, et 2^o admette à l'entrée en Nouvelle-Zélande les produits du sol ou de l'industrie de l'Union économique belgo-luxembourgeoise énumérés dans la première annexe à la présente lettre, à des droits ne dépassant pas ceux qui sont indiqués dans cette annexe.

Il est entendu que l'expression « nation étrangère » lorsqu'elle se rapporte à la Nouvelle-Zélande désigne un pays ne faisant pas partie du Commonwealth des nations britanniques, ou un territoire autre que ceux qui sont placés sous la protection ou la souveraineté britanniques, ou que les territoires sous mandat, lorsque ce mandat est exercé par le Gouvernement d'un pays appartenant au Commonwealth des nations britanniques.

Il est entendu, en outre, que le régime indiqué ci-dessus restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à dater du jour où l'un des deux gouvernements aura notifié à l'autre son intention de dénoncer l'accord.

J'ai l'honneur, etc.

A. NIHOTTE,
Consul de Belgique en Nouvelle-Zélande.

FIRST SCHEDULE TO LETTER A AND SECOND SCHEDULE TO LETTER B.

Item Number of the Customs Tariff of New Zealand	Tariff Item	Rate of Duty payable in New Zealand on Articles produced or manufactured in the Economic Union of Belgium and Luxemburg
ex 55	Matches and vestas, viz. : 1. Wax, in boxes containing not more than 60 matches or vestas . 2. Wax, in boxes containing more than 60 matches or vestas, but not more than 100 3. Wax, in boxes containing over 100 matches or vestas, for each 100 matches or vestas or fraction thereof contained in one box 4. Wooden, in boxes containing not more than 60 matches or vestas 5. Wooden, in boxes containing over 60 matches or vestas, for every 100 matches or vestas or fraction thereof contained in one box 6. Matches or vestas, of any material other than wood or wax, in boxes, shall be charged with a duty corresponding to the duty payable on wooden matches.	2s. per gross of boxes 3s. per gross of boxes 4s. per gross of boxes 2s. per gross of boxes 4s. per gross of boxes
142	Boot and similar laces, of any material other than leather	40% <i>ad valorem</i>
159	Floor coverings, viz. : 4. Carpets, floor coverings, floor rugs, mats, and matting, other kinds	45% <i>ad valorem</i>
ex 180	Textile piece-goods, namely, moquettes, tapestry and tickings, composed of cotton, linen, jute, hemp, other vegetable fibre, or of combinations of these materials with one another, or with any other material (except wool or hair), whether plain, hemmed, whipped, or similarly worked, provided that such piece-goods do not contain more than 50% by weight of silk, of imitation silk, of artificial silk, or of combinations of the same	15% <i>ad valorem</i>
ex 205	Rubber, manufactures of, viz. : 5. Rubber tyres, viz. : Bicycle, tricycle, perambulator, and similar, and inner tubes of rubber for pneumatic tyres, not exceeding 1 3/4 inches in diameter	20% <i>ad valorem</i>
219	Glass, sheet, common window or plate, whether polished, coloured, bent or otherwise, cut to any size or shape, n.e.i.	10% <i>ad valorem</i>
220	Glass, plate or sheet, in sizes not exceeding 20 superficial feet, only on declaration that it will be used in the manufacture of bevelled or silvered glass	free
ex 225	Glassware, n.e.i. ; globes, and chimneys, for lamps, n.e.i.	40% <i>ad valorem</i>
258	Sensitised surfaces, and albumenised paper, plain, not being postcards or other stationery	20% <i>ad valorem</i>

PREMIÈRE ANNEXE.

Numéro du tarif néo-zélandais	Désignation des marchandises	Droits applicables en Nouvelle-Zélande aux produits du sol ou de l'industrie de l'Union économique belgo-luxembour- geoise
Ex 55	Allumettes de toutes espèces : 1. En cire, en boîtes ne contenant pas plus de 60 allumettes . . 2. En cire, en boîtes contenant plus de 60, sans dépasser 100 allu- mettes 3. En cire, en boîtes contenant plus de 100 allumettes, par 100 allu- mettes ou fraction de ce nombre contenues dans une boîte . . 4. En bois, en boîtes ne contenant pas plus de 60 allumettes . . 5. En bois, en boîtes contenant plus de 60 allumettes, par 100 allu- mettes ou fraction de ce nombre contenues dans une boîte . . 6. Les allumettes de toute matière autre que les bois ou la cire, en boîtes, paieront un droit correspondant au droit sur les allumettes en bois.	2s. par grosse de boîtes 3s. par grosse de boîtes 4s. par grosse de boîtes 2s. par grosse de boîtes 4s. par grosse de boîtes
142	Lacets pour chaussures et similaires, en toute matière autre que le cuir	40 p. c. <i>ad valorem</i>
159	Articles de recouvrement pour parquets : 4. Tapis, articles de recouvrement pour parquets, carpettes, nattes, et nattes en pièces, d'autres sortes	45 p. c. <i>ad valorem</i>
Ex 180	Tissus, à savoir : moquettes, tapisseries et toiles à matelas, de coton, lin, jute, chanvre ou autres fibres végétales ou de mélanges de ces matières entre elles ou avec toute autre matière (à l'exception de la laine ou des poils), unis, ourlés, avec surjet ou travaillés d'une manière semblable, à condition que ces tissus ne contiennent pas plus de 50 p. c. en poids de soie, d'imitation de soie, de soie arti- ficielle ou de mélanges de ces matières	15 p. c. <i>ad valorem</i>
Ex 205	Ouvrages en caoutchouc : 5. Bandages en caoutchouc pour bicyclettes, tricycles, voitures d'enfants et similaires et chambres à air en caoutchouc pour bandages pneumatiques, ne dépassant pas 1 3/4 pouce de diamètre	20 p. c. <i>ad valorem</i>
219	Verres en feuilles, verres à vitres ordinaires ou verres à glaces, polis, de couleur, bombés ou d'autres sortes, coupés de n'importe quelles dimensions ou formes, non compris ailleurs	10 p. c. <i>ad valorem</i>
220	Verres à glaces ou en feuilles, de dimensions ne dépassant pas 20 pieds carrés, déclarés comme étant destinés à la fabrication des glaces biseautéés ou étamées	Franchise
Ex 225	Verrerie non comprise ailleurs ; globes et verres de lampe, non compris ailleurs	40 p. c. <i>ad valorem</i>
258	Plaques sensibilisées et papier albuminé uni, ne constituant pas des cartes postales ni des articles de papeterie	20 p. c. <i>ad valorem</i>

Item Number of the Customs Tariff of New Zealand	Tariff Item	Rate of Duty payable in New Zealand on Articles produced or manufactured in the Economic Union of Belgium and Luxemburg
ex 295	Paper, unprinted, viz. :	free
	True vegetable parchment	free
ex 321	Firearms and fittings therefor, viz. :	
	1. Rifles, .22 calibre ; rifles, .303 calibre (including service fittings therefor) ; rifles, n.e.i., of such calibres as may be authorised by the Minister of Defence (including service fittings therefor). .	20% <i>ad valorem</i>
	3. Firearms, n.e.i.	40% <i>ad valorem</i>
357	Metal, viz. :	
	ex 2. Lead and zinc, in bars or rods	10% <i>ad valorem</i>
	ex 6. Lead and zinc, viz. : Foil, leaf, hoop, plate or sheet, plain, whether in the rough, polished, enamelled, galvanised, plated, tinned, or otherwise coated with metal	10% <i>ad valorem</i>
434	Manures	free

SECOND SCHEDULE TO LETTER A AND FIRST SCHEDULE TO LETTER B.

Item Number of the Customs Tariff of the Economic Union of Belgium and Luxemburg	Tariff Item	Rate of Duty payable in the Economic Union of Belgium and Luxemburg on Articles produced or manufactured in New Zealand
ex 10	Cheese :	
	(b) Fermented :	
	1. Cheddar	72 fr. per 100 kg. net weight
ex 15	Fat and greases from neat cattle, sheep and goats :	
	(b) For industrial purposes	free
22	Hides and skins, raw	free
ex 25	Wool :	
	(a) In the grease or not completely freed from the grease	free
ex 95	Apples :	
	(a) Fresh :	
	2. Imported in cases or barrels weighing more than 15 kg. (aggregate weight of container and contents)	25 fr. per 100 kg. gross weight
	During the period the 1st April to the 31st August (both dates inclusive).	
ex 114	Textile materials, n.e.i. :	
	<i>Phormium tenax</i> or New Zealand hemp	free
ex 562	Yarns of <i>Phormium tenax</i> (New Zealand hemp)	10 fr. per 100 kg. gross weight

Numéro du tarif néo-zélandais	Désignation des marchandises	Droits applicables en Nouvelle-Zélande aux produits du sol ou de l'industrie de l'Union économique belgo-luxembourgeoise
Ex 295 Ex 321	Papier non imprimé : parchemin végétal véritable Armes à feu et leurs accessoires :	Franchise
	1. Carabines du calibre 22, carabines du calibre 303 (y compris leurs accessoires réglementaires), carabines non comprises ailleurs, des calibres autorisés par le ministre de la Défense (y compris leurs accessoires réglementaires)	20 p. c. ad valorem 40 p. c. ad valorem
357	3. Armes à feu, non comprises ailleurs Métaux : ex 2. Zinc et plomb en barres ou tiges ex 6. Zinc et plomb en feuilles minces, feuilles, feuillards, plaques ou tôles unis, bruts, polis, émaillés, galvanisés, plaqués, étamés ou autrement recouverts de métal	10 p. c. ad valorem 10 p. c. ad valorem
434	Engrais	10 p. c. ad valorem Franchise

SECONDE ANNEXE.

Numéro du tarif de l'Union économique belgo-luxembourgeoise	Désignation des marchandises	Droits applicables dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise aux produits du sol ou de l'industrie de la Nouvelle-Zélande
Ex 10	Fromages : b) Fermentés : 1. Du type Cheddar	72 fr. aux 100 kg. (poids net)
Ex 15	Graisses provenant d'animaux des espèces bovine, ovine et caprine : b) A usage industriel	exemptes
22	Peaux brutes	exemptes
Ex 25	Laines : a) En suint ou non complètement désuintées	exemptes
Ex 95	Pommes : a) Fraîches : 2. Importées en caisses ou barils d'un poids supérieur à 15 kg. (poids résultant de la pesée cumulée du contenant et du contenu) pendant la période 1 ^{er} avril au 31 août, ces deux jours inclus	25 fr. aux 100 kg. (poids brut)
Ex 114	Matières textiles, non dénommées : <i>Phormium tenax</i> ou chanvre de la Nouvelle-Zélande	exempt
Ex 562	Fils de <i>Phormium tenax</i> (chanvre de la Nouvelle-Zélande)	10 fr. aux 100 kg. (poids brut)

N° 3446.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTIQUES SOCIALISTES**

Accord commercial provisoire, avec
annexe. Signé à Londres, le 16
février 1934.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS**

Temporary Commercial Agreement,
with Annex. Signed at London,
February 16th, 1934.

No. 3446. — TEMPORARY COMMERCIAL AGREEMENT¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS. SIGNED AT LONDON, FEBRUARY 16TH, 1934.

English and Russian official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place June 20th, 1934.

THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND and THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS considering it desirable, pending the conclusion of a formal Treaty of Commerce and Navigation between them, to enter into a temporary Agreement to regulate trade and commerce, have accordingly agreed as follows :

Article I.

(1) For the purpose of developing and strengthening trade relations between the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Union of Soviet Socialist Republics, the Contracting Parties agree that, without prejudice to any other provisions of this Agreement according more favourable treatment, all facilities, rights and privileges, which in the United Kingdom and the Union of Soviet Socialist Republics respectively are or may be accorded with respect to trade to the subjects or citizens of any other foreign State or to juridical persons including companies constituted under the laws of such State or to the property of such subjects, citizens or juridical persons including companies shall be extended to citizens of the Union of Soviet Socialist Republics or juridical persons including companies constituted under the laws of the Union of Soviet Socialist Republics and to British subjects, British-protected persons or juridical persons including companies constituted under the laws of the United Kingdom respectively and to their property. The natural produce and manufactures of the United Kingdom shall enjoy in the Union of Soviet Socialist Republics, and the natural produce and manufactures of the Union of Soviet Socialist Republics shall enjoy in the United Kingdom, all the facilities, rights and privileges which are at present or may be hereafter accorded to the natural produce and manufactures of any other foreign country in all that relates to the prohibition and the restriction of imports and exports, Customs duties and charges, transport, warehousing, drawbacks and excise.

¹ The exchange of ratifications took place at Moscow, March 21st, 1934.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

№ 3446. — ВРЕМЕННОЕ ТОРГОВОЕ СОГЛАШЕНИЕ¹ МЕЖДУ ПРАВИТЕЛЬСТВОМ СОЕДИНЕННОГО КОРОЛЕВСТВА ВЕЛИКОБРИТАНИИ И СЕВЕРНОЙ ИРЛАНДИИ И СОЮЗОМ СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК, ПОДПИСАННОЕ В ГОР. ЛОНДОНЕ 16го ФЕВРАЛЯ 1934 ГОДА.

Textes officiels anglais et russe communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 20 juin 1934.

Правительство Союза Советских Социалистических Республик и Правительство Соединенного Королевства Великобритании и Северной Ирландии, считая желательным, впредь до заключения между ними формального договора о торговле и мореплавании, вступить во временное Соглашение для урегулирования торговли, соответственно согласились о нижеследующем :

Статья 1.

1. В целях развития и укрепления торговых отношений между Соединенным Королевством Великобритании и Северной Ирландии и Союзом Советских Социалистических Республик, Договаривающиеся Стороны соглашаются, что без ущерба для каких-либо других постановлений настоящего Соглашения, предоставляющих более благоприятный режим, все льготы, права и преимущества, которые в Соединенном Королевстве и Союзе Советских Социалистических Республик, по принадлежности, предоставлены или будут предоставлены в отношении торговли подданным или гражданам любого другого иностранного Государства, или юридическим лицам, включая компании, учрежденные по законам такого Государства, или имуществу таких подданных, граждан, или юридических лиц, включая компании, будут распространены на граждан Союза Советских Социалистических Республик или юридические лица, включая компании, образованные согласно законов Союза Советских Социалистических Республик, и на британских подданных, британских подзащитных лиц или юридические лица, включая компании, образованные согласно законов Соединенного Королевства, по принадлежности, и на их имущество. Произведения почвы и промышленности Соединенного Королевства будут пользоваться в Союзе Советских Социалистических Республик, а произведения почвы и промышленности Союза Советских Социалистических Республик будут пользоваться в Соединенном Королевстве всеми льготами, правами и преимуществами, которые ныне предоставлены или будут предоставлены впоследствии произведениям почвы и промышленности любой другой чужой страны, во всем, что касается запрещений и ограничений ввоза и вывоза, таможенных пошлин и сборов, транспорта, хранения товаров в складочных помещениях, возврата пошлин и акциза.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Moscou, le 21 mars 1934.

(2) The expression "British-protected persons" in this Agreement is understood to mean persons belonging to any territory under the protection of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, or under His Majesty's suzerainty or in respect of which a Mandate has been accepted by His Majesty.

Article 2.

(1) If either Contracting Party shall give notice to the other that there is reason to believe that, in respect of any class of goods produced or manufactured in the Union of Soviet Socialist Republics or the United Kingdom, as the case may be, and imported for consumption in the United Kingdom or the Union of Soviet Socialist Republics respectively, such prices are being created or maintained by the other Party, or by its State economic organisations, as are likely to frustrate preferences accorded, or detrimentally to affect the production of such goods, in the United Kingdom or the Union of Soviet Socialist Republics respectively, the two Parties agree to enter immediately into negotiations.

(2) Failing a settlement by negotiation, the Party giving the notice under paragraph (1) of this Article may intimate to the other that the provisions of Article 1 will as from a specified date cease to apply in the United Kingdom or the Union of Soviet Socialist Republics as the case may be, in so far as the prohibition and the restriction of imports are concerned, to goods produced or manufactured in the Union of Soviet Socialist Republics or the United Kingdom respectively, of the class in respect of which notice has been given. On and after the date so specified the first Party may cease to apply the provisions of Article 1 in accordance with the intimation so given.

(3) The date specified in the intimation under paragraph (2) of this Article shall not be earlier than three months from the date on which notice was given under paragraph (1) of this Article.

(4) A Party who has given a notice under paragraph (1) of this Article shall consider any assurances which the other Party may give to the effect that action has been taken which will prevent a recurrence, in respect of those goods, of the position which led to the giving of the notice and, if satisfied that such action has in fact been taken, shall again extend to those goods the full benefits of Article 1 of this Agreement, if effect has already been given to the intimation under paragraph (2) of this Article, or shall withdraw the intimation if it has not already been put into effect.

Article 3.

The Government of the Union of Soviet Socialist Republics, being desirous of applying in an increasing proportion the proceeds of the sale in the United Kingdom of goods imported from the Union of Soviet Socialist Republics to payments for goods purchased in the United Kingdom and for the utilisation of British shipping services, will give effect to the arrangements with regard to an approximate balance of payments set out in the Schedule to the present Agreement.

2. Под выражением « Британские подзащитные лица » в настоящем Соглашении понимаются лица, принадлежащие к любой территории, которая находится под протекторатом Его Величества Короля Великобритании, Ирландии и Британских Владений за Морями, Императора Индии, или под сюзеренитетом Его Величества, или в отношении которой Его Величеством был принят мандат.

Статья 2.

1. Если одна из договаривающихся Сторон заявит другой, что имеется основание предполагать, что, в отношении какой-либо группы товаров, произведенных или изготовленных соответственно в Союзе Советских Социалистических Республик или в Соединенном Королевстве, и ввезенных для потребления в Соединенное Королевство или в Союз Советских Социалистических Республик, по принадлежности, другою Стороною или ее Государственными экономическими органами созданы или поддерживаются такие цены, которые способны нарушить предоставленные преимущества, или неблагоприятно отразиться на производстве таких товаров, в Соединенном Королевстве или в Союзе Советских Социалистических Республик, по принадлежности, то обе Стороны соглашаются вступить немедленно в переговоры.

2. В случае недостижения Соглашения путем переговоров, Сторона, сделавшая заявление согласно пункту 1) настоящей Статьи, может указать другой, что постановление Статьи 1 перестанут с определенного срока применяться соответственно в Соединенном Королевстве или в Союзе Советских Социалистических Республик, поскольку дело идет о воспрещении и ограничении ввоза, по отношению к товарам, произведенным или изготовленным в Союзе Советских Социалистических Республик или в Соединенном Королевстве, по принадлежности, и входящим в группу, о которой было сделано заявление. С указанного таким образом числа и после него первая Сторона может прекратить применение постановления Статьи 1, согласно сделанного таким образом указания.

3. Срок, определенный в указании, упомянутом в пункте 2) настоящей Статьи наступит не раньше, чем через три месяца со дня, когда заявление было сделано согласно пункту 1) настоящей Статьи.

4. Сторона, которая сделала заявление согласно пункту 1) настоящей Статьи, рассмотрит всякого рода заверения, которые другая Сторона даст о том, что были приняты меры, имеющие предупредить возврат, в отношении этих товаров, к положению, приведшему к сообщению заявления; если она удостоверится, что подобные меры были на деле приняты, то она вновь распространит на эти товары полностью преимущества Статьи 1 настоящего Соглашения, если уже были приняты меры во исполнение указания, предусмотренного в пункте 2) настоящей статьи, или возьмет указание обратно, если оно еще не было введено в действие.

Статья 3.

Правительство Союза Советских Социалистических Республик, желая применять в порядке увеличивающегося соотношения выручку от продажи в Соединенном Королевстве товаров, ввезенных из Союза Советских Социалистических Республик, на платежи за товары, купленные в Соединенном Королевстве и на использование услуг британского судоходства, введет в действие условия, касающиеся приблизительного платежного баланса, изложенные в Приложении к настоящему Соглашению.

Article 4.

Trade between the United Kingdom and the Union of Soviet Socialist Republics shall be eligible for consideration on the same basis as trade between the United Kingdom and other foreign countries in connection with any legislative or administrative measures which are or may be taken by the Government of the United Kingdom for the granting of credits to facilitate such trade ; that is to say, that, in considering any given transaction, regard shall be had to financial and commercial considerations only.

Article 5.

(1) In view of the fact that, by virtue of the laws of the Union of Soviet Socialist Republics, the foreign trade of the Union is a State monopoly, the Government of the United Kingdom agree to accord to the Government of the Union of Soviet Socialist Republics the right to establish in London a Trade Delegation, consisting of the Trade Representative of the Union of Soviet Socialist Republics and his two deputies, to form part of the Embassy of the Union of Soviet Socialist Republics.

(2) The head of the Trade Delegation shall be the Trade Representative of the Union of Soviet Socialist Republics in the United Kingdom. By virtue of paragraph (1) of the present Article he and his two deputies shall be accorded all diplomatic privileges and immunities, and immunity shall attach to the offices occupied by the Trade Delegation (5th Floor, East Wing, Bush House, Aldwych, London) and used exclusively for the purpose defined in paragraph (3) of the present Article. No member of the staff of the Trade Delegation other than the Trade Representative and his two deputies shall enjoy any privileges or immunities other than those which are or may be enjoyed in the United Kingdom by officials of the State-controlled trading organisations of other countries.

(3) The functions of the Trade Delegation shall be :

(a) To facilitate and encourage the development of trade and commerce between the United Kingdom and the Union of Soviet Socialist Republics ;

(b) To represent the interests of the Union of Soviet Socialist Republics in all that pertains to the foreign trade of the Union and to control, regulate and carry on such trade with the United Kingdom for and on behalf of the Union of Soviet Socialist Republics.

(4) In view of the fact that the Trade Delegation is acting in respect of trade for and on behalf of the Union of Soviet Socialist Republics, the Government of the latter assume responsibility for all transactions concluded in the United Kingdom by the Trade Representative or either of his two deputies. The Government of the Union of Soviet Socialist Republics will not, however, accept any responsibility for the acts of State Economic Organisations, which, under the laws of the Union of Soviet Socialist Republics, are exclusively responsible for their own acts, except in cases where responsibility for such acts has been clearly accepted by the Trade Representative or either of his two deputies, acting for and on behalf of the Government of the Union of Soviet Socialist Republics. All obligations undertaken in the United Kingdom by the Trade Representative or either of his two deputies, acting for and on behalf of the Union of Soviet Socialist Republics, in addition to

Статья 4.

Торговля между Соединенным Королевством и Союзом Советских Социалистических Республик будет приниматься в соображение на тех же основаниях, как торговля между Соединенным Королевством и другими чужими странами, в связи с какими-либо законодательными или административными мерами, которые приняты или будут приняты правительством Соединенного Королевства в отношении предоставления кредитов в целях облегчения подобной торговли; это означает, что при рассмотрении любой данной сделки будут приниматься во внимание только финансовые и коммерческие соображения.

Статья 5.

1. В виду того обстоятельства, что в силу законов Союза Советских Социалистических Республик, внешняя торговля Союза является монополией Государства, Правительство Соединенного Королевства соглашается предоставить Правительству Союза Советских Социалистических Республик право учредить в Лондоне Торговую Делегацию, состоящую из Торгового Представителя Союза Советских Социалистических Республик и двух его заместителей, которая должна составить часть Посольства Союза Советских Социалистических Республик.

2. Глава Торговой Делегации будет Торговым Представителем Союза Советских Социалистических Республик в Соединенном Королевстве. В силу пункта 1) настоящей Статьи, ему и обоим его заместителям будут предоставлены все дипломатические привилегии и иммунитет, и иммунитетом будут пользоваться помещения, занимаемые Торговой Делегацией (5-ый этаж, Восточное Крыло, Беш-Хоус, Олдвич, Лондон) и используемые исключительно для целей, указанных в пункте 3) настоящей Статьи. Никто другой из штата Торговой Делегации, кроме Торгового Представителя и двух его заместителей, не будет пользоваться какими-либо привилегиями или иммунитетом, кроме тех, которыми пользуются или будут пользоваться в Соединенном Королевстве должностные лица контролируемых государством торговых организаций других стран.

3. В функции Торговой Делегации будет входить :

а) Содействовать и помогать развитию торговли между Соединенным Королевством и Союзом Советских Социалистических Республик ;

б) Представлять интересы Союза Советских Социалистических Республик во всем, что касается до внешней торговли Союза Советских Социалистических Республик, и контролировать, регулировать и осуществлять эту торговлю с Соединенным Королевством для Союза Советских Социалистических Республик и от его имени.

4. Ввиду того обстоятельства, что Торговая Делегация действует в отношении торговли для Союза Советских Социалистических Республик и от его имени, Правительство последнего принимает на себя ответственность за все сделки, совершенные в Соединенном Королевстве Торговым Представителем или каждым из его двух заместителей. Однако, Правительство Союза Советских Социалистических Республик не примет на себя никакой ответственности за деятельность Государственных Хозяйственных Органов, которые по законам Союза Советских Социалистических Республик одни отвечают за свои собственные действия, за исключением случаев, когда ответственность за такие действия в ясной форме принята на себя Торговым Представителем

being signed by the Trade Representative or either of his deputies, must be countersigned by a person to be specially authorised by the Union of Soviet Socialist Republics for the purpose.

(5) The names of the Trade Representative, of his two deputies and of the person authorised as aforesaid shall be supplied to the Government of the United Kingdom from time to time and shall be published in the *Board of Trade Journal*, and the authority of any such Trade Representative, deputy or person authorised to bind the Government of the Union of Soviet Socialist Republics shall be deemed to continue until such time as notice to the contrary is published in like manner.

(6) Any question which may arise in respect of any transaction entered into in the United Kingdom by the Trade Delegation, the Trade Representative or either of his two deputies, acting for and on behalf of the Union of Soviet Socialist Republics, and duly signed in accordance with the provisions of paragraph (4) of the present Article, shall be determined by the Courts of the United Kingdom in accordance with the laws thereof, and, for the purpose of any proceedings which may be instituted in respect of any such transaction, service of the Writ of Summons or other process shall be deemed to be good service if such Writ or process is left at the office in London of the Trade Delegation.

(7) The Union of Soviet Socialist Republics will accept the jurisdiction of the Courts of the United Kingdom in respect of any question referred to in paragraph (6) of the present Article and will not claim any privilege or immunity in connection with any proceedings which may be instituted in pursuance of the said paragraph. Where any Writ of Summons or other process is served upon them in accordance with the said paragraph (6), the Union of Soviet Socialist Republics will cause the Trade Representative or other person acting on their behalf to take the necessary steps to enable the questions involved in the proceedings to be determined by the Courts of the United Kingdom and to ensure that an appearance to those proceedings is entered on their behalf. Equally, the Trade Delegation, the Trade Representative and his two deputies will accept the jurisdiction of the Courts of the United Kingdom in respect of any question referred to in paragraph (6) of the present Article and will not claim any privilege or immunity, whether under paragraph (2) of the present Article or otherwise, in connection with any proceedings which may be instituted in pursuance of the said paragraph (6).

(8) All the property of the Union of Soviet Socialist Republics in the United Kingdom shall, notwithstanding any privileges or immunities, be subject to such measures as may lawfully be taken to give effect to the orders of the Courts of the United Kingdom made in any proceedings which may be instituted in pursuance of paragraph (6) of the present Article, other than such property as is necessary for the exercise of the rights of State sovereignty or for the official functions of the diplomatic or consular representatives in the United Kingdom of the Union of Soviet Socialist Republics.

или каждым из его двух заместителей, действующих для Правительства Союза Советских Социалистических Республик и от его имени. Все обязательства, взятые на себя в Соединенном Королевстве Торговым Представителем или каждым из его двух заместителей, действующих для Союза Советских Социалистических Республик или от его имени, сверх подписи Торгового Представителя или каждого из его заместителей, должны быть скреплены лицом, специально уполномоченным для этой цели Союзом Советских Социалистических Республик.

5. Фамилии Торгового Представителя, его двух заместителей и лица, уполномоченного, как было указано выше, будут сообщаться Правительству Соединенного Королевства от времени до времени и будут публиковаться в *Board of Trade Journal* и полномочия любого такого Торгового Представителя, заместителя или лица, уполномоченного обязывать Правительство Союза Советских Социалистических Республик, будут считаться продолжающимися до тех пор, пока заявление о противном не будет опубликовано тем же путем.

6. Всякие вопросы, могущие возникнуть в отношении любой сделки, заключенной в Соединенном Королевстве Торговой Делегацией, Торговым Представителем или каждым из его двух заместителей, действующих для Союза Советских Социалистических Республик и от его имени, и надлежаще подписанных согласно постановлениям пункта 4) настоящей Статьи будут разрешаться Судами Соединенного Королевства соответственно с законами последнего ; в связи со всяким судебным делом, которое могло бы возникнуть в отношении каждой из таких сделок, вручение судебных повесток или всяких иных процессуальных документов будет почитаться совершенным, если подобная повестка или процессуальный документ сданы в Лондонскую Контору Торговой Делегации.

7. Союз Советских Социалистических Республик согласится на юрисдикцию Судов Соединенного Королевства в отношении любого вопроса, упомянутого в пункте 6) настоящей Статьи и не будет требовать каких-либо привилегий или иммунитета в связи с каким-либо судебным делом, которое будет начато согласно сказанного пункта 6). Если какая-либо судебная повестка или иной процессуальный документ вручены ему согласно с указанным пунктом 6), Союз Советских Социалистических Республик поручит Торговому Представителю или любому лицу, действующему по его поручению, принять необходимые меры для того, чтобы вопросы, связанные с судебным делом, могли бы быть рассмотрены Судами Соединенного Королевства, и чтобы обезпечить Представительство с его стороны во время этого судебного дела. Равным образом, Торговая Делегация, Торговый Представитель и его два заместителя подчиняются юрисдикции судов Соединенного Королевства в отношении любого вопроса, упомянутого в пункте 6) настоящей Статьи, и не будут требовать каких-либо привилегий или иммунитета как в силу пункта 2) настоящей Статьи, или иначе, в связи с каким-либо судебным делом, могущим быть начатым во исполнение наванного пункта 6).

8. Ко всей собственности Союза Советских Социалистических Республик в Соединенном Королевстве будут, независимо от всяких привилегий или иммунитета, применяться те меры, которые могут быть законно применены для придания силы решениям Судов Соединенного Королевства, вынесенным в связи с какими-либо судебными делами, начатыми во исполнение пункта 6) настоящей Статьи, за исключением собственности, которая необходима для осуществления права Государственного суверенитета или для официальных функций дипломатических или консульских представителей Союза Советских Социалистических Республик в Соединенном Королевстве.

Article 6.

British ships and their cargoes and passengers, and ships of the Union of Soviet Socialist Republics and their cargoes and passengers shall enjoy in the ports and territorial waters of the Union of Soviet Socialist Republics and of the United Kingdom respectively treatment not less favourable in any respect than that accorded to ships of the most-favoured nation and their cargoes and passengers.

The provisions of the present Article do not apply to ships registered at the ports of the self-governing Dominions of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, which are separate Members of the League of Nations, or of the mandated and other territories administered under the authority of His Governments in those Dominions, or to the cargoes and passengers of such ships.

Nothing in this Article shall entitle British ships to claim any privileges which are or may be accorded by the Union of Soviet Socialist Republics to the fishing fleets of countries situated on the Arctic Ocean.

Article 7.

(1) Nothing in this Agreement shall entitle the Union of Soviet Socialist Republics to claim the benefit of any treatment, preference or privilege which may at any time be in force exclusively between territories under the sovereignty of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, or under His Majesty's suzerainty, protection or mandate.

(2) Nothing in the present Agreement shall apply to :

(a) The special provisions relating to trade contained in treaties which the Union of Soviet Socialist Republics has concluded, or may conclude hereafter, with Estonia, Latvia or Lithuania, or with States on the continent of Asia whose territory borders on the territory of the Union of Soviet Socialist Republics ;

(b) The rights which have been accorded or may be accorded to any third country forming part of a Customs union with the Union of Soviet Socialist Republics ;

(c) The privileges which the Union of Soviet Socialist Republics has accorded or may accord to border States with respect to local trade between the inhabitants of the frontier zones.

(3) Nothing in this Agreement shall preclude the right of either of the Contracting Parties to enforce special sanitary or other provisions for the purpose of securing the safety of persons or the protection of animals and plants against diseases and pests, of regulating the trade in arms and ammunition, or of regulating the trade in any particular article under the provisions of any general international Convention which is binding on that Contracting Party.

Статья 6.

Британские корабли и их грузы и пассажиры и корабли Союза Советских Социалистических Республик и их грузы и пассажиры будут пользоваться в портах и территориальных водах Союза Советских Социалистических Республик и Соединенного Королевства, по принадлежности, режимом не менее благоприятным во всех отношениях, чем тот, который предоставлен кораблям благоприятствуемой нации и их грузам и пассажирам.

Положения настоящей Статьи не применяются к кораблям, приписанным к портам самоуправляющихся доминионов Его Величества Короля Великобритании, Ирландии и Британских Владений за Морями, Императора Индии, являющихся самостоятельными членами Лиги наций, или мандатных и иных территорий, управляемых под властью Его Правительств в этих доминионах, или к грузам и пассажирам таких кораблей.

Ничто в настоящей Статье не даст Британским кораблям права требовать каких-либо привилегий, которые предоставлены или будут предоставлены Союзом Советских Социалистических Республик рыболовным флотам стран, расположенных на Ледовитом океане.

Статья 7.

1. Ничто в настоящем Соглашении не даст Союзу Советских Социалистических Республик права требовать преимуществ, вытекающих из любого режима; преференций или привилегий, которые могли бы в любое время быть в силе исключительно между территориями, находящимися под суверенитетом Его Величества Короля Великобритании, Ирландии и Британских Владений за Морями, Императора Индии, или под его сюзеренитетом, протекторатом или мандатом Его Величества.

2. Ничто в настоящем Соглашении не будет применяться к

а) особым постановлениям, относящимся к торговле, изложенным в договорах, которые Союз Советских Социалистических Республик заключил или заключит в будущем с Эстонией, Латвией и Литвой, или с государствами на Азиатском материке, территории которых граничат с территорией Союза Советских Социалистических Республик ;

в) правам, которые были предоставлены или будут предоставлены любой третьей стране, составляющей часть таможенного союза с Союзом Советских Социалистических Республик ;

с) привилегиям, которые Союз Советских Социалистических Республик предоставил или предоставит в будущем пограничным государствам в отношении местной торговли между жителями пограничных зон.

3. Ничто в настоящем Соглашении не исключает права каждой из Договаривающихся Сторон ввести в действие особые санитарные или иные правила в целях обеспечения здоровья людей или защиты животных и растений от болезней и эпидемий или в целях регулирования торговли оружием и военным снаряжением, или в целях регулирования торговли каким-либо особым предметом в силу постановлений какого-либо общего международного соглашения, связывающего данную Договаривающуюся Сторону.

Article 8.

So long as in any territory under the sovereignty of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, or under His Majesty's suzerainty, protection or mandate, other than the United Kingdom and the self-governing Dominions which are separate Members of the League of Nations, and the mandated and other territories administered under the authority of His Governments in those Dominions, goods the produce and manufacture of the Union of Soviet Socialist Republics are accorded most-favoured-nation treatment, subject only to the exception specified in paragraph (1) of Article 7, then goods produced and manufactured in such territory shall enjoy in the Union of Soviet Socialist Republics, completely and unconditionally, treatment as favourable as that accorded to goods the produce and manufacture of the most-favoured nation.

Goods the produce or manufacture of Palestine shall not be debarred from the benefits of this Article by reason only of any special Customs privileges which may be accorded in Palestine to goods the produce or manufacture of any State the territory of which in 1914 was wholly included in Asiatic Turkey or Arabia.

Article 9.

The present Agreement shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Moscow as soon as possible. It shall come into force on the date of the exchange of ratifications and shall remain in force until the expiration of six months from the date upon which either of the Contracting Parties shall have given notice of intention to terminate it.

In witness whereof the undersigned, duly authorised to that effect, have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at London in the English language the sixteenth day of February, 1934.

A translation shall be made into the Russian language as soon as possible and agreed upon between the Contracting Parties.

Both texts shall then be considered authentic for all purposes.

John SIMON.

Walter RUNCIMAN.

I. MAISKY.

A. OZERSKY.

Статья 8.

До тех пор, пока на какой либо территории, находящейся под суверенитетом Его Величества Короля Великобритании, Ирландии и Британских Владений за Морями, Императора Индии, или под сюзеренитетом, протекторатом, или мандатом Его Величества, иной чем Соединенное Королевство и самоуправляющиеся Доминионы, являющимися самостоятельными членами Лиги наций, и в мандатных и иных территориях, управляемых под властью Его Правительств в этих Доминионах, произведениям почвы и промышленности Союза Советских Социалистических Республик предоставляется режим наиболее благоприятствуемой нации с теми лишь исключениями, которые указаны в пункте 1) Статьи 7, произведения почвы и промышленности такой территории будут пользоваться в Союзе Советских Социалистических Республик полным и безусловным режимом, столь же благоприятным, как тот, который предоставлен произведениям почвы и промышленности наиболее благоприятствуемой нации.

Произведения почвы и промышленности Палестины не будут исключены из преимуществ, предоставляемых настоящей Статьей в силу той лишь причины, что существуют особые таможенные привилегии, которые могли бы быть предоставлены в Палестине произведениям почвы и промышленности любого Государства, территория которого в 1914 году полностью входила в состав Азиатской Турции или Аравии.

Статья 9.

Настоящее Соглашение будет ратифицировано, и ратификации будут обменены в Москве как можно скорее. Оно вступит в силу со дня обмена ратификационными грамотами и будет оставаться в силе впредь до истечения шестимесячного срока со дня, когда та или другая из Договаривающихся Сторон уведомит о намерении прекратить его действие.

В удостоверение чего нижеподписавшиеся, надлежащим образом уполномоченные, подписали настоящее Соглашение и приложили к нему свои печати.

Учिनено в двух экземплярах в Лондоне на английском языке шестнадцатого февраля 1934 года.

Перевод на русский язык будет сделан возможно скорее и будет согласован между Договаривающимися Сторонами.

Оба текста будут после этого почитаемы аутентичными для всех целей.

Подписали : И. Майский.
А. Оверский.
Джон Саймон.
Волтер Ренсиман.

SCHEDULE

BALANCE OF PAYMENTS.

1. The payments of the Union of Soviet Socialist Republics in the United Kingdom as hereinafter defined shall bear to the proceeds of the Union of Soviet Socialist Republics in the United Kingdom as hereinafter defined the following proportions :

In the year ending December 31, 1934	I : 1.7
In the year ending December 31, 1935	I : 1.5
In the year ending December 31, 1936	I : 1.4
In the year ending December 31, 1937	I : 1.2

Thereafter an approximate balance of payments measured by the ratio 1 : 1.1 shall be maintained.

2. For the purposes of this Schedule :

(a) The proceeds of the Union of Soviet Socialist Republics in any year shall be the value of imports of merchandise (excluding goods transhipped under bond) recorded in that year in the Trade Accounts of the United Kingdom as consigned to the United Kingdom from the Union of Soviet Socialist Republics¹, subject to the deduction of 97 per cent. of the value of canned salmon not handled by the trading organisations of the Union of Soviet Socialist Republics ; and

(b) The payments of the Union of Soviet Socialist Republics in the United Kingdom in any year, subject to the provisions of paragraphs 3 and 4 of this Schedule, shall be the sum of the four following amounts :

(i) The value of exports of United Kingdom produce and manufactures and of imported merchandise (excluding goods transhipped under bond) recorded in that year in the Trade Accounts of the United Kingdom as consigned from the United Kingdom to the Union of Soviet Socialist Republics, subject to the deduction of the value of goods exported or re-exported in that year from the United Kingdom to the Union of Soviet Socialist Republics for which payment is not made in the year in which the export or re-export takes place ;

(ii) The amount of credits repaid by the Government or trading organisations of the Union of Soviet Socialist Republics in that year (excluding interest) in respect of exports or re-exports of the United Kingdom in previous years ;

¹ Goods passing under bond through the territory of the Union of Soviet Socialist Republics will not be recorded among imports consigned to the United Kingdom from the Union of Soviet Socialist Republics unless they are reconsigned from the Union of Soviet Socialist Republics.

ПЛАТЕЖНЫЙ БАЛАНС.

ПРИЛОЖЕНИЕ

Платежи Союза Советских Социалистических Республик в Соединенном Королевстве как они определены ниже будут находиться к выручке Союза Советских Социалистических Республик в Соединенном Королевстве, как они определены ниже, в следующем соотношении :

- В течение года оканчивающегося 31 декабря 1934 г. 1 : 1,7
- В течение года, оканчивающегося 31 декабря 1935 г. 1 : 1,5
- В течение года, оканчивающегося 31 декабря 1936 г. 1 : 1,4
- В течение года, оканчивающегося 31 декабря 1937 г. 1 : 1,2

После этого будет сохраняться в силе приблизительный платежный баланс, исчисляемый на основе соотношения 1 : 1,1.

2. В смысле настоящего Приложения :

а) Выручка Союза Советских Социалистических Республик в любом году будет состоять из стоимости ввоза товаров (исключая товары, не подвергающиеся таможенной очистке), включенных в данном году в Торговую Статистику Соединенного Королевства, как отправленные в Соединенное Королевство из Союза Советских Социалистических Республик ¹, при условии скидки в размере 97 % со стоимости консервированной лососины, не прошедшей через торгующие организации Союза Советских Социалистических Республик.

в) Платежи Союза Советских Социалистических Республик в Соединенном Королевстве в любом году, при условии соблюдения постановлений пунктов 3) и 4) настоящего Приложения, будут состоять из итога следующих четырех сумм :

(I) стоимости вывоза произведений почвы и промышленности Соединенного Королевства и ввезенных товаров (исключая товары, не подвергающиеся таможенной очистке), внесенных в данном году в Торговую Статистику Соединенного Королевства, как отправленные из Соединенного Королевства в Союз Советских Социалистических Республик, при условии скидки в размере стоимости товаров, вывезенных или реэкспортированных в данном году из Соединенного Королевства в Союз Советских Социалистических Республик, в отношении которых платеж произведен не в том году, в течение которого вывоз или реэкспорт имели место ;

(II) суммы кредитов, выплаченных обратно Правительством или торгующими организациями Союза Советских Социалистических Республик в данном году (исключая проценты) в отношении вывоза или реэкспорта Соединенного Королевства в предшествующие годы ;

¹ Товары, при следовании через территорию Союза Советских Социалистических Республик, не подвергающиеся таможенной очистке, не будут включены в число ввоза, отправленного в Соединенное Королевство из Союза Советских Социалистических Республик, поскольку они не переправлены из Союза Советских Социалистических Республик.

(iii) The amounts paid by the Government or trading organisations of the Union of Soviet Socialist Republics in that year in respect of the chartering of British ships registered at ports in the United Kingdom ; and

(iv) An amount equal to $6\frac{1}{2}$ per cent. of the sum of the imports of the United Kingdom from the Union of Soviet Socialist Republics in that year (as defined in paragraph (a) above, and excluding 97 per cent. of the value of canned salmon not handled by trading organisations of the Union of Soviet Socialist Republics) and the exports and re-exports of the United Kingdom to the Union of Soviet Socialist Republics in that year (as defined in sub-paragraph (i) above) to represent the excess of all payments of the Union of Soviet Socialist Republics not otherwise specifically provided for over similar payments of the United Kingdom.

3. If in any year the payments of the Union of Soviet Socialist Republics differ from the amount which they should have reached in accordance with the provisions of paragraph 1 above, the amount of any deficiency will be deducted from and the amount of any excess will be added to the sum of the four amounts referred to in the preceding paragraph in computing the payments of the Union of Soviet Socialist Republics in the following year, and the payments of the Union of Soviet Socialist Republics in that year shall be deemed to be the amount arrived at after the deduction of the amount of that deficiency or after the addition of the amount of that excess, as the case may be.

4. The Government of the United Kingdom agree that expenditure incurred by the Government or trading organisations of the Union of Soviet Socialist Republics upon the purchase for export of British ships registered at ports in the United Kingdom, the export of which, being old vessels, is not recorded among the exports of the United Kingdom, is a proper addition to the payments of the Union of Soviet Socialist Republics, and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics will from time to time supply the Government of the United Kingdom with a statement showing the names of any such ships, the amounts paid in respect of each ship, and the dates upon which such payments were made.

5. The trading operations of the Union of Soviet Socialist Republics shall be so conducted that the amount by which the payments of the Union of Soviet Socialist Republics in the United Kingdom fall short, in any year, of the amount which they should have reached in accordance with the provisions of paragraph 1 above shall not be more than $7\frac{1}{2}$ per cent. of the latter amount.

6. The Government of the Union of Soviet Socialist Republics will supply to the Government of the United Kingdom the following information in respect of each year :

(i) A statement of payments (excluding interest) made in that year in respect of exports of United Kingdom produce and manufacture to the Union of Soviet Socialist Republics, showing separately payments made in respect of goods exported during that year and goods exported during each previous year.

(ii) A statement of payments (excluding interest) made in that year in respect of re-exports from the United Kingdom to the Union of Soviet Socialist Republics (excluding

(III) сумм, выплаченных Правительством или торгующими организациями Союза Советских Социалистических Республик в данном году в отношении фрахтования Британских судов, приписанных к портам Соединенного Королевства, и

(IV) суммы, равной 6,5 % итога ввоза Соединенного Королевства из Союза Советских Социалистических Республик в данном году (как он определен в стоящем выше пункте *a*) и исключая 97 % стоимости консервированной лососины, не прошедшей через торгующие организации Союза Советских Социалистических Республик) и вывоза и реэкспорта Соединенного Королевства в Союз Советских Социалистических Республик в данном году) как он определен выше в подпункте (I) выражающей превышение всех платежей Союза Советских Социалистических Республик иным способом, особо не предусмотренных, над аналогичными платежами Соединенного Королевства.

3. Если в каком либо году Союза Советских Социалистических Республик отличается от суммы, которой они могли бы достигнуть в соответствии с постановлениями стоящего выше пункта (I), то сумма какой-либо недостачи будет вычтена из итога четырех сумм, указанных в предшествующем пункте, а сумма какого-либо превышения будет добавлена к нему путем исчисления платежей Союза Советских Социалистических Республик в следующем году, а платежи Союза Советских Социалистических Республик в данном году будут почитаться равными сумме, выведенной после вычета суммы этой недостачи или после добавления суммы этого превышения, в зависимости от обстоятельств.

4. Правительство Соединенного Королевства соглашается, что расходы, понесенные Правительством или торгующими организациями Союза Советских Социалистических Республик на покупку в целях вывоза Британских судов, приписанных к портам Соединенного Королевства, вывоз которых, поскольку он касается старых кораблей, не включен в число вывоза Соединенного Королевства, являются надлежащим добавлением к платежам Союза Советских Социалистических Республик; Правительство Союза Советских Социалистических Республик будет от времени до времени снабжать Правительство Соединенного Королевства данными, указывающими названия каких-либо таких судов, суммы, выплаченные в отношении каждого судна и даты, когда такие платежи были произведены.

5. Торговые операции Союза Советских Социалистических Республик будут вестись так, чтобы сумма, на которую платежи Союза Советских Социалистических Республик в Соединенном Королевстве не достигают в каждом году суммы, которой они должны были бы достигнуть в соответствии с постановлениями упомянутого выше пункта (I), не была выше, чем 7,5 % этой последней суммы.

6. Правительство Союза Советских Социалистических Республик будет сообщать Правительству Соединенного Королевства следующие данные, касающиеся каждого года :

(I) Сведения о платежах (исключая проценты), произведенные в данном году в отношении вывоза произведений почвы и промышленности Соединенного Королевства в Союз Советских Социалистических Республик, причем будут показываться отдельно платежи, произведенные в отношении товаров, вывезенных в течение каждого предшествующего года.

(II) Сведения о платежах (исключая проценты), произведенных в данном году в отношении реэкспорта из Соединенного Королевства в Союз Советских

goods transhipped under bond), showing separately payments made in respect of goods re-exported during that year and goods re-exported during each previous year.

(iii) A statement showing the British ships registered at ports in the United Kingdom chartered during that year and the amounts paid in that year by the Government or trading organisations of the Union of Soviet Socialist Republics in respect of any such ship chartered in that or any previous year.

(iv) A statement showing the declared value at the time of importation of canned salmon imported into the United Kingdom from the Union of Soviet Socialist Republics which has been handled by trading organisations of the Union of Soviet Socialist Republics.

7. The Government of the Union of Soviet Socialist Republics will also furnish the Government of the United Kingdom with a statement showing the payments (excluding interest) made by the Government and trading organisations of the Union of Soviet Socialist Republics in the year ending the 31st December, 1933, in respect of (i) exports to the Union of Soviet Socialist Republics of United Kingdom produce and manufactures, and (ii) exports to the Union of Soviet Socialist Republics of imported merchandise (excluding goods transhipped under bond) which were exported during that year to the Union of Soviet Socialist Republics.

8. In this Schedule, unless the context otherwise requires, the expression "year" means a year beginning on the 1st January and ending on the 31st December. The expression "merchandise" has the same meaning as in the Trade Accounts of the United Kingdom.

Социалистических Республик (исключая товары, не подвергающиеся таможенной очистке), причем будут показываться отдельно платежи, произведенные в отношении товаров, реэкспортированных в течение данного года, и товаров, реэкспортированных в течение каждого предшествующего года.

(III) Сведения, показывающие Британские суда, приписанные к портам Соединенного Королевства, зафрахтованные в течение данного года, и суммы, уплаченные в данном году Правительством или торгующими организациями Союза Советских Социалистических Республик в отношении каких-либо судов, зафрахтованных в данном или в любом предшествующем году.

(IV) Сведения, показывающие объявленную ценность, в момент ввоза, консервированной лосося, ввезенной в Соединенное Королевство из Союза Советских Социалистических Республик, которая проходила через торгующие организации Союза Советских Социалистических Республик.

7. Правительство Союза Советских Социалистических Республик будет также передавать Правительству Соединенного Королевства сведения, показывающие платежи (исключая проценты), произведенные Правительством и торгующими организациями Союза Советских Социалистических Республик за год, оканчивающийся 31 декабря 1933 года, в отношении (I) вывоза в Союз Советских Социалистических Республик произведений почвы и промышленности Соединенного Королевства и (II) вывоза в Союз Советских Социалистических Республик импортных товаров (исключая товары, не подвергающиеся таможенной очистке), которые были вывезены в течение данного года в Союз Советских Социалистических Республик.

8. В настоящем Приложении, поскольку контекст не означает иное, выражение «год» означает год, начинающийся 1 января и оканчивающийся 31 декабря.

Выражение «товар» имеет то же самое значение, как в Торговой Статистике Соединенного Королевства.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 3446. — ACCORD COMMERCIAL PROVISOIRE ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES. SIGNÉ A LONDRES, LE 16 FÉVRIER 1934.

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD et LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES, jugeant désirable, en attendant de conclure entre eux un traité de commerce et de navigation en bonne et due forme, de signer un accord provisoire pour régler le commerce, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

1. En vue de développer et de consolider les relations commerciales entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Union des Républiques soviétiques socialistes, les Parties contractantes conviennent que, sans préjudice de toutes autres dispositions du présent accord établissant un traitement plus favorable, toutes les facilités, droits et privilèges qui sont ou pourront être accordés en matière de commerce dans le Royaume-Uni et dans l'Union des Républiques soviétiques socialistes, respectivement, aux sujets ou ressortissants d'un autre Etat étranger quelconque ou à des personnes morales, y compris les sociétés, constituées conformément à la législation de cet Etat, ou aux biens de ces sujets, ressortissants ou personnes morales, y compris les sociétés, seront accordés également aux ressortissants de l'Union des Républiques soviétiques socialistes ou aux personnes morales, y compris les sociétés, constituées sous le régime de la législation de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, et aux sujets britanniques, aux personnes placées sous la protection britannique ou aux personnes morales, y compris les sociétés, constituées sous le régime de la législation du Royaume-Uni, respectivement, et à leurs biens. Les produits naturels et les articles manufacturés du Royaume-Uni bénéficieront dans l'Union des Républiques soviétiques socialistes, et les produits naturels et articles manufacturés de l'Union des Républiques soviétiques socialistes bénéficieront dans le Royaume-Uni, de toutes les facilités, droits et privilèges qui sont actuellement ou pourront être ultérieurement accordés aux produits naturels et articles manufacturés de n'importe quel autre pays étranger, pour tout ce qui concerne la prohibition et la restriction des importations et exportations, les droits et taxes de douane, le transport, l'emmagasinage, les «drawbacks» et l'accise.

2. L'expression « personnes placées sous la protection britannique », employée dans le présent accord, désigne toute personne appartenant à un territoire quelconque placé sous la protection de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, ou sous la suzeraineté de Sa Majesté ou pour lequel un mandat a été accepté par Sa Majesté.

Article 2.

1. Pour le cas où l'une des Parties contractantes notifierait à l'autre qu'il y a des raisons de croire qu'en ce qui concerne une catégorie quelconque d'articles produits ou manufacturés dans

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

l'Union des Républiques soviétiques socialistes ou dans le Royaume-Uni, selon le cas, et importés en vue de leur consommation dans le Royaume-Uni ou dans l'Union des Républiques soviétiques socialistes, respectivement, l'autre Partie, ou ses organisations économiques officielles, établissent ou appliquent des prix qui semblent de nature à rendre inefficaces des préférences qui ont été accordées ou à exercer une répercussion défavorable sur la production desdits articles, dans le Royaume-Uni ou dans l'Union des Républiques soviétiques socialistes, respectivement, les deux Parties conviennent d'engager immédiatement des négociations.

2. Au cas où les négociations n'aboutiraient à aucun règlement, la Partie ayant fait la notification prévue à l'alinéa premier du présent article pourra aviser l'autre Partie que les dispositions de l'article premier cesseront d'être applicables à partir d'une date déterminée dans le Royaume-Uni ou dans l'Union des Républiques soviétiques socialistes, selon le cas, en ce qui concerne la prohibition et la restriction des importations, aux catégories d'articles produits ou manufacturés dans l'Union des Républiques soviétiques socialistes ou dans le Royaume-Uni, respectivement, pour lesquelles la notification a été faite. Dès la date indiquée, la première Partie pourra cesser d'appliquer les dispositions de l'article premier conformément à l'avis ainsi donné.

3. La date indiquée dans l'avis prévu à l'alinéa 2 du présent article sera postérieure de trois mois au moins à la date à laquelle la notification aura été faite en vertu de l'alinéa premier du présent article.

4. Toute Partie qui a fait une notification en vertu de l'alinéa premier du présent article prendra en considération toutes assurances de l'autre Partie affirmant que des mesures ont été prises pour empêcher que ne se renouvelle, en ce qui concerne lesdits articles, la situation qui avait provoqué l'envoi de la notification ; au cas où ladite Partie serait convaincue que de telles mesures ont effectivement été prises, elle accordera de nouveau aux articles en question tous les avantages de l'article premier du présent accord, s'il a déjà été donné effet à l'avis prévu à l'alinéa 2 du présent article, ou elle retirera cet avis, si celui-ci n'a pas encore été suivi d'effet.

Article 3.

Le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, désireux d'appliquer une proportion croissante du produit des ventes dans le Royaume-Uni d'articles importés de l'Union des Républiques soviétiques socialistes aux paiements afférents aux achats de marchandises dans le Royaume-Uni et à l'utilisation des services britanniques de transports maritimes, donnera effet aux arrangements relatifs à une balance approximative des paiements, qui figurent dans l'annexe au présent accord.

Article 4.

Le commerce entre le Royaume-Uni et l'Union des Républiques soviétiques socialistes sera traité sur le même pied que le commerce entre le Royaume-Uni et tout autre pays étranger en ce qui concerne toutes les mesures législatives et administratives qui ont été ou pourront être prises par le Gouvernement du Royaume-Uni en vue de l'octroi de crédits pour faciliter ce commerce ; en envisageant une transaction donnée, il ne sera donc tenu compte que de considérations financières et commerciales.

Article 5.

1. Etant donné qu'en vertu des lois de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, le commerce extérieur de l'Union constitue un monopole d'Etat, le Gouvernement du Royaume-Uni accepte d'accorder au Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes le droit d'établir à Londres une délégation commerciale comprenant le représentant commercial de l'Union des Républiques soviétiques socialistes et ses deux adjoints, qui feront partie de l'Ambassade de l'Union des Républiques soviétiques socialistes.

2. Le chef de la délégation commerciale sera le représentant commercial de l'Union des Républiques soviétiques socialistes dans le Royaume-Uni. En vertu de l'alinéa premier du présent article, le représentant commercial et ses deux adjoints jouiront de tous les privilèges et immunités diplomatiques ; l'immunité sera également conférée aux bureaux occupés par la délégation commerciale (5^e étage, East Wing, Bush House, Aldwych, Londres) et utilisés exclusivement pour les fins définies à l'alinéa 3 du présent article. Aucun membre du personnel de la délégation commerciale autre que le représentant commercial et ses deux adjoints ne jouira de privilèges ou d'une immunité autres que ceux qui sont ou pourront être accordés dans le Royaume-Uni aux fonctionnaires des organisations commerciales d'autres pays placées sous le contrôle de l'Etat.

3. La délégation commerciale aura pour fonctions :

a) De faciliter et d'encourager le développement des échanges commerciaux entre le Royaume-Uni et l'Union des Républiques soviétiques socialistes ;

b) De représenter les intérêts de l'Union des Républiques soviétiques socialistes dans tout ce qui touche au commerce extérieur de l'Union et de diriger, réglementer et exercer ce commerce avec le Royaume-Uni pour le compte et au nom de l'Union des Républiques soviétiques socialistes.

4. Comme la délégation commerciale, en ce qui concerne le commerce, agit pour le compte et au nom de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, le Gouvernement de l'Union assumera la responsabilité de toutes les transactions effectuées dans le Royaume-Uni par le représentant commercial ou par l'un de ses deux adjoints. Toutefois, le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes n'acceptera aucune responsabilité pour les actes des organisations économiques d'Etat, qui, en vertu des lois de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, sont seules responsables de leurs actes, sauf dans les cas où la responsabilité de ces actes aurait été nettement acceptée par le représentant commercial ou l'un de ses deux adjoints agissant pour le compte et au nom du Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes. Tous les engagements contractés dans le Royaume-Uni par le représentant commercial ou l'un de ses deux adjoints, agissant pour le compte et au nom de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, doivent porter la signature du représentant commercial ou de l'un de ses adjoints et être contresignés par une personne qui sera spécialement mandatée à cet effet par l'Union des Républiques soviétiques socialistes.

5. Les noms du représentant commercial, de ses deux adjoints et de la personne mandatée comme il est dit ci-dessus seront communiqués périodiquement au Gouvernement du Royaume-Uni et seront publiés dans le *Board of Trade Journal*. Le représentant commercial, ses adjoints et la personne ayant qualité pour engager le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes seront censés conserver leurs pouvoirs jusqu'au moment où un avis contraire sera publié de la même manière.

6. Tout différend qui pourrait surgir au sujet d'une transaction quelconque effectuée dans le Royaume-Uni par la délégation commerciale, le représentant commercial ou l'un de ses deux adjoints agissant pour le compte et au nom de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, et dûment signée conformément aux dispositions de l'alinéa 4 du présent article, sera réglé par les tribunaux du Royaume-Uni, d'après les lois de ce pays, et, dans toute procédure qui pourra être engagée relativement à une telle transaction, la signification de la citation ou de tout autre acte de procédure sera considérée comme ayant été régulièrement effectuée si la citation ou l'acte est remis au bureau de la délégation commerciale à Londres.

7. L'Union des Républiques soviétiques socialistes acceptera la compétence des tribunaux du Royaume-Uni pour toute question visée à l'alinéa 6 du présent article et ne revendiquera aucun privilège et aucune immunité à l'occasion de toute procédure qui pourra être engagée en vertu dudit alinéa. Si une citation ou un autre acte de procédure leur est signifié conformément audit alinéa 6, l'Union des Républiques soviétiques socialistes fera prendre au représentant commercial ou à toute autre personne agissant en son nom, les mesures nécessaires pour permettre que les questions faisant l'objet de la procédure soient réglées par les tribunaux du Royaume-Uni et pour assurer la représentation de la délégation à l'audience. De même, la délégation commerciale, le représentant commercial et ses deux adjoints accepteront la compétence des tribunaux du Royaume-Uni pour toute question visée à l'alinéa 6 du présent article et ne revendiqueront aucun

privilège et aucune immunité, ni en vertu de l'alinéa 2 du présent article ni autrement, pour toute procédure qui pourra être engagée en vertu dudit alinéa 6.

8. Tous les biens de l'Union des Républiques soviétiques socialistes dans le Royaume-Uni, nonobstant tous privilèges ou immunités, seront soumis à toutes mesures qui pourront être prises légalement pour donner effet aux ordonnances des tribunaux du Royaume-Uni rendues dans des procédures qui pourront être engagées en vertu de l'alinéa 6 du présent article, sauf toutefois les biens qui sont nécessaires pour l'exercice des droits de souveraineté de l'Etat ou pour les fonctions officielles des représentants diplomatiques ou consulaires de l'Union des Républiques soviétiques socialistes dans le Royaume-Uni.

Article 6.

Les navires britanniques, ainsi que leurs cargaisons et passagers, et les navires de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, ainsi que leurs cargaisons et passagers, jouiront dans les ports et eaux territoriales de l'Union des Républiques soviétiques socialistes et du Royaume-Uni, respectivement, d'un traitement qui, à tous égards, ne sera pas moins favorable que celui qui est accordé aux navires de la nation la plus favorisée, ainsi qu'à leurs cargaisons et passagers.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux navires immatriculés dans les ports des Dominions autonomes de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, qui sont individuellement Membres de la Société des Nations, ni aux navires immatriculés dans les ports des territoires sous mandat et des autres territoires administrés sous l'autorité des Gouvernements de Sa Majesté dans ces Dominions, ni aux cargaisons et passagers de ces navires.

Aucune disposition du présent article n'autorise les navires britanniques à revendiquer les privilèges qui sont ou pourront être accordés par l'Union des Républiques soviétiques socialistes aux bateaux de pêche de pays baignés par l'Océan arctique.

Article 7.

1. Aucune disposition du présent accord n'autorise l'Union des Républiques soviétiques socialistes à revendiquer le bénéfice d'un traitement, d'une préférence ou d'un privilège qui pourra exister à un moment donné exclusivement dans les rapports entre les territoires placés sous la souveraineté de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, ou sous la suzeraineté, la protection ou le mandat de Sa Majesté.

2. Aucune disposition du présent accord ne s'appliquera :

a) Aux dispositions spéciales relatives au commerce contenues dans les traités que l'Union des Républiques soviétiques socialistes a conclus ou pourra conclure par la suite avec l'Estonie, la Lithuanie ou la Lettonie, ou avec des Etats d'Asie qui ont une frontière commune avec l'Union des Républiques soviétiques socialistes ;

b) Aux droits qui ont été accordés et pourront être accordés à un tiers pays quelconque faisant partie d'une union douanière avec l'Union des Républiques soviétiques socialistes ;

c) Aux privilèges que l'Union des Républiques soviétiques socialistes a accordés ou pourra accorder aux Etats limitrophes pour le commerce local entre les habitants des zones frontières.

3. Aucune disposition du présent accord ne portera atteinte au droit de chacune des Parties contractantes d'appliquer des prescriptions sanitaires spéciales ou autres prescriptions particulières pour assurer la sécurité des personnes ou la protection des animaux ou des plantes contre les maladies et les parasites, pour réglementer le commerce des armes et des munitions ou pour réglementer le commerce d'un article particulier conformément aux dispositions d'une Convention internationale générale par laquelle est liée cette Partie contractante.

Article 8.

Aussi longtemps que, dans l'un quelconque des territoires placés sous la souveraineté de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, ou sous la suzeraineté, la protection ou le mandat de Sa Majesté, autre que le Royaume-Uni et les Dominions autonomes qui sont individuellement Membres de la Société des Nations, ainsi que les territoires sous mandat et autres territoires administrés sous l'autorité des Gouvernements de Sa Majesté dans ces Dominions, les produits naturels et articles manufacturés de l'Union des Républiques soviétiques socialistes jouiront du traitement de la nation la plus favorisée, exception faite seulement du cas prévu à l'alinéa premier de l'article 7, les produits naturels et articles manufacturés de ce territoire bénéficieront dans l'Union des Républiques soviétiques socialistes, complètement et sans condition, d'un traitement aussi favorable que celui qui est accordé aux produits naturels et articles manufacturés de la nation la plus favorisée.

Les produits naturels ou articles manufacturés de la Palestine ne seront pas exclus du bénéfice du présent article en raison, exclusivement, des privilèges douaniers spéciaux qui pourront être accordés en Palestine aux produits naturels ou articles manufacturés de tout Etat dont le territoire faisait entièrement partie en 1914 de la Turquie d'Asie ou de l'Arabie.

Article 9.

Le présent accord sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Moscou aussitôt que possible. Il prendra effet à la date de l'échange des instruments de ratification et demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à dater du jour où l'une des deux Parties contractantes aura notifié son intention d'y mettre fin.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Londres, en langue anglaise, le seize février 1934.

Une traduction sera établie en langue russe aussitôt que possible et approuvée par les Parties contractantes. Les deux textes seront alors considérés comme faisant foi à toutes fins utiles.

John SIMON.
Walter RUNCIMAN.
I. MAISKY.
A. OZERSKY.

ANNEXE

BALANCE DES PAIEMENTS.

1. Entre les paiements de l'Union des Républiques soviétiques socialistes dans le Royaume-Uni, tels qu'ils sont définis ci-après, et les rentrées (*proceeds*) de l'Union des Républiques soviétiques socialistes dans le Royaume-Uni, telles qu'elles sont définies ci-après, il devra exister les rapports suivants :

Pour l'année finissant le 31 décembre 1934	I : 1,7
Pour l'année finissant le 31 décembre 1935	I : 1,5
Pour l'année finissant le 31 décembre 1936	I : 1,4
Pour l'année finissant le 31 décembre 1937	I : 1,2

Ensuite, il sera maintenu une balance des paiements approximative présentant le rapport 1 : 1,1.

2. Pour les fins de la présente annexe :

a) Les rentrées (*proceeds*) de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, pour une année donnée, seront la valeur des importations de marchandises (à l'exclusion des marchandises transbordées sous plombs de la douane) indiquées pour ladite année dans les comptes commerciaux (*trade accounts*) du Royaume-Uni comme ayant été expédiées de l'Union des Républiques soviétiques socialistes¹ à destination du Royaume-Uni, déduction faite de 97 pour cent de la valeur des conserves de saumon ne faisant pas l'objet des transactions des organisations commerciales de l'Union des Républiques soviétiques socialistes ; et

b) Les paiements de l'Union des Républiques soviétiques socialistes dans le Royaume-Uni, au cours d'une année donnée, sous réserve des dispositions des alinéas 3 et 4 de la présente annexe, seront le total des quatre montants ci-après :

i) La valeur des exportations d'articles produits et manufacturés dans le Royaume-Uni et des marchandises importées (à l'exclusion des marchandises transbordées sous plombs de la douane) qui figurent, pour l'année en question, dans les comptes commerciaux du Royaume-Uni comme ayant été expédiés du Royaume-Uni à destination de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, déduction faite de la valeur des articles exportés ou réexportés pendant ladite année du Royaume-Uni à destination de l'Union des Républiques soviétiques socialistes et dont le paiement n'est pas effectué au cours de l'année au cours de laquelle l'exportation ou la réexportation a lieu ;

ii) Le montant des crédits remboursés par le Gouvernement ou les organisations commerciales de l'Union des Républiques soviétiques socialistes pendant ladite année (à l'exclusion des intérêts) et afférents à des exportations ou à des réexportations du Royaume-Uni au cours des années précédentes ;

iii) Les sommes payées par le Gouvernement ou les organisations commerciales de l'Union des Républiques soviétiques socialistes au cours de ladite année, pour l'affrètement de navires britanniques immatriculés dans des ports du Royaume-Uni ;

iv) Un montant égal à 6½ pour cent du total des importations du Royaume-Uni en provenance de l'Union des Républiques soviétiques socialistes pendant ladite année (telles qu'elles sont définies à l'alinéa *a*) ci-dessus, et à l'exclusion de 97 pour cent de la valeur des conserves de saumon ne faisant pas l'objet de transactions des organisations commerciales de l'Union des Républiques soviétiques socialistes) et des exportations et réexportations du Royaume-Uni à destination de l'Union des Républiques soviétiques socialistes pendant ladite année (telles qu'elles sont définies à l'alinéa *i*) ci-dessus), ce montant devant représenter l'excédent de tous les paiements de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, non spécialement prévus ailleurs, sur les paiements de même nature du Royaume-Uni.

3. Si, pendant une année donnée, les paiements de l'Union des Républiques soviétiques socialistes diffèrent du montant qu'ils auraient dû atteindre, conformément aux dispositions de l'alinéa premier ci-dessus, le montant de tout déficit sera déduit du total des quatre montants indiqués à l'alinéa précédent et le montant de tout excédent sera ajouté à ce total pour le calcul des paiements de l'Union des Républiques soviétiques socialistes pendant l'année suivante ; les paiements de l'Union des Républiques soviétiques socialistes pendant ladite année seront considérés comme étant égaux au montant obtenu, selon le cas, après déduction du montant du déficit ou après addition du montant de l'excédent en question.

4. Le Gouvernement du Royaume-Uni accepte que les dépenses du Gouvernement ou des organisations commerciales de l'Union des Républiques soviétiques socialistes pour l'achat, en vue

¹ Les marchandises transportées sous plombs de la douane à travers le territoire de l'Union des Républiques soviétiques socialistes ne seront pas inscrites parmi les importations expédiées de l'Union des Républiques soviétiques socialistes à destination du Royaume-Uni, à moins qu'elles ne soient réexpédiées de l'Union des Républiques soviétiques socialistes.

de l'exportation, de navires britanniques immatriculés dans des ports du Royaume-Uni — dont l'exportation, puisqu'il s'agit de navires anciens, ne figure pas parmi les exportations du Royaume-Uni — soient dûment ajoutées aux paiements de l'Union des Républiques soviétiques socialistes; le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes fournira de temps à autre au Gouvernement du Royaume-Uni un état indiquant les noms de ces navires, les sommes payées pour chacun d'eux et les dates auxquelles les paiements ont été effectués.

5. Les opérations commerciales de l'Union des Républiques soviétiques socialistes seront dirigées de telle manière que le déficit des paiements de l'Union des Républiques soviétiques socialistes dans le Royaume-Uni, pendant une année donnée, ne sera pas, par rapport au montant que ces paiements devraient atteindre d'après les dispositions de l'alinéa premier ci-dessus, supérieur à $7\frac{1}{2}$ pour cent de ce dernier montant.

6. Le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes fournira au Gouvernement du Royaume-Uni les renseignements ci-après pour chaque année :

i) Un état des paiements (à l'exclusion des intérêts) effectués pendant ladite année pour les exportations d'articles produits et manufacturés dans le Royaume-Uni à destination de l'Union des Républiques soviétiques socialistes; cet état indiquera séparément les paiements afférents aux marchandises exportées au cours de ladite année et les paiements afférents aux marchandises exportées pendant chacune des années précédentes;

ii) Un état des paiements (à l'exclusion des intérêts) effectués au cours de ladite année relativement aux réexportations du Royaume-Uni à destination de l'Union des Républiques soviétiques socialistes (à l'exclusion des marchandises transbordées sous plombs de la douane); cet état indiquera séparément les paiements afférents aux marchandises réexportées au cours de ladite année et les paiements afférents aux marchandises réexportées pendant chacune des années précédentes;

iii) Un état indiquant les navires britanniques immatriculés dans des ports du Royaume-Uni qui ont été affrétés au cours de ladite année et les sommes payées pendant cette année par le Gouvernement et les organisations commerciales de l'Union des Républiques soviétiques socialistes pour chacun de ces navires affrétés au cours de ladite année ou pendant chacune des années précédentes;

iv) Un état indiquant la valeur déclarée au moment de l'importation des conserves de saumon importées dans le Royaume-Uni en provenance de l'Union des Républiques soviétiques socialistes et ayant fait l'objet de transactions des organisations commerciales de l'Union des Républiques soviétiques socialistes.

7. Le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes fournira également au Gouvernement du Royaume-Uni un état indiquant les paiements (à l'exclusion des intérêts) effectués par le Gouvernement et les organisations commerciales de l'Union des Républiques soviétiques socialistes pendant l'année finissant le 31 décembre 1933, relativement *i)* aux exportations à destination de l'Union des Républiques soviétiques socialistes d'articles produits et manufacturés dans le Royaume-Uni, et *ii)* aux exportations, à destination de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, de marchandises importées (à l'exclusion des articles transbordés sous plombs de la douane) qui ont été exportées au cours de ladite année à destination de l'Union des Républiques soviétiques socialistes.

8. Dans la présente annexe, le terme « année » vise l'année commençant le 1^{er} janvier et finissant le 31 décembre, sauf au cas où le contexte imposerait une autre interprétation. Le terme « marchandises » a le même sens que dans les comptes commerciaux du Royaume-Uni.

N° 3447.

**ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET DANEMARK**

Echange de notes comportant un arrangement relatif à la circulation des aéronefs civils de l'un des deux États au-dessus du territoire de l'autre. Copenhague, les 12 et 24 mars 1934.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND DENMARK**

Exchange of Notes constituting an Arrangement concerning the Operation of Civil Aircraft of the One Country in the Other Country. Copenhagen, March 12th and 24th, 1934.

No. 3447. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE DANISH GOVERNMENT CONSTITUTING AN ARRANGEMENT CONCERNING THE OPERATION OF CIVIL AIRCRAFT OF THE ONE COUNTRY IN THE OTHER COUNTRY. COPENHAGEN, MARCH 12TH AND 24TH, 1934.

English official text communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations and by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place June 20th, 1934.

I.

LEGATION OF THE UNITED
STATES OF AMERICA.

COPENHAGEN, *March 12th*, 1934.

EXCELLENCY,

Reference is made to the negotiations which have taken place between the Government of the United States of America and the Government of Denmark for the conclusion of a reciprocal air navigation Arrangement between the United States of America and Denmark, governing the operation of civil aircraft of the one country in the other country.

It is my understanding that it has been agreed in the course of the negotiations, now terminated, that this Arrangement shall be as follows :

Article 1.

Pending the conclusion of a convention between the United States of America and Denmark on the subject of air navigation, the operation of civil aircraft of the one country in the other country shall be governed by the following provisions.

Article 2.

The present Arrangement shall apply to the United States of America and Denmark, and likewise, subject to the provisions of the second paragraph of Article 6, the following possessions, territories or colonies over which they respectively exercise jurisdiction, including territorial waters :

- (a) Alaska, Puerto Rico, Virgin Islands of the United States, and American Samoa ;
- (b) Greenland.

¹ Came into force April 16th, 1934.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3447. — ÉCHANGE DE NOTES ² ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT DANOIS, COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A LA CIRCULATION DES AÉRONEFS CIVILS DE L'UN DES DEUX ÉTATS AU-DESSUS DU TERRITOIRE DE L'AUTRE. COPENHAGUE, LES 12 ET 24 MARS 1934.

Texte officiel anglais communiqué par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations et l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 20 juin 1934.

I.

LÉGATION
DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

COPENHAGUE, le 12 mars 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant aux négociations qui ont eu lieu entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement danois en vue de la conclusion, entre les Etats-Unis d'Amérique et le Danemark, d'un arrangement de réciprocité relatif à la navigation aérienne et régissant la circulation dans l'un des deux pays des aéronefs civils de l'autre pays, j'estime qu'il a été convenu, au cours de ces négociations maintenant terminées, que l'arrangement en question serait ainsi conçu.

Article premier.

Jusqu'à la conclusion entre les Etats-Unis d'Amérique et le Danemark d'une convention concernant la navigation aérienne, la circulation des aéronefs civils de l'un des deux pays dans l'autre sera régie par les dispositions ci-après :

Article 2.

Le présent arrangement s'appliquera aux Etats-Unis d'Amérique et au Danemark, et en outre, sous réserve des dispositions du deuxième alinéa de l'article 6, aux possessions, territoires ou colonies ci-après, y compris leurs eaux territoriales, sur lesquels les deux Etats exercent respectivement leur souveraineté :

- a) Alaska, Porto-Rico, îles Vierges des Etats-Unis et Samoa américain ;
- b) Groenland.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Entré en vigueur le 16 avril 1934.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

The term aircraft with reference to one or the other Party to this Arrangement shall be understood to mean civil aircraft, including State aircraft used exclusively for commercial purposes, duly registered in the territory of such Party.

Article 4.

Each of the Parties undertakes to grant liberty of passage above its territory in time of peace to the aircraft of the other Party, provided that the conditions set forth in the present Arrangement are observed.

It is, however, agreed that the establishment and operation of regular air routes by an air transport company of one of the Parties within the territory of the other Party or across the said territory, with or without intermediary landing, shall be subject to the prior consent of the other Party given on the principle of reciprocity and at the request of the Party whose nationality the air transport company possesses.

Each Party to the Arrangement agrees that its consent for operations over its territory by air transport companies of the other Party may not be refused on unreasonable or arbitrary grounds. The consent may be made subject to special regulations relating to aerial safety and public order.

The Parties to this Arrangement agree that the period in which pilots may, while holding valid pilot licenses issued or rendered valid by either country, operate registered aircraft of that country in the other country for non-industrial or non-commercial purposes shall be limited to a period not exceeding six months from the time of entry for the purpose of operating aircraft, unless prior to the expiration of this period the pilots obtain from the Government of the country in which they are operating, pilot licenses authorizing them to operate aircraft for non-industrial or non-commercial purposes.

Article 5.

The aircraft of each of the Parties to this Arrangement, their crews and passengers, shall, while within the territory of the other Party, be subject to the general legislation in force in that territory as well as the regulations in force therein relating to air traffic in general, to the transport of passengers and goods and to public safety and order in so far as these regulations apply to all foreign aircraft, their crews and passengers.

Each of the Parties to this Arrangement shall permit the import or export of all merchandise which may be legally imported or exported and also the carriage of passengers, subject to any Customs, immigration and quarantine restrictions, into or from their respective territories in the aircraft of the other Party, and such aircraft, their passengers and cargoes, shall enjoy the same privileges as and shall not be subjected to any other or higher duties or charges than those which the aircraft of the country, imposing such duties or charges, engaged in international commerce, and their cargoes and passengers, or the aircraft of any foreign country likewise engaged, and their cargoes and passengers, enjoy or are subjected to.

Each of the Parties to this Arrangement may reserve to its own aircraft air commerce between any two points neither of which is in a foreign country. Nevertheless the aircraft of either Party may proceed from any aerodrome in the territory of the other Party which they are entitled to use to any other such aerodrome either for the purpose of landing the whole or part of their cargoes or passengers or of taking on board the whole or part of their cargoes or passengers provided that such cargoes are covered by through bills of lading, and such passengers hold through tickets, issued respectively for a journey whose starting place and destination both are not points between

Article 3.

Dans le présent arrangement, le terme aéronefs de l'une ou de l'autre Partie doit être compris comme signifiant les aéronefs civils régulièrement immatriculés dans le territoire de cette Partie, y compris les aéronefs de l'Etat servant exclusivement à des usages commerciaux.

Article 4.

Chacune des Parties s'engage à accorder en temps de paix aux aéronefs de l'autre Partie la liberté de passage au-dessus de son territoire, à condition que soient observées les conditions énoncées dans le présent arrangement.

Toutefois, il est entendu que l'établissement et l'exploitation de lignes aériennes régulières par une société de transports aériens de l'une des Parties dans le territoire de l'autre Partie, ou à travers ce territoire, avec ou sans atterrissage intermédiaire, seront subordonnés à l'autorisation préalable de l'autre Partie, accordée sur la base de la réciprocité et à la demande de la Partie à laquelle ressortit la société de transports aériens.

Chacune des Parties au présent arrangement s'engage à ne pas refuser, pour des motifs déraisonnables ou arbitraires, son consentement à l'exploitation de lignes aériennes passant au-dessus de son territoire par des sociétés de transports aériens de l'autre Partie. Ce consentement pourra être subordonné à l'observation de règles spéciales concernant la sécurité aérienne et l'ordre public.

Les Parties au présent arrangement conviennent que la période pendant laquelle les pilotes détenteurs de brevets de pilote valables, délivrés ou rendus valables par l'un des deux pays, pourront conduire des aéronefs immatriculés de ce pays dans l'autre pays, à des fins non industrielles ou non commerciales, sera limitée à six mois au maximum, à compter de la date de leur entrée dans le pays aux fins de piloter des aéronefs, à moins qu'avant l'expiration de cette période les pilotes n'aient obtenu du gouvernement du pays où ils opèrent un brevet de pilote les autorisant à conduire des aéronefs pour des fins non industrielles ou non commerciales.

Article 5.

Les aéronefs de chacune des Parties au présent arrangement, leurs équipages et leurs passagers seront soumis, aussi longtemps qu'ils se trouveront dans le territoire de l'autre Partie, à la législation générale applicable dans ce territoire, ainsi qu'aux règlements qui y régissent la navigation aérienne en général, le transport des passagers et des marchandises, ainsi que la sécurité et l'ordre publics, dans la mesure où ces règlements sont applicables à tous les aéronefs étrangers, à leurs équipages et à leurs passagers.

Chacune des Parties au présent arrangement, sous réserve des restrictions en vigueur en matière de douane, d'immigration et de quarantaine, autorisera l'importation ou l'exportation, à destination ou en provenance de son territoire, de toutes marchandises pouvant être licitement importées ou exportées, ainsi que le transport de passagers, par des aéronefs de l'autre Partie ; ces aéronefs, leurs passagers et leurs cargaisons bénéficieront des mêmes privilèges et ne seront pas assujettis à des taxes ou droits autres ou plus élevés que les aéronefs affectés aux transports commerciaux internationaux et ressortissant au pays qui applique ces taxes ou droits, ainsi que leurs passagers et cargaisons, ou que les aéronefs de tout autre pays étranger également affectés aux transports aériens commerciaux internationaux, leurs passagers et cargaisons.

Chacune des Parties au présent arrangement pourra réserver à ses propres aéronefs les transports commerciaux aériens entre deux points dont aucun n'est situé dans un pays étranger. Toutefois, les aéronefs de chacune des Parties pourront, sur le territoire de l'autre Partie, se rendre d'un aérodrome qu'ils ont le droit d'utiliser jusqu'à un autre aérodrome de ce genre, afin d'y débarquer ou d'y embarquer la totalité ou une partie de leur cargaison ou de leurs passagers, à condition que les marchandises soient accompagnées de connaissements directs et les passagers pourvus de billets directs pour des parcours dont ni le point initial ni le point terminus ne sont des points

which air commerce has been duly so reserved, and such aircraft, while proceeding as aforesaid, from one aerodrome to another, shall, notwithstanding that such aerodromes are points between which air commerce has been duly reserved, enjoy all the privileges of this Arrangement.

Article 6.

Each of the Parties to this Arrangement shall have the right to prohibit air traffic over certain areas of its territory, provided that no distinction in this matter is made between its aircraft engaged in international commerce and the aircraft of the other Party likewise engaged. The areas above which air traffic is thus prohibited by either Party must be notified to the other Party.

Each of the Parties may make the right to engage in air traffic over any of its possessions, territories or colonies, specified in sub-paragraphs (a) or (b) of Article 2, dependent upon the granting of a special permit and upon the fulfillment of special conditions and rules, provided that, subject to the right to reserve to national aircraft air commerce as described in the third paragraph of Article 5, no distinction in this matter is made between aircraft registered in its territory and aircraft registered in territory of the other Party. Each Party shall notify the other Party of its possession, territory or colony over which air traffic will not be permitted without a special permit.

Each of the Parties reserves the right under exceptional circumstances in time of peace and with immediate effect temporarily to limit or prohibit air traffic above its territory on condition that in this respect no distinction is made between the aircraft of the other Party and the aircraft of any foreign country.

Article 7.

Any aircraft which finds itself over a prohibited area referred to in the first paragraph of Article 6 shall, as soon as it is aware of the fact, give the signal of distress prescribed in the Rules of the Air in force in the territory flown over and shall land as soon as possible at an aerodrome situated in such territory outside of but as near as possible to such prohibited area.

Article 8.

All aircraft shall carry clear and visible nationality and registration marks whereby they may be recognized during flight. In addition, they must bear the name and address of the owner.

All aircraft shall be provided with certificates of registration and of airworthiness and with all the other documents prescribed for air traffic in the territory in which they are registered.

The members of the crew who perform, in an aircraft, duties for which a special permit is required in the territory in which such aircraft is registered, shall be provided with all documents and in particular with the certificates and licenses prescribed by the regulations in force in such territory.

The other members of the crew shall carry documents showing their duties in the aircraft, their profession, identity and nationality.

The certificates of airworthiness, certificates of competency and licenses issued or rendered valid by one of the Parties to this Arrangement in respect of an aircraft registered in its territory or of the crew of such aircraft shall have the same validity in the territory of the other Party as the corresponding documents issued or rendered valid by the latter.

Each of the Parties reserves the right for the purpose of flight within its own territory to refuse to recognize certificates of competency and licenses issued to nationals of that Party by the other Party.

entre lesquels les transports commerciaux aériens ont été dûment réservés aux aéronefs nationaux ; lorsque ces aéronefs se rendront d'un aéroport à destination d'un autre, comme il est dit ci-dessus, ils jouiront de tous les privilèges prévus par le présent arrangement, même s'il s'agit d'aéroports entre lesquels les transports commerciaux aériens ont été dûment réservés.

Article 6.

Chacune des Parties au présent arrangement aura le droit d'interdire le survol de certaines zones de son territoire, à condition qu'aucune distinction ne soit faite à cet égard entre ses propres aéronefs effectuant des transports internationaux et les aéronefs de l'autre Partie effectuant des transports du même genre. Les zones au-dessus desquelles la navigation aérienne est ainsi interdite par l'une des Parties devront être notifiées à l'autre Partie.

Chacune des Parties pourra subordonner le droit de naviguer au-dessus d'une de ses possessions, territoires ou colonies spécifiés dans les alinéas *a)* et *b)* de l'article 2, à l'octroi d'un permis spécial et à l'observation de conditions et de règles spéciales, à condition que, compte tenu du droit de réserver aux aéronefs nationaux les transports aériens visés au troisième alinéa de l'article 5, aucune distinction à cet égard ne soit faite entre les aéronefs immatriculés dans son territoire et ceux qui sont immatriculés dans le territoire de l'autre Partie. Chacune des Parties fera connaître à l'autre les possessions, territoires ou colonies au-dessus desquels la navigation aérienne ne sera autorisée qu'avec un permis spécial.

Chacune des Parties se réserve le droit, dans des circonstances exceptionnelles, de restreindre ou d'interdire temporairement en temps de paix et avec effet immédiat la navigation aérienne au-dessus de son territoire, à condition qu'aucune discrimination ne soit faite à cet égard entre les aéronefs de l'autre Partie et ceux d'un Etat étranger quelconque.

Article 7.

Tout aéronef qui se sera engagé au-dessus d'une zone interdite visée au premier alinéa de l'article 6 devra, dès qu'il s'en apercevra, donner le signal de détresse prescrit par le règlement sur la navigation aérienne en vigueur dans le territoire survolé et atterrir, aussitôt que possible, sur un aéroport de ce territoire situé en dehors de la zone interdite, mais aussi près que possible de celle-ci.

Article 8.

Tous les aéronefs devront porter des marques de nationalité et d'immatriculation distinctes et bien visibles, permettant d'identifier l'appareil en cours de vol. Ils devront, en outre, porter le nom et l'adresse de leur propriétaire.

Tous les aéronefs devront être munis de certificats d'immatriculation et de navigabilité, ainsi que de tous les autres documents exigés pour la navigation aérienne dans le territoire où ils sont immatriculés.

Les membres de l'équipage remplissant, à bord d'un aéronef, des fonctions dont l'exercice est subordonné à une autorisation spéciale dans le territoire où l'aéronef est immatriculé, devront être munis de toutes les pièces et notamment des certificats et licences prescrits par les règlements en vigueur dans ce territoire.

Les autres membres de l'équipage devront être munis de certificats indiquant leurs fonctions à bord de l'aéronef, leur profession, leur identité et leur nationalité.

Les certificats de navigabilité, brevets d'aptitude et licences délivrés ou rendus valables par l'une des Parties au présent arrangement pour les aéronefs immatriculés sur son territoire ou pour les équipages de ces aéronefs, auront, sur le territoire de l'autre Partie, la même validité que les documents correspondants, établis ou rendus valables par cette dernière.

Chacune des Parties se réserve le droit de ne pas reconnaître comme valables pour la navigation aérienne à l'intérieur de son propre territoire les brevets d'aptitude et licences délivrés aux nationaux de cette Partie par l'autre Partie.

Article 9.

Aircraft of either of the Parties to this Arrangement may carry wireless apparatus in the territory of the other Party only if a license to install and work such apparatus shall have been issued by the competent authorities of the Party in whose territory the aircraft is registered. The use of such apparatus shall be in accordance with the regulations on the subject issued by the competent authorities of the territory within whose air space the aircraft is navigating.

Such apparatus shall be used only by such members of the crew as are provided with a special license for the purpose issued by the Government of the territory in which the aircraft is registered.

The Parties to this Arrangement reserve respectively the right, for reasons of safety, to issue regulations relative to the obligatory equipment of aircraft with wireless apparatus.

Article 10.

No arms of war, explosives of war, or munitions of war shall be carried by aircraft of either Party above the territory of the other Party or by the crew or passengers, except by permission of the competent authorities of the territory within whose air space the aircraft is navigating.

Article 11.

Upon the departure or landing of any aircraft each Party may within its own territory and through its competent authorities search the aircraft of the other Party and examine the certificates and other documents prescribed.

Article 12.

Aerodromes open to public air traffic in the territory of one of the Parties to this Arrangement shall in so far as they are under the control of the Party in whose territory they are situated be open to all aircraft of the other Party, which shall also be entitled to the assistance of the meteorological services, the wireless services, the lighting services and the day and night signalling services, in so far as the several classes of services are under control of the Party in whose territory they respectively are rendered. Any scale of charges made, namely, landing, accommodation or other charge, with respect to the aircraft of each Party in the territory of the other Party, shall in so far as such charges are under the control of the Party in whose territory they are made be the same for the aircraft of both Parties.

Article 13.

All aircraft entering or leaving the territory of either of the Parties to this Arrangement shall land at or depart from an aerodrome open to public air traffic and classed as a Customs aerodrome at which facilities exist for enforcement of immigration regulations and clearance of aircraft, and no intermediary landing shall be effected between the frontier and the aerodrome. In special cases the competent authorities may allow aircraft to land at or depart from other aerodromes, at which Customs, immigration and clearance facilities have been arranged. The prohibition of any intermediary landing applies also in such cases.

In the event of a forced landing outside the aerodromes, referred to in the first paragraph of this Article, the pilot of the aircraft, its crew and the passengers shall conform to the Customs and immigration regulations in force in the territory in which the landing has been made.

Article 9.

Les aéronefs de chacune des Parties au présent arrangement ne pourront transporter d'appareils radiotélégraphiques sur le territoire de l'autre Partie que si l'autorisation d'installer et de manipuler ces appareils a été accordée par l'autorité compétente de la Partie sur le territoire de laquelle l'aéronef est immatriculé. L'utilisation de ces appareils sera soumise aux règlements en la matière édictés par les autorités compétentes de l'Etat dans le domaine aérien duquel navigue l'aéronef.

Ces appareils ne devront être manipulés que par les membres de l'équipage munis d'une autorisation spéciale à cet effet, délivrée par le gouvernement du territoire où l'aéronef est immatriculé.

Les Parties au présent arrangement se réservent respectivement le droit d'édicter, pour des raisons de sécurité, des règles concernant l'installation obligatoire d'appareils radiotélégraphiques sur les aéronefs.

Article 10.

Les aéronefs de chacune des Parties, leurs équipages ou les passagers ne pourront transporter d'armes de guerre, d'explosifs de guerre ou de munitions de guerre au-dessus du territoire de l'autre Partie qu'avec l'autorisation des autorités compétentes du territoire dans le domaine aérien duquel navigue l'aéronef.

Article 11.

Au départ ou à l'arrivée de tout aéronef, chacune des Parties pourra, sur son territoire, faire procéder par ses autorités compétentes à la visite des aéronefs de l'autre Partie, ainsi qu'à l'examen des certificats et autres documents prescrits.

Article 12.

Les aérodromes ouverts à la navigation aérienne publique dans le territoire de l'une des Parties au présent arrangement, s'ils sont placés sous le contrôle de la Partie dans le territoire de laquelle ils sont situés, seront accessibles à tous les aéronefs de l'autre Partie; ces aéronefs pourront également utiliser les services de renseignements météorologiques, de liaisons radio-électriques, de balisage et de signalisation de jour et de nuit, pour autant que ces diverses catégories de services sont sous le contrôle de la Partie dans le territoire de laquelle ils sont assurés. Toutes taxes (taxes d'atterrissage, de séjour, etc.) applicables aux aéronefs de chacune des Parties sur le territoire de l'autre, seront les mêmes pour les aéronefs des deux Parties, pour autant que ces taxes sont soumises au contrôle de la Partie sur le territoire de laquelle elles sont perçues.

Article 13.

Les aéronefs à destination ou en provenance du territoire de l'une des Parties au présent arrangement ne pourront atterrir ou prendre leur vol que sur un aérodrome ouvert à la navigation aérienne publique, classé comme aérodrome douanier et pourvu des services nécessaires pour l'application des règlements concernant l'immigration et le dédouanement des aéronefs; aucun atterrissage intermédiaire ne devra avoir lieu entre la frontière et l'aérodrome. Dans des cas spéciaux, les autorités compétentes pourront autoriser les aéronefs à atterrir ou à prendre leur vol sur d'autres aérodromes pourvus des services nécessaires pour l'accomplissement des formalités de douane, le paiement des droits et le contrôle de l'immigration. L'interdiction d'atterrir entre la frontière et l'aérodrome s'appliquera également en pareil cas.

En cas d'atterrissage forcé en dehors des aérodromes visés au premier alinéa du présent article, le pilote de l'aéronef, son équipage et les passagers devront se conformer aux règlements en matière de douane et d'immigration qui sont en vigueur dans le territoire où a eu lieu l'atterrissage.

Aircraft of each Party to this Arrangement are accorded the right to enter the territory of the other Party subject to compliance with quarantine regulations in force therein.

The Parties to this Arrangement shall exchange lists of the aerodromes in their territories designated by them as ports of entry and departure.

Article 14.

Each of the Parties to this Arrangement reserves the right to require that all aircraft crossing the frontiers of its territory shall do so between certain points. Subject to the notification of any such requirements by one Party to the other Party, and to the right to prohibit air traffic over certain areas as stipulated in Article 6 the frontiers of the territories of the Parties to this Arrangement may be crossed at any point.

Article 15.

As ballast, only fine sand or water may be dropped from an aircraft.

Article 16.

No article or substance, other than ballast, may be unloaded or otherwise discharged in the course of flight unless special permission for such purpose shall have been given by the authorities of the territory in which such unloading or discharge takes place.

Article 17.

Whenever questions of nationality arise in carrying out the present Arrangement, it is agreed that every aircraft shall be deemed to possess the nationality of the Party in whose territory it is duly registered.

Article 18.

The Parties to this Arrangement shall communicate to each other the regulations relative to air traffic in force in their respective territories.

Article 19.

The present Arrangement shall be subject to termination by either Party upon sixty days' notice given to the other Party or by the enactment by either Party of legislation inconsistent therewith.

I shall be glad to have you inform me whether it is the understanding of your Government that the Arrangement agreed to in the negotiations is as herein set forth. If so, it is suggested that the Arrangement become effective on April 16th, 1934.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

(Signed) Ruth Bryan OWEN.

His Excellency
Dr. P. Munch,
Royal Minister for Foreign Affairs,
Copenhagen.

Les aéronefs de chacune des Parties au présent arrangement pourront pénétrer sur le territoire de l'autre Partie, à condition de se conformer aux règlements de quarantaine qui y sont en vigueur.

Les Parties au présent arrangement se communiqueront réciproquement la liste des aérodrômes de leur territoire désignés par elles comme aérodrômes d'entrée et de sortie.

Article 14.

Chacune des Parties au présent arrangement se réserve le droit de prescrire que tous les aéronefs ne franchiront les frontières de son territoire qu'entre certains points. Sous réserve de la notification de cette prescription par l'une des Parties à l'autre et du droit d'interdire la navigation aérienne au-dessus de certaines zones, ainsi qu'il est stipulé à l'article 6, les frontières des territoires des Parties au présent arrangement pourront être survolées en tous points.

Article 15.

Il ne pourra être lancé d'un aéronef d'autre lest que du sable fin ou de l'eau.

Article 16.

En cours de route, il ne pourra être jeté ou déchargé de toute autre façon des objets ou matières autres que le lest, sauf autorisation spéciale donnée à cet effet par les autorités du territoire où lesdits objets ou matières doivent être jetés ou déchargés.

Article 17.

Dans tous les cas où l'application du présent arrangement soulèverait des questions de nationalité, il est convenu que les aéronefs seront considérés comme possédant la nationalité de la Partie dans le territoire de laquelle ils sont régulièrement immatriculés.

Article 18.

Les Parties au présent arrangement se communiqueront réciproquement les prescriptions relatives à la navigation aérienne qui sont en vigueur sur leurs territoires respectifs.

Article 19.

Le présent arrangement pourra être dénoncé par chacune des Parties moyennant un préavis de soixante jours donné à l'autre Partie. En outre, il prendra fin dans le cas où l'une des Parties promulguerait des dispositions législatives incompatibles avec l'arrangement.

Je vous serais obligé de vouloir bien me faire savoir si votre gouvernement estime que l'arrangement intervenu au cours des négociations est conforme au texte ci-dessus. Dans l'affirmative, je propose que l'arrangement entre en vigueur le 16 avril 1934.

Veillez agréer, etc.

(Signé) Ruth Bryan OWEN.

Son Excellence
le D^r P. Munch,
Ministre des Affaires étrangères,
Copenhague.

II.

UDENRIGSMINISTERIET.

COPENHAGEN, *March 24th*, 1934.

MADAM,

I have the honour to acknowledge the receipt of the note of the 12th instant in which you communicated to me the text of the reciprocal air navigation Arrangement between Denmark and the United States of America, governing the operation of civil aircraft of the one country in the other country, as understood by you to have been agreed to during the negotiations, now terminated, between the two countries.

The text which you have communicated to me is reproduced below :

(Here follow the nineteen Articles of the preceding notes.)

I am glad to assure you that the foregoing text is what has been accepted by my Government in the course of the negotiations and is approved by it.

In accordance with your suggestion it is understood that the Arrangement will come into force on April 16th, 1934.

I avail myself of this opportunity to renew to you, Madam, the assurance of my high consideration.

(Signed) P. MUNCH.

Mrs. Ruth Bryan Owen,
Minister of the United States of America.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 2 juin 1934.

H. A. Bernhoft,
*Secrétaire général du Ministère
des Affaires étrangères.*

Certified to be a true and complete textual copy of the original notes exchanged in the language in which they were signed.

*For the Secretary of State
of the United States of America :*

C. E. MacEachran
Chief Clerk and Administrative Assistant.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

COPENHAGUE, le 24 mars 1934.

MADAME,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note en date du 12 de ce mois dans laquelle vous avez bien voulu me communiquer le texte de l'arrangement de réciprocité relatif à la navigation aérienne conclu entre le Danemark et les Etats-Unis d'Amérique et régissant la circulation dans l'un des deux pays des aéronefs civils de l'autre pays, tel que vous estimez qu'il a été arrêté au cours des négociations, maintenant terminées, entre les deux pays.

Le texte que vous m'avez communiqué est reproduit ci-dessous :

(Suivent les dix-neuf articles de la note précédente.)

Je suis heureux de vous donner l'assurance que le texte qui précède est conforme à celui qui a été accepté par mon gouvernement au cours des négociations, et que mon gouvernement y donne son approbation.

Conformément à votre proposition, il est entendu que l'arrangement entrera en vigueur le 16 avril 1934.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) P. MUNCH.

Mrs. Ruth Bryan Owen,
Ministre des Etats-Unis d'Amérique.

N° 3448.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET DANEMARK**

Echange de notes comportant un arrangement relatif à la délivrance par l'un des deux États aux ressortissants de l'autre État de brevets de pilote les autorisant à piloter des aéronefs civils. Copenhague, les 14 et 24 mars 1934.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND DENMARK**

Exchange of Notes constituting an Arrangement concerning the Issuance by the One Country of Licenses to Nationals of the Other Country authorizing them to pilot Civil Aircraft. Copenhagen, March 14th and 24th, 1934,

No. 3448. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE DANISH GOVERNMENT CONSTITUTING AN ARRANGEMENT CONCERNING THE ISSUANCE BY THE ONE COUNTRY OF LICENSES TO NATIONALS OF THE OTHER COUNTRY AUTHORIZING THEM TO PILOT CIVIL AIRCRAFT. COPENHAGEN, MARCH 14TH AND 24TH, 1934.

English official text communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations and by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place June 20th, 1934.

I.

LEGATION OF THE UNITED
STATES OF AMERICA.

COPENHAGEN, *March 14th, 1934.*

EXCELLENCY,

Reference is made to the negotiations which have taken place between the Government of the United States of America and the Government of Denmark for the conclusion of a reciprocal Arrangement between the United States of America and Denmark providing for the issuance by the one country of licenses to nationals of the other country authorizing them to pilot civil aircraft.

It is my understanding that it has been agreed in the course of the negotiations, now terminated, that this Arrangement shall be as follows :

Article 1.

The present Arrangement between the United States of America and Denmark relates to the issuance by each country of licenses to nationals of the other country for the piloting of civil aircraft. The term "civil aircraft" shall be understood to mean aircraft used for private, industrial, commercial or transport purposes.

Article 2.

(a) The Department of Public Works of Denmark will issue pilots' licenses to American nationals upon a showing that they are qualified under the regulations of that Department covering the licensing of pilots.

¹ Came into force April 16th, 1934.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3448. — ÉCHANGE DE NOTES ² ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT DANOIS COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A LA DÉLIVRANCE PAR L'UN DES DEUX ÉTATS AUX RESSORTISSANTS DE L'AUTRE ÉTAT DE BREVETS DE PILOTE LES AUTORISANT A PILOTER DES AÉRONEFS CIVILS. COPENHAGUE, LES 14 ET 24 MARS 1934.

Texte officiel anglais communiqué par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations et l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 20 juin 1934.

I.

LÉGATION
DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

COPENHAGUE, le 14 mars 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant aux négociations qui ont eu lieu entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement danois en vue de la conclusion d'un arrangement de réciprocité entre les Etats-Unis d'Amérique et le Danemark concernant la délivrance par l'un des deux pays aux ressortissants de l'autre pays de brevets les autorisant à piloter des aéronefs civils, j'estime qu'il a été convenu au cours de ces négociations, maintenant terminées, que l'arrangement en question serait ainsi conçu :

Article premier.

Le présent arrangement entre les Etats-Unis d'Amérique et le Danemark a trait à la délivrance, par chacun des deux pays, de brevets aux ressortissants de l'autre pays pour le pilotage d'aéronefs civils. Le terme « aéronefs civils » s'entendra des aéronefs servant aux usages privés, industriels ou commerciaux, ou aux transports.

Article 2.

a) Le Ministère danois des Travaux publics délivrera des brevets de pilotes aux nationaux américains lorsque ceux-ci auront démontré qu'ils remplissent les conditions prescrites par le règlement de ce ministère relatif à la délivrance des brevets de pilote.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Entré en vigueur le 16 avril 1934.

(b) The Department of Commerce of the United States of America will issue pilots' licenses to Danish nationals upon a showing that they are qualified under the regulations of that Department covering the licensing of pilots.

Article 3.

(a) Pilots' licenses issued by the Department of Commerce of the United States of America to Danish nationals shall entitle them to the same privileges as are granted by pilots' licenses issued to American nationals.

(b) Pilots' licenses issued by the Department of Public Works of Denmark to American nationals shall entitle them to the same privileges as are granted by pilots' licenses issued to Danish nationals.

Article 4.

Pilots' licenses issued to nationals of the one country by the competent authority of the other country shall not be construed to accord to the licensees the right to register aircraft in such other country.

Article 5.

Pilots' licenses issued to nationals of the one country by the competent authority of the other country shall not be construed to accord to the licensees the right to operate aircraft in air commerce wholly within territory of such other country reserved to national aircraft, unless the aircraft have been registered under the laws of the country issuing the pilots' licenses and the license is valid for the operations in which the pilot is to engage.

Article 6.

The present Arrangement shall be subject to termination by either Party upon sixty days' notice given to the other Party or by enactment by either Party of legislation inconsistent therewith.

I shall be glad to have you inform me whether it is the understanding of your Government that the Arrangement agreed to in the negotiations is as herein set forth. If so, it is suggested that the Arrangement become effective on April 16th, 1934.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

(Signed) Ruth Bryan OWEN.

His Excellency
Dr. P. Munch,
Royal Minister for Foreign Affairs,
Copenhagen.

b) Le Département du Commerce des Etats-Unis d'Amérique délivrera des brevets de pilote aux nationaux danois lorsque ceux-ci auront démontré qu'ils remplissent les conditions prescrites par le règlement de ce département relatif à la délivrance des brevets de pilote.

Article 3.

a) Les brevets de pilote délivrés par le Département du Commerce des Etats-Unis d'Amérique à des nationaux danois leur conféreront des droits égaux à ceux que donnent les brevets de pilote délivrés aux nationaux américains.

b) Les brevets de pilote délivrés par le Ministère danois des Travaux publics à des nationaux américains leur conféreront des droits égaux à ceux que donnent les brevets de pilote délivrés aux nationaux danois.

Article 4.

Les brevets de pilote délivrés aux nationaux de l'un des deux pays par l'autorité compétente de l'autre pays ne devront pas être interprétés comme donnant aux titulaires le droit de faire immatriculer des aéronefs dans cet autre pays.

Article 5.

Les brevets de pilote délivrés aux nationaux de l'un des deux pays par l'autorité compétente de l'autre pays ne devront pas être interprétés comme donnant aux titulaires le droit de piloter des aéronefs à des fins commerciales sur des parcours situés entièrement dans le territoire de cet autre pays réservé aux aéronefs nationaux, à moins que les aéronefs n'aient été immatriculés conformément à la législation du pays qui délivre ces brevets et que le brevet soit valable pour les vols que doivent effectuer les pilotes.

Article 6.

Le présent arrangement pourra prendre fin moyennant préavis de soixante jours donné par l'une des Parties à l'autre, ou comme suite à la promulgation, par l'une des Parties, de dispositions législatives incompatibles avec cet arrangement.

Je vous sera obligé de bien vouloir me faire savoir si votre gouvernement estime que l'arrangement conclu au cours des négociations est conforme au texte ci-dessus. Dans l'affirmative, je propose que l'arrangement entre en vigueur le 16 avril 1934.

Veillez accepter, etc.

(Signé) Ruth Bryan OWEN.

Son Excellence
le D^r P. Munch,
Ministre des Affaires étrangères,
Copenhague.

II.

UDENRIGSMINISTERIET.

COPENHAGEN, *March 24th*, 1934.

MADAM,

I have the honour to acknowledge the receipt of the note of the 14th instant in which you communicated to me the text of the reciprocal Arrangement between Denmark and the United States of America providing for the issuance by the one country of licenses to nationals of the other country authorizing them to pilot civil aircraft, as understood by you to have been agreed to during the negotiations, now terminated, between the two countries.

The text which you have communicated to me is reproduced below :

(Here follow the six Articles of the preceding note.)

I am glad to assure you that the foregoing text is what has been accepted by my Government in the course of the negotiations and is approved by it.

In accordance with your suggestion it is understood that the Arrangement will come into force on April 16th, 1934.

I avail myself of this opportunity to renew to you, Madam, the assurance of my high consideration.

(Signed) P. MUNCH.

Mrs. Ruth Bryan Owen,
Minister of the United States
of America.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 15 juin 1934.

H. A. Bernhoft,
*Secrétaire général du Ministère
des Affaires étrangères.*

Certified to be a true and complete textual copy of the original notes exchanged in the language in which they were signed.

*For the Secretary of State
of the United States of America :*

C. E. MacEachran,
*Chief Clerk
and Administrative Assistant.*

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

COPENHAGUE, le 24 mars 1934.

MADAME,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la note en date du 14 de ce mois par laquelle vous avez bien voulu me communiquer le texte de l'arrangement de réciprocité entre le Danemark et les Etats-Unis d'Amérique concernant la délivrance par l'un des deux pays aux ressortissants de l'autre pays de brevets les autorisant à piloter des aéronefs civils, tel que vous estimez qu'il a été arrêté au cours des négociations, maintenant terminées, entre les deux pays.

Le texte que vous m'avez communiqué est reproduit ci-après :

(Suivent les six articles de la note précédente.)

Je suis heureux de pouvoir vous donner l'assurance que le texte qui précède est conforme à celui qui a été accepté par mon gouvernement au cours des négociations et que mon gouvernement y donne son approbation.

Conformément à votre proposition, il est entendu que l'arrangement entrera en vigueur le 16 avril 1934.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) P. MUNCH.

Mrs. Ruth Bryan Owen,
Ministre des Etats-Unis d'Amérique.

N° 3449.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET DANEMARK**

Echange de notes comportant un arrangement relatif à la reconnaissance par l'un des deux Etats des certificats de navigabilité concernant les aéronefs exportés de l'autre Etat comme marchandise. Copenhague, les 12 et 24 mars 1934.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND DENMARK**

Exchange of Notes constituting an Arrangement concerning the Acceptance by the One Country of Certificates of Airworthiness for Aircraft exported from the Other Country as Merchandise. Copenhagen, March 12th and 24th, 1934.

No. 3449. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE DANISH GOVERNMENT CONSTITUTING AN ARRANGEMENT CONCERNING THE ACCEPTANCE BY THE ONE COUNTRY OF CERTIFICATES OF AIRWORTHINESS FOR AIRCRAFT EXPORTED FROM THE OTHER COUNTRY AS MERCHANDISE. COPENHAGEN, MARCH 12TH AND 24TH, 1934.

English official text communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations and by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place June 20th, 1934.

I.

LEGATION OF THE UNITED
STATES OF AMERICA.

COPENHAGEN, *March 12th, 1934.*

EXCELLENCY,

Reference is made to the negotiations which have taken place between the Government of the United States of America and the Government of Denmark for the conclusion of a reciprocal Arrangement between the United States of America and Denmark providing for the acceptance by the one country of certificates of airworthiness for aircraft exported from the other country as merchandise.

It is my understanding that it has been agreed in the course of the negotiations, now terminated, that this Arrangement shall be as follows :

Article I.

The present Arrangement applies to civil aircraft constructed in continental United States of America, exclusive of Alaska, and exported to Denmark ; and to civil aircraft constructed in Denmark and exported to continental United States of America, exclusive of Alaska.

¹ Came into force April 16th, 1934.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3449. — ÉCHANGE DE NOTES ² ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT DANOIS COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A LA RECONNAISSANCE PAR L'UN DES DEUX ÉTATS DES CERTIFICATS DE NAVIGABILITÉ CONCERNANT LES AÉRONEFS EXPORTÉS DE L'AUTRE ÉTAT COMME MARCHANDISE. COPENHAGUE, LES 12 ET 24 MARS 1934.

Texte officiel anglais communiqué par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations et l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 20 juin 1934.

I.

LÉGATION
DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

COPENHAGUE, le 12 mars 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant aux négociations qui ont eu lieu entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement danois en vue de la conclusion entre les Etats-Unis et le Danemark d'un arrangement de réciprocité relatif à la reconnaissance par l'un des deux pays des certificats de navigabilité concernant les aéronefs exportés de l'autre pays comme marchandise, j'estime qu'il a été convenu, au cours de ces négociations maintenant terminées, que l'arrangement en question serait ainsi conçu :

Article premier.

Le présent arrangement a trait aux aéronefs civils construits dans le territoire continental des Etats-Unis d'Amérique, sauf l'Alaska, et exportés au Danemark, ainsi qu'aux aéronefs civils construits au Danemark et exportés dans le territoire continental des Etats-Unis d'Amérique, sauf l'Alaska.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Entré en vigueur le 16 avril 1934.

Article 2.

The same validity shall be conferred on certificates of airworthiness issued by the competent authorities of the Government of the United States in respect of aircraft subsequently registered in Denmark as if they had been issued under the regulations in force on the subject in Denmark provided that in each case a certificate of airworthiness for export has also been issued by the United States authorities in respect of the individual aircraft, and provided that certificates of airworthiness issued by the competent authorities of Denmark in respect of aircraft subsequently registered in the United States of America are similarly given the same validity as if they had been issued under the regulations in force on the subject in the United States.

Article 3.

The above Arrangement will extend to civil aircraft of all categories, including those used for public transport and those used for private purposes.

Article 4.

The present Arrangement shall be subject to termination by either Party upon sixty days' notice given to the other Party or by the enactment of either Party of legislation inconsistent therewith.

I shall be glad to have you inform me whether it is the understanding of your Government that the Arrangement agreed to in the negotiations is as herein set forth. If so, it is suggested that the Arrangement become effective on April 16th, 1934.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

(*Sign.*) Ruth Bryan OWEN.

His Excellency
Dr. P. Munch,
Royal Minister for Foreign Affairs,
Copenhagen.

II.

UDENRIGSMINISTERIET.

COPENHAGEN, *March 24th*, 1934.

MADAM,

I have the honour to acknowledge the receipt of the note of the 12th instant, in which you communicated to me the text of the reciprocal Arrangement between Denmark and the United States of America providing for the acceptance by the one country of certificates of airworthiness for aircraft exported from the other country as merchandise, as understood by you to have been agreed to during the negotiations, now terminated, between the two countries :

The text which you have communicated to me² is reproduced below :

(*Here follow the four Articles of the preceding note.*)

Article 2.

Les certificats de navigabilité délivrés par les autorités compétentes du Gouvernement des Etats-Unis pour des aéronefs ultérieurement immatriculés au Danemark auront la même validité que s'ils avaient été délivrés conformément aux prescriptions en vigueur à cet égard au Danemark, à condition que, dans chaque cas, les autorités des Etats-Unis aient également délivré, pour l'aéronef en question, un certificat de navigabilité pour l'exportation et que, de même, les certificats de navigabilité délivrés par les autorités danoises compétentes pour les aéronefs ultérieurement immatriculés aux Etats-Unis d'Amérique aient la même validité que s'ils avaient été délivrés conformément aux prescriptions en vigueur à cet égard aux Etats-Unis.

Article 3.

L'arrangement ci-dessus s'appliquera aux aéronefs civils de toutes catégories, y compris ceux qui servent aux transports publics ou à des usages privés.

Article 4.

Le présent arrangement pourra prendre fin moyennant préavis de soixante jours donné par l'une des Parties à l'autre, ou comme suite à la promulgation, par l'une des Parties, de dispositions législatives incompatibles avec cet arrangement.

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire savoir si votre gouvernement estime que l'arrangement conclu au cours des négociations est conforme au texte ci-dessus. Dans l'affirmative, je propose que l'arrangement entre en vigueur le 16 avril 1934.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) Ruth Bryan OWEN.

Son Excellence
le D^r P. Munch,
Ministre des Affaires étrangères,
Copenhague.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

COPENHAGUE, le 24 mars 1934.

MADAME,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la note en date du 12 de ce mois par laquelle vous avez bien voulu me communiquer le texte de l'arrangement de réciprocité entre le Danemark et les Etats-Unis d'Amérique relatif à la reconnaissance, par l'un des deux pays, des certificats de navigabilité concernant les aéronefs exportés de l'autre pays comme marchandises, tel que vous estimez qu'il a été arrêté au cours des négociations, maintenant terminées, entre les deux pays.

Le texte que vous m'avez communiqué est reproduit ci-après :

(Suivent les quatre articles de la note précédente.)

I am glad to assure you that the foregoing text is what has been accepted by my Government in the course of the negotiations and is approved by it.

In accordance with your suggestion it is understood that the Arrangement will come into force on April 16th, 1934.

I avail myself of this opportunity to renew to you, Madam, the assurance of my high consideration.

(*Sign.*) P. MUNCH.

Mrs. Ruth Bryan Owen,
Minister of the United States of America.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 2 juin 1934.

H. A. Bernhoft,
*Secrétaire général du Ministère
des Affaires étrangères.*

Certified to be a true and complete textual copy of the original notes exchanged in the language in which they were signed.

*For the Secretary of State
of the United States of America :*

C. E. MacEachran,
Chief Clerk and Administrative Assistant.

Je suis heureux de pouvoir vous donner l'assurance que le texte qui précède est conforme à celui qui a été accepté par mon gouvernement au cours des négociations et que mon gouvernement y donne son approbation.

Conformément à votre proposition, il est entendu que l'arrangement entrera en vigueur le 16 avril 1934.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) P. MUNCH.

Mrs. Ruth Bryan Owen,
Ministre des Etats-Unis d'Amérique.

